



European Asylum Support Office

# EASO

## Rapport d'information sur les pays d'origine

### Nigeria

### Individus pris pour cibles



Novembre 2018

SUPPORT IS OUR MISSION





# EASO

## Rapport d'information sur les pays d'origine

### Nigeria

### Individus pris pour cibles

De plus amples informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet (<http://europa.eu>).

ISBN: 978-92-9476-477-5

doi: 10.2847/320667

© European Asylum Support Office (EASO) 2018

Sauf indication contraire, la reproduction est autorisée, moyennant mention de la source.

Pour les contenus reproduits dans la présente publication et appartenant à des tierces parties, se référer aux mentions relatives aux droits d'auteur des dites tierces parties.

Photo de couverture: © [Utenriksdepartementet UD](#), camp de déplacés internes de Banki, État de Borno, nord-est du Nigeria

Des femmes et des enfants allant chercher de l'eau à un puits dans le camp de déplacés internes de Mafa (État de Borno, nord-est du Nigeria), le 9 novembre 2016.

# Remerciements

Le présent rapport a été rédigé par l'EASO.

Les services d'asile et de migration nationaux suivants ont relu le présent rapport:

Pays-Bas, service de l'immigration et de la naturalisation, Office d'information sur les pays et d'analyse linguistique (OCILA);

Suède, Agence de la migration (Migrationsverket), Lifos – Centre d'analyse et d'information sur les pays d'origine.

L'experte externe suivante a relu le présent rapport:

Megan Turnbull, professeure adjointe de politique comparée au Département des affaires internationales de l'Université de Géorgie.

Il convient de souligner que la relecture du présent rapport par les départements, experts ou organisations susmentionnés contribue à la qualité globale du rapport, mais ne suppose pas nécessairement leur approbation formelle du rapport final, qui relève pleinement de la responsabilité de l'EASO.



# Table des matières

Remerciements .....	3
Table des matières .....	5
Avertissement .....	9
Glossaire et abréviations .....	10
Introduction .....	16
Méthodologie .....	16
Définition des termes de référence .....	16
Collecte de l'information.....	16
Contrôle de la qualité (relecture par les pairs et relecture externe) .....	17
Structure et utilisation du présent rapport .....	17
Carte.....	18
1. Présentation générale du Nigeria .....	19
2. Acteurs ciblant les personnes .....	21
2.1 Boko Haram .....	21
2.1.1 Objectifs .....	22
2.1.2 Structure.....	24
2.1.3 Mode opératoire .....	29
2.1.4 Recrutement de Boko Haram.....	31
2.1.5 Recrutement forcé .....	33
2.1.6 Enfants soldats .....	35
2.1.7 Femmes et filles .....	35
2.2 Groupes militants dans le delta du Niger .....	36
2.2.1 Généralités .....	37
2.2.2 MEND (Movement for the Emancipation of the Niger Delta, Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger) .....	40
2.2.3 NDA (Niger Delta Avengers, Vengeurs du delta du Niger).....	41
2.3 Confraternités étudiantes/universitaires .....	45
2.3.1 Structure.....	46
2.3.2 Objectif .....	47
2.3.3 Mode opératoire .....	48
2.3.4 Recrutement et initiation .....	49
2.4 Trafiquants.....	51

2.4.1 Structure.....	52
2.4.2 Objectifs .....	54
2.4.3 Modes opératoire – y compris recrutement.....	54
2.5 Acteurs étatiques ou rattachés à l'État .....	56
2.5.1 Forces armées nigérianes.....	56
2.5.2 Force de police nigériane .....	59
2.5.3 Police islamique ( <i>hisba</i> ).....	61
2.5.4 Force d'intervention civile conjointe (Civilian Joint Task Force, CJTF).....	66
2.6 Peine de mort .....	70
2.6.1 Le code pénal de la charia et la peine de mort .....	71
2.6.2 Infractions passibles de la peine de mort dans la charia .....	72
3. Individus pris pour cibles .....	74
3.1 Personnes prises pour cibles par Boko Haram .....	74
3.1.1 Généralités .....	74
3.1.2 Personnes perçues comme des partisans du gouvernement .....	75
3.1.3 Personnes rejetant la charia/«infidèles» .....	75
3.1.4 Chrétiens .....	76
3.1.5 Enseignants/éducation.....	77
3.1.6 Professionnels de la santé.....	79
3.1.7 Femmes et enfants.....	80
3.1.8 PDI (personnes déplacées internes).....	82
3.1.9 Journalistes.....	83
3.2 Personnes appartenant à des groupes militants dans le delta du Niger.....	85
3.2.1 Définition du profil .....	85
3.2.2 Attitude des autorités et violations des droits de l'homme .....	85
3.3 Membres et partisans de mouvements séparatistes .....	86
3.3.1 Membres et partisans du groupe MASSOB.....	87
3.3.2 Membres de l'IPOB.....	88
3.3.3 Attitude des autorités .....	90
3.3.4 Violations des droits de l'homme – Incidents.....	91
3.3.5 Voies de recours.....	93
3.4 Membres ou sympathisants de partis politiques .....	93
3.4.1 Définition du profil .....	93
3.4.2 Violations des droits de l'homme .....	93
3.5 Journalistes, blogueurs et autres professionnels des médias .....	96
3.6 Défenseurs des droits de l'homme.....	99



3.7 Personnes impliquées dans le conflit entre éleveurs et agriculteurs.....	100
3.7.1 Définition du profil .....	100
3.7.2 Violations des droits de l'homme et/ou discrimination.....	105
3.7.3 Possibilités de réinstallation.....	107
3.7.4 Voies de recours.....	107
3.8 Minorités religieuses .....	108
3.8.1 Introduction.....	108
3.8.2 Traitement des minorités religieuses.....	109
3.8.3 Minorités religieuses spécifiques.....	111
3.8.4 Voies de recours.....	113
3.9 Victimes de la sorcellerie ou de meurtres rituels.....	113
3.9.1 Description de la sorcellerie.....	113
3.9.2 Personnes accusées de sorcellerie.....	115
3.9.3 Meurtres rituels.....	119
3.9.4 Personnes refusant les titres de chef (chefferie).....	122
3.10 Victimes des sociétés secrètes .....	125
3.10.1 Ogboni .....	125
3.10.2 Définition du profil .....	125
3.10.3 Organisation .....	126
3.10.4 Adhésion.....	126
3.10.5 Anciens membres de la société Ogboni .....	127
3.10.6 Personnes refusant de rejoindre la société secrète Ogboni .....	127
3.10.7 Personnes critiquant la société Ogboni .....	127
3.11 Victimes des confraternités étudiantes/universitaires .....	128
3.11.1 Membres ou anciens membres de confraternités étudiantes.....	129
3.11.2 Personnes refusant de rejoindre les confraternités étudiantes .....	131
3.12 Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres (LGBT).....	131
3.12.1 Attitude de la justice et de la société.....	131
3.12.2 Violations des droits de l'homme et/ou discrimination.....	134
3.12.3 Possibilités de réinstallation.....	136
3.12.4 Voies de recours.....	136
3.12.5 Organisations de défense des droits des personnes LGBT .....	137
3.13 Femmes et filles.....	139
3.13.1 Violence fondée sur le genre (VFG).....	139
3.13.2 Mariages forcés/précoces .....	140
3.13.3 Mutilations génitales féminines/Excisions (MGF/E) .....	141

3.13.4 Femmes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.....	145
3.14 Enfants.....	146
3.15 Victimes de la traite des êtres humains .....	147
3.15.1 Contexte général .....	147
3.15.2 Femmes .....	148
3.15.3 Hommes .....	149
3.15.4 Enfants.....	151
3.15.5 Retour au Nigeria/soutien de l'État .....	154
3.15.6 Traite secondaire.....	155
3.15.7 Traite à des fins de prélèvement d'organes.....	155
3.16 Personnes handicapées ou ayant de graves problèmes de santé.....	156
3.16.1 Cadre juridique .....	156
3.16.2 Situation en matière de droits de l'homme .....	157
3.16.3 Organisations de défense des personnes handicapées (ODPH) et organisations de la société civile .....	158
Annexe 1: Bibliographie .....	159
Annexe 2: Termes de référence.....	211

# Avertissement

Le présent rapport a été rédigé conformément à la méthodologie de l'EASO relative aux rapports d'information sur les pays d'origine (2012)<sup>1</sup>. Il se fonde sur des sources d'information soigneusement sélectionnées. Toutes les sources utilisées sont référencées.

Les informations contenues dans le présent rapport ont fait l'objet de recherches, d'évaluations et d'analyses approfondies. Ce document ne prétend toutefois pas être exhaustif. Le fait que certains événements, certaines personnes ou certaines organisations ne soient pas mentionnés dans le présent rapport ne signifie pas que ces événements ne se sont pas produits ou que les personnes ou organisations concernées n'existent pas. Les événements survenus après la finalisation du présent rapport n'y sont pas mentionnés.

Par ailleurs, le présent rapport ne permet pas de se prononcer sur l'issue ou le bien-fondé d'une demande de protection internationale particulière. La terminologie utilisée ne doit pas être considérée comme révélatrice d'une position juridique particulière.

Des termes tels que «réfugié», «risque» et toute autre terminologie similaire sont utilisés de façon générique et non au sens de la définition juridique figurant dans l'acquis de l'Union en matière d'asile, dans la convention de 1951 relative au statut des réfugiés et dans le protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés.

Ni l'EASO ni aucune personne agissant en son nom ne peut être tenu pour responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations contenues dans la présente publication.

La rédaction du présent rapport (y compris sa révision) a été achevée le 17 octobre 2018. Les événements survenus après cette date ne sont pas mentionnés. La section «[Méthodologie](#)» de l'[Introduction](#) contient de plus amples informations sur la période couverte par le présent document.

---

<sup>1</sup> La méthodologie de l'EASO repose en grande partie sur les lignes directrices communes à l'UE pour le traitement de l'information sur les pays d'origine (COI), publiées en 2008, et peut être téléchargée sur le site internet de l'EASO: [url](#).

## Glossaire et abréviations

ABA	Adaka Boro Avengers (Vengeurs d'Adaka Boro)
ABC	American Broadcasting Company
AC	Action Congress (Congrès de l'Action)
ACAPS	Assessment Capacities Project (projet de capacités d'évaluation)
ACCORD	Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation
CADHP/DFA	Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relative aux droits des femmes en Afrique
CADHDP	Charte africaine des droits de l'homme et des peuples
ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project (projet de données sur la localisation et les événements des conflits armés)
ACN	Action Congress of Nigeria (Congrès pour l'Action du Nigeria)
CADBE	Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant
AD	Alliance pour la démocratie
AGE	Advocates for Grass root Empowerment
AGHI	Access to Good Health Initiative
AI	Amnesty International
<i>alfa</i>	Sorciers
<i>Almajiri</i>	(au Nigeria): ceux qui ont quitté leur village ou leur ville, leurs parents, leurs proches et leurs amis pour acquérir des connaissances sur l'islam et étudier le Coran
ANPP	All Nigeria Peoples Party (parti de tout le peuple du Nigeria)
APC	All Progressives Congress (Congrès des progressistes)
APGA	All Progressives Grand Alliance (Grande alliance des progressistes)
AQMI	Al-Qaïda au Maghreb islamique
ARC	Asylum Research Consultancy
ASCEND	Association of Comprehensive Empowerment of Nigerians with Disabilities (association pour l'autonomisation des Nigériens handicapés)
AYM	Aggrieved Youth Movement (Mouvement des jeunes lésés)
BBC	British Broadcasting Corporation
BIM	Biafra Independent Movement (Mouvement indépendant du Biafra)
CDE	Commission d'enquête
BOYES	Borno Youths Empowerment Scheme (Programme d'autonomisation des jeunes de l'État de Borno)
CAN	Action Congress of Nigeria (Congrès pour l'Action du Nigeria)
CDSR	The Coalition for the Defense of Sexual Rights

CEDEF	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CRE	Conseil des relations extérieures
CGRA	Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides
CDH	Centre pour le dialogue humanitaire
CJTF	Civilian Joint Task Force (Force d'intervention civile conjointe)
IPO	Informations sur les pays d'origine
COMA	Coalition for Militant Action in the Niger Delta (Coalition pour l'action militante dans le delta du Niger)
CPC	Congress for Progressive Change (Congrès pour le changement progressif)
CRARN	Child's Right and Rehabilitation Network (Réseau pour les droits et la réhabilitation des enfants)
CIDE	Convention internationale des droits de l'enfant
CDPH	Convention relative aux droits des personnes handicapées
UTP	Unité de traitement des plaintes
OSC	Organisation de la société civile
CSW	Christian Solidarity Worldwide (organisation chrétienne de défense de la liberté religieuse)
ULA	Unité de lutte antiterroriste
DDR	Désarmement, démobilisation et réinsertion
DFAT	Department of Foreign Affairs and Trade (ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce)
EDS	Enquête sur la démographie et la santé
ODPH	Organisation de défense des personnes handicapées
DSS	Directorate of State Security (Direction de la sûreté de l'État)
EASO	Bureau européen d'appui en matière d'asile
CE	Commission européenne
EiEWGN	Education in Emergencies Working Group Nigeria (groupe de travail sur l'éducation dans les situations d'urgence au Nigeria)
ENDS	Every Nigerian Do Something Foundation (ONG de lutte contre la corruption)
PE	Parlement européen
UE	Union européenne
Pays de l'UE+	Les 28 États membres de l'UE plus la Norvège et la Suisse
FIDH	Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme
MFE	Ministère fédéral [nigérian] de l'éducation
VFG	Violence fondée sur le genre
GCPEA	Global Coalition to Protect Education from Attack (Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques)

ITM	Indice du terrorisme mondial
GAFI	Groupe d'action financière
MGF/E	Mutilation génitale féminine/Excision
<i>Hadd</i>	Infraction ou peine prévue par la charia [pluriel: <i>hudud</i> ]
<i>Hisba/hispa</i>	Agence chargée de faire appliquer la loi islamique
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
HORF	House of Rainbow Fellowship
DDH	Défenseurs des droits de l'homme
HRW	Human Rights Watch
<i>Hudud</i>	Infractions ou peines prévues par la charia [pluriel de <i>hadd</i> ]
IAH	Initiative for Advancement of Humanity
ICARH	International Centre for Advocacy on Rights to Health
ICAT	Inter-Agency Coordination Group Against Trafficking in Persons (Groupe interinstitutions de coordination contre la traite des êtres humains)
CPI	Cour pénale internationale
ICG	International Crisis Group (ONG œuvrant pour la prévention des conflits)
TIC	Technologies de l'information et de la communication
PDI	Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays
IGP	Inspecteur général de police
IJPCS	Ibadan Institute for Peace and Strategic Studies (Institut pour la paix et les études stratégiques d'Ibadan)
ILGA	International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (Association internationale des lesbiennes, gays, bisexuels, transsexuels et personnes intersexuées)
IMH	Initiative for Improved Male Health
IMN	Islamic Movement in Nigeria (Mouvement islamique du Nigeria)
OIM	Organisation internationale pour les migrations
IPOB	Indigenous People of Biafra (Mouvement pour les peuples indigènes du Biafra)
CISR	Commission de l'immigration et du statut de réfugié (Canada)
IRIN	Integrated Regional Information Networks (Réseaux régionaux intégrés d'information)
EIIS	État islamique en Iraq et en Syrie
EIAO	État islamique en Afrique de l'Ouest
EIPAO	État islamique dans la province d'Afrique de l'Ouest
FIV	Fécondation in vitro
IYC	Ijaw Youth Council (conseil de la jeunesse ijaw)

JAS	Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'awati wal-Jihad (groupe sunnite pour la prédication et le djihad)
JNDLF	Joint Niger Delta Liberation Force (Force de libération du delta du Niger)
JONAPWD	Joint National Association of Persons with Disabilities (Association nationale conjointe des personnes handicapées)
FOI	Force opérationnelle interarmées
<i>juju</i>	Croyance dans la sorcellerie
<i>kuffir</i>	Non-croyants
Landinfo	Centre d'information norvégien sur les pays d'origine
AL	Administrations locales
ZAL	Zones d'administration locale
LGB	Personnes lesbiennes, gays et bisexuelles
LGBT	Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres
LGBTI	Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées
LGBTAI	Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, allosexuelles et/ou intersexuées
LIFFE	Levites Initiative for Freedom and Enlightenment (ONG visant à promouvoir les droits religieux des minorités sexuelles)
LIFOS	Unité d'information sur les pays d'origine de l'Agence suédoise de la migration (Migrationsverket)
mafias	Groupes de criminalité organisée
MASSOB	Movement for the Actualization of the Sovereign State of Biafra (Mouvement pour la réalisation de l'État souverain du Biafra)
MEND	Movement for the Emancipation of the Niger Delta (Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger)
CMM	Conseil municipal de Maiduguri
MOSOP	Movement for the Survival of the Ogoni People (Mouvement pour la survie du peuple ogoni)
NAPTIP	National Agency for Prohibition of Trafficking in Persons (agence nationale nigériane pour l'interdiction de la traite des êtres humains)
NBM	Neo-Black Movement of Africa (Nouveau mouvement noir d'Afrique)
BNS	Bureau national des statistiques (du Nigeria)
NDA	Niger Delta Avengers (Vengeurs du delta du Niger)
NDGJM	Niger Delta Greenland Justice Mandate (groupe de rebelles nigériens)
NDPVF	Niger Delta People's Volunteer Force (Force populaire des volontaires du delta du Niger)
NDV	Niger Delta Vigilantes (Groupes d'autodéfense du delta du Niger)
NERI	North East Regional Initiative
PNA	Produits non alimentaires

ONG	Organisation non gouvernementale
CNDH	Commission nationale des droits de l'homme (Nigeria)
NNDEF	New Niger Delta Emancipation Front (Nouveau front d'émancipation du delta du Niger)
FPN	Force de police nigériane
CNDH	Commission nationale des droits de l'homme
NUJ	Nigerian Union for Journalists (Union nigériane des journalistes)
OFF	Otugas Fire Force (groupe de militants)
OFPRA	Office français de protection des réfugiés et apatrides
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OPC	Oodua People's Congress (Congrès du peuple Oodua)
<i>Qisas</i>	Peines infligées aux contrevenants à titre de représailles pour avoir causé des blessures à une personne ou entraîné sa mort
API	Attestation d'invalidité provisoire
AIP	Attestation d'invalidité permanente
PDP	Parti démocratique populaire
FPM	Force de police mobile
CSP	Commission des services de police
PAA	personnes atteintes d'albinisme
QA	Queer Alliance
RDRS	Niger Delta Red Squad (groupe de militants)
REWL	Red Egbesu Water Lions (groupe de militants)
RNDA	Reformed Niger Delta Avengers (Vengeurs du delta du Niger)
SARS	Special Anti-Robbery Squad (Brigade spéciale de lutte contre le banditisme)
CES	Commission d'enquête spéciale
SBM	SBM Intelligence (cabinet de conseil)
SERAP	Socio-Economic Rights and Accountability Project (Projet relatif aux droits socio-économiques et à l'obligation de rendre compte)
OSIG	Orientation sexuelle et identité de genre
UPS	Unité de protection spéciale
DSE	Déclaration sur la sécurité dans les écoles
LIMPMS	Loi sur l'interdiction du mariage entre personnes de même sexe
<i>Taklif</i>	Âge de la puberté
TEH	Traite des êtres humains
TIERs	The Initiative for Equal Rights
GTT	Groupe de travail technique sur la violence envers les enfants



R.-U.	Royaume-Uni
NU	Nations unies
FNUAP	Fonds des Nations unies pour la population
UNILAG	Université de Lagos
CSNU	Conseil de sécurité des Nations unies
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
CDH	Conseil des droits de l'homme des Nations unies
UNIBEN	Université de Benin City
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
UNILAG	Université de Lagos
BCAH	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies
ONUDC	Office des Nations unies contre la drogue et le crime
USA	États-Unis
US DoS	United States Department of State (Département d'État américain)
USIP	United States Institute of Peace (Institut des États-Unis pour la paix)
LIVP	Loi sur l'interdiction de la violence contre les personnes
VEF	Violence à l'égard des femmes
VOWAN	Voice of Widows, Divorcée and Orphans of Nigeria (Voix des veuves, divorcées et orphelines du Nigeria)
WHER	Women's Health and Equal Rights Initiative
OMS	Organisation mondiale de la santé
WPD	Widows for Peace through Democracy (organisation de défense des veuves)

# Introduction

Le présent rapport a été rédigé par le personnel du département d'information sur les pays d'origine (COI) de l'EASO.

Il vise à fournir des informations sur les individus pris pour cibles au Nigeria en mettant l'accent sur les différents acteurs ainsi que sur le profil des personnes auxquelles ces acteurs s'en prennent. Ces informations sont pertinentes pour déterminer si le statut d'un individu lui permet de bénéficier de la protection internationale (statut de réfugié et protection subsidiaire). Les termes de référence sont précisés à l'[annexe 2](#).

## Méthodologie

### Définition des termes de référence

La définition des profils des personnes prises pour cibles est fondée sur le contexte nigérian et tient compte d'une enquête adressée à l'ensemble des États membres de l'UE avant l'élaboration de l'[annexe](#).

Les membres du réseau de spécialistes des COI de l'EASO en Afrique de l'Ouest et du réseau d'orientations par pays de l'EASO ont contribué à la définition des termes de référence qui ont été finalisés lors d'une réunion préparatoire en mars 2018 à partir de toutes ces contributions.

En ce qui concerne les acteurs, les principales questions posées ont été les suivantes:

- Quels sont les objectifs de l'acteur?
- Quelle est la structure opérationnelle et quel est le mode opératoire?
- Y a-t-il un enrôlement forcé?

En ce qui concerne les profils des personnes prises pour cibles, les termes de référence reposent sur les questions suivantes:

- Les personnes qui correspondent à ce profil font-elles l'objet de violations des droits de l'homme et/ou de discriminations?
- Si oui, par qui sont-elles commises? Quel type de violation, pourquoi, où, quand et à quelle fréquence?

En outre, les termes de référence incluent des questions visant à déterminer si les personnes victimes de violations des droits de l'homme ont la possibilité de les éviter (par exemple, en s'installant ailleurs) et si elles ont accès à des voies de recours. Lorsque ces informations sont disponibles, elles sont incluses dans le rapport.

### Collecte de l'information

Les informations contenues dans ce rapport sont le résultat d'une recherche documentaire dans des sources publiques spécialisées, aux formats électronique et papier, et sont arrêtées au 30 août 2018. À la suite de la procédure de contrôle de la qualité (voir ci-dessous), des informations supplémentaires ont été incluses en réponse aux commentaires formulés lors des différentes relectures, jusqu'au 17 novembre 2018.

D'une manière générale, la période de collecte des informations démarre en 2015.

## Contrôle de la qualité (relecture par les pairs et relecture externe)

Les spécialistes des COI des pays et des organisations cités dans la section [Remerciements](#) ont procédé à une relecture du présent rapport afin de s'assurer que les auteurs avaient respecté la méthodologie de l'EASO relative aux rapports d'information sur les pays d'origine. Megan Turnbull, professeure adjointe de politique comparée au Département des affaires internationales de l'Université de Géorgie, a également relu le rapport. Tous les commentaires formulés par les relecteurs ont été pris en considération et la plupart ont été intégrés dans la version finale du présent rapport. L'EASO a effectué le contrôle de la qualité final et apporté les modifications nécessaires.

## Structure et utilisation du présent rapport

Le rapport comprend deux parties principales, précédées d'une courte introduction générale sur le Nigeria. Le deuxième chapitre sur les acteurs présente plusieurs acteurs non étatiques, tels que Boko Haram, des groupes militants dans le delta du Niger, des sociétés et des «cultes» occultes ou encore des trafiquants, ainsi que des acteurs étatiques ou rattachés à l'État.

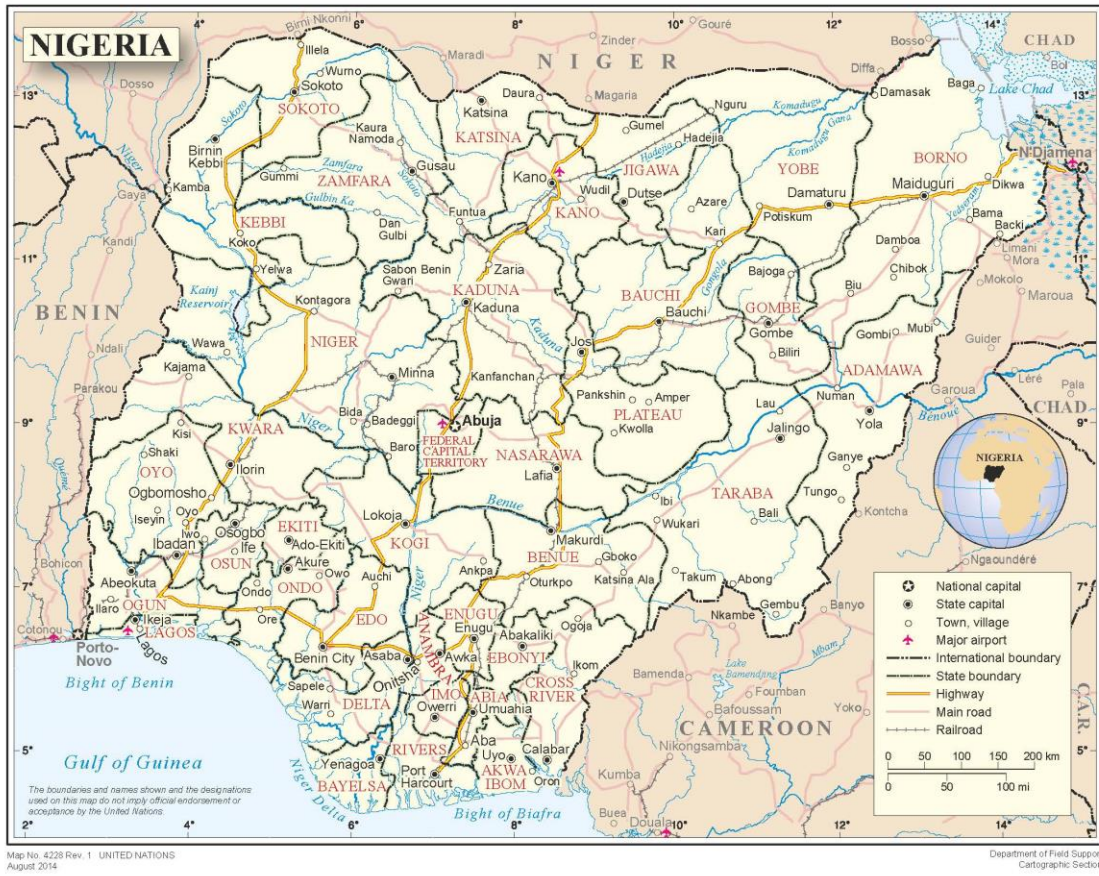
Le troisième chapitre aborde les profils des personnes prises pour cibles tels qu'ils sont définis dans les termes de référence, en fonction des acteurs qui les prennent pour cibles. Dans certains cas, le profil des individus pris pour cibles par un acteur dépend de la description de cet acteur dans le deuxième chapitre. Pour une meilleure compréhension du profil concerné, certains passages se répètent.

En parallèle à la rédaction de ce rapport, l'EASO a également publié des rapports sur la [situation en matière de sécurité](#), les [acteurs de la protection](#) et les [principaux indicateurs socio-économiques](#) au Nigeria. Tous ces rapports ont été publiés en novembre 2018 (et traduit en Français et Italien) et sont accessibles au public sur le portail COI de l'EASO<sup>2</sup>. Lorsque cela s'avère utile, des références à ces rapports ont été incluses dans le présent document pour apporter des informations plus complètes.

---

<sup>2</sup> EASO, COI report Nigeria, Actors of Protection, November 2018, [url](#); EASO, COI report Nigeria, Key-socio-economic indicators, November 2018, [url](#); EASO, COI report Nigeria, Security situation, November 2018, [url](#)

# Carte



Carte 1: © Nations unies<sup>3</sup>

(<sup>3</sup>) UN, Map No 4228, August 2014, [url](#)

# 1. Présentation générale du Nigeria

Le Nigeria est une république présidentielle fédérale. Le pays est divisé en 36 États, auxquels s'ajoute Abuja, qui a le statut de Territoire de la capitale fédérale (TCF)<sup>4</sup>. Les 36 États et le TCF sont regroupés en six zones géopolitiques (voir carte ci-dessous):

- Centre-nord (7 États): Niger, Kogi, Benue, Plateau, Nassarawa, Kwara et le TCF
- Nord-est (6 États): Bauchi, Borno, Taraba, Adamawa, Gombe et Yobe
- Nord-ouest (7 États): Zamfara, Sokoto, Kaduna, Kebbi, Katsina, Kano et Jigawa
- Sud-est (5 États): Enugu, Imo, Ebonyi, Abia et Anambra
- Sud-sud (6 États): Bayelsa, Akwa Ibom, Edo, Rivers, Cross River et Delta
- Sud-ouest (6 États): Oyo, Ekiti, Osun, Ondo, Lagos et Ogun



Carte 2: @DFAT 2018<sup>5</sup>

<sup>4</sup> CIA Factbook – Nigeria, last updated 18 September 2018, [url](#)

<sup>5</sup> Australia, DFAT, Country Information Report Nigeria, 9 March 2018, [url](#), p. 2

Le Nigeria est le pays le plus peuplé d'Afrique, avec une population estimée à 193 millions d'habitants (données de 2016)<sup>6</sup>. Le pays enregistre un taux de croissance démographique de 2,61 %. Sa superficie totale est de 923 768 km<sup>2</sup> et la densité de population est de 212 habitants/km<sup>2</sup><sup>7</sup>.

Le Nigeria est un pays très diversifié du point de vue des groupes ethniques et des langues. Il existe plus de 250 groupes ethniques, dont les plus importants sont: les Haoussas/Foulanis (29 %), les Yoroubas (21 %), les Igbos (ou Ibos, 18 %), les Ijaws (10 %), les Kanouris (4 %), les Ibibios (3,5 %), les Tivs (2,5 %)<sup>8</sup> et les Edos/Binis (2 %)<sup>9</sup>. Les principales langues parlées (sur les 519 langues vivantes du pays) sont l'anglais, l'anglais pidgin, le haoussa, le yorouba, l'igbo, le foulani et l'ijaw<sup>10</sup>.

Dans le nord, les principaux groupes ethniques sont les Haoussas et les Foulanis (ou Peuls), ainsi que plusieurs autres groupes tels que les Kanouris (au nord-est). La ceinture centrale compte de nombreux groupes plus petits, différents mais apparentés. Le sud du Nigeria est divisé en une zone de langue yorouba à l'ouest et une zone de langue igbo à l'est. Le principal groupe ethnique dans le delta du Niger est celui des Ijaws, bien qu'il existe plusieurs autres groupes plus petits<sup>11</sup>. La carte ci-dessus présente les six zones et leurs principaux groupes ethniques.

L'appartenance religieuse de la population est presque également répartie entre chrétiens et musulmans (sunnites). Selon une enquête de 2010, les pourcentages de musulmans et de chrétiens s'élevaient respectivement à 48,8 % et 49,3 % de la population, tandis que les 1,9 % restants étaient principalement composés de «pratiquants de religions indigènes ou de personnes sans appartenance religieuse»<sup>12</sup>.

L'économie dépend en grande partie de l'agriculture, du commerce et de la production de pétrole<sup>13</sup>.

---

<sup>6</sup> Nigeria, NBS, Population of Nigeria 2016, available at: [url](#)

<sup>7</sup> World Population Review, Nigeria population 2018 (estimate), n.d., [url](#)

<sup>8</sup> CIA Factbook – Nigeria, last updated 18 September 2018, [url](#); Worldatlas, Largest Ethnic Groups in Nigeria, 25 April 2017, [url](#)

<sup>9</sup> Encyclopaedia Britannica, Edo People, 29 August 2018, [url](#)

<sup>10</sup> Ethnologue, Nigeria, Languages, [url](#)

<sup>11</sup> Minority Rights Group International, Nigeria, updated January 2018, [url](#)

<sup>12</sup> Pew Research Centre, Global Religious Futures Projects – Nigeria, 2010, [url](#). Le Factbook de la CIA (Central Intelligence Agency, agence du renseignement américaine) indique les pourcentages suivants: musulmans 50 %, chrétiens 40 %, croyances indigènes 10 %. CIA Factbook – Nigeria, last updated 18 September 2018, [url](#);

<sup>13</sup> CIA Factbook – Nigeria, last updated 18 September 2018, [url](#). Pour en savoir plus, voir: EASO, COI report Nigeria, Key-socio-economic indicators, November 2018, [url](#)

## 2. Acteurs ciblant les personnes

Ce chapitre présente un aperçu des principaux acteurs étatiques et non étatiques ciblant les personnes au Nigeria.

### 2.1 Boko Haram

Le nom arabe officiel de Boko Haram, *Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'awati wal-Jihad*, peut être traduit en français par «Peuple engagé dans la propagation des enseignements du prophète et le djihad». <sup>14</sup>Boko Haram est le nom non officiel de l'organisation<sup>15</sup>, qui signifie en haoussa «l'éducation occidentale est interdite» ou «l'éducation occidentale est un péché»<sup>16</sup>, selon les sources.

En réponse au recours massif à la violence, notamment le massacre aveugle de civils musulmans commis par le groupe, un groupe dissident se faisant appeler *Jama'at Ansar al Muslimin fi balad al Sudan* (Défenseurs des musulmans en Afrique noire), plus connu sous le nom d'Ansaru, a émergé début 2012<sup>17</sup>.

Selon le chercheur Marc-Antoine Pérouse de Montclos, Ansaru «semble vraiment bien parti pour devenir la filiale nigériane d'Al-Qaïda»<sup>18</sup>. Il souligne qu'Ansaru est davantage une organisation terroriste professionnelle qu'une secte et que tous ses membres sont des combattants. Ansaru s'est illustré en attaquant des cibles internationales et en critiquant Abubakar Shekau pour avoir massacré des «musulmans innocents». Tué par les forces de sécurité à Kano en 2012, son chef, Abubakar Adam Kamar, a été remplacé par Khalid Barnawi, qui aurait servi de lien entre Boko Haram et Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI)<sup>19</sup>.

En juin 2013, l'ancien président nigérian Goodluck Jonathan a qualifié Boko Haram et le groupe dissident Ansaru<sup>20</sup> d'organisations terroristes<sup>21</sup>. En novembre de la même année, le département d'État américain les a lui aussi classés parmi les organisations terroristes<sup>22</sup>.

En septembre 2014, Boko Haram a été ajouté à la liste des sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies en tant qu'organisation affiliée à Al-Qaïda<sup>23</sup>. La liste des sanctions des Nations unies (NU) vise à éviter que des organisations telles que Boko Haram puissent recevoir des fonds et des armes et voyager librement<sup>24</sup>.

<sup>14</sup> UN, Security Council, Security Council Committee Pursuant To Resolutions 1267 (1999) 1989 (2011) And 2253 (2015) Concerning Isil (Da'esh) Al-Qaida And Associated Individuals Groups Undertakings And Entities, last updated 9 September 2014, [url](#)

<sup>15</sup> Sahel Blog [blog], Boko Haram: What's in a Name? [Updated], 7 January 2013, [url](#); Princeton University Press, An interview with Alexander Thurston, author of Boko Haram The History of an African Jihadist Movement, [2018], [url](#)

<sup>16</sup> Independent, Paying for terrorism: Where does Boko Haram gets its money from?, 6 June 2014, [url](#)

<sup>17</sup> Critical Threats, Backgrounder: Boko Haram in Nigeria, 16 November 2017, [url](#), p. 2

<sup>18</sup> Pérouse de Montclos, Marc-Antoine, Nigeria's Interminable Insurgency? Addressing the Boko Haram Crisis, September 2014, [url](#), p. 11

<sup>19</sup> Pérouse de Montclos, Marc-Antoine, Nigeria's Interminable Insurgency? Addressing the Boko Haram Crisis, September 2014, [url](#), pp. 7-8

<sup>20</sup> In 2012, Ansaru emerged as a splinter from Boko Haram, led by Abu Usmatul Al-Ansari. CNN, Boko Haram Fast Facts, updated 8 May 2018, [url](#)

<sup>21</sup> CNN, Boko Haram Fast Facts, updated 8 May 2018, [url](#)

<sup>22</sup> CNN, U.S. designates Boko Haram, its offshoot as terrorist organizations, updated 13 November 2013, [url](#)

<sup>23</sup> UN, Security Council, Security Council Committee Pursuant To Resolutions 1267 (1999) 1989 (2011) And 2253 (2015) Concerning Isil (Da'esh) Al-Qaida And Associated Individuals Groups Undertakings And Entities, last updated 9 September 2014, [url](#)

<sup>24</sup> CNN, U.N. Security Council slaps Boko Haram with sanctions, updated 23 May 2014, [url](#)

En 2016<sup>25</sup>, Boko Haram s'est scindé en deux groupes: l'État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO), dirigé par Abou Musab al-Barnawi, et *Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'awati wal-Jihad* (JAS), dirigé par Abubakar Shekau. Le «style de leadership dictatorial» de Shekau, la perte de territoires et la question de savoir qui est une «cible acceptable» pour les actions violentes du groupe, en particulier les civils musulmans, sont à l'origine de cette rupture<sup>26</sup>. Le JAS prétend que toute personne qui ne soutient pas le groupe est un «collaborateur du gouvernement», et donc une cible, tandis que l'EIAO estime que les forces et les infrastructures gouvernementales devraient être les principales cibles du groupe<sup>27</sup>.

### 2.1.1 Objectifs

Boko Haram est un groupe à l'idéologie salafiste djihadiste<sup>28</sup> qui prône le remplacement de l'État nigérian laïc par un État islamique respectant scrupuleusement la charia dans l'ensemble du pays<sup>29</sup>. L'instauration d'un tel État (califat) vise à corriger les défauts de la société nigériane, notamment la corruption et l'absence de bonne gouvernance<sup>30</sup>, et peut passer par la violence<sup>31</sup>, non seulement contre les Occidentaux, mais également contre d'autres musulmans considérés comme des «transgresseurs» (ceux qui ne soutiennent pas le groupe, y compris les soufis ou les chiites)<sup>32</sup>.

Mohammed Yusuf, prédicateur salafiste charismatique, a créé Boko Haram à Maiduguri (État de Borno) en 2002 comme alternative aux autorités non islamiques et «illégitimes» du nord du Nigeria<sup>33</sup> et pour lutter contre l'éducation occidentale qui, selon lui, «nuit au développement du Nigeria»<sup>34</sup>.

Certaines sources indiquent que l'organisation visait à ses débuts une «transformation sociétale inspirée par la religion»<sup>35</sup>, mais qu'elle a laissé place, après l'exécution de Yusuf par les forces de sécurité nigérianes en 2009, à une organisation violente dirigée par Abubakar Shekau (qui était le bras droit de Yusuf)<sup>36</sup> dont le principal objectif est l'instauration d'un État islamique dans le nord du Nigeria<sup>37</sup>.

Alexander Thurston, chercheur sur l'islam et les politiques, et professeur assistant invité de sciences politiques et religions comparées à l'Université Miami (Ohio)<sup>38</sup>, affirme que Boko Haram avait déjà participé, du temps de Yusuf, à un violent «soulèvement en décembre 2003 dans une région rurale du nord-est du Nigeria»<sup>39</sup>.

<sup>25</sup> Selon l'ONG International Crisis Group, la scission remonte à mai 2016, lorsque Mamman Nur et Abou Moussab al-Barnawi ont subitement quitté une réunion du Conseil de la Choura. International Crisis Group, Niger and Boko Haram: Beyond Counter-insurgency, 27 February 2017, [url](#), p. 18; Selon l'IES (Institut d'études de sécurité), la scission remonte à août 2016. ISS, Factional Dynamics within Boko Haram, July 2018, [url](#), pp. 3, 10

<sup>26</sup> CSIS, Boko Haram: The History of an African Jihadist Movement, 14 February 2018, [url](#); ISS, Factional Dynamics within Boko Haram, July 2018, [url](#), pp. 3, 10.

<sup>27</sup> ISS, Factional Dynamics within Boko Haram, July 2018, [url](#), pp. 3, 10

<sup>28</sup> Counter Extremism Project, Boko Haram, [2017], [url](#)

<sup>29</sup> USIP, Why Do Youth Join Boko Haram?, June 2014, [url](#)

<sup>30</sup> International Crisis Group, Curbing Violence in Nigeria (II): The Boko Haram Insurgency, 3 April 2014, [url](#), s. 9

<sup>31</sup> Portal (The), "Boko Haram"... the Salafi jihadism cancer in Nigeria, 3 June 2018, [url](#)

<sup>32</sup> Counter Extremism Project, Boko Haram, [2017], [url](#), pp. 2-3; Portal (The), "Boko Haram"... the Salafi jihadism cancer in Nigeria, 3 June 2018, [url](#)

<sup>33</sup> CFR, Nigeria's Battle With Boko Haram, last updated 8 August 2018, [url](#)

<sup>34</sup> CSIS, Boko Haram: The History of an African Jihadist Movement, 14 February 2018, [url](#); Independent, Paying for terrorism: Where does Boko Haram gets its money from?, 6 June 2014, [url](#)

<sup>35</sup> Mahmood, O.S. & Ani, N.C., Factional Dynamics within Boko Haram, 6 July 2018, [url](#), p. 6

<sup>36</sup> Mahmood, O.S. & Ani, N.C., Factional Dynamics within Boko Haram, 6 July 2018, [url](#), p. 6

<sup>37</sup> National Geographic Heidi Schultz, Nigeria's Boko Haram: Who Are They and What Do They Want?, 8 May 2014, [url](#); Australian Government, Australian National Security, Boko Haram, [url](#)

<sup>38</sup> Sahel Blog, About Alex Thurston, [2018], [url](#)

<sup>39</sup> Thurston, Alex, Five Myths About Boko Haram, in: Lawfare [blog], 14 January 2018, [url](#)



Sous la direction de Shekau, Boko Haram a lancé des opérations militaires extrêmes et a perpétré des «violations massives des droits de l'homme» dans le nord du pays<sup>40</sup>. Selon les Nations unies, les violations des droits de l'homme commises par Boko Haram constituent des violations du droit humanitaire international et du droit international relatif aux droits de l'homme, notamment:

- «massacres;
- villages entiers incendiés;
- attaques sur des sites protégés, tels que lieux de culte et écoles, et massacre de personnes s'y réfugiant;
- torture;
- traitements cruels et dégradants à la suite de peines prononcées par de soi-disant tribunaux;
- enlèvements à grande échelle, y compris d'enfants;
- déplacement forcé de la population;
- enrôlement d'enfants;
- violations extrêmement graves et généralisées des droits des femmes et des filles, notamment esclavage sexuel, violences sexuelles, mariages forcés et grossesses forcées»<sup>41</sup>.

Les actions et les attaques terroristes de Boko Haram ont été perpétrées jusque dans la région du lac Tchad et dans des pays voisins comme le Tchad, le Cameroun et le Niger, entraînant ainsi le déplacement de milliers de civils<sup>42</sup>.

Selon des estimations récentes des Nations unies, près de 8 millions de personnes dans la région auraient besoin d'une assistance quelconque<sup>43</sup>. Au Niger, par exemple, le camp de Diffa, géré par les Nations unies, a accueilli environ 250 000 personnes déplacées en 2016. Cette année-là, Boko Haram a commis plus de 30 attaques meurtrières sur le camp, contraignant ainsi les Nations unies à déplacer ces réfugiés dans une zone voisine<sup>44</sup>. Depuis, bien que des rapports indiquent que la situation sécuritaire s'est améliorée à Diffa, le bassin du lac Tchad subit les conséquences des actions menées par Boko Haram dans la région, car le commerce et la pêche – sources de revenus du bassin – n'y sont plus viables<sup>45</sup>.

Des sources indiquent également que Boko Haram a utilisé des territoires dans ces pays à des fins de recrutement, de financement et d'appui logistique. Avant 2014, «des militants de Boko Haram s'étaient servi du territoire camerounais comme sanctuaire, pôle logistique et lieu de recrutement, tirant parti des frontières poreuses et de liens communs»<sup>46</sup>.

Déjà en 2009, les sermons de Muhammad Yusuf avaient touché de nombreux Nigériens qui avaient fini par rejoindre Boko Haram. Le Niger a également été utilisé comme «base arrière» par Boko Haram. Dans une moindre mesure, le Tchad a également servi de base aux activités violentes, aux prédications et au recrutement de Boko Haram, les enregistrements de Yusuf ayant «largement été diffusés au

<sup>40</sup> HRW, World Report 2017 – Nigeria, 12 January 2017; UN HRC, Report of the UNHCR on violations and abuses committed by Boko Haram and the impact in human rights in the affected countries, accessible at: [url](#)

<sup>41</sup> UN HRC, Boko Haram, n.d., [url](#)

<sup>42</sup> FATF, Terrorist Financing In West And Central Africa, October 2016, [url](#)

<sup>43</sup> UN, 2018 Humanitarian Response Plan Launch, 8 February 2018, [url](#)

<sup>44</sup> Africanews [youtube], UN to relocate refugees from Niger's Diffa region, 25 May 2016, [url](#)

<sup>45</sup> Independent, Boko Haram: Who are the Nigerian jihadist insurgents and how are they funded?, 17 July 2018, [url](#)

<sup>46</sup> ISS, Factional Dynamics within Boko Haram, July 2018, [url](#), pp. 7-9

Tchad» et «des vidéos de Boko Haram en langue boudouma ayant également fait leur apparition au Tchad». En 2014, alertées par la prise de contrôle progressive de territoires par Boko Haram au Nigeria, les autorités tchadiennes ont mené avec succès «des opérations régionales visant à lutter contre Boko Haram, conjointement avec le Niger et le Cameroun», limitant ainsi la présence de l'organisation dans le pays à la région du lac Tchad. Bien que la violence soit aujourd'hui sporadique et moins importante qu'en 2015, l'organisation est toujours présente «dans les îles du lac Tchad, où elle constitue une menace à la fois pour les civils dans la région et la sécurité des frontières»<sup>47</sup>.

Entre juillet 2014 et mars 2015, Boko Haram a occupé et contrôlé la majeure partie de l'État de Borno, le nord de l'État d'Adamaoua et l'est de l'État de Yobe<sup>48</sup>, un territoire ayant quasiment la même taille que la Belgique<sup>49</sup>.

En décembre 2015, le président Muhammadu Buhari a déclaré que Boko Haram était «techniquement vaincu». Cependant, un certain nombre d'attaques violentes menées au Nigeria, mais également au Niger, au Cameroun<sup>50</sup> et au Tchad contredisent cette déclaration<sup>51</sup>. En janvier 2018, le président a insisté sur la défaite de Boko Haram, reconnaissant toutefois l'existence «d'attaques isolées»<sup>52</sup>.

Certaines sources affirment au contraire que «Boko Haram demeure en réalité une source importante d'insécurité et d'instabilité dans le bassin du lac Tchad»<sup>53</sup>, estimant que «la croyance selon laquelle Boko Haram n'est plus une force puissante pourrait être infondée» et qu'«annoncer sa défaite est nettement exagéré»<sup>54</sup>. Alex Thurston considère les déclarations du gouvernement comme étant «prématurées». Selon ce chercheur, bien que le groupe ne contrôle pas les mêmes proportions de territoires qu'à la fin de 2014 et au début de 2015, les combattants de Shekau et d'al-Barnawi sont toujours actifs et ont mené un certain nombre d'attaques contre des cibles militaires<sup>55</sup>.

## 2.1.2 Structure

Les informations sur la structure et l'organisation de Boko Haram et de ses groupes dissidents (EIAO et JAS) sont limitées et confuses.

De façon générale, les sources indiquent que Boko Haram présente une structure décentralisée qui se traduit par un «nombre instable de cellules et de couches hiérarchiques». Dans la première couche figure le chef du groupe, suivi du principal organe décisionnel, le Conseil de la Choura, composé de 30 membres<sup>56</sup>. Selon une source, les membres de la Choura n'ont jamais été identifiés<sup>57</sup>. Le Conseil de la Choura commande les cellules régionales, qui «diffèrent par leur localisation et leur spécialisation tactique, allant des troupes de combat au comité médical en passant par les experts en explosifs, les prestataires de services sociaux et les agents de renseignement et de surveillance»<sup>58</sup>.

Freedom Onuoha, chercheur au Centre de recherches et d'études stratégiques du Collège de la Défense nationale à Abuja, a élaboré la structure organisationnelle hypothétique de Boko Haram lorsque le groupe était dirigé par Abubakar Shekau. Celle-ci met en évidence les liens hiérarchiques

<sup>47</sup> CSIS, Boko Haram: The History of an African Jihadist Movement, A discussion with the author, Dr. Alexander Thurston, 14 February 2018, [url](#); ISS, Factional Dynamics within Boko Haram, July 2018, [url](#), pp. 7-9.

<sup>48</sup> AI, 'Our Job Is To Shoot, Slaughter And Kill', Boko Haram's Reign Of Terror In North-East Nigeria, 2015, [url](#), p. 29

<sup>49</sup> Telegraph (The), Boko Haram is now a mini-Islamic State, with its own territory, 10 January 2015, [url](#)

<sup>50</sup> Defense Post (The), Five Cameroon soldiers killed in likely Boko Haram attack near border with Nigeria, 3 April 2018, [url](#)

<sup>51</sup> Jeune Afrique, Lac Tchad : un soldat tchadien et vingt jihadistes tués dans des affrontements avec Boko Haram, 24 March 2018, [url](#); Guardian (The), What next for the millions uprooted by Boko Haram? – photo essay, 5 April 2018, [url](#)

<sup>52</sup> Premium Times, UPDATED: We have beaten Boko Haram, Buhari insists, 1 January 2018, [url](#)

<sup>53</sup> Atangana, Elysée Martin, Why does Boko Haram remain a regional threat in the Lake Chad Basin?, 5 June 2018, [url](#)

<sup>54</sup> Olaniyan, Azeez, Down, but Not yet Out: Boko Haram and the Concept of "Technical Defeat", 23 August 2018, [url](#)

<sup>55</sup> Thurston, Alex, Five Myths About Boko Haram, in: Lawfare [blog], 14 January 2018, [url](#)

<sup>56</sup> Counter Extremism Project (CEP), Boko Haram, Organizational Structure, [2017], [url](#)

<sup>57</sup> CFR, What Makes Boko Haram Run?, 5 May 2016, [url](#)

<sup>58</sup> Counter Extremism Project (CEP), Boko Haram, Organizational Structure, [2017], [url](#)

entre le chef spirituel, assisté de deux adjoints et du Conseil consultatif de la Choura (dont certains membres dirigent des comités), et les commandants des opérations et stratèges au niveau national, eux-mêmes assistés de commandants et stratèges au niveau local qui dirigent les différentes cellules opérationnelles<sup>59</sup>.

Selon Stratfor, les départements du Conseil de la Choura exercent différentes activités au sein du groupe:

«Les départements commettent des attentats-suicides et des enlèvements, collectent des renseignements, sélectionnent des cibles et les surveillent. Ils fabriquent également des engins explosifs, posent des explosifs sur les sites ciblés, volent des véhicules en prévision des attaques, entrent en contact avec les forces de sécurité et procèdent au recrutement et à la formation de nouveaux membres. Boko Haram a également plusieurs départements secondaires qui s'occupent du bien-être de ses membres et des proches survivants des kamikazes, un comité médical qui dispense des soins de santé aux membres et à leur famille, ainsi qu'un département d'information du public chargé de la communication externe et de la propagande»<sup>60</sup>.

Du fait de cette structure décentralisée, il est difficile de connaître le nombre exact de membres, mais, en 2014, des sources ont estimé ce nombre à plusieurs centaines, sans compter les milliers de partisans ayant participé à des attaques ou apporté d'autres types de soutien<sup>61</sup>.

Les estimations concernant le nombre de membres varient considérablement (entre 15 000 et 50 000)<sup>62</sup>. On pense que le nombre de combattants a diminué en 2016 et 2017 en raison des efforts de lutte contre le terrorisme déployés par le gouvernement nigérian et des graves pénuries alimentaires dans le nord du pays<sup>63</sup>.

### 2.1.2.1 Direction

La direction de Boko Haram comprend de nombreux acteurs en raison des scissions mentionnées précédemment. Les trois personnes ci-dessous sont à l'épicentre des principaux événements.

#### Mohammed Yusuf

Ustaz Mohammed Yusuf est né en 1970<sup>64</sup> dans l'État de Yobe. C'était un prédicateur salafiste charismatique<sup>65</sup>, qui a été marié à quatre femmes avec lesquelles il a eu douze enfants<sup>66</sup>. Il a étudié la théologie à l'Université islamique de Médine en Arabie saoudite. Il rejetait l'État laïc nigérian et prônait une application stricte de la charia et de l'islam<sup>67</sup>.

Yusuf «a fondé la première forme de l'organisation *Jama'atu Ahlis-Sunnah Lidda'awati Wal Jihad* aux alentours de 2002, a publié son livre *This is our Faith and our Dawah* (C'est notre Foi et notre Dawa) vers 2008 et a dirigé l'organisation jusqu'à sa mort en 2009». Selon le chercheur Marc-Antoine

<sup>59</sup> Onuoha, Freedom, Boko Haram and the evolving Salafi Jihadist threat in Nigeria, 2014, [url](#), p. 162

<sup>60</sup> Stratfor, Nigeria: Examining Boko Haram, 15 July 2014, [url](#)

<sup>61</sup> Stratfor, Nigeria: Examining Boko Haram, 15 July 2014, [url](#); Counter Extremism Project (CEP), Boko Haram, Organizational Structure, [2017], [url](#)

<sup>62</sup> Africacheck.org, FACTSHEET: Explaining Nigeria's Boko Haram & its violent insurgency, 22 September 2014, [url](#); Stratfor Nigeria: Examining Boko Haram, 15 July 2014, [url](#); US DoS, Country reports on Human Rights Practices for 2016 – Nigeria, [url](#); Counter Extremism Project, Boko Haram, 22 November 2017, [url](#); AI, Boko Haram at a glance, 29 January 2015, [url](#)

<sup>63</sup> Counter Extremism Project, Boko Haram, 22 November 2017, [url](#)

<sup>64</sup> Pérouse de Montclos, Marc-Antoine, Nigeria's Interminable Insurgency? Addressing the Boko Haram Crisis, September 2014, [url](#), p. 32

<sup>65</sup> CFR, Nigeria's Battle With Boko Haram, last updated 8 August 2018, [url](#)

<sup>66</sup> BBC, Nigeria sect head dies in custody, 31 July 2009, [url](#)

<sup>67</sup> Vicky, Alain, Aux origines de la secte Boko Haram, 12 May 2014, available at: [url](#); CSIS, Boko Haram: The History of an African Jihadist Movement, 14 February 2018, [url](#)

Pérouse de Montclos, «bien qu'à l'origine le groupe était en grande partie non violent, les relations de Yusuf, et donc de Boko Haram, avec l'État et le mouvement islamique dominant Izala sont devenues de plus en plus tendues durant la seconde moitié des années 2000»<sup>68</sup>.

À l'automne 2003, la police a pris d'assaut le village de Kanama (État de Yobe) – où, selon certains, Yusuf avait son campement – et tué plusieurs de ses partisans. En représailles, Boko Haram a lancé, en décembre de la même année, l'une de ses premières attaques contre les forces de sécurité. En juin 2009, 15 partisans de Boko Haram ont été tués par la police au cours d'une altercation concernant le port de casques de protection sur leur vélo. Yusuf a alors annoncé qu'il vengerait les morts<sup>69</sup>.

En juillet 2009, plusieurs attaques consécutives perpétrées par Boko Haram dans le nord du Nigeria (Maiduguri dans l'État de Borno, Potiskum dans l'État de Yobe et Wudil dans l'État de Kano) ont fait des centaines de victimes parmi les militants, les civils et les forces de sécurité<sup>70</sup>. L'enquête officielle de l'État de Borno révèle que 1 118 personnes ont été tuées dans cet État entre le 27 juillet et le 1<sup>er</sup> août 2009<sup>71</sup>. Après un assaut de la police à Maiduguri, Mohammed Yusuf, alors âgé de 39 ans, est capturé et tué pendant sa garde à vue alors qu'il tentait, selon la police, de s'évader<sup>72</sup>. Après la mort de Yusuf<sup>73</sup>, son adjoint, Abubakar Shekau, prend la direction de Boko Haram<sup>74</sup>,

**Abubakar Shekau** (également connu sous les noms d'Abou Muhammad Abou Bakr Bin Muhammad Al Shakwi Al Muslimi Bishku<sup>75</sup> et d'Abou Muhammad Abubakar Bin Muhammad<sup>76</sup>)

Il est né à Shekau, dans l'État de Yobe. Sa mère, Falmata, a expliqué récemment lors d'un entretien que Shekau est le fils d'un imam (décédé) et qu'il a suivi des études islamiques à Maiduguri dès son plus jeune âge. Il a ensuite été *almajiri* (étudiant coranique)<sup>77</sup> et a rencontré Mohamed Yusuf<sup>78</sup>.

À la mort de Mohammed Yusuf, abattu par l'armée nigérienne en 2009<sup>79</sup>, Shekau, qui était son adjoint, est devenu le chef de Boko Haram. Des sources le décrivent comme un homme «à mi-chemin entre le théologien et le gangster»<sup>80</sup>. Il est connu pour être à l'origine des méthodes plus violentes adoptées par Boko Haram, notamment l'utilisation d'enfants comme kamikazes, les attaques contre des mosquées et le meurtre d'infidèles musulmans<sup>81</sup>.

<sup>68</sup> Pérouse de Montclos, Marc-Antoine, Nigeria's Interminable Insurgency? Addressing the Boko Haram Crisis, September 2014, [url](#), p. 32.

<sup>69</sup> Vicky, Alain, Aux origines de la secte Boko Haram, 12 May 2014, available at: [url](#)

<sup>70</sup> BBC, Nigerian Islamist attacks spread, 27 July 2009, [url](#); BBC, Nigerian police find sect women, 2 August 2009, [url](#)

<sup>71</sup> Hizagi, Adam, Les origines et la transformation de l'insurrection de Boko Haram dans le Nord du Nigeria, 2013, [url](#), pp. 137-164.

<sup>72</sup> Long War Journal, Nigerian Taliban leader killed in custody, 31 July 2009, [url](#); CNN, Captured leader of Nigerian militant sect is dead, 30 July 2009, [url](#)

<sup>73</sup> Counter Extremism Project, Boko Haram, [2017], [url](#)

<sup>74</sup> BBC, Nigeria's Boko Haram leader Abubakar Shekau in profile, 9 May 2014, [url](#)

<sup>75</sup> Pérouse de Montclos, Marc-Antoine, Nigeria's Interminable Insurgency? Addressing the Boko Haram Crisis, September 2014, [url](#), p. 32.

<sup>76</sup> TRAC, Who is the real Abubakar Shekau (aka Abu Muhammad Abubakar Bin Muhammad), n.d., [url](#)

<sup>77</sup> *Almajiri* (Almajirai, au pluriel) est un mot haoussa qui désigne un élève ou un étudiant, issu du mot arabe *AlMuhajir* qui signifie «personne à la recherche de connaissances islamiques». (...) Au Nigeria, le terme *Almajiri* désigne ceux qui ont quitté leur village ou leur ville, leurs parents, leurs proches et leurs amis pour acquérir des connaissances sur l'islam et étudier le Coran.. Okonkwo, Oge Samuel, The Almajiri System And Violent Extremism In Northern Nigeria, 18 July 2017, available at: [url](#)

<sup>78</sup> VOA, VOA Interview: Mother of Boko Haram Leader Speaks Out, 14 June 2018, [url](#); CFR, Mother of Boko Haram Leader Abubakar Shekau Speaks About Her Son, 29 June 2018, [url](#)

<sup>79</sup> Counter Extremism Project, Boko Haram, [2017], [url](#)

<sup>80</sup> BBC, Nigeria's Boko Haram leader Abubakar Shekau in profile, 9 May 2014, [url](#); TRAC, Who is the real Abubakar Shekau (aka Abu Muhammad Abubakar Bin Muhammad), n.d., [url](#)

<sup>81</sup> ISS, Factional Dynamics within Boko Haram, July 2018, [url](#), p. 12; Counter Extremism Project, Boko Haram, [2017], [url](#); CFR, Boko Haram Factions May Seek State Cooperation, 28 August 2017, [url](#).

Shekau s'est fait connaître au niveau international après avoir revendiqué l'enlèvement de 276 lycéennes dans leur internat à Chibok (État de Borno)<sup>82</sup>.

En mars 2015, Shekau a prêté allégeance à l'État islamique (EI)<sup>83</sup> et Boko Haram a été «rebaptisé *Wilāyat al-Islāmiyya Gharb Afriqiyah* ou État islamique dans la province d'Afrique de l'Ouest (EIPAO)»<sup>84</sup>.

Le 3 août 2016, l'EI a fait savoir que le nouveau chef de l'EIPAO/Boko Haram était Abou Musab al-Barnawi<sup>85</sup>. Immédiatement après cette annonce, Abubakar Shekau a publié un message audio dans lequel il dit demeurer le chef de Boko Haram et accuse al-Barnawi d'avoir fomenté un «coup d'État» contre lui<sup>86</sup>. Plusieurs sources indiquent que les relations entre Shekau et l'État islamique sont ambiguës<sup>87</sup>.

L'armée nigérienne a signalé à plusieurs reprises avoir tué Shekau. Il n'a pas fait d'apparition depuis 2015<sup>88</sup>. Selon certains médias, Shekau serait malade<sup>89</sup>.

### **Abou Musab al-Barnawi**

Abou Musab al-Barnawi est le fils de Mohammed Yusuf, le fondateur de Boko Haram<sup>90</sup>. En janvier 2015, il a été identifié dans une vidéo mise en ligne par Boko Haram comme étant le porte-parole du groupe dirigé par Shekau<sup>91</sup>.

Al-Barnawi s'est montré extrêmement critique à l'égard du leadership de Shekau et de ses tactiques visant des musulmans ordinaires, soutenant que les attaques devraient cibler avant tout des infidèles chrétiens<sup>92</sup>.

Le 3 août 2016, l'EI a fait savoir que le nouveau chef de l'EIPAO/Boko Haram était Abou Musab al-Barnawi<sup>93</sup>. En réaction, Abubakar Shekau a accusé al-Barnawi d'avoir fomenté un «coup d'État» pour le renverser<sup>94</sup>.

Le 21 août 2018, le «chef de faction du groupe Boko Haram fidèle à l'État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO), Mamman Nur, a été tué par ses combattants qui se sont rebellés contre lui». Nur est décrit comme étant «le cerveau des liens établis entre Boko Haram et l'État islamique d'Abou Bakr al-Baghdadi», qui avait mené la rébellion contre Shekau en 2014. Abou Musab al-Barnawi est, selon des sources du Daily Trust, un simple «chef de l'ombre à cause de son père». Selon une source, «les commandants ont été désabusés par le style de leadership de Nur, estimant qu'il n'était pas aussi dur

<sup>82</sup> National Geographic, Nigeria's Boko Haram: Who Are They and What Do They Want?, 8 May 2014, [url](#); CNN, Boko Haram Fast Facts, updated 8 May 2018, [url](#)

<sup>83</sup> Counter Extremism Project (CEP), Boko Haram, Organizational Structure, [2017], [url](#); CNN, Boko Haram Fast Facts, updated 8 May 2018, [url](#)

<sup>84</sup> Al Jazeera Centre for Studies, Split in ISIS-Aligned Boko Haram Group, 27 October 2016, [url](#), p. 3; Pham, J. Peter, How Boko Haram Became the Islamic State's West Africa Province, Winter 2016, [url](#)

<sup>85</sup> CNN, Boko Haram Fast Facts, updated 8 May 2018, [url](#)

<sup>86</sup> BBC, Boko Haram in Nigeria: Split emerges over leadership, last updated 5 August 2016, [url](#)

<sup>87</sup> BBC, Boko Haram in Nigeria: Split emerges over leadership, last updated 5 August 2016, [url](#); Al Jazeera Centre for Studies, Split in ISIS-Aligned Boko Haram Group, 27 October 2016, [url](#), p. 3; BBC, Boko Haram in Nigeria: Abu Musab al-Barnawi named as new leader, 3 August 2016, [url](#); CFR, Boko Haram Factions May Seek State Cooperation, 28 August 2017, [url](#)

<sup>88</sup> BBC, Boko Haram in Nigeria: Abu Musab al-Barnawi named as new leader, 3 August 2016, [url](#)

<sup>89</sup> Vanguard, Boko Haram's Shekau critically ill, 30 June 2018, [url](#)

<sup>90</sup> CNN, Boko Haram Fast Facts, updated 8 May 2018, [url](#)

<sup>91</sup> BBC, Boko Haram in Nigeria: Abu Musab al-Barnawi named as new leader, 3 August 2016, [url](#); Al Jazeera Centre for Studies, Split in ISIS-Aligned Boko Haram Group, 27 October 2016, [url](#)

<sup>92</sup> Al Jazeera Centre for Studies, Split in ISIS-Aligned Boko Haram Group, 27 October 2016, [url](#), p. 3

<sup>93</sup> CNN, Boko Haram Fast Facts, updated 8 May 2018, [url](#)

<sup>94</sup> BBC, Boko Haram in Nigeria: Split emerges over leadership, last updated 5 August 2016, [url](#)

que Shekau. La faction dissidente qui s'est installée sur les rives de la région du lac Tchad, dans le nord de l'État de Borno, a ensuite été reconnue par al-Baghdadi»<sup>95</sup>.

### 2.1.2.2 Financement

Selon le Groupe d'action financière (GAFI)<sup>96</sup>, les sources confirmées de financement de Boko Haram sont l'extorsion, les braquages et les pillages, les vols de bétail, la *Zakat* (dons islamiques), les entreprises locales et les rançons d'enlèvements<sup>97</sup>.

Les fonds proviennent également d'autres activités criminelles, telles que les enlèvements contre rançons, la contrebande, le trafic d'armes ou les braquages de banques<sup>98</sup>.

Si certaines sources indiquent que des fonds considérables et des armes proviennent de groupes extrémistes internationaux tels qu'Al-Qaïda et AQMI<sup>99</sup>, Alex Thurston a récemment annoncé que des documents déclassés de la CIA révélaient qu'un virement de 200 000 euros d'AQMI à Boko Haram avait été effectué début 2010, précisant que si cette somme était importante, elle n'expliquait pas à elle seule tout le financement de Boko Haram. Il explique que le financement du groupe repose davantage sur une combinaison d'activités, notamment des braquages de banques, des enlèvements contre rançons (notamment hors du Nigeria, au Cameroun) et l'extorsion<sup>100</sup>.

Les chercheurs et les observateurs de Boko Haram sont sceptiques quant à la «profondeur» des alliances que Boko Haram a nouées avec Al-Qaïda et l'État islamique. Alors que Jacob Zenn soutient qu'il existe des liens étroits entre ces groupes, d'autres, dont Adam Higazi, Brandon Kendhammer, Kyari Mohammed, Marc-Antoine Pérouse de Montclos et Alex Thurston, contestent cette affirmation et estiment que Boko Haram n'est pas «une simple extension du mouvement djihadiste mondial», mais subit en réalité l'influence «de facteurs politiques locaux, des abus des forces de sécurité et de logiques internes d'insurrection»<sup>101</sup>.

Dans un article intitulé «Réponse à Jacob Zenn sur Boko Haram et Al-Qaïda», ces chercheurs soulignent que «le discours consistant à dire que Boko Haram a étroitement collaboré avec Al-Qaïda a des implications dangereuses pour l'élaboration des politiques» et que «les politiques conçues pour lutter contre Al-Qaïda ne sont pas adaptées pour lutter contre Boko Haram». Ils ajoutent que «traiter la menace Boko Haram principalement à travers le prisme de la lutte antiterroriste et anti-insurrectionnelle pourrait nuire à beaucoup plus d'innocents et exacerber une situation humanitaire déjà très difficile»<sup>102</sup>.

Boko Haram a perçu des bénéfices commerciaux légitimes et fait blanchir de l'argent par le biais de sociétés immobilières fictives et d'organismes de bienfaisance<sup>103</sup>.

<sup>95</sup> Daily Trust, Factional Boko Haram leader Mamman Nur killed by own fighters, 14 September 2018, [url](#)

<sup>96</sup> Le Groupe d'action financière (GAFI) est un organisme international créé en 1989 visant à «élaborer des normes et à promouvoir la mise en œuvre effective de mesures législatives, réglementaires et opérationnelles pour lutter contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et les autres menaces connexes pour l'intégrité du système financier international». En 1999, la CEDEAO a créé le Groupe d'action intergouvernemental contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA), qui est un membre associé du GAFI.. FATF, [website], n.d. [url](#)

<sup>97</sup> Financial Action Task Force (FATF), Terrorist Financing In West And Central Africa, October 2016, [url](#), pp. 10-18

<sup>98</sup> Africa Check, Factsheet: Explaining Nigeria's Boko Haram & its violent insurgency, last updated 31 July 2017, [url](#)

<sup>99</sup> Independent, Paying for terrorism: Where does Boko Haram gets its money from?, 6 June 2014, [url](#); Counter Extremism Project, Boko Haram, [2017], [url](#); Global Financial Integrity, Stopping Boko Haram by Curtailing Illicit Finance, 11 June 2014, [url](#); FATF, Terrorist Financing In West And Central Africa, October 2016, [url](#), pp. 10-18

<sup>100</sup> CSIS, Boko Haram: The History of an African Jihadist Movement, 14 February 2018, [url](#)

<sup>101</sup> Higazi, Adam, et al., A Response to Jacob Zenn on Boko Haram and al-Qa'ida, June 2018, [url](#)

<sup>102</sup> Higazi, Adam, et al., A Response to Jacob Zenn on Boko Haram and al-Qa'ida, June 2018, [url](#)

<sup>103</sup> Global Financial Integrity, Stopping Boko Haram by Curtailing Illicit Finance, 11 June 2014, [url](#); FATF, Terrorist Financing In West And Central Africa, October 2016, [url](#), pp. 10-18

Des sources indiquent également que le groupe tire ses revenus du «racket de protection» auprès d'institutions de l'administration locale, de militants religieux et d'opposants au gouvernement nigérian<sup>104</sup>.

### 2.1.3 Mode opératoire

Au plus fort de l'insurrection début janvier 2015, Boko Haram contrôlait près de 52 000 km<sup>2</sup> de territoire au Nigeria<sup>105</sup>, couvrant 30 zones d'administration locale (ZAL) (contrôle seulement partiel pour 15 d'entre elles)<sup>106</sup>. Lorsque le groupe a commencé à perdre le contrôle de territoires durant la seconde moitié de 2015, ses attaques à grande échelle ont également diminué<sup>107</sup>.

Au Nigeria, Boko Haram mène l'essentiel de ses activités dans les États d'Adamawa, de Borno et de Yobe<sup>108</sup>. En août 2014, Shekau a déclaré que Boko Haram avait instauré un califat dans les zones sous son contrôle et établi le siège de son pouvoir à Gwoza (État de Borno)<sup>109</sup>.

Les données communiquées par ACLED (Armed Conflict Location and Event Data Project, projet de données sur la localisation et les événements des conflits armés) révèlent qu'entre juillet 2009 et mars 2015 les opérations de Boko Haram ont été fortement concentrées dans le nord-est du pays, notamment dans les villes de Baga, Chibok et Maiduguri (où le groupe a été fondé), ainsi que dans d'autres zones où les incidents ont été nombreux: Kano, Kaduna, Jos et Abuja<sup>110</sup>.

Après la scission de 2016 (voir section [2.1.2](#)), les zones d'opération et d'attaque de l'EIAO et du JAS n'ont plus été les mêmes. L'EIAO d'Al-Barnawi a principalement attaqué des structures militaires, tandis que le JAS de Shekau semble avoir continué à exercer une «violence aveugle contre les civils», avec une majorité d'attentats-suicides commis par des femmes<sup>111</sup>.

Le groupe a également mené des actions violentes et des attaques dans les pays du bassin du lac Tchad (Niger, Cameroun et Tchad), notamment en envahissant les communautés frontalières<sup>112</sup>. Voir également la section [2.1.1](#).

Boko Haram a causé la mort de quelque 17 000 personnes depuis mai 2011. En outre, 14 645 personnes sont décédées à la suite d'affrontements entre Boko Haram et les acteurs étatiques<sup>113</sup>. Voir également [Rapport d'information sur les pays d'origine de l'EASO – Nigeria: Les acteurs étatiques de la protection](#), novembre 2018. En 2015, l'Indice mondial du terrorisme (IMT) a révélé que Boko Haram était le groupe terroriste le plus meurtrier au monde<sup>114</sup>, tandis qu'en 2017, il figurait à la troisième place du classement<sup>115</sup>.

<sup>104</sup> Counter Extremism Project, Boko Haram, [2017], [url](#); Global Financial Integrity, Stopping Boko Haram by Curtailing Illicit Finance, 11 June 2014, [url](#)

<sup>105</sup> Al Jazeera Centre for Studies, Anatomy of Boko Haram: The Rise and Decline of a Violent Group in Nigeria, 22 April 2018, [url](#), p.5

<sup>106</sup> AI, Boko Haram at a glance, 29 January 2015, [url](#)

<sup>107</sup> Al Jazeera Centre for Studies, Anatomy of Boko Haram, 22 April 2018, [url](#), p.5; International Crisis Group, Boko Haram on the Back Foot?, 4 May 2016, [url](#)

<sup>108</sup> Stratfor, Nigeria: Examining Boko Haram, 15 July 2014, [url](#)

<sup>109</sup> BBC, Boko Haram declares 'Islamic state' in northern Nigeria, 25 August 2014, [url](#); Irish Times (The), Inside the headquarters of Boko Haram's former caliphate, 12 July 2017, [url](#)

<sup>110</sup> Economist (The), Nigeria: Boko Haram, [map], (source: ACLED), n.d. [url](#)

<sup>111</sup> ISS, The potentially more sinister threat in Boko Haram's split, 12 July 2018, [url](#)

<sup>112</sup> CFR, Nigeria's Battle With Boko Haram, last updated 8 August 2018, [url](#); Al Jazeera Centre for Studies, Anatomy of Boko Haram, 22 April 2018, [url](#)

<sup>113</sup> CFR, Nigeria Security Tracker, 30 April 2018, [url](#)

<sup>114</sup> IEP, Global Terrorism Index 2015, 17 November 2015, [url](#), p. 4

<sup>115</sup> IEP, Global Terrorism Index 2017, 15 November 2017, [url](#), p. 16

Les tactiques utilisées par Boko Haram «sont celles qui sont le plus souvent associées au terrorisme», à savoir les attentats-suicides, les enlèvements et la destruction de biens<sup>116</sup>, les civils pris pour cibles, les assassinats politiques, les agressions, «l'invasion des communautés frontalières, ainsi que la saisie et la prise de contrôle de territoires au Nigeria»<sup>117</sup>.

Depuis sa création, le groupe extrémiste est passé des attaques de cibles gouvernementales et politiques à celles de civils et a visé à la fois des populations musulmanes et des populations chrétiennes<sup>118</sup>, bien que, depuis la scission de l'organisation en 2016, l'EIAO ait mené «des attaques moins fréquentes mais plus importantes» contre des cibles militaires<sup>119</sup>.

Selon une étude des universitaires Jason Warner et Hilary Matfess, Boko Haram a «déployé 434 kamikazes contre 247 cibles lors de 238 attentats-suicides» entre le 11 avril 2011 et le 30 juin 2017. Cette source précise qu'«au moins 56 % de ces kamikazes étaient des femmes et qu'au moins 81 d'entre eux ont été clairement identifiés comme étant des enfants ou des adolescents»<sup>120</sup>.

Au cours des dernières années, Boko Haram a multiplié ses attaques contre des «cibles faciles»<sup>121</sup> tout en utilisant plus de femmes et d'enfants comme kamikazes<sup>122</sup>. Un organe de presse a d'ailleurs relaté le cas d'une jeune fille de 14 ans qui aurait été payée 40 pence (environ 0,50 euro) par Boko Haram pour commettre un attentat-suicide avant d'être arrêtée par les autorités nigérianes<sup>123</sup>.

L'UNICEF a signalé la «hausse alarmante du nombre d'enfants utilisés dans les attentats à la bombe de Boko Haram» au cours du premier trimestre de 2017; 6 enfants auraient ainsi été utilisés pour ce type d'attaque au premier trimestre de 2016 contre 27 enfants – y compris des nourrissons – au premier trimestre de 2017<sup>124</sup>.

L'Institut des États-Unis pour la paix (USIP) note qu'entre août 2011 et mars 2012, le groupe s'est concentré sur le bombardement d'espaces publics, d'églises et d'écoles<sup>125</sup>.

Selon l'UNICEF, les actions de Boko Haram dans le nord-est du Nigeria depuis 2009 ont ainsi entraîné la mort de 2 259 enseignants, le déplacement de 19 000 personnes et «la destruction de près de 1 400 écoles [...]». Dans l'État de Borno, qui est le plus touché, 57 % des écoles sont détruites<sup>126</sup>.

Alexander Thurston souligne que la tactique de Boko Haram a changé au fil du temps: sous la direction de Shekau, de 2010 à 2013, le groupe a bombardé «des cibles majeures, notamment dans la capitale, Abuja, et s'est livré régulièrement à des assassinats et des raids dans le nord-est». De 2013 à 2015, l'accent a été mis sur le territoire contrôlé au nord-est du Nigeria, les populations locales ayant été placées devant «un choix extrêmement difficile: adopter l'islam de Boko Haram ou subir la violence». C'est à cette période que Boko Haram a enlevé 276 jeunes filles du lycée de Chibok (avril 2014). Après les interventions de l'armée nigériane en 2015, qui se sont soldées par une perte de territoire pour

<sup>116</sup> CFR, Nigeria's Battle With Boko Haram, last updated 8 August 2018, [url](#)

<sup>117</sup> Al Jazeera Centre for Studies, Anatomy of Boko Haram, 22 April 2018, [url](#)

<sup>118</sup> National Geographic, Nigeria's Boko Haram: Who Are They and What Do They Want?, 8 May 2014, [url](#); Al Jazeera Centre for Studies, Split in ISIS-Aligned Boko Haram Group, 27 October 2016, [url](#), p. 4

<sup>119</sup> ISS, The potentially more sinister threat in Boko Haram's split, 12 July 2018, [url](#)

<sup>120</sup> Warner, Jason and Matfess, Hilary, Exploding Stereotypes: Characteristics of Boko Haram's Suicide Bombers, August 2017, [url](#), p. 4

<sup>121</sup> Il n'existe pas de définition unique du terme «cible facile». L'OTAN le décrit comme «des lieux relativement vulnérables aux attaques terroristes en raison de leur accès ouvert, de leurs caractéristiques structurelles et de leur sécurité limitée» dans: NATO, Soft Target Protection, Description, 29 May 2018, [url](#)

<sup>122</sup> CFR, Nigeria's Battle With Boko Haram, last updated 8 August 2018, [url](#)

<sup>123</sup> Sun (The), Who are Boko Haram, who is their leader Abubakar Shekau and what do the Nigerian Islamist group want?, 5 June 2018, [url](#)

<sup>124</sup> UNICEF, Lake Chad conflict: alarming surge in number of children used in Boko Haram bomb attacks this year, 12 April 2017, [url](#)

<sup>125</sup> USIP, What is Boko Haram?, 30 May 2012, [url](#)

<sup>126</sup> UNICEF, More than half of all schools remain closed in Borno State, 29 September 2017, [url](#)



Boko Haram, le groupe a de nouveau été réduit à une existence clandestine et a «intensifié son terrorisme», notamment en prêtant allégeance à l'État islamique<sup>127</sup>.

Comme l'a souligné la chercheuse Hilary Matfess, les enlèvements de femmes et d'enfants par Boko Haram étaient des mesures de représailles contre l'«enlèvement», par l'armée nigérienne, des femmes et des proches de certains membres du groupe dès 2012<sup>128</sup>.

Des femmes ont également été utilisées dans les opérations de Boko Haram, notamment après l'enlèvement des lycéennes de Chibok. Hilary Matfess soutient que les femmes ont rejoint le groupe pour deux raisons principales: les avantages matériels et les perspectives en matière d'éducation<sup>129</sup>. Chitra Nagarajan, écrivaine et militante des droits de l'homme au Nigeria, explique que les femmes de Boko Haram s'engagent activement dans les combats, le recrutement, l'intégration d'autres femmes et jeunes filles dans le groupe, ainsi que la fabrication de bombes, et servent de kamikazes<sup>130</sup>.

Le 8 mai 2018, après 7 jours de combats menés contre Boko Haram durant lesquels 50 militants ont été tués, l'armée nigérienne a annoncé la libération de 1 000 otages dans l'État de Borno. Ces personnes retenues captives étaient «principalement des femmes et des enfants, ainsi que des jeunes hommes enrôlés de force comme combattants»<sup>131</sup>.

#### 2.1.4 Recrutement de Boko Haram

De nombreux changements sont intervenus dans la structure, le leadership et les tactiques de Boko Haram et le recrutement a lui aussi évolué en conséquence. Durant les premiers jours des prédications de Mohammed Yusuf à Maiduguri, des jeunes ont été attirés par ses propos sur «les excès des responsables gouvernementaux»<sup>132</sup>.

Freedom Onuoha souligne que les membres de Boko Haram incluent des personnes d'horizons divers, notamment des «jeunes révoltés, des diplômés au chômage, des anciens almajirai (qui constituent la majorité des soldats) et des personnes nanties, originaires pour la plupart du nord du Nigeria mais pas exclusivement. Le groupe attire également des membres originaires du Cameroun, du Tchad, du Niger et du Soudan»<sup>133</sup>.

D'après le rapport de l'agence suédoise Lifos sur le recrutement de Boko Haram, «les troupes sont en grande partie constituées de Kanouris, principal groupe ethnique de l'État de Borno, où Boko Haram a été fondé. Abubakar Shekau est lui-même un Kanouri». Ce même rapport note que les Kanouris ont dans une large mesure été victimes de la violence de Boko Haram<sup>134</sup>.

Abubakar Shekau a usé de tactiques de plus en plus violentes et de nombreux membres ont abandonné le groupe. Des sources affirment que le groupe s'est par conséquent tourné vers des méthodes de recrutement plus agressives, telles que les enlèvements<sup>135</sup>. Pour en savoir plus sur l'enrôlement forcé, voir la section [2.1.5](#).

Une étude menée par la Fondation CLEEN en 2013 dans six États du nord du Nigeria indique que le militantisme au sein de Boko Haram varie en fonction du profil des individus et de leurs croyances,

<sup>127</sup> Princeton University Press, An interview with Alexander Thurston, [2018], [url](#)

<sup>128</sup> Washington Post, Boko Haram has kidnapped more girls. Here's what we know, 8 March 2018, [url](#).

<sup>129</sup> Washington Post, Boko Haram has kidnapped more girls. Here's what we know, 8 March 2018, [url](#).

<sup>130</sup> Nagarajan, Chitra, gender Assessment of Northeast Nigeria, June 2017, [url](#)

<sup>131</sup> CNN, Nigerian army says it has freed 1,000 Boko Haram captives, 8 May 2018, [url](#)

<sup>132</sup> USIP, Why Do Youth Join Boko Haram?, June 2014, [url](#), p. 3.

<sup>133</sup> Onuoha, Freedom, Boko Haram and the evolving Salafi Jihadist threat in Nigeria, 2014, [url](#), pp. 161-162; USIP, Why Do Youth Join Boko Haram?, June 2014, [url](#), p. 3.

<sup>134</sup> Sweden, Lifos, Temarapport: Rekrytering till Boko Haram, 8 July 2015, [url](#)

<sup>135</sup> Mercy Corps, Motivations and Empty Promises: Voices of Former Boko Haram Combatants and Nigerian Youth, April 2016, [url](#), p. 5; Premium Times, Boko Haram offering loans to Nigerian youth as recruitment tool – Military, 20 April 2016, [url](#)

ainsi que du contexte dans lequel ils agissent. Cependant, l'étude pointe de multiples facteurs économiques, sociaux, politiques et religieux favorisant le militantisme<sup>136</sup>. L'étude va un peu plus loin et cite «la pauvreté, le chômage, la méconnaissance des textes religieux, le manque d'éducation parentale satisfaisante, la toxicomanie et les endoctrinements inutiles» comme des facteurs potentiels de radicalisation dans le nord du Nigeria<sup>137</sup>.

Trois ans plus tard (2016), une étude réalisée par l'ONG Mercy Corps sur le recrutement des jeunes par Boko Haram a révélé que la décision de rejoindre le groupe remettait en question la nette distinction entre «enrôlement volontaire» et «enrôlement forcé». Si certains jeunes ont déclaré avoir été enlevés par le groupe, d'autres l'ont rejoint pour des raisons idéologiques. Néanmoins, la majorité d'entre eux ont dit s'être sentis obligés ou forcés de rejoindre le groupe pour «préserver leur propre sécurité» et celle de leur famille ou avoir été contraints de le faire après s'être trouvés dans l'incapacité de rembourser de petits prêts accordés par Boko Haram (une pratique connue sous le nom de «dispensation clandestine»)<sup>138</sup>. Des jeunes femmes ont également indiqué avoir ressenti des pressions sociales pour rejoindre le groupe extrémiste dont leur époux faisait déjà partie, ajoutant que leur famille s'attendait à ce qu'elles le fassent ou que le contexte social l'imposait<sup>139</sup>.

Les principales raisons qui incitent à rejoindre Boko Haram sont présentées plus en détail ci-dessous.

#### 2.1.4.1 Économie et chômage

Une étude de 2018 publiée par l'Institut d'études de sécurité (IES) s'est penchée sur les raisons qui, selon les Nigériens, poussent des personnes à rejoindre Boko Haram. Une grande majorité d'entre eux ont répondu que les membres «cherchent à gagner de l'argent» ou «sont au chômage et considèrent Boko Haram comme un employeur». L'étude souligne que cette idée est répandue dans tout le pays (notamment dans les États de Kano, Gombe et Yobe, dans le nord du pays) et pas seulement dans les centres urbains moins touchés et plus éloignés comme Abuja ou Lagos<sup>140</sup>.

D'autres études confirment cette analyse en précisant que «le chômage et la pauvreté rendent les jeunes vulnérables à la radicalisation» et sont des facteurs évidents au Nigeria<sup>141</sup>, ou en révélant que les jeunes Nigériens voient en Boko Haram un soutien leur permettant de créer une entreprise et de prospérer économiquement. Boko Haram accorde en effet des prêts à des jeunes défavorisés sur le plan socio-économique tout en exigeant leur remboursement à seulement quelques jours d'intervalle. Lorsqu'ils ne peuvent pas rembourser, ils sont recrutés dans le groupe des militants<sup>142</sup>.

#### 2.1.4.2 Idéologie

Les chercheurs s'accordent à dire que les décennies de corruption et de mauvaise gouvernance, le déclin des services sociaux, le manque de transparence au niveau du gouvernement et la médiocrité des résultats sur le plan du développement sont les principaux facteurs qui expliquent l'attrait exercé par Boko Haram<sup>143</sup>.

D'autres sources mentionnent également que la faible compréhension de l'opposition fondamentale à la violence des différentes religions, la prolifération des sectes et des prédicateurs indépendants (à

<sup>136</sup> CLEEN Foundation, Youths, Radicalisation and Affiliation with Insurgent Groups in Northern Nigeria, 2014, [url](#)

<sup>137</sup> CLEEN Foundation, Youths, Radicalisation and Affiliation with Insurgent Groups in Northern Nigeria, 2014, [url](#), p. 40

<sup>138</sup> Counter Extremism Project, Boko Haram, [2017], [url](#), p.4

<sup>139</sup> Mercy Corps, Motivations and Empty Promises: Voices of Former Boko Haram Combatants and Nigerian Youth, April 2016, [url](#), pp. 11-12

<sup>140</sup> ISS, Factional Dynamics within Boko Haram, July 2018, [url](#)

<sup>141</sup> USIP, Why Do Youth Join Boko Haram?, June 2014, [url](#), p. 5

<sup>142</sup> Mercy Corps, Motivations and Empty Promises: Voices of Former Boko Haram Combatants and Nigerian Youth, April 2016, [url](#), pp. 11-12

<sup>143</sup> International Crisis Group, Curbing Violence in Nigeria (II): The Boko Haram Insurgency, 2014, [url](#); Meagher, Kate, Beyond Terror: Addressing the Boko Haram Challenge in Nigeria, November 2014, available at: [url](#)

la fois dans l'islam et dans le christianisme), ainsi qu'une «dépendance accrue aux prédicateurs plutôt qu'aux livres saints eux-mêmes», rendent les jeunes plus vulnérables et susceptibles d'être recrutés par «des prédicateurs indépendants et errants, des groupes extrémistes et des idéologues religieux, qui déforment souvent les préceptes religieux»<sup>144</sup>.

La formation religieuse à l'étranger, l'influence des parents, la fréquentation régulière de lieux de culte et les messages audio et vidéo contribuent également à l'extrémisme religieux et à la radicalisation, favorisant ainsi l'enrôlement des jeunes Nigériens dans le groupe Boko Haram<sup>145</sup>.

Certains jeunes ont été attirés par les principes idéologiques du groupe, en particulier lorsqu'il était dirigé par Yusuf. Un jeune homme interrogé par l'ONG Mercy Corps à Yobe a déclaré qu'il avait été «attiré par l'aspect révolutionnaire de Boko Haram», trouvant un écho à ses attentes<sup>146</sup>.

### 2.1.4.3 Grievs contre le gouvernement

À ses débuts, en 2002, Boko Haram a bénéficié du soutien de la population dans les États du nord du pays. Il était alors perçu comme «une alternative au gouvernement corrompu du Nigeria», largement tenu pour responsable des mauvaises conditions de vie dans la région<sup>147</sup>.

La corruption généralisée, en particulier dans les États du nord, était «propice au recrutement et à la radicalisation». Le discours de Boko Haram contre la corruption de l'État laïque était très attrayant pour un «jeune musulman du nord démuné, marginalisé et sans emploi»<sup>148</sup>.

### 2.1.4.4 Pression sociale

Selon une étude réalisée par Mercy Corps en 2016 sur le recrutement des jeunes par Boko Haram, l'influence des pairs dans les sphères sociale et professionnelle s'est avérée être un facteur clé du processus de recrutement, la plupart des personnes interrogées ayant déclaré que leurs amis, proches ou partenaires commerciaux avaient joué un rôle important dans leur enrôlement<sup>149</sup>.

De nombreux anciens combattants de Boko Haram ont expliqué que leur introduction dans le groupe terroriste ne s'était pas faite par l'intermédiaire d'écoles coraniques ou d'autres types d'endoctrinement «formel», mais plutôt via des amis et des membres de leur famille<sup>150</sup>.

### 2.1.5 Recrutement forcé

On pense que Boko Haram recrute de force des jeunes et des enfants. L'ONG Counter Extremism Project estime que 10 000 garçons et filles ont été enlevés entre 2014 et 2016<sup>151</sup> dans le nord du Nigeria, au Cameroun, au Niger et au Tchad<sup>152</sup>. Voir également section [2.1.7](#).

Dans l'enquête de la Fondation CLEEN sur la radicalisation de la jeunesse dans le nord du Nigeria réalisée en 2013, un seul répondant, dans l'État de Borno, a mentionné que Boko Haram avait eu

<sup>144</sup> CLEEN Foundation, Youths, Radicalisation and Affiliation with Insurgent Groups in Northern Nigeria, 2014 [url](#); USIP, Why Do Youth Join Boko Haram?, June 2014, [url](#), p. 5

<sup>145</sup> CLEEN Foundation, Youths, Radicalisation and Affiliation with Insurgent Groups in Northern Nigeria, 2014, [url](#)

<sup>146</sup> Mercy Corps, Motivations and Empty Promises: Voices of Former Boko Haram Combatants and Nigerian Youth, April 2016, [url](#), pp. 11-12

<sup>147</sup> Seeker, Jules, How Does Boko Haram Recruit Its Soldiers?, 08 January 2016, [url](#)

<sup>148</sup> USIP, Why Do Youth Join Boko Haram?, June 2014, [url](#), p. 7

<sup>149</sup> Mercy Corps, Motivations and Empty Promises: Voices of Former Boko Haram Combatants and Nigerian Youth, April 2016, [url](#), pp. 11-12

<sup>150</sup> Botha, Anneli and Abdile, Mahdi, Getting behind the profiles of Boko Haram members and factors contributing to radicalisation versus working towards peace, 2016, available at: [url](#)

<sup>151</sup> Counter Extremism Project, Boko Haram, [2017], [url](#), p. 4

<sup>152</sup> Al Jazeera Centre for Studies, Anatomy of Boko Haram: The Rise and Decline of a Violent Group in Nigeria, 22 April 2018, [url](#); Seeker, Jules, How Does Boko Haram Recruit Its Soldiers?, 08 January 2016, [url](#)

recours au recrutement forcé pour recruter des jeunes. Cependant, le rapport ajoute que «certaines histoires circulent à Maiduguri au sujet de jeunes menacés par Boko Haram s'ils refusaient de rejoindre le groupe»<sup>153</sup>.

En 2014, Boko Haram a multiplié les enlèvements de jeunes garçons dans le nord du Nigeria. La *Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme* (FIDH) fait état d'attaques dans des villages isolés (à Kummabza et Damboa, dans l'État de Borno, où 60 femmes/filles et 31 garçons ont été enlevés, ou encore à Gaidamgari, État de Borno, où 60 personnes ont été tuées par Boko Haram après le refus des villageois de leur remettre des jeunes garçons)<sup>154</sup>. Certains des jeunes garçons enlevés ont ensuite été «rééduqués» dans des écoles coraniques dont certaines se trouvent au Cameroun<sup>155</sup>.

Ces garçons inexpérimentés ont été utilisés pour obtenir des renseignements et des informations et ont été envoyés au front lors de la «première vague» d'attaques de villages, de casernes militaires ou de bâtiments des services de sécurité. Ceux qui ont survécu ont ensuite été utilisés dans d'autres attaques contre les forces de sécurité. Ces jeunes militants auraient été drogués à l'aide de substances puissantes leur donnant l'impression d'être invincibles<sup>156</sup>.

D'après des informations publiées fin 2016, des centaines de soldats de Boko Haram et leurs familles se sont livrés à la Force conjointe multinationale sur le front du lac Tchad. Bon nombre d'entre eux pourraient avoir été «enlevés ou recrutés de force par Boko Haram»<sup>157</sup>.

### 2.1.5.1 Conséquences en cas de refus de rejoindre Boko Haram ou de désertion

Une source indique qu'avant 2009 le fait de quitter Boko Haram n'avait pas de conséquences majeures, si ce n'est que le membre concerné devait cesser «d'assister aux prédications et aux réunions». En revanche, sous la direction de Shekau, les jeunes déçus ou en désaccord avec la violence extrême désirant quitter le groupe ont dû faire face à d'autres difficultés. Une source rapporte que d'anciens membres ont profité «du chaos de la bataille ou de la nuit» pour s'échapper, craignant d'être tués comme d'autres qui avaient tenté de fuir auparavant<sup>158</sup>.

Plusieurs incidents ont été relatés dans les médias au sujet des conséquences subies par ceux qui refusent de rejoindre le groupe Boko Haram ou décident de le quitter, notamment:

En 2017, une femme qui était parvenue à s'échapper a raconté comment d'autres, qui avaient tenté de s'enfuir après avoir été kidnappés, avaient été tués par les insurgés. Ceux qui refusaient de devenir des kamikazes étaient séparés du groupe, battus et privés de nourriture<sup>159</sup>.

En mars 2015, 74 hommes et 20 enfants auraient été assassinés par Boko Haram dans la ZAL de Njaba-Damboa (État de Borno) pour avoir refusé de se joindre au groupe rebelle<sup>160</sup>.

En décembre 2014, à Madagali (État d'Adamawa), plusieurs personnes auraient été tuées par des combattants de Boko Haram pour avoir refusé de rejoindre le groupe<sup>161</sup>. Selon Amnesty International,

<sup>153</sup> CLEEN Foundation, *Youths, Radicalisation and Affiliation with Insurgent Groups in Northern Nigeria*, 2014, [url](#), pp. 29-30

<sup>154</sup> FIDH, *Nigeria Les Crimes de Masse de Boko Haram*, 2015, [url](#), p. 19; Aaron Brantly, *Financing terror Bit by Bit*, October 2014, [url](#)

<sup>155</sup> Recorder (The), *Boko Haram Begins Forced Recruitment*, 22 July 2014, [url](#)

<sup>156</sup> FIDH, *Nigeria Les Crimes de Masse de Boko Haram*, 2015, [url](#)

<sup>157</sup> Reuters, *Hundreds of Boko Haram fighters surrender in Chad: sources*, 12 November 2016, [url](#)

<sup>158</sup> Mercy Corps, *Motivations and Empty Promises: Voices of Former Boko Haram Combatants and Nigerian Youth*, April 2016, [url](#), p. 16

<sup>159</sup> News Deeply, *Starved and Beaten: The Cost of Refusing to Be a Boko Haram Bomber*, 28 November 2017, [url](#)

<sup>160</sup> Vanguard, *74 men, 20 children killed for refusing to join Boko Haram*, 6 March 2015, [url](#); Daily Post, *Boko Haram: 74 men, 20 children killed in Njaba village for refusing to join sect*, 5 March 2015, [url](#)

<sup>161</sup> AA, *Several Nigerians killed for refusing to join Boko Haram*, 21 December 2014, [url](#)

au moins 100 hommes ont été exécutés dans la journée du 14 décembre 2014 pour avoir refusé de rejoindre les rangs de Boko Haram après que le groupe armé a pris le contrôle de leur ville Madagali<sup>162</sup>.

En août 2014, Boko Haram a assiégé Gamboru (État de Borno), où 29 personnes ont été tuées pour avoir refusé de rejoindre le groupe<sup>163</sup>.

Le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT) a signalé l'assassinat de prédicateurs musulmans ayant refusé de rejoindre le groupe en 2010-2011, notamment Bashir Kashara (octobre 2010), Ibrahim Ahmad Abdullahi (mars 2011) et Ibrahim Birkuti (juin 2011). En juillet 2014, Sheikh Dahiru Bauchi a également été abattu par Boko Haram dans l'État de Kaduna<sup>164</sup>.

### 2.1.6 Enfants soldats

Durant la période où de violentes attaques ont été menées par Abubakar Shekau pour établir le califat dans le nord du Nigeria, des jeunes ont été contraints de fuir vers les pays voisins, ce qui a réduit les ressources humaines disponibles pour le groupe. Selon certaines sources, cette situation a amené Boko Haram à avoir recours à des modes de recrutement plus violents<sup>165</sup>.

Plusieurs sources évoquent l'utilisation d'enfants soldats à différents postes dans les offensives militaires de Boko Haram (au Nigeria, au Cameroun et au Tchad). Ces enfants sont chargés de collecter des renseignements et des informations militaires avant et pendant les attaques, de combattre sur le front et de poser des explosifs ou sont utilisés comme kamikazes<sup>166</sup>.

Le recrutement a également pris une dimension transfrontalière. Rien qu'au Cameroun, plus de 500 enfants, dont un grand nombre de jeunes garçons et de filles, auraient été recrutés dans des villages frontaliers du Nigeria<sup>167</sup>.

En avril 2017, l'UNICEF a signalé la «hausse alarmante du nombre d'enfants utilisés dans les attentats à la bombe de Boko Haram»; 6 enfants auraient ainsi été utilisés pour ce type d'attaque au premier trimestre de 2016 contre 27 enfants – y compris des nourrissons – au premier trimestre de 2017<sup>168</sup>.

La FIDH rapporte que les enfants soldats sont régulièrement drogués pour accomplir leurs missions et menacés d'exécution par les commandants de Boko Haram s'ils refusent d'obéir<sup>169</sup>.

### 2.1.7 Femmes et filles

Boko Haram a attiré l'attention internationale avec l'enlèvement, le 14 avril 2014<sup>170</sup>, de 276 lycéennes dans leur établissement scolaire à Chibok (État de Borno) et l'enregistrement vidéo dans lequel son chef, Abubakar Shekau, déclare que les filles seront mariées à des membres du groupe islamiste ou

<sup>162</sup> AI, Nigeria: Abducted women and girls forced to join Boko Haram attacks, 14 April 2015, [url](#); Reuters, Nigeria's Boko Haram abducted 2,000 women and girls: report, 14 April 2015, [url](#)

<sup>163</sup> Cameroun Web, Boko Haram coerces youth into fighting NGA, CMR soldiers, 1 September 2014, [url](#)

<sup>164</sup> Australia, DFAT Country Information report Nigeria, 9 March 2018, [url](#)

<sup>165</sup> FIDH, Nigeria Les Crimes de Masse de Boko Haram, 2015, [url](#), p. 19

<sup>166</sup> FIDH, Nigeria Les Crimes de Masse de Boko Haram, 2015, [url](#), p. 19; US DoS, Country reports on Human Rights Practices for 2016 – Nigeria, [url](#)

<sup>167</sup> News24, Boko Haram Gathers New Recruits in Cameroon, 8 August 2014, [url](#)

<sup>168</sup> UNICEF, Lake Chad conflict: alarming surge in number of children used in Boko Haram bomb attacks this year – UNICEF, 12 April 2017, [url](#)

<sup>169</sup> FIDH, Nigeria Les Crimes de Masse de Boko Haram, 2015, [url](#), p. 19.

<sup>170</sup> BBC, Chibok abductions in Nigeria: 'More than 230 seized', 21 April 2014, [url](#); BBC, Chibok abduction: The Nigerian town that lost its girls, 14 April 2016, [url](#)

vendues au marché comme butin de guerre<sup>171</sup>. Il s'agit, à ce jour, de l'enlèvement le plus important commis par Boko Haram, à l'origine de la campagne internationale «Rendez-nous nos filles»<sup>172</sup>.

Comme mentionné précédemment, la chercheuse Hilary Matfess souligne que les enlèvements de femmes et d'enfants par Boko Haram étaient des mesures de représailles contre l'«enlèvement», par l'armée nigérienne, des femmes et des proches de certains membres du groupe dès 2012<sup>173</sup>.

Des sources affirment que des femmes ont été utilisées comme esclaves sexuelles par Boko Haram dans le cadre de mariages arrangés et brefs<sup>174</sup>. M<sup>me</sup> Matfess mentionne que si «des milliers de filles ont été enlevées par les insurgés, beaucoup d'autres les ont rejointes volontairement», ajoutant que «de nombreuses femmes ont été victimes de l'insurrection alors que certaines ont été complices du terrorisme du groupe»<sup>175</sup>.

Des femmes ont pris part aux opérations de Boko Haram. M<sup>me</sup> Matfess soutient que les femmes ont rejoint le groupe pour trois raisons principales: les avantages matériels, les perspectives en matière d'éducation et la pratique du *purdah* (isolement de la femme)<sup>176</sup>. Chitra Nagarajan, écrivaine et militante des droits de l'homme au Nigeria, explique que les femmes de Boko Haram s'engagent activement dans les combats, le recrutement, l'intégration d'autres femmes et jeunes filles dans le groupe, ainsi que la fabrication de bombes, et servent de kamikazes<sup>177</sup>.

D'anciens membres de Boko Haram interrogés dans le cadre d'une étude menée par les chercheurs Anneli Botha et Mahdi Abdile indiquent qu'entre 500 et 1 000 femmes jouent un rôle quelconque dans Boko Haram. Si la plupart exercent des activités domestiques, d'autres, en revanche, ont des rôles de premier plan et participent à des opérations militaires en tant que soldats, spécialistes du renseignement et/ou expertes en explosifs<sup>178</sup>.

## 2.2 Groupes militants dans le delta du Niger

La population du delta du Niger est composée des groupes ethniques suivants: Ikwerres, Ogbias, Nembes, Izons, Epie-Atissas, Urhobos, Itsekiris, Isokos, Okrikas, Efiks, Ejaghams, Bekwarras, Edos, Esans, Igarras, Okpamheris, Ibibios, Andonis, Brass, Dioubus, Etches, Kalibaris, Ogonis, Yorubas, Ijaws, Igbo. Les trois derniers groupes sont majoritaires<sup>179</sup>. Selon le Bureau national des statistiques (BNS), la population du delta du Niger (y compris les États d'Abia, d'Imo et d'Ondo) est estimée à 42,6 millions d'habitants, soit 22 % de la population totale du Nigeria (estimée à 193,4 millions de personnes)<sup>180</sup>. Cette région est majoritairement chrétienne<sup>181</sup>.

<sup>171</sup> National Geographic, Nigeria's Boko Haram: Who Are They and What Do They Want?, 8 May 2014, [url](#); CNN, Boko Haram Fast Facts, updated 8 May 2018, [url](#)

<sup>172</sup> Bring Back our Girls Campaign, [website] n.d. [url](#); Al Jazeera, Anatomy of Boko Haram: The Rise and Decline of a Violent Group in Nigeria, 22 April 2018, [url](#)

<sup>173</sup> Washington Post, Boko Haram has kidnapped more girls. Here's what we know, 8 March 2018, [url](#)

<sup>174</sup> FIDH, Nigeria Les Crimes de Masse de Boko Haram, 2015, [url](#), p. 15.

<sup>175</sup> Washington Post, Boko Haram has kidnapped more girls. Here's what we know, 8 March 2018, [url](#)

<sup>176</sup> *Le Purdah* (ou isolement de la femme) est une pratique ancestrale selon laquelle les femmes vivent recluses dans leur maison pour s'occuper des enfants et des tâches ménagères et être ainsi libérées des travaux agricoles. Il est perçu comme une élévation du statut social. Washington Post, Boko Haram has kidnapped more girls. Here's what we know, 8 March 2018, [url](#).

<sup>177</sup> Nagarajan, Chitra, gender Assessment of Northeast Nigeria, June 2017, [url](#)

<sup>178</sup> Botha, Anneli and Abdile, Mahdi, Getting behind the profiles of Boko Haram members and factors contributing to radicalisation versus working towards peace, 2016, available at: [url](#)

<sup>179</sup> Nigeria Infopedia, Niger Delta States: full list, n.d., [url](#); Minority Rights International, Nigeria - Delta minorities, updated January 2018, [url](#); CIA Factbook – Nigeria, last updated 2 May 2018, [url](#)

<sup>180</sup> NBS, Population of Nigeria 2016, [url](#)

<sup>181</sup> Pew Forum on Religion & Public Life, Tolerance and Tension: Islam and Christianity in Sub-Saharan Africa, April 2010, p. ii, [url](#)

Le delta du Niger, principale région productrice de pétrole brut du Nigeria qui représente les trois quarts des recettes du gouvernement, est composé des États suivants: Ondo, Edo, Delta, Bayelsa, Rivers, Imo, Abia, Akwa Ibom et Cross River. Le Delta comprend plus de 800 communautés productrices de pétrole, plus de 900 puits de pétrole et de nombreuses «installations liées à la production de pétrole»<sup>182</sup>. Selon les informations du ministère des Ressources pétrolières publiées en 2016, 78 des 159 gisements du Nigeria sont situés dans la région du delta du Niger<sup>183</sup>. Bien que 13 % des revenus pétroliers soient redistribués directement aux États producteurs, la région du delta du Niger est caractérisée par «une détérioration massive des infrastructures, une pauvreté généralisée et une dégradation de l'environnement»<sup>184</sup>. La corruption et l'opacité autour des revenus du pétrole sont des problèmes majeurs au Nigeria<sup>185</sup>.

Cette région productrice de pétrole, essentiellement composée de mangroves et de ruisseaux, constitue l'une des plus grandes zones humides du monde. Les militants protestent depuis longtemps contre la dégradation de l'environnement (comme la pollution des eaux et le déclin des populations piscicoles qui abondaient dans ces eaux) et le sous-développement de la région et exigent que la population locale profite davantage des bénéfices tirés du pétrole<sup>186</sup>. Au fil des ans, de nombreux groupes protestataires, parfois violents, sont devenus actifs dans le delta du Niger, au sud du pays<sup>187</sup>.

## 2.2.1 Généralités

La première rébellion, durant laquelle les insurgés exigèrent un contrôle local sur les ressources pétrolières du delta du Niger, a été menée par Isaac Adaka Boro en 1966. Elle a été réprimée en quelques semaines<sup>188</sup>. Le Mouvement pour la survie du peuple Ogoni (MOSOP), fondé en 1990, a été le premier groupe créé après le conflit de 1966. Il militait de manière non violente pour le développement et la protection de l'environnement dans la région d'Ogoni. Son chef, Ken Sawo-Wiwa, ainsi que huit autres dirigeants ont été exécutés en 1995<sup>189</sup>.

Les principaux groupes militants violents, qui étaient actifs avant 2009, étaient<sup>190</sup>:

- NDV (Niger Delta Vigilantes, groupes d'autodéfense du delta du Niger)<sup>191</sup>, dirigé par Ateke Tom et actif entre 2003 et 2005;
- NDPVF (Niger Delta People's Volunteer Force, Force populaire des volontaires du delta du Niger), dirigé par Alhaji Asari Dokubo et actif entre 2003 et 2005;
- MEND (Movement for the Emancipation of the Niger Delta, Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger), actif à partir de 2006 et toujours existant, mais largement inactif<sup>192</sup>.

<sup>182</sup> Nigeria, Federal Ministry of Petroleum Resources, National Petroleum Policy, Nigeria Government Policy and Actions, 2017, [url](#), p. 41

<sup>183</sup> EITI, Nigeria: Mapping the Labyrinth, 13 June 2016, [url](#)

<sup>184</sup> Vanguard, 13% derivation: Oil-producing states receive N7trn in 18 years, 22 August 2017, [url](#)

<sup>185</sup> EITI, Nigeria, Overview, latest data 2015, [url](#); Social Action [blog], The Niger Delta and the Politics of Usable Nigerians, 13 July 2017, [url](#); BBC News, Can Nigeria's president defeat oil industry corruption?, 21 October 2015, [url](#)

<sup>186</sup> CFR, MEND: The Niger Delta's Umbrella Militant Group, 21 March 2007, [url](#); Onuoha, Freedom, The Resurgence of Militancy in Nigeria's Oil-Rich Niger Delta and the Dangers of Militarisation, 8 June 2016, [url](#); International Crisis Group, Curbing Violence in Nigeria (III): Revisiting the Niger Delta, 29 September 2015, [url](#)

<sup>187</sup> International Crisis Group, Curbing Violence in Nigeria (III): Revisiting the Niger Delta, 29 September 2015, [url](#)

<sup>188</sup> UNDP, Niger Delta Human Development Report, 2006, [url](#)

<sup>189</sup> MOSOP, About MOSOP, n.d., [url](#)

<sup>190</sup> Small Arms Survey, Small arms, armed violence, and insecurity in Nigeria, 2007 [url](#); see also CFR, MEND: The Niger Delta's Umbrella Militant Group, 21 March 2007, [url](#). This article provides a historical overview of the main militant groups in the Niger Delta area.

<sup>191</sup> Auparavant appelé Icelander, un culte également dirigé par Ateke Tom connu pour ses tactiques violentes. Small Arms Survey, Small arms, armed violence, and insecurity in Nigeria: The Niger Delta in perspective, 2007, [url](#), p. 77

<sup>192</sup> Jamestown Foundation, Nigeria Expands Its 'War on Terrorism' to the Niger Delta, 16 September 2016, [url](#)

Les actes de violence dans le delta du Niger, perpétrés en grande partie par le MEND ou en son nom, ont atteint leur paroxysme entre 2006 et 2009. Un programme d'amnistie et de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) de grande envergure, lancé en 2009 par le président Umar Musa Yar Adua, a accordé l'amnistie – assortie d'une formation professionnelle et d'avantages financiers – à environ 30 000 membres de milices et mis fin à l'insurrection<sup>193</sup>. Selon le chercheur Freedom Onuoha, «plusieurs ex-dirigeants militants, tels que Asari Dokubo, le général Ebikabowei Victor Ben (surnommé Boyloaf), Ateke Tom et Government Ekpumopolo (alias Tompolo), se sont vus attribuer des contrats lucratifs pour assurer la protection des oléoducs»<sup>194</sup>.

Ce programme d'amnistie a instauré une «paix relative» et permis d'augmenter la production de pétrole<sup>195</sup>. Alors qu'il devait s'achever en 2015, il a été prolongé jusqu'en décembre 2017 par le président Buhari. Il avait néanmoins été considérablement restreint en 2015, son financement ayant été réduit de 70 %. Les ex-dirigeants militants ont dès lors perdu leurs contrats visant à assurer la sécurité des oléoducs et le gouvernement a poursuivi Tompolo pour fraude contractuelle. Ces événements, combinés à l'incapacité du gouvernement à répondre aux revendications locales et à accroître le développement dans la région du Delta, se sont traduits par une nouvelle vague de violence en 2016 et l'émergence du groupe NDA (Niger Delta Avengers, Vengeurs du Delta du Niger)<sup>196</sup>. La chercheuse Rebecca Golden-Timsar, qui mène des études sur la région depuis 20 ans, conclut que le programme d'amnistie présidentielle a échoué: «L'amnistie négociée et la paix fragile qui en découle sont vouées à l'échec tant que la criminalité et le vol de pétrole continuent de poser de sérieux problèmes»<sup>197</sup>.

Les groupes militants formés après le programme d'amnistie de 2009 sont (liste non exhaustive)<sup>198</sup>:

- Adaka Boro Avengers (ABA)<sup>199</sup>
- Aggrieved Youth Movement (AYM)<sup>200</sup>
- Egbesu Mightier Fraternity, une faction du NDA<sup>201</sup>
- Joint Niger Delta Liberation Force (JNDLF)
- New Niger Delta Emancipation Front (NDEF)<sup>202</sup>
- Niger Delta Avengers (NDA)
- Niger Delta Greenland Justice Mandate (NDGJM)
- Niger Delta Red Squad (RDRS)
- Niger Delta People's Salvation Front, la branche politique du NDPVF<sup>203</sup>

<sup>193</sup> International Crisis Group, Nigeria: Seizing the Moment in the Niger Delta, 30 April 2009, [url](#); Ebiede, Tarila Marclint, Beyond the Rebellion: Alternative Narratives of Violent Conflicts and the Implications for Peacebuilding in the Niger Delta, February 2016, [url](#)

<sup>194</sup> Onuoha, Freedom, The Resurgence of Militancy in Nigeria's Oil-Rich Niger Delta and the Dangers of Militarisation, 8 June 2016, [url](#)

<sup>195</sup> International Crisis Group, Nigeria: Seizing the Moment in the Niger Delta, Briefing no. 60, 30 April 2009, [url](#); see also Ebiede, Tarila Marclint, Beyond the Rebellion: Alternative Narratives of Violent Conflicts and the Implications for Peacebuilding in the Niger Delta, February 2016, [url](#), p. 11. Voir également: EASO, COI report Nigeria, Key-socio-economic indicators, November 2018, [url](#)

<sup>196</sup> Onuoha, Freedom, The Resurgence of Militancy in Nigeria's Oil-Rich Niger Delta and the Dangers of Militarisation, 8 June 2016, [url](#); Washington Post, Militants are devastating Nigeria's oil industry again, 11 July 2016, [url](#)

<sup>197</sup> Rebecca Golden-Timsar, Amnesty And New Violence In The Niger Delta, Forbes, 20 March 2018, [url](#)

<sup>198</sup> ACCORD, Towards ending conflict and insecurity in the Niger Delta region, 12 September 2017, [url](#); Washington Post, Militants are devastating Nigeria's oil industry again, 11 July 2016, [url](#); Jamestown Foundation, Nigeria Expands Its 'War on Terrorism' to the Niger Delta, 16 September 2016, [url](#)

<sup>199</sup> ACCORD, Towards ending conflict and insecurity in the Niger Delta region, 12 September 2017, [url](#)

<sup>200</sup> Jamestown Foundation, Nigeria Expands Its 'War on Terrorism' to the Niger Delta, 16 September 2016, [url](#)

<sup>201</sup> IBTimes, Niger Delta militants vow to shut oil and gas plants unless Nnamdi Kanu, Sambo Dasuki released, 19 May 2016, [url](#)

<sup>202</sup> Jamestown Foundation, Nigeria Expands Its 'War on Terrorism' to the Niger Delta, 16 September 2016, [url](#)

<sup>203</sup> BBC, The Niger Delta Avengers: Nigeria's newest militants, 2 June 2016, [url](#)



- Niger Delta Searchlight<sup>204</sup>
- Otugas Fire Force (OFF)<sup>205</sup>
- Red Egbesu Water Lions (REWL)<sup>206</sup>
- Red Scorpions<sup>207</sup>
- Reformed Egbesu Boys of Niger Delta<sup>208</sup>
- Reformed Niger Delta Avengers (RNDA)<sup>209</sup>

Dans un article de 2011 sur le terrorisme dans les mouvements de libération, le chercheur Ibaba Samuel Ibaba a recensé 13 groupes militants dans le delta du Niger, dont 6 classés comme milices privées, 4 comme milices ethniques et 3 comme milices panethniques, telles que le MEND.<sup>210</sup>

Les groupes militants armés recrutent souvent au niveau local et la plupart d'entre eux sont composés de membres issus de la même communauté. La plupart des membres sont de jeunes hommes chrétiens célibataires originaires du delta du Niger. Parmi eux, beaucoup sont des Ijaws, mais certains appartiennent aussi à d'autres groupes ethniques<sup>211</sup>. Le chercheur Tarila Marclint Ebiede souligne toutefois que «les groupes militants ne recrutent pas seulement dans leur propre communauté, ils acceptent également des combattants d'autres communautés». Sinon, cela pourrait affecter les relations de pouvoir entre les communautés du delta du Niger et aggraver les conflits intercommunautaires existants, selon le chercheur<sup>212</sup>.

Le département d'État américain a noté une augmentation des kidnappings et des enlèvements contre rançons en 2017, notamment sur des navires, «les militants se tournant vers la piraterie et les crimes connexes pour financer leurs activités». Par exemple, le 8 février 2017, un cargo a été attaqué par des pirates près de l'État de Bayelsa. Neuf marins ont été enlevés et les pirates les ont relâchés une fois la rançon payée<sup>213</sup>.

On ne sait pas toujours qui est à l'origine de ces attaques, car il existe des centaines de groupes militants, également appelés cultes, qui peuvent s'allier à des groupes plus importants et plus connus, tels que le MEND et le NVA, ou opérer en leurs noms<sup>214</sup>. Les sections ci-dessous présentent des informations plus détaillées sur ces deux groupes.

Le rôle des compagnies pétrolières dans la violence ne peut être passé sous silence étant donné que plusieurs d'entre elles ont engagé des militants comme agents de sécurité et que leurs actions ont souvent attisé des conflits violents dans lesquels étaient impliquées des communautés entières. Comme le souligne une étude réalisée par London Platform, «les relations étroites qui unissent Shell

<sup>204</sup> Jamestown Foundation, Nigeria Expands Its 'War on Terrorism' to the Niger Delta, 16 September 2016, [url](#)

<sup>205</sup> Jamestown Foundation, Nigeria Expands Its 'War on Terrorism' to the Niger Delta, 16 September 2016, [url](#)

<sup>206</sup> Onuoha, Freedom, The Resurgence of Militancy in Nigeria's Oil-Rich Niger Delta and the Dangers of Militarisation, 8 June 2016, [url](#), p. 6

<sup>207</sup> The Guardian, Again, Red Scorpions blow Shell pipeline in Imo, 26 June 2016, [url](#)

<sup>208</sup> Jamestown Foundation, Nigeria Expands Its 'War on Terrorism' to the Niger Delta, 16 September 2016, [url](#)

<sup>209</sup> Jamestown Foundation, Nigeria Expands Its 'War on Terrorism' to the Niger Delta, 16 September 2016, [url](#)

<sup>210</sup> Ibaba Samuel Ibaba, Terrorism in Liberation Struggles: Interrogating the Engagement Tactics of the Movement for the Emancipation of the Niger Delta, 2011 [url](#)

<sup>211</sup> Small Arms Survey, Small arms, armed violence, and insecurity in Nigeria: The Niger Delta in perspective, 2007 [url](#)

<sup>212</sup> Ebiede, Tarila Marclint, Beyond the Rebellion: Alternative Narratives of Violent Conflicts and the Implications for Peacebuilding in the Niger Delta, February 2016, [url](#), p. 11

<sup>213</sup> US DoS, 2017 Country Reports on Human Rights Practices, 20 April 2018, [url](#)

<sup>214</sup> Ebiede, Tarila Marclint, Beyond the Rebellion: Alternative Narratives of Violent Conflicts and the Implications for Peacebuilding in the Niger Delta, February 2016, [url](#), p. 14. Voir également: International Crisis Group, Curbing Violence in Nigeria (III): Revisiting the Niger Delta, 29 September 2015, [url](#); UNDP, Niger Delta Human Development Report, 2006, [url](#)

et l'armée nigérienne exposent l'entreprise à des accusations de complicité concernant l'exécution et la torture systématiques de résidents locaux»<sup>215</sup>.

## 2.2.2 MEND (Movement for the Emancipation of the Niger Delta, Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger)

Parmi les groupes militants apparus ces dernières années, le MEND est, selon le Conseil des relations extérieures (CRE), le plus connu. Il a émergé en janvier 2006, peu après le déclin du NDPVF (Niger Delta People's Volunteer Force ou Force populaire des volontaires du delta du Niger), un groupe militant dirigé par Alhaji Mujahid Dokubo-Asari<sup>216</sup>.

Un chercheur en politique africaine contemporaine, cité par le CRE en 2007, a déclaré que le MEND, contrairement au NDPVF, avait gagné le soutien des communautés de la région. Grâce à cet appui, il a réussi à mener ses activités dans le plus grand secret sans que les autorités soupçonnent son existence<sup>217</sup>.

### 2.2.2.1 Structure

On sait peu de choses sur la structure organisationnelle du MEND. Il est décrit comme une organisation parapluie flexible, qui s'adapte à ses opérations. À l'instar d'autres groupes militants dans le delta du Niger, il est en grande partie composé de jeunes hommes ijaws (les Ijaws représentant le principal groupe ethnique de la région)<sup>218</sup>, bien que des jeunes appartenant à d'autres ethnies aient également rejoint ses rangs<sup>219</sup>. Cependant, «les groupes militants changent d'affiliation au cas par cas», comme le souligne un rapport de l'ONG International Crisis Group cité par le CRE. Le MEND est également décrit comme une coalition plus ou moins organisée de groupes tels que le NDPVF, la COMA (Coalition for Militant Action in the Niger Delta, ou Coalition pour l'action militante dans le delta du Niger) et la Brigade des martyrs<sup>220</sup>.

À l'instar d'autres groupes, on ne sait pas réellement qui est à la tête du MEND. Son porte-parole est connu sous le nom de Jomo Gbomo, un pseudonyme utilisé par un certain nombre de militants de la région, d'après la Fondation Jamestown<sup>221</sup>. Henry Okah, arrêté en 2010 puis condamné en 2013 à 24 ans de prison en Afrique du Sud, a été à la tête du mouvement<sup>222</sup>. Un autre ex-dirigeant du MEND, Government Ekpemupolo (également connu sous le nom de Tompolo), a été arrêté en 2016 pour corruption à grande échelle et blanchiment d'argent.<sup>223</sup>

<sup>215</sup> Platform London, Counting the cost – Corporations and human rights abuse in the Niger Delta, October 2011, [url](#), p. 5; Guardian (The), Shell accused of fuelling violence in Nigeria by paying rival militant gangs, 3 October 2011, [url](#); International Crisis Group, Nigeria: Seizing the Moment in the Niger Delta, 30 April 2009, [url](#)

<sup>216</sup> CFR, MEND: The Niger Delta's Umbrella Militant Group, 21 March 2007 [url](#). Bien que le gouvernement ait accordé l'amnistie et des allocations à Asari en échange de la remise des armes du groupe, il a été arrêté en 2005 puis inculpé de trahison et emprisonné.

<sup>217</sup> CFR, MEND: The Niger Delta's Umbrella Militant Group, 21 March 2007 [url](#)

<sup>218</sup> CFR, MEND: The Niger Delta's Umbrella Militant Group, 21 March 2017 [url](#)

<sup>219</sup> Small Arms Survey, Small arms, armed violence, and insecurity in Nigeria: The Niger Delta in perspective, 2007 [url](#)

<sup>220</sup> CFR, MEND: The Niger Delta's Umbrella Militant Group, 21 March 2017, [url](#); Newsweek, Who is Tompolo, the Niger Delta Kingpin Wanted for Corruption?, 19 January 2016 [url](#); Small Arms Survey, Small arms, armed violence, and insecurity in Nigeria: The Niger Delta in perspective, 2007 [url](#), p. 123

<sup>221</sup> Jamestown Foundation, Nigeria Expands Its 'War on Terrorism' to the Niger Delta, 16 September 2016, [url](#); CFR, MEND: The Niger Delta's Umbrella Militant Group, 21 March 2007, [url](#)

<sup>222</sup> BBC, Henry Okah: Nigerian oil militant jailed for 24 years, 26 March 2013, [url](#); BBC, The Niger Delta Avengers: Nigeria's newest militants, 2 June 2016, [url](#)

<sup>223</sup> Newsweek, Who is Tompolo, the Niger Delta Kingpin Wanted for Corruption?, 19 January 2016 [url](#)

### 2.2.2.2 Objectifs

Le MEND a poursuivi des objectifs politiques de liberté et de développement de la région. Selon Ibaba, «le MEND a pris forme en 2005 et est apparu en 2006 en tant qu'organisation parapluie des milices du delta du Niger pour faire avancer l'objectif politique de libération initié par le major Isaac Adaka Boro et le Service volontaire du delta du Niger en 1966»<sup>224</sup>. Selon une analyse effectuée en 2016 par la Fondation Jamestown, le groupe avait toujours pour objectif de participer aux négociations avec le gouvernement. «Le MEND a menacé de prendre les armes contre le NDA s'il ne poursuivait pas le dialogue avec le gouvernement» et a récemment exprimé «son soutien sans réserve à la présence militaire dans la région du delta du Niger».<sup>225</sup>

### 2.2.2.3 Mode opératoire

Le MEND a eu recours à divers moyens pour atteindre ses objectifs:

- enlèvements et attentats à la voiture piégée visant des travailleurs étrangers de l'industrie pétrolière;
- attaques visant des oléoducs;
- détournement de pétrole (vol et revente sur le marché noir)<sup>226</sup>.

Toutefois, le MEND n'est plus le principal groupe armé actif dans le delta du Niger étant donné que la plupart de ses dirigeants sont en prison ou ont accepté l'amnistie de 2009», selon la Fondation Jamestown<sup>227</sup>.

### 2.2.2.4 Recrutement

Selon un article publié sur le site Global Security, «les milices du delta du Niger n'auraient aucune difficulté à recruter des membres compte tenu du contexte socio-économique et politique, notamment un taux de chômage élevé parmi les jeunes»<sup>228</sup>. Au moment de la rédaction de ce rapport, aucun document n'a pu être trouvé faisant état de recrutement forcé par le MEND.

## 2.2.3 NDA (Niger Delta Avengers, Vengeurs du delta du Niger)

Le NDA a été créé le 3 février 2016<sup>229</sup> et s'est fait connaître la même année avec de nombreuses attaques visant des infrastructures pétrolières<sup>230</sup>. Selon la BBC, il s'agit du premier groupe apparu dans la région depuis l'amnistie accordée aux militants du delta du Niger par l'ex-président Umar Musa Yar'Adua en 2009<sup>231</sup>.

### 2.2.3.1 Structure et organisation

On sait peu de choses sur les dirigeants et les membres du NDA<sup>232</sup>. D'après la BBC, les communautés locales pensent que les membres du groupe sont en grande partie des membres d'anciens groupes militants tels que le MEND et le Niger Delta People's Salvation Front, la branche politique du NDVPF qui avait été exclue du programme d'amnistie. Son chef n'est pas connu non plus, bien que le colonel

<sup>224</sup> Ibaba Samuel Ibaba, *Terrorism in Liberation Struggles*, 2011 [url](#)

<sup>225</sup> Jamestown Foundation, *Nigeria Expands Its 'War on Terrorism' to the Niger Delta*, 16 September 2016, [url](#)

<sup>226</sup> Global Security, *Movement for the Emancipation of the Niger Delta (MEND)*, 6 May 2016, [url](#); Jamestown Foundation, *Nigeria Expands Its 'War on Terrorism' to the Niger Delta*, 16 September 2016, [url](#)

<sup>227</sup> Jamestown Foundation, *Nigeria Expands Its 'War on Terrorism' to the Niger Delta*, 16 September 2016, [url](#)

<sup>228</sup> Global Security, *Movement for the Emancipation of the Niger Delta (MEND)*, 6 May 2016, [url](#)

<sup>229</sup> Onuoha, *Freedom, The Resurgence of Militancy in Nigeria's Oil-Rich Niger Delta and the Dangers of Militarisation*, 8 June 2016, [url](#), p. 5

<sup>230</sup> Jamestown Foundation, *'The Niger Delta Avengers: A New Threat to Oil Producers in Nigeria'*, 13 June 2016, [url](#)

<sup>231</sup> BBC, *The Niger Delta Avengers: Nigeria's newest militants*, 2 June 2016, [url](#)

<sup>232</sup> Canada, IRB, *Nigeria: Information on the Niger Delta Avengers (NDA)*, (2015-August 2016), 15 August 2016 [url](#)

Mudoch Agbinibo (qui pourrait être un pseudonyme) soit mentionné comme étant le porte-parole du «haut commandement»<sup>233</sup>. Le groupe affirme que ses membres «sont jeunes, instruits, ont beaucoup voyagé... et étudié en Europe de l'Est»<sup>234</sup>. En juillet 2016, le magazine *The Economist* a évoqué Tompolo comme étant le possible chef du NDA, bien que ce dernier et le groupe aient nié l'existence de ce lien. L'article précise que le groupe est probablement constitué de «quelques centaines d'hommes seulement», mais que leur nombre «grossit rapidement». Les militants seraient «irrités» par le fait que le gouvernement de Buhari ait réduit de 70 % le budget du programme d'amnistie<sup>235</sup>. L'une des factions du NDA est connue sous le nom de Egbesu Mightier Fraternity<sup>236</sup>.

### 2.2.3.2 Objectifs

Le NDA se distancie du MEND, avec qui il partage pourtant les mêmes objectifs, précisant que «les commandants du MEND ne se sont jamais souciés du delta du Niger et se sont enrichis grâce aux allocations versées dans le cadre du programme d'amnistie sans avoir distribué l'argent aux soldats de la rébellion»<sup>237</sup>.

Le NDA prétend avoir pour objectifs la redistribution des revenus pétroliers aux populations du delta du Niger et le développement de leurs communautés, et revendique l'autonomie de la région. Le groupe menace de «paralyser» l'économie du Nigeria si ses objectifs ne sont pas atteints<sup>238</sup>. Il réclame également le maintien des allocations versées à tous les anciens militants dans le cadre du programme d'amnistie<sup>239</sup>. Le NDA est «en contact» avec les indépendantistes du Biafra et entend paralyser l'économie nigérienne tout en exigeant la sécession de la région du delta du Niger<sup>240</sup>. Voir section 3.3.

Selon un article sur le NDA publié sur le site Global Security, en mai 2016 «les militants du delta du Niger ont annoncé la création d'une nouvelle monnaie. Cette monnaie aurait commencé à circuler dans le delta et les militants de la région l'utilisent pour informer le gouvernement de leurs revendications concernant la souveraineté de la région»<sup>241</sup>.

### 2.2.3.3 Mode opératoire

Selon la Fondation Jamestown, le NDA a fait savoir qu'il «n'a pas l'intention de tuer des innocents ou de commettre des enlèvements», mais qu'il se concentre sur les attaques visant les installations pétrolières et gazières<sup>242</sup>.

En 2016, le groupe a revendiqué au moins 45 attaques<sup>243</sup> visant des oléoducs et autres installations pétrolières dans le delta du Niger<sup>244</sup>. Il a mené de violentes attaques à Warri (État du Delta), ainsi que dans les États d'Akwai Ibom, de Bayelsa et de Rivers<sup>245</sup>. Ces attaques ont engendré une vague de violence qui s'est traduite par une réduction de la production de pétrole brut de 700 000 barils par

<sup>233</sup> BBC, The Niger Delta Avengers: Nigeria's newest militants, 2 June 2016, [url](#); Niger Delta Avengers, Happy Doomed Year Nigeria; Get Ready For Operation Bringing Down FPSO, 17 January 2018, [url](#)

<sup>234</sup> BBC, Nigeria arrests 'Avengers' oil militants, 16 May 2016, [url](#)

<sup>235</sup> Economist (The), Who are the Niger Delta Avengers?, 1 July 2016, [url](#)

<sup>236</sup> IBTimes, Niger Delta militants vow to shut oil and gas plants unless Nnamdi Kanu, Sambo Dasuki released, 19 May 2016, [url](#)

<sup>237</sup> Jamestown Foundation, 'The Niger Delta: Will Restarting Amnesty Payments Ease the Conflict?', 14 October 2016, [url](#)

<sup>238</sup> Jamestown Foundation, 'The Niger Delta Avengers: A New Threat to Oil Producers in Nigeria', 13 June 2016 [url](#); BBC, Nigeria arrests 'Avengers' oil militants, 16 May 2016, [url](#); Global Security, Niger Delta Avengers, page last modified 6 August 2016, [url](#)

<sup>239</sup> Economist (The), Who are the Niger Delta Avengers?, 1 July 2016, [url](#)

<sup>240</sup> Economist (The), Who are the Niger Delta Avengers?, 1 July 2016, [url](#); Global Security, Niger Delta Avengers, page last modified 6 August 2016, [url](#)

<sup>241</sup> Global Security, Niger Delta Avengers, page last modified 6 August 2016, [url](#)

<sup>242</sup> Jamestown Foundation, 'The Niger Delta Avengers: A New Threat to Oil Producers in Nigeria', 13 June 2016 [url](#)

<sup>243</sup> Pulse.ng, Why militant group just promised Nigeria a "doomed year", 18 January 2018, [url](#)

<sup>244</sup> Jamestown Foundation, 'The Niger Delta Avengers: A New Threat to Oil Producers in Nigeria', 13 June 2016 [url](#)

<sup>245</sup> Canada, IRB, Nigeria: Information on the Niger Delta Avengers (NDA), (2015-August 2016), 15 August 2016 [url](#)

jour, atteignant ainsi son plus bas niveau depuis près de trois décennies<sup>246</sup>. Cette situation, conjuguée à la faiblesse des cours du pétrole, a entraîné la première récession économique au Nigeria en 25 ans, selon Reuters<sup>247</sup>.

En août 2016, le NDA a annoncé un cessez-le-feu qui a pris fin en novembre 2017, les rebelles n'étant pas satisfaits des négociations de paix et des promesses faites<sup>248</sup>. En janvier 2018, l'agence Reuters notait que, depuis janvier 2017, aucun groupe n'avait commis d'attaques sérieuses dans la région du Delta<sup>249</sup>.

En janvier 2018, le NDA a de nouveau menacé de s'en prendre à des plates-formes pétrolières et de cibler les opérations en eaux profondes des multinationales<sup>250</sup>.

Le 19 janvier 2018, cinq employés de l'industrie pétrolière ont été enlevés à la frontière des États d'Edo et du Delta. Le nom du groupe responsable de cet enlèvement n'est pas connu. L'enlèvement a eu lieu quelques heures après que le NDA a publié une déclaration selon laquelle il mettait fin à un accord de cessez-le-feu de 2017<sup>251</sup>.

#### 2.2.3.4 Recrutement

Aucun rapport n'a pu être trouvé sur le recrutement forcé par le NDA.

#### 2.2.3.5 Réponse de l'État

Le 13 février 2016, le NDA a lancé l'opération Économie rouge, adressant au gouvernement fédéral un ultimatum de deux semaines pour répondre à ses revendications. Le groupe a mené trois attaques dévastatrices contre des oléoducs, des gazoducs et une plate-forme pétrolière<sup>252</sup>. Le président Muhammed Buhari a réagi en mai 2016 en donnant à l'armée l'ordre d'«anéantir» le NDA<sup>253</sup>. La présence militaire s'est ainsi intensifiée dans la région. Freedom Onuoha a souligné le fait qu'une «nouvelle escalade de la violence pourrait paralyser la production de pétrole et avoir des conséquences économiques et sécuritaires désastreuses pour le pays»<sup>254</sup>.

Selon des chercheurs de l'Institut pour la paix et les études stratégiques d'Ibadan, «l'approche conflictuelle adoptée par le gouvernement face au militantisme a déclenché de nouveaux conflits dans la région [...] et renforcé la détermination des militants»<sup>255</sup>.

À l'été 2016, les autorités nigérianes ont annoncé leur intention de négocier avec le NDA ainsi qu'une «opération de nettoyage» de la pollution aux hydrocarbures dans la région du Delta afin de gagner l'appui de la population locale et de réparer les dommages causés aux infrastructures pétrolières<sup>256</sup>. Une opération militaire, baptisée Sourire de Crocodile, a été lancée le 29 août 2016 dans le but d'«assurer la sécurité des habitants et de préserver les ressources économiques de la région, tout en

<sup>246</sup> The Economist Intelligence Unit, Country Report Nigeria, 7 December 2017, [url](#), p. 22

<sup>247</sup> Reuters, Nigerian militants threaten oil rig attacks within days, 17 January 2018, [url](#)

<sup>248</sup> The Economist Intelligence Unit, Country Report Nigeria, 7 December 2017, [url](#), p. 22

<sup>249</sup> Reuters, Nigerian militants threaten oil rig attacks within days, 17 January 2018, [url](#)

<sup>250</sup> Reuters, Nigerian militants threaten oil rig attacks within days, 17 January 2018, [url](#)

<sup>251</sup> Punch, Gunmen abduct five oil workers in Niger Delta, 19 January 2018, [url](#)

<sup>252</sup> Onuoha, Freedom, The Resurgence of Militancy in Nigeria's Oil-Rich Niger Delta and the Dangers of Militarisation, 8 June 2016, [url](#)

<sup>253</sup> Punch, Buhari orders military to crush new Niger Delta militant group, 8 May 2016, [url](#)

<sup>254</sup> Onuoha, Freedom, The Resurgence of Militancy in Nigeria's Oil-Rich Niger Delta and the Dangers of Militarisation, 8 June 2016, [url](#)

<sup>255</sup> Odobo, Samuel Osagie, Awolere, Emmanuel Kayode & Andekin Amos Musa, In search of integrity: appraising state response to militancy in Nigeria's Niger Delta, December 2017, [url](#), pp. 65-76

<sup>256</sup> Wall Street Journal (The), 'Niger Delta Avengers' Sabotage Oil Output, 5 June 2016, [url](#)

démontrant la capacité des forces de sécurité à contenir les criminels et les 'saboteurs économiques', selon un porte-parole du ministère nigérian de la Défense<sup>257</sup>.

En août 2016, les allocations versées aux militants dans le cadre du programme d'amnistie, précédemment gelées par le président Buhari, ont été rétablies dans l'espoir de voir les attaques cesser et la production de pétrole augmenter<sup>258</sup>. Le budget annuel alloué au programme d'amnistie a quasiment triplé en 2017 pour atteindre environ 55 milliards de nairas (soit environ 128 millions d'euros). Ce programme permet à chaque ancien militant de percevoir un «salaire» mensuel de 65 000 nairas (151 euros) et de suivre une formation professionnelle<sup>259</sup>.

Le NDA a accepté un cessez-le-feu en août 2016 pour entamer des pourparlers sur la question du développement et l'octroi d'une part plus importante des revenus pétroliers à leur région, ainsi que pour lutter contre la pollution par les hydrocarbures et la pauvreté. Cependant, le groupe a estimé que les discussions n'avaient pas permis de réaliser des progrès suffisants<sup>260</sup>. Le 3 novembre 2017, le NDA a annoncé que le cessez-le-feu vis-à-vis de l'opération Économie rouge était officiellement terminé et qu'il allait reprendre ses activités. Ses représentants ont déclaré avoir «perdu confiance» dans les dirigeants locaux au sujet des négociations visant à obtenir une part plus importante des revenus pétroliers pour la région appauvrie du Delta<sup>261</sup>.

Du 6 au 31 octobre 2017, l'opération Sourire de Crocodile II a été mise en œuvre dans le delta du Niger afin, selon le gouvernement fédéral, de résoudre «les problèmes de sécurité majeurs, notamment le détournement illégal de pétrole, le militantisme, les enlèvements, le phénomène des cultes et le vandalisme des oléoducs»<sup>262</sup>. En février 2018, l'opération Sourire de Crocodile III a été lancée<sup>263</sup>.

Les plaintes concernant les comportements de la police peuvent être déposées auprès de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH). De même, les plaintes concernant les déversements de pétrole et la pollution de l'environnement peuvent être adressées à la CNDH. La Commission a enregistré plus d'un million de plaintes recevables concernant des violations des droits de l'homme en 2016. Ce nombre a plus que doublé par rapport à 2015, notamment du fait de l'existence de 511 211 plaintes en suspens déposées par divers groupes et communautés auprès d'une Commission d'enquête sur les déversements d'hydrocarbures résultant des activités de sociétés pétrolières dans le sud du Nigeria. La Commission d'enquête avait été mise en place par la CNDH après une hausse du nombre de plaintes concernant des déversements et une pollution de l'environnement dans les États d'Edo, du Delta, de Cross-River, de Rivers et de Bayelsa, afin d'évaluer les conséquences de ces incidents pour les droits de l'homme. Ces plaintes, qui ont été contestées par les compagnies pétrolières en cause, sont en attente de jugement<sup>264</sup>.

Le 3 juin 2018, le ministre nigérian des Ressources pétrolières a annoncé que l'approche adoptée récemment par le gouvernement était un succès et que la production de pétrole avait été ramenée au niveau précédent de 2,2 millions de barils par jour. Il a par ailleurs mentionné que le gouvernement s'attaquait aux problèmes fondamentaux de l'environnement et de la sécurité et tentait de faire

---

<sup>257</sup> Jamestown Foundation, Nigeria Expands Its 'War on Terrorism' to the Niger Delta, 16 September 2016, [url](#)

<sup>258</sup> Freedom House, Freedom in the world – Nigeria, 2017, [url](#)

<sup>259</sup> Reuters, Nigeria almost triples budget for Niger Delta amnesty – presidency, 7 May 2017, [url](#)

<sup>260</sup> Reuters, Nigerian militants threaten oil rig attacks within days, 17 January 2018, [url](#)

<sup>261</sup> Reuters, Nigeria's 'Delta Avengers' militants end oil hub ceasefire, 3 November 2017, [url](#); Niger Delta Avengers, Happy Doomed Year Nigeria; Get Ready For Operation Bringing Down FPSO, 17 January 2018, [url](#). Pour plus d'informations générales sur l'économie pétrolière et la répartition des revenus, voir UNDP, Niger Delta Human Development Report, 2006, [url](#)

<sup>262</sup> Daily Trust, Operations Crocodile Smile II successful – Buratai, 31 October 2017, [url](#)

<sup>263</sup> Vanguard (The), Operation Python Dance III, others will soon come up – Buratai, 2 February 2018, [url](#)

<sup>264</sup> NHRC, Annual Report 2016, 16 June 2017, [url](#), pp. v, 38-39, 120

participer les communautés locales via des projets de renforcement des capacités et d'autonomisation économique<sup>265</sup>.

## 2.3 Confraternités étudiantes/universitaires

Au Nigeria, le terme «culte» est couramment utilisé pour désigner différents groupes dont les motivations ou les *modes opératoires* sont tenus secrets: sociétés secrètes traditionnelles, groupes d'autodéfense, milices ethniques, confraternités étudiantes ou cultes universitaires<sup>266</sup>.

Cette section traite des confraternités étudiantes (ou universitaires), en particulier lorsqu'elles prennent pour cibles des individus, étant donné qu'elles sont généralement considérées comme les plus active dans ce domaine. Les autres groupes sont présentés dans le chapitre suivant sur les individus pris pour cibles.

Les confraternités étudiantes («cultes») tirent leur origine de la confraternité des Pirates (Pirates Confraternity) fondée dans les années 1950, notamment par l'écrivain Woyle Soyinka, pour regrouper les anciens élèves et renforcer l'excellence universitaire. Dans les années 1980, d'autres confraternités comme Buccaneers (boucaniers), Black Axe (hache noire), Red Berets (bérets rouges) et Black Berets (bérets noirs) sont apparues<sup>267</sup>. Des confraternités féminines ont également émergé dans les années 1990. À partir de 1994/95, la situation a commencé à évoluer. Les confraternités se sont mises à recruter des étudiants issus des classes dirigeantes, à exiger que les politiques d'admission soient modifiées ou à proférer des menaces violentes à l'égard de professeurs et d'autres étudiants<sup>268</sup>.

En juin 2004, un projet de loi interdisant une centaine de confraternités (projet de loi relatif à l'interdiction des sociétés secrètes et des activités connexes) a été adopté par l'Assemblée nationale<sup>269</sup>. Les confraternités désormais interdites sont «les gangs criminels, les groupes spirituels et politiques cherchant à exercer un pouvoir et un contrôle, les gangs contrôlant les voies navigables et les passages, ainsi que ceux impliqués dans des activités de détournement de pétrole»<sup>270</sup>.

Dans le cadre d'une mission d'enquête effectuée au Nigeria par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) en 2016, plusieurs personnes interrogées ont souligné que les confraternités ressemblent aujourd'hui à des organisations mafieuses menant des activités illégales et dont les rites d'initiation sont extrêmement violents. D'autres sources les perçoivent plutôt comme des gangs de jeunes<sup>271</sup>. Les confraternités sont très puissantes dans les États du delta du Niger de Rivers, Bayelsa, Delta et Edo. Elles collaborent souvent avec des hommes politiques qui les utilisent pour exercer des actes de violence afin d'atteindre leurs propres objectifs locaux. De nombreuses confraternités sont concentrées dans l'État de Rivers, notamment à Port Harcourt<sup>272</sup>.

Certaines universités sont particulièrement touchées par le phénomène des confraternités étudiantes. En 2011, les universités suivantes ont été répertoriées: UNIBEN (Calabar, Benin City), UNILAG (Lagos) et l'Université Obafemii Awolowo (Ife), qui comptent chacune au moins

<sup>265</sup> Vanguard, How FG arrested Niger Delta crisis, saved Nigeria trillions, 3 June 2018, [url](#)

<sup>266</sup> France, OFPRA, Sociétés secrètes traditionnelles et confraternités étudiantes au Nigeria, 27 February 2015, [url](#), p. 2

<sup>267</sup> France, OFPRA, Rapport de mission en République fédérale du Nigeria, du 9 au 21 septembre 2016, December 2016, [url](#), p. 48

<sup>268</sup> France, OFPRA, Sociétés secrètes traditionnelles et confraternités étudiantes au Nigeria, 27 February 2015, [url](#), p. 8

<sup>269</sup> Nigeria, Secret Cult and Cult Related Activities (Prohibition) Bill, 2004, [url](#)

<sup>270</sup> Small Arms Survey, Armed and aimless: armed groups, guns, and human security in the ECOWAS region, 2005, [url](#), pp. 21, 22

<sup>271</sup> France, OFPRA, Rapport de mission en République fédérale du Nigeria, du 9 au 21 septembre 2016, December 2016 [url](#), p. 48; AOAV, The Violent Road, 12 December 2013, [url](#), p. 106

<sup>272</sup> France, OFPRA, Rapport de mission en République fédérale du Nigeria, du 9 au 21 septembre 2016, December 2016 [url](#), p. 48

16 confraternités<sup>273</sup>. Les confraternités de l'Université d'État d'Ebonyi à Abakaliki seraient à l'origine d'actes de violence tels que «des fusillades, des enlèvements et des meurtres»<sup>274</sup>. Quelques confraternités étudiantes sont également présentes dans le nord du pays, par exemple la confraternité Gamji, qui avait été utilisée par le général Abacha dans les années 1990 pour maintenir le pouvoir<sup>275</sup>.

Un rapport de l'OFPPA de 2015 répertorie les confraternités étudiantes les plus connues: Pyrates, Buccaneers, Supreme Vikings, Black Axe, Klansmen Konfraternity, (Supreme) Eiyé ou Air Lords. Les confraternités féminines sont les suivantes: Black-bra, Black Berets, Woman Brassier, Daughters of Jezebel, Pink Lady, Amazons, White Angels, Lady of Rose, Sisterhood of Darkness, Golden Daughters, The Ten wonderful Girls, White Ladies, The Royal Queens, Daughters of the Knight, The Knights of the Aristos<sup>276</sup>. Le site internet Global Sentinel dresse également la liste des confraternités et de leurs croyances<sup>277</sup>.

La BBC décrit la confraternité Eiyé comme suit: «Le groupe se livre désormais au trafic d'êtres humains, de stupéfiants (cocaïne et marijuana) et de faux passeports. Il a également facilité le transport du pétrole brut volé vers l'Europe»<sup>278</sup>. La confraternité est connue pour ses actes d'intimidation et ses attaques violentes dirigées contre le personnel des universités et les étudiants, la police et les cultes rivaux<sup>279</sup>.

Parmi les autres confraternités connues figure la confraternité Black Axe, également appelée Neo-Black Movement of Africa (NBM), d'après la CISR. D'autres sources affirment toutefois que Black Axe est un «groupe dissident» du NBM, créé en 1977/78 à l'Université de Benin City. La confraternité Black Axe serait souvent impliquée dans des actes de violence. Elle a également des liens avec des hommes politiques et des représentants de l'État qui la paient pour servir leurs intérêts. Les groupes Black Axe et NBM ont été interdits par la loi sur l'interdiction des sociétés secrètes et activités similaires adoptée par l'État de Rivers en 2004. De nombreux rapports font état de rivalités et de heurts entre les groupes Black Axe et Eiyé et d'autres confraternités<sup>280</sup>.

### 2.3.1 Structure

Les sources mentionnées dans le rapport de l'OFPPA de 2015 ne donnent pas les mêmes informations sur la structure et le fonctionnement des confraternités. Certaines évoquent un «fonctionnement souple» ou des réseaux, d'autres une structure hiérarchique. Samuel Amaele, un chercheur expérimenté qui a mené des études sur le phénomène des confraternités dans les établissements d'enseignement supérieur, a identifié la hiérarchie suivante:

- le chef (*leader*), qui préside et détient le pouvoir de décision ultime;
- le chef spirituel (*chief priest*);
- le président (*president*), qui préside les réunions et sert de secrétaire;
- le commandant des opérations (*chief butcher*) (ministre de la défense), qui est chargé de diriger les opérations [en général, quatre ou cinq hommes de main (*butchers*) sont sous sa responsabilité];
- les anciens (*elders*), qui sont des conseillers;

<sup>273</sup> France, OFPPA, Sociétés secrètes traditionnelles et confraternités étudiantes au Nigeria, 27 February 2015, [url](#), p. 9

<sup>274</sup> AOAV, The Violent Road, 12 December 2013, [url](#)

<sup>275</sup> France, OFPPA, Sociétés secrètes traditionnelles et confraternités étudiantes au Nigeria, 27 February 2015, [url](#), p. 9

<sup>276</sup> France, OFPPA, Sociétés secrètes traditionnelles et confraternités étudiantes au Nigeria, 27 February 2015, [url](#), pp. 10-11

<sup>277</sup> Global Sentinel, Cultism: Top 7 confraternities in Nigeria and their history, beliefs, 5 October 2017, [url](#)

<sup>278</sup> BBC, The world of Nigeria's sex-trafficking 'Air Lords', 27 January 2016, [url](#)

<sup>279</sup> Canada, IRB, Nigeria: The Eiyé confraternity (2014-March 2016), 8 April 2016, NGA105490.E, [url](#)

<sup>280</sup> Canada, IRB, Nigeria: The Black Axe confraternity, also known as the Neo-Black Movement of Africa (2009- November 2012) NGA104208.E, 3 December 2012, [url](#)



- l'œil (*the eye*) (ministre du renseignement), qui supervise les opérations et informe le commandant des opérations sur les personnes potentiellement visées<sup>281</sup>.

Dans une réponse à une question sur la confraternité Eiye, la CISR du Canada cite deux sources faisant référence au chef de la confraternité locale en le désignant «Capone», à l'instar du gangster de Chicago Al Capone. Une autre source mentionne «une "hiérarchie de Capone", le Capone national étant comme un commandant en chef et les Capone basés sur les campus étant comme des commandants des opérations sur le terrain»<sup>282</sup>.

L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a signalé en 2014 que les confraternités Eiye et Aye «comptent parmi la dizaine de groupes criminels ayant débuté leurs activités au Nigeria en tant que confraternités sur les campus universitaires» et qu'elles sont devenues actives en Europe, notamment en Espagne (depuis 2007) et en Italie (depuis 2008). Leur «niveau d'organisation, de violence et d'intimidation est comparable à celui d'autres *mafias* plus connues»<sup>283</sup>.

### 2.3.2 Objectif

Selon le chercheur Akinpelu Babajide Adedotun, qui a analysé les tendances de la mortalité due aux cultes et à la croyance en la sorcellerie au Nigeria de juin 2006 à mai 2014, ces phénomènes ont servi de mécanismes traditionnels de contrôle social et de résolution des conflits en Afrique et ne sont donc pas un phénomène nouveau. Les confraternités nigérianes ont été fondées par des ethnies, principalement les Yoroubas, les Efiks, les Igbos, les Ogonis et les Isokos, situées dans le sud-ouest et le sud-est du pays. Le chercheur souligne que «parallèlement, de nouvelles formes de confraternités, comme Pyrates, Panama et Black Eye, sont apparues en réaction aux réalités sociales, politiques et économiques changeantes au Nigeria. Au départ, ces groupes fonctionnaient comme des organisations de la société civile, mais ils ont par la suite été divisés en factions et transformés en groupes violents»<sup>284</sup>.

À l'origine, les confraternités étudiantes avaient pour objectifs de renforcer l'excellence universitaire et de lutter contre l'oppression sous toutes ses formes. La confraternité Eiye, également connue sous le nom d'Air Lords, indique par exemple que son intention initiale était d'«apporter une contribution positive à la société»<sup>285</sup>. Black Axe ou NBM ont pour objectifs de «rediriger tous les esprits vers le réalisme et le déterminisme noirs», d'enseigner la discipline du corps et de l'esprit, d'empêcher les images négatives des personnes noires, de mener des recherches sur les religions africaines traditionnelles et de publier régulièrement un magazine appelé Uhuru<sup>286</sup>.

Les confraternités actuelles cherchent davantage à exercer le pouvoir et à «commettre des actes violents»<sup>287</sup>. Les confraternités se distinguent des sociétés secrètes de par leur zone d'action (principalement les campus universitaires) et leurs domaines d'activités<sup>288</sup>.

<sup>281</sup> France, OFPRA, Sociétés secrètes traditionnelles et confraternités étudiantes au Nigeria, 27 February 2015, [url](#), p. 12

<sup>282</sup> Canada, IRB, Nigeria: The Eiye confraternity (2014-March 2016), 8 April 2016, NGA105490.E, [url](#)

<sup>283</sup> UNODC, Global Report on Trafficking in Persons 2014, November 2014, [url](#), pp. 56-57

<sup>284</sup> Akinpelu, B. A., 'Trends and Patterns of Fatalities Resulting from Cult Societies and Belief in Witchcraft in Nigeria (2006-2014), 2016, [url](#), p. 81

<sup>285</sup> BBC, The world of Nigeria's sex-trafficking 'Air Lords', 27 January 2016, [url](#)

<sup>286</sup> Canada, IRB, Nigeria: The Black Axe confraternity, also known as the Neo-Black Movement of Africa (2009- November 2012) NGA104208.E, 3 December 2012, [url](#)

<sup>287</sup> Amaele, Samuel, Menace of Cultism in Nigeria Tertiary Institutions, challenges and way forward, January 2013, [url](#)

<sup>288</sup> France, OFPRA, Sociétés secrètes traditionnelles et confraternités étudiantes au Nigeria, 27 February 2015, [url](#), p. 8

### 2.3.3 Mode opératoire

Selon le chercheur Onike Rahaman cité dans le rapport de l'OFPRA, les confraternités étudiantes utilisent plusieurs signes distinctifs:

- les couleurs: chaque confraternité a ses propres couleurs, sur les vêtements, les casquettes ou les bérets;
- les langages codés que seuls les membres peuvent comprendre;
- les salutations à l'aide de mots spécifiques;
- les signes distinctifs corporels, tels que des tatouages ou des piercings (surtout chez les femmes);
- les surnoms, utilisés pour des raisons de sécurité<sup>289</sup>.

Selon les sources de l'OFPRA, les confraternités étudiantes se livrent à diverses activités criminelles (assassinats, traite des êtres humains, trafic de drogue, contrebande, extorsions et réseaux de prostitution). Leur violence s'étend aux campus universitaires et les vols à main armée, les meurtres, les enlèvements et les actes de banditisme fréquemment commis par les confraternités posent des problèmes de sécurité et des problèmes sociaux à l'ensemble du pays<sup>290</sup>.

Les conflits entre les différents groupes, qui luttent pour la suprématie et le désir de dominer les autres confraternités locales, se déroulent dans la rue, par exemple à Lagos et à Akure (État d'Ondo)<sup>291</sup>. Les membres utilisent des armes à feu, des machettes, des couteaux, ainsi que le *juju* (sorcellerie) et des rituels pour atteindre leurs objectifs. Ils se procurent ces armes à feu de différentes façons: par l'intermédiaire d'hommes d'affaires et de politiciens, via des complices dans l'administration locale, lors d'attaques contre les forces de sécurité locales, grâce à des échanges contre du pétrole volé, par des emprunts auprès d'autres milices ou confraternités, etc.<sup>292</sup>

Il n'y a pas de statistiques générales sur le nombre de personnes tuées par des confraternités étudiantes, mais selon la base de données de Nigeria Watch, 1 863 décès recensés entre juin 2006 et 2014 pourraient être reliés à des confraternités, le plus grand nombre (près de 600) concernant l'État de Rivers<sup>293</sup>. Le rapport de mission de l'OFPRA souligne que de nombreuses confraternités sont concentrées dans l'État de Rivers, notamment à Port Harcourt<sup>294</sup>. D'après la base de données de Nigeria Watch, en 2017, les actes de violence liés aux confraternités ont entraîné la mort de 442 personnes tandis que les enlèvements ont fait 290 victimes<sup>295</sup>.

Plusieurs sources évoquent des liens entre des confraternités et des groupes de trafiquants<sup>296</sup>. D'autres font référence à des «jeunes des rues» utilisés par les partis politiques comme des «hommes de main» pour commettre des actes de violence lors des élections. Des membres de confraternités

<sup>289</sup> France, OFPRA, Sociétés secrètes traditionnelles et confraternités étudiantes au Nigeria, 27 February 2015, [url](#), p. 16

<sup>290</sup> France, OFPRA, Sociétés secrètes traditionnelles et confraternités étudiantes au Nigeria, 27 February 2015, [url](#), pp. 15, 16

<sup>291</sup> France, OFPRA, Rapport de mission en République fédérale du Nigeria, du 9 au 21 septembre 2016, December 2016 [url](#), p. 49; Guardian (The), Reign of terror as serial killings, cult activities hit Akure, 28 June 2017, [url](#)

<sup>292</sup> France, OFPRA, Sociétés secrètes traditionnelles et confraternités étudiantes au Nigeria, 27 February 2015, [url](#), p. 16

<sup>293</sup> Akinpelu, B. A., Trends and Patterns of Fatalities Resulting from Cult Societies and Belief in Witchcraft in Nigeria (2006-2014), 2016, [url](#), pp. 82-83

<sup>294</sup> France, OFPRA, Rapport de mission en République fédérale du Nigeria, du 9 au 21 septembre 2016, December 2016 [url](#), p. 48

<sup>295</sup> Nigeria Watch, Seventh report on violence in Nigeria, 2017, [url](#), p.

<sup>296</sup> Nigeria, NAPTIP, NAPTIP, British and Spanish Operatives Burst EIYE Confraternity Human Trafficking Gang ... Rescues 39 Victims of Sex Exploitation in Spain, 24 March 2018, [url](#); BBC, The world of Nigeria's sex-trafficking 'Air Lords', 27 January 2016, [url](#)

sont même recrutés et armés par des membres de partis politiques (appelés militants) et sont utilisés comme des instruments pour tuer ou attaquer des opposants politiques<sup>297</sup>.

Les médias nigériens mentionnent également des membres de confraternités (*cultists*) impliqués dans la destruction des oléoducs<sup>298</sup>. D'après le site internet Global Security, «en 2009, le Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger (MEND) a été accusé de financer les activités des confraternités sur des campus universitaires et d'avoir fourni des armes à ces groupes. Certaines sources ont indiqué que les confraternités étudiantes et les groupes d'insurgés du delta du Niger, tels que le MEND, sont étroitement liés»<sup>299</sup>.

Le chercheur Akinpelu Babajide Adedotun analyse les tendances de la mortalité due aux cultes et à la croyance en la sorcellerie au Nigeria de juin 2006 à mai 2014 à l'aide de la base de données de Nigeria Watch<sup>300</sup>. Au total, 1 863 décès recensés entre juin 2006 et 2014 pourraient être reliés à des confraternités, le plus grand nombre (près de 600) concernant l'État de Rivers<sup>301</sup>.

### 2.3.4 Recrutement et initiation

On sait très peu de choses sur les modes de recrutement et les rites initiatiques des confraternités, qui sont gardés secrets. La CISR cite le chercheur Ezeonu, qui déclare que les rituels d'initiation des nouveaux membres de la confraternité Eiyé sont extrêmement violents avec «une forme de bizutage brutal et humiliant dans les cérémonies d'initiation». Le chercheur ajoute qu'«après l'initiation, les nouvelles recrues sont souvent tenues de commettre des actes criminels tels que des "viols obligatoires" de femmes liées à des membres de gangs rivaux, des vols à main armée ou des agressions physiques contre des membres du corps enseignant»<sup>302</sup>.

Plusieurs motivations sont avancées par les étudiants ayant décidé de rejoindre une confraternité: d'une part, on leur a promis qu'ils seraient respectés, reconnus et protégés; d'autre part qu'ils gagneraient de l'argent et connaîtraient la réussite professionnelle. Une fois que les étudiants ont intégré la confraternité, ces promesses s'envolent la plupart du temps. Parmi les aspects fondamentaux de l'initiation figurent les serments de confidentialité et de loyauté absolue envers le groupe et son chef. Les confraternités organisent les formations idéologiques, les séances d'entraînement physique des nouvelles recrues et leur initiation (généralement au début de l'année universitaire), tiennent régulièrement des réunions et exercent des mesures de représailles contre les personnes perçues comme des ennemis.<sup>303</sup>

Certains médias mentionnent que des confraternités utilisent la force (ou plutôt une forte pression exercée par des pairs) pour recruter leurs membres. Les personnes peuvent ainsi être enlevées ou amenées sous un faux prétexte à une réunion secrète au cours de laquelle on leur prélève du sang

<sup>297</sup> France, OFPRA, Rapport de mission en République fédérale du Nigeria, du 9 au 21 septembre 2016, December 2016 [url](#), p. 49; France, OFPRA, Sociétés secrètes traditionnelles et confraternités étudiantes au Nigeria, 27 February 2015, [url](#), p. 14

<sup>298</sup> Daily Nigerian, Army arrests 23 suspected cultists, 15 pipeline vandals, 21 April 2018, [url](#); Daily Nigerian, Nigerian Army kills notorious cultist, recovers arms, 23 May 2017, [url](#); Chronicle, Nigerian Army arrests Eiyé cultists conducting training for new recruits, 28 April 2018, [url](#)

<sup>299</sup> Global Security, Movement for the Emancipation of the Niger Delta (MEND), page last modified 6 May 2016, [url](#)

<sup>300</sup> Nigeria Watch is a research project which 'monitors lethal violence, conflicts, and human security in Nigeria' since 2006. Nigeria Watch, About us, n.d. [url](#)

<sup>301</sup> Akinpelu, B. A., Trends and Patterns of Fatalities Resulting from Cult Societies and Belief in Witchcraft in Nigeria (2006-2014), 2016, [url](#), pp. 82-83

<sup>302</sup> Canada, IRB, Nigeria: The Eiyé confraternity (2014-March 2016), 8 April 2016, NGA105490.E, [source: Ifeanyi Ezeonu, Violent Fraternities and Public Security Challenges in Nigerian Universities: a Study of the 'University of the South', 19 September 2013], [url](#)

<sup>303</sup> France, OFPRA, Sociétés secrètes traditionnelles et confraternités étudiantes au Nigeria, 27 February 2015, [url](#), p. 15

et/ou on leur fait boire une potion. Elles deviennent alors membres de la confraternité et on leur dit qu'elles ne peuvent plus quitter le groupe<sup>304</sup>.

Depuis peu, il a été constaté que de plus en plus d'élèves du primaire ou du secondaire sont membres d'une confraternité. Lorsqu'ils sont arrêtés par la police et avouent être membres d'une confraternité, ils racontent généralement la même chose sur la façon dont ils ont été recrutés: les yeux bandés, ils ont été amenés contre leur gré sur le site d'initiation, où un de leurs pouces a été incisé afin de prélever leur sang pour le rite d'initiation<sup>305</sup>. Les activités des confraternités sont de plus en plus répandues dans les établissements d'enseignement secondaire, «bien qu'elles soient moins prononcées que dans les établissements d'enseignement supérieur», expliquent les chercheurs Ukoji Vitus Nwankwo et Okolie-Osemene James. Ces derniers notent que «le phénomène des confraternités est très répandu parmi les adolescents et les jeunes. Des civils innocents, mais aussi des membres de gangs et des agents de sécurité, en sont victimes»<sup>306</sup>.

Lors d'une réunion de coopération pratique organisée par l'EASO en juin 2017, David Pratten, professeur agrégé d'anthropologie sociale en Afrique et membre du St Antony's College de l'Université d'Oxford, a fait un constat similaire:

«Les jeunes hommes (en particulier, mais pas seulement) rejoignent les confraternités pour la protection dont ils peuvent bénéficier et à cause de la pression exercée par leurs pairs, à l'instar des gangs. Les étudiants de première année sont visés et les différents rapports soulignent que l'adhésion est volontaire ou forcée. Étant donné que les inscriptions sont nombreuses dans l'enseignement supérieur et que les confraternités opèrent aussi bien dans les établissements d'enseignement secondaire que dans les écoles polytechniques ou les universités d'État, privées et fédérales, les étudiants sont très susceptibles d'y être exposés. Les confraternités ont tendance à recruter dans tous les groupes ethniques»<sup>307</sup>.

Dans le cadre de la mission d'enquête de l'OFPRA effectuée en 2016, un interlocuteur a indiqué que «beaucoup de trafiquants sont membres d'une confraternité», ajoutant que les filles qui sont initiées à une confraternité doivent subir un viol collectif par 6 à 10 jeunes hommes dans le cadre de l'initiation. D'autres mentionnent les éléments surnaturels dans l'initiation des nouvelles recrues, tels que les serments d'allégeance au groupe ou l'utilisation de sang humain (notamment en territoire yorouba)<sup>308</sup>.

Certaines sources soulignent qu'il est «extrêmement difficile» de se désengager d'une confraternité après avoir été initié. Les personnes qui quittent les confraternités peuvent être persécutées et tuées pour éviter qu'elles ne révèlent les secrets du groupe<sup>309</sup>. Le chercheur David Pratten a déclaré: «Lorsqu'une personne a été initiée – ce qui suppose généralement un violent passage à tabac (y compris des viols) – il lui est très difficile de quitter le groupe ou de parler de son expérience en dehors du groupe»<sup>310</sup>.

<sup>304</sup> Vanguard, I was kidnapped to join cult —Suspect, 30 October 2015, [url](#); Vanguard, The increasing menace cultism: How I was forced into Eiyé Confraternity, 24 September 2016, [url](#); Vanguard, My horrifying Eiyé confraternity initiation, 23 April 2017, [url](#); Canada, IRB, Nigeria: The Black Axe confraternity, also known as the Neo-Black Movement of Africa (2009-November 2012) NGA104208.E, 3 December 2012, [url](#)

<sup>305</sup> Daily Post, JSS1 student, 56 others arrested during cult initiation, 27 February 2018, [url](#); Guardian (The), Worrysome, rising cases of street cultism, 15 July 2017, [url](#)

<sup>306</sup> Ukoji Vitus Nwankwo, Okolie-Osemene James, Prevalence of Lethal and Non-lethal Crimes in Nigeria, 2016, [url](#), p. 17

<sup>307</sup> Pratten, David, EASO, Practical Cooperation Meeting on Nigeria, 12-13 June 2017, [url](#), p. 80

<sup>308</sup> France, OFPRA, Rapport de mission en République fédérale du Nigeria, du 9 au 21 septembre 2016, December 2016 [url](#), p. 49

<sup>309</sup> France, OFPRA, Sociétés secrètes traditionnelles et confraternités étudiantes au Nigeria, 27 February 2015, [url](#), p. 13

<sup>310</sup> Pratten, David, EASO, Practical Cooperation Meeting on Nigeria, 12-13 June 2017, [url](#)

Toutefois, un représentant de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) a noté que le pouvoir des confraternités n'est plus aussi important qu'avant et qu'un récent conflit avec une confraternité a pu être résolu sans avoir de conséquences<sup>311</sup>.

Pour une description plus détaillée du contexte et des principales caractéristiques des confraternités au Nigeria, veuillez consulter le chapitre 7 du [EASO COI Report Nigeria, Country Focus](#), publié en juin 2017<sup>312</sup>.

## 2.4 Trafiquants

La directive de l'UE sur la lutte contre la traite des êtres humains définit la traite des êtres humains (TEH) comme:

«Le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, y compris l'échange ou le transfert du contrôle exercé sur ces personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre, à des fins d'exploitation»<sup>313</sup>.

L'exploitation comprend «au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, y compris la mendicité, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude, l'exploitation d'activités criminelles, ou le prélèvement d'organes». Le consentement des victimes n'est pas un facteur pris en considération pour poursuivre les personnes suspectées de TEH. Si la victime est un enfant, il est question d'«une infraction de traite des êtres humains punissable» même si aucun des moyens mentionnés ci-dessus n'a été utilisé<sup>314</sup>.

L'infraction de traite des êtres humains est définie par le Protocole des Nations unies visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (appelé Protocole de Palerme)<sup>315</sup> et, au niveau de l'Union européenne (UE), par la directive 2011/36/UE concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes<sup>316</sup>.

Le Nigeria a ratifié le protocole des Nations unies le 28 juin 2001<sup>317</sup> et la législation en vigueur dans le pays «couvre toutes les formes de traite mentionnées dans le Protocole des Nations unies sur la traite des personnes»<sup>318</sup>.

Le rapport sur la traite des personnes publié par le département d'État américain (US DoS) en 2017 reconnaît également l'existence d'une législation suffisante en matière de lutte contre la traite des êtres humains, notant toutefois que l'application de la législation demeure «inefficace dans de

<sup>311</sup> France, OFPRA, Rapport de mission en République fédérale du Nigeria, du 9 au 21 septembre 2016, December 2016 [url](#), pp. 48-49

<sup>312</sup> EASO, COI report Nigeria Country Focus, June 2017, [url](#)

<sup>313</sup> EC, EU Anti-trafficking Directive 2011/36/EU, 5 April 2011, [url](#), art. 2 (1)

<sup>314</sup> EC, EU Anti-trafficking Directive 2011/36/EU, 5 April 2011, [url](#), art. 2 (3, 4). UN, Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children, article 3, 15 November 2000, [url](#)

<sup>315</sup> Adopté par la résolution 55/25 de l'Assemblée générale des Nations unies du 15 novembre 2000, entrée en vigueur le 25 décembre 2003. UN, Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children, 15 November 2000, [url](#)

<sup>316</sup> EC, EU Anti-trafficking Directive 2011/36/EU, 5 April 2011, [url](#). La directive de l'UE est entrée en vigueur le 15 avril 2011 et devait être appliquée par les États membres au plus tard le 6 avril 2013. EUR-Lex, Preventing and combating trafficking in human beings, last update 16 January 2018, [url](#)

<sup>317</sup> UN, Status of Treaties, Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children, n.d., [url](#)

<sup>318</sup> UNODC, 2016 UNODC Global Report on Trafficking in Persons, Sub-Saharan Africa, Nigeria, December 2016, [url](#)

nombreuses régions du pays. Bien que les autorités s'emploient à résoudre les cas de traite, le manque de ressources et les problèmes de compétence juridictionnelle entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des États entravent ces efforts»<sup>319</sup>.

Julie Okah-Donli, directrice générale de l'Agence nationale pour l'interdiction de la traite des êtres humains (NAPTIP), estime que le financement est un problème majeur pour l'agence<sup>320</sup>. Le rapport du département d'État américain souligne que la NAPTIP a fait l'objet de réductions budgétaires significatives de 2015 à 2016 et que, si l'agence a été mandatée pour s'occuper spécifiquement des victimes de la traite des êtres humains, le gouvernement lui a souvent adressé des victimes d'autres actes criminels, réduisant ainsi sa capacité à répondre véritablement aux besoins des personnes initialement concernées<sup>321</sup>.

Le 16 mai 2018, le Sénat nigérian a adopté le budget annuel de l'agence, six mois après sa présentation à l'Assemblée nationale<sup>322</sup>. Aucune information n'a été trouvée sur le budget alloué à la NAPTIP.

La NAPTIP a indiqué que 519 personnes (257 hommes et 262 femmes) suspectées de traite des êtres humains ont été arrêtées au cours de l'année 2016. La majorité des arrestations concernaient le crime qui consiste à employer un enfant en tant que domestique et à lui infliger des blessures graves (154), suivies de l'exportation de personnes à des fins de prostitution (86) et du recrutement de personnes à des fins d'exploitation sexuelle (73)<sup>323</sup>.

En 2017, la NAPTIP a enregistré 876 plaintes concernant la traite de personnes, mené une enquête complète sur 148 cas et arrêté 641 suspects (363 hommes et 278 femmes). Les voyages à l'étranger favorisant la prostitution (139) et l'emploi d'enfants comme domestiques assorti de blessures graves (100) ont été les principales catégories d'infractions enregistrées<sup>324</sup>.

Au cours de la même période, la NAPTIP a porté 70 affaires devant les tribunaux concernant 113 suspects (57 hommes et 56 femmes) au total. Les principaux crimes concernés étaient le recrutement de personnes à des fins d'exploitation sexuelle (22) et les voyages à l'étranger favorisant la prostitution ou l'exploitation sexuelle (8). En 2017, 26 personnes ont été condamnées (18 hommes et 8 femmes) dans 21 affaires portées devant la justice. Au total, l'agence indique avoir porté devant les tribunaux 282 affaires dans le cadre desquelles 337 personnes ont été inculpées et condamnées<sup>325</sup>.

## 2.4.1 Structure

Le rapport mondial de l'ONU DC sur la traite des personnes de 2016 associe le risque accru d'être victime de la traite à l'existence d'une criminalité transnationale organisée dans le pays d'origine (entre autres). Si de nombreuses personnes sont victimes de leurs proches (membres de la famille, partenaires), l'étude montre que la traite transfrontalière durable dépend de l'existence d'une organisation structurée<sup>326</sup>. La plupart des groupes criminels qui se livrent à la traite des êtres humains contrôlent l'intégralité du processus, du recrutement au réinvestissement des recettes<sup>327</sup>. Dans le cas du Nigeria, ils ne participent pas à d'autres formes de criminalité<sup>328</sup>.

<sup>319</sup> US DoS, 2017 Trafficking in Persons Report, June 2017, [url](#)

<sup>320</sup> This Day, NAPTIP Begs for Improved Funding from Government, Corporate Organisations, 2 August 2017, [url](#)

<sup>321</sup> US DoS, 2017 Trafficking in Persons Report, June 2017, [url](#)

<sup>322</sup> Chronicle, Senate Passes 2018 Budget of N9.12 Trillion, 16 May 2018, [url](#)

<sup>323</sup> Nigeria, NAPTIP, 2016 Data Analysis, [2017], [url](#)

<sup>324</sup> Research and Programme Development Department, 2017 Data Analysis Report, [2018], [url](#)

<sup>325</sup> Research and Programme Development Department, 2017 Data Analysis Report, [2018], [url](#)

<sup>326</sup> UNODC, 2016 UNODC Global Report on Trafficking in Persons, Sub-Saharan Africa, Nigeria, December 2016, [url](#)

<sup>327</sup> EUROPOL, Situation Report, Trafficking in Human Beings in the EU, Key Findings, February 2016, [url](#)

<sup>328</sup> EUROPOL, Situation Report, Trafficking in Human Beings in the EU, February 2016, section 3.3, [url](#)

Alors que dans la plupart des organisations les trafiquants sont des hommes, dans les réseaux criminels nigériens, ce rôle central incombe aux femmes<sup>329</sup>. Le rapport d'information sur les pays d'origine de l'EASO portant sur la traite à des fins sexuelles au Nigeria, qui cite différentes sources, souligne le rôle de la madame (ou *maman*), qui est «le principal acteur de la traite à des fins d'exploitation sexuelle au Nigeria et est également souvent le sponsor qui finance le voyage. Les madames donnent les ordres aux jeunes filles et les recrutent parfois. Elles dirigent souvent les réseaux de traite et contrôlent de près le processus, depuis le recrutement jusqu'à l'exploitation»<sup>330</sup>, parfois avec le soutien d'hommes affectés à des tâches subalternes (chauffeurs, gardiens). Souvent, les madames ont elles-mêmes été victimes de la traite<sup>331</sup>.

Le rapport de l'EASO donne un aperçu de la structure des trafiquants au Nigeria:

«Les groupes, organisations ou réseaux nigériens actifs dans la traite des êtres humains varient considérablement en termes de type, de taille et de structure. La taille et le degré d'organisation des réseaux dépendent de l'importance de l'opération et du nombre de femmes victimes de la traite, de la puissance financière des groupes et de leurs relations avec des agents de l'État. Certains groupes exploitent un réseau informel, faisant principalement appel à des membres de la famille pour recruter des victimes. Une structure souple et flexible rend souvent le réseau très efficace et, dans le même temps, plus difficile à démanteler pour la police. D'autres groupes sont bien structurés et utilisent différents acteurs, depuis des recruteurs et des agents de voyages jusqu'à des membres des forces de l'ordre, des faussaires professionnels, des financiers et des exploitants»<sup>332</sup>.

La structure cellulaire des réseaux nigériens leur permet d'«opérer de manière autonome tout en s'appuyant sur un réseau étendu de contacts personnels»<sup>333</sup>.

Le Centre autrichien de recherche et de documentation sur les pays d'origine et l'asile (ACCORD), citant une étude publiée sur le blog Hellasfrappe en Grèce, souligne qu'il existe trois types de structures criminelles de TEH au Nigeria:

- Pyramide ou hiérarchie – dirigée par un «baron du crime», liée à des activités criminelles dans le monde entier, composée de membres de l'élite et du gouvernement capables de blanchir de l'argent provenant de la TEH.
- Réseau flexible – réseau plus petit et plus souple résultant de liens familiaux, tribaux ou personnels. Il apporte «un soutien, une structure et des contacts potentiels».
- Cellule autonome – très petite, avec des responsabilités individuelles et spécifiques. Elle est indépendante et crée/exploite des «opportunités criminelles»<sup>334</sup>.

Pour plus de détails sur les réseaux nigériens de traite des êtres humains, veuillez consulter le [Rapport d'informationsur les pays d'origine de l'EASO – Nigeria: Traite à des fins sexuelles, 2015, chapitre 2.1](#)<sup>335</sup>.

<sup>329</sup> EUROPOL, Situation Report, Trafficking in Human Beings in the EU, Key Findings, February 2016, [url](#)

<sup>330</sup> EASO, Country of Origin Information report, Nigeria Sex Trafficking of Women, October 2015, [url](#), section 2.1.1

<sup>331</sup> EUROPOL, Situation Report, Trafficking in Human Beings in the EU, February 2016, section 3.3, [url](#)

<sup>332</sup> EASO, Country of Origin Information report, Nigeria Sex Trafficking of Women, October 2015, [url](#)

<sup>333</sup> EUROPOL, Situation Report, Trafficking in Human Beings in the EU, February 2016, section 3.3, [url](#)

<sup>334</sup> ACCORD, Nigeria: COI Compilation on Human Trafficking, December 2017, [url](#)

<sup>335</sup> EASO, Country of Origin Information report, Nigeria Sex Trafficking of Women, October 2015, [url](#)

## 2.4.2 Objectifs

Comme l'indique la définition de la traite des êtres humains mentionnée précédemment, les objectifs sont:

«le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, y compris l'échange ou le transfert du contrôle exercé sur ces personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre, à des fins d'exploitation»<sup>336</sup>.

## 2.4.3 Modes opératoire – y compris recrutement

Le recrutement est principalement effectué au Nigeria par des groupes criminels nationaux qui se livrent à la traite de personnes de même nationalité. Ces groupes continuent d'exploiter leurs victimes dans le pays de destination, avec l'aide occasionnelle de trafiquants locaux. Les groupes promettent aux victimes qu'elles voyageront et entreront dans leur pays de destination en toute sécurité<sup>337</sup>. Le recrutement se fait également dans la famille de la victime (proche ou élargie). Les trafiquants profitent de ces relations de confiance et les femmes et les filles sont souvent encouragées à partir par les membres de leur famille<sup>338</sup>.

Le recrutement de victimes de la traite a lieu dans tout le Nigeria. Des sources consultées par l'OFPRA en 2016 lors d'une mission dans le pays précisent que Benin City est une plaque tournante pour la plupart des victimes qui se rendent en Europe<sup>339</sup>. Selon Omoregie Pat Iziengbe, chercheuse spécialisée dans la TEH à l'Université d'Ibadan, Benin City est depuis les années 80 le centre de la prostitution internationale et de la traite des êtres humains<sup>340</sup>.

Selon l'ONUDC, les trafiquants nigériens attirent leurs victimes en Europe en leur proposant un «forfait de migration clandestine vers l'Europe pour environ 50 000 à 70 000 nairas (environ 250 euros)» incluant «le transport par voie terrestre, aérienne ou maritime, à l'aide de faux documents ou d'autres moyens». Une fois à destination, les victimes réalisent que «la dette est en réalité de 50 000 à 70 000 euros qu'elles doivent rembourser par la prostitution forcée pendant une période pouvant aller jusqu'à trois ans ou plus»<sup>341</sup>.

La tromperie est l'un des principaux moyens utilisés par les trafiquants pour convaincre leurs victimes (et leur famille) de voyager: ils leur disent que le travail du sexe est légal et réglementé en Europe; les victimes ont peu d'informations sur la traite des êtres humains ou sur les risques liés à leur voyage vers l'Europe<sup>342</sup>. Dans le contexte nigérien, les femmes jouent un rôle déterminant tout au long du processus de TEH, à la fois en tant qu'agents de recrutement dans le pays d'origine et en tant que responsables ou «madames» dans les pays de destination<sup>343</sup>.

<sup>336</sup> EC, EU Anti-trafficking Directive 2011/36/EU, 5 April 2011, [url](#), art. 2 (1); UN, Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children, article 3, 15 November 2000, [url](#)

<sup>337</sup> UNODC, 2016 UNODC Global Report on Trafficking in Persons, December 2016, [url](#), p. 60

<sup>338</sup> OFPRA, Rapport de mission en République fédérale du Nigeria du 9 au 21 septembre 2016, December 2016, [url](#), section 4.2.1

<sup>339</sup> OFPRA, Rapport de mission en République fédérale du Nigeria du 9 au 21 septembre 2016, December 2016, [url](#), ch. 4

<sup>340</sup> Iziengbe, Omoregie P., The Economy Of International Prostitution In Benin And The Place Of "Purray Boys", [2017], [url](#)

<sup>341</sup> UNODC, 2016 UNODC Global Report on Trafficking in Persons, December 2016, [url](#), p. 60

<sup>342</sup> OFPRA, Rapport de mission en République fédérale du Nigeria du 9 au 21 septembre 2016, [December 2016], [url](#), section 4.2.1

<sup>343</sup> EUROPOL, Situation Report, Trafficking in Human Beings in the EU, section 3.1, February 2016, [url](#)



Une partie du mode opératoire des trafiquants nigériens repose sur le recours au *juju*, terme populaire au Nigeria désignant la médecine traditionnelle et la magie. La cérémonie du *juju* a lieu dans un sanctuaire religieux afin de sceller et de confirmer le contrat (le serment rituel) entre le trafiquant et la victime de la traite. Le serment est jugé contraignant et les victimes croient que sa rupture aurait pour conséquence une punition de la part du dieu invoqué entraînant le malheur, la maladie ou la mort<sup>344</sup>. Le rapport de l'EASO de 2015 montre que le *juju* est un moyen utilisé pour contrôler les victimes et n'a qu'une importance relative. «Toutes les femmes qui participent à des rituels juju ne croient pas nécessairement au juju, pas plus qu'elles ne sont des adeptes du vaudou. Un grand nombre d'entre elles considèrent qu'il s'agit d'un simple rituel de contrat, dénué de pouvoirs magiques, et que le serment scelle un accord»<sup>345</sup>.

Le 9 mars 2018, l'Oba (roi) de Benin a «lancé une malédiction sur les auteurs de la traite des êtres humains dans l'État d'Edo, ainsi que sur des médecins autochtones qui font prêter serment de silence aux victimes, affirmant que les dieux du Royaume du Bénin détruiraient ceux qui sont impliqués dans le commerce illicite». L'Oba a «annulé toutes les prestations de serment des victimes de la traite des êtres humains et leur a vivement recommandé de parler et de demander de l'aide»<sup>346</sup>.

Les conclusions de la mission de l'OFPRA effectuée au Nigeria en 2016 indiquent que, par le passé, les trafiquants attiraient les victimes en leur proposant des emplois dans la coiffure, la couture ou le baby-sitting, ces dernières ne prenant conscience de l'exploitation sexuelle qu'après être arrivées dans leur pays de destination. Aujourd'hui, les victimes savent souvent qu'elles deviendront des prostituées dans les pays européens. Ce «volontarisme» des victimes est néanmoins le résultat de la pauvreté, du rôle de la fille aînée dans la culture edo, ainsi que de la perception sociale de la réussite économique associée à la traite<sup>347</sup>.

Le rapport de l'ONUDC de 2016 établit un parallèle entre les flux migratoires et la traite des personnes. Le profil des migrants, à savoir de faibles revenus et un faible niveau d'études, ainsi qu'un accès difficile à l'entrée légale dans les pays de destination souhaités, les rend plus vulnérables face aux trafiquants qui leur promettent d'organiser le voyage et l'entrée dans les pays de destination, les y amènent «puis les trompent en les mettant dans des situations d'exploitation»<sup>348</sup>.

Les trafiquants ont profité de la crise migratoire de 2015 pour renforcer leurs activités et cibler les plus vulnérables. À cette fin, ils abusent souvent du système d'asile de l'UE<sup>349</sup>. L'OIM a signalé une augmentation du nombre de Nigérianes quittant la Libye; 80 % d'entre elles seraient victimes de la traite et exposées au risque d'exploitation sexuelle<sup>350</sup>.

Les réseaux criminels nigériens sont passés maîtres dans l'art de l'utilisation de documents frauduleux (passeports et visas notamment) pour permettre à leurs victimes d'atteindre l'UE. À leur arrivée, elles sont également invitées à demander un permis de séjour ou une protection internationale pour pouvoir continuer à voyager et acquérir une mobilité au sein de l'UE<sup>351</sup>.

<sup>344</sup> EASO, Country of Origin Information report, Nigeria Sex Trafficking of Women, October 2015, [url](#), pp. 26-29

<sup>345</sup> EASO, Country of Origin Information report, Nigeria Sex Trafficking of Women, October 2015, [url](#), p. 28

<sup>346</sup> Vanguard, "Our gods will destroy you"; Oba of Benin curse human traffickers, 10 March 2018, [url](#)

<sup>347</sup> OFPRA, Rapport de mission en République fédérale du Nigeria du 9 au 21 septembre 2016, December 2016, [url](#), section 4.2.1

<sup>348</sup> UNODC, 2016 UNODC Global Report on Trafficking in Persons, December 2016, [url](#), p. 60

<sup>349</sup> EC, Report From The Commission To The European Parliament And The Council, Report on the progress made in the fight against trafficking in human beings (2016), 19 May 2016, [url](#)

<sup>350</sup> IOM, Mediterranean Arrivals Near Record 600,000, [13 October 2015], [url](#)

<sup>351</sup> EUROPOL, Situation Report, Trafficking in Human Beings in the EU, February 2016, section 3.3, [url](#); UNODC, 2016 UNODC Global Report on Trafficking in Persons, December 2016 [url](#), p. 60

L'ONUDC indique que «les trafiquants peuvent avoir recours à la corruption pour que les victimes puissent traverser les frontières», en ce qui concerne à la fois l'obtention des documents de voyage et les moyens permettant d'éviter un contrôle détaillé aux frontières<sup>352</sup>.

La Commission européenne (CE) note que les trafiquants ont de plus en plus tendance à passer des formes «visibles» d'exploitation sexuelle (prostitution de rue ou en vitrine) à des formes moins visibles (dans des hôtels et des résidences privées), ainsi qu'à utiliser le statut de «travailleur indépendant» dans les États de l'UE+ où le travail du sexe est légal et réglementé<sup>353</sup>.

De plus amples informations sur le mode opératoire des trafiquants sont disponibles dans le [Rapport d'information sur les pays d'origine de l'EASO – Nigeria: Traite à des fins sexuelles](#), publié en 2015 et dans lequel le sujet a été traité de façon détaillée.

## 2.5 Acteurs étatiques ou rattachés à l'État

La Constitution nigériane interdit clairement la torture ainsi que le traitement inhumain ou dégradant dans le pays (article 34). Jusqu'à récemment (le 29 décembre 2017), aucune législation au Nigeria n'interdisait expressément et clairement ni ne punissait le recours à la torture et d'autres formes de traitement cruel, inhumain ou dégradant<sup>354</sup>.

Le Nigeria a signé et ratifié la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants<sup>355</sup>, mais doit encore la transposer dans le droit national, laissant ainsi un vide juridique pour pouvoir «tenir le pays responsable des actes de torture et autres traitements cruels, inhumains et dégradants perpétrés par sa force de police»<sup>356</sup>.

En décembre 2017, après des années de débats, la loi de 2017 contre la torture<sup>357</sup> a été approuvée par l'Assemblée nationale et ratifiée par le président Buhari<sup>358</sup>. Aucune information sur son application n'a pu être trouvée.

### 2.5.1 Forces armées nigérianes

Les forces armées nigérianes se composent de trois branches: l'armée de terre, la marine et l'armée de l'air<sup>359</sup>. Les données fiables sur la puissance des forces armées sont rares. D'après le portail DefenceWeb, en octobre 2013, l'effectif total des forces armées nigérianes s'élevait à 210 000 militaires (100 000 dans l'armée de terre, 13 000 dans l'armée de l'air, 15 000 dans la marine et 82 000 dans les forces paramilitaires)<sup>360</sup>. Le Groupe de la Banque mondiale a évalué l'effectif total des forces armées à 200 000 personnes en 2016<sup>361</sup>. Selon les données du site Global Firepower, les

<sup>352</sup> UNODC, 2016 UNODC Global Report on Trafficking in Persons, December 2016, [url](#), p. 61

<sup>353</sup> EC, Report From The Commission To The European Parliament And The Council, Report on the progress made in the fight against trafficking in human beings (2016), 19 May 2016, [url](#); Commission Staff Working Document Accompanying the document Report From The Commission To The European Parliament And The Council Report on the progress made in the fight against trafficking in human beings (2016), COM(2016) 267 final, 19 May 2016, [url](#); EC, Study on the gender dimension of trafficking in human beings, Final report, Executive Summary, 2016, [url](#)

<sup>354</sup> Babatunde, Elkanah, Torture by the Nigerian Police Force, January 2017, [url](#)

<sup>355</sup> UN Treaty Collection, Status of Treaties, Convention Against Torture Convention and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, 10 December 1984, status at 9 August 2018, [url](#)

<sup>356</sup> Babatunde, Elkanah, Torture by the Nigerian Police Force, January 2017, [url](#), p. 185

<sup>357</sup> Nigeria, Law Nigeria, Anti-Torture Act 2017, 29 December 2017, [url](#)

<sup>358</sup> Vanguard, Anti-Torture Act 2017: Issues, implication for police officers, 31 May 2018, [url](#)

<sup>359</sup> Martin, G., Kruger, A., Nigerian Armed Forces, DefenceWeb, 7 October 2013, [url](#)

<sup>360</sup> Martin, G., Kruger, A., Nigerian Armed Forces, DefenceWeb, 7 October 2013, [url](#)

<sup>361</sup> World Bank, Armed forces personnel, total, n.d., World Bank, [url](#)

effectifs militaires représentent 181 000 personnes au total (124 000 sont des militaires en service actif et 57 000 des réservistes)<sup>362</sup>.

Pour plus d'informations sur la structure et les modes de fonctionnement et de recrutement des forces armées nigérianes, voir le [Rapport d'information sur les pays d'origine de l'EASO – Nigeria: Situation en matière de sécurité](#) et le [Rapport d'information sur les pays d'origine de l'EASO – Nigeria: Les acteurs étatiques de la protection](#), tous deux publiés en novembre 2018.

### 2.5.1.1 Conduite

L'armée nigériane a été accusée de violations des droits de l'homme à plusieurs reprises dans le passé. Le 17 janvier 2017, l'armée de l'air nigériane a attaqué par erreur un camp de PDI à Rann (État de Borno), faisant entre 170<sup>363</sup> et 236 victimes parmi les civils ainsi que des centaines de blessés<sup>364</sup>. Selon un haut responsable des forces armées nigérianes, des «informations erronées» indiquaient que la zone en question était peuplée d'insurgés associés à Boko Haram<sup>365</sup>.

Au cours des enquêtes qui ont suivi, des allégations ont été formulées au sujet des «commandants du théâtre d'opérations [...] qui auraient ordonné aux pilotes de l'armée de l'air [...] de bombarder le camp, soupçonnant des ennemis présumés ou des terroristes de Boko Haram de s'y être infiltrés»<sup>366</sup>. Cependant, les enquêtes du gouvernement ont conclu que le bombardement avait eu lieu parce que le camp n'était pas référencé en tant que «site humanitaire», conduisant ainsi les pilotes de l'armée de l'air à présumer à tort qu'il s'agissait d'un campement de Boko Haram<sup>367</sup>. L'ONG Human Rights Watch rapporte de son côté qu'au moment des bombardements le camp était «dirigé par l'armée»<sup>368</sup>.

Le 12 décembre 2015 à Zaria (État de Kaduna), l'armée nigériane a tué plus de 350 hommes, femmes et enfants soutenant l'IMN (Islamic Movement in Nigeria ou Mouvement islamique du Nigeria), un groupe minoritaire de musulmans chiites vivant dans le nord du Nigeria à majorité sunnite<sup>369</sup>. Selon la Commission d'enquête judiciaire de l'État de Kaduna, la réaction de l'armée était «disproportionnée»<sup>370</sup>. La Cour pénale internationale (CPI), après s'être penchée sur cet incident en décembre 2017, a «établi des conclusions préliminaires et demandera des éclaircissements supplémentaires aux autorités nigérianes»<sup>371</sup>.

Le 6 février 2015, Amnesty International a publié un rapport complet sur les «crimes de guerre commis par l'armée nigériane» dans le cadre de la lutte contre Boko Haram dans le nord-est du pays (voir également la section [2.1](#) sur Boko Haram). Les crimes signalés comprennent des exécutions extrajudiciaires, de nombreux décès survenus en détention, des actes de torture, des fumigations, des détentions illégales, ainsi que l'arrestation de plus de 8 000 personnes qui ont ensuite été privées de nourriture. L'ONG affirme que les commandants militaires de haut rang «connaissaient la nature et

<sup>362</sup> Global Fire Power, 2018 Nigeria Military Strength, n.d., [url](#)

<sup>363</sup> Reuters, Nigerian refugee camp hit by air strike was not marked on maps: military, 21 July 2017, [url](#); MSF, Death Toll rising in Rann attack, 19 January 2017, [url](#)

<sup>364</sup> New York Times (The), Nigerian Jet Mistakenly Bombs Refugee Camp, Killing Scores, 17 January 2017, [url](#); VOA, Death Toll in Nigeria IDP Camp Bombing Climbs to 236, 24 January 2017, [url](#)

<sup>365</sup> VOA, Nigeria: 'Wrong Coordinates' Cause of Deadly Rann Bombing, 6 March 2017, [url](#)

<sup>366</sup> Vanguard, Rann IDPs bombing: Fear of sack, prosecution grips military officers as panel submits report, 18 April 2017, [url](#)

<sup>367</sup> Reuters, Nigerian refugee camp hit by air strike was not marked on maps: military, 21 July 2017, [url](#)

<sup>368</sup> Human Rights Watch, World Report 2018 – Nigeria, 18 January 2018, [url](#)

<sup>369</sup> Al, Nigeria: Unearthing the truth: Unlawful killings and mass cover-up in Zaria, 22 April 2016, [url](#); Human Rights Watch, World Report 2018 – Nigeria, Conduct of Security Forces, 18 January 2018, [url](#)

<sup>370</sup> Human Rights Watch, Dispatches: Nigerian Military Used Excessive Force Against Shia Group, 1 August 2016, [url](#)

<sup>371</sup> ICC, The Office of the Prosecutor, report on Preliminary Examination Activities (2017) – Nigeria, 4 December 2017, [url](#), p. 47.

l'ampleur des crimes commis ou auraient dû en avoir connaissance» et a transmis ces informations à la Cour pénale internationale<sup>372</sup>.

La Commission d'enquête spéciale (CES) mise en place par les autorités nigérianes afin de vérifier les accusations portées contre l'armée n'a trouvé aucun élément prouvant des arrestations arbitraires et des exécutions extrajudiciaires de détenus ou «les allégations formulées par Amnesty International à l'encontre des officiers de haut rang»<sup>373</sup>.

La CPI a déclaré avoir identifié deux affaires de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre impliquant les forces de sécurité nigérianes: l'affaire IMN à Zaria en décembre 2015 et les actions contre «les manifestants pro-Biafra au cours de 2017»<sup>374</sup>. La CPI examine actuellement les deux affaires<sup>375</sup>.

### **Point spécifique: attitude de l'armée à l'égard des séparatistes pro-Biafra**

L'armée nigériane a été accusée d'avoir commis des exécutions extrajudiciaires de militants pro-Biafra (réclamant l'indépendance du Biafra). Selon Amnesty International, l'armée nigériane a tué au moins «150 militants pacifiques pro-Biafra» dans le cadre de plusieurs incidents violents survenus en l'espace d'un an (août 2015-août 2016). Dans le cadre des manifestations marquant la Journée de commémoration pour le Biafra le 30 mai 2016, les forces de sécurité d'Onitsha (État d'Anambra) ont fait irruption dans les maisons la nuit précédant l'événement et tiré sur une foule de 1 000 personnes environ, faisant «au moins» 60 victimes<sup>376</sup>.

La commission militaire mise en place pour enquêter sur les événements survenus le 30 mai 2016 n'a constaté aucun acte répréhensible de la part de l'armée et a uniquement rapporté l'arrestation de 14 personnes lors des manifestations<sup>377</sup>. En août 2017, après de nombreuses manifestations et demandes d'ouverture d'une enquête de la part d'organisations nationales et internationales, le gouverneur de l'État d'Anambra a présenté ses excuses aux membres de l'IPOB pour les événements survenus le 30 mai 2016<sup>378</sup>.

Un autre affrontement majeur entre les forces armées et les militants pro-Biafra s'est produit en octobre 2015 lorsque le leader de l'IPOB, Kanu, a été arrêté et accusé de trahison et d'incitation à la haine ethnique. Cet incident a donné lieu à une vague de protestations et d'arrestations<sup>379</sup>. Kanu a ensuite été libéré le 25 avril 2017<sup>380</sup>. Cependant, le 22 septembre 2017, des soldats ont attaqué la maison où logeait Kanu et tué 28 personnes dans les environs. Le gouvernement a réfuté ces allégations<sup>381</sup>.

<sup>372</sup> AI, Stars On Their Shoulders. Blood On Their Hands: War Crimes Committed By The Nigerian Military, 6 February 2015, [url](#); Guardian (The), Nigeria's army behind countless acts of torture and 8,000 deaths, Amnesty says, 3 June 2015, [url](#)

<sup>373</sup> International Criminal Court, The Office of the Prosecutor, report on Preliminary Examination Activities (2017) – Nigeria, 4 December 2017, [url](#), pp. 48-49

<sup>374</sup> Pour en savoir plus sur les organisations pro-Biafra MASSOB et IPOB, voir section [3.3](#).

<sup>375</sup> Human Rights Watch, World Report 2018 – Nigeria, 18 January 2018, [url](#); ICC, The Office of the Prosecutor, report on Preliminary Examination Activities (2017) – Nigeria, 4 December 2017, [url](#), p. 47

<sup>376</sup> AI, Nigeria: At least 150 peaceful pro-Biafra activists killed in chilling crackdown, 24 November 2016, [url](#)

<sup>377</sup> Premium Times, Nigerian Army's own panel clears it of wrongdoings in treatment of IPOB, Boko Haram members, 15 June 2017, [url](#)

<sup>378</sup> Vanguard, Obiano Apologizes to IPOB over May 30 2016 killing of members in Onitsha, 9 August 2017, [url](#)

<sup>379</sup> BBC, Biafran leader Nnamdi Kanu: The man behind Nigeria's separatists, 5 May 2017, [url](#); Daily Post, DSS reportedly arrests Radio Biafra Director, Nnamdi Kanu in Lagos, 18 October 2015, [url](#); Newsweek, President Buhari Calls Pro-Biafra Nnamdi Kanu's Acts 'Treasonable', 21 December 2015, [url](#); Vanguard, Police arrest Biafra supporters in Anambra, 21 October 2015, [url](#); Vanguard, Photos: See how supporters of Radio Biafra boss, Nnamdi Kanu grounded PH, 20 October 2015, [url](#); Vanguard, Nnamdi Kanu: IPOB takes protest to Amnesty Int'l, 21 October 2015, [url](#)

<sup>380</sup> Sahara Reporters, Biafran Agitator, Nnamdi Kanu, Released After Two-Year Detention, 28 April 2017, [url](#)

<sup>381</sup> Daily Post, Court issues ruling on trial of IPOB leader, Nnamdi Kanu, 20 February 2018, [url](#); Vanguard, Pro-Biafran leader, Nnamdi Kanu missing on eve of treason trial, 16 October 2017, [url](#)

Les 18 et 19 mai 2017, un certain nombre de femmes soutenant l'IPOB ont déclaré avoir été harcelées, déshabillées et arrêtées par l'armée nigérienne lors d'un rassemblement à Abiriba, dans l'État d'Abia<sup>382</sup>.

Pour en savoir plus sur les organisations pro-Biafra MASSOB et IPOB, voir section [3.3](#).

## 2.5.2 Force de police nigérienne

La force de police nigérienne (FPN) est le principal organisme d'application de la loi dans le pays. La constitution nigérienne interdit aux gouvernements des États et aux administrations locales de constituer leurs propres forces de police<sup>383</sup>. Toutefois, les gouverneurs des États peuvent demander à la police fédérale de prendre des mesures d'urgence au niveau local<sup>384</sup>. Selon Interpol, la FPN dispose d'un effectif de plus de 350 000 hommes et femmes<sup>385</sup>. Une autre source a évoqué 371 800 officiers<sup>386</sup>, tandis que l'Inspecteur général de police (IGP), Ibrahim Idris, a lui-même mentionné le nombre de 300 000 en s'adressant aux commandants de la Force de police mobile (FPM), de l'Unité de protection spéciale (UPS) et de l'Unité de lutte antiterroriste (ULA) lors d'une réunion à Abuja en mars 2018<sup>387</sup>. Ce dernier avait révélé auparavant que la FPN était débordée et que le ratio police/population de 1 policier pour 400 habitants calculé par les Nations unies était bien en deçà de la réalité<sup>388</sup>. Selon le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT), «la FPN souffre d'un déficit de capacité et de formation. En outre, la centralisation de la FPN fait que les ressources et les changements dans les procédures opérationnelles mettent du temps à parvenir dans toutes les régions du pays»<sup>389</sup>.

La FPN était supervisée à l'origine par trois organismes gouvernementaux: le Conseil de la police nigérienne, la commission des services de police et le ministère de la Police<sup>390</sup>. Cependant, ce dernier a été supprimé à la suite de la réorganisation du pouvoir exécutif fédéral par l'administration Buhari en 2015<sup>391</sup>.

En juillet 2017, le président de la Chambre des représentants, Yakubu Dogara, a déclaré que le Nigeria était en état d'urgence permanent et que les forces armées étaient déployées dans 28 États de la fédération. Selon lui, les forces armées assurent quasiment toutes les tâches courantes de la police en temps de paix<sup>392</sup>.

Pour plus d'informations sur la structure et les modes de fonctionnement et de recrutement de la force de police nigérienne, voir le [Rapport d'information sur les pays d'origine de l'EASO – Nigeria: Situation en matière de sécurité](#) et le [Rapport d'information sur les pays d'origine de l'EASO – Nigeria: Les acteurs étatiques de la protection](#), tous deux publiés en novembre 2018.

### 2.5.2.1 Conduite

S'appuyant sur différentes sources, le rapport d'information de l'EASO sur le Nigeria de 2015 souligne:

«Au fil des ans, des chercheurs et des organisations ont émis des critiques à l'égard de la force de police nigérienne concernant des pratiques de corruption et des violations des droits de

<sup>382</sup> Premium Times, How soldiers treated semi-nude pro-Biafra women – Army, 20 May 2017, [url](#)

<sup>383</sup> Australian Government, DFAT Country Information Report Nigeria, 9 March 2018, [url](#), p. 29.

<sup>384</sup> ACAPS, Nigeria Country Profile – Security Forces, 2 May 2018, [url](#)

<sup>385</sup> Interpol, the Nigeria Police Force, n.d., [url](#)

<sup>386</sup> Australia, DFAT Country Information Report Nigeria, 9 March 2018, [url](#), p. 29

<sup>387</sup> Sahara Reporters, Police IGPs And The Politics Of Withdrawal Of Police Personnel From VIPs, Politicians, 20 March 2018, [url](#)

<sup>388</sup> Daily Trust, Despite Buhari's order, police still attached to dignitaries, 23 April 2017, [url](#)

<sup>389</sup> Australia, DFAT Country Information Report Nigeria, 9 March 2018, [url](#), p. 29

<sup>390</sup> Australia, DFAT Country Information Report Nigeria, 9 March 2018, p. 30 [url](#)

<sup>391</sup> The Eagle Online, Buhari to name 25 substantive ministers, scrap five ministries, 10 November 2015, [url](#)

<sup>392</sup> This Day, Nigeria in State of Emergency, Says Dogara, 4 July 2017, [url](#)

l'homme. [...] La force de police nigériane est largement perçue par la population comme l'institution la plus violente et la plus corrompue du pays. En 2010, Human Rights Watch a établi que la police extorquait non seulement de l'argent à de simples civils, mais également que des personnes soupçonnées d'actes criminels pouvaient tout bonnement soudoyer les policiers pour s'en sortir. L'ONG a également découvert qu'au moins 100 000 policiers avaient été embauchés comme gardes personnels par des personnes fortunées, aux dépens du reste de la population»<sup>393</sup>.

Lors d'une audition publique sur les comportements abusifs de la police tenue à Lagos fin octobre 2017, des victimes d'abus policiers ont relaté leurs expériences devant les membres de la Commission nationale des droits de l'homme et des Services de défense des droits de l'homme. Les victimes ont évoqué des actes d'extorsion, des passages à tabac, des détentions illégales et des actes de harcèlement sexuel perpétrés par des agents de police dans plusieurs États du Nigeria<sup>394</sup>.

Amnesty International (AI) a révélé que «la Brigade spéciale de lutte contre le banditisme (SARS), une branche spéciale de la police nigériane créée pour lutter contre la criminalité violente, est responsable d'un grand nombre d'actes de torture, de peines ou de traitements cruels, inhumains ou dégradants (et autres formes de mauvais traitements) infligés à des détenus sous sa garde». D'après les recherches menées par Amnesty International, la SRAS arrête et torture les détenus jusqu'à ce qu'ils «avouent» ou versent un pot-de-vin afin d'être libérés. Le rapport de l'ONG indique que la SRAS retient les détenus dans divers endroits, notamment à Abuja (dans un lieu appelé «l'abattoir»)<sup>395</sup>.

Une campagne lancée sur les médias sociaux pour demander la fermeture de cette branche de la police (#EndSARS) a permis de partager de nombreux témoignages, vidéos et photos. Le chef de la police nigériane a nié en bloc ces accusations, mais annoncé que la SRAS serait «restructurée». Le Sénat a donné son feu vert pour l'ouverture d'une enquête sur ces allégations<sup>396</sup>.

Le 14 août 2018, Amnesty International a fait savoir que le président par intérim, Osinbajo, avait «ordonné la restructuration immédiate de la Brigade spéciale de lutte contre le banditisme (SARS)»<sup>397</sup>.

Le 11 juillet 2018, le Sénat nigérian a adopté une motion demandant au gouvernement de respecter l'État de droit à un moment marqué par la «multiplication des allégations de violations des droits de l'homme», notamment par la police<sup>398</sup>.

En novembre 2016, la force de police nigériane a créé l'Unité de traitement des plaintes (UTP), qui est chargée d'enregistrer les plaintes de la population concernant les comportements répréhensibles de la part de la police. Abayomi Shogunle, commissaire de police adjoint, a expliqué que le principal défi était de gagner la confiance des citoyens et de les encourager à porter plainte<sup>399</sup>.

En août 2017, le Bureau national des statistiques (BNS) a publié les résultats d'une enquête révélant que la police était «l'agence fédérale nigériane la plus touchée par la corruption»<sup>400</sup>. En mai 2018, la FPN a annoncé l'arrestation d'un officier de la SARS de Lagos soupçonné d'extorsion. Des enquêtes internes avaient été ouvertes à la suite d'une plainte déposée par un citoyen auprès de l'UTP<sup>401</sup>. De

<sup>393</sup> EASO, COI Report Nigeria Country Focus, June 2017, [url](#)

<sup>394</sup> Premium Times, How Nigeria police officers tortured, extorted, harassed us – Victims, 1 November 2017, [url](#)

<sup>395</sup> AI, 'You Have Signed Your Death Warrant', 21 September 2016, [url](#)

<sup>396</sup> Reuters, Nigerian police official defends unit against brutality accusations, 6 December 2017, [url](#)

<sup>397</sup> AI, Nigeria: SARS overhaul is positive step but reforms must be robust, 18 August 2018, [url](#)

<sup>398</sup> Bloomberg, Nigeria Senate Sees Alarming Rise of Human Rights Violations, 11 July 2018, [url](#)

<sup>399</sup> BBC, Who's policing Nigeria's police?, 17 November 2016, [url](#)

<sup>400</sup> UNODC/NBS, Corruption in Nigeria, Bribery: public experience and response, July 2017, [url](#); Sahara Reporters, Nigerians Mock Police Complaints Response Unit Boss On Twitter For Rejecting NBS Corruption Survey, 21 August 2017, [url](#)

<sup>401</sup> Nation (The), Extortion: Police arrest SARS operative in Lagos, 18 May 2018, [url](#)

juillet à septembre 2017, la FPN a sanctionné 16 agents pour faute professionnelle et a suspendu un surintendant adjoint pour faits de corruption<sup>402</sup>.

### **Point spécifique: attitude de la police à l'égard des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres (LGBT)**

Selon Olumide Makuanjola, défenseur de longue date des droits des LGBT au Nigeria et ancien directeur exécutif de l'ONG The Initiative for Equal Rights (TIERS)<sup>403</sup>, «le bilan des trois dernières années montre que les violations des droits de l'homme fondées sur l'orientation sexuelle et le genre subsistent et continuent d'augmenter sous le regard approbateur de la police nigériane et d'autres agences gouvernementales»<sup>404</sup>. D'après les données de TIERS, 247 personnes LGBT ont signalé une forme de violation de leurs droits fondamentaux au cours de l'année 2017. Parmi ces personnes, 42 ont déclaré que ces violations avaient été commises par des acteurs étatiques, y compris la police<sup>405</sup>.

Les abus signalés vont des viols aux chantages ou extorsions, en passant par les arrestations arbitraires et les détentions illégales (avec des périodes de détention prolongées sans que le détenu soit présenté à la justice) ou encore les atteintes à la vie privée (individus pris pour cibles, fouille corporelle, recherches dans les téléphones portables)<sup>406</sup>.

Bien que la législation nigériane garantisse à ses citoyens la possibilité de recourir au système judiciaire, les personnes LGBT sont souvent réticentes à tenter une action en justice contre la police en raison de la stigmatisation et de la discrimination<sup>407</sup>.

## **2.5.3 Police islamique (*hisba*)**

### **2.5.3.1 Signification du mot *hisba***

En arabe, *hisba* désigne «un acte accompli pour le bien commun ou dans l'intention de recevoir une récompense de la part de Dieu». La *hisba* est tirée des versets coraniques et des *hadiths* et tout musulman a obligation de la pratiquer<sup>408</sup>. Les membres d'une *hisba* sont appelés *muhtasibs*<sup>409</sup>.

En général, les *muhtasibs* sont des jeunes hommes recrutés au niveau local ayant un faible niveau d'études et «sans aucune formation en matière de droit, d'application des lois ou de procédures d'arrestation, d'enquête et de collecte de preuves»<sup>410</sup>.

Les *hisbas* existent au niveau gouvernemental ou local dans les États appliquant la charia. Selon Abdul Raufu Mustapha, professeur agrégé de politique africaine à l'Université d'Oxford, «les *hisbas* sont toutes différentes». Le chercheur précise:

«Sur le plan institutionnel, on trouve, à un extrême, la *hisba* des États de Kano et Zamfara, dotée d'une commission ou d'un conseil légalement reconnu avec des pouvoirs étendus et

<sup>402</sup> Nation (The), Police sanction 16 personnel for professional misconduct, 6 November 2017, [url](#)

<sup>403</sup> TIERS est une ONG nigériane qui œuvre pour la protection et la promotion des droits des minorités sexuelles. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site internet de l'ONG: [url](#).

<sup>404</sup> Guardian (The), 761 is not just a number, 30 January 2018, [url](#)

<sup>405</sup> TIERS, 2017 Report on Human Rights Violations based on Real or Perceived Sexual orientation and Gender Identity in Nigeria, [2018], [url](#)

<sup>406</sup> TIERS, 2017 Report on Human Rights Violations based on Real or Perceived Sexual orientation and Gender Identity in Nigeria, [2018], [url](#), pp. 9-13

<sup>407</sup> TIERS, 2017 Report on Human Rights Violations based on Real or Perceived Sexual orientation and Gender Identity in Nigeria, [2018], [url](#), p. 12

<sup>408</sup> Human Rights Watch, "Political Shari'a"? Human Rights and Islamic Law in Northern Nigeria, VIII. The enforcement of Shari'a and the role of the hisbah, September 2014, [url](#)

<sup>409</sup> Giade, Sabo Karabi, 'The Bauchi State Criminal Justice System Does Not Empowered Hisbah to File a Criminal Complaint against Offenders', April 2016, [url](#), pp. 24-28

<sup>410</sup> Human Rights Watch, "Political Shari'a"? Human Rights and Islamic Law in Northern Nigeria, September 2004, [url](#)

employant des milliers de personnes rémunérées par les gouvernements de ces États, et, à l'autre extrême, la *hisba* de Borno (qui n'existe qu'en théorie) et de Gombe (qui est entièrement constituée de volontaires et ne dispose d'aucune législation annexe ni d'aucun financement public, les volontaires devant parfois contribuer eux-mêmes financièrement au fonctionnement de l'organisation). Entre ces deux extrêmes se trouvent l'État de Bauchi, où la *hisba* n'est qu'un département relevant de la commission de la charia et est organisée au niveau de l'émirat et non de l'État, et les États de Kaduna et Katsina, où la *hisba* est gérée de façon privée avec un fonctionnement comparable à celui de Gombe»<sup>411</sup>.

Selon le professeur Mustapha, les principales tâches de la *hisba* sont:

- «Fonctions de service social: résolution des litiges, conseil matrimonial, mise en relation, lutte contre la drogue, contrôle du trafic, aide aux nécessiteux et organisation de cours de remise à niveau avant l'entrée à l'université. Ce ne sont pas seulement des institutions religieuses; elles ont aussi une vocation de protection sociale.
- Fonctions religieuses: prosélytisme à travers des sermons, conversion de personnes à l'islam, réparation de mosquées, protection de personnes ayant des fonctions religieuses et services de premiers secours lors de festivals.
- Fonctions disciplinaires coercitives: empêcher par la force la mixité dans les transports en commun, imposer un code vestimentaire, en particulier aux femmes dans les établissements d'enseignement, empêcher la diffusion de musique et de films, saisir et détruire les boissons alcoolisées, et faire pression sur les jeunes «déviant», les prostituées, les homosexuels et les lesbiennes»<sup>412</sup>.

Toutefois, les opinions divergent quant à savoir si la *hisba* est légalement habilitée à appliquer le droit pénal dans les 12 États du nord du pays<sup>413</sup>. Selon le chercheur Enyinna S. Nwauche, de l'Université du Botswana, «la force de police nigériane (FPN) est responsable, aux termes des dispositions de la Constitution de 1999 de la République fédérale du Nigeria, de l'application du droit pénal au Nigeria, qu'il soit ou non d'inspiration religieuse». Le chercheur ajoute que «par conséquent, la FPN a la responsabilité constitutionnelle de faire appliquer les codes pénaux islamiques»<sup>414</sup>.

Conformément à la Constitution nigériane, la législation relative à la sécurité publique et à l'ordre public incombe à la fois au gouvernement fédéral et aux gouvernements des États, et inclut le code criminel et le code pénal<sup>415</sup>.

Selon M. Nwauche, les chercheurs nigériens s'accordent à dire que «les codes pénaux islamiques font l'objet d'un examen constitutionnel» et sont par conséquent «soumis à la Constitution de la République fédérale du Nigeria»<sup>416</sup>. En outre, le code pénal promulgué en 1960 comprend déjà «de nombreuses infractions qui reflètent les normes islamiques» (par exemple, séduction et incitation, art. 389; insulte à la modestie d'une femme, art. 400; ou ébriété, art. 401 à 402). Par conséquent, «le fait que les codes pénaux islamiques soient plus *islamiques* ne diminue en rien la responsabilité qui incombe à la force de police nigériane de les faire appliquer»<sup>417</sup>.

<sup>411</sup> Mustapha, Abdul Raufu, *Sharia Implementation in Northern Nigeria Over 15 Years*, October 2016, [url](#), p.5

<sup>412</sup> Mustapha, Abdul Raufu, *Sharia Implementation in Northern Nigeria Over 15 Years*, October 2016, [url](#), p.5

<sup>413</sup> The 12 northern States that apply Sharia Law are: Zamfara, Bauchi, Borno, Gombe, Jigawa, Kaduna, Kano, Katsina, Kebbi, Niger, Sokoto, and Yobe

<sup>414</sup> Nwauche, Enyinna S., 'The Nigerian police force and the enforcement of religious criminal law', 2014, [url](#), pp. 203-216

<sup>415</sup> Nigeria, Constitution of the Federal Republic of Nigeria 1999, section 11, 1999, available at: [url](#)

<sup>416</sup> Nwauche, Enyinna S., 'The Nigerian police force and the enforcement of religious criminal law', 2014, [url](#), p. 211; Okemuyiwa, Adedeji Akeem Z., 'Shariah Enforcement By Hisbah: A Constitutional Derogation', October 2016, [url](#), pp. 234-240

<sup>417</sup> Nwauche, Enyinna S., 'The Nigerian police force and the enforcement of religious criminal law', 2014, [url](#), pp. 205-206



En ce qui concerne l'application de ces codes, la Constitution nigérienne précise qu'il n'existe qu'une seule force de police au Nigeria, à savoir la force de police nigérienne, et qu'«aucune autre force de police ne sera créée pour la Fédération ou une partie de celle-ci»<sup>418</sup>. M. Nwauche souligne que, malgré les dispositions de la Constitution, «les activités de la hisba dans les États du nord de la Fédération ont été menées en présence de la FPN, qui en avait parfaitement conscience», dans le cadre d'une relation à la fois de coopération et de défiance<sup>419</sup>.

Le professeur Mustapha explique que, si les *hisbas* sont considérées comme la «police islamique», leurs pouvoirs et leurs capacités varient d'un État à l'autre. Bien qu'elles partagent toutes les valeurs islamiques, la mesure dans laquelle elles intègrent ces valeurs varie également et «seule la loi de la hisba de l'État de Zamfara associe spécifiquement la définition du terme hisba à l'application de la charia étant donné qu'environ 80 % de ses fonctions sont directement liées à l'application de la charia. Dans la loi de l'État de Jigawa, sur les huit fonctions du Comité hisba, seules cinq sont directement liées à l'application de la charia, tandis que dans celle de l'État de Kano, aucun article ne fait directement référence à l'application de la charia»<sup>420</sup>.

### 2.5.3.2 Conduite

#### Attitude de la *hisba* à l'égard des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres (LGBT)

Les relations sexuelles entre personnes du même sexe sont érigées en infraction pénale dans les 12 États du nord appliquant la charia. D'après les codes pénaux fondés sur la charia, la peine maximale encourue pour les actes sexuels entre hommes est la peine de mort et pour les actes sexuels entre femmes «la flagellation et/ou l'emprisonnement»<sup>421</sup>. Parmi les autres peines figurent les coups de cravache et la détention<sup>422</sup>. Certaines sources indiquent que «les condamnations sont rares» et qu'«aucune exécution réelle pour homosexualité n'a été confirmée»<sup>423</sup>.

La CISR du Canada, citant différentes sources, indique que les chefs religieux prêchent avec véhémence contre l'homosexualité et que la hisba pourchasse activement les personnes présumées LGBT<sup>424</sup>.

Une source précise que «la situation est plus difficile pour les personnes LGBTI vivant dans le nord du Nigeria que pour celles vivant dans le sud du pays, puisqu'au moins 114 hommes et femmes homosexuels y ont été arrêtés» entre janvier et octobre 2017. La *hisba* est très active et à l'affût de la moindre rumeur de rassemblements homosexuels. Elle procède à des arrestations et se livrerait à des tortures<sup>425</sup>.

Le 16 juillet 2018, la *hisba* de l'État de Kano a publié un communiqué annonçant l'acquittement de deux femmes qui avaient été accusées de lesbianisme. La personne à l'origine de cette accusation a été emprisonnée et «sera sanctionnée en conséquence»<sup>426</sup>.

Le représentant d'une organisation de défense des droits de l'homme dans l'État de Kano, cité par Human Rights Watch, a souligné que «la sécurité» des personnes LGBT, mais aussi de celles qui

<sup>418</sup> Nigeria, Constitution of the Federal Republic of Nigeria 1999, section 214 (1), 1999, available at: [url](#)

<sup>419</sup> Nwauche, Enyinna S., 'The Nigerian police force and the enforcement of religious criminal law', 2014, [url](#), pp. 210-211

<sup>420</sup> Mustapha, Abdul Raufu, Sharia Implementation in Northern Nigeria Over 15 Years, October 2016, [url](#), p.5

<sup>421</sup> ILGA, State-Sponsored Homophobia 2017: A world survey of sexual orientation laws, May 2017, [url](#), Human Rights Watch, "Tell Me Where I Can Be Safe", 20 October 2016, [url](#)

<sup>422</sup> ABC News, 'I didn't want my mum to know', updated 22 October 2017, [url](#)

<sup>423</sup> Erasing 76 crimes, Anti-LGBTI laws: Nigeria, n.d., [url](#); ABC News, 'I didn't want my mum to know', updated 22 October 2017, [url](#)

<sup>424</sup> Canada, IRB, Nigeria: Information on how bisexuality is understood and perceived in Nigeria (2014-June 2015) NGA105219.E, 9 September 2015, [url](#)

<sup>425</sup> ABC News, 'I didn't want my mum to know', updated 22 October 2017, [url](#)

<sup>426</sup> National Helm, Two Ladies Exonerated By Moral Police After Being Accused Of Lesbianism, 16 July 2018 [url](#)

défendent leurs droits, suscite en permanence de «sérieuses préoccupations». Selon lui, «les personnes LGBT au nord du Nigeria sont victimes d'une triple discrimination du fait de la loi sur l'interdiction du mariage entre personnes de même sexe (LIMPMS), du code pénal et de la charia». En tant que défenseur des droits des personnes LGBT, ce représentant d'ONG a déclaré avoir été arrêté, battu et contraint de fournir des informations sur «d'autres homosexuels dans l'État de [Kano]» par la *hisba*<sup>427</sup>.

Un autre défenseur des LGBT dans l'État de Zamfara a mentionné qu'après l'entrée en vigueur de la LIMH, les travailleurs étaient «obligés» de se faire discrets pour éviter d'être pris pour cibles par la *hisba*, notamment en veillant à «avoir accès à une issue de secours pour pouvoir lui échapper en cas de besoin»<sup>428</sup>.

Le 2 septembre 2017, le Corps de la *hisba* de l'État de Kano a arrêté 70 mineurs accusés de vouloir organiser une fête gay<sup>429</sup>. Aucune autre information n'a pu être trouvée sur cette affaire.

La CISR, citant diverses sources, signale qu'en janvier 2015, 12 hommes ont été arrêtés dans l'État de Kano, au nord, par l'agence chargée de faire appliquer la loi islamique [*hisba*, *hispa*] parce qu'ils auraient organisé une cérémonie de mariage gay (...). Selon l'agence Reuters, le porte-parole de la charia a précisé que les hommes en question avaient été contrôlés par la police car «ils avaient vraiment l'air d'être gays et se comportaient comme des gays»<sup>430</sup>.

Pour plus d'informations sur les violations des droits de l'homme commises par la *hisba* à l'encontre de personnes LGBT, voir section [3.12](#).

### **Attitude de la *hisba* à l'égard des femmes**

Comme mentionné précédemment, l'une des fonctions essentielles de la *hisba* dans les 12 États du nord du Nigeria est d'appliquer des mesures disciplinaires, notamment aux femmes, en «empêchant par la force la mixité dans les transports en commun» et «en imposant un code vestimentaire, en particulier aux femmes dans les établissements d'enseignement». La même source note que «ces campagnes de "moralité" ont suscité des réactions hostiles contre la *hisba* de la part d'artistes, de groupes de femmes, de jeunes et de citoyens résidant dans des quartiers majoritairement chrétiens»<sup>431</sup>.

Le 2 juillet 2018, le conseil de la *hisba* de l'État de Kano a arrêté cinq femmes âgées de 18 à 20 ans dans la ZAL de Gwale pour immoralité, sans qu'aucune précision ne leur soit donnée sur ce que la *hisba* entendait par «immoralité»<sup>432</sup>.

En octobre 2016, le conseil de la *hisba* de l'État de Kano a traduit 11 femmes devant un tribunal de la charia pour «actes immoraux», après les avoir arrêtées dans la ZAL de Fagge. Âgées de 21 à 24 ans, ces femmes avaient été arrêtées parce que la police les avait surprises en train de «boire de l'alcool, de fumer du cannabis et de flirter avec des hommes qui n'étaient pas leur mari ou des proches, ce qui est contraire au système juridique charia»<sup>433</sup>. Aucune autre information sur l'issue de cet incident n'a été trouvée.

<sup>427</sup> Human Rights Watch, "Tell Me Where I Can Be Safe", 20 October 2016, [url](#), p. 63

<sup>428</sup> Human Rights Watch, "Tell Me Where I Can Be Safe", 20 October 2016, [url](#), p. 63

<sup>429</sup> Erasing 76 crimes, Report: Muslim police arrest 70 Nigerian youths for 'gay' party, 2 September 2017, [url](#)

<sup>430</sup> Canada, IRB, Nigeria: Treatment of sexual minorities, including legislation, state protection, and support services; the safety of sexual minorities living in Lagos and Abuja (February 2012-October 2015), 13 November 2015, [url](#)

<sup>431</sup> Mustapha, Abdul Raufu, Sharia Implementation in Northern Nigeria Over 15 Years, Policy Brief No.2, The Case of Hisbah, October 2016, [url](#), p. 5

<sup>432</sup> Vanguard, Kano Hisbah Board arrests 5 ladies over alleged immorality, 2 July 2018, [url](#)

<sup>433</sup> Daily Trust, Hisbah commences prosecution of 11 women for alleged immoral acts, 31 October 2016, [url](#)

En mars 2016, le conseil de la *hisba* de l'État de Kano a annoncé l'arrestation de 31 femmes, pour la plupart adolescentes, pour «participation présumée à des actes immoraux». Les parents des jeunes filles ont été amenés au poste de la *hisba*, où ils ont été priés «d'éduquer correctement leurs enfants». Les adolescentes qui n'avaient encore jamais commis d'infraction ont été immédiatement remises en liberté sous caution et les «récidivistes ont été présentées au département juridique aux fins de poursuite». Le conseil de la *hisba* a décidé que les filles qui n'étaient pas réclamées par leurs parents devaient «comparaître devant le tribunal pour être dûment poursuivies»<sup>434</sup>.

En octobre 2015, le conseil de la *hisba* de l'État de Kano a annoncé les préparatifs du mariage de masse d'environ 2 000 veuves et divorcées «compte tenu des avantages considérables pour la société». La source ajoute que depuis 2012, environ 5 000 personnes ont été mariées dans le cadre du programme de mariages de masse parrainé par l'État de Kano<sup>435</sup>. Des mariages de masse ont également été signalés dans les États de Sokoto, Jigawa et Zamfara<sup>436</sup>.

Les programmes de mariage de masse «ont été créés pour marier des femmes seules à des hommes dans les États de Kano et Zamfara [...]. Dans l'État de Kano, VOWAN (Voice of Widows, Divorcée et Orphans of Nigeria, voix des veuves, divorcées et orphelines du Nigeria) et le conseil de la *hisba*, également connu sous le nom de police islamique, ont formé des couples entre des hommes et des veuves ou divorcées [...], parfois lors d'un "mariage de masse"»<sup>437</sup>.

Des militants auraient «exprimé leurs inquiétudes quant au fait que des femmes, dont certaines ayant été victimes de violences conjugales lors d'un premier mariage, soient poussées à accepter de "nouvelles relations potentiellement dangereuses"». Les responsables locaux de l'État de Kano affirment que «les femmes participent au programme de leur plein gré»<sup>438</sup>. Aucune autre information n'a été trouvée concernant le rôle de la *hisba* dans les mariages de masse.

Pour en savoir plus sur la situation des femmes et des filles, voir section [3.13](#).

### **Attitude de la *hisba* à l'égard des chrétiens**

Les «campagnes de moralité» menées par la *hisba* dans le nord du Nigeria ont «suscité des réactions hostiles contre la *hisba* de la part d'artistes, de groupes de femmes, de jeunes et de citoyens résidant dans des quartiers majoritairement chrétiens» et soulevé des inquiétudes parmi les communautés chrétiennes des États appliquant la charia<sup>439</sup>.

Dans ses conclusions, le professeur Mustapha souligne que, si la plupart des chrétiens souhaitent que la *hisba* soit maintenue (dans la mesure où elle fournit un service social), la communauté chrétienne désire également que la *hisba* soit «plus respectueuse des différences religieuses et des droits de l'homme»<sup>440</sup>.

Selon le département d'État américain, «des groupes chrétiens ont affirmé que la *hisba* applique la charia de manière incohérente et sporadique, et que des chrétiens ou des résidents d'autres États

<sup>434</sup> Vanguard, Kano State Hisbah Board arrests 31 girls for immoral acts', 25 march 2016, [url](#)

<sup>435</sup> Premium Times, Kano plans mass wedding for 2,000 widows, divorcees, 27 October 2015, [url](#)

<sup>436</sup> Nation online (The), Mass marriage, 16 August 2017, [url](#)

<sup>437</sup> Canada, IRB, Nigeria: Whether women who head their own households, without male or family support, can obtain housing and employment, 19 November 2012, [url](#)

<sup>438</sup> Canada, IRB, Nigeria: Whether women who head their own households, without male or family support, can obtain housing and employment, 19 November 2012, [url](#)

<sup>439</sup> Mustapha, Abdul Raufu, Sharia Implementation in Northern Nigeria Over 15 Years, October 2016, [url](#), pp. 6-7

<sup>440</sup> Mustapha, Abdul Raufu, Sharia Implementation in Northern Nigeria Over 15 Years, October 2016, [url](#), pp. 6-7

sont parfois pris pour cibles». Les résidents des quartiers chrétiens indiquent que la *hisba* est plus permissive dans ces quartiers, bien qu'ils fassent également l'objet de descentes de police<sup>441</sup>.

L'ONG Christian Solidarity Worldwide (CSW) cite le cas d'un adolescent chrétien enlevé en août 2015 par «deux voisins accompagnés de membres de la *hisba*» dans l'État de Sokoto; le mineur aurait été conduit dans l'État de Bauchi et «contraint de se convertir à l'islam et de se marier». Trois suspects avaient été arrêtés par le département des enquêtes criminelles de l'État de Sokoto<sup>442</sup>. Aucune autre information n'a été trouvée concernant cet incident.

Une jeune chrétienne de 14 ans de l'État de Katsina aurait été enlevée en rentrant de l'école, convertie à l'islam et mariée. Son père a porté plainte auprès des autorités. Le suspect a été identifié et fait l'objet d'une enquête, mais a été mis hors de cause. Selon le commissaire de police, il n'y a pas eu d'enlèvement, la mineure étant partie de son plein gré et s'étant rendue «chez le président de la *hisba* [...], qui l'a emmenée au chef de leur village puis au chef de district de Kankara»<sup>443</sup>.

Aucune information récente n'a été trouvée sur des condamnations ou l'application des peines prévues dans les codes pénaux islamiques en vigueur dans les 12 États du nord du Nigeria.

## 2.5.4 Force d'intervention civile conjointe (Civilian Joint Task Force, CJTF)

### 2.5.4.1 Structure

La Force d'intervention civile conjointe (Civilian Joint Task Force, CJTF), également appelée *yan gora*<sup>444</sup>, a été créée en 2013<sup>445</sup>. Sa structure est inspirée du modèle militaire, les districts correspondant aux centres de commandement régionaux de l'armée<sup>446</sup>. Chaque État du nord a son propre commandant et il y a 10 postes de commandement de district auxquels sont rattachées les unités communautaires<sup>447</sup>.

À Maiduguri, la CJTF regroupe dix secteurs répartis dans deux segments principaux: le Conseil municipal de Maiduguri (CMM) et la zone d'administration locale de Jere. Le segment CMM «est mobile et ne se limite pas à Maiduguri, avec des déploiements en dehors de sa zone de mobilisation jusqu'à l'État de Lagos, dans le sud-ouest du Nigeria»<sup>448</sup>.

Une source indique que 2 000 membres de la CJTF ont reçu une «formation paramilitaire officielle» et 750 autres une formation dispensée par les «forces spéciales» et que la CJTF dispose d'une unité de renseignement comptant 100 officiers répartis dans tout le pays<sup>449</sup>.

### 2.5.4.2 Objectifs

L'objectif de la Force d'intervention civile conjointe (CJTF) est d'assurer la sécurité des populations locales et des camps de PDI mis en place à la suite des attaques de Boko Haram<sup>450</sup>.

<sup>441</sup> US DoS, 2016 Report on International Religious Freedom, 15 August 2017, [url](#)

<sup>442</sup> CSW, Nigeria: another abducted girl rescued, 8 March 2016, 1 August 2014, [url](#)

<sup>443</sup> World Watch Monitor, Child marriage becoming a 'cloud of crisis', 15 November 2016, [url](#)

<sup>444</sup> En haoussa, *yan gora* (ou *yan kato ta gora*) signifie littéralement «les hommes aux bâtons» (ou «hommes corpulents munis de cannes à bambou»). Agbiboa, Daniel, Resistance to Boko Haram: Civilian Joint Task Forces in North-Eastern Nigeria, 2015, 2015, [url](#), pp. 3-22

<sup>445</sup> The Irish Times, Sally Hayden, Nigeria's Boko Haram-fighting vigilantes losing heart, 7 August 2017, [url](#)

<sup>446</sup> IRIN News, Nigeria wakes up to its growing vigilante problem, 9 May 2017, [url](#)

<sup>447</sup> Hassan, Idayat and Pieri, Zacharias, The Rise and Risks of Nigeria's Civilian Joint Task Force, May 2018, [url](#), p. 77

<sup>448</sup> Hassan, Idayat and Pieri, Zacharias, The Rise and Risks of Nigeria's Civilian Joint Task Force, May 2018, [url](#), p. 76

<sup>449</sup> Hassan, Idayat and Pieri, Zacharias, The Rise and Risks of Nigeria's Civilian Joint Task Force, May 2018, [url](#), p. 76

<sup>450</sup> UNICEF, Civilian Joint Task Force in Northeast Nigeria Signs Action Plan to End Recruitment of Children, 15 September 2017, [url](#); Belgium, CGRS, COI Focus, Nigeria, Situation sécuritaire liée à Boko Haram, 28 March 2018, [url](#)

La CJTF a été créée en raison de «la frustration des jeunes et des autres civils de l'État de Borno suscitée par l'incapacité de l'État à empêcher les actes de violence incessants perpétrés par Boko Haram» et de l'insécurité engendrée par «l'inefficacité de la riposte militaire»<sup>451</sup>. Sa formation remonte à mai 2013 après qu'un commerçant de Maiduguri a pourchassé et capturé un membre de Boko Haram armé d'un simple bâton. Il a ensuite livré l'homme armé à la Force opérationnelle interarmées (FOI)<sup>452</sup>.

Une source indique que les membres de la CJTF sont «principalement des jeunes civils» de plus de 18 ans<sup>453</sup>, une autre qu'ils sont «en majorité [...] des adolescents qui n'ont pas reçu un enseignement de base»<sup>454</sup>. Initialement armés uniquement de bâtons et de machettes, ils ont décidé de s'unir afin de remettre aux forces de sécurité les membres de Boko Haram identifiés dans leurs communautés<sup>455</sup>.

Face à la proportion croissante de femmes utilisées dans les attaques de Boko Haram, la CJTF a intégré dans ses rangs des femmes, à travers une branche féminine, qui sont chargées notamment «d'effectuer des fouilles par palpation sur les femmes dans les églises, les mosquées et autres lieux publics; de patrouiller dans les villes et les villages; de recueillir des renseignements; et d'arrêter les femmes soupçonnées d'être des insurgées»<sup>456</sup>.

La CJTF collabore avec l'armée nigériane<sup>457</sup>, bien que très peu d'unités reçoivent une rémunération régulière du gouvernement fédéral<sup>458</sup>. En 2014, Al Jazeera déclarait que la plupart des membres de la CJTF dans l'État de Borno percevaient «113 dollars par mois de la part du gouvernement»<sup>459</sup>.

On ne sait pas réellement à combien s'élèvent les effectifs de la CJTF étant donné que les ressources varient et que les recrutements se font de manière sporadique<sup>460</sup>. Selon l'ONG International Crisis Group, la CJTF a déclaré compter environ 26 000 membres rien que dans l'État de Borno<sup>461</sup>, où ils sont présents dans 22 ZAL sur 27<sup>462</sup>. Une source, citant les propos de Baba Lawan Jafar (président de la CJTF dans l'État de Borno), mentionne 15 541 membres, répartis entre les États d'Adamawa (10 000), de Bauchi (1 200), de Borno (1 800), de Gombe (715), de Taraba (1 156) et de Yobe (670)<sup>463</sup>. Selon un article publié dans le quotidien Irish Times en 2017, «un grand nombre» de volontaires ont quitté le groupe<sup>464</sup>.

<sup>451</sup> Hassan, Idayat and Pieri, Zacharias, The Rise and Risks of Nigeria's Civilian Joint Task Force, May 2018, [url](#), p. 76

<sup>452</sup> The trader was Baba Lawan Jafar, who later become the overall chairman of the CJTF. Hassan, Idayat and Pieri, Zacharias, The Rise and Risks of Nigeria's Civilian Joint Task Force, May 2018, [url](#), p. 76

<sup>453</sup> Al Jazeera, Can Nigerian youth destroy Boko Haram's caliphate?, 31 August 2014, [url](#)

<sup>454</sup> Dan-Azumi, David J., The Intervention of the Civilian Joint Task Force (CJTF) In the War against Boko Haram in North East Nigeria, 30 June 2018, [url](#), p. 45

<sup>455</sup> Al Jazeera, Can Nigerian youth destroy Boko Haram's caliphate?, 31 August 2014, [url](#)

<sup>456</sup> Hassan, Idayat and Pieri, Zacharias, The Rise and Risks of Nigeria's Civilian Joint Task Force, May 2018, [url](#), p. 78

<sup>457</sup> Cropley, E., 'On Boko Haram front line, Nigerian vigilantes amass victories and power', Reuters, 15 June 2017, [url](#); International Crisis Group, Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups Fighting Boko Haram, 23 February 2017, [url](#)

<sup>458</sup> IRIN News, Nigeria wakes up to its growing vigilante problem, 9 May 2017, [url](#)

<sup>459</sup> Al Jazeera, Can Nigerian youth destroy Boko Haram's caliphate?, 31 August 2014 [url](#)

<sup>460</sup> International Crisis Group, Double-edged Sword: Vigilantes in African Counter-insurgencies, 7 September 2017, [url](#), p.19

<sup>461</sup> International Crisis Group, Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups Fighting Boko Haram 23 February 2017, [url](#), p. ii

<sup>462</sup> Mahmood, O.S. & Ani, N.C., Responses to Boko Haram in the Lake Chad Region, July 2018, [url](#), p. 18

<sup>463</sup> Reuters, Kieran Guilbert, Nigeria's anti-Boko Haram vigilantes vow to stop using children, 16 September 2018, [url](#); Combatting Terrorism Center at West Point, Boko Haram Beyond headlines: analyses of Africa's enduring insurgency, May 2018, [url](#)

<sup>464</sup> The Irish Times, Sally Hayden, Nigeria's Boko Haram-fighting vigilantes losing heart, 7 August 2017, [url](#)

Plusieurs sources indiquent que la CJTF a commis «des violations graves et majeures des droits de l'homme»<sup>465</sup> consistant en des exécutions extrajudiciaires, des arrestations arbitraires et des actes de torture<sup>466</sup>.

#### 2.5.4.3 Financement

La CJTF tire sa principale source de financement du gouvernement de l'État de Borno, qui fournit des véhicules et verse des traitements mensuels. Des entreprises privées et des particuliers financent le groupe et fournissent des «outils opérationnels, tels que des poignards, des machettes, des matraques et des fusils de chasse»<sup>467</sup>. Un appui a également été apporté par l'ONG North East Regional Initiative (NERI) à travers une formation sur le désarmement, la démobilisation et la réinsertion (DDR). Enfin, la CJTF a reçu une aide financière du programme Borno Youths Empowerment Scheme (BOYES) et de l'ONG Every Nigerian Do Something Foundation (ENDS)<sup>468</sup>.

#### 2.5.4.4 Mode opératoire

La CJTF s'appuie sur ses connaissances des langues locales et de la région pour soutenir les forces de sécurité nigérianes dans leur lutte contre Boko Haram. Une source souligne l'existence d'un lien privilégié entre les forces de sécurité et la police locale, précisant que «la collaboration avec la CJTF peut également protéger ses membres de l'armée et de la police»<sup>469</sup>.

La CJTF a souvent été présente aux différents points de contrôle, qu'elle a gérés conjointement avec l'armée et en travaillant en étroite collaboration avec les forces de sécurité, la police et l'armée nigérianes<sup>470</sup>.

La CJTF s'appuie sur les informations fournies par des résidents locaux et leurs connaissances pour tenter d'identifier les membres de Boko Haram<sup>471</sup>. Les volontaires déployés dans les quartiers vérifient les va-et-vient, détectent les personnes suspectes et les remettent aux forces de sécurité<sup>472</sup>.

Le rôle des femmes dans la CJTF consiste notamment à «effectuer des fouilles par palpation sur les femmes dans les églises, les mosquées et autres lieux publics; à patrouiller dans les villes et les villages; à recueillir des renseignements; et à arrêter les femmes soupçonnées d'être des insurgées», pour éviter les problèmes culturels que représenterait l'identification des femmes par des hommes, mais aussi pour répondre à la proportion croissante de femmes utilisées comme combattantes et kamikazes par Boko Haram<sup>473</sup>.

Citant Vincent Foucher, chercheur en sciences politiques, le rapport d'information sur les pays d'origine publié en mars 2018 par le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) de Belgique mentionne que les comités de surveillance ont des informations très précises sur les zones locales, ce qui peut expliquer leur «succès relatif», notamment dans la détection des kamikazes. Le chercheur y souligne que ces comités ont joué un rôle décisif dans la stabilisation de la situation

<sup>465</sup> CDD, The role of women in Countering Violence Extremism: the Nigerian experience with Boko Haram, [20 March 2017], [url](#)

<sup>466</sup> AI, Nigeria: Gruesome footage implicates military in war crimes, 5 August 2014, [url](#); Vice News, Nigeria's Self-Styled Warriors: Meet the Vigilante Army Taking on the World's Deadliest Terror Group, 28 April 2016 [url](#)

<sup>467</sup> Kazir, Kapeh K. A., Vigilantes in Counterinsurgencies: Nigerian Civilian Joint Task Force in Perspective, 2017, [url](#); US DoS, 2017 Country Reports on Human Rights Practices, 20 April 2018, [url](#)

<sup>468</sup> Hassan, Idayat and Pieri, Zacharias, The Rise and Risks of Nigeria's Civilian Joint Task Force, May 2018, [url](#), p. 76.

<sup>469</sup> International Crisis Group, Double-edged Sword: Vigilantes in African Counter-insurgencies, 23 February 2017, [url](#)

<sup>470</sup> IRIN, Nigeria wakes up to its growing vigilante problem, 9 May 2017, [url](#); New York Times (The), Inside the Vigilante Fight Against Boko Haram, 9 November 2014, [url](#)

<sup>471</sup> New York Times (The), Inside the Vigilante Fight Against Boko Haram, [url](#)

<sup>472</sup> RFI, Nigeria: à Maiduguri, des civils volontaires traquent Boko Haram, 19 April 2016, [url](#)

<sup>473</sup> CDD, The role of women in Countering Violence Extremism: the Nigerian experience with Boko Haram, [20 March 2017], [url](#)

sécuritaire à Maiduguri<sup>474</sup>, ville d'un million d'habitants et où un million de déplacés internes seraient installés selon les estimations<sup>475</sup>.

Plusieurs sources indiquent que la CJTF a commis «des violations graves et majeures des droits de l'homme»<sup>476</sup> consistant en des exécutions extrajudiciaires, des arrestations arbitraires et des actes de torture<sup>477</sup>.

Le 12 mai 2013, «la CJTF a mis le feu à la résidence du président du parti au pouvoir dans l'État de Borno, Alhaji Othman, accusé d'être un sympathisant de Boko Haram». Une autre fois, un homme soupçonné d'être un membre de Boko Haram a été brûlé vif dans la rue à Maiduguri. La source indique que 99 membres de la CJTF ont été arrêtés en 2013 pour actes de violence contre des membres présumés de Boko Haram et qu'entre janvier et avril 2014, «21 membres de la CJTF ont été arrêtés pour avoir exécuté illégalement des membres présumés de Boko Haram placés sous leur garde»<sup>478</sup>.

#### 2.5.4.5 Recrutement d'enfants soldats par la CJTF

Certaines sources ont indiqué que la CJTF recrute des enfants, parfois par la force, et les utilise comme pisteurs, messagers et espions<sup>479</sup>. Une source ayant interrogé des membres de la CJTF a expliqué que ces derniers avaient confirmé que les enfants sont utilisés pour différentes tâches, notamment pour gérer des points de contrôle, recueillir des informations ou accompagner des membres adultes dans des offensives<sup>480</sup>.

En 2016, les Nations unies ont signalé le recrutement de 53 enfants qui ont été utilisés aux points de contrôle, ainsi qu'en tant que messagers et espions<sup>481</sup>.

Selon les Nations unies, bien que «le code de conduite oral de la Force d'intervention civile conjointe fixe à 15 ans l'âge minimum de recrutement de ses membres», des enfants de 9 ans auraient été utilisés. Le rapport ajoute qu'en janvier 2017, des enfants associés à la CJTF ont été vus en train d'assurer la sécurité dans des camps de PDI gérés par l'armée dans l'État de Borno<sup>482</sup>.

Quelques mois plus tard, la CJTF s'est engagée à empêcher les enfants de «rejoindre le groupe ou se battre en son nom, et à identifier et libérer tous les membres de moins de 18 ans»<sup>483</sup>.

#### 2.5.4.6 La CJTF, cible de Boko Haram

Boko Haram a réagi violemment aux activités de surveillance de la CJTF<sup>484</sup>. Ainsi, entre 2014 et mi-2017, 680 membres de la CJTF ont été tués<sup>485</sup>.

<sup>474</sup> Belgium, CGRS, COI Focus, Nigeria, Situation sécuritaire liée à Boko Haram, 28 March 2018, [url](#), p. 13

<sup>475</sup> Vice News, Nigeria's Self-Styled Warriors: Meet the Vigilante Army Taking on the World's Deadliest Terror Group, 28 April 2016, [url](#)

<sup>476</sup> CDD, The role of women in Countering Violence Extremism: the Nigerian experience with Boko Haram, [20 March 2017], [url](#)

<sup>477</sup> Al, Nigeria: Gruesome footage implicates military in war crimes, 5 August 2014, [url](#); Vice News, Nigeria's Self-Styled Warriors: Meet the Vigilante Army Taking on the World's Deadliest Terror Group, 28 April 2016, [url](#)

<sup>478</sup> Kazir, Kapeh K. A., Vigilantes in Counterinsurgencies: Nigerian Civilian Joint Task Force in Perspective, 2017 [url](#)

<sup>479</sup> UNICEF, Civilian Joint Task Force in Northeast Nigeria Signs Action Plan to End Recruitment of Children, 15 September 2017, [url](#); Al, Nigeria: Gruesome footage implicates military in war crimes, 5 August 2014, [url](#); ICC, The office of the Prosecutor, report on preliminary Examination Activities (2015), 12 November 2015, [url](#); US DoS, Country reports on Human Rights Practices for 2016 – Nigeria, [url](#)

<sup>480</sup> Irish Times (The), Sally Hayden, Nigeria's Boko Haram-fighting vigilantes losing heart, 7 August 2017, [url](#)

<sup>481</sup> UN General Assembly Security Council, Children and armed conflict, 20 April 2016, [url](#), p. 31

<sup>482</sup> UN Security Council, Report of the Secretary-General on children and armed conflict in Nigeria, 10 April 2017, [url](#)

<sup>483</sup> Reuters, Nigeria's anti-Boko Haram vigilantes vow to stop using children, 16 September 2018, [url](#)

<sup>484</sup> Belgium, CGRS, COI Focus, Nigeria, Situation sécuritaire liée à Boko Haram, 28 March 2018, [url](#), p. 13

<sup>485</sup> International Crisis Group, Double-edged Sword: Vigilantes in African Counter-insurgencies, 23 February 2017, [url](#), p. 18

Selon Amnesty International, les membres de la CJTF «ont de plus en plus été pris pour cibles par Boko Haram. Ses combattants ont attaqué des communautés où une milice de la CJTF avait été formée et exécuté toute personne soupçonnée d'appartenir à la milice ou, dans certains cas, tous les jeunes hommes et garçons de ces communautés»<sup>486</sup>.

Une source indique que le démantèlement de la CJTF pourrait devenir un problème dans la mesure où ses membres et les civils qui l'ont soutenue sont désormais des cibles de l'organisation terroriste<sup>487</sup>.

## 2.6 Peine de mort

Le système juridique nigérian se caractérise par son pluralisme, où coexistent le droit commun anglais, le droit islamique (dans 12 États du nord)<sup>488</sup> et le droit coutumier<sup>489</sup>. Dans ce cadre, la peine de mort est également appliquée de différentes manières, selon que les États appliquent le droit laïc ou le droit islamique<sup>490</sup>.

L'article 33 de la Constitution de la République fédérale du Nigeria prévoit de manière générale la peine capitale:

«Toute personne a le droit à la vie et nul ne peut être délibérément privé de sa vie, sauf en exécution d'une condamnation prononcée par un tribunal pour une infraction pénale dont une personne a été reconnue coupable au Nigeria»<sup>491</sup>.

D'autres lois réglementent l'application de la peine de mort au Nigeria, à savoir la loi de 1990 relative au code pénal; le décret de 1984 sur les vols et armes à feu; la loi de 1993 sur les forces armées; et le code pénal de la charia<sup>492</sup>.

Les infractions passibles de la peine de mort conformément aux dispositions du code pénal du Nigeria sont les suivantes:

- le meurtre;
- la trahison;
- le complot en vue d'une trahison;
- la perfidie;
- la fabrication de fausses preuves ayant pour conséquence la condamnation à mort d'une personne innocente;
- le suicide assisté d'un enfant ou d'un malade mental;
- le vol à main armée (en vertu du décret de 1984 sur les vols et armes à feu)<sup>493</sup>.

La loi nigériane sur les procédures pénales fixe l'âge minimum requis pour être jugé comme un adulte à 17 ans<sup>494</sup>. Si la personne reconnue coupable de meurtre et condamnée à mort «n'avait pas, de l'avis du tribunal, atteint l'âge de dix-sept ans au moment où le crime a été commis, elle ne sera pas

<sup>486</sup> Al, Stars on Their Shoulders. Blood on Their Hands. War Crimes Committed by the Nigerian Military, 2015, [url](#), p. 25

<sup>487</sup> Torbjörnsson, D. et al, Boko Haram. On the verge of defeat or a long term threat?, 12 December 2017, in: [url](#)

<sup>488</sup> Les 12 États du nord qui appliquent la charia sont les États de Zamfara, Bauchi, Borno, Gombe, Jigawa, Kaduna, Kano, Katsina, Kebbi, Niger, Sokoto et Yobe.

<sup>489</sup> EASO COI Report, Nigeria, Country Focus, June 2017, [url](#)

<sup>490</sup> Training and Resources in Research Ethics Evaluation (TRREE), Legal Basis For Research Ethics Governance In Nigeria, 5 March 2014, [url](#)

<sup>491</sup> Nigeria, Federal Ministry of Justice, Constitution of the Federal Republic of Nigeria, 1999, [url](#), art. 33

<sup>492</sup> HURILAWS, Basic Country Report Nigeria, n.d., available at: [url](#).

<sup>493</sup> HURILAWS, Basic Country Report Nigeria, n.d., available at: [url](#).

<sup>494</sup> Nigeria, Criminal Procedures Act, art. 2, 1990, [url](#)



condamnée à mort mais placée en détention pour une durée dépendant du bon vouloir du président»<sup>495</sup>.

Les condamnés à mort sont exécutés par pendaison<sup>496</sup> ou peloton d'exécution<sup>497</sup>.

### Exemples

En septembre 2017, le Sénat nigérian a approuvé un projet de loi prévoyant la peine de mort pour un enlèvement si celui-ci entraîne la mort de la victime<sup>498</sup>.

Amnesty International a signalé, en juillet 2017, que des gouverneurs avaient décidé qu'ils allaient désormais signer des ordres d'exécution ou commuer les peines capitales afin de remédier au problème de surpopulation carcérale. Selon cette même source, au mois d'août de la même année, «le gouvernement de l'État d'Ogun a annoncé qu'il renonçait à son engagement officiel de ne pas autoriser d'exécutions»<sup>499</sup>.

Selon Amnesty International, en 2016, trois personnes ont été exécutées par pendaison au Nigeria, dans la prison de Benin City (État d'Edo). Le pays a recensé 527 condamnations à la peine capitale, chiffre en nette hausse par rapport aux années précédentes, portant ainsi à 1 979 le nombre total de condamnés à mort au Nigeria. Les autorités ont gracié 33 personnes, en ont innocenté 32 et ont commué 105 peines de mort<sup>500</sup>.

En décembre 2014, 54 soldats nigériens ont été condamnés à la peine de mort par peloton d'exécution après avoir été reconnus coupables de mutinerie par un tribunal militaire<sup>501</sup>. En septembre 2014, 12 soldats ont également été condamnés à mort par la cour martiale d'Abuja pour mutinerie et tentative de meurtre sur un commandant à Maiduguri<sup>502</sup>.

En 2013, le Nigeria a exécuté quatre condamnés à mort<sup>503</sup>.

### 2.6.1 Le code pénal de la charia et la peine de mort

En vertu des différentes lois pénales de la charia en vigueur dans les 12 États du nord du Nigeria, la peine de mort est applicable en cas de condamnation pour l'une des infractions suivantes:

- *zina* (adultère);
- viol;
- sodomie;
- inceste;
- délit de sorcellerie et de *juju*<sup>504</sup>.

Selon Hurilaws, en vertu de la charia, les enfants de moins de 18 ans peuvent être condamnés à mort. L'âge de la majorité est variable: «l'âge auquel une personne devient responsable de ses actes, souvent à la puberté (*taklif*)<sup>505</sup>. Les mineurs de moins de 18 ans peuvent par conséquent être

<sup>495</sup> Nigeria, Nigeria Criminal Code Act, art. 319 (2), 1990, available at: [url](#)

<sup>496</sup> Nigeria, Criminal Procedures Act, art. 367 (1), 1990, [url](#)

<sup>497</sup> Nigeria, Robbery and Firearms Decree 1984, available at: [url](#)

<sup>498</sup> Daily Trust, Death penalty for kidnappers, 20 January 2017, [url](#); AI, Amnesty International Report 2017/18, Nigeria, 24 February 2018, [url](#)

<sup>499</sup> AI, Amnesty International Report 2017/18, Nigeria, 24 February 2018, [url](#)

<sup>500</sup> AI, Death Sentences and Executions in 2016, 11 April 2017, [url](#)

<sup>501</sup> BBC, Nigerian soldiers given death penalty for mutiny, 17 December 2014, [url](#)

<sup>502</sup> BBC, Twelve Nigerian soldiers sentenced to death for mutiny, 16 September 2014, [url](#)

<sup>503</sup> Economist (The), Politics this week, 29 June 2013, [url](#)

<sup>504</sup> HURILAWS, Basic Country Report Nigeria, n.d., available at: [url](#)

<sup>505</sup> Le *taklif* est l'âge de la puberté, [url](#)

condamnés à mort»<sup>506</sup>. Une autre source indique en revanche qu'«aucune peine de *hudud*<sup>507</sup> ou de *qisas*<sup>508</sup> ne peut être infligée à une personne n'ayant pas atteint l'âge du *taklif*»<sup>509</sup>.

En vertu de la charia, les condamnés à mort peuvent être exécutés par pendaison, lapidation (*rajm*) et crucifixion (*salb*). Les deux dernières sentences ne sont applicables qu'aux musulmans. La lapidation est appliquée en cas de *zina* (adultère), de viol (si l'auteur est marié), d'inceste (si l'auteur est marié) et de sodomie homosexuelle. La crucifixion (*salb*) est la peine appliquée pour les vols à main armée (*hirabah*) entraînant la mort de la victime, lorsque ses biens ont réellement été dérobés<sup>510</sup>.

Selon Abdul Raufu Mustapha, professeur agrégé de politique africaine au département de développement international de l'université d'Oxford et auteur d'une étude intitulée «Bilan de 15 années d'application de la charia dans le nord du Nigeria», «le droit pénal islamique n'est pas imposé aux non-musulmans contre leur gré. De plus, les peines sévères comme l'amputation et la lapidation à mort ont rarement été prononcées et, lorsqu'elles l'ont été, elles n'ont pas été exécutées». L'étude indique par ailleurs qu'il existe très peu d'archives et d'informations sur les décisions rendues par les tribunaux<sup>511</sup>.

Selon l'avocate Elizabeth Peiffer, qui a publié une étude sur la peine de mort et son interprétation dans le cadre du droit islamique traditionnel au Nigeria, bien que les 12 États du nord aient adopté le code pénal de la charia, la «rigidité» de son application «varie considérablement d'un État à l'autre». Dans ces États, la charia ne s'applique qu'aux citoyens musulmans, les non-musulmans étant jugés par des tribunaux de droit commun ou coutumiers<sup>512</sup>.

Étant donné que la plupart des musulmans nigériens sont des sunnites<sup>513</sup>, ils se réfèrent à la jurisprudence malikite, considérée comme «relativement souple» compte tenu des sources sur lesquelles elle s'appuie: l'*urf*, qui constitue les pratiques publiques utiles, et la *maslaha*, qui regroupe les principes de bien public. Selon Elizabeth Peiffer, «les tribunaux de la charia rendent leurs décisions au cas par cas, sans s'appuyer sur les précédents» et, contrairement au droit laïc, «l'école de jurisprudence de Maliki précise qu'une personne est présumée coupable jusqu'à ce qu'elle soit reconnue innocente»<sup>514</sup>.

## 2.6.2 Infractions passibles de la peine de mort dans la charia

Elizabeth Peiffer souligne que l'application de la charia dans les États du nord «s'est traduite par des peines plus sévères et moins de pouvoir discrétionnaire pour les juges». La *zina* (adultère), par exemple, «autrefois sanctionnée par la flagellation, entraîne désormais une condamnation obligatoire à la peine de mort, par lapidation»<sup>515</sup>.

<sup>506</sup> HURILAWS, Basic Country Report Nigeria, n.d., available at: [url](#)

<sup>507</sup> Les *hudud* (pluriel de *hadd*) sont les infractions ou les peines fixées par la charia et prévues à l'article 57 du code pénal de la charia, [url](#). Pour en savoir plus sur ce concept, voir: Brown, Jonathan A.C., Stoning and Hand Cutting—Understanding the Hudud and the Shariah in Islam, 12 January 2017, [url](#)

<sup>508</sup> Les *qisas* sont les peines infligées aux contrevenants à titre de représailles pour avoir causé des blessures à une personne ou entraîné sa mort [url](#)

<sup>509</sup> CILS, Harmonised Sharia Criminal Procedure Code, 2007, [url](#)

<sup>510</sup> Cornell Law School, Cornell center on the Death Penalty Worldwide, info current as of 19 June 2014, [url](#)

<sup>511</sup> Mustapha, Abdul Raufu, Exploring 15 years of Sharia implementation in northern Nigeria, October 2016, [url](#), p. 5

<sup>512</sup> Peiffer, Elizabeth, The Death Penalty, 2005, available at: [url](#)

<sup>513</sup> Harvard University, Harvard Divinity School, Religious Literacy Project, Islam in Nigeria, n.d., [url](#)

<sup>514</sup> Peiffer, Elizabeth, The Death Penalty, 2005, available at: [url](#)

<sup>515</sup> Peiffer, Elizabeth, The Death Penalty, 2005, available at: [url](#)

Selon l'auteur, «l'apostasie, *unhadda*<sup>516</sup> passible de la peine de mort, ne figure pas dans les codes pénaux de la charia, probablement en raison de la diversité des religions au Nigeria»<sup>517</sup>. En revanche, d'autres sources indiquent que l'apostasie est un crime devant obligatoirement être puni par la peine de mort dans les États du nord du Nigeria, bien qu'aucun rapport récent ne fasse mention de sa réelle application<sup>518</sup>. Une source indique que «la conversion au judaïsme ou au christianisme est explicitement autorisée»<sup>519</sup>.

---

<sup>516</sup> Singulier de *hudud*. Pour en savoir plus sur les concepts de *hadd* et *hudud*, voir: Brown, Jonathan A.C., *Stoning and Hand Cutting—Understanding the Hudud and the Shariah in Islam*, 12 January 2017, available at: [url](#)

<sup>517</sup> Peiffer, Elizabeth, *The Death Penalty*, 2005, available at: [url](#)

<sup>518</sup> Cornell Law School, *Death Penalty Database, Nigeria*, last updated 19 June 2014, [url](#); *Chicago Tribune*, *Leaving Islam is not a capital crime*, 2 April 2006, [url](#); *Premium Times*, *Dons disagree on abolition of death penalty in Nigeria*, n.d., [url](#)

<sup>519</sup> Cornell Law School, *Death Penalty Database, Nigeria*, last updated 19 June 2014, [url](#)

## 3. Individus pris pour cibles

### 3.1 Personnes prises pour cibles par Boko Haram

#### 3.1.1 Généralités

Boko Haram est un groupe à l'idéologie salafiste djihadiste<sup>520</sup> qui prône le remplacement de l'État nigérian laïc par un État islamique respectant scrupuleusement la charia dans l'ensemble du pays<sup>521</sup>. L'instauration d'un tel État (califat) peut passer par la violence<sup>522</sup> contre les Occidentaux et les «mécréants»<sup>523</sup>, une vaste catégorie qui regroupe tous ceux qui s'opposent aux convictions religieuses et politiques du groupe, y compris les musulmans considérés comme des *kouffars* (mécréants)<sup>524</sup>. Pour plus d'informations sur Boko Haram, voir section [2.1](#).

Certaines sources indiquent que l'organisation visait à ses débuts une «transformation sociétale inspirée par la religion»<sup>525</sup>, mais qu'elle a laissé place, après l'exécution de Yusuf par les forces de sécurité nigérianes en 2009, à une organisation violente dirigée par Abubakar Shekau<sup>526</sup> dont le principal objectif est l'instauration d'un État islamique dans le nord du Nigeria<sup>527</sup>.

Le chercheur Alexander Thurston affirme que Boko Haram avait déjà été impliqué dans un violent «soulèvement en décembre 2003 dans une région rurale du nord-est du Nigeria» lorsque le groupe était dirigé par Yusuf<sup>528</sup>.

Au début du «règne» de Shekau en 2009, les violences visaient principalement les forces de sécurité nigérianes. Par la suite, elles ont progressivement été étendues à d'autres cibles ou simplement à tous ceux qui étaient opposés à l'idéologie du groupe ou étaient perçus comme tels, y compris les musulmans qui n'étaient pas d'accord avec l'interprétation de la charia faite par Boko Haram<sup>529</sup>.

Sous la direction de Shekau, Boko Haram a commencé à s'attaquer à de nouvelles cibles comme «les chrétiens, les membres du clergé musulman critiques à l'égard de l'organisation, les chefs traditionnels, les collaborateurs présumés, les agences des Nations unies, les bars et les écoles», ainsi que les «chefs de quartiers suspectés d'avoir aidé l'armée à identifier ses membres et les chefs religieux musulmans opposés à son idéologie. Ils ont également commencé à assassiner des personnalités du parti ANPP de l'État de Borno, qui seraient, selon eux, revenues sur leurs engagements»<sup>530</sup>.

En 2011, Boko Haram a intensifié ses attaques contre les églises chrétiennes, l'attaque la plus meurtrière ayant eu lieu la veille de Noël lors de l'attentat à la bombe dans l'église catholique Sainte-Thérèse de Madalla (à la périphérie d'Abuja), faisant plus de 40 victimes. L'ONG International Crisis Group rapporte que, le 20 janvier 2012, Boko Haram «a tué au moins 185 personnes, principalement

<sup>520</sup> Counter Extremism Project, Boko Haram, [2017], [url](#)

<sup>521</sup> USIP, Why Do Youth Join Boko Haram?, June 2014, [url](#)

<sup>522</sup> Avi Melamed [blog], What is Salafi Jihadi Ideology?, 16 July 2017, [url](#); Portal (The), "Boko Haram"... the Salafi jihadism cancer in Nigeria, 3 June 2018, [url](#)

<sup>523</sup> Counter Extremism Project, Boko Haram, [2017], [url](#), pp. 2-3; Portal (The), "Boko Haram"... the Salafi jihadism cancer in Nigeria, 3 June 2018, [url](#)

<sup>524</sup> Al, 'Our Job Is To Shoot, Slaughter And Kill', Boko Haram's Reign Of Terror In North-East Nigeria, 2015, [url](#), p. 13.

<sup>525</sup> Mahmood, O.S. & Ani, N.C., Factional Dynamics within Boko Haram, 6 July 2018, [url](#), p.6

<sup>526</sup> Mahmood, O.S. & Ani, N.C., Factional Dynamics within Boko Haram, 6 July 2018, [url](#), p.6

<sup>527</sup> National Geographic Heidi Schultz, Nigeria's Boko Haram: Who Are They and What Do They Want?, 8 May 2014, [url](#); Australian Government, Australian National Security, Boko Haram, [url](#)

<sup>528</sup> Thurston, Alex, Five Myths About Boko Haram, in: Lawfare [blog], 14 January 2018, [url](#)

<sup>529</sup> ISS, How Boko Haram specifically targets displaced people, 6 December 2017, [url](#)

<sup>530</sup> International Crisis Group, Curbing Violence in Nigeria (II): The Boko Haram Insurgency, 3 April 2014, [url](#), p. 14.

des civils musulmans, lors d'attentats à la bombe et de tirs coordonnés visant des agences de sécurité dans l'État de Kano»<sup>531</sup>.

### 3.1.2 Personnes perçues comme des partisans du gouvernement

Les employés du gouvernement, y compris les responsables politiques, les représentants des gouvernements locaux (ou perçus comme tels), les chefs traditionnels (du fait de leur lien avec les autorités laïques) et les fonctionnaires, mais également les civils associés au gouvernement, tels que les [membres de la CJTF](#), font tous partie de la catégorie des «mécréants», ou *kouffars*, systématiquement visée. Amnesty International rapporte que des civils ont été fouillés par des membres de Boko Haram qui cherchaient des cartes d'identité délivrées par l'État, celles-ci étant considérées comme une preuve d'association avec le gouvernement. Boko Haram estime que «tous ceux qui vivent à Maiduguri (État de Borno) sont des mécréants»<sup>532</sup>.

Dans une vidéo diffusée en décembre 2014, Abubakar Shekau menaçait directement les milices locales en déclarant que Boko Haram lutterait contre tous ceux qui ont empêché l'organisation de prospérer dans le nord-est du Nigeria<sup>533</sup>.

### 3.1.3 Personnes rejetant la charia/«infidèles»

Les chefs religieux musulmans en désaccord avec les méthodes employées par le groupe terroriste ne seraient pas de vrais musulmans (mécréants ou «infidèles») et sont donc devenus la cible des violences perpétrées par Boko Haram<sup>534</sup>. Ils ont «souvent été parmi les premières cibles d'assassinat lors des attaques de Boko Haram dans les villes ou les villages»<sup>535</sup>.

En mai 2014, l'émir de Gwoza (État de Borno) a été exécuté par Boko Haram après avoir fait savoir qu'il désapprouvait les méthodes du groupe. Au total, 336 personnes ont perdu la vie lors de ce seul incident<sup>536</sup>. En septembre de la même année, le groupe a exécuté «le plus haut dignitaire religieux musulman de Gamboru-Ngala»<sup>537</sup>.

Amnesty International relate des cas où Boko Haram propose à des chrétiens et des musulmans d'avoir la vie sauve à condition qu'ils se convertissent et rejoignent le groupe. S'ils refusent, ils «peuvent être tués ou contraints à quitter leur maison»<sup>538</sup>.

En novembre 2017, au moins 50 fidèles ont été tués dans un attentat-suicide dans une mosquée de la région d'Ungwar Shuwa, à Mubi (État d'Adamaoua)<sup>539</sup>. Début janvier 2018, un autre attentat-suicide attribué à Boko Haram a fait 11 victimes dans une mosquée<sup>540</sup>.

Boko Haram a attaqué et détruit de nombreuses mosquées dans le nord-est du Nigeria. En avril 2018, deux kamikazes se sont fait exploser dans une mosquée à Bama (État de Borno), tuant quatre fidèles.

<sup>531</sup> International Crisis Group, Curbing Violence in Nigeria (II): The Boko Haram Insurgency, 3 April 2014, [url](#)

<sup>532</sup> Al, 'Our Job Is To Shoot, Slaughter And Kill', 2015, [url](#), p. 13; ISS, How Boko Haram specifically targets displaced people, 6 December 2017, [url](#)

<sup>533</sup> Sahara Reporters, Boko Haram Leader, Shekau, Releases New Video; Vows To Attack Emir Sanusi Of Kano, 17 December 2014, [url](#)

<sup>534</sup> Sahara Reporters, Boko Haram Leader, Shekau, Releases New Video; Vows To Attack Emir Sanusi Of Kano, 17 December 2014, [url](#); Al, 'Our Job Is To Shoot, Slaughter And Kill', Boko Haram's Reign Of Terror In North-East Nigeria, 2015, [url](#), p. 13

<sup>535</sup> Al, 'Our Job Is To Shoot, Slaughter And Kill', Boko Haram's Reign Of Terror In North-East Nigeria, 2015, [url](#), p. 13

<sup>536</sup> NBC news, Bloody Toll: Boko Haram Behind Deadliest Killing Spree Since 9/11, 13 June 2014 [url](#)

<sup>537</sup> Pham, J. Peter, How Boko Haram Became the Islamic State's West Africa Province, Winter 2016, [url](#)

<sup>538</sup> Al, 'Our Job Is To Shoot, Slaughter And Kill', 2015, [url](#), p. 13

<sup>539</sup> Mail Online, Boko Haram jihadist slaughters 50 worshippers after blowing himself up during morning prayers inside a Nigerian mosque, 21 November 2017, [url](#)

<sup>540</sup> Al Jazeera, Suicide attack on Nigeria mosque causes multiple deaths, 3 January 2018, [url](#)

La ville avait été totalement détruite lors des attaques de Boko Haram en 2014 et les gens commençaient à revenir et à reconstruire le site<sup>541</sup>.

### 3.1.4 Chrétiens

Le chercheur Marc-Antoine Pérouse de Montclos estime que les changements intervenus dans la structure de Boko Haram se sont aussi traduits par des changements de cibles. Avant 2009, les chrétiens étaient rarement visés par Boko Haram. Par exemple, les attaques coordonnées de postes de police dans l'État de Yobe le 24 décembre 2003 (soit la veille de Noël) n'avaient aucun lien avec le symbole de cette date pour les chrétiens, mais plutôt avec le fait que la période des vacances facilitait leurs actions<sup>542</sup>.

Ce n'est qu'après l'exécution extrajudiciaire de Yusuf, en 2009, que le groupe a commencé à changer de cibles. Marc-Antoine Pérouse de Montclos considère que cet événement marque le «passage de l'insurrection au terrorisme», le fait de prendre pour cibles des «communautés chrétiennes témoignant de la radicalisation et de la professionnalisation de la secte»<sup>543</sup>.

Ce changement pourrait s'expliquer par le besoin de se faire connaître sur la scène internationale car, selon M. Pérouse de Montclos, «dans les médias occidentaux, premièrement, cela a beaucoup plus d'impact de s'en prendre à des chrétiens plutôt qu'à des musulmans, ce qui permet d'attirer plus facilement l'attention de l'opinion publique sur les revendications locales d'une secte islamiste. Ensuite, cela permet à Boko Haram de se présenter comme un acteur à part entière d'une guerre sainte mondiale [...] en prétendant défendre les musulmans contre les agresseurs chrétiens» et d'obtenir ainsi «un appui extérieur de la part d'organisations basées dans les pays arabes». Enfin, dans une certaine mesure, «attaquer les chrétiens est un moyen de forcer les musulmans nigériens à prendre parti»<sup>544</sup>.

Le 17 juin 2012, International Crisis Group a annoncé que des attaques coordonnées contre trois églises dans l'État de Kaduna avaient suscité des représailles de la part de jeunes chrétiens, entraînant ainsi trois jours de combats qui ont fait plus de 70 morts et au moins 130 blessés graves. Le président de l'Association chrétienne du Nigeria, l'évêque Ayo Oritsejafar, a déclaré à la suite de ces événements: «Boko Haram a déclaré la guerre aux chrétiens et au christianisme au Nigeria»<sup>545</sup>.

Selon les données rassemblées par le projet Nigeria Security Tracker (Conseil des relations extérieures, CRE), «jusqu'en 2014, Boko Haram a plus souvent attaqué les églises que les mosquées». Le CRE note que cela tient au fait que «le groupe a étroitement lié le christianisme à l'Occident, au gouvernement laïc du Nigeria et à des groupes ethniques d'autres régions du Nigeria qui sont souvent perçus comme des rivaux pour l'influence locale». La même source indique qu'à partir de 2015, le groupe a attaqué plus de mosquées que d'églises, bien que l'on ignore les véritables raisons à l'origine de cette inversion de tendance<sup>546</sup>.

En février 2014, Boko Haram a tué 106 chrétiens à Izghe (à proximité de la frontière camerounaise). Selon la source, le groupe terroriste a séparé les musulmans et les chrétiens et a exécuté ces derniers sur-le-champ<sup>547</sup>.

Le 29 juillet 2014, deux attentats-suicides à la bombe perpétrés par Boko Haram dans l'État de Yobe ont fait au moins 13 victimes. Le premier visait le lieu de culte du mouvement Izala, le second une

<sup>541</sup> Japan Times, Two suicide bombers kill four in north Nigeria mosque in town ravaged by Boko Haram, 23 April 2018, [url](#)

<sup>542</sup> Pérouse de Montclos, Marc-Antoine, Boko Haram and politics: From insurgency to terrorism, 2014, [url](#), pp. 135-139

<sup>543</sup> Pérouse de Montclos, Marc-Antoine, Boko Haram and politics: From insurgency to terrorism, 2014, [url](#), pp. 137-139

<sup>544</sup> Pérouse de Montclos, Marc-Antoine, Boko Haram and politics: From insurgency to terrorism, 2014, [url](#), pp. 137-139

<sup>545</sup> International Crisis Group, Curbing Violence in Nigeria (II): The Boko Haram Insurgency, 3 April 2014, [url](#)

<sup>546</sup> CFR, Boko Haram's Deadly Impact, 20 August 2018, [url](#)

<sup>547</sup> Open Doors, Boko Haram Kill More Than 100 In Northern Nigeria, 23 February 2014 [url](#)

mosquée de Potiskum. La veille, Boko Haram avait assassiné huit personnes à Katarko, dans l'État de Yobe, et enlevé «Sheriff Ali, un chef religieux musulman, son épouse, ainsi que deux autres personnes»<sup>548</sup>. S'appuyant sur des sources locales, l'ONG CSW a signalé la destruction de cinq églises chrétiennes le 30 juillet 2014 dans la ZAL de Hawul, dans l'État de Borno<sup>549</sup>.

Lors de la prise de contrôle de Gwoza (État de Borno) en 2014, Boko Haram aurait décapité les hommes chrétiens qui avaient refusé de se convertir à l'islam et forcé les femmes à épouser des combattants de Boko Haram<sup>550</sup>.

Le 4 août 2016, Abou Musab al-Barnawi, présenté comme le «nouveau chef de Boko Haram» ou chef de la faction EIPAO de Boko Haram<sup>551</sup>, a juré de prendre spécifiquement pour cible les chrétiens et les églises, et de «mettre fin aux attaques contre les mosquées et les marchés fréquentés par les musulmans ordinaires». Selon le New York Post, il s'agissait là d'un changement de stratégie majeur de la part des extrémistes nigériens, qui ont tué beaucoup plus de musulmans que de chrétiens dans des attaques de kamikazes et d'hommes armés contre des mosquées<sup>552</sup>.

Selon l'ONG International Society for Civil Liberties & the Rule of Law, citée dans le journal Vanguard, Boko Haram a tué 250 chrétiens au cours du premier semestre 2018 et plus de 2 450 entre juin 2015 et juin 2018<sup>553</sup>. Ces chiffres n'ont pu être corroborés par d'autres sources.

Aucune information récente sur les attaques de Boko Haram contre des chrétiens n'a pu être trouvée dans les sources consultées au moment de la rédaction de ce rapport. Pour en savoir plus sur les attaques commises contre des chrétiens par d'autres acteurs, voir section [3.8.3.2](#).

### 3.1.5 Enseignants/éducation

Les étudiants, les enseignants et le système éducatif au nord-est du Nigeria ont été pris pour cibles par Boko Haram, le groupe étant opposé à l'éducation occidentale<sup>554</sup>.

Selon l'UNICEF, les actions de Boko Haram dans le nord-est du Nigeria depuis 2009 ont ainsi entraîné la mort de 2 259 enseignants, le déplacement de 19 000 personnes et «la destruction de près de 1 400 écoles [...]». Dans l'État de Borno, qui est le plus touché, 57 % des écoles sont détruites<sup>555</sup>.

La Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques (GCPEA) estime que plus de 1 500 écoles dans le nord-est du pays ont été détruites par Boko Haram ou utilisées par les forces de sécurité nigérianes à des fins militaires<sup>556</sup>.

Mausi Segun, directrice exécutive de Human Rights Watch/Afrique qui a aussi été chercheuse sur le Nigeria, a tenu les propos suivants lors d'une réunion à l'institut Chatham House sur les répercussions des activités de Boko Haram sur l'éducation au Nigeria:

«En février 2016, 910 écoles avaient été détruites et 1 400 autres contraintes de fermer. Plus de 600 enseignants ont été tués et 19 000 ont été obligés de fuir. Au total, près d'un million d'enfants ont été déplacés, dont 600 000 qui n'ont désormais plus accès à l'éducation. L'enlèvement au lycée de Chibok, avec une seule jeune fille retrouvée au cours des deux

<sup>548</sup> CSW, Nigeria: Boko Haram destroys churches, bombs mosques, 1 August 2014, [url](#)

<sup>549</sup> CSW, Nigeria: Boko Haram destroys churches, bombs mosques, 1 August 2014, [url](#)

<sup>550</sup> Cable (The), Boko Haram 'beheading' Christians in Gwoza, 28 August 2014, [url](#)

<sup>551</sup> CNN, Boko Haram Fast Facts, updated 8 May 2018, [url](#)

<sup>552</sup> New York Post, New Boko Haram leader vows war on Christians, 4 August 2016, [url](#)

<sup>553</sup> Vanguard, Nigeria: Herdsmen, Boko Haram Killed 1,750 Christians in First Six Months of 2018, 3 July 2018, [url](#)

<sup>554</sup> BBC, Nigeria's Boko Haram 'forces one million out of school', 22 December 2015, [url](#)

<sup>555</sup> UNICEF, More than half of all schools remain closed in Borno State, epicentre of the Boko Haram crisis in northeast Nigeria, 29 September 2017, [url](#)

<sup>556</sup> Global Coalition to Protect Education from Attack, Education under attack 2018, [2018] [url](#), p. 31

dernières années sur les 219 qui ont été enlevées, est l'exemple le plus tristement célèbre des attaques qui ont eu lieu»<sup>557</sup>.

Face à la destruction du système éducatif dans le nord-est du Nigeria, mais aussi dans d'autres régions touchées par la criminalité et d'autres formes d'attaques, le pays a approuvé, le 29 mai 2015<sup>558</sup>, la Déclaration sur la sécurité dans les écoles (DSE), dont les principaux points sont:

- Protéger les écoles, les universités, les étudiants, les enseignants, les universitaires et les autres membres du personnel de l'enseignement des attaques.
- Encourager les enquêtes, les poursuites et la condamnation des auteurs d'attaques, et partager les connaissances sur les ripostes efficaces.
- Aider les victimes d'attaques à se remettre et à reconstruire leur vie<sup>559</sup>.

À cette fin, le Groupe de travail sur l'éducation dans les situations d'urgence au Nigeria (EiEWGN) a été créé pour faire office d'entité de coordination nationale et apporter une réponse au secteur de l'éducation au niveau national. Le groupe est présidé par le ministère fédéral de l'Éducation et coprésidé par l'UNICEF et l'ONG Save the Children<sup>560</sup>.

En août 2018, l'EiEWGN a entrepris de reconstituer le cadre juridique national jusque-là dispersé et a proposé d'élaborer un ensemble unifié de textes législatifs pour protéger les élèves, les écoles et le système éducatif au Nigeria<sup>561</sup>.

Certaines des attaques commises par Boko Haram (ou des membres présumés du groupe) contre le système éducatif nigérian entre 2009 et 2018 ont été répertoriées par l'EiEWGN:

- «2009 – École privée Success International de Maiduguri: six salles de classe et un bureau détruits;
- 2010 – École primaire Yerwa de Maiduguri: 36 salles de classe incendiées;
- 2012 – Établissement secondaire de deuxième cycle public de Daura, dans l'État de Yobe: deux bâtiments comprenant six salles de classe, bureau du directeur, livres et certificats incendiés;
- 2013 – Lycée agricole de Gujba: 40 élèves tués;
- 2014 – Lycée fédéral de Buni Yadi, dans l'État de Yobe: 59 élèves tués;
- 2014 – Établissement secondaire scientifique public de Potiskum: 33 élèves tués;
- 2014 – Établissement secondaire public de Chibok: 279 lycéennes ont été enlevées, 57 se sont échappées, 103 ont été libérées à la suite de négociations, quatre se sont évadées/ont été retrouvées et 112 sont toujours en captivité au moment de la rédaction de ce rapport;
- 2015 – École d'études administratives et commerciales de Potiskum: attentat-suicide ayant fait des victimes et des blessés parmi les étudiants;

<sup>557</sup> Chatham House, Boko Haram Impacts on Education in North East Nigeria, 26 May 2016 [url](#)

<sup>558</sup> Norway, Foreign Affairs, States that have endorsed the Safe Schools Declaration, last updated 24 July 2018, [url](#); le Nigeria a figuré parmi les 37 États ayant approuvé en premier la DSE le 29 mai 2015. Le 8 mars 2018, le pays a signé la lettre d'approbation officielle.

<sup>559</sup> EiEWGN (Education in Emergencies Working Group Nigeria), Safe Schools Declaration in Nigeria, Advocacy Brief, n.d., available at: [url](#)

<sup>560</sup> Education in Emergencies Working Group Nigeria (EiEWGN), Terms of Reference, May 2013, available at: [url](#)

<sup>561</sup> Education in Emergencies Working Group Nigeria (EiEWGN), Review of Legal Framework for the Protection of Education Institutions from Attack in Nigeria, 3 August 2018, available at: [url](#)



- 2018 – Lycée public pour filles de sciences et techniques de Dapchi: 110 lycéennes enlevées, 105 libérées ainsi que deux autres non scolarisées dans le lycée;
- L'Université de Maiduguri a été visée à plusieurs reprises»<sup>562</sup>.

Le rapport intitulé «L'éducation prise pour cible» de 2018 révèle que le nombre d'attaques dans les écoles a augmenté depuis 2013, lorsque Boko Haram a commencé à prendre pour cibles des élèves et des enseignants<sup>563</sup>. En juillet 2013, Abubakar Shekau avait approuvé publiquement les attaques commises contre des écoles, déclarant que les écoles non islamiques devaient être incendiées<sup>564</sup>.

Rien qu'en 2014, 750 personnes ont été victimes de Boko Haram. Deux événements majeurs sont à noter: le 14 avril 2014, 276 lycéennes ont été enlevées par le groupe terroriste à Chibok, dans l'État de Borno. Le 14 novembre de la même année, Boko Haram a enlevé plus de 300 garçons et filles dans une école primaire de Damasak (État de Borno)<sup>565</sup>.

En juillet 2013, Abubakar Shekau avait déclaré dans une vidéo qu'il tuerait tous les professeurs enseignant l'éducation occidentale. De janvier à septembre, 30 enseignants auraient été abattus, certains en plein cours. En septembre 2013, des hommes armés ont tué 50 étudiants alors qu'ils dormaient dans un lycée de l'État de Yobe<sup>566</sup>.

Boko Haram s'en est également pris à des universités, notamment celle de Maiduguri<sup>567</sup>, où au moins 10 attaques ont eu lieu sur le campus et dans la communauté universitaire en général<sup>568</sup>.

Le 30 juillet 2014, une jeune fille de 18 ans a fait exploser une bombe à la faculté d'études juridiques islamiques de l'École polytechnique de l'État de Kano, faisant 16 victimes parmi les étudiants<sup>569</sup>.

### 3.1.6 Professionnels de la santé

Boko Haram a ouvertement condamné la pratique de la médecine occidentale<sup>570</sup>. Un ancien diplomate américain au Nigeria a déclaré que «Boko Haram est intrinsèquement opposé à la science et à la médecine occidentales. Le groupe ne reconnaît même pas l'existence de germes ou de virus, car ils ne sont pas mentionnés dans le Coran»<sup>571</sup>.

Selon les informations fournies en mai 2017 par le projet ACAPS, Boko Haram a «attaqué et tué du personnel médical et a pillé et détruit des établissements de santé»<sup>572</sup>. L'OMS indique, tout en soulignant qu'il est très difficile d'obtenir des données fiables, que, depuis le début du conflit, «72 % des centres de santé ont été endommagés ou détruits dans l'État de Yobe et 60 % dans celui de Borno»<sup>573</sup>, où 12 ZAL sur 27 n'offrent aucun accès aux soins de santé<sup>574</sup>.

Un entretien réalisé en 2017 avec deux chercheurs spécialisés dans les questions de santé révèle que, dans l'État de Borno, 48 agents de santé ont été tués et plus de 250 blessés à la suite d'actes de

<sup>562</sup> Education in Emergencies Working Group Nigeria (EIEWGN), Review of Legal Framework for the Protection of Education Institutions from Attack in Nigeria, 3 August 2018, available at: [url](#)

<sup>563</sup> Global Coalition to Protect Education from Attack, Education under attack 2018, [2018], [url](#), p. 37

<sup>564</sup> Global Coalition to Protect Education from Attack, Education under attack 2014, [2014], [url](#), p. 7

<sup>565</sup> Global Coalition to Protect Education from Attack, Education under attack 2018, [2018], [url](#), p. 37

<sup>566</sup> Global Coalition to Protect Education from Attack, Education under attack 2014, [2014], [url](#), p. 21

<sup>567</sup> Le premier incident a eu lieu en 2017. L'Université est gérée par le gouvernement fédéral du Nigeria.

<sup>568</sup> BBC, 10 April 2018, Why Boko Haram targets Maiduguri university, [url](#); CSW, Nigeria: Boko Haram destroys churches, bombs mosques, 1 August 2014, [url](#)

<sup>569</sup> World Watch Monitor, Boko Haram overruns town, kills 100, 11 August 2014, [url](#)

<sup>570</sup> Reuters, Gunmen kill nine polio health workers in Nigeria, 8 February 2013, [url](#)

<sup>571</sup> Express, 'Intrinsically opposed to medicine' Boko Haram threaten bid to contain Ebola virus, 10 August 2014, [url](#)

<sup>572</sup> ACAPS, ACAPS Briefing Note: Health in Northeast Nigeria, 24 May 2017, [url](#)

<sup>573</sup> WHO, Nigeria Humanitarian Response Plan 2016, [2016], [url](#)

<sup>574</sup> ACAPS, ACAPS Briefing Note: Health in Northeast Nigeria, 24 May 2017, [url](#)

violence perpétrés par Boko Haram. Entre 2015 et 2017, l'État de Borno a ainsi perdu 35 % de ses médecins parce qu'ils sont partis s'installer dans d'autres États<sup>575</sup>.

Le commissaire à la santé de l'État de Borno a expliqué que les professionnels de la santé font partie des «cibles des insurgés de Boko Haram» et que «beaucoup d'entre eux [...] ont été tués» tandis que d'autres ont fui<sup>576</sup>.

Selon une étude sur les services de santé menée dans l'État de Yobe, les professionnels de la santé, en particulier ceux participant aux campagnes de vaccination, ont été directement visés par Boko Haram. Les membres de la communauté les alertaient pour qu'ils arrêtent leurs activités lorsque des insurgés se trouvaient à proximité<sup>577</sup>. En 2003 déjà, les chefs religieux musulmans au nord du Nigeria s'opposaient à la vaccination contre la poliomyélite, convaincus qu'il s'agissait d'un «complot de l'Occident» pour stériliser les filles musulmanes et qu'elle était à l'origine du SIDA<sup>578</sup>.

La même étude a révélé que si les professionnels de la santé avaient gagné une plus grande liberté de circuler une fois qu'ils ont été en possession de cartes d'identification pour passer les points de contrôle, ils craignaient de les utiliser car ils «exposaient leur identité à des insurgés potentiels visant parfois des employés du gouvernement pour les tuer»<sup>579</sup>. Toujours selon cette étude, les infrastructures de santé de l'État de Yobe sont prises pour cibles par Boko Haram depuis 2012<sup>580</sup>.

En mars 2018, Boko Haram a attaqué une base militaire à Rann (État de Borno), faisant 11 victimes, dont huit militaires, deux travailleurs humanitaires et un médecin travaillant pour l'UNICEF. Ce camp abrite 55 000 PDI<sup>581</sup>.

En février 2013, des hommes armés ont tué neuf agents de vaccination à Kano. Bien que Boko Haram n'ait pas revendiqué l'attaque, des sources indiquent que le groupe terroriste s'en était pris aux forces de sécurité de la ville au cours des dernières semaines<sup>582</sup>.

### 3.1.7 Femmes et enfants

Le 19 février 2018, 110 enfants ont été enlevés par une faction de Boko Haram<sup>583</sup> dans un établissement secondaire public de Dapchi (État de Yobe). Le 21 mars, le gouvernement nigérian a annoncé que 106 d'entre eux avaient été libérés (104 écolières, une fille non scolarisée dans l'école et un garçon). Cinq filles sont décédées. Les survivants ont expliqué qu'elles n'avaient pas été tuées par Boko Haram, mais qu'elles étaient mortes à la suite «du stress et des traumatismes subis, qui les ont épuisées et affaiblies»<sup>584</sup>. Une jeune fille chrétienne qui a refusé de se convertir à l'islam est toujours en captivité à ce jour<sup>585</sup>.

<sup>575</sup> Conversation (The), How Boko Haram is devastating health services in North-East Nigeria, 3 May 2017, [url](#)

<sup>576</sup> Premium Times, Boko Haram destroyed 267 hospitals, clinics in Borno – Commissioner, 10 August 2017, [url](#)

<sup>577</sup> Ager, Alistair K. et al, Health service resilience in Yobe state, 5 October 2015, [url](#)

<sup>578</sup> Reuters, Gunmen kill nine polio health workers in Nigeria, 8 February 2013, [url](#); New York Times (The), Gunmen Kill Nigerian Polio Vaccine Workers in Echo of Pakistan Attacks, 8 February 2013, [url](#)

<sup>579</sup> Ager, Alistair K. et al, Health service resilience in Yobe state, 5 October 2015, [url](#)

<sup>580</sup> Ager, Alistair K. et al, Health service resilience in Yobe state, 5 October 2015, [url](#)

<sup>581</sup> News 24, 3 UN workers among 11 killed in Boko Haram attack in Nigeria, 2 March 2018, [url](#)

<sup>582</sup> Reuters, Gunmen kill nine polio health workers in Nigeria, 8 February 2013, [url](#)

<sup>583</sup> Selon la militante des droits de l'homme Aisha Wakil, la faction d'al-Barnawi a confirmé être à l'origine de l'enlèvement. BBC, Dapchi girls: Freed Nigerian girls tell of kidnap ordeal, 22 March 2018, [url](#)

<sup>584</sup> BBC, Dapchi girls: Freed Nigerian girls tell of kidnap ordeal, 22 March 2018, [url](#)

<sup>585</sup> Guardian (The), Boko Haram kept one Dapchi girl who refused to deny her Christianity, 24 March 2018, [url](#); ACLJ, Christian Teen Girl Held Captive 8 Months by Jihadist Army Boko Haram Sends Heartbreaking Recording Asking for Help and Prayer, 24 September 2018, [url](#)

Un rapport des Nations unies publié le 27 juillet 2018 indique que le gouvernement fédéral nigérian a payé une «forte rançon» à Boko Haram en échange de la libération des enfants<sup>586</sup>. Le gouvernement a nié avoir versé une rançon et déclaré que les filles avaient été «libérées au terme de négociations menées avec l'aide "d'amis du pays"»<sup>587</sup>.

Boko Haram a attiré l'attention internationale avec l'enlèvement, le 14 avril 2014<sup>588</sup>, de 276 lycéennes dans leur établissement scolaire à Chibok (État de Borno) et l'enregistrement vidéo dans lequel son chef, Abubakar Shekau, déclare que les filles seront mariées à des membres du groupe islamiste ou vendues au marché comme butin de guerre<sup>589</sup>. Il s'agit, à ce jour, de l'enlèvement le plus important commis par Boko Haram, à l'origine de la campagne internationale<sup>590</sup> «Rendez-nous nos filles»<sup>591</sup>.

Depuis 2009, Boko Haram a enlevé environ 2 000 femmes et jeunes filles qui ont été «soumises à des viols, ainsi qu'au travail et au mariage forcés»<sup>592</sup>.

S'appuyant sur des entretiens menés avec des femmes rescapées de Boko Haram, Human Rights Watch a révélé que les femmes et les filles ayant refusé de se convertir à l'islam ont été soumises:

«[...] à des abus physiques et psychologiques; au travail forcé; à la participation forcée à des opérations militaires, notamment pour porter les munitions ou attirer des hommes dans des embuscades; au mariage forcé avec leurs ravisseurs; ainsi qu'à des abus sexuels, y compris le viol. En outre, elles ont été utilisées pour cuisiner, nettoyer et effectuer d'autres tâches ménagères. D'autres ont servi de porteuses pour transporter les butins volés par les insurgés dans les villages et les villes qu'ils avaient attaqués. Certaines des femmes et des filles semblent avoir été choisies de manière arbitraire, mais la majorité d'entre elles ont vraisemblablement été enlevées parce qu'elles étaient étudiantes, chrétiennes ou les deux»<sup>593</sup>.

Pour en savoir plus sur le rôle des femmes dans Boko Haram, voir section 2.1.7.

Le rapport 2016 de l'ONG Mercy Corps révèle que, si les enlèvements commis par Boko Haram concernent à la fois des jeunes hommes et des femmes, ces dernières «ont plus vraisemblablement été enrôlées de force qu'elles n'ont rejoint volontairement le groupe»<sup>594</sup>.

Selon Amnesty International, lors de ses raids, Boko Haram a séparé les femmes célibataires et les filles. Certaines se sont échappées, d'autres ont été libérées en échange d'une rançon payée par leur famille. Celles qui sont restées ont été mariées de force à des membres de Boko Haram, contraintes d'effectuer des corvées ménagères et ont été violées. L'ONG évoque «le paiement d'une dot aux membres de la famille ou bien à la femme ou la fille elle-même, bien que les circonstances montrent que le mariage a été forcé»<sup>595</sup>.

<sup>586</sup> UN, Twenty-second report of the Analytical Support and Sanctions Monitoring Team submitted pursuant to resolution 2368 (2017) concerning ISIL (Da'esh), Al-Qaida and associated individuals and entities, 27 July 2018, [url](#), p. 13.

<sup>587</sup> Sahara Reporters, Lai Mohammed Lied — UN Report Reveals FG Made 'Large Ransom Payment' To Boko Haram For Dapchi Girls, 16 August 2018, [url](#)

<sup>588</sup> BBC, Chibok abductions in Nigeria: 'More than 230 seized', 21 April 2014, [url](#); BBC, Chibok abduction: The Nigerian town that lost its girls, 14 April 2016, [url](#)

<sup>589</sup> National Geographic, Nigeria's Boko Haram: Who Are They and What Do They Want?, 8 May 2014, [url](#); CNN, Boko Haram Fast Facts, updated 8 May 2018, [url](#)

<sup>590</sup> Al Jazeera, Anatomy of Boko Haram: The Rise and Decline of a Violent Group in Nigeria, 22 April 2018, [url](#)

<sup>591</sup> Bring Back our Girls Campaign, n.d. [url](#)

<sup>592</sup> DW, The women of Boko Haram: Driven to extremism, 7 March 2017, [url](#)

<sup>593</sup> Human Rights Watch, "Those Terrible Weeks in Their Camp", Boko Haram Violence against Women and Girls in Northeast Nigeria, 27 October 2014, [url](#)

<sup>594</sup> Mercy Corps, Motivations and Empty Promises: Voices of Former Boko Haram Combatants and Nigerian Youth, April 2016, [url](#), p. 11

<sup>595</sup> AI, 'Our Job is to Shoot, Slaughter and Kill', Boko Haram's Reign of Terror in North-East Nigeria, 2015, [url](#)

Selon Sherrie Russel-Brown, chercheuse et avocate internationale spécialisée dans les conflits armés, le genre, la sécurité, la justice internationale et le droit humanitaire en Afrique subsaharienne, aucun membre de Boko Haram n'a encore été poursuivi pour violences sexuelles<sup>596</sup>.

Human Rights Watch souligne que «les attaques contre l'éducation affectent de manière disproportionnée les filles, qui font parfois l'objet d'attaques ciblées et sont plus susceptibles d'être tenues à l'écart de l'école pour des raisons de sécurité»<sup>597</sup>.

De retour dans leur communauté, des rescapées ont dû faire face à de nouvelles difficultés: certaines n'avaient nulle part où aller parce que leur village avait été détruit ou parce qu'elles ignoraient où se trouvaient leurs proches. D'autres ont développé des problèmes de santé mentale à la suite des traumatismes subis pendant leur captivité ou des actes violents commis par Boko Haram<sup>598</sup>. D'autres femmes et filles n'ont pas rencontré de difficultés particulières. Selon Mercy Corps, celles qui ne semblent pas avoir épousé l'idéologie des insurgés seraient les bienvenues dans leur ancienne communauté<sup>599</sup>.

### 3.1.8 PDI (personnes déplacées internes)

Médecins Sans Frontières, citant le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) en janvier 2018, a souligné que «plus de 1,7 million de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays à la suite des combats dans les États de Borno, Adamawa et Yobe, dans le nord-est, dont 78 % dans l'État de Borno»<sup>600</sup>.

Les données de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) évoquent un total de 1 926 748 personnes déplacées dans les six États les plus touchés par les conflits dans le nord-est du Nigeria à la date du 24 août 2018. Autrement dit, il y a eu 8 240 PDI de plus par rapport à juin 2018<sup>601</sup>:

**Nombre de PDI dans le nord-est du Nigeria au 24 août 2018**

État	Nombre de PDI	Variation par rapport à juin 2018
ADAMAWA	183 570	4 593
BAUCHI	62 687	1 422
BORNO	1 441 635	1 682
GOMBE	34 057	-483
TARABA	67 211	100
YOBE	137 588	926
<b>Total</b>	<b>1 926 748</b>	<b>8 240</b>

Source: OIM<sup>602</sup>

<sup>596</sup> Russel-Brown, Sherrie, Boko Haram's Violence Against Women and Girls Demands Justice, 11 May 2018, available at: [url](#)

<sup>597</sup> Human Rights Watch, Submission by Human Rights Watch to the Committee on the Elimination of Discrimination Against Women, November 2016, [url](#), p. 2

<sup>598</sup> News Deeply, Starved and Beaten: The Cost of Refusing to Be a Boko Haram Bomber, 28 November 2017, [url](#)

<sup>599</sup> Mercy Corps, Motivations and Empty Promises: Voices of Former Boko Haram Combatants and Nigerian Youth, April 2016, [url](#), p. 16

<sup>600</sup> MSF, Nigeria: Providing Much-Needed Care in Isolated Enclaves, 17 January 2018, [url](#)

<sup>601</sup> IOM, Nigeria — Displacement Report 24 (August 2018), 5 September 2018, [url](#)

<sup>602</sup> IOM, Nigeria — Displacement Report 24 (August 2018), 5 September 2018, [url](#)

Les plus fortes concentrations de PDI se trouvent dans les États de Borno (environ 1,4 million, soit 75 % du nombre total de PDI), d'Adamawa (environ 9 %) et de Yobe (environ 7 %). L'augmentation du nombre de déplacés internes est due aux arrivées de personnes provenant de lieux inaccessibles et fuyant les opérations militaires, ainsi qu'aux réfugiés revenant du Cameroun<sup>603</sup>.

Environ 94 % des déplacements sont dus à l'insurrection et 6 % aux affrontements entre communautés. Parmi les PDI, 79 % sont des femmes et des enfants; 54 % des femmes, 46 % des hommes et 27 % des enfants de moins de 5 ans. On recense 60 % de PDI vivant dans des communautés d'accueil et 40 % vivant dans des camps, sauf dans l'État de Borno, où les proportions de déplacés vivant dans des camps et de déplacés vivant dans des communautés d'accueil sont quasiment identiques<sup>604</sup>.

Selon l'OIM, au 24 août 2018, 1 580 093 réfugiés de retour dans leur pays (presque tous d'anciens déplacés internes) avaient été enregistrés dans les États d'Adamawa, de Borno et de Yobe. Cela représente une augmentation de plus de 30 000 personnes, soit 2 %, depuis juin 2018<sup>605</sup>.

Selon l'Institut d'études de sécurité (IES), il existe des éléments qui prouvent que Boko Haram cible directement les PDI et les réfugiés<sup>606</sup>. L'OCHA affirme en revanche que rien n'indique clairement que les réfugiés et les déplacés internes sont pris pour cibles en tant que groupe distinct, bien que le nombre de réfugiés et de PDI attaqués au cours de ces dernières années ait augmenté<sup>607</sup>. Selon l'OCHA, cette situation «fait craindre que Boko Haram ait adopté de nouvelles tactiques ciblant directement les camps de PDI ou de réfugiés et menaçant la sécurité des déplacés et des travailleurs humanitaires»<sup>608</sup>.

Après la scission apparente de Boko Haram, la faction de Shekau a lancé davantage d'assauts aveugles et a été «à l'origine de la majorité des attaques contre les personnes déplacées», tandis que la faction dirigée par al-Barnawi a davantage concentré ses attaques sur les forces de sécurité<sup>609</sup>.

En mars 2018, Boko Haram a attaqué une base militaire abritant 55 000 PDI, à Rann (État de Borno). Au cours de l'attaque, 11 personnes ont été tuées, dont huit militaires, deux travailleurs humanitaires et un médecin travaillant pour l'UNICEF<sup>610</sup>.

En septembre 2017, au moins 11 personnes ont été tuées et deux autres blessées dans l'attaque d'un camp de PDI situé à Banki (État de Borno). Les assaillants ont également emporté les rations alimentaires destinées aux PDI. En janvier 2017, une fillette de 10 ans est morte dans un «attentat-suicide manqué» lorsque les explosifs qu'elle transportait ont explosé à l'extérieur du camp. En avril 2016, sept personnes ont été tuées dans le même camp lors d'un attentat-suicide commis par deux femmes<sup>611</sup>.

### 3.1.9 Journalistes

Les médias nigériens qui ont réalisé des reportages sur Boko Haram ont été menacés et attaqués par le groupe<sup>612</sup> et ont dû renforcer leurs mesures de sécurité pour protéger leurs journalistes et leurs locaux. La protection des journalistes s'avère néanmoins difficile, la plupart des médias ayant des

<sup>603</sup> IOM, Nigeria — Displacement Report 24 (August 2018), 5 September 2018, [url](#)

<sup>604</sup> IOM, Nigeria — Displacement Report 24 (August 2018), 5 September 2018, [url](#)

<sup>605</sup> IOM, Nigeria — Displacement Report 24 (August 2018), 5 September 2018, [url](#)

<sup>606</sup> ISS, How Boko Haram specifically targets displaced people, 6 December 2017, [url](#)

<sup>607</sup> OCHA, Lake Chad Basin crisis update no. 19, 18 September 2017, [url](#)

<sup>608</sup> OCHA, Lake Chad Basin crisis update no. 19, 18 September 2017, [url](#); ISS, How Boko Haram specifically targets displaced people, 6 December 2017, [url](#)

<sup>609</sup> ISS, How Boko Haram specifically targets displaced people, 6 December 2017, [url](#)

<sup>610</sup> News 24, 3 UN workers among 11 killed in Boko Haram attack in Nigeria, 2 March 2018, [url](#)

<sup>611</sup> Al Jazeera, At least 11 civilians killed in Boko Haram attack, 2 September 2017, [url](#)

<sup>612</sup> Freedom House, Freedom in The World 2018, Nigeria, 16 January 2018, [url](#)

contraintes budgétaires qui limitent leur capacité à fournir une formation ou des équipements de protection adéquats. En pratique, les médias n'envoient pas de reporters pour couvrir des événements dans les zones contrôlées par Boko Haram, sauf si ces derniers se portent volontaires. Les journalistes sont encouragés à informer les forces armées nigérianes lorsqu'ils couvrent des événements dans ces zones, mais précisent que «les forces de sécurité ne sont pas nécessairement en mesure d'intervenir»<sup>613</sup>.

Eniola Bello, directeur du journal ThisDay, dont les locaux ont été attaqués en 2012 par Boko Haram, a fait savoir en 2015 que ses journalistes s'étaient retirés des zones où ils avaient été menacés. Kabiru Yusuf, président de Media Trust Ltd (et propriétaire de plusieurs médias nationaux), a déclaré de son côté: «notre arme principale est l'évitement» et «nous essayons de ne pas jouer aux héros»<sup>614</sup>.

Début 2018, Boko Haram a menacé d'attaquer les médias nigériens en guise de représailles, l'organisation terroriste estimant qu'ils «informent mal le public sur leurs opérations, mentent et déshonorent leur prophète Mahomet»<sup>615</sup>.

Après avoir publié un article intitulé «Pourquoi Boko Haram ne mérite pas notre amnistie», le 7 mai 2015, à l'issue d'une enquête menée sur le terrain sur les conséquences de la présence de Boko Haram dans l'État d'Adamawa, le journaliste Adeola Akinremi a reçu des menaces de mort de la part de l'organisation terroriste<sup>616</sup>. Depuis, le journaliste évite d'écrire des articles sur le groupe<sup>617</sup>.

Le 26 avril 2012, Boko Haram a attaqué les locaux du quotidien ThisDay à Abuja et Kaduna et fait sept victimes. Le groupe terroriste a revendiqué ces attaques en affirmant que l'article publié par le journal établissant un lien entre le concours Miss Monde et le prophète Mahomet était blasphématoire. Le groupe a menacé de continuer à s'en prendre aux médias nationaux et internationaux pour leurs «attaques contre l'islam»<sup>618</sup>.

Enenche Akogwu, journaliste de la chaîne Channels Television, a été abattu le 20 janvier 2012 à Kano alors qu'il réalisait un reportage sur une série d'attentats à la bombe perpétrés contre des bâtiments administratifs de la ville. Le groupe Boko Haram a affirmé être l'auteur des explosions qui ont fait au moins sept morts<sup>619</sup>.

Alhaji Zakariya Isa, un cameraman travaillant pour l'Autorité nigérienne de la télévision, a été assassiné par Boko Haram à Maiduguri (État de Borno) le 22 octobre 2011 pour avoir été «un informateur des services de sécurité»<sup>620</sup>.

---

<sup>613</sup> IPI, Nigerian media seek to cope with Boko Haram threat, 28 July 2015, [url](#)

<sup>614</sup> IPI, Nigerian media seek to cope with Boko Haram threat, 28 July 2015, [url](#)

<sup>615</sup> Vanguard, Nigeria: Boko Haram Threatens to Attack Media Houses in Nigeria, 3 January 2018, available at: [url](#)

<sup>616</sup> IPI, Nigerian media seek to cope with Boko Haram threat, 28 July 2015 [url](#); Cable (The), Why Boko Haram don't deserve our amnesty, 7 May 2015, [url](#)

<sup>617</sup> CPJ, Boko Haram threatens to kill Nigerian journalist, [url](#)

<sup>618</sup> BBC, Nigeria's Boko Haram militants claim ThisDay attacks, 2 May 2012, [url](#); BBC, Nigeria's ThisDay newspaper hit by Abuja and Kaduna blasts, 26 April 2012, [url](#)

<sup>619</sup> Channelstv, Channels Television Reporter Enenche Akogwu Killed in Kano Blasts, 21 January 2012, [url](#); Thenet, Channels TV Reporter Enenche Akogwu, Killed in Kano Blasts, 21 January 2012, [url](#);

<sup>620</sup> Reuters, Nigerian sect says killed journalist for spying, 25 October 2011, [url](#); IPI, NTA cameraman killed in Nigeria, Islamist terror group Boko Haram believed to be responsible, 24 October 2011, [url](#); BBC News, Nigerian reporter death blamed on Islamists Boko Haram, 23 October 2011, [url](#)

## 3.2 Personnes appartenant à des groupes militants dans le delta du Niger

### 3.2.1 Définition du profil

Les militants du delta du Niger peuvent avoir deux profils: acteurs, par exemple lorsqu'ils commettent des enlèvements et attaquent des installations pétrolières et des oléoducs, et cibles d'acteurs étatiques et non étatiques. Le premier profil a été présenté au chapitre [2.2](#) (structure, mode opératoire et réponse de l'État).

Ce chapitre présente le second profil des groupes militants du delta du Niger, à savoir les membres ou partisans pris pour cibles. Les groupes militants du delta du Niger les plus actifs et les plus connus sont le Niger Delta Avengers et, dans une moindre mesure, le MEND. Cependant, de nombreux groupes militants moins connus sont actifs et il arrive souvent qu'aucun groupe spécifique ne soit mentionné dans les reportages. Par conséquent, sauf indication contraire, les informations présentées ci-dessous sur les violations des droits de l'homme, les possibilités de réinstallation et les voies de recours concernent les groupes militants actifs dans la région du Delta en général.

### 3.2.2 Attitude des autorités et violations des droits de l'homme

#### 3.2.2.1 Réaction de l'État

En avril 2016, le président Buhari a déclaré que «les saboteurs et les vandales des installations pétrolières et gazières de la région du delta du Niger seraient traités comme les terroristes de Boko Haram s'ils poursuivaient leurs actes malfaisants». Cette «menace de traiter les militants laïcs du Delta de la même manière que les combattants islamistes de Boko Haram» est, selon un analyste de la Fondation Jamestown, un signe que le gouvernement fédéral doit agir rapidement pour prévenir une crise économique<sup>621</sup>. L'opération militaire Sourire de Crocodile, déjà mentionnée, a été lancée le 29 août 2016 en parallèle à l'opération militaire en cours Delta Safe dirigée par la Force opérationnelle interarmées (FOI), qui visait à «mettre fin au détournement et aux autres formes de vol de pétrole brut»<sup>622</sup>.

En 2016, les membres de la FOI ont été accusés d'avoir «démoli des maisons, battu des résidents et volé des hors-bords dans des communautés ijaws»<sup>623</sup>.

Du 6 au 31 octobre 2017, l'opération Sourire de Crocodile II a été mise en œuvre dans le delta du Niger pour mettre un terme «au détournement illégal de pétrole, au militantisme, aux enlèvements, au phénomène des cultes et au vandalisme des oléoducs»<sup>624</sup>. En février 2018, l'opération Sourire de Crocodile III a été lancée<sup>625</sup>.

Selon le rapport du Conseil de sécurité des Nations unies publié le 26 décembre 2017, «le niveau de violence armée dans la région du Delta est resté faible en raison du rétablissement du programme d'amnistie, des nouveaux déploiements de troupes dans six États de la région et des initiatives de paix des autorités locales, régionales et nationales»<sup>626</sup>.

<sup>621</sup> Vanguard (The), Again, Buhari threatens to give militants Boko Haram treatment if..., 28 August 2016, [url](#); Jamestown Foundation, 'Nigeria Expands Its 'War on Terrorism' to the Niger Delta', 16 September 2016, [url](#), pp.7-11

<sup>622</sup> Jamestown Foundation, Nigeria Expands Its 'War on Terrorism' to the Niger Delta, 16 September 2016, [url](#)

<sup>623</sup> Jamestown Foundation, Nigeria Expands Its 'War on Terrorism' to the Niger Delta, 16 September 2016, [url](#)

<sup>624</sup> Daily Trust, Operations Crocodile Smile II successful – Buratai, 31 October 2017, [url](#)

<sup>625</sup> Vanguard (The), Operation Python Dance III, others will soon come up – Buratai, 2 February 2018, [url](#)

<sup>626</sup> UN Security Council, Report of the Secretary-General on the activities of the United Nations Office for West Africa and the Sahel (S/2017/1104), 26 December 2017, [url](#), p. 4

### 3.2.2.2 Arrestations

Le rapport de 2017 du département d'État américain indique ce qui suit: «Des arrestations sans mandat de jeunes hommes soupçonnés d'avoir des liens avec des groupes militants ont été signalées dans la région du delta du Niger»<sup>627</sup>.

Le 10 décembre 2017, l'IYC (conseil de la jeunesse ijaw), une association socioculturelle du groupe ethnique le plus important de la région, a adressé une pétition à plusieurs organisations internationales de défense des droits de l'homme leur demandant d'attirer l'attention de l'opinion publique sur «les détentions de personnes originaires du delta du Niger par la Direction de la sûreté de l'État (DSS) et d'autres agences de sécurité»<sup>628</sup>. Selon l'IYC, plus de 50 personnes de la région du delta du Niger sont détenues actuellement par la Direction de la sûreté de l'État sans avoir été jugées pour avoir créé des «agitations pour améliorer la situation du delta du Niger». La plupart des personnes sont incarcérées depuis plus d'un an, y compris celles dont la remise en liberté a été ordonnée par un tribunal<sup>629</sup>.

En 2018, plusieurs militants du delta du Niger ont été arrêtés.

Le 12 janvier 2018, un chef de guerre connu du delta du Niger surnommé Kareowei a été arrêté par la FOI et abattu lors d'une fusillade avec des membres de son groupe qui tentaient de le libérer. Kareowei avait été jugé responsable de l'enlèvement et de l'assassinat d'un missionnaire britannique en octobre 2017<sup>630</sup>.

Dans l'État de Rivers, deux membres importants du NDA exigeant une rançon d'une compagnie pétrolière dont ils menaçaient d'enlever les travailleurs ont été arrêtés le 12 avril 2018<sup>631</sup>. Le 3 mai 2018, la FOI dans l'État de Bayelsa a annoncé avoir «saisi de nombreuses armes de haut calibre utilisées par des militants et des voleurs de pétrole présumés dans le delta du Niger» au cours des 15 derniers mois. Au total, 1 843 personnes impliquées dans des actes criminels ont été arrêtées, dont un grand nombre poursuivies par la justice<sup>632</sup>.

Le 3 mai 2018, la Force militaire conjointe a annoncé, dans le cadre de l'opération Delta Safe, qu'elle avait «neutralisé» ou plutôt «tué» quatre des principaux militants du delta du Niger et démantelé des camps de militants dans neuf États de la région du Delta. Les troupes intervenant dans le cadre de l'opération Restore Hope avaient saisi 1 389 armes lourdes et une grande quantité de munitions<sup>633</sup>.

Des objections ont été formulées à l'encontre des opérations militaires, notamment parce que «les militants du delta du Niger ne pouvaient être qualifiés de terroristes» au sens propre du terme et parce que les interventions se déroulaient sur des terrains dangereux, hautement inflammables, dans une région densément peuplée. Les représentants locaux des Ijaws ont estimé que ces opérations ciblaient et détruisaient injustement leurs communautés<sup>634</sup>.

## 3.3 Membres et partisans de mouvements séparatistes

Le désir d'indépendance du peuple Igbo dans le sud-est du Nigeria remonte à l'époque coloniale. Une tentative de coup d'État menée par des officiers igbos au cours de laquelle 30 000 Igbos ont perdu la

<sup>627</sup> US DoS, 2017 Country Report on Human Rights Practices, Nigeria, 20 April 2018, [url](#)

<sup>628</sup> Officially, DSS means Department of State Services, see its website [url](#)

<sup>629</sup> Sahara Reporters, Detention Of Niger Delta Activists, 11 December 2017, [url](#)

<sup>630</sup> Daily Post, Army kill arrested militant, Karowei, others, 12 January 2018, [url](#); Sahara Reporters, Nigerian Troops Kill Arrested Militant Warlord And His Gang Members Who Kidnapped And Murdered British Missionary In Delta, 12 January 2018, [url](#)

<sup>631</sup> Sahara Reporters, Police Arrest 2 Alleged Members Of Niger Delta Avengers In Rivers, 12 April 2018, [url](#)

<sup>632</sup> This Day, Military Recovers High-calibre Arms in N'Delta, Arrests 1,846 Suspects, 3 May 2018, [url](#)

<sup>633</sup> Sahara Reporters, Troops 'Kill' Four Top Niger Delta Militants, 3 May 2018, [url](#)

<sup>634</sup> Jamestown Foundation, Nigeria Expands Its 'War on Terrorism' to the Niger Delta, 16 September 2016, [url](#)



vie dans le nord du pays a exacerbé les tensions ethniques existantes et abouti à la création de la République du Biafra le 30 mai 1967. Il s'est ensuivi une guerre civile avec l'armée nigérienne pendant près de trois ans. Les violents conflits et la famine ont fait environ 1 million de victimes<sup>635</sup>.

Les deux principaux groupes réclamant actuellement la sécession sont le MASSOB (Movement for the Actualization of the Sovereign State of Biafra, mouvement pour la réalisation de l'État souverain du Biafra) et l'IPOB (Indigenous People of Biafra, mouvement pour les peuples indigènes du Biafra). Il existe plusieurs autres organisations pro-Biafra dans le sud-est du pays, mais, selon l'institut Chatham House, «des différends internes les ont, jusqu'à présent, empêchées de former un front unifié»<sup>636</sup>.

### 3.3.1 Membres et partisans du groupe MASSOB

Fin 1999, un nouveau mouvement pour l'indépendance du Biafra, baptisé MASSOB, a été fondé par Ralph Uwazuruike<sup>637</sup>. Une étude réalisée pour l'institut Chatham House a analysé les raisons qui ont poussé les membres à rejoindre le mouvement: «Le désir d'indépendance des Igbos dans le sud-est du Nigeria est nourri par un sentiment de marginalisation et des griefs historiques contre un État qui, selon eux, ne les représente pas»<sup>638</sup>.

Le MASSOB a été interdit en 2001<sup>639</sup>. Durant les premières années du XXI<sup>e</sup> siècle en particulier, les membres du MASSOB ont revendiqué activement l'indépendance du Biafra en organisant des rassemblements et des manifestations, en hissant des drapeaux biafrais et en utilisant leurs propres monnaie, cartes d'identité, etc. Le groupe se disait non violent et pacifique<sup>640</sup>. Cependant, comme le note l'ONG International Crisis Group, «ses membres, invoquant des provocations, se sont régulièrement heurtés à la police et plusieurs d'entre eux ont été tués»<sup>641</sup>. Le chef du MASSOB, Uwazuruike, a été emprisonné pour trahison en 2005 et libéré deux ans plus tard<sup>642</sup>.

Au cours de ces dernières années, l'organisation s'est scindée en factions et groupes dissidents, tels que le Biafra Zionist Movement (mouvement sioniste du Biafra) et le Biafra Zionist Front (front sioniste du Biafra) en 2010, ou l'IPOB en 2012<sup>643</sup>. En 2015 et 2016, la direction du MASSOB a fait l'objet d'un désaccord entre Uwazuruike et Uchenna Madu, dont les factions se sont mutuellement exclues du mouvement. Madu serait plus proche de Kanu, le leader de l'IPOB. En décembre 2015, Uwazuruike a changé le nom du MASSOB (ou d'une de ses factions), qu'il a rebaptisé BIM (Biafra Independent Movement, mouvement indépendant du Biafra)<sup>644</sup>.

Les autorités nigériennes ont accusé les membres du MASSOB d'être des «criminels violents» et des «voleurs à main armée»<sup>645</sup>. En mai 2013, le président de la République Goodluck Jonathan a déclaré que le MASSOB figurait parmi les trois «groupes extrémistes menaçant la sécurité nationale», avec

<sup>635</sup> BBC, Biafra: Thirty years on, 13 January 2000, [url](#). For background information on Biafra, see Nnamdi Obasi, Nigeria's Biafra Separatist Upsurge, 4 December 2015, [url](#), and African Arguments, Nigeria: How to solve a problem like Biafra, 29 May 2017, [url](#)

<sup>636</sup> Chatham House, Calls for Biafran Independence Return to South East Nigeria, 9 November 2017, [url](#)

<sup>637</sup> Canada, IRB, Nigeria: The date the Movement for the Actualization of the Sovereign State of Biafra (MASSOB) was formed, 6 August 2002, NGA39324.E, available at: [url](#)

<sup>638</sup> Chatham House, Calls for Biafran Independence Return to South East Nigeria, 9 November 2017, [url](#)

<sup>639</sup> Canada, IRB, Nigeria: Treatment of members of the Movement for the Actualization of the Sovereign State of Biafra (MASSOB) (June 2002-July 2004), 13 July 2004, NGA42750.FE, available at: [url](#)

<sup>640</sup> BBC, Reopening Nigeria's civil war wounds, 30 May 2007, [url](#)

<sup>641</sup> Nnamdi Obasi, Nigeria's Biafran Separatist Upsurge, 4 December 2015, [url](#)

<sup>642</sup> BBC, Biafran leader Nnamdi Kanu: The man behind Nigeria's separatists, 5 May 2017, [url](#)

<sup>643</sup> Nnamdi Obasi, Nigeria's Biafran Separatist Upsurge, 4 December 2015, [url](#)

<sup>644</sup> Canada, IRB, Nigeria: Situation and treatment of members of the Movement for the Actualization of the Sovereign State of Biafra (MASSOB) (2013-July 2016), 20 July 2016, NGA105577.E, [url](#)

<sup>645</sup> BBC, Reopening Nigeria's civil war wounds, 30 May 2007, [url](#)

Boko Haram et le groupe yorouba OPC (Oodua People's Congress, congrès du peuple Oodua)<sup>646</sup>. Ce dernier a mené des actions violentes dans le sud-ouest du pays, principalement entre 2000 et 2002<sup>647</sup>.

Au fil des ans, des affrontements violents ont eu lieu entre les forces de police et de sécurité et les membres du MASSOB et de nombreuses personnes ont été arrêtées et tuées lors de manifestations et de rassemblements<sup>648</sup>. L'utilisation du drapeau ou de la monnaie du Biafra est illégale et toute personne surprise en possession de ces objets doit être arrêtée et peut même être accusée de sédition ou de trahison<sup>649</sup>.

En mars 2016, le MASSOB et l'IPOB ont publié une déclaration commune demandant à tous les éleveurs foulanis de se retirer dans le nord du Nigeria, expliquant que leur sécurité ne pouvait plus être garantie car les deux organisations ne pouvaient plus tolérer l'assassinat systématique de leur peuple et l'invasion de leur terre au nom du pâturage du bétail<sup>650</sup>.

### 3.3.2 Membres de l'IPOB

L'IPOB est né du MASSOB. Son chef, Nwannekaenyi 'Nnamdi' Kanu, a quitté le groupe MASSOB et est le directeur de la station Radio Biafra basée à Londres<sup>651</sup>. Il a fondé l'IPOB en 2014<sup>652</sup>. Sa structure interne est composée de sections gouvernées par des coordinateurs, sous la direction de Kanu et Uche Mefor (adjoint). Un Service de sécurité du Biafra a également été mis en place<sup>653</sup>. Un gouvernement coutumier pour les peuples indigènes du Biafra est également en place<sup>654</sup>.

Les activités de l'IPOB comprennent «la distribution de tracts, la sensibilisation de la population et l'organisation de réunions, de marches et d'autres rassemblements (tels que des réunions de prière)»<sup>655</sup>. Comme le MASSOB, l'IPOB prétend être une organisation non violente, ce que le gouvernement conteste<sup>656</sup>.

Le dirigeant de l'IPOB, Nnamdi Kanu, a prononcé à plusieurs reprises des «déclarations provocatrices» sur le président Muhammadu Buhari (le qualifiant notamment de «terroriste en chef») et sur la nécessité d'armer le mouvement. Lors du Congrès mondial des Igbo en 2015, il a ainsi déclaré: «nous avons besoin d'armes à feu et de munitions»<sup>657</sup>. L'ONG International Crisis Group souligne également

<sup>646</sup> Nnamdi Obasi, Nigeria: How To Solve A Problem Like Biafra, African Arguments, 29 May 2017, [url](#); Nnamdi Obasi, Nigeria's Biafran Separatist Upsurge, 4 December 2015, [url](#)

<sup>647</sup> HRW, Nigeria - The O'odua People's Congress: Fighting Violence with Violence, February 2003, [url](#)

<sup>648</sup> Nnamdi Obasi, Nigeria: How To Solve A Problem Like Biafra, African Arguments, 29 May 2017, [url](#); Canada, IRB, Nigeria: Situation and treatment of members of the Movement for the Actualization of the Sovereign State of Biafra (MASSOB), including arrest and prosecution; (2013-July 2016), , NGA105577.E, 20 July 2016 [url](#)

<sup>649</sup>; Vanguard, Anybody found with Biafra flag 'll be arrested – Abia CP, 16 September 2018, [url](#); BBC, Can Nigeria and Cameroon learn any lessons from Catalonia?, 17 October 2017, [url](#); Denmark, DIS, Report on human rights issues in Nigeria, 18 March 2005, [url](#), p. 11

<sup>650</sup> Vanguard, Biafra: IPOB replies Buhari, says 'we would also not tolerate Nigeria', 7 March 2016, [url](#)

<sup>651</sup> Chatham House, Calls for Biafran Independence Return to South East Nigeria, 9 November 2017, [url](#); voir également Sweden, Migrationsverket, Lifos, Temarapport Nigeria – Indigenous People of Biafra (IPOB), 19 December 2017, [url](#); Canada, IRB, Nigeria: Situation and treatment of members of the Movement for the Actualization of the Sovereign State of Biafra (MASSOB), (2013-July 2016), 20 July 2016, NGA105577.E [url](#) et Canada, IRB, Nigeria: The Indigenous People of Biafra (IPOB), (2014-October 2016), NGA105658.E, 10 November 2016, [url](#)

<sup>652</sup> BBC, Biafran leader Nnamdi Kanu: The man behind Nigeria's separatists, 5 May 2017, [url](#)

<sup>653</sup> Sweden, Lifos, Temarapport Nigeria – Indigenous People of Biafra (IPOB), 19 December 2017, [url](#), p. 5

<sup>654</sup> IPOB Government, Welcome to IPOB Government, n.d., [url](#)

<sup>655</sup> Economist (The), Who are the Niger Delta Avengers?, 1 July 2016, [url](#); IB Times, Niger Delta militants vow to shut oil and gas plants unless Nnamdi Kanu, Sambo Dasuki released, 19 May 2016, [url](#)

<sup>656</sup> Newsweek, Nigeria Declares Biafra Group a 'Terrorist' Organization as Civil War Fears Grow, 15 September 2017, [url](#)

<sup>657</sup> IRIN, Nigeria fails to come to grips with separatist "New Biafra", 16 December 2016, [url](#)

qu'«en rejetant le principe de non-violence prôné par le MASSOB, Kanu a pleinement approuvé le recours à la violence en tant qu'instrument pour ressusciter le Biafra»<sup>658</sup>.

En mars 2016, le MASSOB et l'IPOB ont publié une déclaration commune demandant à tous les éleveurs foulanis de se retirer dans le nord du Nigeria, expliquant que leur sécurité ne pouvait plus être garantie car les deux organisations ne pouvaient plus tolérer l'assassinat systématique de leur peuple et l'invasion de leur terre au nom du pâturage du bétail<sup>659</sup>.

En avril 2016, la police secrète nigériane a accusé l'IPOB d'avoir enlevé et tué 5 résidents Haoussas-Foulanis, dont les corps ont été retrouvés enterrés dans une forêt de l'État d'Abia avec 50 autres non identifiés. Le MASSOB a nié ces accusations, rappelant que «l'IPOB et le MASSOB sont des organisations non violentes»<sup>660</sup>.

Lifos, l'unité d'information sur les pays d'origine de l'Agence suédoise de la migration (Migrationsverket), souligne au sujet de la pseudo non-violence de l'IPOB:

«L'IPOB a parfois eu recours à la rhétorique violente, notamment dans ses émissions sur Radio Biafra. Les affrontements entre forces de sécurité et activistes, faisant parfois des victimes de chaque côté, ont également été évoqués au cours des préparatifs des manifestations de l'IPOB. Néanmoins, le mouvement semble aspirer à une approche non violente en cherchant à obtenir la sécession par référendum. [...] Lifos n'a pas été en mesure de regrouper des informations indiquant que les incidents violents qui se sont produits lors de manifestations organisées par l'IPOB ont été approuvés par les dirigeants du mouvement»<sup>661</sup>.

L'IPOB a pris de l'importance après l'arrivée au pouvoir du nouveau président Buhari en 2015. Selon un article publié par l'institut Chatham House, le ton de Buhari à l'égard des populations du sud-est du Nigeria était «perçu comme étant, au mieux, méprisant, voire hostile à certains moments». Le président a en outre été accusé de favoriser le nord du pays. L'IPOB a alors profité des sentiments croissants de nationalisme hostiles à l'égard de Buhari mais favorables aux Igbos pour «remettre sur la table la demande de sécession»<sup>662</sup>.

Kanu a été arrêté par les autorités nigérianes en octobre 2015<sup>663</sup>. Il a été libéré sous caution le 28 avril 2017, mais a disparu au mois de septembre la même année après une perquisition à son domicile par l'armée nigériane<sup>664</sup>.

Entre août 2015 et août 2016, les forces de sécurité nigérianes dirigées par l'armée ont mené une campagne de répression et procédé à l'exécution extrajudiciaire d'au moins 150 agitateurs favorables à l'indépendance du Biafra<sup>665</sup>. En septembre 2017, les forces de sécurité ont pris des mesures répressives et arrêté plus de 100 membres de l'IPOB dans l'État d'Abia<sup>666</sup>. Une quinzaine de personnes auraient été tuées lors de l'intrusion de l'armée au domicile du chef de l'IPOB, Nnamdi Kanu<sup>667</sup>. Ce

<sup>658</sup> International Crisis Group, Nigeria's Biafran Separatist Upsurge, 4 December 2015, [url](#)

<sup>659</sup> Vanguard, Biafra: IPOB replies Buhari, says 'we would also not tolerate Nigeria', 7 March 2016, [url](#)

<sup>660</sup> Vanguard, DSS blames Biafra group after dozens found in shallow graves, 10 April 2016, [url](#)

<sup>661</sup> Sweden, Lifos, Temarapport Nigeria – Indigenous People of Biafra (IPOB), 19 December 2017, [url](#), p. 5

<sup>662</sup> Chatham House, Calls for Biafran Independence Return to South East Nigeria, 9 November 2017, [url](#)

<sup>663</sup> VOA, Nigeria Protesters Demand Release of Jailed Radio Biafra Director 11 November 2015, [url](#)

<sup>664</sup> Chatham House, Calls for Biafran Independence Return to South East Nigeria, 9 November 2017, [url](#)

<sup>665</sup> AI, Nigeria: At least 150 peaceful pro-Biafra activists killed in chilling crackdown, 24 November 2016, [url](#)

<sup>666</sup> UN Security Council, Report of the Secretary-General on the activities of the United Nations Office for West Africa and the Sahel (S/2017/1104), 26 December 2017, [url](#), p. 4. Pour plus de détails sur le MASSOB et l'IPOB, voir EASO COI report Nigeria, Targeting of individuals, November 2018, [url](#). Pour en savoir plus sur l'organisation IPOB et le traitement des membres, voir Canada, IRB, Nigeria: The Indigenous People of Biafra (IPOB), (2014-October 2016), NGA105658.E, 10 November 2016, [url](#)

<sup>667</sup> Guardian (The), Many feared killed as soldiers lay siege to Nnamdi Kanu's home, 13 September 2017, [url](#)

dernier, ainsi que ses parents, ont pris la fuite au cours de cet incident et l'on ignore où ils se trouvent depuis plus d'un an. Le 22 octobre 2018, Kanu a «refait surface» en Israël<sup>668</sup>.

Après l'épisode de répression au cours duquel l'armée a tué et arrêté un nombre indéterminé de membres de l'IPOB, les autorités militaires, soutenues par le gouvernement fédéral, ont interdit l'IPOB, déclarant que le mouvement était une organisation terroriste<sup>669</sup>. Comme le note l'article de l'institut Chatham House, de nombreux Nigériens et observateurs internationaux, tels que l'Union européenne et les États-Unis, ont désapprouvé cette déclaration. L'article précise par ailleurs que «les partisans de l'IPOB ne sont pas connus pour être particulièrement violents et les manifestations ont été en grande partie pacifiques»<sup>670</sup>.

En mars 2018, un article publié par le site d'informations World Politics Review signalait que «depuis le lancement de l'Opération Python Dance II, le sud-est est effectivement devenu un État policier. L'année dernière, des Igbo vivant dans d'autres parties du pays et se rendant dans leur région natale à l'occasion des fêtes de fin d'année ont déclaré avoir été détenus et harcelés pendant des heures par des soldats nigériens effectuant des opérations de contrôle et de fouille»<sup>671</sup>.

Plusieurs sources indiquent que l'IPOB et le NDA se soutiennent mutuellement<sup>672673</sup>. Le NDA a critiqué le président Buhari par rapport à la détention de Kanu en octobre 2015 et menacé de s'en prendre à des raffineries de pétrole s'il n'était pas libéré<sup>674</sup>.

### 3.3.3 Attitude des autorités

Le MASSOB et l'IPOB ayant le même objectif, les deux mouvements sont souvent assimilés dans les médias et les autorités ont tendance à adopter la même attitude face aux rassemblements, aux manifestations et aux membres/partisans des deux groupes. Ils sont donc abordés ensemble dans cette section sur les violations des droits de l'homme.

Selon Amnesty International, les rassemblements de l'IPOB étaient à l'origine autorisés par les autorités, mais ces dernières ont estimé, à partir de septembre 2015, que le mouvement représentait une menace pour la sécurité du Nigeria, «bien que les manifestations et rassemblements de l'IPOB décrits par Amnesty International aient été en grande partie non violents». Depuis l'arrestation de Kanu en octobre 2015, et jusqu'en novembre 2016, la DSS a arrêté au moins huit dirigeants de l'IPOB, d'après les informations d'Amnesty International<sup>675</sup>.

Les autorités fédérales nigérianes considèrent le militantisme de l'IPOB comme une menace pour la sécurité nationale, «bien que le soutien en faveur de l'indépendance du Biafra ne semble pas être très important, même parmi les Igbo», comme le souligne Lifos. Depuis l'interdiction de l'IPOB en septembre 2017, toutes les activités du mouvement ont été déclarées illégales et quiconque est

<sup>668</sup> BBC, Nnamdi Kanu, Nigerian separatist leader, resurfaces in Israel, 22 October 2018, [url](#)

<sup>669</sup> Newsweek, Nigeria Declares Biafra Group a 'Terrorist' Organization as Civil War Fears Grow, 15 September 2017, [url](#)

<sup>670</sup> Chatham House, Calls for Biafran Independence Return to South East Nigeria, 9 November 2017, [url](#)

<sup>671</sup> World Politics Review, Their Leader Is Missing, but Nigeria's Biafran Separatists Aren't Backing Down, 6 March 2018, [url](#)

<sup>672</sup> Canada, IRB, Nigeria: The Indigenous People of Biafra (IPOB), (2014-October 2016), NGA105658.E, 10 November 2016, [url](#)

<sup>673</sup> Economist (The), Who are the Niger Delta Avengers?, 1 July 2016, [url](#); IB Times, Niger Delta militants vow to shut oil and gas plants unless Nnamdi Kanu, Sambo Dasuki released, 19 May 2016, [url](#)

<sup>674</sup> BBC, Nigeria arrests 'Avengers' oil militants, 16 May 2016, [url](#)

<sup>675</sup> AI, Nigeria: 'Bullets were raining everywhere': Deadly repression of pro-Biafra activists, 24 November 2016, [url](#), p. 5.

trouvé en possession de tracts de l'IPOB s'expose à une arrestation et des poursuites. Plusieurs membres<sup>676</sup> ont été inculpés de trahison, qualification passible de la peine de mort au Nigeria<sup>677</sup>.

Lifos estime que «la vulnérabilité des personnes arrêtées et soupçonnées d'appartenir au groupe IPOB pourrait avoir été renforcée à la suite de la décision du gouvernement de classer le mouvement parmi les organisations terroristes»<sup>678</sup>.

### 3.3.4 Violations des droits de l'homme – Incidents

Amnesty International a rapporté qu'entre août 2015 et août 2016, dans le cadre de sept incidents majeurs, «les forces de sécurité ont tué au moins 150 membres et partisans de l'organisation pro-Biafra IPOB (Mouvement pour les peuples indigènes du Biafra) et en ont blessé des centaines d'autres lors de réunions, marches et autres rassemblements non violents. Des centaines de personnes ont également été arrêtées arbitrairement (et au hasard)»<sup>679</sup>.

La base de données de Nigeria Watch indique également qu'au moins 146 personnes ont été tuées en 2016 lors d'affrontements entre les forces de sécurité et les groupes IPOB/MASSOB. Ces affrontements ont eu lieu essentiellement dans les États d'Anambra (76 morts), d'Abia (61 morts) et du Delta (9 morts). En outre, des centaines de membres et de partisans ont été arrêtés<sup>680</sup>. En 2017, le plus grand nombre de décès consécutifs aux conflits politiques a été enregistré dans l'État d'Abia, où l'IPOB a son siège. Ce nombre élevé est dû aux opérations militaires et aux affrontements avec l'armée qui s'y sont déroulés. La crise s'est ensuite étendue aux États d'Anambra, d'Imo, de Rivers et du Delta<sup>681</sup>.

Lifos mentionne qu'«entre 2015 et 2017, la répression menée contre l'IPOB semble avoir fait plus de 200 victimes, en grande majorité des civils. En outre, des centaines de membres et partisans du groupe auraient été arrêtés. Au cours des opérations menées contre l'IPOB, les forces de sécurité auraient commis de graves violations des droits de l'homme en toute impunité»<sup>682</sup>.

L'événement le plus violent a eu lieu à divers endroits dans le sud-est du Nigeria le 30 mai 2016, dans le cadre des manifestations marquant la Journée de commémoration pour le Biafra. Les estimations concernant le nombre de victimes varient entre au moins 20 (International Crisis Group) et 60 (Amnesty International)<sup>683</sup>. Le gouvernement fédéral réfute ces chiffres et affirme que seuls cinq membres de l'IPOB ont été tués<sup>684</sup>. Le 30 mai 2017, à l'occasion de la cinquantième Journée de commémoration pour le Biafra, une opération ville morte a été décrétée dans le sud-est du Nigeria pour éviter les affrontements violents<sup>685</sup>.

En revanche, les services de renseignements nigériens (DSS) ont accusé l'IPOB d'avoir tué 55 personnes après la découverte de corps dans une forêt du sud-est du pays<sup>686</sup>.

<sup>676</sup> Bright Chimeze, Benjamin Madubugwu, Chidiebere Onwudiwe et David Nwawuisi. Le chef de l'IPOB, Nnamdi Kanu, est également inculpé, mais du fait de sa disparition, son cas sera jugé séparément. Premium Times, Nigeria: Trial of Biafra Members Resumes Without Nnamdi Kanu, 20 March 2018, [url](#)

<sup>677</sup> Sweden, Lifos, Tamarapport Nigeria – Indigenous People of Biafra (IPOB), 19 December 2017, [url](#), pp. 5-6

<sup>678</sup> Sweden, Lifos, Tamarapport Nigeria – Indigenous People of Biafra (IPOB), 19 December 2017, [url](#), p. 6

<sup>679</sup> Vanguard, Shut-down for 50th anniversary of Biafra declaration, 30 May 2017 [url](#)

<sup>680</sup> Nigeria Watch, Sixth report on violence in Nigeria, 2016, [url](#)

<sup>681</sup> Nigeria Watch, Seventh report on violence in Nigeria, 2017, [url](#), p. 10

<sup>682</sup> Sweden, Lifos, Tamarapport Nigeria – Indigenous People of Biafra (IPOB), 19 December 2017, [url](#), p. 6

<sup>683</sup> International Crisis Group, CrisisWatch May 2016, [url](#); AI, Nigeria: 'Bullets were raining everywhere': Deadly repression of pro-Biafra activists, 24 November 2016, [url](#), pp. 5, 33

<sup>684</sup> Vanguard, Shut-down for 50th anniversary of Biafra declaration, 30 May 2017 [url](#); AI, Nigeria: 'Bullets were raining everywhere': Deadly repression of pro-Biafra activists, 24 November 2016, [url](#), p. 33

<sup>685</sup> Vanguard, Shut-down for 50th anniversary of Biafra declaration, 30 May 2017 [url](#).

<sup>686</sup> Vanguard, DSS blames Biafra group after dozens found in shallow graves, 10 April 2016, [url](#)

Du 15 septembre au 15 octobre 2017, l'armée nigériane a lancé un exercice militaire baptisé Opération Python Dance II dans le sud-est du Nigeria pour lutter contre «les agitations violentes et les enlèvements». En février 2018, le lancement de l'Opération Python Dance III a été annoncé<sup>687</sup>.

En septembre 2017, des heurts ont éclaté entre l'armée et des partisans du mouvement IPOB dans l'État d'Abia. Plusieurs manifestants auraient été blessés et au moins un policier serait décédé<sup>688</sup>. Selon Amnesty International, au moins 10 membres de l'IPOB ont été tués tandis que 12 autres ont été blessés par des soldats<sup>689</sup>. Les organisations de défense des droits de l'homme ont fait part de leurs inquiétudes concernant la réaction de l'armée à cet incident. La CNDH, citée par le département d'État américain, a exhorté l'armée à «respecter ses règles de conduite» et annoncé qu'elle enquêterait sur les violations présumées des droits de l'homme<sup>690</sup>.

Le 23 mai 2018, la faction du MASSOB dirigée par Uwazuruike a célébré le Journée du Biafra commémorant «le réengagement du Biafra» en 2000. Les «marches pacifiques» qui avaient été organisées ont été perturbées et plus de 100 manifestants brandissant des drapeaux du Biafra et d'autres insignes ont été arrêtés par les forces de sécurité. La faction dirigée par Madu a maintenu la date du 30 mai pour marquer le cinquante et unième anniversaire de la déclaration d'indépendance du Biafra<sup>691</sup>. Une opération «ville morte» a ainsi été organisée le 30 mai 2018 pour la Journée de commémoration du Biafra<sup>692</sup>.

En juin 2017, le Forum consultatif de la jeunesse d'Arewa, une coalition de jeunes leaders dans le nord du Nigeria, a lancé un ultimatum aux Igbos leur enjoignant de quitter le nord du pays avant le 1<sup>er</sup> octobre 2017 sous peine d'être exposés à des «actions visibles». Le groupe a expliqué qu'il s'agissait d'une réponse au «regain d'agitation sécessionniste pour un État du Biafra indépendant» de la part de l'IPOB (voir également la déclaration commune du MASSOB et de l'IPOB adressée aux éleveurs foulanis le 7 mars 2016)<sup>693</sup>. Après avoir été condamné par le gouvernement, des chefs religieux et des organes des Nations unies, l'ultimatum a été retiré<sup>694</sup>.

Cependant, les tensions et les affrontements entre Igbos et Haoussas-Foulanis persistent, notamment dans le sud-est et l'extrême sud du pays, où les Foulanis sont attaqués<sup>695</sup>, ainsi que dans le nord, où les Igbos craignent de subir des représailles pour les violences perpétrées contre les Haoussas dans le sud-est<sup>696</sup>. Comme le souligne l'ONG International Crisis Group, «un problème plus ancien, à savoir l'agitation séparatiste du Biafra dans le sud-est, entraîne de dangereux effets domino dans le nord et le delta du Niger, tandis que les affrontements meurtriers entre éleveurs et agriculteurs se multiplient au centre du pays et se propagent vers le sud»<sup>697</sup>.

<sup>687</sup> Vanguard (The), Operation Python Dance III, others will soon come up – Buratai, 2 February 2018, [url](#)

<sup>688</sup> US DoS, 2017 Country Reports on Human Rights Practices, 20 April 2018, [url](#)

<sup>689</sup> AI, The State of the World's Human Rights - Annual report 2017/18 (covering 2017) - Nigeria, 22 February 2018, [url](#)

<sup>690</sup> US DoS, 2017 Country Reports on Human Rights Practices, 20 April 2018, [url](#); UN Security Council, Report of the Secretary-General on the activities of the United Nations Office for West Africa and the Sahel [S/2017/1104], 26 December 2017, [url](#), p. 3

<sup>691</sup> Premium Times, Biafra: Over 100 arrested as security agencies disrupt MASSOB rallies in South-east, 23 May 2018, [url](#)

<sup>692</sup> BBC, Biafra shutdown cripples Nigerian cities, 30 May 2018, [url](#)

<sup>693</sup> Vanguard, Biafra: IPOB replies Buhari, says 'we would also not tolerate Nigeria', 7 March 2016, [url](#)

<sup>694</sup> UN Security Council, Report of the Secretary-General on the activities of the United Nations Office for West Africa and the Sahel [S/2017/1104], 26 December 2017, [url](#), p. 3; Human Rights Watch, World Report 2018 - Nigeria, 18 January 2018, [url](#); Vanguard, Breaking: Arewa Youths withdraw quit notice, accuse Igbos of amassing weapons, 24 August 2017, [url](#); Sahara Reporters, UN Bodies Denounce Threats To Igbo In Northern Nigeria, 29 August 2017, [url](#)

<sup>695</sup> Punch, MASSOB, IPOB dare herdsmen, deploy 10,000 men, 20 January 2018, [url](#)

<sup>696</sup> Nigerian Bulletin, IPOB Violence: Tension in Northern Nigeria as Igbos Fear Reprisal Attacks, 16 September 2017, [url](#)

<sup>697</sup> International Crisis Group, Nigeria: Growing Insecurity on Multiple Fronts, 20 July 2017, [url](#)

### 3.3.5 Voies de recours

L'armée nigérienne a enquêté sur les incidents violents de 2015 et 2016 dans le cadre d'une commission d'enquête. Cependant, selon le département d'État américain, en novembre 2017, le gouvernement n'avait pas mené d'enquête sérieuse ni tenu la police ou l'armée responsables des exécutions extrajudiciaires de partisans de l'IPOB en 2016»<sup>698</sup>.

Dans un communiqué de presse du 13 septembre 2017, la CNDH a fait savoir qu'elle était «extrêmement préoccupée par l'invasion présumée de certaines zones géopolitiques du sud-est et de l'extrême sud du pays par l'armée nigérienne, exhortant cette dernière à respecter ses règles de conduite». La CNDH collaborera avec les autorités pour «mener rapidement une enquête approfondie sur ces allégations afin de veiller à ce que des décisions éclairées et des mesures appropriées soient prises pour punir les coupables et réparer les dommages subis par les victimes conformément à la loi». Le gouvernement de l'État d'Abia aurait pris des mesures «pour dissiper la peur et empêcher toute nouvelle atteinte à l'ordre public et à la loi»<sup>699</sup>.

## 3.4 Membres ou sympathisants de partis politiques

### 3.4.1 Définition du profil

Dans ce profil, l'accent est mis sur le PDP (Parti démocratique populaire) et l'ANPP (All Nigeria Peoples Party, Parti de tout le peuple du Nigeria), qui sont les plus souvent mentionnés à la fois en tant qu'auteurs et victimes de violations des droits de l'homme. Toutefois, il est à noter que l'ANPP a fusionné en février 2013 avec l'ACN (Action Congress of Nigeria, Congrès pour l'action du Nigeria), l'APGA (All Progressives Grand Alliance, Grande alliance des progressistes) et le CPC (Congress for Progressive Change, Congrès pour le changement progressif) pour former l'APC (All Progressives Congress, Congrès des progressistes). Le PDP a dirigé le pays de 1999 à 2015, puis l'APC a pris le relais.<sup>700</sup>

Des élections générales auront lieu au Nigeria le 16 février 2019 pour élire le président et l'Assemblée nationale<sup>701</sup>.

Selon le rapport de 2017 du département d'État américain, «il n'y a eu aucun rapport attestant de l'existence de prisonniers ou de détenus politiques»<sup>702</sup>.

### 3.4.2 Violations des droits de l'homme

#### 3.4.2.1 Quelques chiffres

Dans une évaluation des mécanismes de prévention et de résolution des conflits effectuée après les élections de 2015, le Centre pour le dialogue humanitaire (CDH) souligne:

«Selon la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), les violences liées aux élections ont fait 58 victimes entre décembre 2014 et février 2015. Au moins 50 personnes auraient également été tuées dans neuf des 36 États du pays le jour du scrutin et les jours suivants [en mars-avril 2015] et de nombreux combats ont éclaté entre les partisans des principaux partis politiques»<sup>703</sup>.

<sup>698</sup> US DoS, 2017 Country Reports on Human Rights Practices, 20 April 2018, [url](#)

<sup>699</sup> NHRC, Alleged Invasion; NHRC Charges Military On Rules Of Engagement, 13 September 2017, [url](#)

<sup>700</sup> DW, Nigeria: Ruling APC coalition on the brink of collapse? 6 June 2018, [url](#)

<sup>701</sup> INEC, website, n.d. [url](#)

<sup>702</sup> US DoS, 2017 Country Reports on Human Rights Practices, 20 April 2018, [url](#)

<sup>703</sup> CHD, Post-election assessment of conflict prevention and resolution mechanisms in Nigeria, November 2015, [url](#), p. 8

Le nombre de victimes a été beaucoup plus élevé lors des élections précédentes. Dans une étude sur les violences entre partis politiques nigériens et au sein de ceux-ci entre 2006 et 2014, le chercheur Corentin Cohen constate des différences majeures entre les élections générales de 2007 et celles de 2011. «Lors des élections de 2007, les meurtres ont essentiellement eu lieu au sein des partis ou étaient liés à la campagne. En revanche, en 2011, la plupart des victimes ont été signalées après l'annonce des résultats des élections»<sup>704</sup>.

L'étude (qui repose sur «275 incidents importants impliquant des partis politiques» et ayant fait plus de 2 000 victimes entre 2006 et 2014) montre également que les élections générales et les protestations populaires contre la fraude ne sont pas les événements politiques les plus violents (moins de 50 % des violences à caractère politique). La violence est plutôt un instrument utilisé par les hommes politiques: «certains partis, tels que le PDP, sont systématiquement impliqués dans des actes de violence, d'autres non. En fonction des États où ils opèrent, certains membres du parti semblent plus susceptibles de commettre des crimes violents. En outre, ils semblent souvent agir ainsi pour déclencher des conflits ethniques et religieux, lesquels sont plus meurtriers»<sup>705</sup>.

D'après les données de Nigeria Watch, les années électorales 2007 et 2011 ont été marquées par un nombre beaucoup plus élevé d'incidents violents et de victimes par rapport à la période entre ces deux années, avec 113 incidents et 295 victimes en 2007, et 66 incidents et 749 victimes en 2011<sup>706</sup>. Cependant, Human Rights Watch a comptabilisé plus de 800 décès consécutifs aux élections de 2011, au cours desquelles le président sortant Goodluck Jonathan, originaire du sud du pays, a été réélu. Ces décès sont survenus lors des émeutes qui ont éclaté durant trois jours dans le nord du Nigeria lorsqu'il n'a plus fait aucun doute que le candidat de l'opposition, Muhammadu Buhari, un musulman du nord représentant le parti CPC, avait été battu<sup>707</sup>.

La violence entre partis politiques est à l'origine de 27 % des incidents et 18 % des décès. Ces incidents ont eu lieu principalement lors des primaires et des congrès des partis politiques, sous la forme d'assassinats politiques de candidats rivaux et d'échauffourées ou d'émeutes entre factions opposées au sein d'un parti. Dans 62 % des cas, des gangs ou des cultes ont été impliqués et ont causé la mort de 274 personnes<sup>708</sup>.

L'étude montre que le PDP a été impliqué dans 86 % des affrontements, suivi de l'ANPP (27 %) et du ACN (13 %), les autres partis représentant moins de 10 % des incidents mortels. Le PDP a également été impliqué dans 87 % des décès, suivi du CPC (24 %) et de l'ANPP (21 %), les autres partis représentant moins de 10 %<sup>709</sup>.

Les violences entre partis politiques ont été imputées principalement au PDP, alors au pouvoir, qui a été impliqué dans 97 % des décès dus aux affrontements survenus entre 2006 et 2014. Le PDP n'a pas été le seul auteur ou la seule victime des violences. Le CPC et l'ANPP ont été, selon l'étude, ses opposants les plus violents. La plupart des affrontements ont eu lieu entre le PDP et l'ANPP (principalement dans les États de Bauchi, d'Oyo et de Kano) et entre le PDP et le CPC (surtout lors des élections de 2011 dans le nord du Nigeria)<sup>710</sup>.

<sup>704</sup> Cohen, Corentin, Violence Between And Within Political Parties In Nigeria (2006-2014), 2015, [url](#), p. 2

<sup>705</sup> Cohen, Corentin, Violence Between And Within Political Parties In Nigeria (2006-2014), 2015, [url](#), p. 5

<sup>706</sup> Cohen, Corentin, Violence Between And Within Political Parties In Nigeria (2006-2014), 2015, [url](#), pp. 10-11

<sup>707</sup> HRW, Nigeria: Post-Election Violence Killed 800, 16 May 2011, [url](#)

<sup>708</sup> Cohen, Corentin, Violence Between And Within Political Parties In Nigeria (2006-2014), 2015, [url](#), p. 16

<sup>709</sup> Cohen, Corentin, Violence Between And Within Political Parties In Nigeria (2006-2014), 2015, [url](#), p. 17

<sup>710</sup> Cohen, Corentin, Violence Between And Within Political Parties In Nigeria (2006-2014), 2015, [url](#), p. 20



Le rapport 2016 de Nigeria Watch sur les incidents violents indique que 3 502 décès ont été causés par des «problèmes politiques» allant de Boko Haram aux conflits entre chiites et policiers ou entre musulmans et chrétiens. Il ne mentionne pas spécifiquement de partis politiques<sup>711</sup>.

Le rapport de 2017 fait état de 3 126 décès reliés à des «problèmes politiques» sans plus de précisions, mais mentionne des formes de violence politique, telles que des assassinats politiques dans les États d'Anambra, du Plateau, de Benue, de Kogi, de Bayelsa et d'Oyo. En outre, «les primaires des partis, ainsi que les élections des conseils de quartier et des conseils locaux ont donné lieu à des violences impliquant parfois des cultes dans les États de Bayelsa, d'Osun et d'Anambra»<sup>712</sup>.

### 3.4.2.2. Auteurs

Les acteurs directs de ces violences politiques seraient souvent des gangs de jeunes et des membres de cultes («cultists»). D'après un rapport de mission français, les membres de confraternités étudiantes sont souvent recrutés et armés par des membres de partis politiques («militants») afin d'être utilisés comme instruments pour tuer ou attaquer des opposants politiques. C'est ce qui a été constaté principalement dans le delta du Niger<sup>713</sup>. En 2011, les heurts qui ont éclaté entre les cultes Black Axe et Eiye à Benin City étaient liés à des paiements faits par des hommes politiques. Les partis politiques auraient utilisé des «hommes de main» pour perpétrer des actes de violence lors des élections<sup>714</sup>.

Des interlocuteurs cités dans le rapport de mission français ont indiqué que l'APC et le PDP en particulier font appel à des membres de cultes pour commettre des actes de violence contre leurs militants respectifs<sup>715</sup>. Comme mentionné ci-dessus, le chercheur Corentin Cohen cite également le PDP comme acteur et instigateur principal de la violence politique: «On peut dire que la violence est un moyen utilisé par l'élite politique et non le choix du peuple pour protester contre la fraude. Les niveaux de violence varient entre les partis et entre les États. En tant que parti au pouvoir, le PDP est un acteur central impliqué dans 97 % des décès dus aux affrontements entre partis»<sup>716</sup>.

Dans une analyse des partis politiques, des identités et des conflits violents au Nigeria, un chercheur de l'Université de Northumbria conclut que «des facteurs politiques (politique des partis et politisation, manipulation et mobilisation des identités dans un régime politique divisé et hautement compétitif avec des institutions affaiblies) incitent à la violence». Dans ce rapport, le PDP est de nouveau cité pour avoir encouragé le recours à la violence avant et après les élections de 2011<sup>717</sup>.

Toutefois, en dehors du PDP, des partis d'opposition comme l'ANPP, l'ACN et l'AD ont également eu recours à des gangs de jeunes en 2011 et ont été mentionnés à la fois comme auteurs et victimes<sup>718</sup>.

Ebimboere Seiyefa, chercheuse au département d'études internationales et de sciences sociales de l'Université de Coventry, cite de nombreux exemples de paiements et de liens étroits entre des gangs de jeunes et des représentants de gouvernement ou de partis politiques concernant des «services de brutalité politique». Il s'agit d'une «politique par la violence», comme la nomme la chercheuse. Cette dernière souligne également que, dans le cas des violences, les jeunes appartenant à des gangs sont

<sup>711</sup> Nigeria Watch, Sixth report on violence in Nigeria, 2016, [url](#)

<sup>712</sup> Nigeria Watch, Seventh report on violence in Nigeria, 2017, [url](#)

<sup>713</sup> France, OFPRA, Rapport de mission en République fédérale du Nigeria, du 9 au 21 septembre 2016, December 2016 [url](#), p. 49; France, OFPRA, Sociétés secrètes traditionnelles et confraternités étudiantes au Nigeria, 27 February 2015, [url](#), p. 14

<sup>714</sup> Canada, IRB, Nigeria: The Black Axe confraternity (NGA104208.E), 3 December 2012, [url](#)

<sup>715</sup> France, OFPRA, Rapport de mission en République fédérale du Nigeria, du 9 au 21 septembre 2016, December 2016 [url](#), p. 49; France, OFPRA, Sociétés secrètes traditionnelles et confraternités étudiantes au Nigeria, 27 February 2015, [url](#), p. 14

<sup>716</sup> Cohen, Corentin, Violence Between And Within Political Parties In Nigeria (2006-2014), 2015, [url](#), p. 2

<sup>717</sup> Ijere, Thomas, Political Parties, Identities and Violent Conflict in Nigeria, 2015, [url](#), p. 115

<sup>718</sup> AOA (Action on Armed Violence), The Violent Road, 12 December 2013, [url](#); Ebimboere Seiyefa, Elite Political Culture—A Link to Political Violence, 2017, [url](#), p. 115

arrêtés, mais pas les membres des partis politiques responsables<sup>719</sup>. Par exemple, dans l'État d'Akwa Ibom, avant l'élection présidentielle de 2011, l'ACN avait eu recours à des «hommes de main» pour attaquer des partisans et des membres du PDP. Un nombre indéterminé de personnes ont été tuées, les locaux du PDP ont été détruits et 51 jeunes ont été arrêtés et identifiés comme ayant été recrutés par l'ACN. Néanmoins, comme le note la chercheuse, malgré l'alliance évidente entre ces jeunes et le parti, «il n'existe aucune information faisant état de l'arrestation de membres de l'ACN liés à ces violences»<sup>720</sup>.

Le rapport de la CHD sur l'évaluation postélectorale des mécanismes de prévention et de résolution des conflits de 2015 note: «Les politiciens ont eu tendance à mobiliser le soutien des électeurs en fonction de leur origine ethnique et à personnaliser parfois leur discours en termes religieux. Certaines personnes interrogées ont expliqué que le PDP a mené une campagne nationale (négative) plus agressive que l'APC, bien que cela semble moins évident au niveau de l'État». Les assassinats politiques, les enlèvements et les affrontements entre partisans du PDP et de l'APC ont été les plus fréquemment mentionnés, par exemple dans les États de Lagos et de Rivers<sup>721</sup>.

Depuis que l'APC a pris le pouvoir en 2015 avec la prise de fonctions du président Buhari, les violences politiques n'ont pas cessé. Le nouveau président a été accepté uniquement sous certaines conditions dans le delta du Niger, ce qui a intensifié les tensions entre le PDP et l'APC, selon les données de l'ONG International Crisis Group de 2015<sup>722</sup>. En mai 2018, plusieurs meurtres ont été commis dans les États de Lagos, Rivers, Delta et Gombe lors des congrès de l'APC en vue des élections des conseils de quartier et des conseils locaux. L'appartenance politique des victimes et des auteurs n'est pas connue<sup>723</sup>.

### 3.5 Journalistes, blogueurs et autres professionnels des médias

La Constitution nigériane garantit la liberté d'expression et la liberté de la presse, précisant que les médias «sont, à tout moment, libres de faire respecter les objectifs fondamentaux énoncés dans le présent chapitre [Objectifs fondamentaux et principes directeurs de la politique de l'État] et de dénoncer la responsabilité et l'obligation du gouvernement de rendre compte au peuple»<sup>724</sup>.

Le paysage médiatique du Nigeria est l'un des plus dynamiques en Afrique<sup>725</sup>. Dans le classement mondial de la liberté de la presse de 2018, le Nigeria occupe la 119<sup>e</sup> place sur 180 pays (1 représentant le niveau de liberté de la presse le plus élevé et 180 le plus bas) en ce qui concerne la liberté de la presse, mesurée principalement d'après le «climat de violences constantes», les menaces, les agressions physiques et le refus de l'accès à l'information auxquels sont confrontés les journalistes<sup>726</sup>.

Le rapport 2018 de l'ONG Freedom House sur la liberté de la presse décrit la presse nigériane comme «partiellement libre»<sup>727</sup>

<sup>719</sup> Ebimboere Seiyefa, *Elite Political Culture—A Link to Political Violence*, 2017, [url](#), pp. 115-117

<sup>720</sup> Ebimboere Seiyefa, *Elite Political Culture—A Link to Political Violence: Evidence from Nigeria*, 2017, [url](#), p. 116

<sup>721</sup> CHD, *Post-election assessment of conflict prevention and resolution mechanisms in Nigeria*, November 2015, [url](#), p. 8

<sup>722</sup> International Crisis Group, *Curbing Violence in Nigeria (III): Revisiting the Niger Delta*, 29 September 2015, [url](#); Voir également CHD, *Post-election assessment of conflict prevention and resolution mechanisms in Nigeria*, November 2015, [url](#), p. 8

<sup>723</sup> Premium Times, *Congresses show APC party of violence – PDP*, May 2018 13, [url](#)

<sup>724</sup> Nigeria, *Constitution of the Federal Republic of Nigeria [amended]*, Chapter II, Art. 22, Chapter IV, Art. 39, 1999, [url](#)

<sup>725</sup> BBC, *Nigeria profile – Media*, 1 August 2017, [url](#)

<sup>726</sup> RSF, *2018 World Press Freedom Index, date?*, [url](#)

<sup>727</sup> RSF, *2018 World Press Freedom Index, date?* [url](#); House, *Freedom in The World 2018*, Nigeria, 16 January 2018, [url](#)

La liberté d'expression est limitée dans les douze États régis par la charia, dans le nord du Nigeria<sup>728</sup>. Une source indique que «les journalistes nigériens n'ont pas toujours de connaissances approfondies sur le droit pénal islamique et que la plupart des journaux de la presse écrite sont basés dans le sud du pays et appartiennent soit au gouvernement fédéral hostile à la charia, soit à des propriétaires privés non musulmans, qui, pour la plupart, critiquent le "projet charia du nord"». Selon cette même source, «cela a probablement des répercussions sur la manière dont ils relatent les affaires relevant du droit pénal islamique dans les États du nord»<sup>729</sup>.

De manière générale, les Nigériens expriment leurs opinions publiquement et librement. Cependant, «les opinions critiques sur les dirigeants politiques ou des sujets sensibles comme l'armée, la religion et l'origine ethnique entraînent parfois des arrestations ou de violentes représailles»<sup>730</sup>. Au début du mois de mai 2018, Amnesty International Nigeria a fait part de ses préoccupations concernant «la tendance des autorités à intimider les journalistes et à réprimer les manifestations pacifiques», qui se traduit par le fait que «de nombreux Nigériens craignent de plus en plus d'exercer leurs droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique»<sup>731</sup>.

La loi sur la cybercriminalité (interdiction, prévention, etc.)<sup>732</sup> entrée en vigueur en 2015 aurait été utilisée par le gouvernement «de manière arbitraire»<sup>733</sup> et comme une arme pour «harceler et engager des poursuites contre au moins cinq blogueurs ayant critiqué des personnalités politiques et des hommes d'affaires via l'internet et les médias sociaux»<sup>734</sup>.

Au Nigeria, les journalistes ont du mal à couvrir des sujets ayant trait à la politique, au terrorisme et aux malversations. Ils sont directement persécutés, notamment par des gouverneurs régionaux qui agissent en toute impunité<sup>735</sup>. Des cas de harcèlement et des arrestations ordonnées par des responsables du gouvernement lorsque des journalistes couvrent des sujets comme la corruption, les droits de l'homme, les mouvements séparatistes ou les violences entre les communautés ont également été signalés. Des responsables gouvernementaux auraient menacé des journalistes de les poursuivre pour diffamation (infraction pénale passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux ans et d'une amende<sup>736</sup>) ou harcelé des journalistes à titre de «représailles pour leurs reportages négatifs»<sup>737</sup>.

L'indice de transformation 2018 de la Fondation Bertelsmann indique que «de temps en temps, les personnes et les organisations qui expriment des opinions critiques sont harcelées par les services de sécurité de l'État et parfois inculpées. Néanmoins, en général, les tribunaux ont statué en faveur du défendeur»<sup>738</sup>.

Selon le journaliste Adeola Akinremi (qui a reçu des menaces de mort de la part de Boko Haram), les journalistes «ne pratiquent pas l'autocensure» et «la plupart rédigent leurs articles sans la moindre crainte»<sup>739</sup>.

<sup>728</sup> Les 12 États appliquant la charia pour juger les affaires pénales sont: Bauchi, Borno, Gombe, Jigawa, Kaduna, Kano, Katsina, Kebbi, Niger, Sokoto, Yobe et Zamfara. HRW, Human Rights and Islamic Law in Northern Nigeria, 21 September 2014, [url](#); US DoS, 2017 Country Report on Human Rights Practices, Nigeria, 20 April 2018, [url](#)

<sup>729</sup> Weimann, G. J., Islamic criminal law in northern Nigeria: politics, religion, judicial practice, 2010, [url](#)

<sup>730</sup> Freedom House, Freedom in The World 2018, Nigeria, Freedom of Expression and Belief, 16 January 2018, [url](#)

<sup>731</sup> Daily Trust, Amnesty berates security agencies over journalists' intimidation, 3 May 2018, [url](#)

<sup>732</sup> Nigeria, Cybercrimes (Prohibition, Prevention, Etc) Act, 2015, [2015], [url](#)

<sup>733</sup> RSF, 2018 World Press Freedom Index, [2018], [url](#)

<sup>734</sup> Sahara Reporters, How Nigeria's Cybercrime Law Is Being Used To Try To Muzzle The Press, 22 September 2017, [url](#)

<sup>735</sup> RSF, 2018 World Press Freedom Index, [2018], [url](#)

<sup>736</sup> Nigeria, Criminal Code Act, Chapter 33, Artt. 373-375, [url](#)

<sup>737</sup> US DoS, 2017 Country Report on Human Rights Practices, Nigeria, 20 April 2018, [url](#)

<sup>738</sup> Bertelsmann Stiftung, Nigeria Country Report, 2018, [url](#)

<sup>739</sup> IPI, Nigerian media seek to cope with Boko Haram threat, 28 July 2015, [url](#)

Le département d'État américain souligne néanmoins que «certains journalistes ont pratiqué l'autocensure» et des ONG ont affirmé que «les services de sécurité de l'État ont intimidé des rédacteurs et des propriétaires de journaux pour qu'ils censurent des informations faisant état d'homicides et d'autres atteintes aux droits de l'homme»<sup>740</sup>. En mai 2018, Amnesty International, citée dans le journal *Daily Trust*, a également fait savoir que les autorités nigérianes intimident et harcèlent les journalistes et les blogueurs dans le but de «supprimer les droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique au Nigeria»<sup>741</sup>.

Selon différentes sources, le journalisme dit «à enveloppes brunes» est très répandu au Nigeria<sup>742</sup>. Cette pratique désigne «une situation où des journalistes reçoivent de l'argent liquide (la plupart du temps dans des enveloppes brunes, d'où son nom), s'attendent à en recevoir, voire en exigent au terme d'une conférence de presse, d'événements médiatiques, d'entrevues [...] de la part de la personne ou de l'entreprise faisant l'objet du reportage»<sup>743</sup>. Cette pratique toucherait «tous les types de publications [...], y compris les blogs [...], les magazines et les journaux, [...] les médias audiovisuels»<sup>744</sup>.

En août 2017, le gouvernement nigérian, par l'intermédiaire du directeur des informations relatives à la défense nationale, a annoncé la surveillance des médias sociaux afin d'identifier et de traiter en conséquence les «discours haineux et les renseignements allant à l'encontre du gouvernement et de la sécurité».<sup>745</sup> Des groupes de défense, tels que le SERAP (Socio-Economic Rights and Accountability Project ou Projet relatif aux droits socio-économiques et à l'obligation de rendre compte), ont exprimé leur inquiétude concernant cette annonce, la considérant comme «incompatible avec les garanties constitutionnelles et les obligations et engagements internationaux du Nigeria en matière de droits de l'homme»<sup>746</sup>.

### Exemples de répression

Tony Ezimakor, rédacteur en chef du journal *Daily Independent* à Abuja, a été arrêté par la DSS (Direction de la sûreté de l'État) le 28 février 2018 car il refusait de révéler les sources citées dans un article établissant un lien entre le paiement d'une rançon pour la libération des lycéennes de Chibok [enlevées et détenues par Boko Haram] et «les rôles joués par un négociateur suisse ainsi que ses collaborateurs nigériens» dans cet événement<sup>747</sup>. Les autorités nigérianes ont toujours nié avoir payé une rançon dans cette affaire. La DSS a libéré M. Ezimakor sans conditions le 6 mars 2018<sup>748</sup>.

Le 12 septembre 2017, des soldats ont attaqué le bureau de l'Union nigérienne des journalistes (NUJ) à Umuahia, où ils ont frappé et intimidé des journalistes et détruit des biens. Les journalistes étaient en train de couvrir un exercice militaire dans les rues d'Umuahia, perçu comme une démonstration

<sup>740</sup> US DoS, 2017 Country Report on Human Rights Practices, Nigeria, 20 April 2018, [url](#)

<sup>741</sup> Daily Trust, Amnesty berates security agencies over journalists' intimidation, 3 May 2018, [url](#)

<sup>742</sup> Bertelsmann Stiftung, Nigeria Country Report, 2018, [url](#); IRB, Nigeria: Brown envelope journalism, including types of publications that are affected (2015-November 2017), NGA106001.E, 3 November 2017, [url](#); BBC News, Nigeria's 'brown envelope' journalism, 5 March 2015 [url](#)

<sup>743</sup> Canada, IRB, Nigeria: Brown envelope journalism, including types of publications that are affected (2015-November 2017), NGA106001.E, 3 November 2017, [url](#)

<sup>744</sup> Canada, IRB, Nigeria: Brown envelope journalism, including types of publications that are affected; efforts to combat the phenomenon (2015-November 2017), NGA106001.E, 3 November 2017, [url](#)

<sup>745</sup> Channels Television, We Now Monitor Social Media For Anti-Government And Anti-Military Information – Military, 23 August 2017, [url](#); Nigeria Communications Week, FG Orders Military to Monitor Nigerians on Social Media, 24 August 2017, [url](#)

<sup>746</sup> SERAP, SERAP to Buhari: End monitoring of Nigerians on social media by military authorities, [August 2017], [url](#)

<sup>747</sup> Sahara Reporters, Nigeria Secret Police Unconditionally Frees Abuja Bureau Chief Of Daily Independent Tony Ezimakor, 6 March 2018, [url](#)

<sup>748</sup> Guardian (The), DSS releases Daily Independent's Abuja Bureau Chief, Tony Ezimakor, 8 March 2018, [url](#)

de force de l'armée nigériane à la suite «d'affrontements entre soldats et membres de l'IPOB» survenus la semaine précédente<sup>749</sup>.

En août 2017, Segun Salami, correspondant de la chaîne Channels TV dans l'État de Kogi, a été violemment battu par des policiers à la résidence du gouverneur de Lokoja, Yahaya Bello. Ce dernier a ensuite présenté ses excuses pour «le mauvais comportements des policiers»<sup>750</sup>.

Les journalistes Ikechukwu Onubogu (État d'Awka), Lawrence Okojie (État d'Edo) et Famous Giobaro (État de Bayelsa) ont été tués par balle en 2017 par des assaillants non identifiés. La Fondation des médias pour l'Afrique de l'Ouest a souligné que les attaques perpétrées contre les journalistes et l'impunité de leurs auteurs «sont susceptibles d'intimider les journalistes»<sup>751</sup>.

Pour en savoir plus sur la situation des journalistes visés par Boko Haram, voir section [3.1.9](#)<sup>752</sup>.

### 3.6 Défenseurs des droits de l'homme

Il existe, au Nigeria, un grand nombre d'organisations de la société civile (OSC) intervenant dans de nombreux domaines, notamment dans la défense des droits de l'homme<sup>753</sup>. Malgré le nombre croissant d'organisations non gouvernementales (ONG) actives, le financement demeure un problème pour la plupart d'entre elles. Beaucoup agissent également de manière isolée, ce qui limite leur impact sur le système politique du pays<sup>754</sup>.

Des sources indiquent que, de manière générale, les organisations de défense des droits de l'homme sont libres d'enquêter et d'exprimer leurs opinions et leurs constats. Toutefois, dès lors qu'elles critiquent les autorités, elles sont harcelées et menacées et leurs allégations sont ignorées sans autre enquête complémentaire<sup>755</sup>.

Dans le nord-est du Nigeria, «les membres de certaines organisations sont victimes d'intimidation et de violences physiques pour avoir dénoncé les actes de Boko Haram ou se heurtent à des obstacles lorsqu'ils enquêtent sur des violations présumées des droits de l'homme commises par l'armée contre des suspects de Boko Haram», tout comme les OSC actives dans le delta du Niger<sup>756</sup>. Les défenseurs des droits de l'homme (DDH) dans le nord-est du pays risquent d'être kidnappés par des groupes armés et les femmes en particulier sont exposées au risque supplémentaire de la violence fondée sur le genre (VFG)<sup>757</sup>.

Un projet de loi visant à réglementer les ONG au Nigeria (y compris leur financement et leurs activités) a été perçu par les OSC comme «une tentative de répression et de surveillance des ONG»<sup>758</sup>, qui offre en outre «au gouvernement de nombreuses possibilités d'abus de pouvoir sans obligation de rendre des comptes». Au cours des deux lectures du «projet de loi prévoyant la création des organisations non gouvernementales (ONG)» à la Chambre des représentants, aucune preuve n'a été apportée pour étayer les allégations selon lesquelles «certaines ONG auraient utilisé de l'argent provenant de dons

<sup>749</sup> RSF, Soldiers beat journalists in Abia State press centre, 14 September 2017, [url](#); IFJ, Nigeria : Soldiers break in NUJ press centre in Abia State, 20 September 2017, [url](#)

<sup>750</sup> Vanguard, Yahaya Bello apologises to Channels TV reporter, 29 August 2017, [url](#)

<sup>751</sup> IFEX, Nigerian journalist Ikechukwu Onubogu killed by gunmen, 19 November 2017, [url](#)

<sup>752</sup> Pour obtenir d'autres informations sur les violences et le harcèlement ou la détention de journalistes et de professionnels des médias, veuillez consulter: [Reporters Without Borders, US DoS 2017 Country Report on Human Rights Practices, Amnesty International Report 2017/18 -Nigeria](#), et [Human Rights Watch, World Report 2018 – Nigeria](#).

<sup>753</sup> Freedom House, Freedom in The World 2018, Nigeria, 16 January 2018, [url](#)

<sup>754</sup> Bertelsmann Stiftung, Nigeria Country Report, Political and Social Integration, 2018, [url](#)

<sup>755</sup> US DoS, 2017 Country Report on Human Rights Practices, Nigeria, Section 5, 20 April 2018, [url](#); Bertelsmann Stiftung, BTI 2018, Nigeria Country Report, Freedom of expression, 2018, [url](#)

<sup>756</sup> Freedom House, Freedom in The World 2018, Nigeria, 16 January 2018, [url](#)

<sup>757</sup> Frontline Defenders, Nigeria, n.d., [url](#)

<sup>758</sup> HRW, World Report 2018 – Nigeria, 18 January 2018, [url](#)

pour soutenir les activités de militants armés et d'insurgés tels que Boko Haram dans le nord-est du pays»<sup>759</sup>.

Selon Frontline Defenders, une organisation internationale œuvrant pour la protection des défenseurs des droits de l'homme, «les principales tactiques utilisées contre les DDH sont les menaces téléphoniques ou les messages menaçants, les visites d'agents de sécurité, les surveillances, les intimidations et les convocations au commissariat»<sup>760</sup>.

En juin 2018, Amnesty International a publié un rapport dénonçant des violences sexuelles commises par des soldats et des miliciens nigériens contre des femmes et des jeunes filles vivant dans des camps satellites. L'armée a réagi par des «campagnes de dénigrement» accusant Amnesty International de soutenir Boko Haram et en menaçant l'organisation de prendre des mesures à son encontre. Par la suite, l'Assemblée nationale nigérienne a annoncé qu'elle procéderait à des enquêtes sur les allégations formulées par Amnesty International<sup>761</sup>. Aucune information n'a été trouvée sur l'issue de cette procédure.

Le 19 juillet 2017, Maurice Fagnon, défenseur des droits de l'homme de longue date et secrétaire général du Centre pour la défense des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique, a été arrêté par la police (département des enquêtes criminelles). Son arrestation serait liée à sa campagne visant à faire cesser la démolition d'un village de pêcheurs dans la communauté d'Otodo-Gbame (sur la côte de Lagos)<sup>762</sup>. La démolition a eu lieu entre novembre 2016 et avril 2017 à la suite de l'approbation par le gouvernement de l'État de Lagos d'un projet immobilier de luxe dans cette zone, laissant ainsi plus de 30 000 personnes sans abri<sup>763</sup>.

## 3.7 Personnes impliquées dans le conflit entre éleveurs et agriculteurs

### 3.7.1 Définition du profil

Les conflits entre éleveurs et agriculteurs liés à la concurrence pour des ressources de plus en plus rares (terre et eau), au vol de bétail et aux dommages causés aux cultures sont courants depuis des décennies au Nigeria<sup>764</sup>. Auparavant, ils étaient concentrés essentiellement dans la ceinture centrale, «une zone regroupant différentes ethnies de diverses confessions religieuses comprise entre le nord, à majorité musulmane, et le sud, à majorité chrétienne»<sup>765</sup>.

Cependant, les conflits violents entre éleveurs nomades et agriculteurs sédentaires se sont intensifiés ces dernières années, faisant de plus en plus de victimes dans les deux camps. Selon l'ONG International Crisis Group, les conflits menacent la sécurité et la stabilité du Nigeria dans son

<sup>759</sup> Reuters, Nigeria NGOs slam civil society bill as grave threat to freedoms, 13 December 2017, [url](#); Freedom House, Freedom in The World 2018, Nigeria, 16 January 2018, [url](#)

<sup>760</sup> Frontline Defenders, Nigeria, n.d., [url](#)

<sup>761</sup> AI, Nigeria: Threats from the military won't deter us from defending human rights, 7 June 2018, [url](#)

<sup>762</sup> Nigeria Lawyer, Human Rights Activist, Professor Maurice Fagnon Arrested By Force CID, Abuja, 22 July 2017, [url](#); AI, Nigeria, Protect a brave human rights defender, June 2017, [url](#); PM News, Be sensitive to plight of slum dwellers, CDHRDA tells Govt, [2015], [url](#)

<sup>763</sup> Sahara Reporters, Evicted Otodo Gbame Residents Urge Lagos Govt To Obey Court Order By Relocating Them, 15 May 2018, [url](#); Vanguard, Police disperse evicted Otodo-Gbame shanty dwellers protest, 16 November 2017, [url](#); Guardian (The), '10,000 persons rendered homeless...', 11 November 2016, [url](#); Guardian (The), Demolition of waterfront communities in Lagos inhuman, violation of right to dignity, says court, 30 January 2017, [url](#); City Voice, Nigerian slums activists seek Justice for families of men killed in Lagos' Otodo Gbame demolition, 6 June 2017, [url](#)

<sup>764</sup> Pour plus d'informations générales sur ce conflit, voir International Crisis Group, Herders against Farmers: Nigeria's Expanding Deadly Conflict, Africa Report No. 252, 19 September 2017, [url](#); Conroy, Stone, Land conflicts and Lethal Violence in Nigeria: Patterns, Mapping and Evolution (2006 - 2014), 28 November 2014, [url](#)

<sup>765</sup> IRIN, The deadly conflict tearing Nigeria apart (and it's not Boko Haram), 13 June 2017, [url](#)

ensemble: «Sous l'effet de la désertification, de l'insécurité et de la perte de pâturages due à l'expansion des peuplements humains, la migration des éleveurs nigériens vers le sud suscite une âpre concurrence pour les terres entre éleveurs et agriculteurs locaux»<sup>766</sup>.

### 3.7.1.1 Facteurs sous-jacents du conflit

Avant, les deux groupes travaillaient et vivaient ensemble dans leur intérêt mutuel. Les conflits relatifs aux dommages causés aux cultures par le bétail, l'eau potable polluée ou le blocage des itinéraires de pâturage étaient en général résolus par les mécanismes traditionnels de gestion des conflits, qui consistaient, pour les chefs des deux communautés, à se réunir pour trouver une solution et éventuellement négocier une indemnisation<sup>767</sup>.

Selon le directeur de l'ACLED (Armed Conflict Location and Event Data Project, projet de données sur la localisation et les événements des conflits armés), le conflit a trois dimensions: ethnique (Foulanis contre autres ethnies nigériennes), religieuse (éleveurs musulmans contre chrétiens du sud) et culturelle (nomades contre sédentaires)<sup>768</sup>. Il revêt également une dimension politique croissante étant donné que le président Buhari, qui est lui-même un Foulani, est accusé de gérer son pays selon une approche tribale tout en ignorant le conflit. Cette attitude est particulièrement risquée à l'approche des élections présidentielle et législatives de 2019<sup>769</sup>.

Les causes fondamentales de la violence dans les zones rurales, qui ont été identifiées par les chercheurs et résumées par Philip A. Olayoku, sont les suivantes:

«les changements climatiques, la migration vers le sud, la croissance de l'agropastoralisme, l'expansion des terres cultivables sur les pâturages, l'invasion de terres agricoles par le bétail, l'assaut des éleveurs sur des femmes qui ne sont pas des Foulanis, le blocage des itinéraires d'approvisionnement et des points d'eau, la pénurie d'eau douce, les incendies de pâturages, les vols de bétail, l'insuffisance des soins vétérinaires et du contrôle des maladies, le surpâturage sur des terres en jachère, les défécations du bétail dans les cours d'eau et sur les routes, l'extension de la sédentarisation, les stratégies d'adaptation inefficaces, les stéréotypes ethniques et l'échec des mécanismes d'intervention en cas de conflit»<sup>770</sup>.

Le rapport de l'ONG International Crisis Group résume les principaux facteurs à l'origine du conflit comme suit:

- «changements climatiques (sécheresses fréquentes et désertification);
- croissance démographique (perte de pâturages au nord due à l'expansion des peuplements humains – construction de fermes sur d'anciens itinéraires de pâturage);
- mutations technologiques et économiques (nouvelles pratiques en matière d'élevage et d'agriculture);
- criminalité (banditisme rural et vol de bétail<sup>771</sup>);
- conflits politiques et ethniques (aggravés par la prolifération des armes à feu illicites);

<sup>766</sup> International Crisis Group, Herders against Farmers: Nigeria's Expanding Deadly Conflict, Africa Report No. 252, 19 September 2017, [url](#), p. i

<sup>767</sup> BBC, How Nigeria's cattle war is fuelling religious tension, 9 May 2018 [url](#); BBC, Nigeria's deadly battle for land: Herdsmen v farmers, 10 August 2016, [url](#)

<sup>768</sup> ISS Today, Herdsmen crisis underscores Nigeria's complex security threats, 28 May 2018, [url](#)

<sup>769</sup> BBC, How Nigeria's cattle war is fuelling religious tension, 9 May 2018 [url](#); CFR, Perceptions of Tribalism and the Farmer-Herder Conflict in Nigeria, 6 April 2018, [url](#)

<sup>770</sup> Olayoku, Philip A., Trends and patterns of cattle grazing and rural violence in Nigeria (2006-2014), 28 November 2014, [url](#), p. 3; see also Aaron Sayne, Rethinking Nigeria's Indigene-Settler Conflicts, July 2012

<sup>771</sup> Dans l'État de Borno, des membres d'une association d'éleveurs auraient perdu plus d'un million de têtes de bétail depuis le début de l'insurrection de Boko Haram. International Crisis Group, Herders against Farmers: Nigeria's Expanding Deadly Conflict, 19 September 2017, [url](#), p. 6

- changements culturels (échec des mécanismes traditionnels de gestion des conflits)»<sup>772</sup>.

Enfin, «les crimes qui restent impunis du fait des dysfonctionnements de la justice ont poussé les agriculteurs et les éleveurs à prendre eux-mêmes les choses en main»<sup>773</sup>. «La mauvaise gouvernance» et «les forces de sécurité inefficaces ou corrompues» sont à l'origine des violences, selon Mary Harper, correspondante de la BBC<sup>774</sup>.

Les facteurs mentionnés ci-dessus limitant l'accès des éleveurs aux pâturages et à l'eau douce entraînent une migration accrue des éleveurs foulanis du nord et du centre vers le sud du Nigeria. Dans les régions méridionales, la forte croissance démographique accentue la pression sur les terres disponibles et attise les conflits liés à la pollution de l'eau, aux dommages causés aux cultures et au vol de bétail. La multiplication des armes à feu («produites localement ou introduites clandestinement») aggrave la situation et fait de plus en plus de victimes<sup>775</sup>.

Un autre facteur vient compliquer la situation, à savoir l'ingérence croissante de groupes terroristes comme Boko Haram dans le conflit. Non seulement leurs combattants dévalisent les fermes pour se procurer de la nourriture, mais ils ont également attaqué et tué des éleveurs avec tout leur bétail et détruit des marchés aux bestiaux ainsi que des habitations d'éleveurs. Des associations d'éleveurs indiquent que des «milliers» d'éleveurs ont été tués et que des «centaines de milliers d'animaux» ont été perdus. Dans l'État de Taraba, les membres de Boko Haram auraient également «exploité les tensions communautaires» en attaquant des agriculteurs alors qu'ils s'étaient déguisés en éleveurs foulanis<sup>776</sup>.

La diffusion de fausses informations est un autre facteur qui complique les recherches sur le conflit, comme le souligne la BBC: «Les fausses images circulant dans les médias sociaux au sujet desquelles les utilisateurs prétendent à tort qu'elles illustrent les violences intercommunautaires attisent des tensions déjà vives au Nigeria»<sup>777</sup>.

### 3.7.1.2 Contexte: la distinction entre autochtones et allogènes

On retrouve, en toile de fond du conflit entre éleveurs et agriculteurs, les différences juridiques et sociales à l'échelle nationale entre les «autochtones» ou «natifs», c'est-à-dire ceux dont les parents sont nés dans la région, et les «allogènes», ceux qui se sont installés plus tard dans la région. Des droits fonciers préférentiels ont été accordés aux autochtones au détriment des allogènes, bien que la Constitution n'inclue aucune définition du statut d'autochtone ou d'allogène<sup>778</sup>. Les administrations locales délivrent, au nom du gouverneur de l'État concerné, des certificats d'autochtone (appelés, plus simplement, certificats d'origine), qui permettent à leurs détenteurs d'avoir accès à de nombreux services liés à la terre, à l'éducation, à l'emploi, aux soins de santé et aux fonctions politiques. Les bases sur lesquelles ces certificats sont délivrés diffèrent en fonction des administrations locales et dépendent de la personne dirigeant la ZAL, ce qui peut donner lieu à une discrimination et une marginalisation des personnes non autochtones<sup>779</sup>.

<sup>772</sup> International Crisis Group, Herders against Farmers: Nigeria's Expanding Deadly Conflict, 19 September 2017, [url](#), p. 3

<sup>773</sup> International Crisis Group, Herders against Farmers: Nigeria's Expanding Deadly Conflict, 19 September 2017, [url](#), p. 3

<sup>774</sup> BBC, How Nigeria's cattle war is fuelling religious tension, 9 May 2018, [url](#)

<sup>775</sup> International Crisis Group, Herders against Farmers: Nigeria's Expanding Deadly Conflict, 19 September 2017, [url](#), p. 3. See also IRIN, The deadly conflict tearing Nigeria apart (and it's not Boko Haram), 13 June 2017, [url](#)

<sup>776</sup> Vanguard, "Terrorists Now Disguise as Fulani Herdsmen" – President Goodluck Jonathan June 2014, 15 January 2018, [url](#)

<sup>777</sup> BBC, Fake news and Nigeria's herder crisis, 29 June 2018, [url](#)

<sup>778</sup> Canada, IRB, Nigeria: Information on a Certificate of State of Origin, (2015-January 2017), 30 January 2017, NGA105727.E, [url](#); Aaron Sayne, Rethinking Nigeria's Indigene-Settler Conflicts, July 2012, [url](#), p. 2

<sup>779</sup> International Crisis Group, Curbing Violence in Nigeria (I): The Jos Crisis, 17 December 2012, [url](#); UN HRC, Report of the Special Rapporteur on Minority Issues, Rita Izsák, Mission to Nigeria, 5 January 2015, [url](#), par. 20-22; Aaron Sayne, Rethinking Nigeria's Indigene-Settler Conflicts, July 2012, [url](#), pp. 2-4



Dans un rapport de 2006 sur la discrimination exercée par le gouvernement à l'encontre des populations non autochtones au Nigeria, Human Rights Watch explique le problème de la manière suivante:

«La population de chaque État et de chaque administration locale au Nigeria est officiellement divisée en deux catégories de citoyens : ceux qui sont autochtones et ceux qui ne le sont pas. Les autochtones d'un lieu sont ceux qui peuvent retracer leurs racines ethniques et généalogiques jusqu'à la communauté des personnes qui s'y sont installées à l'origine. Tous les autres, peu importe le nombre d'années qu'eux-mêmes ou leur famille ont vécues dans cet endroit qu'ils appellent chez eux, sont et seront toujours des non-autochtones»<sup>780</sup>.

De même, International Crisis Group notait en 2012: «Le principe d'appartenance autochtone (c'est-à-dire l'origine locale) implique que certains groupes détiennent le pouvoir et contrôlent les ressources dans les États ou les ZAL, tandis que d'autres – qui ont migré pour différentes raisons – sont exclus. Cela engendre à la fois des griefs et une concurrence politique acharnée, qui se traduisent trop souvent par des violences»<sup>781</sup>. La Constitution de 1960 ne définit pas les notions d'autochtone ou d'allogène<sup>782</sup>, mais fait référence à l'idée d'«appartenance»<sup>783</sup>, l'objectif étant «de protéger les minorités ethniques pour éviter qu'elles ne soient submergées par les groupes plus importants représentés par les Haoussas-Foulanis, les Igbos et les Yoroubas et de préserver leur identité culturelle et politique, ainsi que leurs institutions de gouvernance traditionnelles»<sup>784</sup>.

Selon une analyse du Centre d'études stratégiques de l'Afrique, les allogènes (qui peuvent être des Foulanis nomades), mais aussi des agriculteurs résidant dans la région depuis longtemps, se sentent marginalisés et frustrés par cette inégalité des droits fonciers. L'étude note toutefois que le problème sous-jacent est souvent lié au pouvoir politique au niveau local: «Les élites politiques ont commencé à manipuler les lois et ont ainsi rallié des partisans pour protéger le statut d'autochtone ou alimenté le ressentiment des éleveurs à l'égard des votes»<sup>785</sup>. Par exemple, les Foulanis de l'État de Kaduna, qui prétendent vivre depuis des siècles dans la région, ne sont pas reconnus comme des autochtones et ne jouissent donc pas pleinement de leurs droits sur les terres et les pâturages<sup>786</sup>.

Pour en savoir plus sur la distinction entre autochtones et allogènes, voir le rapport 2014 du rapporteur spécial des Nations unies sur les questions relatives aux minorités, Rita Izsák<sup>787</sup>, et la série de documents relatifs aux informations sur les pays d'origine publiée récemment par Asylum Research Consultancy (ARC)<sup>788</sup>.

<sup>780</sup> HRW, 'They do not own this place': Government Discrimination Against "Non-Indigenes" in Nigeria, April 2006, [url](#), p. 1

<sup>781</sup> International Crisis Group, Curbing Violence in Nigeria (I): The Jos Crisis, 17 December 2012, [url](#)

<sup>782</sup> UN HRC, Report of the Special Rapporteur on Minority Issues, Rita Izsák, Mission to Nigeria, 5 January 2015, [url](#), par. 20

<sup>783</sup> L'«appartenance» est définie dans la Constitution comme suit: «une personne, dont les parents ou l'un des grands-parents étaient membres d'une communauté autochtone de cet État». Nigeria, Constitution of the Federal Republic of Nigeria, 1999, [url](#), Art. 318

<sup>784</sup> International Crisis Group, Curbing Violence in Nigeria (I): The Jos Crisis, 17 December 2012, [url](#)

<sup>785</sup> Africa Center for Strategic Studies, Africa's Pastoralists: A New Battleground for Terrorism, 11 January 2017, [url](#). See also EASO, COI report Nigeria Country Focus, June 2017, [url](#), p. 27

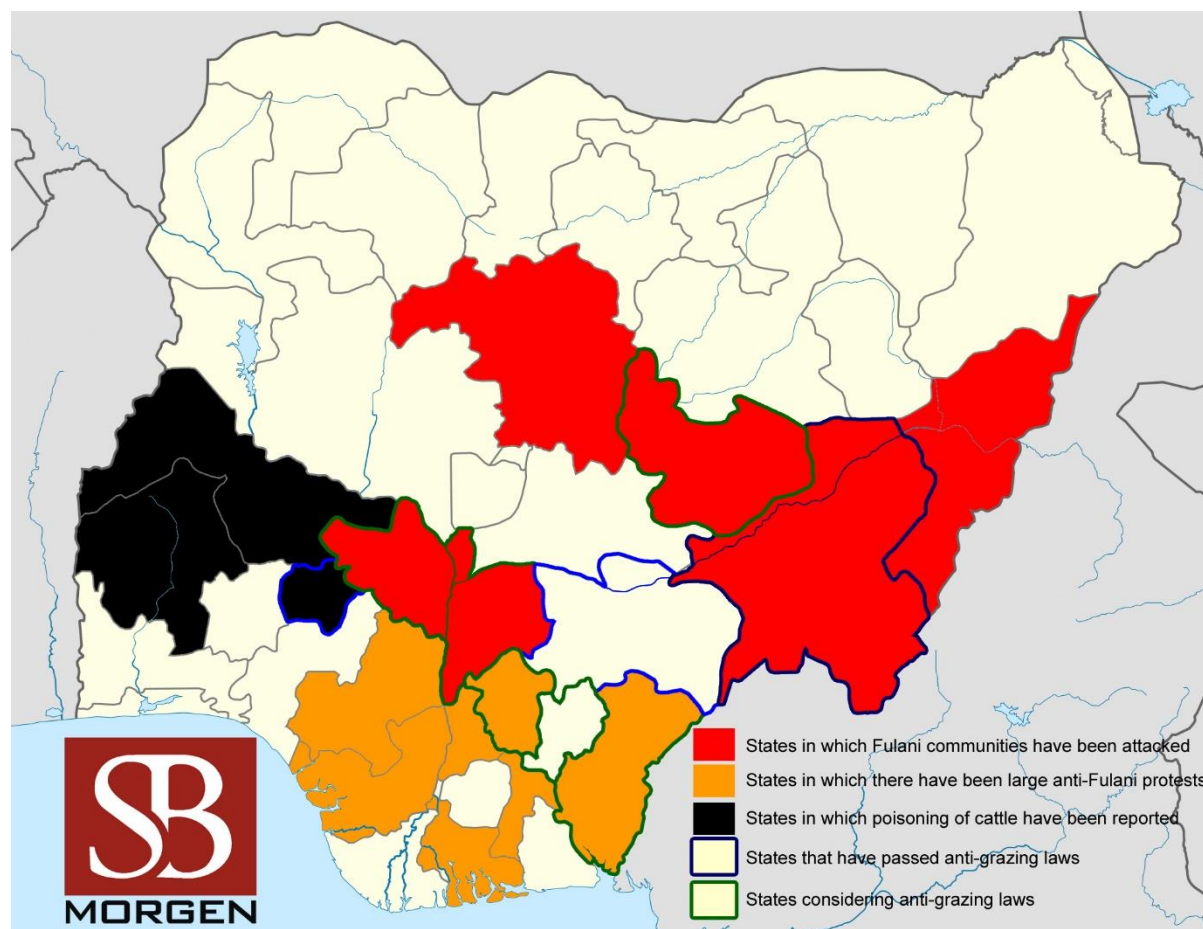
<sup>786</sup> IRIN, The deadly conflict tearing Nigeria apart (and it's not Boko Haram), 13 June 2017, [url](#); UN HRC, Report of the Special Rapporteur on Minority Issues, Rita Izsák, Mission to Nigeria, 5 January 2015, [url](#), par. 27

<sup>787</sup> UN HRC, Report of the Special Rapporteur on Minority Issues, Rita Izsák, Mission to Nigeria, 5 January 2015, [url](#)

<sup>788</sup> ARC, Nigeria: The situation of Indigenes and Settlers, 19 January 2018, available at: [url](#)

### 3.7.1.3 Zones de conflit

Les conflits entre agriculteurs et éleveurs ont touché plus de 20 États, mais plus particulièrement ceux d'Adamawa et de Taraba (dans le nord-est du pays), ainsi que ceux du Plateau, de Nasarawa et de Benue (zone du centre-nord),<sup>789</sup> comme le montre la carte ci-dessous élaborée par SBM Intelligence.



Carte 3: Situation du conflit pastoral au Nigeria à la fin de 2017 © SBM Intel<sup>790</sup>

### 3.7.1.4 Milices

Plusieurs communautés d'agriculteurs et d'éleveurs du sud et du centre du pays ont formé des milices d'autodéfense pour, soi-disant, pallier l'absence de mesures de protection de la part du gouvernement<sup>791</sup>.

Les principales milices sont constituées de militants foulanis, ce qui ajoute une dimension ethnique à la crise (bien qu'il existe 14 autres groupes ethniques d'éleveurs au Nigeria, dont les Arabes, les Kanouris, les Kanembrus, les Shuwas et les Touaregs<sup>792</sup>). Il y a peu d'informations sur le nombre de milices foulanis et leur structure. L'afflux d'éleveurs, musulmans pour la plupart, dans les communautés majoritairement chrétiennes du sud a été assimilé par certains médias à une «force

<sup>789</sup> International Crisis Group, Stopping Nigeria's Spiralling Farmer-Herder Violence, 26 July 2018, [url](#); Nigeria Watch, Seventh report on violence in Nigeria, 2017, [url](#), p. 3; Olayoku, Philip A., Trends and patterns of cattle grazing and rural violence in Nigeria (2006-2014), 28 November 2014, [url](#), p. 4

<sup>790</sup> SBM Intelligence, The Pastoral Conflict takes a deadlier turn, 5 January 2018, [url](#)

<sup>791</sup> International Crisis Group, Herders against Farmers: Nigeria's Expanding Deadly Conflict, Africa Report No. 252, 19 September 2017, [url](#), p. 8

<sup>792</sup> Olayoku, Philip A., Trends and patterns of cattle grazing and rural violence in Nigeria (2006-2014), 28 November 2014, [url](#), p. 3

d'islamisation» et les attaques des éleveurs sont généralement perçues dans le sud comme une «forme insidieuse de djihad». Cela renforce la méfiance qui s'est installée entre les deux confessions<sup>793</sup>.

Comme mentionné dans le [Rapport d'information sur les pays d'origine de l'EASO – Nigeria: Situation en matière de sécurité](#), publié en novembre 2018, le pays est en proie à de violents conflits entre des groupes armés foulanis et des milices ou groupes d'autodéfense formés par différentes ethnies, telles que les Taroks dans l'État du Plateau, les Eggons dans l'État de Nasarawa et les Jukuns dans l'État de Taraba<sup>794</sup>. Une autre milice composée de membres de l'ethnie Bachama est active dans l'État d'Adamawa<sup>795</sup>. Les milices foulanis et taroks ont toutes deux accès à des armes de calibre militaire, ce qui a aggravé le conflit et engendré plusieurs massacres récemment. Certaines milices collaborent pour mener des attaques<sup>796</sup>.

### 3.7.2 Violations des droits de l'homme et/ou discrimination

Sur les 61 314 décès répertoriés dans la base de données de Nigeria Watch, le nombre d'incidents violents et de décès enregistrés entre 2006 et 2014 s'élève à 615. Le plus grand nombre de décès (plus de 120 par an) a été enregistré au cours de la période 2011-2013 (en lien avec les élections présidentielles de 2011 lors desquelles plus de 800 personnes ont été tuées)<sup>797</sup>. Au cours de cette période, les principaux acteurs de la violence ont été «des éleveurs, des agriculteurs, des membres de communautés, des groupes d'autodéfense, des agents de sécurité, des responsables du gouvernement et, dans de rares cas, des chefs religieux». Si la majorité des actes de violence ont eu lieu dans le nord du Nigeria et dans la ceinture centrale (Plateau, Adamawa, Taraba, Nasarawa Benue et Kaduna), les États de Cross Rivers et, dans une moindre mesure, du Delta et de Rivers, dans le sud du pays, ont également enregistré des incidents mortels<sup>798</sup>.

Les estimations du nombre de décès dus au conflit entre éleveurs et agriculteurs en 2016 varient entre 1 300 et 2 500 selon les sources, comme mentionné dans le rapport de l'ONG International Crisis Group<sup>799</sup>. Selon l'ACAPS, en 2016, plus de 800 personnes ont été tuées dans l'État de Kaduna, au sud, ainsi que 1 269 dans l'État de Benue. Les conséquences humanitaires sont dramatiques, des viols, des enlèvements, des attaques, ainsi que des destructions massives de maisons, de bétail, de récoltes et de terres agricoles ayant été signalés. Les éleveurs foulanis sont désignés par l'ACAPS comme étant les principaux auteurs des vols, des viols et des enlèvements contre rançons<sup>800</sup>.

Entre le 1<sup>er</sup> juillet 2017 et le 30 juin 2018, l'ACLED a enregistré environ 569 incidents relatifs à la sécurité ayant entraîné la mort de quelque 1 686 personnes. Les États de Benue et du Plateau ont enregistré le plus grand nombre de décès: 527 et 516 respectivement<sup>801</sup>. Rien qu'en janvier 2018,

<sup>793</sup> International Crisis Group, Herders against Farmers: Nigeria's Expanding Deadly Conflict, 19 September 2017, [url](#), p. 8

<sup>794</sup> Nwanza, C., The resurgence of pastoral conflicts in Plateau State, in: Financial Nigeria, 15 November 2017, [url](#),

<sup>795</sup> SBM Intelligence, It is getting worse: The deepening pastoral conflict, 27 November 2017, [url](#)

<sup>796</sup> SBM Intelligence, The Pastoral Conflict takes a deadlier turn, 5 January 2018, [url](#); Nwanza, C., The resurgence of pastoral conflicts in Plateau State, 15 November 2017, [url](#)

<sup>797</sup> HRW, Nigeria: Post-Election Violence Killed 800, 16 May 2011, [url](#); IRIN, The deadly conflict tearing Nigeria apart (and it's not Boko Haram), 13 June 2017, [url](#)

<sup>798</sup> Olayoku, Philip A., Trends and patterns of cattle grazing and rural violence in Nigeria (2006-2014), 28 November 2014, [url](#), p. 3

<sup>799</sup> International Crisis Group, Herders against Farmers: Nigeria's Expanding Deadly Conflict, 19 September 2017, [url](#), p. 7, footnote 38

<sup>800</sup> ACAPS, Farmer–Fulani Herder Violence in Benue, Kaduna and Plateau States, 21 March 2017, [url](#)

<sup>801</sup> ACLED, Real Time data (1 July 2017- 30 June 2018), [url](#)

168 personnes ont été tuées lors d'affrontements entre agriculteurs et éleveurs dans les États d'Adamawa, de Benue, de Taraba, d'Ondo et de Kaduna<sup>802</sup>.

Selon le rapport annuel 2017 d'Amnesty International, «les violences entre communautés liées aux affrontements persistants entre communautés d'éleveurs et d'agriculteurs ont entraîné la mort de plus de 549 personnes et le déplacement de milliers d'autres dans 12 États». Les attaques ont été menées soit par des éleveurs contre des villages d'agriculteurs, soit par des groupes d'agriculteurs contre des communautés d'éleveurs, par vengeance. Lors d'une attaque massive menée le 4 décembre 2017 pour venger un précédent massacre, des éleveurs ont fait irruption dans au moins cinq villages de la zone d'administration locale de Demsa (État d'Adamaoua). Les attaques auraient été menées à l'aide d'un avion de chasse et d'un hélicoptère appartenant tous deux à l'armée de l'air nigériane. «Au moins 86 personnes ont été tuées par les éleveurs et les bombardements aériens», selon Amnesty International<sup>803</sup>, qui estime que l'armée nigériane est responsable d'au moins 35 décès<sup>804</sup>.

Une hausse significative du nombre d'attaques commises par des éleveurs a été enregistrée depuis décembre 2017 après des massacres perpétrés dans quatre communautés, principalement de Foulanis, dans l'État d'Adamawa. Ce conflit a «coûté de très nombreuses vies et détruit de très nombreux biens dans différentes régions du pays», selon un rapport de SBM Intelligence<sup>805</sup>.

L'ONG International Crisis Group souligne également que, de septembre 2017 à juin 2018, les violences entre agriculteurs et éleveurs ont fait au moins 1 500 morts, un bien plus grand nombre de blessés et près de 300 000 déplacés, dont environ 176 000 dans l'État de Benue, environ 100 000 dans l'État de Nasarawa, plus de 100 000 dans l'État du Plateau, environ 19 000 dans l'État de Taraba et un nombre indéterminé dans l'État d'Adamawa. Les deux tiers de ces personnes ont fui leur région depuis janvier<sup>806</sup>.

Une série d'attaques de représailles extrêmement violentes entre des Foulanis et des agriculteurs ont eu lieu du 23 au 25 juin 2018 à divers endroits (ZAL de Riyom, Mangu, Barkin Ladi, Ruku, Rakat, Kok et Jos Sud) dans l'État du Plateau. Le premier bilan a fait état de 86 morts, puis est passé à 200, avec de nombreux autres blessés et 50 maisons brûlées<sup>807</sup>. Ces massacres ont entraîné de nouvelles attaques de représailles dans d'autres régions de l'État du Plateau<sup>808</sup>. Elles ont en outre conduit la BBC à mettre en garde contre la diffusion de fausses informations susceptibles d'attiser les tensions déjà présentes dans la région<sup>809</sup>.

Ces affrontements meurtriers illustrent l'intensification des pressions et la «pénurie croissante de terres arables». Selon l'agence Reuters, les violences dans la ceinture centrale ont fait plus de victimes que l'insurrection de Boko Haram dans le nord-est du pays<sup>810</sup>. Human Rights Watch commente de son

<sup>802</sup> AI, Nigeria: Dozens killed as military launches air attacks on villages beset by spiralling communal violence, 30 January 2018, [url](#)

<sup>803</sup> AI, Annual report 2017/18, 22 February 2018, [url](#)

<sup>804</sup> Reuters, Nigerian air force killed dozens in attacks on villages – Amnesty, 30 January 2018, [url](#)

<sup>805</sup> SBM Intelligence, The Pastoral Conflict takes a deadlier turn, 5 January 2018, [url](#)

<sup>806</sup> International Crisis Group, Stopping Nigeria's Spiralling Farmer-Herder Violence, 26 July 2018, [url](#), p. 12

<sup>807</sup> ACLED, Real Time data (1 July 2017- 30 June 2018), [url](#)

<sup>808</sup> BBC, Nigeria's Plateau state clashes leave 86 dead, 25 June 2018, [url](#); Premium Times: Nigeria: The Untold Killings That May Have Triggered Plateau Massacre, 25 June 2018, [url](#); Premium Times, Nigeria's herdsman-farmers conflicts becoming more sophisticated, deadlier – UN envoy, 18 July 2018, [url](#)

<sup>809</sup> BBC, Fake news and Nigeria's herder crisis, 29 June 2018, [url](#). Voir, par exemple, l'entretien avec le responsable local de l'association des éleveurs de bétail, qui avait déclaré (à tort) que les attaques étaient une mesure de représailles aux centaines de vaches abattues. Premium Times: Nigeria: The Untold Killings That May Have Triggered Plateau Massacre, 25 June 2018, [url](#). Le responsable a ensuite nié catégoriquement avoir fait cette déclaration (et le journaliste a été licencié). Premium Times, We did not describe Plateau killings as retaliatory – Miyetti Allah, 29 June 2018, [url](#)

<sup>810</sup> Reuters, Nigeria herders, farmers conflict highlights squeeze on arable land, 25 June 2018, [url](#)

côté: «La fréquence de ces attaques meurtrières témoigne de l'incapacité du gouvernement à assurer la sécurité et la sûreté de la région»<sup>811</sup>.

Le nombre de personnes déplacées internes (PDI) a augmenté. Entre janvier 2015 et février 2017, au moins 62 000 personnes ont été déplacées dans les États de Kaduna, de la Benue et du Plateau<sup>812</sup>. Au premier semestre 2018, environ 200 000 personnes ont été déplacées<sup>813</sup>. Selon Human Rights Watch, 169 922 personnes ont été déplacées par le conflit dans le seul État de Benue, dont 102 000 «contraintes de quitter l'école»<sup>814</sup>.

### 3.7.3 Possibilités de réinstallation

Plusieurs États, comme Ekiti, Benue et Taraba, ont adopté des lois sur l'interdiction du pâturage afin d'éviter les heurts entre éleveurs et agriculteurs. D'après SBM Intelligence, l'effet de ces mesures n'a été visible que dans l'État d'Ekiti, où quasiment aucune attaque n'a eu lieu<sup>815</sup>.

Cependant, des éleveurs interrogés par la BBC ont déclaré qu'il leur a été interdit de faire paître leur troupeau dans l'État de Benue (pratique passible de cinq ans de prison) et qu'ils ont été contraints de partir dans un autre État. Les agriculteurs estiment qu'en vertu des lois sur l'interdiction du pâturage, il est justifié de chasser les éleveurs de leurs terres «parfois avec violence»<sup>816</sup>.

Le MASSOB et l'IPOB ont adressé un avertissement aux Foulanis leur rappelant de ne pas pénétrer dans les régions du sud-est et de l'extrême sud, où 10 000 hommes ont été déployés en tant que membres des forces de sécurité du Biafra<sup>817</sup>.

### 3.7.4 Voies de recours

Le gouvernement fédéral nigérian et les autorités des États n'auraient «pas fait grand-chose pour mettre un terme à l'insécurité rurale dans le nord» et n'ont ni arrêté les agresseurs ni accordé une réparation aux victimes. «Par conséquent, les agriculteurs comme les éleveurs prennent eux-mêmes les choses en main, ce qui aggrave les conflits», selon l'ONG International Crisis Group<sup>818</sup>. Les attaques perpétrées restent en grande partie impunies<sup>819</sup>.

La réponse des autorités nigérianes aux affrontements est vivement critiquée par l'ONG Amnesty International, qu'elle qualifie de «totalement inappropriée, trop lente, inefficace et, dans certains cas, contraire à la loi». Amnesty International fait notamment référence à l'attaque meurtrière perpétrée le 4 décembre 2017 contre cinq villages par des centaines d'éleveurs et le bombardement effectué juste après par l'armée de l'air, qui ont fait 86 victimes au total<sup>820</sup>.

En réponse aux massacres perpétrés dans l'État du Plateau fin juin 2018, la police nigériane a annoncé le déploiement d'une force d'intervention spéciale chargée de rétablir la paix et la sécurité ainsi que de «mener une enquête discrète et approfondie sur les massacres et d'appréhender rapidement les responsables»<sup>821</sup>. Human Rights Watch souligne que les autorités «ne doivent pas se contenter de démythifier les appels à l'entraide si elles veulent que les gens leur fassent confiance et coopèrent»,

<sup>811</sup> HRW, Nigeria: Rising Toll of Middle-Belt Violence, 28 June 2018, [url](#)

<sup>812</sup> International Crisis Group, Herders against Farmers: Nigeria's Expanding Deadly Conflict, 19 September 2017, [url](#), p. 7

<sup>813</sup> International Crisis Group, Stopping Nigeria's Spiralling Farmer-Herder Violence, 26 July 2018, [url](#), p. 12

<sup>814</sup> HRW, Nigeria: Rising Toll of Middle-Belt Violence, 28 June 2018, [url](#)

<sup>815</sup> SBM Intelligence, The Pastoral Conflict takes a deadlier turn, 5 January 2018, [url](#)

<sup>816</sup> BBC, How Nigeria's cattle war is fuelling religious tension, 9 May 2018 [url](#)

<sup>817</sup> Punch, MASSOB, IPOB dare herdsmen, deploy 10,000 men, 20 January 2018, [url](#)

<sup>818</sup> International Crisis Group, Herders against Farmers: Nigeria's Expanding Deadly Conflict, 19 September 2017, [url](#), p. ii

<sup>819</sup> SBM Intelligence, The Pastoral Conflict takes a deadlier turn, 5 January 2018, [url](#)

<sup>820</sup> AI, Nigeria: Dozens killed as military launches air attacks on villages beset by spiralling communal violence, 30 January 2018, [url](#)

<sup>821</sup> This Day, Killings: IG Deploys Special Forces, Police Intelligence Unit to Plateau, 26 June 2018, [url](#)

ajoutant que «des enquêtes impartiales, rapides et approfondies, suivies de procès équitables des auteurs des violences, sont des moyens efficaces d'envoyer ce message sans équivoque»<sup>822</sup>.

Le commissaire de police de l'État de Benue explique que la gestion des conflits entre éleveurs et agriculteurs doit passer par «le dialogue, la surveillance policière et la participation des communautés aux activités du centre de commandement. Des stratégies habituelles de maintien de l'ordre et un travail de proximité de la part de la police ont également été privilégiés pour relever les défis en matière de sécurité»<sup>823</sup>.

L'escalade des attaques menées contre les éleveurs foulanis pourrait avoir des implications plus larges au niveau régional, comme le souligne International Crisis Group. Les Foulanis pourraient demander de l'aide à leurs «frères» («y compris des combattants») dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale<sup>824</sup>. De même, les analystes mettent en garde contre les groupes terroristes islamistes (étrangers ou nationaux) qui tentent de manipuler les différences ethniques et religieuses existantes, aggravant ainsi sérieusement les conflits entre agriculteurs et éleveurs au Nigeria<sup>825</sup>. Dans l'État de Taraba, des combattants de Boko Haram se seraient fait passer pour des éleveurs foulanis pour éviter d'être arrêtés et partir ensuite dans d'autres régions afin d'y mener des attaques susceptibles d'«intensifier l'hostilité entre éleveurs et agriculteurs et l'instabilité»<sup>826</sup>.

## 3.8 Minorités religieuses

### 3.8.1 Introduction

Il est difficile d'obtenir des données actualisées et officielles sur les appartenances religieuses au Nigeria. Une enquête réalisée en 2010 par le Forum Pew indiquait que les pourcentages de musulmans et de chrétiens étaient quasiment identiques, représentant respectivement 48,8 % et 49,3 % de la population, les 1,9 % restant étant principalement composés de «pratiquants de religions autochtones ou de personnes sans aucune appartenance religieuse»<sup>827</sup>.

En ce qui concerne plus spécifiquement l'islam et le christianisme, un article de Worldatlas sur les croyances religieuses au Nigeria, publié en 2017, précise que les musulmans sunnites représentent environ 42,5 % de la population, les chrétiens protestants (principalement anglicans mais aussi – et de plus en plus – pentecôtistes<sup>828</sup>) 32,3 %, les chrétiens catholiques environ 10,9 %, les musulmans chiites «près de» 6 % et les adeptes de l'ahmadisme environ 1,5 %<sup>829</sup>.

Des chercheurs de la Harvard Divinity School notent toutefois qu'il est impossible d'avancer des chiffres exacts sur les pratiques religieuses et qu'il «s'agit davantage de spéculations que de faits, d'autant qu'il est courant au Nigeria de suivre, à un degré variable, plus d'une tradition religieuse»<sup>830</sup>.

#### 3.8.1.1 Répartition régionale

Bien que le nord du Nigeria soit en grande partie musulman et que le sud soit majoritairement chrétien, la démographie religieuse du pays est «bien plus complexe que ce que le clivage nord-sud

<sup>822</sup> HRW, Nigeria: Rising Toll of Middle-Belt Violence, 28 June 2018, [url](#)

<sup>823</sup> Premium Times, How we're tackling Benue farmers, herdsman clashes – Police, 3 June 2018, [url](#)

<sup>824</sup> International Crisis Group, Herders against Farmers: Nigeria's Expanding Deadly Conflict, Africa Report No. 252, 19 September 2017, [url](#), p. 9

<sup>825</sup> Africa Center for Strategic Studies, Africa's Pastoralists: A New Battleground for Terrorism, 11 January 2017, [url](#)

<sup>826</sup> Vanguard, "Terrorists Now Disguise as Fulani Herdsmen" – President Goodluck Jonathan June 2014, 15 January 2018, [url](#)

<sup>827</sup> Pew Research Centre, Global Religious Futures Projects – Nigeria, 2010, [url](#)

<sup>828</sup> Harvard Divinity School, Religious Literacy Project, Country Profile: Nigeria, 2016, [url](#), p. 2. Pour en savoir plus sur les églises pentecôtistes qui prennent pour cible la sorcellerie, voir section [3.9](#).

<sup>829</sup> Worldatlas, Religious Beliefs in Nigeria, 25 April 2017, [url](#)

<sup>830</sup> Harvard Divinity School, Religious Literacy Project, Country Profile: Nigeria, 2016, [url](#), p. 2

ne laisse supposer»<sup>831</sup>. En réalité, bien que «l'islam soit profondément ancré dans le nord» et qu'il soit pratiqué par la grande majorité de la population (les Haoussas-Foulanis et la plupart des groupes ethniques plus petits sont musulmans)<sup>832</sup>, il existe également «une minorité chrétienne non négligeable dans plusieurs États du nord», qui s'explique principalement par les migrations en provenance des régions situées au sud du pays<sup>833</sup>.

Parallèlement, alors que les Igbo et les autres groupes ethniques du sud sont chrétiens pour la plupart<sup>834</sup>, il existe également une proportion considérable de musulmans dans cette partie du pays, notamment dans le sud-ouest et à Benin City, dans l'État d'Edo<sup>835</sup>.

La ceinture centrale, région regroupant six États situés entre le nord et le sud du pays, est en grande partie peuplée de groupes ethniques plus petits de religions diverses<sup>836</sup>. Plus précisément, «de nombreux groupes de nomades se définissent comme musulmans et les groupes sédentaires comme chrétiens, bien que la situation soit moins tranchée que dans les autres régions du pays»<sup>837</sup>.

## 3.8.2 Traitement des minorités religieuses

### 3.8.2.1 Législation

La Constitution de 1999 fait du Nigeria un État laïc et dispose qu'il n'existe pas de religion officielle, tant au niveau fédéral que de celui des États. Elle garantit également la liberté de religion<sup>838</sup>.

#### Charia

La Constitution reconnaît expressément les cours d'appel de la charia dans «tout État qui l'exige» et leur compétence pour «les procédures civiles dans des questions relevant du droit privé islamique», telles que le mariage, les successions et autres affaires familiales, lorsque toutes les parties concernées sont des musulmans<sup>839</sup>. Les non-musulmans «ont la possibilité de saisir les tribunaux de la charia en cas de litiges d'ordre civil ou pénal avec des musulmans»<sup>840</sup>.

Entre 2000 et 2002, douze États du nord ont adopté totalement ou partiellement la charia pour juger les affaires pénales. Selon un chercheur spécialiste de l'application de la charia, cette décision a soulevé «un certain nombre de questions constitutionnelles» concernant «la primauté de la constitution nigériane»<sup>841</sup>. Les tribunaux de la charia «ne sont pas habilités à contraindre les non-musulmans à avoir recours aux tribunaux islamiques»<sup>842</sup>. Cependant, une étude menée en 2002 sur les droits des minorités religieuses au Nigeria soulignait que «l'adoption du droit pénal islamique compromet le droit des minorités de professer leur foi et porte atteinte au droit des minorités religieuses et des femmes à être traitées de manière équitable au sein de la société»<sup>843</sup>.

<sup>831</sup> Harvard Divinity School, Religious Literacy Project, Country Profile: Nigeria, 2016, [url](#), p. 2; Minority Rights Group International, Nigeria, updated January 2018, [url](#)

<sup>832</sup> ACCORD, Ethnic and religious crises in Nigeria, 29 August 2016, [url](#)

<sup>833</sup> Harvard Divinity School, Religious Literacy Project, Country Profile: Nigeria, 2016, [url](#), p. 2; Minority Rights Group International, Nigeria, updated January 2018, [url](#)

<sup>834</sup> ACCORD, Ethnic and religious crises in Nigeria, 29 August 2016, [url](#)

<sup>835</sup> ACCORD, Ethnic and religious crises in Nigeria, 29 August 2016, [url](#)

<sup>836</sup> Harvard Divinity School, Religious Literacy Project, Country Profile: Nigeria, 2016, [url](#), p. 2

<sup>837</sup> EASO, COI Report, Nigeria Country Focus, June 2017, [url](#), p. 53

<sup>838</sup> Nigeria, Constitution of the Federal Republic of Nigeria, 1999, [url](#)

<sup>839</sup> Nigeria, Constitution of the Federal Republic of Nigeria, Section B, Part II, 1999, [url](#)

<sup>840</sup> US DoS, Nigeria 2017 International Religious Freedom Report, 29 May 2018, p. 6-7, [url](#)

<sup>841</sup> Nmehielle, Vincent O., Sharia Law in the Northern States of Nigeria: To Implement or not To Implement, August 2004, p. 730, [url](#). Voir également: Okekeocha, Chinelo, Questioning the Constitutionality of Sharia Law in Some Nigerian States, August 2014, available at: [url](#)

<sup>842</sup> US DoS, Nigeria 2017 International Religious Freedom Report, 29 May 2018, p. 3, [url](#)

<sup>843</sup> Zarifis, Ismene, Rights of Religious Minorities in Nigeria, 2002, [url](#)

Comme le souligne une étude de 2010 sur les droits de l'homme en matière religieuse et la jurisprudence au Nigeria, la répression de l'apostasie (infraction passible de la peine de mort au regard du droit islamique) est incompatible avec le droit à la liberté de changer de religion, consacré par l'article 38, paragraphe 1, de la Constitution<sup>844</sup>.

Selon la Harvard Divinity School, l'introduction de la charia a été soutenue par la population, déçue par le système juridique national corrompu. «Cependant, l'adoption et la pratique du droit islamique ont suscité des réactions mitigées parmi les musulmans, certains préférant le statu quo avant son adoption»<sup>845</sup>.

### 3.8.2.2 Discrimination et violence

Bien que la Constitution nigérienne de 1999 interdise expressément toute loi discriminatoire ou mesure discriminatoire de la part des autorités exécutives ou administratives, y compris pour des raisons religieuses<sup>846</sup>, les musulmans comme les chrétiens dénoncent des discriminations dans les régions où ils forment une minorité. Comme le souligne le rapport 2017 sur la liberté religieuse dans le monde publié par le département d'État américain, au Nigeria, «des groupes chrétiens et musulmans ont continué de signaler que des recteurs d'universités publiques et des directeurs d'écoles techniques publiques dans plusieurs États refusaient d'inscrire certaines personnes ou retardaient la délivrance de leurs diplômes et certificats en raison de leur religion ou appartenance ethnique»<sup>847</sup>.

Le rapport précise en outre que certains «groupes chrétiens ont évoqué un manque de protection des églises et des communautés chrétiennes par les autorités gouvernementales, en particulier dans les régions du centre et du nord», ainsi qu'une «discrimination en ce qui concerne l'acquisition de titres fonciers pour la construction d'églises et l'accès à l'université dans le nord»<sup>848</sup>. Pour plus d'informations sur la discrimination à l'égard des chrétiens dans les régions où ils sont minoritaires, veuillez consulter la section [3.8.3.2](#).

Les musulmans vivant dans des régions majoritairement chrétiennes, en particulier dans les États de Kwara, Osun et Ekiti, dans le sud-ouest, ont eux aussi affirmé qu'ils font l'objet de discriminations de la part des autorités, surtout les femmes portant le hijab. En mai 2017, la FOMWAN (fédération des associations de femmes musulmanes au Nigeria) a fait part de ses préoccupations concernant l'interdiction du port du hijab pour les filles musulmanes dans les écoles publiques de l'État de Lagos, la jugeant contraire à l'article 38 de la Constitution<sup>849</sup>.

Les conflits entre communautés chrétiennes et musulmanes sont concentrés dans les villes du nord et la ceinture centrale (dans les environs de Jos), où les agriculteurs sont majoritairement chrétiens et de diverses ethnies, et les éleveurs principalement des musulmans foulanis<sup>850</sup>. La ville de Kaduna, dans le nord, a également été le théâtre de violents affrontements entre groupes chrétiens et musulmans<sup>851</sup>. Cependant, même si ces derniers sont souvent perçus par les médias et la population locale comme un conflit religieux opposant musulmans et chrétiens, d'autres facteurs importants sont

<sup>844</sup> International Center for Law and Religion Studies, Challenges to religious human rights and jurisprudence in Nigeria, n.d., p. 10, [url](#)

<sup>845</sup> Harvard Divinity School, Religious Literacy Project, Country Profile: Nigeria, 2016, [url](#), p. 2

<sup>846</sup> Nigeria, Constitution of the Federal Republic of Nigeria, section 42, 1999, [url](#)

<sup>847</sup> US DoS, Nigeria 2017 International Religious Freedom Report, 29 May 2018, [url](#), p. 8

<sup>848</sup> US DoS, Nigeria 2017 International Religious Freedom Report, 29 May 2018, p. 5, [url](#)

<sup>849</sup> US DoS, Nigeria 2017 International Religious Freedom Report, 29 May 2018, pp. 5, 7, 12, 13, [url](#); FOMWAN, Hijab – The Right of the Muslim Woman, 20 May 2017, [url](#)

<sup>850</sup> US DoS, Nigeria 2017 International Religious Freedom Report, 29 May 2018, p. 10, [url](#)

<sup>851</sup> EASO, COI Report, Nigeria Country Focus, June 2017, p. 53, [url](#); US DoS, Nigeria 2017 International Religious Freedom Report, 29 May 2018, pp. 1-2, [url](#). Voir également: EASO COI report Nigeria, Security situation, November 2018, [url](#)



à leur origine, comme la lutte pour l'accès à des ressources qui s'amenuisent et l'économie politique locale<sup>852</sup>.

À cet égard, le chercheur A.E. Olojo, cité dans le rapport 2017 de l'EASO sur l'étude du Nigeria, souligne que ces conflits, même s'ils sont exprimés en termes religieux, sont souvent liés à d'autres facteurs, tels que «des tensions entre les communautés locales d'accueil (autochtones) et les communautés de migrants internes (allogènes) ou des tensions entre nomades et agriculteurs»<sup>853</sup>. Voir section [3.7](#) pour plus d'informations sur ce sujet.

### 3.8.3 Minorités religieuses spécifiques

#### 3.8.3.1 IMN

Comme indiqué précédemment, le Nigeria abrite une petite proportion de musulmans chiites estimée à 4 millions de personnes dans le nord du Nigeria, majoritairement sunnite. L'IMN (Islamic Movement in Nigeria ou Mouvement islamique du Nigeria) est une petite organisation chiite active depuis les années 1980, dirigée par Ibrahim al-Zakzaky. Inspiré par la révolution islamique en Iran, Zakzaky a appelé à une révolution islamique similaire au Nigeria et a été emprisonné à plusieurs reprises «pour son discours séditieux et ses appels à la révolution». L'IMN a été tenu responsable des actes de violence perpétrés à Katsina dans les années 1990, qui ont, selon la Harvard Divinity School, été «encouragés par Zakzaky»<sup>854</sup>.

Après que ses membres ont empêché le chef de l'armée (le général Tukur Buratai) d'emprunter une voie publique dans la ville de Zaria, dans le nord de l'État de Kaduna, en décembre 2015, l'armée a réagi par une opération de grande envergure au cours de laquelle des centaines de membres de l'IMN et un soldat ont été tués<sup>855</sup>. Human Rights Watch avait réclamé l'ouverture d'une enquête indépendante sur ce «carnage». L'enquête menée par la Commission d'enquête judiciaire de l'État de Kaduna avait conclu que la réaction de l'armée avait été «disproportionnée»<sup>856</sup>.

«L'armée a fait un "usage excessif de la force" contre les manifestants et a été responsable du massacre de 347 membres du groupe». La Commission d'enquête a recommandé des poursuites contre les soldats impliqués dans les meurtres. Elle a également recommandé de tenir les membres de l'IMN responsables de leurs «actes d'anarchie habituels» et déclaré que Zakzaky portait la responsabilité de ne pas avoir rappelé à l'ordre ses partisans lorsque la demande lui a été faite<sup>857</sup>.

Le gouvernement a ensuite placé en détention le chef de l'IMN, qui avait été blessé, ainsi que sa femme, Malama Zeenah Ibrahim, ce qui a déclenché des protestations de la part de partisans à Abuja et dans d'autres villes du nord du pays<sup>858</sup>. Tous deux ont été détenus pendant plus de deux ans par le Département de la sûreté d'État (DSE) sans avoir été jugés malgré une décision de la Haute Cour fédérale d'Abuja ordonnant leur libération dans un délai de 45 jours à compter du

<sup>852</sup> International Crisis Group, Herders against Farmers: Nigeria's Expanding Deadly Conflict, 19 September 2017, [url](#); BBC, How Nigeria's cattle war is fuelling religious tension, 9 May 2018, [url](#)

<sup>853</sup> EASO, COI Report, Nigeria Country Focus, June 2017, [url](#), p. 53

<sup>854</sup> Harvard Divinity School, Shi'ism in Nigeria, n.d., [url](#)

<sup>855</sup> AI, Nigeria: Families of hundreds of Shi'a Muslims killed in Zaria still await justice, 13 December 2017, [url](#). For more detailed information, see EASO, Country of Origin Information Report –Nigeria, 5 June 2017, [url](#); International Crisis Group, New Risks in Nigeria's Shiite Fault Line, 16 December 2015, [url](#)

<sup>856</sup> Human Rights Watch, Dispatches: Nigerian Military Used Excessive Force Against Shia Group, 1 August 2016, [url](#)

<sup>857</sup> HRW, Nigeria: End Repression of Shia Group, 14 December 2016, [url](#)

<sup>858</sup> UN Security Council, Report of the Secretary-General on the activities of the United Nations Office for West Africa and the Sahel, (S/2018/649), 29 June 2018, [url](#), p. 4

2 décembre 2016<sup>859</sup>. Selon Human Rights Watch, «les autorités de l'État de Kaduna ont poursuivi la répression à l'encontre du mouvement sans que les auteurs des violences n'aient eu à répondre de leurs actes»<sup>860</sup>.

En octobre 2016, l'IMN a été déclaré illégal par le gouvernement de l'État de Kaduna<sup>861</sup>.

Voir également le [rapport d'information sur les pays d'origine de l'EASO – Nigeria: Situation en matière de sécurité, novembre 2018](#).

### 3.8.3.2. Chrétiens dans les régions où ils sont minoritaires

Les lois de la charia dans les États du nord ne s'appliquent qu'aux musulmans et aux non-musulmans qui choisissent de saisir les tribunaux de la charia pour des litiges d'ordre civil ou pénal avec des musulmans. Il a été signalé que «les minorités religieuses dans les États appliquant la charia sont victimes de multiples discriminations et se voient infliger des peines sévères qui violent les obligations internationales du Nigeria en matière de droits de l'homme»<sup>862</sup>.

Le rapport sur la liberté religieuse dans le monde publié par le département d'État américain mentionne que «les tribunaux de droit commun connaissent des affaires des non-musulmans et des musulmans (dans les États où cette possibilité leur est offerte) qui choisissent de ne pas avoir recours aux tribunaux de la charia. Ces derniers ne sont pas habilités à contraindre les non-musulmans à avoir recours aux tribunaux islamiques»<sup>863</sup>. Le rapport ajoute que

«contrairement aux années précédentes, aucun groupe chrétien n'a rapporté de cas de non-musulmans ayant comparu devant un tribunal de la charia contre leur volonté dans les États du nord. La plupart des chrétiens vivant dans les États du nord ont su qu'ils avaient le droit de refuser de comparaître devant un tribunal islamique et ont exercé ce droit lorsqu'ils ne souhaitaient pas avoir recours à de tels tribunaux»<sup>864</sup>.

Selon l'étude sur les crises ethniques et religieuses au Nigeria publiée en 2016 par le Centre africain pour la résolution constructive des conflits (African Centre for the Constructive Resolution of Disputes, ACCORD), les conflits religieux les plus graves survenus au Nigeria depuis 1999 sont liés à la crise de Boko Haram (voir section [2.1](#))<sup>865</sup>. L'étude précise en outre que «ce groupe a lancé une campagne sanglante visant à imposer un régime islamique *sui generis* basé sur la charia dans le nord musulman»<sup>866</sup>. Boko Haram a également visé des musulmans ordinaires ainsi que des «infidèles» chrétiens, en particulier lorsque le groupe était dirigé par Abubakar Shekau<sup>867</sup>.

Selon le rapport sur la liberté religieuse publié par le département d'État américain, «les médias ont régulièrement relayé les propos d'organisations et de leaders chrétiens selon lesquels les dirigeants du nord, soutenus par le gouvernement fédéral, avaient pour objectif d'islamiser le pays»<sup>868</sup>. Le rapport fait en particulier référence à un projet de loi visant à réglementer les organisations non gouvernementales (ONG). Cette mesure «donnerait au gouvernement fédéral le pouvoir de réglementer les églises, qui sont enregistrées en tant qu'associations et relèvent par conséquent de

<sup>859</sup> Sahara Reporters, Falana Urges Shiites To Keep Protesting Until El-Zakzaky Regains Freedom, 16 April 2018, [url](#); USCIRF, Annual Report 2018, April 2018, [url](#), p. 54

<sup>860</sup> HRW, Nigeria: End Repression of Shia Group, 14 December 2016, [url](#)

<sup>861</sup> IBT, Kaduna state in Nigeria bans Shia organisation IMN calling it unlawful society, 8 October 2016, [url](#)

<sup>862</sup> Zarifis, Ismene, Rights of Religious Minorities in Nigeria, 2002, [url](#), p. 22

<sup>863</sup> US DoS, Nigeria 2017 International Religious Freedom Report, 29 May 2018, [url](#), p. 6-7

<sup>864</sup> US DoS, Nigeria 2017 International Religious Freedom Report, 29 May 2018, [url](#), p. 6-7

<sup>865</sup> ACCORD, Ethnic and religious crises in Nigeria, 29 August 2016, [url](#)

<sup>866</sup> ACCORD, Ethnic and religious crises in Nigeria, 29 August 2016, [url](#)

<sup>867</sup> Al Jazeera, Split in ISIS-Aligned Boko Haram Group, 27 October 2016, [url](#), p. 3

<sup>868</sup> US DoS Nigeria 2017 International Religious Freedom Report, 29 May 2018, p. 6-7, [url](#)

la catégorie des ONG»<sup>869</sup>. Ces informations ont été rapportées par des médias nationaux et internationaux<sup>870</sup>. Selon le Centre international pour le droit des associations à but non lucratif, «certains groupes religieux prétendent que le véritable objectif de cette loi est de propager l'islam dans tout le pays»<sup>871</sup>.

Dans le nord du pays, des groupes chrétiens auraient des difficultés à obtenir des permis pour la construction de nouveaux lieux de culte et auraient signalé la démolition d'églises par les autorités, notamment dans l'État de Jigawa<sup>872</sup>. Ces incidents, survenus en janvier 2017, ont également été relayés par la presse nationale<sup>873</sup>.

Selon l'ONG Intersociety (International Society for Civil Liberties & the Rule of Law), citée dans le journal Vanguard, Boko Haram a tué 250 chrétiens au cours du premier semestre 2018 et plus de 2 450 entre juin 2015 et juin 2018.<sup>874</sup> Ces chiffres n'ont pu être corroborés par d'autres sources. Cette même ONG a indiqué que 2 000 chrétiens ont été tués entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 15 septembre 2018 par des «djihadistes foulanis», en grande partie dans les États de Benue, du Plateau, de Taraba et de Nasarawa<sup>875</sup>. Voir également section [3.7](#).

### 3.8.4 Voies de recours

Comme le souligne le rapport 2017 sur la liberté religieuse dans le monde publié par le département d'État américain, au Nigeria, «des groupes de défense des droits de l'homme ont continué de signaler que le gouvernement fédéral ne parvient pas à prévenir, à réprimer ou à lutter contre les violences à l'égard des groupes religieux, en particulier dans les régions situées au nord-est et au centre du pays»<sup>876</sup>. Le rapport d'information sur les pays d'origine de l'EASO relatif au Nigeria, publié en 2017, souligne que «certains groupes religieux ou autres ont indiqué que le gouvernement ne réagit pas toujours aux actes de violence à caractère religieux ni aux attaques visant des personnes bien précises en raison de leur religion»<sup>877</sup>.

## 3.9 Victimes de la sorcellerie ou de meurtres rituels

### 3.9.1 Description de la sorcellerie

L'Encyclopédie Britannica définit la sorcellerie comme «l'exercice ou l'invocation de pouvoirs surnaturels pour contrôler des personnes ou des événements impliquant généralement la magie»<sup>878</sup>. La croyance en la sorcellerie (ou *juju*) a toujours été très répandue au Nigeria<sup>879</sup>. Le chercheur nigérian Akinpelu Babajide Adedotun explique, dans son analyse de la sorcellerie et du phénomène des cultes

<sup>869</sup> US DoS, Nigeria 2017 International Religious Freedom Report, 29 May 2018, p. 7, [url](#)

<sup>870</sup> Premium Times, The NGO Regulatory Commission of Nigeria (Establishment) Bill, 2016, 25 September 2017, [url](#); Reuters, Nigeria NGOs slam civil society bill as grave threat to freedoms, 13 December 2017, [url](#)

<sup>871</sup> International Center for Not-for-Profit Law, Civic Freedom Monitor: Nigeria, last updated 6 July 2018, [url](#)

<sup>872</sup> US DoS, Nigeria 2017 International Religious Freedom Report, 29 May 2018, p. 7, [url](#)

<sup>873</sup> Vanguard, Jigawa govt explains demolition of churches, 12 January 2017, [url](#); Eagle Online (The), Why We Demolished RCCG, Lord Chosen Church Buildings – Jigawa, 11 January 2017, [url](#)

<sup>874</sup> Vanguard, Nigeria: Herdsmen, Boko Haram Killed 1,750 Christians in First Six Months of 2018, 3 July 2018, [url](#)

<sup>875</sup> Intersociety, 250 Killed In 2 Months & 2000 Recorded Since Jan 2018, 16 September 2018, [url](#)

<sup>876</sup> US DoS, Nigeria 2017 International Religious Freedom Report, 29 May 2018, p. 1, [url](#)

<sup>877</sup> EASO, Nigeria Country Focus, June 2017, [url](#), p. 53

<sup>878</sup> Encyclopaedia Britannica, Witchcraft, n.d. [url](#)

<sup>879</sup> Eboiyehi, Friday A., Convicted without Evidence: Elderly Women and Witchcraft Accusations in Contemporary Nigeria, August 2017, [url](#), p. 250; voir par exemple: UNHCR/Schnoebelen, Jill, Witchcraft allegations, refugee protection and human rights: a review of the evidence, Research Paper no. 169, 2009, [url](#); UNHCR/ Bussien, Nathalie, et al., Breaking the spell: responding to witchcraft accusations against children, January 2011, [url](#); Voir également Geschiere, Peter, Witchcraft, intimacy, and trust: Africa in comparison, 2013, Chicago: The university of Chicago Press

au Nigeria, que la sorcellerie et les cultes en Afrique ont servi de mécanismes traditionnels de contrôle social et de résolution des conflits et qu'ils ne sont donc pas un phénomène nouveau<sup>880</sup>.

Différents chercheurs, dont Jayeola-Omoyeni, qui travaillent sur des universités et des grandes écoles du sud du Nigeria, expliquent le phénomène de la sorcellerie de la manière suivante:

«La sorcellerie est la conviction qu'il existe des forces vitales ou des pouvoirs surnaturels qui peuvent être exploités par ceux qui les ont acquis pour modifier le comportement de l'homme. [...] Les communautés nigérianes ont adopté la sorcellerie comme un moyen consultatif, afin d'obtenir des explications sur des phénomènes incompréhensibles se produisant dans leur environnement. Avant, les gens ignoraient les causes des maladies et autres phénomènes naturels, c'est pourquoi ils consultaient des groupes ou des sociétés aux pouvoirs surnaturels, comme les sorciers, pour obtenir des explications. [...] Le sorcier [...] symbolisait le mal, en opposition avec la bonté fondamentale de la société»<sup>881</sup>.

Les sorciers sont considérés comme la principale cause du malheur. Selon le chercheur Uwem Essia, «dans l'État d'Akwa Ibom et d'autres États du sud du Nigeria, on entend rarement parler de mort naturelle. Si une personne qui ne sait pas nager se noie, on pense qu'elle a été tuée par un sorcier ou un magicien, ou que quelque chose ou quelqu'un est à l'origine de sa mort»<sup>882</sup>.

Une étude anthropologique sur les pratiques de sorcellerie réalisée par l'UNICEF explique comment est perçue la sorcellerie:

«Les malheurs, qu'il s'agisse de maladies, de décès ou d'autres événements malheureux, sont rarement considérés comme ayant une origine tout à fait naturelle. Ils résultent d'interférences causées par le monde invisible par l'intermédiaire d'esprits, de sorciers etc. Comme l'avait déjà constaté Evans-Pritchard chez les Zandés il y a environ 80 ans, "tous les malheurs sont dus à la sorcellerie" (1937: 53). Toutefois, la croyance en la sorcellerie n'exclut pas la compréhension empirique des liens de cause à effet. Toujours selon Evans-Pritchard, expliquer un décès par des causes naturelles et croire qu'il est dû à la sorcellerie ne sont pas deux choses incompatibles, mais complémentaires. C'est, en fait, une question de double causalité. Pour illustrer cette théorie, prenons l'exemple suivant dans le contexte moderne: un garçon décède d'une cirrhose du foie. Personne ne doute que c'est cette maladie qui l'a tué. La question est: pourquoi ce garçon et pas un autre? Pourquoi à ce moment précis? C'est ici que l'explication de la sorcellerie complète l'explication naturelle. Un sorcier a dévoré le foie de ce garçon. De ce point de vue, la sorcellerie n'explique pas comment la personne est décédée ni pourquoi»<sup>883</sup>.

Les cas de sorcellerie et d'activités de cultes/occultes sont largement relayés par les journaux nigériens. Akinpelu Babajide Adedotun a pointé un certain nombre de facteurs ayant contribué à l'émergence des cultes actuels et de la sorcellerie:

- l'urbanisation (qui se traduit par l'anonymat dans les grandes villes);
- l'émergence de nouvelles églises évangéliques et pentecôtistes qui «ont popularisé l'idée selon laquelle la fortune matérielle est universellement disponible, mais que son accès est bloqué par le diable et qu'il suffit de se débarrasser des sorciers pour connaître le succès»;
- le mécontentement économique des jeunes (en particulier dans le delta du Niger, riche en pétrole);

<sup>880</sup> Akinpelu, B. A., Trends and Patterns of Fatalities Resulting from Cult Societies and Belief in Witchcraft in Nigeria (2006-2014), 2016, [url](#), p. 81

<sup>881</sup> Jayeola-Omoyeni et al., Witchcraft in the 20th and 21st centuries in Nigeria: an analysis, October 2015, [url](#)

<sup>882</sup> Essia, Uwem, The Social Economy of Child Witch Labeling in Nigeria, 15 June 2012: [url](#), p. 1

<sup>883</sup> UNICEF, Children Accused of Witchcraft - An anthropological study of contemporary practices in Africa, April 2010, [url](#), p.

- la croyance selon laquelle ceux qui réussissent dans les affaires doivent pratiquer une forme ou une autre de sorcellerie, leurs richesses reposant sur «des meurtres rituels ou l'utilisation de parties du corps humain pour des rituels d'argent»<sup>884</sup>.

Le chercheur conclut que la sorcellerie représente 1 % de tous les décès enregistrés sur une période de huit ans:

«De nos jours, le nombre de morts violentes dues à la sorcellerie est relativement faible au Nigeria. Plus de 61 000 morts violentes survenues au cours de la période allant de juin 2006 à mai 2014 sont répertoriées dans la base de données de Nigeria Watch. [...] Malgré les nombreuses légendes sur des sorciers suceurs de sang qui auraient tué des milliers de personnes, seuls 661 décès ont été liés à la sorcellerie, ce qui représente 1 % seulement des morts violentes enregistrées»<sup>885</sup>.

### 3.9.2 Personnes accusées de sorcellerie

D'après les travaux de recherche disponibles, il est largement reconnu que la plupart des personnes susceptibles d'être accusées de sorcellerie sont les femmes, les personnes âgées et les enfants ou encore celles «qui sont quelque peu "différentes", craintes ou méprisées», comme le souligne un rapport du HCR<sup>886</sup>. Des recherches universitaires indiquent que les accusations de sorcellerie visent souvent des personnes de l'entourage, telles que les voisins, les proches, voire les enfants ou les parents<sup>887</sup>.

De son côté, David Pratten note que «les victimes sont généralement identifiées au hasard, et ce parce qu'elles sont souvent des cibles faciles. Dans cette catégorie figurent les plus jeunes et/ou les personnes ayant un handicap physique ou mental». Il ajoute que «la couleur de la peau [albinos] ne semble pas être un facteur majeur au Nigeria», mais qu'il a entendu de nombreuses histoires sur des personnes atteintes de cyphose (bossues) qui seraient des cibles potentielles<sup>888</sup>.

#### 3.9.2.1 Femmes âgées

Une étude du HCR menée en 2009 mentionne que les femmes âgées sont victimes d'accusations de sorcellerie<sup>889</sup>. Elles peuvent être torturées et soumises à d'autres formes de violence lorsqu'elles font l'objet d'accusations de sorcellerie. La mort d'un enfant, une fausse couche, un comportement «excentrique» ou le fait de vivre plus longtemps que son défunt mari sont autant de «facteurs clés sous-jacents» des accusations de sorcellerie. Pour les punir, elles peuvent être passées à tabac, brûlées ou lapidées, être forcées à défiler nues dans les rues, être contraintes d'absorber des «médicaments» mortels, voire être lynchées<sup>890</sup>.

#### 3.9.2.2 Bébés jumeaux

Certaines communautés pensent que les jumeaux (parfois appelés «bébés mal nés»<sup>891</sup>) ont un esprit mauvais qui apportera le malheur sur leurs membres. C'est pourquoi les bébés jumeaux (parfois un

<sup>884</sup> Akinpelu, B. A., Trends and Patterns of Fatalities Resulting from Cult Societies and Belief in Witchcraft in Nigeria (2006-2014), 2016, [url](#), pp. 78-81

<sup>885</sup> Akinpelu, B. A., Trends and Patterns of Fatalities Resulting from Cult Societies and Belief in Witchcraft in Nigeria (2006-2014), 2016, [url](#), pp. 82-83

<sup>886</sup> UNHCR, Breaking the spell: responding to witchcraft accusations against children, January 2011, [url](#)

<sup>887</sup> Geschiere, Peter, Witchcraft and modernity: perspectives from Africa and beyond, 2011, [url](#); Geschiere, Peter, Witchcraft, intimacy, and trust: Africa in comparison, 2013

<sup>888</sup> Pratten, David, EASO, Practical Cooperation Meeting on Nigeria, 12-13 June 2017, [url](#), p. 81

<sup>889</sup> UNHCR, Witchcraft allegations, refugee protection and human rights, 2009, [url](#), pp. 9-11

<sup>890</sup> Eboiyehi, Friday A., Convicted without Evidence: Elderly Women and Witchcraft Accusations in Contemporary Nigeria, August 2017, [url](#), p. 247

<sup>891</sup> UNICEF, Children Accused of Witchcraft, April 2010, [url](#), p. 30

seul) sont tués pour éviter qu'ils ne portent malheur à leur famille<sup>892</sup>. Dans d'autres communautés, en revanche, les pouvoirs qui leur sont attribués sont plus ambigus: les jumeaux auraient la faculté de voir des choses cachées et, à ce titre, ils sont respectés et craints car élevés au rang de dieux<sup>893</sup>.

### 3.9.2.3 Enfants sorciers

Au cours des dix dernières années, on a constaté une tendance croissante à accuser des enfants d'être des sorciers<sup>894</sup>. Selon un rapport du Parlement européen (PE), les raisons pour lesquelles les enfants font l'objet de telles accusations ne sont pas tout à fait claires. Le rapport évoque plusieurs aspects d'ordre général expliquant ce phénomène, notamment «les profondes transformations sociétales, les changements religieux, le déclin des institutions traditionnelles et les problèmes sociaux affectant à la fois les enfants et les adultes»<sup>895</sup>.

Selon David Pratten, ce phénomène est «lié aux idées selon lesquelles les enfants possèdent des pouvoirs occultes et sont la cause des décès ou des échecs». Dans l'État d'Akwa Ibom, en particulier, les cas de meurtre, de tentative de meurtre et d'abandon d'enfants sont légion; «quelque 15 000 enfants ont été accusés de sorcellerie», précise le chercheur. Cette tendance est liée aux prédications de l'Église pentecôtiste et aux exorcismes d'esprits maléfiques pratiqués lors des cultes. Le chercheur souligne que «la capacité à identifier les ennemis du progrès ainsi que les raisons pour lesquelles l'entreprise et la famille ne progressent pas et ne deviennent pas riches/prospères est essentielle pour la concurrence entre les églises»<sup>896</sup>. Cependant, les proches aussi accusent souvent les enfants d'être des sorciers<sup>897</sup>.

Selon l'UNICEF, les enfants présentant les profils suivants risquent particulièrement d'être accusés de sorcellerie:

- «Orphelins de père et de mère qui partent habiter chez un autre membre de la famille. Parfois ils sont envoyés dans une famille d'accueil selon les règles de la parenté (matrilinéaire ou patrilinéaire).
- Enfants ayant perdu un de leurs parents dont le survivant s'est remarié. La mésentente avec le beau-père ou la belle-mère peut être à l'origine d'une accusation.
- Enfants atteints d'un handicap physique (toute anomalie physique: grosse tête, ventre ballonné, yeux rouges, etc.), d'une maladie physique (épilepsie, tuberculose etc.), de troubles psychologiques (autisme, trisomie, etc., même bégaiement) ou particulièrement les surdoués.
- Enfants au comportement inhabituel, par exemple ceux qui sont têtus, agressifs, pensifs, introvertis ou paresseux. En bref, tous types de comportement, qui dans un contexte précis défini par le discours de la sorcellerie, semblent inhabituels ou anormaux.
- Les enfants "mal nés" peuvent également être accusés de sorcellerie, mais constituent une catégorie à part»<sup>898</sup>.

Les deux premières catégories (orphelins d'un ou des deux parents) sont également mentionnées par le CRARN (Child's Right and Rehabilitation Network, Réseau pour les droits et la réhabilitation des enfants), une organisation caritative basée dans l'État d'Akwa Ibom qui recueille des enfants accusés de sorcellerie:

<sup>892</sup> VOA, Campaign Tackles Baby-killing Ritual in Nigeria, 4 October 2017, [url](#)

<sup>893</sup> Diduk, S.E., Twins, Ancestors and Socio-Economic Change in Kedjom Society, September 1993, [url](#)

<sup>894</sup> UNHCR, Breaking the spell: responding to witchcraft accusations against children, January 2011, [url](#); EP, Child Witchcraft Allegations and Human Rights, July 2013, [url](#)

<sup>895</sup> EP, Child Witchcraft Allegations and Human Rights, July 2013, [url](#), p. 1

<sup>896</sup> Pratten, David, EASO, Practical Cooperation Meeting on Nigeria, 12-13 June 2017, [url](#), p. 75

<sup>897</sup> Voir, par exemple, Vanguard, 'We were branded child-witches by our own parents and severely tortured!', 6 May 2018, [url](#). See further UNICEF, Children Accused of Witchcraft, April 2010, [url](#)

<sup>898</sup> UNICEF, Children Accused of Witchcraft, April 2010, [url](#), p. 17

«En général, le parent survivant se remarie et son conjoint catalogue l'enfant comme "sorcier" ou "magicien" et le met dehors. [...] La plupart des enfants ont été victimes de graves violations de leurs droits, soit dans la rue, soit entre les mains de pasteurs, de parents, de voisins ou de citoyens. [...] Les enfants peuvent subir des passages à tabac ultra-violents à l'aide de machettes, de bâtons ou de cravaches, être soumis à des brûlures sur certaines parties du corps pour les inciter à passer aux aveux ou être suspendus dans le vide à un toit»<sup>899</sup>.

À l'instar de Davis Pratten et d'autres chercheurs, le HCR note que les pasteurs, en particulier ceux des églises de réveil/pentecôtistes, forment la principale catégorie de personnes accusant les enfants de sorcellerie. «L'autre grande catégorie d'accusateurs est constituée des parents qui ne peuvent pas s'occuper de leurs enfants»<sup>900</sup>. De même, le rapport de l'UNICEF fait le constat suivant:

«Les églises, surtout de mouvances pentecôtiste et prophétique (charismatiques, de réveil, etc.), jouent un rôle important dans la diffusion et la légitimation des craintes liées à la sorcellerie et notamment aux enfants-sorciers. Le pasteur-prophète est un acteur important du processus d'accusation des enfants, qui valide la présence de l'"esprit de sorcellerie". Les pentecôtistes, par exemple, présentent leur foi comme une forme d'armure divine contre la sorcellerie et participent activement au combat contre le mal incarné par la sorcellerie»<sup>901</sup>.

Les violations des droits des enfants accusés de sorcellerie peuvent comprendre l'infanticide, l'abandon, ainsi que les violences physiques et sexuelles. Lorsque l'enfant finit dans la rue, il est confronté à d'autres violences perpétrées par des gangs et, souvent, par les autorités. Les problèmes fréquemment rencontrés par ces enfants sont la drogue, le travail illégal, la prostitution, la mendicité, la non-scolarisation, la stigmatisation et la discrimination<sup>902</sup>.

Les accusations de sorcellerie à l'égard des enfants sont plus fréquentes dans les régions chrétiennes du sud du Nigeria et beaucoup moins dans les régions (musulmanes) du nord. L'étude de l'UNICEF précise qu'il n'y a pas suffisamment d'informations pour expliquer ce phénomène, mais mentionne la différence de perception du mal dans l'islam et les différentes manières de lutter contre la sorcellerie<sup>903</sup>.

### Voies de recours

Au Nigeria, la loi sur les droits de l'enfant (2003) protège les enfants contre toutes les formes de tortures et de mauvais traitements physiques, mentaux et émotionnels<sup>904</sup>. Elle a été adoptée dans l'État d'Akwa Ibom en 2008<sup>905</sup>.

Les enfants accusés de sorcellerie finissent généralement dans la rue ou peuvent demander l'aide d'ONG telles que CRARN. Selon le rapport de l'UNICEF, en ce qui concerne l'aide apportée aux enfants des rues, les policiers pratiquent la politique du «deux poids deux mesures» puisqu'ils utilisent ces enfants également pour voler les gens pour leur compte<sup>906</sup>.

<sup>899</sup> CRARN, About us, n.d., [url](#)

<sup>900</sup> UNHCR, Breaking the spell: responding to witchcraft accusations against children, January 2011, [url](#), p. 8

<sup>901</sup> UNICEF, Children Accused of Witchcraft, April 2010, [url](#), p. 14

<sup>902</sup> UNICEF, Children Accused of Witchcraft, April 2010, [url](#), pp. 42-45

<sup>903</sup> UNICEF, Children Accused of Witchcraft, April 2010, [url](#), p. 16

<sup>904</sup> Nigeria, Act No. 26 of 2003, Child's Rights Act, 2003, 31 July 2003, available at: [url](#)

<sup>905</sup> ESSIA, Uwem, The Social Economy of Child Witch Labeling in Nigeria, 15 June 2012, [url](#), p. 4

<sup>906</sup> UNICEF, Children Accused of Witchcraft, April 2010, [url](#), pp. 42-45

### 3.9.2.4 Personnes atteintes d'albinisme

Les personnes atteintes d'albinisme (albinos) sont victimes de discrimination et d'ostracisme dans différentes parties du continent africain<sup>907</sup>. Considérés comme des êtres «anormaux» dans de nombreuses sociétés africaines, les albinos sont vulnérables aux violations des droits de l'homme. Différentes parties de leur corps sont très demandées pour la préparation de potions et de porte-bonheur apportant la prospérité<sup>908</sup>. Nommée en tant qu'experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies (CDH) en juin 2015, M<sup>me</sup> Ikponwosa Ero, originaire du Nigeria, explique:

«L'albinisme est une maladie génétique héréditaire rare et non contagieuse pouvant toucher des personnes dans le monde entier, quels que soient leur origine ethnique et leur sexe. Elle se manifeste le plus souvent par une absence de pigments de mélanine dans les cheveux, la peau et les yeux (albinisme oculo-cutané), entraînant une vulnérabilité à l'exposition au soleil. L'albinisme continue d'être profondément mal compris, sur le plan aussi bien social que médical. L'apparence physique des personnes atteintes d'albinisme nourrit souvent des croyances erronées et des mythes influencés par la superstition, qui conduit à la marginalisation et à l'exclusion sociale de ces personnes»<sup>909</sup>.

Selon la Fondation Albino, qui «œuvre pour améliorer le sort des personnes atteintes d'albinisme et changer les mentalités négatives ainsi que les stéréotypes socioculturels à propos de l'albinisme au Nigeria et dans le monde», environ 2 millions de personnes sont atteintes d'albinisme au Nigeria et environ 600 000 sont victimes de discrimination, d'exclusion sociale et de stigmatisation au sein de leur famille, à l'école et dans la société en général. «La pauvreté et le manque d'instruction des albinos ne résultent pas d'un handicap physique ou mental, mais essentiellement d'une discrimination, d'une exclusion sociale et d'une stigmatisation et, dans certains cas, des violations de leurs droits fondamentaux en raison de la couleur de leur peau». Il existe des familles qui tuent leur bébé albinos ou privent leur enfant d'instruction, estimant qu'il ne trouvera jamais d'emploi<sup>910</sup>.

Le CDH indique qu'au cours des dix dernières années, au moins 600 attaques contre des enfants et des adultes atteints d'albinisme ont été signalées dans 28 pays. Ces attaques sont liées non seulement à l'utilisation de parties du corps pour des rituels, mais également à des accusations de sorcellerie: «les enfants atteints d'albinisme peuvent être perçus comme une malédiction pour leur famille, qui s'empresse de les abandonner, de les exclure, ainsi que leur mère, de la communauté, voire de les tuer»<sup>911</sup>. Sur les 600 attaques signalées, dix ont été perpétrées au Nigeria<sup>912</sup>. On ignore cependant à quel moment elles ont été commises. Selon David Pratten, la couleur de la peau [albinos] ne semble pas être un facteur majeur au Nigeria<sup>913</sup>.

Dans son premier rapport général, qui ne traite d'aucun pays en particulier, l'experte indépendante du CDH note ce qui suit: «Les femmes et les enfants atteints d'albinisme sont particulièrement vulnérables car ils sont exposés à des formes de discrimination multiples et convergentes. [...] Les enfants atteints d'albinisme sont souvent la cible d'attaques en raison de la croyance fondée sur la sorcellerie selon laquelle l'innocence d'une victime dont des parties du corps sont prélevées augmente la puissance de la potion pour laquelle les organes sont utilisés». Elle ajoute que «les enfants

<sup>907</sup> UNHCR, *Witchcraft allegations, refugee protection and human rights: a review of the evidence*, 2009, [url](#), pp. 17-19

<sup>908</sup> UNICEF, *Children Accused of Witchcraft*, April 2010, [url](#)

<sup>909</sup> UN HRC, *Independent Expert on the enjoyment of human rights by persons with albinism*, n.d. [url](#)

<sup>910</sup> Albinism Foundation, *Albinism in Africa*, n.d. [url](#)

<sup>911</sup> UN HRC *Hunted for their body parts*, 4 April 2017 [url](#)

<sup>912</sup> UN Independent Expert on Enjoyment of Human Rights by Persons with Albinism, 26 October 2017, [url](#)

<sup>913</sup> Pratten, David, EASO, *Practical Cooperation Meeting on Nigeria*, 12-13 June 2017, [url](#), p. 81



représentent une grande partie des victimes d'agressions rituelles»<sup>914</sup>. Son rapport n'inclut pas de références spécifiques au Nigeria.

### 3.9.2.5 Personnes ayant un handicap mental ou physique

Les personnes handicapées mentales ou physiques sont victimes de stigmatisation sociale, d'exploitation et de discrimination. Elles sont souvent réduites à la mendicité. Elles ne reçoivent quasiment pas de soins médicaux, en particulier celles souffrant de troubles mentaux. Plusieurs sources signalent une croyance très répandue selon laquelle les maladies mentales sont causées par des forces surnaturelles ou spirituelles, telles que la sorcellerie, la magie, les esprits mauvais et les dieux (punissant la personne pour ses péchés). Cette croyance influence l'attitude des gens à l'égard des personnes atteintes de maladies mentales. Par conséquent, le traitement de ces personnes repose essentiellement sur la lutte contre la sorcellerie<sup>915</sup>.

Une étude menée par trois chercheurs de l'Université de Saskatoon, au Canada, et l'unité de psychiatrie du Centre hospitalier universitaire d'Enugu, au Nigeria, portant sur les connaissances des maladies mentales et les attitudes face à ces maladies montre que «les personnes souffrant de troubles mentaux sont fréquemment considérées comme dangereuses, suspectes, instables, peu fiables, irresponsables et meurtrières. [...] Ces étiquettes ont renforcé les stéréotypes et engendré d'autres préjugés sur les personnes atteintes d'une maladie mentale»<sup>916</sup>.

Comme mentionné ci-dessus, selon David Pratten, les personnes atteintes de cyphose (bossues) sont des cibles susceptibles de faire l'objet d'accusations de sorcellerie<sup>917</sup>. Voir également section [3.15](#).

### 3.9.3 Meurtres rituels

Le meurtre rituel fait référence à un crime commis à des fins rituelles (par exemple, pour prélever des parties du corps humain qui seront utilisées lors de rituels). En dehors du meurtre, diverses pratiques rituelles (possession de parties de corps humain, jugement de Dieu, culte ou invocation de tout juju interdit par la loi) relèvent d'une catégorie juridique du droit pénal nigérian introduite pendant la période coloniale britannique<sup>918</sup>. Le meurtre rituel, tel que défini dans le rapport 2017 de l'EASO sur l'étude du Nigeria par M.L. Bastian, «comprend différentes formes de meurtres commis pour satisfaire des esprits ou des dieux». Il s'agit également de meurtres ayant lieu lors de cérémonies secrètes dans le but d'utiliser des parties du corps pour des rituels<sup>919</sup>.

Une autre description largement utilisée, mentionnée par David Pratten, définit le meurtre rituel comme la pratique consistant à «se procurer des parties de corps humain pour des rituels susceptibles d'accroître le pouvoir, la virilité, la richesse ou la protection d'une personne. Les parties du corps peuvent être utilisées pour produire des "médicaments". [...] Les motivations derrière ces formes de meurtre sont très contemporaines: devenir riche rapidement est probablement la principale»<sup>920</sup>.

La BBC fait le constat suivant: «Les sorciers traditionnels sont largement consultés pour leurs remèdes contre diverses maladies et parce qu'on leur attribue des pouvoirs magiques capables de protéger

<sup>914</sup> UN Human Rights Council, Report of the Independent Expert on the enjoyment of human rights by persons with albinism, A/HRC/31/63, 18 January 2016, [url](#)

<sup>915</sup> Okpalauwaekwe U. et al. Knowledge of and Attitude to Mental Illnesses in Nigeria, 5 March 2017, [url](#); Tormusa, Daniel O., Cultural Perspectives and Attitudes toward Mental Health in Nigeria, August 2015, [url](#); US DoS, 2017 Country Reports on Human Rights Practices, 20 April 2018, [url](#)

<sup>916</sup> Okpalauwaekwe U. et al., Knowledge of and Attitude to Mental Illnesses in Nigeria, 5 March 2017, [url](#)

<sup>917</sup> Pratten, David, EASO, Practical Cooperation Meeting on Nigeria, 12-13 June 2017, [url](#), p. 81

<sup>918</sup> Canada, IRB, Nigeria: Prevalence of ritual murder and human sacrifice and reaction by government authorities (March 2000-July 2005), (NGA100384.E), 22 July 2005, [url](#); Nigeria, Criminal Code Act, Cap C38 LFN 2004 (amended version of 1990), available at: [url](#); EASO, COI report Nigeria Country Focus, June 2017, [url](#), p. 59

<sup>919</sup> EASO, COI report Nigeria Country Focus, June 2017, [url](#), p. 59

<sup>920</sup> Pratten, David, EASO, Practical Cooperation Meeting on Nigeria, 12-13 June 2017, [url](#), p. 81

leurs clients contre un large éventail de malheurs et de leur porter chance»<sup>921</sup>. Les sorciers (communément appelés *alfa*<sup>922</sup>) conseillent d'utiliser certaines parties du corps humain lors de rituels permettant aux clients d'exaucer leurs souhaits, qui sont généralement d'«acquérir rapidement richesse» et pouvoir et, parfois, de vivre plus longtemps<sup>923</sup>. Ce phénomène n'est pas nouveau, mais la demande est en hausse, comme le soulignent les médias<sup>924</sup>. Les cas de meurtres rituels sont plus fréquents dans le sud, la ville de Lagos et l'État du Delta étant les plus touchés<sup>925</sup>.

Le journal *The Nation* commente le phénomène en ces termes: «Il ne fait aucun doute que les tueurs rituels se livrent à cette activité parce que la demande de parties du corps humain est très forte. Ceux qui achètent ces parties de corps humain à des fins rituelles seraient des personnes pauvres cherchant désespérément à devenir riches, des riches cherchant désespérément à être encore plus riches et des politiciens cherchant désespérément à s'accaparer le pouvoir politique»<sup>926</sup>.

Les chercheurs ont des opinions divergentes sur la réalité de ces meurtres rituels, comme le souligne le rapport 2017 de l'EASO sur l'étude du Nigeria:

«L'examen des sources disponibles ne permet pas de conclure que les meurtres rituels ne se produisent jamais. Plusieurs chercheurs [...] pensent qu'ils sont une réalité. [Daniel Jordan] Smith souligne toutefois qu'une grande partie de la couverture médiatique des meurtres rituels présumés au Nigeria repose surtout sur des ouï-dire sans fondement. La presse locale s'appuie principalement sur des rumeurs infondées et la découverte d'un cadavre ne prouve pas nécessairement l'existence d'un meurtre rituel. Akinpelu Babajide Adedotun note que les médias et les chefs religieux sont extrêmement attentifs à ce problème, accordant parfois une importance excessive au phénomène, qu'ils considèrent comme une cause majeure de pauvreté ou de malheur»<sup>927</sup>.

### 3.9.3.1 Victimes et auteurs de meurtres rituels

N'importe qui peut être victime d'un meurtre rituel, bien que les bébés et les jeunes femmes (en particulier vierges) soient souvent mentionnés<sup>928</sup>. Le journal *Vanguard* souligne à ce sujet: «Il ressort de l'enquête que les parties du corps de la femme sont plus recherchées que celles du corps de l'homme. Cela s'explique par le pouvoir attribué à certaines parties du corps, comme les seins et la partie intime, dans les rituels d'argent et autres pratiques des herboristes et des groupes occultes»<sup>929</sup>. Les victimes de ces meurtres rituels peuvent être des parents, des voisins, des amis, des passants, des employeurs ou des voyageurs et sont généralement enlevées ou kidnappées dans ce but précis<sup>930</sup>.

<sup>921</sup> BBC, Nigerian girl 'killed for witchcraft rituals', 14 November 2017, [url](#)

<sup>922</sup> NewEurope, Ritual killings in Nigeria on the rise, 9 August 2017 [url](#)

<sup>923</sup> Voir par exemple: NewEurope, Ritual killings in Nigeria on the rise, 9 August 2017 [url](#); Vanguard, Why Killings for rituals are on the increase in Nigeria, 2 September 2017, [url](#); Vanguard, Chilling story of ritual killing in Ibadan, 30 March 2017, [url](#); New Telegraph, Ritual Killings: The story of pain, depravity, 2 September 2017, [url](#); Premium Times, How we killed three students, removed, sold breasts for N15 million – Ritual killers, 7 September 2017, [url](#)

<sup>924</sup> Voir note précédente et: Canada, IRB, Nigeria: Prevalence of ritual murder and human sacrifice and reaction by government authorities (March 2000-July 2005), (NGA100384.E), 22 July 2005, [url](#); Oyewole, S., Kidnapping for Rituals: Article of Faith and Insecurity in Nigeria, November 2016, [url](#)

<sup>925</sup> Akinpelu, B. A., Trends and Patterns of Fatalities Resulting from Cult Societies and Belief in Witchcraft in Nigeria (2006-2014), 2016, [url](#), pp. 82-83

<sup>926</sup> The Nation, Ritual Killing, 17 November 2017, [url](#)

<sup>927</sup> EASO, COI report Nigeria Country Focus, June 2017, [url](#), pp. 59-60

<sup>928</sup> BBC, Nigerian girl 'killed for witchcraft rituals', 14 November 2017, [url](#); Punch, Season of death: Female undergraduates turn preys hunted by ritual killers, 11 March 2017, [url](#)

<sup>929</sup> Vanguard, Why Killings for rituals are on the increase in Nigeria, 2 September 2017, [url](#)

<sup>930</sup> Vanguard, Why Killings for rituals are on the increase in Nigeria, 2 September 2017, [url](#); Oyewole, Samuel, Kidnapping for Rituals: Article of Faith and Insecurity in Nigeria, November 2016, [url](#)

Les auteurs seraient des personnes qui tueraient afin de prélever des parties du corps pour de l'argent ou par crainte des commanditaires (marabouts ou personnes riches, par exemple). Les parties du corps sont mises en vente et coûteraient entre 2 000 et 60 000 nairas (entre 5 et 140 euros) en fonction de leur taille et de leur «fraîcheur»<sup>931</sup>.

Des leaders religieux (surtout évangéliques et pentecôtistes) sont parfois impliqués, comme le note Akinpelu Babajide Adedotun:

«On retrouve une autre dimension contemporaine du problème de la sorcellerie au sein des nouvelles églises évangéliques et pentecôtistes, qui représentent généralement la piété et le succès en termes de victoire sur le diable. Ces mouvements ont popularisé l'idée selon laquelle la fortune matérielle est universellement disponible, mais que son accès est bloqué par le diable et qu'il suffit de se débarrasser des sorciers pour connaître le succès»<sup>932</sup>.

### 3.9.3.2 Quelques chiffres

David Pratten note que «globalement, le nombre d'attaques est faible» et que «le meurtre rituel n'est PAS une "pratique systématique"». Les données sur le Nigeria indiquent qu'il n'y a pas de réelle répartition ethnique ou locale, même si les incidents sont probablement moins fréquents dans les États du nord du pays»<sup>933</sup>.

D'après les données de Nigeria Watch, le nombre de meurtres rituels est en hausse. Établi à 133 en 2015, il avait diminué en 2016, passant à 111, avant de remonter à 223 en 2017. Au cours des cinq premiers mois de 2018 (soit jusqu'au 1<sup>er</sup> juin), 72 décès ont été enregistrés<sup>934</sup>. Le doublement du nombre de meurtres en 2017 est dû principalement à une vague de meurtres rituels commis par un groupe appelé «Badoo» dans l'État de Lagos<sup>935</sup>. Les cas de meurtres rituels sont plus fréquents dans le sud, la ville de Lagos et l'État du Delta étant les plus touchés<sup>936</sup>. Deux cas ont néanmoins été signalés récemment dans l'État de Borno<sup>937</sup>.

Cependant, comparés au nombre total d'homicides enregistrés au Nigeria, les décès dus à la sorcellerie et aux meurtres rituels représentent 1 % seulement des morts violentes survenues entre 2006 et 2014. Akinpelu Babajide Adedotun conclut: «Malgré les nombreuses légendes sur des sorciers suceurs de sang qui auraient tué des milliers de personnes, seuls 661 décès sont dus à la sorcellerie» entre 2006 et 2014. Sur ces 661 décès, 307 ont été reliés à des cultes ou sociétés secrètes impliqués dans des luttes politiques locales. Par conséquent, la moitié des meurtres mentionnés dans cette étude ont été commis dans le cadre de rituels religieux ou pour utiliser des parties du corps des victimes dans ces rituels<sup>938</sup>.

### 3.9.3.3 Voies de recours

Les informations diffusées par les médias sur les meurtres rituels reposent sur les arrestations policières et les interventions des autorités locales ou publiques afin de réduire ces homicides. Par exemple, la police de l'État de Lagos a mis en place une unité mobile constituée de «dizaines de

<sup>931</sup> Premium Times, How we killed three students, removed, sold breasts for N15 million – Ritual killers, 7 September 2017, [url](#); Vanguard, Why Killings for rituals are on the increase in Nigeria, 2 September 2017, [url](#)

<sup>932</sup> Akinpelu, B. A., Trends and Patterns of Fatalities Resulting from Cult Societies and Belief in Witchcraft in Nigeria (2006-2014), 2016, [url](#), p. 78

<sup>933</sup> Pratten, David, EASO, Practical Cooperation Meeting on Nigeria, 12-13 June 2017, [url](#), p. 81

<sup>934</sup> Nigeriawatch, Database, n.d. [url](#); Punch, Return of Badoo ritual killings in Lagos, 19 January 2018, [url](#)

<sup>935</sup> Premium Times, 2017: The year "Badoo killings" sent shock waves across Lagos, 2 January 2018, [url](#)

<sup>936</sup> Akinpelu, B. A., Trends and Patterns of Fatalities Resulting from Cult Societies and Belief in Witchcraft in Nigeria (2006-2014), 2016, [url](#), pp. 82-83

<sup>937</sup> Daily Nigerian, Police launch investigation into rising cases of ritual killings in Borno, 13 May 2018, [url](#)

<sup>938</sup> Akinpelu, B. A., Trends and Patterns of Fatalities Resulting from Cult Societies and Belief in Witchcraft in Nigeria (2006-2014), 2016, [url](#), pp. 82-83

policiers anti-émeutes prêts au combat» dans la banlieue où sont perpétrés les «meurtres de Badoo» et d'autres actes criminels<sup>939</sup>. Le gouvernement fédéral et plusieurs gouvernements des États tentent de répondre au phénomène par «la criminalisation juridique et la surveillance policière», selon le chercheur Samuel Oyewole, qui ajoute:

«La police et les services de protection civile ont été à l'avant-garde de la guerre contre les auteurs de rituels au Nigeria. Une série d'arrestations et de procès d'auteurs présumés, ainsi que d'organisations associées impliquées dans des enlèvements, a eu lieu. Cependant, la menace des enlèvements pour les rituels plane toujours au Nigeria. La police manque toujours de moyens pour faire face aux situations en temps réel alors que son rôle s'avère capital pour dissuader ou contrer la menace. Peu d'engagements ont été pris pour enquêter sur les incidents, identifier et sauver des victimes ou adopter des mesures de prévention policière, qui consistent à rechercher et à détruire les repaires des auteurs et des organisations se livrant aux enlèvements au Nigeria».<sup>940</sup>

La police nigériane a été chargée de créer des «escadrons spécialisés dans les meurtres rituels dans divers centres de commandement pour enquêter, identifier, arrêter et poursuivre en justice les tueurs rituels». Selon la police, «le nombre élevé de meurtres rituels exige une action urgente de la part du haut commandement de la police». Il a également été signalé que les citoyens ne croient plus en la capacité de la police à trouver et à poursuivre les auteurs de ces actes, ce qui les incite à se faire justice eux-mêmes et entraîne une augmentation des lynchages de tueurs présumés<sup>941</sup>.

### 3.9.4 Personnes refusant les titres de chef (chefferie)

Les informations disponibles sur les chefferies, les rites d'initiation et les réactions possibles si la personne concernée refuse le titre concernent principalement les Yoroubas dans le sud-ouest du Nigeria. La Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) du Canada a apporté plusieurs réponses à des questions sur ce sujet<sup>942</sup>. L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) a rédigé un rapport sur ce thème couvrant l'ensemble du territoire nigérian<sup>943</sup>.

Il existe différents niveaux de chefs «traditionnels» (héritage de l'époque coloniale britannique). On trouve d'abord les chefs suprêmes qui étaient, à l'ère précoloniale, des rois puissants gouvernant de vastes empires et dont les plus prestigieux sont aujourd'hui l'Oba de Benin, l'Ooni d'Ife, l'Alaafin d'Oyo, l'Émir de Kano et le Sultan de Sokoto. Après les chefs suprêmes figure une seconde catégorie de chefs traditionnels qui exercent le pouvoir au niveau local, président les tribunaux coutumiers et jouent le rôle de conciliateurs dans les litiges successoraux, matrimoniaux et fonciers, mais pas dans les affaires pénales. Ils font partie du système administratif de l'État et sont nommés par le gouverneur ou les chefs suprêmes. Ils sont liés aux sanctuaires locaux et ont également des fonctions religieuses<sup>944</sup>. David Pratten explique par ailleurs que «de nombreuses fonctions reconnues par l'État sont rémunérées, ce qui signifie que les chefferies au Nigeria font en réalité partie de l'appareil bureaucratique de l'État et donc de la structure de patronage redistributive de l'État pétrolier nigérian.

<sup>939</sup> Today.ng, Badoo killings: IGP Ibrahim Idris sets up mobile police base in Ikorodu, 22 January 2018, [url](#)

<sup>940</sup> Oyewole, Samuel, Kidnapping for Rituals: Article of Faith and Insecurity in Nigeria, November 2016, [url](#), p. 46

<sup>941</sup> Vanguard, Why Killings for rituals are on the increase in Nigeria, 2 September 2017, [url](#)

<sup>942</sup> Such as: Canada, IRB, Prevalence of ritual practices, such as human sacrifice and the drinking of blood, upon initiation to chieftaincy or during chieftaincy in Yorubaland; (NGA104602.E), 5 November 2013, [url](#)

<sup>943</sup> France, OFPRA, Les chefferies traditionnelles au Nigeria, 6 February 2015, [url](#)

<sup>944</sup> France, OFPRA, Les chefferies traditionnelles au Nigeria, 6 February 2015, [url](#), pp. 6-9; Nigeria, Government of Akwa Ibom State, AKSG Recognises 230 Traditional Rulers, 11 March 2018, [url](#); Vanguard, Chieftaincy Declaration: Dilemma as Ajimobi approves elevation of 48 new kings in Oyo, 4 May 2018, [url](#)

En tant que telles, elles sont très recherchées et la concurrence pour y accéder [...] peut devenir une source de conflit en soi»<sup>945</sup>.

Généralement, les titres de chef dans la communauté yorouba sont très respectés et recherchés. Selon des sources de la CISR, il existe deux types de titres chez les Yoroubas: les titres traditionnels et les titres honorifiques. Les titres traditionnels ont généralement un statut supérieur et certains sont héréditaires. Les titres honorifiques sont octroyés par l'Oba en reconnaissance d'une contribution de grande valeur à la communauté, souvent liée à la politique ou aux affaires<sup>946</sup>. Certains titres sont attribués à des personnes en raison de leur association avec un groupe particulier, tel que les Ogbonis. On estime qu'il y a entre 100 et 200 rois en territoire yorouba et 6 à 9 chefs traditionnels dans chaque ville. Une source a précisé que la plupart des responsables politiques de premier plan détiennent plusieurs titres de chef et que certaines églises et mosquées octroient des titres à leurs membres importants<sup>947</sup>.

Aujourd'hui, le titre de chef traditionnel est souvent convoité par des intellectuels, tels que des professeurs d'université, dans le cadre de leur carrière. Par conséquent, on trouve, dans les villes notamment, de nombreux chefs très instruits qui ont occupé des emplois réguliers durant un certain temps au cours de leur carrière<sup>948</sup>. Par exemple, l'Émir de Kano, deuxième chef musulman le plus important au Nigeria, a eu une carrière dans la banque et les affaires et a été gouverneur de la Banque centrale nigériane<sup>949</sup>.

Le rapport 2017 de l'EASO sur l'étude du Nigeria souligne également: «Chaque fois que le poste de chef traditionnel dans une communauté est vacant, il y a généralement une concurrence acharnée entre les personnes répondant aux critères. Ces fonctions seraient même confiées à des personnes jugées par beaucoup comme peu aptes à les occuper car elles sont prêtes à payer»<sup>950</sup>.

#### 3.9.4.1 Rites initiatiques

Les rites initiatiques des chefs varient considérablement selon les localités ou les chefferies, mais font généralement intervenir «des prières, des bénédictions, des invocations [...] et le port de feuilles aux prétendus pouvoirs spirituels sous le couvre-chef». L'intronisation du chef est généralement célébrée autour d'un festin, des chèvres ou des vaches étant abattues pour nourrir les invités. Selon une source de la CISR, «si la cérémonie est en l'honneur d'un chef traditionnel, les animaux peuvent être sacrifiés pour une divinité, par exemple en l'invoquant». Cette source souligne que ces rituels, considérés comme des forces occultes, pouvaient susciter la peur chez certaines personnes<sup>951</sup>.

La mort d'un chef fait l'objet d'un grand secret. Jusque dans les années 1930-1950, le processus pour devenir roi ou chef passait souvent par des «rituels de sang». Selon une source de la CISR, «des autochtones racontent, sans que leur histoire soit étayée par des éléments de preuve,» que le successeur mange le cœur cuit du chef décédé<sup>952</sup>. De nos jours, les sacrifices humains ou les rituels de

<sup>945</sup> Pratten, David, EASO, Practical Cooperation Meeting on Nigeria, 12-13 June 2017, [url](#), p. 78

<sup>946</sup> Canada, IRB, Prevalence of ritual practices, such as human sacrifice and the drinking of blood, (NGA104602.E), 5 November 2013, [url](#); Pratten, David, EASO, Practical Cooperation Meeting on Nigeria, 12-13 June 2017, [url](#), pp. 78-79

<sup>947</sup> Canada, IRB, Prevalence of ritual practices, such as human sacrifice and the drinking of blood, (NGA104602.E), 5 November 2013, [url](#)

<sup>948</sup> France, OFPRA, Les chefferies traditionnelles au Nigeria, 6 February 2015, [url](#)

<sup>949</sup> Campbell, John, Traditional Rulers Hold Real Power in Nigeria, [blog] CFR, 18 April 2018, [url](#)

<sup>950</sup> EASO, COI report Nigeria Country Focus, June 2017, [url](#), p. 61

<sup>951</sup> Canada, IRB, Prevalence of ritual practices, such as human sacrifice and the drinking of blood, (NGA104602.E), 5 November 2013, [url](#)

<sup>952</sup> Canada, IRB, Prevalence of ritual practices, such as human sacrifice and the drinking of blood, (NGA104602.E), 5 November 2013, [url](#)

sang sont interdits par la loi nigériane et les sources de la CISR affirment que la police arrêterait les auteurs de tels faits et les traiterait «sévèrement»<sup>953</sup>.

### 3.9.4.2 Refus d'un titre de chef

Des sources de la CISR indiquent que, si certains titres de chef sont très convoités et rarement refusés, il arrive que certaines personnes les refusent. Plusieurs raisons peuvent être à l'origine de ce refus: dans certains endroits, le titre est fortement lié à des pratiques religieuses locales que la personne peut désapprouver, par exemple si elle est chrétienne ou musulmane. D'autres encore peuvent décliner un titre de chef en raison des obligations sociales et des lourdes tâches attachées à ce rôle<sup>954</sup>.

Une autre source de la CISR a expliqué que certaines personnes peuvent refuser de «participer aux rituels et sacrifices requis en raison de leur éducation, de leur profession ou de leur religion, telle que le christianisme. Dans ce cas, une autre personne prête à prendre part à ces rituels "pourrait toujours être trouvée"<sup>955</sup>. Des sources reconnaissent que le refus d'un titre n'entraîne aucune conséquence et une source ajoute que «même par le passé, il n'y a avait pas de "sanctions sévères" en cas de refus». Toutefois, si la personne concernée avait été désignée par ses parents avant leur décès pour leur succéder, elle pourrait être contrainte par les «faiseurs de chefs» d'accepter le titre<sup>956</sup>.

Lors de la réunion de coopération pratique sur le Nigeria organisée par l'EASO en 2017, le chercheur David Pratten, à qui l'on avait demandé si une personne peut être contrainte d'accepter un titre de chef, a fait le commentaire suivant: «D'après mon expérience, les conseils des chefferies traditionnelles ont lieu au grand jour et les gens peuvent suivre leurs avis ou les contester. On ne peut pas dire qu'il s'agit d'un processus démocratique et c'est clairement gérontocratique. Quant à savoir si quelqu'un peut être contraint d'accepter un titre, c'est concevable, mais je suppose que c'est peu probable»<sup>957</sup>.

Le rapport de l'EASO sur l'étude du Nigeria note à propos des titres héréditaires: «il est très rare que le refus d'un tel titre pose problème. D'une part, il est inhabituel de décliner un titre car cela suppose de renoncer au pouvoir, à l'autorité, au prestige et au respect [...]; d'autre part, si quelqu'un refusait, par exemple pour des raisons religieuses, il y aurait généralement plusieurs autres personnes qualifiées et prêtes à occuper cette fonction»<sup>958</sup>.

Concernant le refus d'un titre de prêtre fétiche, une source de la CISR a indiqué que «le fait de refuser le titre de grand prêtre ou de prêtre fétiche ne serait pas considéré comme une offense contre le sanctuaire». Cette source n'a «jamais entendu parler de titres de prêtre imposés à qui que ce soit au Nigeria [...]». Le sanctuaire voudrait un successeur intéressé par cette fonction et ayant les aptitudes pour l'exercer». De plus, un titre héréditaire ne se transmet pas nécessairement de père en fils: «un successeur serait probablement choisi parmi les membres de la famille du prêtre du sanctuaire»<sup>959</sup>.

Selon une source de la CISR, «un titre de chef peut être imposé à quelqu'un si un titre héréditaire est transmis à trois générations d'une famille», ajoutant que «si le successeur d'une des générations se soustrait au titre, la communauté pourrait punir la lignée en refusant d'octroyer le titre à la génération

<sup>953</sup> Canada, IRB, Prevalence of ritual practices, such as human sacrifice and the drinking of blood, (NGA104602.E), 5 November 2013, [url](#)

<sup>954</sup> Canada, IRB, Prevalence of ritual practices, such as human sacrifice and the drinking of blood, upon initiation to chieftaincy or during chieftaincy in Yorubaland; (NGA104602.E), 5 November 2013, [url](#)

<sup>955</sup> Canada, IRB, Consequences for a Yoruba individual who refuses a chieftaincy title; (NGA103996.E), 13 November 2012, [url](#)

<sup>956</sup> Canada, IRB, Consequences for a Yoruba individual who refuses a chieftaincy title; (NGA103996.E), 13 November 2012, [url](#)

<sup>957</sup> Pratten, David, EASO, Practical Cooperation Meeting on Nigeria, 12-13 June 2017, [url](#), p. 82

<sup>958</sup> EASO, COI report Nigeria Country Focus, June 2017, [url](#), p. 61

<sup>959</sup> Canada, IRB, Consequences for a person to refuse a chief priest or fetish priest position for which they have been selected in south and central Nigeria (NGA103485.E), 6 July 2010, [url](#)

suivante». Ainsi, la famille peut forcer le successeur à accepter le titre pour éviter d'être déshonorée<sup>960</sup>.

### 3.9.4.3 Possibilités de réinstallation

Une source de la CISR a expliqué que si une personne subit des pressions pour accepter un titre de chef, elle peut «partir s'installer dans une autre ville du territoire yorouba sans être inquiétée»<sup>961</sup>. Aucune autre source permettant de corroborer cette information n'a pu être trouvée dans les documents consultés.

## 3.10 Victimes des sociétés secrètes

Cette section présente les profils des membres (actuels ou anciens) de sociétés secrètes et des personnes refusant de rejoindre ces sociétés. En l'absence d'informations sur d'autres sociétés secrètes, à l'exception des confraternités étudiantes (abordées à la section [3.11](#)), seule la société Ogboni est présentée ici.

### 3.10.1 Ogboni

La société Ogboni (à ne pas confondre avec la Société Ogboni réformée) est la société secrète la plus connue au Nigeria, mais certainement pas la seule. Au Nigeria, de nombreux groupes ethniques ont des sociétés similaires, comme l'indique le rapport de l'EASO sur l'étude du Nigeria publié en 2017<sup>962</sup>. Un rapport de l'OFpra mentionne que les sociétés secrètes Ekpe (ou culte de l'esprit du léopard), Ekine, Ogboni et Okonko sont les plus illustres<sup>963</sup>. Dans cette publication, seule la société Ogboni est abordée.

### 3.10.2 Définition du profil

Le rapport 2017 de l'EASO sur l'étude du Nigeria souligne ce qui suit: «La société Ogboni est une caste de prêtres yoroubas qui ont élu et contrôlé l'Oba, le roi yorouba. Les Ogbonis avaient de grands pouvoirs politiques et sociétaux (ils pouvaient contraindre l'Oba à se retirer ou à se suicider) et il fallait avoir beaucoup de prestige pour devenir membre de la société qu'ils formaient»<sup>964</sup>.

Les sociétés secrètes traditionnelles visent à maintenir et à soutenir les vertus sociales et morales de la communauté, à socialiser les jeunes et à venir en aide aux nécessiteux. Dans le même esprit, la société Ogboni sert de protection supplémentaire (en plus de la famille et de la tribu), vise à préserver le bien-être de ses membres et de la communauté, à promouvoir la coexistence harmonieuse et à aider les personnes dans le besoin<sup>965</sup>. Cependant, le chercheur Obi N.I. Ebbe, cité par la CISR dans une réponse à une question sur les Ogbonis en 2012, décrit la société Ogboni comme une organisation criminelle<sup>966</sup>.

<sup>960</sup> Canada, IRB, Prevalence of ritual practices, such as human sacrifice and the drinking of blood, upon initiation to chieftaincy or during chieftaincy in Yorubaland; (NGA104602.E), 5 November 2013, [url](#)

<sup>961</sup> Canada, IRB, Prevalence of ritual practices, such as human sacrifice and the drinking of blood, upon initiation to chieftaincy or during chieftaincy in Yorubaland; (NGA104602.E), 5 November 2013, [url](#)

<sup>962</sup> EASO, COI report Nigeria Country Focus, June 2017, [url](#), p. 57; France, OFpra, Sociétés secrètes traditionnelles et confraternités étudiantes au Nigeria, 27 February 2015, [url](#), pp. 4-5

<sup>963</sup> France, OFpra, Sociétés secrètes traditionnelles et confraternités étudiantes au Nigeria, 27 February 2015, [url](#), p. 3

<sup>964</sup> EASO, COI report Nigeria Country Focus, June 2017, [url](#), p. 57; France, OFpra, Sociétés secrètes traditionnelles et confraternités étudiantes au Nigeria, 27 February 2015, [url](#), pp. 4-5

<sup>965</sup> France, OFpra, Sociétés secrètes traditionnelles et confraternités étudiantes au Nigeria, 27 February 2015, [url](#), p. 5

<sup>966</sup> Canada, IRB, Ogboni society, including its history, structure, rituals and ceremonies (NGA104213.E), 14 November 2012, [url](#)

Dans les années 1990, seule l'appartenance à la société Ogboni permettait d'accéder à un poste influent ou à une fonction gouvernementale. De nos jours, l'influence des Ogbonis serait en déclin bien qu'elle n'ait pas totalement disparu. Un interlocuteur de l'OFPRA a précisé que l'argent est aujourd'hui un moyen plus efficace pour accéder au pouvoir politique. Les sociétés secrètes ne sont pas visibles et les membres sont censés ne pas partager leurs secrets avec des étrangers. À cet égard, les Ogbonis ressemblent aux francs-maçons<sup>967</sup>.

Une source de la CISR souligne au sujet du pouvoir actuel des Ogbonis que «les seules régions yoroubas du Nigeria où ils exercent encore une réelle influence sur l'administration traditionnelle des villes sont l'Egba, l'Egbado et l'Abeokuta [États d'Ogun et de Lagos]. En outre, dans certains villages et petites villes situés le long de la frontière entre l'État d'Ogun et les États d'Oyo, d'Osun et d'Ondo, ils pourraient encore intimider quelques groupes de personnes». Une autre source leur attribue un rôle plus important, les membres de la société Ogboni faisant souvent partie de l'élite de la police et des institutions judiciaires et gouvernementales<sup>968</sup>.

### 3.10.3 Organisation

Il existe peu d'informations sur la structure et l'organisation de la société Ogboni. Comme le note le centre Small Arms Survey, «la composition des cultes, les méthodes de fonctionnement et les rites initiatiques, qui font intervenir des serments d'allégeance, restent secrets. Certains soutiennent l'État ou le gouvernement, certains y sont opposés et d'autres n'ont pas d'objectifs politiques clairs»<sup>969</sup>. Selon une source de la CISR du Canada, les informations sur les rituels et cérémonies pratiqués par la société Ogboni ne sont connues que des membres qui, en les révélant, risquerait la mort<sup>970</sup>. L'OFPRA indique toutefois que les sociétés Ogboni et Okonko (une société igbo similaire) seraient organisées en loges, branches et différents niveaux hiérarchiques et régies par un système hiérarchique d'officiers<sup>971</sup>.

### 3.10.4 Adhésion

De nombreux dirigeants et hauts responsables du gouvernement, ainsi que des juges, seraient membres de la société Ogboni<sup>972</sup>. L'adhésion est ouverte aux hommes et aux femmes de la communauté yorouba et d'autres ethnies. Elle est avant tout volontaire, mais il peut arriver qu'une personne soit confrontée à des pressions sociales et des intimidations, en particulier si elle est étroitement liée à la société Ogboni ou en a une certaine connaissance, selon une source de la CISR. Cette dernière ajoute que, dans la plupart des cas, «les individus rejoignent délibérément et volontairement ces sociétés parce qu'ils briguent le pouvoir, les avantages financiers qui en découlent et le succès»<sup>973</sup>.

Selon un interlocuteur interrogé par l'OFPRA, l'adhésion est héréditaire pour le fils ou la fille aîné(e) qui rejoint volontairement la société à la mort de son parent; cette règle s'applique aussi aux chrétiens. Dans les années 1990, seule l'appartenance à la société Ogboni permettait d'accéder à un

<sup>967</sup> France, OFPRA, Rapport de mission en République fédérale du Nigeria, du 9 au 21 septembre 2016, December 2016 [url](#), pp. 49-50

<sup>968</sup> Canada, IRB, Ogboni society, including its history, structure, rituals and ceremonies (NGA104213.E), 14 November 2012, [url](#)

<sup>969</sup> Small Arms Survey, Armed and aimless: armed groups, guns, and human security in the ECOWAS region, 2005, [url](#)

<sup>970</sup> Canada, IRB, Ogboni society, including its history, structure, rituals and ceremonies (NGA104213.E), 14 November 2012, [url](#)

<sup>971</sup> France, OFPRA, Sociétés secrètes traditionnelles et confraternités étudiantes au Nigeria, 27 February 2015, [url](#), pp. 3, 5

<sup>972</sup> France, OFPRA, Sociétés secrètes traditionnelles et confraternités étudiantes au Nigeria, 27 February 2015, [url](#), p. 5

<sup>973</sup> Canada, IRB, Ogboni society, including its history, structure, rituals and ceremonies (NGA104213.E), 14 November 2012, [url](#)



poste influent ou à une fonction gouvernementale. Les membres de la société Ogboni peuvent aussi bien être des hommes que des femmes<sup>974</sup>.

Les nouveaux membres sont soumis à des rites initiatiques et portent des insignes spécifiques. Ils font le serment d'être des membres obéissants et de garder le silence sur les secrets de la société. L'adhésion est limitée aux «hommes nés libres» et requiert une attitude de dignité et d'honneur. En principe, les personnes immatures, immorales et criminelles ne sont pas admises en tant que membres<sup>975</sup>.

### 3.10.5 Anciens membres de la société Ogboni

Très peu d'informations ont été trouvées dans les sources consultées sur les conséquences que peut subir une personne désirant quitter la société Ogboni. En 2012, la CISR citait un article du journal *Nigerian Observer* sur le cas d'un jeune homme qui aurait été «traqué» par les chefs de la société Ogboni après avoir refusé de succéder à son père en raison de ses croyances chrétiennes<sup>976</sup>.

Stella Amadi Odiase, une avocate nigériane et spécialiste du développement international, a déclaré, lors d'une réunion de coopération pratique sur le Nigeria organisée par l'EASO en 2017, avoir eu connaissance d'«un ou deux cas d'anciens membres ayant été harcelés parce qu'ils avaient quitté la société secrète». L'une de ces personnes était un ancien membre qui avait donné des entretiens dans lesquels il avait fait allusion aux «meurtres rituels et sacrifices d'animaux»<sup>977</sup>.

Aucune autre information n'a été trouvée dans les sources consultées sur les violations des droits de l'homme, les possibilités de réinstallation ou les voies de recours des anciens membres de la société Ogboni.

### 3.10.6 Personnes refusant de rejoindre la société secrète Ogboni

Selon une source de la CISR, l'adhésion à la société Ogboni serait avant tout volontaire, mais des pressions sociales et des intimidations peuvent être exercées. Cela peut arriver en particulier lorsque la personne concernée a une certaine connaissance de la société Ogboni ou lorsque son parent qui en est membre s'est engagé à ce qu'elle lui succède. Dans de tels cas, il est très difficile de refuser de devenir membre<sup>978</sup>. Aucune information récente n'a pu être trouvée sur de tels cas au moment de la rédaction de ce rapport.

Aucune autre information n'a été trouvée dans les sources consultées sur les violations des droits de l'homme, la protection de l'État, les possibilités de réinstallation ou les voies de recours des personnes refusant de devenir membres de la société Ogboni.

### 3.10.7 Personnes critiquant la société Ogboni

Au cours des deux dernières années, un article a été publié sur un pasteur chrétien qui aurait été menacé par des membres de la société Ogboni pour son «implication dans la destruction des sanctuaires traditionnels et la conversion au christianisme de certains adorateurs d'idoles»<sup>979</sup>.

<sup>974</sup> France, OFPRA, Rapport de mission en République fédérale du Nigeria, du 9 au 21 septembre 2016, December 2016, [url](#), pp. 49-50

<sup>975</sup> France, OFPRA, Sociétés secrètes traditionnelles et confraternités étudiantes au Nigeria, 27 February 2015, [url](#), p. 5

<sup>976</sup> Canada, IRB, Ogboni society, including its history, structure, rituals and ceremonies (NGA104213.E), 14 November 2012, [url](#)

<sup>977</sup> Stella Amadi Odiase, EASO, Nigeria Practical Cooperation meeting, 12-13 June 2017, [url](#), p. 42

<sup>978</sup> Canada, IRB, Ogboni society, including its history, structure, rituals and ceremonies (NGA104213.E), 14 November 2012, [url](#)

<sup>979</sup> Nigerian Bulletin, Ogboni Fraternity Want To Kill Me For Destroying Their Shrine - Lagos Pastor Cries Out, 1 December 2017, [url](#)

Aucune autre information n'a été trouvée dans les sources consultées sur les violations des droits de l'homme, la protection de l'État, les possibilités de réinstallation ou les voies de recours des personnes critiquant la société Ogboni.

### 3.11 Victimes des confraternités étudiantes/universitaires

Comme mentionné dans la section 2.3, les confraternités étudiantes sont nombreuses dans les États du sud du Nigeria. Au départ, ces groupes «fonctionnaient comme des organisations de la société civile, mais ils ont par la suite été divisés en factions et transformés en groupes violents»<sup>980</sup>. De nombreuses confraternités, qui se rapprochent désormais davantage des «gangs», pratiquent des rites initiatiques très violents et se livrent à des activités illégales<sup>981</sup>. Les confraternités sont très puissantes dans les États du delta du Niger de Rivers, Bayelsa, Delta et Edo<sup>982</sup>.

Les confraternités étudiantes les plus connues sont les suivantes: Pyrates, Buccaneers, Supreme Vikings, Black Axe, Klansmen Konfraternity, Eiye et Supreme Eiye. Les confraternités féminines sont les suivantes: Black-bra, Black Berets, Woman Brassier, Daughters of Jezebel, Pink Lady, Amazons, White Angels, Lady of Rose, Sisterhood of Darkness, Golden Daughters, The Ten wonderful Girls, White Ladies, The Royal Queens, Daughters of the Knight, The Knights of the Aristos<sup>983</sup>. Le site internet Global Sentinel dresse également la liste des confraternités et de leurs croyances<sup>984</sup>.

Les confraternités étudiantes se livrent à diverses activités criminelles (assassinats, traite des êtres humains, trafic de drogue, contrebande, extorsions et réseaux de prostitution)<sup>985</sup>.

D'après la base de données de Nigeria Watch, 1 863 décès recensés entre juin 2006 et 2014 peuvent être reliés à des confraternités, le plus grand nombre (près de 600) concernant l'État de Rivers<sup>986</sup>. Le nombre de meurtres commis par des confraternités au Nigeria entre juin 2006 et septembre 2015 a culminé en 2007 (400 meurtres) et en 2014. Entre janvier et septembre 2015, ce nombre avait déjà égalé le record enregistré en 2014 malgré un nombre d'incidents inférieur. Alors que 435 personnes ont été tuées dans 148 incidents violents liés aux confraternités en 2014, le même nombre de victimes a été enregistré en 2015 pour un nombre d'incidents inférieur (132) (voir figure ci-dessous).

<sup>980</sup> Akinpelu, B. A., Trends and Patterns of Fatalities Resulting from Cult Societies and Belief in Witchcraft in Nigeria (2006-2014), 2016, [url](#), p. 81

<sup>981</sup> France, OFPRA, Rapport de mission en République fédérale du Nigeria, du 9 au 21 septembre 2016, December 2016 [url](#), p. 48; AOAV, The Violent Road, 12 December 2013, [url](#), p. 106

<sup>982</sup> France, OFPRA, Rapport de mission en République fédérale du Nigeria, du 9 au 21 septembre 2016, December 2016 [url](#), p. 48

<sup>983</sup> France, OFPRA, Sociétés secrètes traditionnelles et confraternités étudiantes au Nigeria, 27 February 2015, [url](#), pp. 10-11

<sup>984</sup> Global Sentinel, Cultism: Top 7 confraternities in Nigeria and their history, beliefs, 5 October 2017, [url](#),

<sup>985</sup> France, OFPRA, Sociétés secrètes traditionnelles et confraternités étudiantes au Nigeria, 27 February 2015, [url](#), pp. 15, 16

<sup>986</sup> Akinpelu, B. A., Trends and Patterns of Fatalities Resulting from Cult Societies and Belief in Witchcraft in Nigeria (2006-2014), 2016, [url](#), p. 82-83

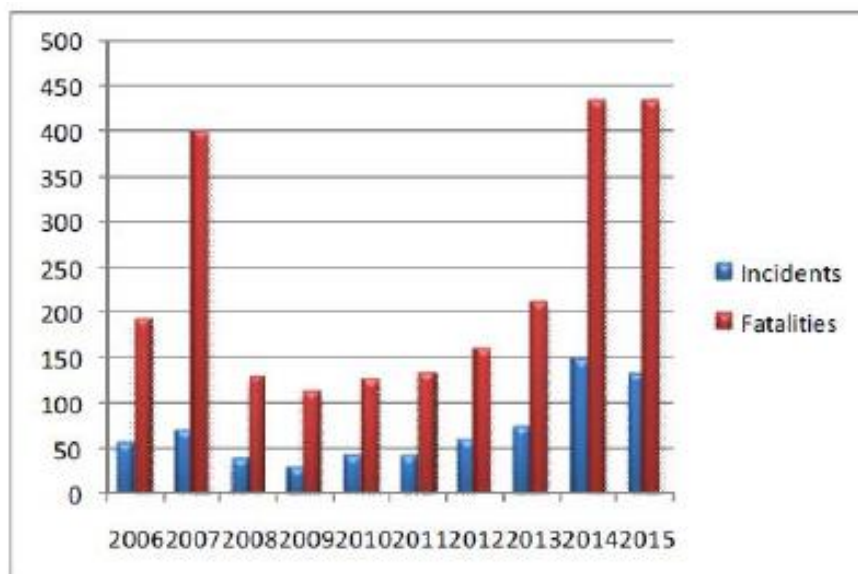


Figure 1: Tendence annuelle des meurtres et incidents liés aux confraternités (juin 2006-septembre 2015)<sup>987</sup>

Selon Nigeria Watch, les violences liées aux confraternités ont fait 442 victimes en 2017 et 290 enlèvements ont été enregistrés. Cette source a répertorié les incidents violents liés aux confraternités dans 23 États, mais surtout dans ceux de Lagos et de Rivers. Parmi ces incidents, citons «des enlèvements, des vols à main armée, des actes de militantisme, des meurtres rituels et des affrontements avec les forces de sécurité ou des groupes rivaux»<sup>988</sup>.

### 3.11.1 Membres ou anciens membres de confraternités étudiantes

Cette section présente la situation des personnes qui sont ou ont été membres d'une confraternité et qui souhaitent quitter ou ont quitté l'organisation.

#### 3.11.1.1 Violations des droits de l'homme

L'initiation donnerait lieu à de graves violations des droits de l'homme au travers de rituels violents et humiliants, tels que des viols, des vols à main armée ou des attaques de membres du corps enseignant, comme indiqué dans la section [2.4.4](#)<sup>989</sup>.

Comme mentionné précédemment, les médias relaient régulièrement des informations sur les recrutements forcés (ou plutôt les fortes pressions exercées par des pairs) opérés par des confraternités<sup>990</sup>. Depuis peu, il a été constaté que de plus en plus d'élèves du primaire ou du secondaire sont membres de confraternités. Lorsqu'ils sont arrêtés par la police, ils prétendent qu'on leur a bandé les yeux et qu'ils ont été amenés contre leur gré sur le site d'initiation, où un de leurs pouces a été incisé afin de prélever leur sang pour le rite d'initiation<sup>991</sup>.

<sup>987</sup> Ukoji Vitus Nwankwo, Okolie-Osemene James, Prevalence of Lethal and Non-lethal Crimes in Nigeria, 2016, [url](#), p. 18

<sup>988</sup> Nigeria Watch, Seventh report on violence in Nigeria, 2017, [url](#), pp. 6, 9

<sup>989</sup> Canada, IRB, Nigeria: The Eiyé confraternity (2014-March 2016), 8 April 2016, NGA105490.E, [source: Ifeanyi Ezeonu], [url](#)

<sup>990</sup> Vanguard, I was kidnapped to join cult — Suspect, 30 October 2015, [url](#); Vanguard, The increasing menace cultism: How I was forced into Eiyé Confraternity, 24 September 2016, [url](#); Vanguard, My horrifying Eiyé confraternity initiation, 23 April 2017, [url](#); Canada, IRB, Nigeria: The Black Axe confraternity (2009- November 2012), NGA104208.E, 3 December 2012, [url](#)

<sup>991</sup> Daily Post, JSS1 student, 56 others arrested during cult initiation, 27 February 2018, [url](#)

Le chercheur David Pratten souligne: «Lorsqu'une personne a été initiée – ce qui suppose généralement un violent passage à tabac (y compris des viols) – il lui est très difficile de quitter le groupe ou de parler de son expérience en dehors du groupe»<sup>992</sup>.

Certaines sources soulignent qu'il est «extrêmement difficile» de se désengager d'une confraternité après avoir été initié. Les personnes qui quittent les confraternités peuvent être persécutées et tuées pour éviter qu'elles ne révèlent les secrets du groupe<sup>993</sup>. Toutefois, un représentant de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) a noté que le pouvoir des confraternités n'est plus aussi important qu'avant et qu'un récent conflit avec une confraternité a pu être résolu sans avoir de conséquences<sup>994</sup>. Aucune information sur des personnes ayant été tuées parce qu'elles avaient quitté une confraternité n'a pu être trouvée dans les sources consultées au moment de la rédaction de ce rapport.

### 3.11.1.2 Voies de recours

En juin 2004, le Parlement a voté la loi relative à l'interdiction des sociétés secrètes et des activités connexes, qui interdit une centaine de confraternités<sup>995</sup>. En outre, le Nigeria dispose d'un certain nombre de moyens juridiques pour interdire les confraternités, comme l'explique le chercheur David Pratten: «Le code pénal prévoit des dispositions contre les sociétés illégales aux niveaux national et fédéral [...]. En 2004, l'État de Rivers a promulgué la loi relative à l'interdiction des sociétés secrètes et des activités connexes. En 2000, l'État d'Edo a adopté un projet de loi sur l'interdiction des sociétés secrètes prévoyant une peine de 21 ans d'emprisonnement pour "les membres de confraternités dans les services publics et éducatifs"»<sup>996</sup>.

Le 12 mars 2018, l'ordonnance d'interdiction des confraternités et autres comportements violents est entrée en vigueur dans l'État d'Akwa Ibom et interdit notamment les «confraternités Vikings, Black Axe, KKK, Buccaneers, Mafia, Luttox, (Junior Black Axe), Debam, Dewell, Icelanders, Red Skins, Pirates, Amorc, Akwa Marines et Utoto, ainsi qu'un certain nombre de confraternités, groupes ou sociétés dans les établissements d'enseignement primaire et secondaire de l'État d'Akwa Ibom»<sup>997</sup>.

Il existe des rapports (parfois en très grand nombre) sur des arrestations de membres de confraternités par la police<sup>998</sup>. Un interlocuteur de la CISR a indiqué que «des membres ont été arrêtés ou expulsés d'universités pour avoir mené des "activités violentes et criminelles"». Ce dernier a néanmoins précisé que la police peut procéder à des arrestations mais que, dans certains cas, la corruption, l'intimidation des témoins et le manque de preuves entraînent le classement sans suite de l'affaire<sup>999</sup>.

Le rapport 2017 de l'EASO sur l'étude du Nigeria indique que «les universités luttent désormais plus activement contre les confraternités étudiantes en demandant aux étudiants de s'opposer à l'adhésion ou à la participation à des confraternités et en expulsant ceux qui en sont membres.

<sup>992</sup> Pratten, David, EASO, Practical Cooperation Meeting on Nigeria, 12-13 June 2017, [url](#), p. 80

<sup>993</sup> France, OFPRA, Sociétés secrètes traditionnelles et confraternités étudiantes au Nigeria, 27 February 2015, [url](#), p. 13

<sup>994</sup> France, OFPRA, Rapport de mission en République fédérale du Nigeria, du 9 au 21 septembre 2016, December 2016, [url](#), pp. 48-49

<sup>995</sup> Nigeria, Secret Cult and Cult Related Activities (Prohibition) Bill, 2004, [url](#)

<sup>996</sup> Pratten, David, EASO, Practical Cooperation Meeting on Nigeria, 12-13 June 2017, [url](#), p. 81

<sup>997</sup> Independent (The), A'lbom Outlaws Pirates Confraternity, 13 March 2018, [url](#); Oasis Magazine, Udom Outlaws Secret Cults, Societies In Akwa Ibom, 14 March 2018, [url](#)

<sup>998</sup> Voir, par exemple, Canada, IRB, Nigeria: The Black Axe confraternity (2009-November 2012), NGA104208.E, 3 December 2012, [url](#); Guardian (The), Reign of terror as serial killings, cult activities hit Akure, 28 June 2017, [url](#); Vanguard, 70 suspected cultists arrested, 1 March 2018, [url](#)

<sup>999</sup> Canada, IRB, Nigeria: The Eiye confraternity, (2014-March 2016), 8 April 2016, NGA105490.E, [url](#)

Certaines universités et municipalités locales vont même jusqu'à faire appel à des chefs religieux pour diriger des prières collectives et des séances d'exorcisme»<sup>1000</sup>.

### 3.11.2 Personnes refusant de rejoindre les confraternités étudiantes

Certains médias mentionnent que des confraternités utilisent la force (ou plutôt une forte pression exercée par des pairs) pour recruter leurs membres<sup>1001</sup>. On ignore ce que subit une personne qui persiste à refuser de rejoindre une confraternité malgré la pression de ses pairs.

Aucune autre information n'a été trouvée dans les sources consultées sur les violations des droits de l'homme, la protection de l'État, les possibilités de réinstallation ou les voies de recours des personnes refusant de devenir membres de confraternités.

## 3.12 Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres (LGBT)

### 3.12.1 Attitude de la justice et de la société

#### 3.12.1.1 Législation

Le 7 janvier 2014, Jonathan Goodluck, alors président du Nigeria, a promulgué la loi sur l'interdiction du mariage entre personnes de même sexe (LIMPMS). Cette loi interdit «l'union civile ou le mariage contracté entre personnes de même sexe, ainsi que leur célébration» et prescrit une peine d'emprisonnement maximale de 14 ans. Le terme «union civile» est défini au sens large (article 7) comme «tout accord conclu entre personnes de même sexe pour vivre ensemble en tant que partenaires sexuels, notamment dans le cadre de: a) relations adultes indépendantes, b) partenariats d'entraide, c) partenariats civils, d) pactes civils de solidarité, e) partenariats domestiques, f) relations mutuellement bénéfiques, g) partenariats enregistrés, h) relations significatives, i) unions stables». L'article 4, paragraphe 2, dispose que «la démonstration publique, directement ou indirectement, d'une relation amoureuse homosexuelle est interdite». Les articles 4, paragraphe 1, et 5, paragraphe 2, sanctionnent également «l'enregistrement et la subsistance de clubs, de sociétés, d'organisations, de défilés et de rencontres gays», ainsi que toute personne qui «enregistre ou gère un club, une société ou une organisation gay ou qui en fait partie» d'une peine d'emprisonnement maximale de 10 ans<sup>1002</sup>.

La LIMH n'est pas la première loi à ériger les actes homosexuels en infraction pénale. Dans le code pénal de 1916 (chapitre 21, «Délits contre la moralité»), les actes homosexuels avaient déjà été érigés en infraction au Nigeria. Le code dispose, à l'article 21-214, que: «Toute personne qui : (1) a des relations charnelles contre-nature avec une autre personne; (2) a des relations charnelles avec un animal; ou (3) consent à ce qu'un homme ait des rapports charnels contre-nature avec lui ou elle; est coupable d'un crime et est passible d'une peine d'emprisonnement de quatorze ans». En vertu de l'article 21-215, toute personne qui tente de commettre les délits mentionnés précédemment est passible d'une peine d'emprisonnement de sept ans. Le Nigeria punit également, en vertu de l'article 21-217, les hommes se livrant à un «attentat à la pudeur» avec un autre homme, en public ou en privé, lequel est passible d'une peine d'emprisonnement de trois ans<sup>1003</sup>.

<sup>1000</sup> EASO, COI report Nigeria Country Focus, June 2017, [url](#), p. 59

<sup>1001</sup> Vanguard, I was kidnapped to join cult —Suspect, 30 October 2015, [url](#); Vanguard, The increasing menace cultism: How I was forced into Eiyé Confraternity, 24 September 2016, [url](#); Vanguard, My horrifying Eiyé confraternity initiation, 23 April 2017, [url](#); Canada, IRB, Nigeria: The Black Axe confraternity (2009- November 2012), NGA104208.E, 3 December 2012, [url](#)

<sup>1002</sup> Nigeria, Same Sex Marriage (Prohibition) Act, 2014, January 2014, [url](#)

<sup>1003</sup> Nigeria, Criminal Code Act [Amended Version of 1990], 1 June 1916, [url](#)

L'ILGA (International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association, association internationale des lesbiennes, gays, bisexuels, transsexuels et personnes intersexuées) dresse un aperçu des lois de la charia appliquées dans douze États du nord qui érigent en infraction les relations homosexuelles:

«Il convient de noter que plusieurs États du nord du Nigeria ont adopté les lois islamiques de la charia érigeant en infraction les actes sexuels entre personnes de même sexe. La peine maximale encourue pour les actes entre hommes est la peine de mort, tandis que la peine maximale pour les actes entre femmes est la flagellation et/ou l'emprisonnement [...]. Les États ayant adopté ces lois sont les suivants: Bauchi (2001), Borno (2000), Gombe (2001), Jigawa (2000), Kaduna (2001), Kano (2000), Katsina (2000), Kebbi (2000), Niger (2000), Sokoto (2000), Yobe (2001) et Zamfara (2000)»<sup>1004</sup>.

### 3.12.1.2 Dans la pratique

Selon Human Rights Watch, «l'adoption de la loi sur l'interdiction du mariage entre personnes de même sexe (LIMPMS) en janvier 2014 a donné lieu à des atteintes à l'encontre de la communauté des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT) en 2017. Cette loi réduit en effet la liberté d'expression des membres de la communauté LGBT, des organisations de défense des droits de l'homme et autres»<sup>1005</sup>.

Dans son rapport de 2016, Human Rights Watch souligne, en s'appuyant sur des entretiens avec des personnes LGBT, qu'il n'y a aucune preuve que des personnes aient été persécutées ou punies en vertu de la LIMPMS. La loi a pourtant de lourdes conséquences. Le débat houleux au sein de la société et l'attention accrue des médias ont rendu l'orientation sexuelle plus visible et les personnes LGBT plus vulnérables<sup>1006</sup>. Human Rights Watch cite des interlocuteurs ayant souligné que «l'idée fausse répandue depuis l'adoption de la LIMPMS est que l'identité homosexuelle est désormais une infraction pénale, que les citoyens ont le devoir de signaler toute personne qu'ils savent homosexuelle ou soupçonnent de l'être et que tout manquement à cette obligation est également un crime». L'organisation ajoute que, même avant l'adoption de la loi, des arrestations et des violations des droits de l'homme avaient lieu, mais que les actes (collectifs) de violence et les extorsions par la police et la société ont considérablement augmenté. «La loi a créé les conditions pour que les gens se livrent à des violences homophobes sans craindre de conséquences juridiques, contribuant ainsi de manière significative à l'instauration d'un climat d'impunité pour les crimes contre les personnes LGBT»<sup>1007</sup>.

Les interlocuteurs notent que la police se sert de la LIMPMS pour humilier et extorquer des personnes présumées LGBT en procédant à des arrestations arbitraires, en torturant et en «exhibant» les personnes arrêtées, souvent totalement nues, devant le public et les médias. Le seul moyen d'échapper à un procès et à une peine d'emprisonnement (pouvant aller jusqu'à 14 ans) est de payer une caution, ou plutôt, comme l'ont précisé les interlocuteurs de Human Rights Watch, de «corrompre la police». La police a également perquisitionné des locaux d'organisations œuvrant pour la défense des droits de l'homme et menant des activités de sensibilisation au virus de l'immunodéficience humaine (VIH)<sup>1008</sup>.

### 3.12.1.3 Attitude de la société

Selon un sondage<sup>1009</sup> commandé par TIERS (The Initiative for Equal Rights), une organisation à but non lucratif œuvrant pour la protection des droits des minorités sexuelles, le taux d'acceptation des lesbiennes, gays et bisexuels (LGB) par les membres de leur famille est en légère hausse, étant passé

<sup>1004</sup> ILGA, State-Sponsored Homophobia 2017, May 2017, [url](#)

<sup>1005</sup> HRW, World Report 2018, events of 2017 – Nigeria, 18 January 2018, [url](#)

<sup>1006</sup> HRW, "Tell Me Where I Can Be Safe", 20 October 2016, [url](#), pp. 1-3

<sup>1007</sup> HRW, "Tell Me Where I Can Be Safe", 20 October 2016, [url](#), pp. 16, 23, 59-60

<sup>1008</sup> HRW, "Tell Me Where I Can Be Safe", 20 October 2016, [url](#), pp. 33-47

<sup>1009</sup> TIERS/NOIPolls, Social perception survey on lesbian, gay and bisexual rights, January 2017, [url](#)

de 11 % en 2015 à 13 % en 2017. Parallèlement, 90 % des Nigériens interrogés dans le cadre du sondage estiment que les relations entre personnes de même sexe doivent être érigées en infraction, ce qui représente une augmentation de 4 % par rapport à 2015. Parmi les personnes interrogées, 39 % (soit 9 % de plus qu'en 2015) ont estimé que les personnes LGBT devraient jouir du même accès aux services publics, tels que les soins de santé, l'éducation et le logement. Par ailleurs, 17 % des personnes interrogées ont déclaré connaître une personne lesbienne, gay ou bisexuelle, au sein de leur famille, parmi leurs amis ou dans leur localité. D'autre part, le pourcentage de Nigériens estimant que leur pays se porterait mieux sans les personnes LGBT est resté stable, à 90 %<sup>1010</sup>.

Les principales religions au Nigeria, à savoir le christianisme et l'islam, sont toutes deux opposées aux relations entre personnes de même sexe. Les chefs religieux prêchent avec véhémence contre l'homosexualité et la *hisba* (police islamique) pourchasse activement les personnes présumées LGBT. En particulier, les mouvements chrétiens évangéliques, en plein essor, répandent des messages incitant à la haine et à l'intolérance vis-à-vis des personnes LGBT<sup>1011</sup>.

La seule église présentant l'homosexualité de manière positive au Nigeria est la House of Rainbow Fellowship, fondée par le pasteur Macaulay, qui a été contraint de fuir le Nigeria après que les médias ont divulgué son nom<sup>1012</sup>.

Au lieu de mettre l'accent sur les violations des droits de l'homme et les crimes motivés par la haine, TIERS se concentre sur les progrès accomplis, tels que la légère augmentation de la tolérance et de l'acceptation des personnes LGBT, comme le montre le sondage. De même, la visibilité accrue de la culture LGBT au Nigeria (à travers les films et les expositions photographiques) est «un signe que les mentalités évoluent»<sup>1013</sup>. Les *Millenials* seraient plus tolérants à l'égard des personnes LGBT<sup>1014</sup>. Le 12 septembre 2017, TIERS a organisé la toute première conférence sur la diversité, l'inclusion et l'égalité au Nigeria, en partenariat avec l'Université de Lagos<sup>1015</sup>.

Le site internet Erasing 76 Crimes, axé sur «le bilan humain des lois anti-LGBT dans plus de 76 pays et la lutte pour leur abrogation», parvient également à la conclusion suivante: «La violence et le harcèlement à l'égard des personnes LGBT restent des problèmes graves, mais les craintes et la haine de la société nigérienne vis-à-vis de ces personnes s'estompent lentement»<sup>1016</sup>.

Il ressort toutefois du rapport de Human Rights Watch que les personnes LGBT se sentent obligées de s'autocensurer, de cacher leur orientation sexuelle ou leur identité de genre et de s'adapter aux normes de la société. Les femmes lesbiennes et bisexuelles, en particulier, subissent souvent des pressions pour se marier et fonder une famille et se sentent obligées d'adapter leur tenue vestimentaire et leur comportement aux «normes de la société»<sup>1017</sup>.

Un stéréotype spécifique auquel les bisexuels sont souvent confrontés est la croyance qui perdure au sein de la société nigérienne selon laquelle la bisexualité n'existe pas et qu'«une personne doit être homosexuelle ou hétérosexuelle». Le concept de bisexualité en tant qu'orientation sexuelle est très récent, bien que la pratique ne le soit pas. Selon les directeurs exécutifs de TIERS et de WHER

<sup>1010</sup> TIERS/NOIPolls, Social perception survey on lesbian, gay and bisexual rights, January 2017, [url](#); Reuters, LGBT acceptance slowly grows in Nigeria, despite anti-gay laws, 17 May 2017, [url](#)

<sup>1011</sup> Canada, IRB (Immigration and Refugee Board), Nigeria: Information on how bisexuality is understood and perceived in Nigeria; whether bisexuality is distinguished from both male and female homosexuality (2014-June 2015) NGA105219.E, 9 September 2015, [url](#); see also [Pulse.ng](#), Nigeria's millenials are not as homophobic as their parents are, 12 December 2017, [url](#)

<sup>1012</sup> Guardian (The), House of Rainbow: the new pink line dividing the world, 3 March 2018, [url](#)

<sup>1013</sup> Reuters, LGBT acceptance slowly grows in Nigeria, despite anti-gay laws, 17 May 2017, [url](#)

<sup>1014</sup> [Pulse.ng](#), Nigeria's millenials are not as homophobic as their parents are, 12 December 2017, [url](#)

<sup>1015</sup> Erasing 76 crimes, First-ever Nigerian conference on LGBT issues to start tomorrow, 11 September 2017, [url](#)

<sup>1016</sup> Erasing 76 crimes, 11 glimmers of hope for LGBT rights in 2017, 26 December 2017, [url](#)

<sup>1017</sup> HRW, "Tell Me Where I Can Be Safe", 20 October 2016, [url](#), pp. 42-53; Canada, IRB, Nigeria: Information on how bisexuality is understood and perceived in Nigeria (2014-June 2015) NGA105219.E, 9 September 2015, [url](#)

(Women's Health and Equal Rights Initiative), interrogés par la CISR du Canada, «certaines personnes LGBT entretiennent des relations hétérosexuelles pour "couvrir" des relations homosexuelles et certains bisexuels épousent une personne du sexe opposé en raison des pressions sociales qu'ils subissent par rapport au mariage et aux enfants, de la stigmatisation et de l'homophobie et pour éviter d'éveiller les soupçons quant à leur orientation non hétérosexuelle»<sup>1018</sup>.

### 3.12.2 Violations des droits de l'homme et/ou discrimination

Un examen réalisé par TIERS concernant les violations des droits de l'homme à l'encontre des personnes LGBT au Nigeria en 2016 a révélé l'existence d'au moins 152 violations commises contre 232 personnes dans 16 États, la plupart des cas ayant été signalés dans les États de Rivers et de Lagos. Les auteurs étaient pour la plupart des acteurs non étatiques (chantages et extorsions), bien que 37 cas aient impliqué des acteurs étatiques (arrestations arbitraires et détentions illégales principalement) et 16 cas les deux types d'acteurs. Les autres infractions signalées ont été les suivantes: attaques collectives (3), agressions (33), vols (21), diffamations (21), menaces de mort (12) et tentatives de meurtre (2)<sup>1019</sup>.

Dans son rapport annuel de 2017, TIERS mentionne: «Les personnes qui se définissent elles-mêmes ou sont perçues comme lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, allosexuelles et/ou intersexuées (LGBTAI) continuent de subir des violations flagrantes de leurs droits fondamentaux». TIERS a ainsi relevé 210 violations à l'encontre de 247 personnes dans 20 États, la plupart ayant été commises dans les États de Rivers, Lagos et Enugu. Parmi les victimes figuraient 19 femmes et 228 hommes. Dans 168 cas, les auteurs étaient des acteurs non étatiques, dans 32 cas des acteurs étatiques et, dans 10 cas, les deux types d'acteurs étaient impliqués<sup>1020</sup>. Concernant le faible nombre de femmes, TIERS fait le commentaire suivant: «On compte peu de femmes parmi ces victimes étant donné qu'elles craignent des représailles éventuelles si leur sexualité ou leur identité de genre est connue. Les croyances socioculturelles qui répriment les femmes et encouragent le silence face aux violations des droits des femmes et des filles constituent un autre facteur»<sup>1021</sup>.

Sur les 210 cas enregistrés, les violations suivantes ont notamment été mentionnées: arrestations arbitraires/détentions illégales (15), atteintes à la vie privée (32), chantages et extorsions (68), expulsions forcées (25), attaques collectives (3), agressions (48), vols (10), menaces de mort (12), diffamations/discours de haine (18), stigmatisations et discriminations (17), tortures (7), (tentatives de) viols (5), meurtres/homicides involontaires (3), enlèvements (2)<sup>1022</sup>.

Selon une enquête réalisée par la Fondation Bisi Alimi auprès de 446 personnes LGBT au Nigeria, d'avril à juillet 2016, 55 % des personnes interrogées ont été agressées physiquement et/ou verbalement et 71 % ont estimé que la cause de cet incident était leur orientation sexuelle ou leur identité de genre. La plupart d'entre elles n'ont pas signalé l'agression, soit par honte, soit par crainte de représailles ou parce qu'elles pensaient que personne ne les aiderait. Les auteurs étaient la plupart du temps des personnes qu'elles connaissaient déjà<sup>1023</sup>.

#### 3.12.2.1 Arrestations

Le site internet Erasing 76 Crimes note: «Il est actuellement impossible de dresser une liste complète des personnes incarcérées pour violation des lois anti-homosexuels au Nigeria. Les journaux nigériens

<sup>1018</sup> Canada, IRB, Nigeria: Information on how bisexuality is understood and perceived in Nigeria (2014-June 2015) NGA105219.E, 9 September 2015, [url](#)

<sup>1019</sup> TIERS, Human Right Violation Report, 2016, [url](#)

<sup>1020</sup> TIERS, Human Right Violation Report, December 2017, [url](#), p. iv

<sup>1021</sup> TIERS, Human Right Violation Report, December 2017, [url](#), p. 7

<sup>1022</sup> TIERS, Human Right Violation Report, December 2017, [url](#), p. 3

<sup>1023</sup> Bisi Alimi Foundation, Not dancing to their music, January 2017, [url](#), pp. 18, 22



évoquent généralement des arrestations et parfois l'ouverture de procès de personnes LGBT, mais pas l'issue de ces événements»<sup>1024</sup>. L'un des rares exemples date du 6 juin 2017 lorsque deux homosexuels présumés ont été libérés après avoir passé cinq mois en prison dans l'attente de leur procès. Leurs aveux avaient été obtenus sous la contrainte et la torture par la police<sup>1025</sup>. Amnesty International souligne qu'en 2017 des personnes ont fait l'objet, dans plusieurs régions du pays, d'arrestations, d'humiliations publiques, d'extorsions et de discriminations à cause de leur orientation sexuelle<sup>1026</sup>.

Selon Olumide Femi Makanjuola, directeur exécutif de TIERS<sup>1027</sup> au Nigeria, toutes les violations des droits de l'homme liées à l'orientation sexuelle et l'expression de l'identité de genre signalées en 2016 ont été fondées sur une orientation sexuelle réelle ou présumée. Il ajoute que, parmi toutes les personnes qui ont été arrêtées, aucune d'elles n'a été prise en flagrant délit: «Nous n'avons jamais eu de cas où une personne a été prise en flagrant délit d'acte sexuel; par conséquent, tout repose souvent sur des soupçons d'homosexualité ou de lesbianisme»<sup>1028</sup>.

Le 15 avril 2017, 53 personnes accusées de conspirer pour célébrer un mariage gay et organiser un rassemblement illégal et d'appartenir à une société illégale ont été arrêtées dans l'État de Kaduna. Les accusés ont nié les faits, affirmant qu'ils avaient assisté à une fête d'anniversaire et non à un mariage<sup>1029</sup>. Ils ont été libérés sous caution<sup>1030</sup>.

Entre avril et juin 2017, la police de l'État de Kano a arrêté 124 «violeurs et gays» présumés et enregistré 115 cas de «viol, sodomie et autres actes d'attentat à la pudeur»<sup>1031</sup>. TIERS a déclaré à la suite de ces arrestations et d'autres incidents qu'ils étaient «injustement exagérés» par la presse écrite et les médias en ligne<sup>1032</sup>.

Le 30 juillet 2017, la police a arrêté plus de 40 hommes, dont 12 mineurs, qui assistaient à un événement de sensibilisation au VIH organisé par une ONG dans un hôtel de Lagos, les accusant d'avoir commis des actes homosexuels<sup>1033</sup>. La police a exhibé les victimes devant les médias, divulguant leur nom, ainsi que leur photo et leur sérologie VIH. Les hommes ont été libérés sous caution en novembre 2017, dans l'attente de leur procès<sup>1034</sup>.

Le 2 septembre 2017, la police religieuse musulmane (Corps de la *hisba*) de l'État de Kano a arrêté 70 mineurs accusés de vouloir organiser une fête gay<sup>1035</sup>. Aucune autre information n'a pu être trouvée sur cette affaire.

Le 11 juin 2018, la police et la brigade spéciale de lutte contre le banditisme (SARS) ont arrêté plus de 100 jeunes qui assistaient à une fête d'anniversaire dans un hôtel d'Asaba, dans l'État du Delta, qu'elles accusaient d'être des homosexuels. Selon un témoin, les policiers ont frappé les invités avec

<sup>1024</sup> Erasing 76 crimes, 100s are in prison for being gay, last update: 11 May 2018, [url](#)

<sup>1025</sup> Erasing 76 crimes, Nigerian court releases 2 charged with homosexuality, 6 June 2017, [url](#)

<sup>1026</sup> AI, Amnesty International Report 2017/18 - Nigeria, 22 February 2018, [url](#)

<sup>1027</sup> TIERS est une organisation à but non lucratif basée au Nigeria qui œuvre pour la protection et la promotion des droits fondamentaux des minorités sexuelles aux niveaux national et régional. Pour en savoir plus, voir: TIERS, About TIERS, n.d., [url](#)

<sup>1028</sup> Olumide Femi Makanjuola, EASO, Practical Cooperation Meeting Nigeria, 12-13 June 2017, August 2017, [url](#), p. 63.

<sup>1029</sup> BBC, Nigeria 'gay wedding' bust leads to charges, 20 April 2017, [url](#); HRW, World Report 2018, events of 2017 – Nigeria, 18 January 2018, [url](#)

<sup>1030</sup> AI, Amnesty International Report 2017/18 - Nigeria, 22 February 2018, [url](#)

<sup>1031</sup> Vanguard, Police arrest 124 suspected gays, rapist in Kano, 15 June 2017, [url](#)

<sup>1032</sup> TIERS, Human Right Violation Reports Based On Sexual Orientation & Gender Identity Expression In Nigeria, December 2017, [url](#), p. 4

<sup>1033</sup> BBC, Mass Nigerian arrests for 'homosexual acts' in Lagos State, 31 July 2017, [url](#)

<sup>1034</sup> ABCNews, 'I didn't want my mum to know', updated 22 October 2017, [url](#). Selon un autre rapport, 30 hommes n'ont pas pu payer la caution de 500 000 nairas (1 375 USD) et sont restés en détention jusqu'au paiement de leur caution.. Erasing 76 crimes, 30 Nigerians remain in custody on homosexuality charges, 6 August 2017, [url](#)

<sup>1035</sup> Erasing 76 crimes, Report: Muslim police arrest 70 Nigerian youths for 'gay' party, 2 September 2017, [url](#)

leurs armes et arrêté tout le monde, y compris les membres de la direction et du personnel de l'hôtel<sup>1036</sup>.

### 3.12.2.2 Traitement en prison

Les détenus homosexuels seraient victimes de viols en prison. Ils sont abandonnés par leur famille, subissent de mauvais traitements et souffrent du manque de nourriture et de soutien juridique<sup>1037</sup>.

### 3.12.2.3 Actes de torture et exécutions

En août 2017, un élève de 17 ans soupçonné d'être homosexuel aurait été battu à mort par des camarades de classe dans l'État de Jigawa. Au poste de police, les auteurs ont déclaré avoir fait cela pour corriger l'élève (décédé) du vice social parce qu'il était soupçonné d'être homosexuel<sup>1038</sup>. Aucune autre information n'a été trouvée sur l'issue de cet incident.

Le 28 mai 2018, plusieurs organisations de la société civile ont organisé une journée nationale de deuil et de commémoration en hommage aux victimes des nombreux types de violence au Nigeria, telles que les massacres, les enlèvements et les affrontements entre éleveurs et agriculteurs. Un groupe a défilé pour les Nigériens LGBT tués au cours d'agressions homophobes en brandissant des pancartes sur lesquelles on pouvait notamment lire: «Les personnes LGBT aussi sont tuées. Pourquoi gardons-nous le silence?». La manifestation contre les violences anti-LGBT a été organisée par la Fondation Bisi Alimi, basée à Londres, qui se mobilise en faveur de la justice pour les personnes LGBT au Nigeria<sup>1039</sup>.

Le 3 mai 2018, des actes collectifs de violence ont été commis à Benin City. Un jeune homme qui était accompagné de son partenaire a été roué de coups. Son partenaire a réussi à prendre la fuite<sup>1040</sup>.

### 3.12.3 Possibilités de réinstallation

Selon un article d'ABC News mis à jour en octobre 2017, la situation est plus difficile pour les personnes LGBT vivant dans le nord du Nigeria que pour celles vivant dans le sud du pays. Au moins 114 hommes et femmes ont été arrêtés dans le nord entre janvier et octobre 2017. La hisba (police islamique) est très active et à l'affût de la moindre rumeur de rassemblements homosexuels. Elle procède à des arrestations et se livrerait à des tortures<sup>1041</sup>.

Toutefois, de nombreuses personnes LGBT ont également été arrêtées par la police et la SARS dans le sud du Nigeria, comme cela a été souligné précédemment.

### 3.12.4 Voies de recours

La Constitution du Nigeria garantit, de manière générale, «les droits à la vie, à la vie privée, ainsi qu'à la liberté d'association, de pensée et de conscience. Elle protège également le respect de la dignité et garantit le droit des personnes de s'exprimer librement»<sup>1042</sup>. La loi de mai 2015 sur l'interdiction de la violence contre les personnes (LIVP) vise à «éliminer la violence dans la sphère privée et publique, à

<sup>1036</sup> Nostringsng, Nigeria: Police arrest over 100 alleged gay and lesbians, 11 June 2018, [url](#); Nostringsng, Asaba Arrest: Youths stand trial in court on grounds of homosexuality, 27 June 2018, [url](#)

<sup>1037</sup> ABCNews, 'I didn't want my mum to know': The men and boys arrested for being gay in Nigeria, updated 22 October 2017, [url](#); Erasing 76 crimes, New initiative works to free suspected gay Nigerian prisoners, 18 October 2017, [url](#); Erasing 76 crimes, Nigeria: Man facing homosexuality charges languishes in prison, 10 May 2018, [url](#)

<sup>1038</sup> ABC News, 'I didn't want my mum to know': The men and boys arrested for being gay in Nigeria, updated 22 October 2017, [url](#)

<sup>1039</sup> Erasing 76 crimes, Nigerians take to the streets to protest LGBTI killings, 29 May 2018, [url](#)

<sup>1040</sup> Nigerian Observer (The), Another gay man lynched in Benin, 3 May 2018, [url](#)

<sup>1041</sup> ABC News, 'I didn't want my mum to know': The men and boys arrested for being gay in Nigeria, updated 22 October 2017, [url](#)

<sup>1042</sup> TIERS, 2016 Human Rights Violations Report, January 2017, p. 7.

interdire toute forme de violence contre les personnes et à garantir une protection maximale et des recours efficaces pour les victimes tout en prévoyant la punition des contrevenants»<sup>1043</sup>. Toutefois, comme le note le rapport de l'ONG TIERS, «la législation codifiée également la discrimination et l'incrimination des personnes LGBTAI, principalement à travers la loi sur l'interdiction du mariage entre personnes de même sexe (LIMPMS)».

Un militant des droits de l'homme et défenseur des droits des personnes LGBT devant les tribunaux a décrit, dans un article rédigé pour le site Erasing 76 crimes, à quel point son travail est dangereux, risqué et stigmatisant<sup>1044</sup>.

Lorsque les personnes LGBT sont victimes d'un crime, elles ont souvent peur de le signaler à la police, par peur d'être arrêtées et emprisonnées<sup>1045</sup>. En 2015, la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR) soulignait que, souvent, les personnes LGBT ne peuvent pas signaler à la police les actes de violence dont elles ont été victimes car les policiers eux-mêmes sont parfois impliqués dans de tels actes<sup>1046</sup>.

Les chefs traditionnels d'Egor, dans l'État d'Edo, ont maudit les homosexuels et les mariages gays dans le but de «freiner l'augmentation du taux d'homosexualité dans la région», décrite comme une «menace qui grandit à un rythme inquiétant». Aidés par la police, ils se sont rendus de maison en maison au milieu de la nuit, à la recherche d'homosexuels présumés<sup>1047</sup>.

Une attitude plus positive de la part des autorités a été signalée en mars 2018 lorsque le commissaire de police et un chef traditionnel (obi) de la ville d'Ibusa, dans l'État du Delta, se sont engagés à soutenir les efforts déployés par une ONG de défense des droits de l'homme (Levites Initiative for Freedom and Enlightenment, LIFFE) pour lutter contre les chantages et les extorsions de fonds dont sont victimes les gays. Un groupe de criminels locaux a attiré des personnes (dont des homosexuels) dans leur repaire à Ibusa, où elles ont été battues, volées et extorquées avant d'être relâchées nues dans la rue. Le commissaire de police a présenté les représentants de LIFFE au département des enquêtes criminelles de l'État pour démarrer une collaboration. L'ONG a salué l'attitude du commissaire, qu'elle considère comme «efficace et cordiale»<sup>1048</sup>.

En mars 2016, dans une autre affaire, qui, selon l'ILGA, constitue un cas de prise de responsabilité très rare, «la Haute Cour fédérale a retenu les preuves de violence, d'humiliation et de tentative d'extorsion, permettant ainsi à un militant très connu de la lutte contre le VIH d'obtenir une indemnité financière ainsi que des excuses publiques de la part de la police d'Abuja»<sup>1049</sup>.

### 3.12.5 Organisations de défense des droits des personnes LGBT

D'après Human Rights Watch, il y aurait au Nigeria plusieurs organisations (au moins dix) soutenant les personnes LGBT ou intervenant dans les domaines de la lutte contre le VIH et des droits de l'homme. Au moins trois organisations spécialisées dans la lutte contre le VIH, la santé et les droits de l'homme ont indiqué à Human Rights Watch avoir fait l'objet de perquisitions dans leurs locaux en raison de leur travail auprès des communautés LGBT<sup>1050</sup>.

<sup>1043</sup> Nigeria, Violence against Persons (Prohibition) Act (VAPP), May 2015, [url](#)

<sup>1044</sup> Erasing 76 Crimes, 42 Nigerians granted bail, face homosexuality charges, 4 August 2017, [url](#),

<sup>1045</sup> HRW, "Political Shari'a"?, Human Rights and Islamic Law in Northern Nigeria, 21 September 2004, [url](#)

<sup>1046</sup> IRB, Nigeria: Treatment of sexual minorities, including legislation, state protection, and support services (February 2012-October 2015), 15 November 2015, [url](#)

<sup>1047</sup> Leadership, Traditional rulers flay homosexuality, gay marriages, 27 January 2018, [url](#)

<sup>1048</sup> Erasing 76 crimes, Police and Nigerian chief vow action against anti-gay blackmail, 12 March 2018, [url](#)

<sup>1049</sup> ILGA, State-Sponsored Homophobia 2017, May 2017, [url](#)

<sup>1050</sup> HRW, "Tell Me Where I Can Be Safe", 20 October 2016, [url](#), pp. 59–64

Le site internet [Where Love is a crime](#) fournit les informations suivantes sur les organisations nigérianes œuvrant dans les domaines de la santé et des droits de l'homme des personnes LGBT, réparties par zones<sup>1051</sup>:

- Nord-ouest: [AGE](#) – Advocates for Grass root Empowerment (défenseurs de l'autonomisation des communautés à la base), officiellement connue sous le nom de Grass root community support (GCS)
- Nord-est: aucune
- Centre-nord: [WHER](#) Women's Health and Equal Rights Initiative (initiative pour la santé et l'égalité des droits des femmes)
- [ICARH International Centre for Advocacy on Rights to Health](#) (centre international de défense des droits à la santé), anciennement Alliance Rights Nigeria
- Sud-Est: [AGHI](#) Access to Good Health Initiative (initiative pour l'accès à la santé)
- Sud-ouest: [TIERs](#) The Initiative For Equal Rights (initiative pour l'égalité des droits). TIERs propose un service d'assistance téléphonique disponible 24 heures sur 24.
- [HORF](#) House Of Rainbow Fellowship (maison de l'arc-en-ciel)
- Sud-sud: [QA](#) Queer Alliance (alliance des personnes allosexuelles)
- [IMH](#) Initiative for Improved Male Health (initiative pour l'amélioration de la santé masculine)
- [IAH](#) Initiative for Advancement of Humanity (initiative pour le progrès de l'humanité)

Les autres organisations mentionnées dans les médias sont les suivantes:

La [Fondation Bisi Alimi](#), «une initiative de la diaspora qui vise à changer le cœur et l'esprit des Nigériens et à accélérer l'acceptation sociale des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transsexuelles (LGBT). Nous essayons d'apporter des changements par des activités de plaidoyer, de recherche et de formation des médias». La fondation doit son nom à une ancienne personnalité publique nigériane qui a été contrainte de fuir le pays après que ses activités ont été divulguées<sup>1052</sup>.

[The Equality Hub](#), une organisation à but non lucratif fondée en 2017 pour promouvoir les droits des minorités sexuelles féminines au Nigeria.

[Promote and protect human rights](#), nouveau site internet lancé par l'initiative WHER, une organisation de la société civile à but non lucratif qui facilite les démarches des personnes souhaitant dénoncer tout type de violation des droits de l'homme au Nigeria. Le site affichera le nombre total de cas signalés sur une carte, avec le détail des incidents et le lieu où ils se sont produits.

[lperfect Africa](#), une initiative nigériane visant à soutenir les personnes LGBTAI en Afrique qui «contribue à la libération des Africains emprisonnés en raison de leur orientation sexuelle réelle ou présumée»<sup>1053</sup>.

[The Coalition for the Defense of Sexual Rights](#) (CDSR, ou coalition pour la défense des droits sexuels), un consortium d'organisations indépendantes à but non lucratif et de personnes travaillant sur diverses questions relatives à la santé et aux droits en matière de sexualité et de procréation au Nigeria.

<sup>1051</sup> Where love is a crime, Organisations, n.d. [url](#)

<sup>1052</sup> Bisi Alimi Foundation, Not dancing to their music, January 2017, [url](#)

<sup>1053</sup> Erasing76crimes, New initiative works to free suspected gay Nigerian prisoners, 18 October 2017, [url](#)

### 3.12.5.1 Refuges

Selon un représentant de la société civile interrogé par la CISR en 2015, il existe deux refuges pour les personnes LGBT au Nigeria: un dans le nord et un dans le sud<sup>1054</sup>. Aucune information récente n'a pu être trouvée au moment de la rédaction de ce rapport.

Pour plus d'informations sur la situation des personnes LGBT au Nigeria, veuillez consulter le chapitre 5 du [Rapport d'information sur les pays d'origine de l'EASO – Nigeria: Étude du pays](#), publié en juin 2017, ainsi que la section 3.9 du [Rapport de la réunion de l'EASO sur le Nigeria](#), publié en août 2017.

## 3.13 Femmes et filles

### 3.13.1 Violence fondée sur le genre (VFG)

#### 3.13.1.1 Cadre juridique

En 2015, le Nigeria a adopté une nouvelle législation avec la loi sur l'interdiction de la violence contre les personnes (LIVP). Cette loi vise à établir un cadre juridique pour la prévention de la violence, notamment à l'égard des femmes et des filles<sup>1055</sup>.

La LIVP définit le viol de la manière suivante: «Une personne commet l'infraction de viol si elle pénètre intentionnellement le vagin, l'anus ou la bouche d'une autre personne avec une partie de son corps ou quoi que ce soit d'autre; si l'autre personne ne consent pas à la pénétration; ou si le consentement est obtenu par la force, la menace ou l'intimidation [...]»<sup>1056</sup>. Elle fixe également la peine encourue: «Une personne reconnue coupable de cette infraction [...] encourt la réclusion à perpétuité, sauf si elle a moins de 14 ans [...], et, dans tous les autres cas, une peine d'emprisonnement d'une durée minimale de 12 ans sans la possibilité de lui substituer une amende»<sup>1057</sup>.

La législation interdit également la circoncision ou les mutilations génitales pratiquées sur les filles ou les femmes et fait référence aux blessures physiques infligées à une personne; au fait de mettre délibérément une personne dans la peur; à la dépendance financière forcée ou violence économique; à la séparation de la famille; à la violence émotionnelle, verbale et psychologique; à l'abandon du conjoint, des enfants et autres défenseurs sans moyens de subsistance; au harcèlement; à l'intimidation; aux violences conjugales; aux pratiques traditionnelles néfastes; à l'inceste, ainsi qu'aux droits de la victime<sup>1058</sup>.

#### 3.13.1.2 Violations des droits de l'homme

Selon le site Afrique Renouveau des Nations unies, les formes les plus courantes de violence à l'égard des femmes au Nigeria «sont, entre autres, le harcèlement sexuel, la violence physique, les pratiques traditionnelles néfastes, la violence émotionnelle et psychologique, la violence socio-économique et la violence contre les femmes non combattantes dans les situations de conflit»<sup>1059</sup>.

L'Enquête sur la démographie et la santé (EDS) réalisée en 2013, qui couvre tous les États du Nigeria, révèle que 28 % des femmes ayant entre 15 et 49 ans ont subi des violences physiques depuis l'âge de 15 ans. Ce pourcentage est identique à celui de l'enquête de 2008. Le pourcentage de femmes

<sup>1054</sup> Canada, IRB, Nigeria: Information on how bisexuality is understood and perceived in Nigeria (2014-June 2015) NGA105219.E, 9 September 2015, [url](#)

<sup>1055</sup> UNFPA Nigeria, Nigeria Takes A Stand Against Sexual And Gender Based Violence, 25 March 2016, [url](#)

<sup>1056</sup> The Government of Nigeria, Violence Against Persons (Prohibition) Act, 2015, Artt. 1 (1), a-c, [url](#)

<sup>1057</sup> The Government of Nigeria, Violence Against Persons (Prohibition) Act, 2015, Artt. 1 (2), a-b, [url](#)

<sup>1058</sup> Nigeria, Violence Against Persons (Prohibition) Act, 2015, [url](#)

<sup>1059</sup> UN, AfricaRenewal, Nigerian women say 'no' to gender-based violence [blog], 14 December 2017, [url](#)

ayant subi des violences physiques au cours des 12 mois précédant l'enquête est passé de 15 % en 2008 à 11 % en 2013<sup>1060</sup>.

Des milliers de filles et de femmes ont été enlevées par Boko Haram (même si de nombreuses autres ont rejoint volontairement le groupe, comme l'a souligné la chercheuse Hilary Matfess<sup>1061</sup>) et ont été victimes de violences sexuelles généralisées de la part de ses membres<sup>1062</sup>. Voir également la section [3.1.7](#).

Selon le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), les incidents de violence fondée sur le genre, notamment les agressions psychologiques et sexuelles, les mariages précoces et les agressions physiques, ont considérablement augmenté avec l'insurrection dans le nord-est du Nigeria<sup>1063</sup>.

L'accès aux services de santé reproductive et l'éducation par ces services jouent un rôle majeur dans le bien-être et la survie des filles et des femmes, mais demeurent particulièrement difficiles dans les zones en crise (États de Borno, Yobe et Adamawa notamment). Le directeur général du FNUAP a expliqué que «pour les filles et les femmes, en particulier les femmes enceintes qui risquent des complications potentiellement mortelles lors de l'accouchement et celles qui allaitent et s'occupent des nouveau-nés, leur vie ou leur mort dans une situation de crise dépend souvent de leur accès aux services de base en matière de santé sexuelle et reproductive»<sup>1064</sup>.

### 3.13.2 Mariages forcés/précoces

Les articles 21 et 23 de la loi nigériane sur les droits de l'enfant interdisent les mariages d'enfants, étant entendu que les enfants sont des personnes de moins de 18 ans<sup>1065</sup>.

En novembre 2016, le Nigeria a rejoint la Campagne de l'Union africaine contre le mariage des enfants. Au Nigeria, près d'une femme sur deux est mariée avant l'âge de 18 ans. Le pays compte ainsi le plus grand nombre de mineures mariées<sup>1066</sup>. La ministre de la Femme et du Développement social a déclaré que «le mariage des enfants menace la vie et la santé des filles et compromet la pleine réalisation de leur potentiel»<sup>1067</sup>.

Les effets des mariages précoces sont graves, tant pour les femmes que pour leurs enfants. «Les filles de moins de 18 ans sont plus susceptibles d'être atteintes d'une fistule, de mourir en couches et de donner naissance à des bébés mort-nés<sup>1068</sup>. Les enfants nés de mères très jeunes sont plus susceptibles de souffrir de retards de croissance et de dénutrition»<sup>1069</sup>.

Il existe un lien étroit entre éducation, pauvreté et mariage précoce: les filles qui n'ont pas eu accès à l'instruction élémentaire sont souvent mariées dès l'âge de 15 ans; celles ayant achevé le cycle d'enseignement primaire se marient en moyenne à 18 ans; celles ayant achevé des études secondaires à 21 ans et les femmes des familles les plus aisées à 23 ans<sup>1070</sup>.

<sup>1060</sup> NPC, Demographic and Health Survey 2013, [url](#), p. 304

<sup>1061</sup> Washington Post, H. Boko Haram has kidnapped more girls. Here's what we know, 8 March 2018, [url](#)

<sup>1062</sup> US Dos, Country reports on Human Rights Practices for 2016 – Nigeria, [url](#); Washington Post, H. Boko Haram has kidnapped more girls. Here's what we know, 8 March 2018, [url](#). For more indepth information, see Matfess, H., Women and the War on Boko Haram, 15 November 2017, ZED Books.

<sup>1063</sup> UNFPA, Nigeria, Gender Based Violence, [url](#)

<sup>1064</sup> UNFPA Nigeria, In crisis, access to reproductive health care often determines if women and girls live or die, 13 January 2017, [url](#)

<sup>1065</sup> Nigeria, Act No. 26 of 2003, Child's Rights Act, 2003, [url](#)

<sup>1066</sup> UNFPA, Nigeria Joins the African Union Campaign to End Child Marriage, 29 November 2016, [url](#)

<sup>1067</sup> UNFPA, Nigeria Joins the African Union Campaign to End Child Marriage, 29 November 2016, [url](#)

<sup>1068</sup> Une fistule est un orifice entre le vagin et le rectum ou la vessie causé par un accouchement prolongé et entravé, provoquant une incontinence avec des pertes d'urine et/ou d'excréments. Voir Fistula Foundation, what is a Fistula, n.d. [url](#)

<sup>1069</sup> UNFPA, Nigeria Joins the African Union Campaign to End Child Marriage, 29 November 2016, [url](#)

<sup>1070</sup> UNFPA, Nigeria Joins the African Union Campaign to End Child Marriage, 29 November 2016, [url](#)

Les mariages forcés existent au Nigeria, mais leur prévalence dépend, selon des sources interrogées par la CISR, d'un certain nombre de facteurs comme la culture, la religion, le lieu, le statut socio-économique, le revenu, le niveau d'études et le groupe ethnique. Le mariage forcé est une pratique très répandue dans le nord du Nigeria (quoique dans une moindre mesure parmi les personnes instruites) et peu courante dans le sud et chez les Yoroubas. D'autres sources de la CISR ont souligné que la capacité d'une femme à refuser un mariage forcé dépend également du niveau d'études, des revenus, du lieu, du groupe ethnique et de la famille. Les sources n'ont pas mentionné de programmes de protection de l'État pour les femmes refusant les mariages forcés<sup>1071</sup>.

### 3.13.3 Mutilations génitales féminines/Excisions (MGF/E)

Les mutilations génitales féminines et les excisions sont très répandues sur tout le continent africain, y compris au Nigeria. Il existe quatre formes de MGF/E que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a classées selon la typologie suivante<sup>1072</sup>:

- **Type I:** Ablation partielle ou totale du clitoris et/ou du prépuce (clitoridectomie). Les formes de la mutilation de Type I sont: **Type Ia**, ablation du capuchon clitoridien ou du prépuce uniquement; et **Type Ib**, ablation du clitoris et du prépuce.
- **Type II:** Ablation partielle ou totale du clitoris et des petites lèvres, avec ou sans excision des grandes lèvres (excision). Les formes suivantes sont proposées: **Type IIa**, ablation des petites lèvres uniquement; **Type IIb**, ablation partielle ou totale du clitoris et des petites lèvres; **Type IIc**, ablation partielle ou totale du clitoris, des petites lèvres et des grandes lèvres.
- **Type III:** Rétrécissement de l'orifice vaginal par recouvrement, réalisé en sectionnant et en repositionnant les petites lèvres et/ou les grandes lèvres, avec ou sans excision du clitoris (infibulation). Il existe les deux formes suivantes: **Type IIIa**, ablation et accolement des petites lèvres; **Type IIIb**, ablation et accolement des grandes lèvres.
- **Type IV:** Toutes les autres interventions néfastes pratiquées sur les organes génitaux féminins à des fins non thérapeutiques, telles que la ponction, le perçement, l'incision, la scarification et la cautérisation<sup>1073</sup>.

#### 3.13.3.1 Cadre juridique

##### National

La première mesure législative du Nigeria visant à protéger les enfants a été la loi sur les droits de l'enfant, adoptée en 2003. Cette dernière n'interdisait pas explicitement les MGF/E<sup>1074</sup>. La pratique a été interdite en 2015 au niveau fédéral via la loi sur l'interdiction de la violence contre les personnes (LIVP). Cependant, il existe un décalage entre la loi et son application effective dans tout le pays. Les taux de prévalence varient considérablement d'une région à l'autre<sup>1075</sup>. La LIVP ne s'applique qu'au territoire de la capitale fédérale d'Abuja. Selon l'ONG 28 Too Many, «il appartient à chacun des 36 États d'adopter une législation similaire sur son territoire; 13 États ont déjà adopté des lois similaires»<sup>1076</sup>.

<sup>1071</sup> Canada, IRB, Nigeria: Prevalence of forced marriage, NGA104207.E, 9 November 2012, [url](#)

<sup>1072</sup> WHO, Sexual and Reproductive Health, 2018, [url](#)

<sup>1073</sup> WHO, Sexual and Reproductive Health, 2018, [url](#)

<sup>1074</sup> Nigeria, Act No. 26 of 2003, Child's Rights Act, 2003, [url](#)

<sup>1075</sup> The Guardian, Nigeria 20 million women and girls have undergone FGM, 11 October 2016, [url](#); 28 Too Many, Nigeria, n.d., [url](#)

<sup>1076</sup> 28 Too Many, Nigeria, n.d., [url](#)

Si, au niveau national, la Constitution nigérienne ne mentionne pas explicitement la pratique des MGF/E ni la violence à l'égard des femmes, elle fait référence à l'interdiction de la discrimination (articles 15, paragraphe 2, et 17, paragraphe 2) et dispose que tout être humain a droit au respect de la dignité de sa personne et ne doit pas être soumis à des traitements inhumains (article 34, paragraphe 1)<sup>1077</sup>. La LIPV vise explicitement à mettre fin à la violence fondée sur le genre et prévoit des sanctions pour les auteurs de MGF/E.

Les lois suivantes visant à protéger les droits des enfants sont en vigueur dans plusieurs États nigériens:

- État de Bayelsa: loi sur l'interdiction des mutilations génitales féminines (2004);
- État de Cross River: loi sur l'interdiction du mariage des mineures et de la circoncision féminine (2000);
- État d'Ebonyi: loi sur l'abolition des pratiques traditionnelles préjudiciables aux femmes et aux enfants (2001);
- État d'Edo: loi sur l'interdiction des mutilations génitales féminines (1999);
- État d'Enugu: loi sur l'interdiction des mutilations génitales féminines (2004);
- État de Rivers: loi sur les droits de l'enfant (2009)<sup>1078</sup>.

### International et régional

Le Nigeria a signé et ratifié les traités internationaux et régionaux (transfrontaliers) suivants faisant référence aux MGF/E:

- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), ratifiée en 1985;
- Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE), ratifiée en 1991;
- Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP), ratifiée en 1983;
- Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (CADBE), ratifiée en 2001; et la
- Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relative aux droits des femmes en Afrique (CADHP/DFA, ou protocole de Maputo), ratifiée en 2004<sup>1079</sup>.

L'ONG 28 Too Many souligne néanmoins que le fait d'être signataire d'un traité ne signifie pas pour autant que la loi est applicable; elle ne l'est qu'après avoir été signée et ratifiée. En outre, certains États exigent la transposition de la législation internationale ou régionale dans le droit national et la mise en œuvre de la même législation par les États fédérés ou au niveau sous-national<sup>1080</sup>.

#### 3.13.3.2 Prévalence: évolution

D'après l'Enquête en grappes à indicateurs multiples (EGIM) de l'UNICEF, menée en 2017, le taux de prévalence des MGF/E chez les femmes âgées de 15 à 49 ans est de 18,4 %<sup>1081</sup>. Ce pourcentage a diminué par rapport à 2013 (taux situé à 24,8 %) <sup>1082</sup>.

Le taux de prévalence des MGF/E chez les Nigériennes âgées de 15 à 49 ans a baissé de 2008 à 2013, comme le montre l'Enquête sur la démographie et la santé (EDS) de 2013. Cette tendance est illustrée dans le tableau ci-dessous élaboré par l'ONG 28 Too Many d'après l'EDS de 2013<sup>1083</sup>. Le tableau montre que le taux de prévalence chez les femmes les plus âgées (entre 45 et 49 ans) est de 35,8 % et

<sup>1077</sup> Nigeria, Constitution of the Federal Republic of Nigeria, 1999, [url](#)

<sup>1078</sup> 28 Too Many, Nigeria: the law and FGM, June 2018, [url](#)

<sup>1079</sup> 28 Too Many, Nigeria: the law and FGM, June 2018, [url](#)

<sup>1080</sup> 28 Too Many, Nigeria: the law and FGM, June 2018, [url](#)

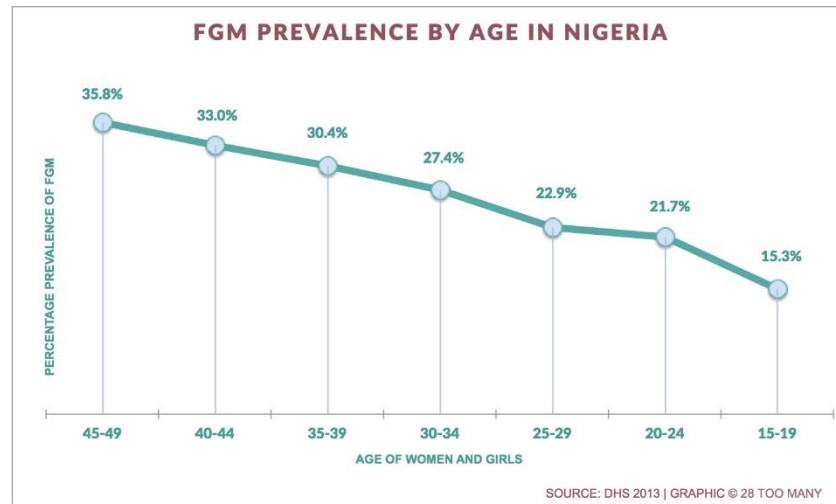
<sup>1081</sup> NBS/UNICEF, Multiple Indicator Cluster Survey (MICS), 2016-17, February 2018, available at: [url](#), p. 238

<sup>1082</sup> NPC, Demographic and Health Survey 2013, [url](#), p. 350

<sup>1083</sup> 28 Too Many Nigeria, [url](#)



qu'il passe à 15,3 % chez les plus jeunes (15-19 ans). L'ONG parvient donc à la conclusion suivante: «bien qu'une petite proportion de femmes puissent subir des mutilations après l'âge de 15 ans, les données montrent une nette tendance à la baisse chez les femmes plus jeunes»<sup>1084</sup>.



L'EGIM de 2017 révèle la même tendance à la baisse, avec 27,6 % de femmes âgées de 45 à 49 ans ayant subi une MGF/E, contre 20,1 % chez les 30-34 ans et 12,3 % chez les 15-19 ans<sup>1085</sup>.

En ce qui concerne la prévalence chez les filles âgées de 0 à 14 ans, une différence peut être notée entre les deux enquêtes: alors que l'EDS de 2013 indiquait un taux de 15,8 %, l'EGIM de 2016-2017 révélait un taux de 25,3 %, d'après les indications données par leurs mères âgées de 15 à 49 ans<sup>1086</sup>. En raison du manque d'informations de base, la différence constatée ne permet pas de tirer des conclusions dans le présent rapport.

### Âge

L'âge auquel les MGF/E sont pratiquées varie selon les groupes ethniques. L'EDS de 2013 mentionne que, parmi les femmes ayant été victimes d'une mutilation génitale ou d'une excision, 91,6 % des Haoussas, 88,7 % des Yoroubas et 90,2 % des Igbos ont déclaré l'avoir été avant l'âge de 5 ans. Elles étaient 34 % dans le nord-est du Nigeria et 38 % dans le sud (Ibibios et Ijaws/Izons) à avoir été mutilées ou excisées à l'âge de 15 ans ou plus<sup>1087</sup>. L'EGIM de 2017 ne contient pas de données sur ce point.

### Type

D'après l'EGIM de 2017, parmi les femmes âgées de 15 à 49 ans ayant subi une MGF/E, 61,8 % ont eu une ablation de tissu, 3,4 % ont été entaillées, 4,9 % ont été cousues et 29,8 % n'ont pas pu déterminer le type de mutilation ou d'excision subie<sup>1088</sup>. Dans l'EDS de 2013, ces pourcentages sont de 62,6 %, 5,3 % et 26,3 % respectivement. Une quatrième catégorie (entaille, sans ablation de tissu) a été mentionnée par 5,8 % des femmes<sup>1089</sup>.

<sup>1084</sup> 28 Too Many Nigeria, [url](#)

<sup>1085</sup> NBS/UNICEF, Multiple Indicator Cluster Survey (MICS), 2016-17, February 2018, available at: [url](#), p. 238

<sup>1086</sup> NBS/UNICEF, Multiple Indicator Cluster Survey (MICS), 2016-17, February 2018, available at: [url](#), p. 236

<sup>1087</sup> NPC, Demographic and Health Survey 2013, [url](#), p. 351

<sup>1088</sup> NBS/UNICEF, Multiple Indicator Cluster Survey (MICS), 2016-17, February 2018, available at: [url](#), p. 236

<sup>1089</sup> NPC, Demographic and Health Survey 2013, [url](#), p. 350

### 3.13.3.3 Facteurs d'influence:

Divers facteurs sociaux influencent la pratique des MGF/E, tels que le niveau d'études, l'origine ethnique, les raisons culturelles et les différences géographiques (zones rurales/zones urbaines).

#### Variations géographiques

Le sud-ouest et le sud-est du pays présentent les taux de prévalence les plus élevés (41,1 % et 32,3 % respectivement), suivis des zones sud-sud et nord-ouest (23,3 % et 19,3 % respectivement). Le nord-est a le plus faible taux de prévalence, avec 1,4 %<sup>1090</sup>.

Le nord-ouest affiche le pourcentage le plus élevé de filles âgées de 0 à 14 ans ayant subi une MGF/E (56,0 %), suivi du sud-ouest (21,6 %)<sup>1091</sup>.

#### Origine ethnique

Il existe des variations entre les différents groupes ethniques en ce qui concerne le taux de prévalence des MGF/E<sup>1092</sup>:

- Yoroubas: 55 %;
- Igbo: 45 %;
- Haoussas-Foulanis: 32 %;
- Ibibios: 13 %;
- Ijaws: 11 %.

#### Éducation

D'après l'ONG 28 Too Many, de manière générale, plus le niveau d'études est élevé, plus le taux de prévalence des MGF/E est faible: un niveau d'études plus élevé suppose souvent une meilleure compréhension des conséquences et des effets délétères de cette pratique, ce qui se traduit généralement par un taux de prévalence moindre chez les plus instruits<sup>1093</sup>.

Le niveau d'instruction des mères ayant rapporté que leur fille âgée de 0 à 14 ans avait subi une forme de MGF/E se présente comme suit<sup>1094</sup>:

Pourcentage de filles ayant subi une MGF/E en fonction du niveau d'études de leur mère	%
Mère sans instruction	31,9
Mère ayant bénéficié d'une éducation non formelle	44,2
Mère ayant achevé le cycle d'enseignement primaire	23,6
Mère ayant achevé des études secondaires	17,2
Mère ayant fait des études supérieures	9,8

<sup>1090</sup> NBS/UNICEF, Multiple Indicator Cluster Survey (MICS), 2016-17, February 2018, available at: [url](#), p. 238

<sup>1091</sup> NBS/UNICEF, Multiple Indicator Cluster Survey (MICS), 2016-17, February 2018, available at: [url](#), p. 238

<sup>1092</sup> NPC, Demographic and Health Survey 2013, [url](#), p. 351

<sup>1093</sup> 28 Too Many, Country profile: FGM in Nigeria, October 2016, [url](#)

<sup>1094</sup> NBS/UNICEF, Multiple Indicator Cluster Survey (MICS), 2016-17, February 2018, available at: [url](#), p. 238

### 3.13.3.4 Personnes pratiquant les MGF/E

Les personnes qui réalisent les interventions sur les filles de 0 à 14 ans sont en grande majorité des exciseuses traditionnelles (86,6 %). Parmi les professionnels de la santé concernés, les infirmières et sages-femmes représentent une proportion de 10 %<sup>1095</sup>.

Personnes pratiquant les MGF/E sur les filles de 0 à 14 ans	En pourcentage
Exciseuses traditionnelles	86,8 %
Accoucheuse traditionnelle	2,5 %
Médecins	1 %
Infirmières/sages-femmes	10,4 %
Autres professionnels de la santé	0,6 %
Données manquantes/aucune de ces personnes	1,7 %

### 3.13.3.5 Sanctions sociales à l'encontre des femmes refusant de subir une MGF et de leur famille

Selon un rapport publié par la CISR du Canada en 2013,

«aucune information sur les conséquences subies par les parents refusant de soumettre leur fille à une MGF au Nigeria n'a pu être trouvée parmi les sources consultées par la Direction de la recherche. Cependant, dans une correspondance avec la Direction de la recherche datée du 24 août 2006, le coordinateur de projet de Women's Rights Watch Nigeria a indiqué que la plupart des parents sont favorables aux mutilations génitales féminines, expliquant qu'en raison de la prévalence du système de croyance [au Nigeria], les hommes refusent d'épouser une femme non excisée parce qu'ils pensent qu'elle lui sera infidèle. Par conséquent, les parents, même les plus instruits, font couramment exciser leurs filles pour qu'elles aient plus de chances de se marier»<sup>1096</sup>.

Aucune information plus récente n'a été trouvée au moment de la rédaction de ce rapport.

### 3.13.4 Femmes déplacées à l'intérieur de leur propre pays

Des sources indiquent que différentes règles (plus strictes) ont été appliquées aux femmes et aux hommes en ce qui concerne la restriction des déplacements dans les camps<sup>1097</sup>. Selon un rapport d'Amnesty International, «cela empêche les femmes d'accéder à une activité génératrice de revenus et contraint les femmes célibataires à acheter du bois aux hommes pour cuisiner». En outre, étant donné que les personnes déplacées internes (PDI) ne reçoivent pas tous les articles de base dont elles ont besoin et qu'elles ne peuvent accéder à des revenus supplémentaires, les femmes célibataires en particulier indiquent qu'elles doivent échanger certains des produits alimentaires qui leur ont été distribués contre des articles non alimentaires de base<sup>1098</sup>.

<sup>1095</sup> NPC, Demographic and Health Survey 2013, [url](#), p. 357.

<sup>1096</sup> Canada, IRB, Nigeria: Consequences for parents who refuse to submit their daughters to the practice of female genital mutilation (NGA101531.E), 30 October 2006, [url](#)

<sup>1097</sup> AI, Nigeria: "They betrayed us": Women who survived Boko haram raped, starved and detained in Nigeria, 24 May 2018, [url](#)

<sup>1098</sup> AI, Nigeria: "They betrayed us": Women who survived Boko haram raped, starved and detained in Nigeria, 24 May 2018, [url](#), pp. 36, 50

En dehors de ces «désavantages économiques», le risque d'abus sexuels et de violences est important pour les femmes déplacées internes célibataires. Le rapport publié par Amnesty International mentionne les propos suivants:

«Les femmes célibataires sont observées par les soldats et les membres de la Force d'intervention civile conjointe (CJTF) à leur arrivée dans le camp [...]. Ensuite, les membres de la CJTF et les militaires envoient des gens chercher les femmes. Nous, les femmes, nous avons si faim. Que pouvons-nous faire lorsque nos enfants n'ont rien à manger, quand on sait qu'ils ne mangent pas à leur faim? Les femmes le font [avoir des relations sexuelles avec les membres de la CJTF et les soldats] si elles sont appelées. Mais elles ne le font pas de leur propre volonté... Elles y sont contraintes»<sup>1099</sup>.

Ailleurs, des femmes ont expliqué que le camp était organisé de manière à «faciliter la violence et l'exploitation sexuelles, les jeunes femmes célibataires se voyant attribuer des tentes dans une zone bien spécifique». Amnesty International note que «les femmes ayant évoqué ces méthodes estiment que le regroupement des jeunes femmes célibataires dans une section spécifique du camp n'a pas pour objectif de les protéger ou de leur être profitable, mais de les séparer de leur famille et de leur communauté pour que les soldats et les membres de la CJTF puissent plus facilement entrer en contact avec elles»<sup>1100</sup>.

### 3.14 Enfants

Le dernier rapport du secrétaire général des Nations unies pour les enfants dans les conflits armés apporte les précisions suivantes sur le recrutement des enfants au Nigeria:

«Le nombre de cas vérifiés de recrutement et d'utilisation d'enfants en 2016 (2 122) a nettement augmenté par rapport à 2015 (278). Les principaux auteurs ont été Boko Haram (1 947) et la Force d'intervention civile conjointe (175): 4 garçons et 26 filles ont été utilisés par Boko Haram pour commettre des attentats-suicides au Nigeria (19), ainsi qu'au Cameroun, au Tchad et au Niger (11). Les enfants associés à la Force d'intervention civile conjointe ont été utilisés principalement dans des fonctions d'appui»<sup>1101</sup>.

Pour en savoir plus sur les enfants soldats et le recrutement d'enfants par Boko Haram, voir section [2.1.6](#).

Pour en savoir sur les enfants soldats et le recrutement d'enfants par la Force d'intervention civile conjointe, voir section [2.5.4.5](#).

Parmi les autres violations graves des droits de l'homme qui ont été commises figurent les viols, les meurtres, les détentions, les enlèvements et les attaques contre des écoles et des hôpitaux. Dans la plupart des cas, Boko Haram en a été l'auteur. Cependant, 19 cas de violences sexuelles commises sur des filles dans des camps de PDI seraient le fait «d'éléments des forces de sécurité nigérianes, de responsables de camps, ainsi que de membres de la CJTF et de milices»<sup>1102</sup>.

Concernant les enfants sorciers, voir section [3.9.2.3](#).

Concernant les mariages d'enfants/précoces, voir section [3.13.2](#).

<sup>1099</sup> AI, Nigeria: "They betrayed us": Women who survived Boko haram raped, starved and detained in Nigeria, 24 May 2018, [url](#), p. 58.

<sup>1100</sup> AI, Nigeria: "They betrayed us": Women who survived Boko haram raped, starved and detained in Nigeria, 24 May 2018, [url](#), p. 59.

<sup>1101</sup> UNSC, Children and armed conflict - Report of the Secretary-General, (A/72/361-S/2017/821), 24 August 2017, [url](#), p. 30

<sup>1102</sup> UNSC, Children and armed conflict - Report of the Secretary-General, (A/72/361-S/2017/821), 24 August 2017, [url](#), p. 31

Concernant les mutilations génitales féminines, voir section [3.13.3](#).

Pour obtenir des informations sur les réseaux d'aide aux enfants non accompagnés et orphelins, veuillez consulter le [Rapport d'information sur les pays d'origine de l'EASO – Nigeria: principaux indicateurs socio-économiques](#) (section 2.9.5), publié en novembre 2018. Cette publication fait référence à un incident dans lequel des bébés ont été sauvés d'un faux orphelinat puis placés dans des «foyers agréés par l'État». Selon le Commissaire en charge de la jeunesse et du développement social de l'État de Lagos, 162 enfants ont été impliqués dans cet incident<sup>1103</sup>.

## 3.15 Victimes de la traite des êtres humains

Selon l'analyse des risques pour 2018 réalisée par Frontex, le Nigeria est le principal pays d'origine des victimes de la traite des êtres humains (TEH) dans l'Union européenne<sup>1104</sup>. Au total, environ 29 % des victimes de la TEH identifiées dans l'UE sont originaires de pays tiers (notamment du continent africain), tandis que 65 % d'entre elles sont des ressortissants de l'UE<sup>1105</sup>.

Les ressortissants nigériens ont figuré parmi les principales nationalités enregistrées en Italie en 2017<sup>1106</sup>.

### 3.15.1 Contexte général

Les sources consultées s'accordent à dire que la plupart des victimes en Europe sont exploitées à des fins sexuelles<sup>1107</sup>, représentant 67 % des 10 044 victimes identifiées entre 2013 et 2014<sup>1108</sup>. Parallèlement, le nombre de victimes de la traite à des fins d'exploitation par le travail et le nombre d'enfants victimes sont en nette hausse<sup>1109</sup>.

Une étude de la Commission européenne (CE) sur la dimension de genre de la traite des êtres humains conclut que «la traite est un phénomène spécifique du genre» et que «les victimes de la traite à différentes fins sont différenciées en fonction de leur sexe»<sup>1110</sup>. Les données recueillies par l'ONUDC depuis 2003 indiquent que les femmes représentent la majorité des victimes identifiées<sup>1111</sup>: 76 % des victimes de la TEH enregistrées dans l'UE sont des femmes et au moins 15 % des enfants<sup>1112</sup>.

Selon l'ONUDC, au cours de la dernière décennie, le profil des victimes de la traite a changé, se traduisant par une augmentation du nombre d'enfants (28 % en 2014) et d'hommes parmi les victimes (21 % à 2014). Parallèlement à la hausse du nombre de victimes masculines, la proportion de victimes de la traite à des fins de travail forcé a elle aussi augmenté<sup>1113</sup>. Les personnes qui fuient des conflits

<sup>1103</sup> Africafeeds, Over 100 babies rescued from 'fake' orphanages in Nigeria, 26 April 2018, [url](#)

<sup>1104</sup> Arriving in mixed flows, especially to Italy, but also Spain. Frontex, Risk Analysis for 2018, 20 February 2018 [url](#), pp. 36-37

<sup>1105</sup> EC, Report From The Commission To The European Parliament And The Council, Report on the progress made in the fight against trafficking in human beings (2016), 19 May 2016, [url](#)

<sup>1106</sup> IOM, World Migration Report 2018, p. 50, 2017, [url](#)

<sup>1107</sup> EC, Report From The Commission To The European Parliament And The Council, Report on the progress made in the fight against trafficking in human beings (2016), 19 May 2016, [url](#); Frontex, Risk Analysis for 2018, pp. 36-37, 20 February 2018, [url](#)

<sup>1108</sup> EC, Report From The Commission To The European Parliament And The Council, Report on the progress made in the fight against trafficking in human beings (2016), 19 May 2016, [url](#), pp. 4-5

<sup>1109</sup> Frontex, Risk Analysis for 2018, 20 February 2018, [url](#), pp. 36-37

<sup>1110</sup> EC, Study on the gender dimension of trafficking in human beings, Final report, Executive Summary, 2016, [url](#)

<sup>1111</sup> UNODC, 2016 UNODC Global Report on Trafficking in Persons, December 2016, [url](#), p. 23

<sup>1112</sup> EC, Report From The Commission To The European Parliament And The Council, Report on the progress made in the fight against trafficking in human beings (2016), 19 May 2016, [url](#), pp. 4-5

<sup>1113</sup> Entre 2012 et 2014, quatre victimes sur dix ont été contraintes au travail forcé; 63 % d'entre elles étaient des hommes. UNODC, 2016 UNODC Global Report on Trafficking in Persons, December 2016, [url](#), p. 6

ou des catastrophes humanitaires sont souvent plus susceptibles d'être victimes de trafiquants<sup>1114</sup>.

Sur l'ensemble des personnes ayant fait l'objet de la traite des êtres humains, 12 % ont été victimes d'autres formes d'exploitation, telles que «la traite à des fins de mendicité forcée, d'activité criminelle, de mariage forcé, de mariage blanc ou de prélèvement d'organes, la traite de nouveau-nés et de jeunes enfants à des fins d'adoption, la traite de femmes enceintes aux fins de vente de leur nouveau-né, la traite à des fins de production de cannabis et la traite à des fins de trafic ou de vente de drogues»<sup>1115</sup>. Certaines personnes ont été victimes de «formes multiples d'exploitation» (exploitation par le travail, exploitation sexuelle, activités criminelles telles que transport de drogues)<sup>1116</sup>.

Julie Okah-Donli, directrice générale de la NAPTIP, a souligné le point suivant: «S'agissant de la traite des êtres humains, de nombreuses personnes se focalisent sur la traite externe et l'associent simplement aux femmes envoyées en Italie, mais elles ne semblent pas réaliser l'ampleur du phénomène au sein même du Nigeria, en particulier dans l'État de Lagos, qui est un État de transit et de destination. Quelqu'un qui ne paie pas sa domestique ou la bat se livre à la traite»<sup>1117</sup>.

### 3.15.2 Femmes

L'étude de la CE sur la dimension de genre de la traite des êtres humains, publiée en 2016, souligne que «les femmes et les filles constituent les principales victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle (96 %) et la majorité des victimes de la traite pour toutes les formes d'exploitation (75 %) et qu'elles représentent 26 % des victimes de la traite à des fins d'exploitation par le travail et 52 % des victimes pour d'autres formes d'exploitation»<sup>1118</sup>.

La même étude révèle que les conséquences et les effets néfastes sur les victimes sont là encore spécifiques au sexe:

«Les préjudices causés par la traite à des fins d'exploitation sexuelle diffèrent de ceux causés par la traite aux fins de l'exploitation par le travail et d'autres formes d'exploitation. Leur gravité est liée à la manière spécifique dont les corps des femmes qui en sont victimes sont exploités. La traite à des fins d'exploitation sexuelle entraîne des préjudices physiques, gynécologiques et psychologiques graves, brutaux et à long terme, qui sont spécifiques à chaque sexe, ainsi que des risques pour la vie des victimes et des traumatismes»<sup>1119</sup>.

L'ICAT mentionne que «les femmes sont exposées, tout au long de leur parcours migratoire, à des vulnérabilités et des risques spécifiquement liés à leur sexe, ce qui les rend d'autant plus vulnérables à la traite des êtres humains». Ces vulnérabilités comprennent «la discrimination fondée sur le sexe et la sous-évaluation des emplois peu qualifiés», qui font que les femmes occupent souvent des emplois non réglementés et informels avec une protection juridique limitée<sup>1120</sup>. Par exemple,

<sup>1114</sup> UNODC, 2016 UNODC Global Report on Trafficking in Persons, December 2016, [url](#), pp. 61, 63

<sup>1115</sup> EC, Report From The Commission To The European Parliament And The Council, Report on the progress made in the fight against trafficking in human beings (2016), 19 May 2016, [url](#)

<sup>1116</sup> EC, Report From The Commission To The European Parliament And The Council, Report on the progress made in the fight against trafficking in human beings (2016), 19 May 2016, [url](#)

<sup>1117</sup> This Day, NAPTIP Begg for Improved Funding from Government, Corporate Organisations, 2 August 2017, [url](#)

<sup>1118</sup> EC, Study on the gender dimension of trafficking in human beings, Final report, Executive Summary, 2016, [url](#)

<sup>1119</sup> Sur le plan méthodologique, l'étude a révélé que les données de divers articles examinés provenaient d'un nombre très limité de sources primaires. EC, Study on the gender dimension of trafficking in human beings, Final report, Executive Summary, 2016, [url](#)

<sup>1120</sup> ICAT, The Gender Dimensions Of Human Trafficking, September 2017, [url](#)

l'esclavage domestique est une forme de traite à des fins d'exploitation par le travail qui est particulièrement difficile à détecter et qui touche surtout les femmes et les filles<sup>1121</sup>.

### Femmes nigérianes

Le rapport de la CE sur les progrès réalisés dans la lutte contre la traite des êtres humains, publié en 2016, révèle «une augmentation inquiétante» du nombre de femmes et de filles nigérianes ayant quitté la Libye (4 371 de janvier à septembre 2015), «dont 80 % seraient victimes de la traite selon les estimations de la mission de l'OIM en Italie»<sup>1122</sup>. La mission organisée par l'OFPPRA au Nigeria en 2016 a permis de dégager les caractéristiques communes des femmes victimes de la traite dans le pays, à savoir un contexte socio-économique et familial vulnérable, un niveau d'instruction limité, un jeune âge et le fait de ne pas avoir d'enfant<sup>1123</sup>.

Comme l'explique en détail le [Rapport d'information sur les pays d'origine de l'EASO – Nigeria: Traite des femmes à des fins sexuelles](#) (section 1.4), publié en 2015, la grande majorité des victimes de la traite à des fins de prostitution en Europe appartient au groupe ethnique Edo, de la région de Benin City. Des Yorubas, des Igbos, ainsi que des femmes d'autres groupes ethniques du delta du Niger, ont également été enregistrées comme victimes de la traite des êtres humains<sup>1124</sup>.

La chercheuse Omoregie Pat Iziengbe affirme que les victimes de sexe féminin considèrent souvent la traite comme la seule option pour mettre fin à la «pauvreté intergénérationnelle». Elle explique que la majorité des femmes qu'elle a interrogées à Benin City étaient conscientes qu'elles allaient travailler dans l'industrie du sexe et que beaucoup ont noué volontairement des contacts avec les trafiquants<sup>1125</sup>.

Parallèlement, des facteurs culturels soutiennent et maintiennent la pratique. Selon Omoregie Pat Iziengbe, interrogée par l'OFPPRA, le rôle de la fille aînée dans la culture edo explique le «volontarisme» des victimes. Dans la culture edo, la mère peut demander à sa fille aînée de partir en Europe pour y exercer la prostitution et cette dernière le fera en raison de l'obligation qui lui est faite de subvenir aux besoins de sa famille. La fille ne pourra pas refuser, même si elle préférerait le faire<sup>1126</sup>.

Pour de plus amples informations sur les profils des femmes victimes de la TEH à des fins d'exploitation sexuelle, veuillez consulter le [Rapport d'information sur les pays d'origine de l'EASO – Nigeria: Traite des femmes à des fins sexuelles](#), publié en 2015.

### 3.15.3 Hommes

Une personne sur cinq reconnue comme victime de la TEH entre 2012 et 2014 (dans 85 pays) était un homme<sup>1127</sup>. Jusqu'en 2014, la majorité des hommes étaient victimes de la traite à des fins d'exploitation par le travail (85,7 %); 6,8 % étaient victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle et 6,5 % pour d'autres formes d'exploitation (mendicité, activités criminelles)<sup>1128</sup>.

<sup>1121</sup> EC, Report From The Commission To The European Parliament And The Council, Report on the progress made in the fight against trafficking in human beings (2016), 19 May 2016, [url](#), p. 6

<sup>1122</sup> EC, Report From The Commission To The European Parliament And The Council, Report on the progress made in the fight against trafficking in human beings (2016), 19 May 2016, p 9, [url](#)

<sup>1123</sup> OFPPRA, Rapport de mission en République fédérale du Nigeria du 9 au 21 septembre 2016, December 2016, [url](#)

<sup>1124</sup> EASO, COI Report Nigeria Sex Trafficking of Women, October 2015, [url](#)

<sup>1125</sup> Iziengbe, Omoregie P., The Economy Of International Prostitution In Benin And The Place Of "Purray Boys" [2017], [url](#), pp. 5-25

<sup>1126</sup> OFPPRA, Rapport de mission en République fédérale du Nigeria du 9 au 21 septembre 2016, [December 2016], [url](#), 4.3.2. and 4.3.3

<sup>1127</sup> UNODC, 2016 UNODC Global Report on Trafficking in Persons, December 2016, [url](#), pp. 23

<sup>1128</sup> UNODC, 2016 UNODC Global Report on Trafficking in Persons, December 2016, [url](#), pp. 23-25

Au sein de l'UE, certains États membres ont signalé, entre 2013 et 2014, une augmentation du nombre d'hommes victimes de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle. Toutefois, la majorité (74 %) des victimes masculines sur le territoire de l'UE ont fait l'objet de la traite à des fins d'exploitation par le travail, notamment dans le secteur agricole<sup>1129</sup>.

## Nigeria

Concernant la traite des hommes à des fins d'exploitation sexuelle, le rapport de l'EASO sur les travailleurs du sexe au Nigeria indique:

«Il n'existe pas de documents publics indiquant que les réseaux nigériens de "sponsors" et de "madames" qui facilitent la migration des femmes offrent également ces possibilités aux hommes ou que ces réseaux organisent la prostitution des hommes en Europe. De même, aucune des sources consultées par Landinfo [Norvège] au sujet de quatre missions d'enquête au Nigeria n'a entendu parler de ce phénomène. Cependant, plusieurs sources orales de Landinfo et de l'OFPRA ont souligné qu'il existe au Nigeria des hommes qui se prostituent»<sup>1130</sup>.

À cet égard, une étude sur la traite des hommes à l'intérieur du pays menée par Precious O. Diagboya, chercheuse sur la traite des êtres humains à l'Université d'Ibadan au Nigeria, met l'accent sur l'invisibilité des hommes victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle. L'étude s'est penchée essentiellement sur les travailleurs du sexe homosexuels à Abuja originaires de différentes régions du Nigeria, destinés à devenir des victimes de la traite interne à des fins d'exploitation sexuelle<sup>1131</sup>.

Contrairement aux femmes, qui sont en majorité victimes de la traite du fait de la pauvreté intergénérationnelle et d'un niveau d'instruction limité<sup>1132</sup>, les travailleurs du sexe à Abuja sont pour la plupart instruits (environ 80 % d'entre eux ont un niveau d'instruction élémentaire) et certains sont issus de la classe moyenne. Les principaux facteurs qui incitent les hommes à commencer à travailler dans l'industrie du sexe au Nigeria sont le nombre croissant de jeunes chômeurs et la recherche de meilleures perspectives d'avenir. L'étude révèle également que certaines des victimes ont été envoyées par leur proxénète dans des pays voisins, ce qui laisse imaginer un lien potentiel avec le trafic international de travailleurs du sexe masculins, qui serait aussi un facteur susceptible de le favoriser<sup>1133</sup>.

Alors que la majorité des hommes interrogés ont déclaré qu'ils s'étaient rendus volontairement à Abuja pour travailler dans l'industrie du sexe, environ 12 % d'entre eux ont indiqué avoir été dupés concernant le type de travail, se retrouvant «contraints» de se prostituer ou entraînés dans «l'esclavage sexuel». Les «volontaires» ont toutefois précisé qu'ils ignoraient «dans quelle mesure ils seraient exploités, contrôlés, intimidés et endettés». Les victimes ont continué à travailler dans l'industrie du sexe compte tenu des pressions exercées par leur proxénète et des attentes de leur famille. Les proxénètes ont recours à la violence psychologique pour garder les victimes sous leur contrôle<sup>1134</sup>.

Les travailleurs du sexe à Abuja, hommes et femmes confondus, sont exposés aux mêmes risques: rapports sexuels non protégés, violence sexuelle, peur ou rituels. Les homosexuels travaillant dans l'industrie du sexe risquent également d'être dénoncés aux autorités du fait de la loi de 2014 sur l'interdiction du mariage entre personnes de même sexe, qui a renforcé la stigmatisation des homosexuels en général et des travailleurs du sexe homosexuels en particulier. Enfin, l'étude de

<sup>1129</sup> EC, Report From The Commission To The European Parliament And The Council, Report on the progress made in the fight against trafficking in human beings (2016), 19 May 2016, [url](#)

<sup>1130</sup> EASO, COI Report, Nigeria Country Focus, June 2017, [url](#), section 4.5.2

<sup>1131</sup> Diagboya, Precious O., Trafficking for Sexual Exploitation: The Gender Gap, 2017, [url](#), pp. 86-99

<sup>1132</sup> OFPRA, Rapport de mission en République fédérale du Nigeria du 9 au 21 septembre 2016, December 2016, [url](#), s. 4.3

<sup>1133</sup> Diagboya, Precious O., Trafficking for Sexual Exploitation: The Gender Gap, 2017, [url](#)

<sup>1134</sup> Diagboya, Precious O., Trafficking for Sexual Exploitation: The Gender Gap, 2017, [url](#)



Precious Diagboya révèle que les hommes à Abuja ne se considèrent pas comme des victimes car ils associent la traite des êtres humains à des mouvements transfrontaliers. Ils se voient comme des migrants étant donné qu'ils ont «juste» voyagé d'un État à un autre<sup>1135</sup>.

L'ICAT souligne que, dans le cas des hommes victimes de la traite, «les stéréotypes liés au genre peuvent altérer la capacité à identifier correctement les victimes masculines» car «les constructions stéréotypées de la masculinité peuvent se traduire par une certaine réticence de la part des hommes à admettre qu'ils sont victimes de la traite et/ou à se définir comme des victimes»<sup>1136</sup>. Precious Diagboya parvient à une conclusion similaire au niveau local, précisant que les hommes victimes de la traite des êtres humains au Nigeria ne sollicitent aucune aide gouvernementale ou non gouvernementale du fait de la stigmatisation sociale et de la clandestinité, qui ont été renforcées par les restrictions imposées par la loi de 2014 sur l'interdiction du mariage entre personnes de même sexe<sup>1137</sup>.

### 3.15.4 Enfants

Selon l'UNICEF, les données les plus fiables sur la traite des enfants datent de 2014, bien qu'elles ne tiennent pas compte des mouvements migratoires massifs vers l'UE de 2015 et 2016. S'appuyant sur des informations d'Eurostat et des statistiques non publiées du HCR, l'UNICEF révèle que 28 % des victimes de la traite des êtres humains identifiées en 2014 étaient des enfants, soit au total 17 640 victimes mineures<sup>1138</sup>.

Les enfants sont particulièrement vulnérables à la traite. Le nombre d'enfants non accompagnés et séparés de leur famille demandant une protection dans l'UE a augmenté au cours de la période 2014-2016: 23 000 demandes en 2014, 23 300 de janvier à octobre 2015 rien qu'en Suède et plus de 10 000 demandes de mineurs non accompagnés traversant la Méditerranée entre janvier et juin 2016<sup>1139</sup>.

Les statistiques du ministère italien pour l'égalité des chances indiquent qu'en 2016, 1 172 victimes de la traite des êtres humains et de formes d'exploitation graves, dont 111 enfants (93 filles et 18 garçons), étaient enregistrées dans le système national de protection. Sur le nombre total de victimes inscrites dans le système, 59,5 % étaient d'origine nigériane<sup>1140</sup>.

En 2014, 64 % des victimes identifiées en Afrique subsaharienne étaient des enfants, la majorité des filles faisant l'objet d'un trafic à des fins d'exploitation sexuelle (72 %) et de travail forcé (20 %). Les hommes ont été victimes de travail forcé (86 %) et d'exploitation sexuelle (7 %). Selon l'UNICEF, le nombre de victimes pourrait être «beaucoup plus élevé» du fait de la sous-représentation de certaines catégories de victimes, telles que les victimes du travail domestique<sup>1141</sup>.

<sup>1135</sup> Diagboya, Precious O., *Trafficking for Sexual Exploitation: The Gender Gap*, 2017, [url](#)

<sup>1136</sup> «L'ICAT (Inter-Agency Coordination Group against Trafficking in Persons, ou Groupe interinstitutions de coordination contre la traite des êtres humains) est un forum politique mandaté par l'Assemblée générale des Nations unies pour renforcer la coordination entre les différentes agences des Nations unies et d'autres organisations internationales compétentes en vue de faciliter l'adoption d'une approche globale et intégrée de la prévention et de la lutte contre la traite des êtres humains. L'ICAT a été créé officiellement en mars 2007 conformément à la résolution 61/180 de l'Assemblée générale des Nations unies. Il est composé de 16 États membres des Nations unies et de deux organisations partenaires, le CIDPM et l'OSCE. Les membres du groupe de travail de l'ICAT sont l'OIT, l'OIM, le HCDH, l'UNICEF, le HCR, l'ONUDC et ONU Femmes (depuis décembre 2016)». ICAT, *The Gender Dimensions Of Human Trafficking*, September 2017, [url](#)

<sup>1137</sup> Diagboya, Precious O., *Trafficking for Sexual Exploitation: The Gender Gap*, 2017, [url](#)

<sup>1138</sup> UNICEF, *A Child is a Child, Protecting children on the move from violence, abuse and exploitation*, May 2017, [url](#), p. 35

<sup>1139</sup> UNODC, *2016 UNODC Global Report on Trafficking in Persons*, December 2016, [url](#), p. 61

<sup>1140</sup> Save the Children, *Young Invisible Enslaved Children Victims Of Trafficking And Labour Exploitation In Italy*, July 2017, [url](#), pp. 7-8

<sup>1141</sup> UNICEF, *A Child is a Child, Protecting children on the move from violence, abuse and exploitation*, Chapter 3, p. 35, May 2017, [url](#)

### 3.15.4.1 Traite des enfants au Nigeria

Bien qu'il existe au Nigeria une législation et des politiques relatives aux droits de l'enfant dans leur ensemble, le phénomène de la traite des enfants se manifeste au sein même du pays ou y prend sa source. La Constitution<sup>1142</sup> et la loi de 2003 sur les droits de l'enfant (désormais abrogée)<sup>1143</sup> – promulguée au niveau national pour intégrer la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant<sup>1144</sup> – couvrent la plupart des formes de violence envers les enfants<sup>1145</sup>. Le 26 mars 2015, le Nigeria a adopté la loi de caractère exécutoire et administratif interdisant la traite des personnes, abrogeant la loi de 2003 sur les droits de l'enfant, en réponse aux «nouvelles tendances en matière de traite des personnes et à la nécessité de renforcer le cadre institutionnel»<sup>1146</sup>.

Les droits de l'enfant sont toutefois l'un des domaines relevant de la compétence exclusive des États, ce qui signifie que la loi doit être adoptée au niveau de chaque État<sup>1147</sup>. Jusqu'à présent, seuls 23 des 36 États du Nigeria l'ont intégrée dans leur législation<sup>1148</sup>.

L'UNICEF énumère les nombreux partenaires gouvernementaux traitant des «questions liées à la protection de l'enfance» aux niveaux du gouvernement fédéral et des États:

«Le Bureau du président, le ministère fédéral des Affaires féminines et du Développement social, les ministères d'État en charge de la protection de l'enfance et du bien-être social, les ministères fédéral et d'État de la Justice, les procureurs généraux de l'État fédéral et des États, l'Institut national de la magistrature, la force de police nigériane, les services pénitentiaires du Nigeria, les ministères fédéral et d'État de l'Éducation, de la Santé et de l'Information, et l'Agence nationale d'orientation»<sup>1149</sup>.

Le chercheur Wilson Ola Diriwari souligne que «malgré les efforts remarquables en termes de législation et de politiques [...], le problème semble persister», mentionnant que la loi et les politiques «s'avèrent inefficaces», tout comme les mécanismes visant à les mettre en œuvre dans le pays<sup>1150</sup>.

En septembre 2014, le gouvernement nigérian a mis en place le Groupe de travail technique sur la violence envers les enfants (GTT), ainsi que plusieurs agences gouvernementales et OSC, dont la NAPTIP. Parmi de nombreux autres problèmes liés à la violence envers les enfants, la traite des enfants a été élevée par le GTT au rang des priorités du gouvernement nigérian et l'objectif du groupe, travaillant en étroite collaboration avec la NAPTIP, était de «doter les intervenants sur le terrain des compétences et des capacités nécessaires pour gérer les cas de traite des enfants»<sup>1151</sup>.

La même année, le gouvernement nigérian, en collaboration avec des partenaires internationaux, a réalisé une enquête nationale sur les formes de violence envers les enfants dans le pays, y compris l'exploitation sexuelle<sup>1152</sup>. Dans un article publié en ligne récemment, UNICEF Nigeria a indiqué que le président nigérian, Muhammadu Buhari, avait lancé, en septembre 2015, l'Année d'action pour mettre fin à la violence envers les enfants et l'avait renouvelée en octobre 2016 «en lançant une campagne à long terme, alignée sur les objectifs de développement durable, pour mettre fin à la

<sup>1142</sup> Nigeria, Constitution of the Federal Republic of Nigeria, Chapter IV, 1999, [url](#)

<sup>1143</sup> Nigeria, A Bill For An Act To Provide And Protect The Right Of The Nigerian Child And Other Related Matters, 2003, available at: [url](#); Nigeria, The Child Rights Act (Enforcement Procedure) Rules 2015, 8 July 2015, [url](#)

<sup>1144</sup> Legal Naija, Legal Rights of the Nigerian Child, [2014], [url](#)

<sup>1145</sup> UNICEF, UNICEF - Government of Nigeria Programme of Cooperation, 2018-2022, revised 24 April 2017, [url](#)

<sup>1146</sup> Nigeria, NAPTIP, About NAPTIP, 26 May 2017, [url](#)

<sup>1147</sup> Legal Naija, The Child Rights Act And Need For Stricter Enforcement, [27 May 2018], [url](#)

<sup>1148</sup> UNICEF, UNICEF - Government of Nigeria Programme of Cooperation, 2018-2022, revised 24 April 2017, [url](#)

<sup>1149</sup> UNICEF, UNICEF - Government of Nigeria Programme of Cooperation, 2018-2022, revised 24 April 2017, [url](#)

<sup>1150</sup> Diriwari, Wilson Ola, Efficacy Of The Legal Frameworks For Child Protection In Nigeria, December 2016, p. 1, [url](#)

<sup>1151</sup> Nigeria, Ending Violence against Children in Nigeria, October 2016, [url](#)

<sup>1152</sup> National Population Commission of Nigeria, UNICEF Nigeria, and the U.S. Centers for Disease Control and Prevention. Violence Against Children in Nigeria: Findings from a National Survey 2014, 2016, [url](#)

violence envers les enfants d'ici à 2030. La campagne est pilotée par le ministère fédéral des Affaires féminines et du Développement social et vise à renforcer les systèmes de protection de l'enfance dans le pays»<sup>1153</sup>. Aucune information n'a été trouvée sur les résultats concrets obtenus par le groupe de travail technique.

Une étude menée conjointement par le ministère des Affaires féminines et du Développement social de l'État de Kaduna, l'UNICEF et d'autres organisations sur la cartographie des services de protection de l'enfance dans l'État de Kaduna révèle toutefois des inégalités dans la «couverture et la qualité» des services fournis<sup>1154</sup>.

Citant cette étude, l'UNICEF souligne ce qui suit:

«La plupart des services étaient situés dans la capitale de l'État, de sorte que les enfants vivant dans des communautés pauvres ou isolées étaient plus exposés aux risques de violence, d'exploitation, de maltraitance et d'abandon. Les programmes et services locaux dépendaient pour la plupart de l'aide financière internationale, reçue et gérée à 90 % par des organisations de la société civile et des ONG. En l'absence de normes minimales de prestation de services définies par l'État, le contrôle de la qualité des interventions s'est avéré insuffisant»<sup>1155</sup>.

Les chercheurs Dauda Salihu et Muhammad Chutiyami estiment que la traite des enfants au Nigeria est le résultat d'une combinaison de facteurs, dont «la demande de prostituées bon marché, l'affaiblissement des institutions publiques, l'exode rural, la mauvaise gouvernance, la corruption endémique, la modification de la taille de la famille, le faible niveau d'instruction, la porosité des [...] frontières, le manque de perspectives économiques, la dépréciation du naira, le renversement de tendance au sein des ménages avec plus de responsabilités données aux femmes dans certaines cultures, ainsi que la crise qui sévit dans le monde entier»<sup>1156</sup>.

Une forme de plus en plus courante de traite des enfants a été signalée, bien qu'il n'existe pas de chiffres exacts à ce sujet: celle des «usines à bébés», implantées dans plusieurs régions du pays. Des jeunes filles sont recrutées pour donner naissance à des enfants qui sont ensuite vendus sur des «marchés noirs». Les usines à bébés se caractérisent par «la conception d'enfants, ainsi que la traite et la maltraitance des nourrissons et de leurs mères biologiques»<sup>1157</sup>.

Dans une étude publiée pour la première fois en 2015, Olusesan Ayodeji Makinde, médecin et chercheur sur les violations des droits de l'homme et la traite des êtres humains, conclut que «les usines à bébés et l'exploitation de bébés sont très répandues au Nigeria et cette pratique se développe. Les lois existantes sont inadéquates pour s'attaquer à cette nouvelle vague de violence à l'égard des femmes et à la maltraitance des enfants qui en découle»<sup>1158</sup>.

Ces dernières années, les autorités nigérianes ont enquêté à plusieurs reprises sur des «usines à bébés» disséminées à travers le pays, les ont fait fermer et ont confié les enfants aux services de protection de l'enfance<sup>1159</sup>. Aucune information n'a été trouvée sur la poursuite/condamnation des auteurs.

<sup>1153</sup> Vanguard, Violence against children is pervasive — UNICEF, 1 June 2018, [url](#)

<sup>1154</sup> Nigeria, MWA, Child Protection System Strengthening, July 2014, [url](#)

<sup>1155</sup> UNICEF, A Child is a Child, Protecting children on the move from violence, abuse and exploitation, May 2017, [url](#), p. 44

<sup>1156</sup> Salihu, D. and Chutiyami, M., Trends of Child Trafficking Situation in Nigeria and A Way Forward, August 2016, available at: [url](#)

<sup>1157</sup> Salihu, D. and Chutiyami, M., Trends of Child Trafficking Situation in Nigeria and A Way Forward, August 2016, available at: [url](#); Makinde, O. et al, Baby Factories in Nigeria: Starting the Discussion Toward a National Prevention Policy, 2017, [url](#)

<sup>1158</sup> Makinde, O., et al, Baby Factories in Nigeria: Starting the Discussion Toward a National Prevention Policy, [2017], [url](#)

<sup>1159</sup> BBC, Nigeria 'baby factory' raided in Lagos, 26 April 2018 [url](#); Nigeria, NAPTIP, NAPTIP Seals Up Baby Factory In Abuja, 12 February 2018, [url](#); BBC, Nigeria 'baby factory' raided in Imo state, 10 May 2013, [url](#); Reuters, Baby traffickers thriving in Nigeria as recession bites, 12 October 2016, [url](#)

L'étude de l'ONUDC sur les effets des nouvelles technologies de l'information sur la maltraitance et l'exploitation des enfants établit un lien direct entre les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) et la facilitation de la maltraitance et de l'exploitation des enfants, notamment la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle et l'exploitation sexuelle des enfants dans les industries du voyage et du tourisme. L'étude révèle également que les TIC ont diminué les coûts des activités liées à la traite, augmentant ainsi les bénéfices des trafiquants. Parallèlement, ces derniers ont pu exercer un contrôle accru sur leurs victimes grâce à l'utilisation de technologies de localisation facilement accessibles (par exemple, dispositifs dotés d'un système GPS)<sup>1160</sup>.

### 3.15.5 Retour au Nigeria/soutien de l'État

Dans une récente publication sur la situation des femmes à leur retour au Nigeria, Landinfo fait la constatation suivante:

«Les femmes migrantes qui retournent au Nigeria après avoir travaillé dans la prostitution en Europe sont confrontées à des difficultés qui sont communes à d'autres migrants de retour dans leur pays ainsi qu'à la majorité des Nigériens qui n'ont jamais quitté le pays. Elles sont en outre confrontées à des difficultés supplémentaires spécifiques à leur situation. Les migrants qui rentrent dans leur pays avec peu de ressources sont souvent perçus comme n'ayant pas réussi à atteindre les objectifs à l'origine de leur migration. Les migrants de retour n'ont pas accès aux services offerts par les autorités nigérianes, sauf s'ils sont enregistrés en tant que victimes de la traite des êtres humains. De même, l'aide apportée aux victimes par les autorités et les organisations locales, principalement sous forme de formations professionnelles dispensées par des ONG locales collaborant avec la NAPTIP, est extrêmement limitée. Tous les services de l'État destinés aux victimes de la traite, tant en matière de réintégration que de protection, sont organisés par l'agence fédérale NAPTIP. Certaines femmes contraintes de rentrer au Nigeria ont toujours une dette envers les personnes qui ont financé leur migration vers l'Europe et plusieurs (pas toutes) ont des problèmes avec ces sponsors qu'elles n'ont pas remboursés. La NAPTIP peut assister ces femmes et leur famille en enquêtant sur leurs sponsors afin de les traduire en justice pour traite d'êtres humains, mais tout dépend de la volonté des victimes à collaborer en fournissant des informations et en témoignant aux procès»<sup>1161</sup>.

Selon les chercheurs Adeleye Modupe et Omoregie Pat Iziengbe, qui ont été interrogés par l'OFPRA lors d'une mission au Nigeria en 2016, les victimes de la traite peuvent être discriminées et marginalisées, leur retour d'Europe étant perçu comme un échec. De plus, comme elles ont souvent des difficultés à rembourser leur dette, elles ne sont pas capables de subvenir aux besoins de leur famille<sup>1162</sup>.

Sine Plambech, anthropologue et chercheuse à l'Institut danois des études internationales, souligne que toutes les femmes rentrant au Nigeria (soit de manière volontaire, soit par obligation) ont une dette. Après avoir travaillé dans l'industrie du sexe en Europe (et lorsqu'il n'y a pas d'homme dans leur famille pour les soutenir), les femmes de retour au pays conservent le rôle de soutien de famille, comme lorsqu'elles travaillaient à l'étranger. Cela accroît leur insécurité à leur retour, comme l'explique la chercheuse:

<sup>1160</sup> UNODC, Study on the Effects of New Information Technologies on the Abuse and Exploitation of Children refers to an increase of access to child victims, 2015, [url](#), pp. 8, 20

<sup>1161</sup> Norway, Landinfo, Temanotat, Nigeria: Returforhold for kvinner som har arbeidet i prostitusjon i Europa, 20 March 2017, [url](#)

<sup>1162</sup> OFPRA, Rapport de mission en République fédérale du Nigeria du 9 au 21 septembre 2016, 4.5 Le retour des victimes de traite au Nigeria, 4.5.1 Perception des victimes de la traite retournées au Nigeria, [December 2016], [url](#)

«Cela rend également les femmes très vulnérables à leur retour. Ce n'est pas qu'elles seraient nécessairement en sécurité si elles vivaient avec des hommes. Le problème est qu'il s'agit de femmes célibataires vivant seules, entourées d'autres femmes, dans la banlieue de Benin City avec très peu de sécurité et que bon nombre d'entre elles ont été victimes de violences à leur retour<sup>1163</sup>.

La question du retour au Nigeria des victimes de la traite a largement été abordée dans le [Rapport d'information sur les pays d'origine de l'EASO – Nigeria: Traite des femmes à des fins sexuelles](#), publié en 2015.

### 3.15.6 Traite secondaire

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) définit la traite secondaire comme une «situation dans laquelle une personne a un jour été victime de la traite, telle qu'énoncée dans la définition figurant dans le protocole de Palerme des Nations unies, est ensuite sortie de cette situation par un moyen quelconque avant d'entrer de nouveau dans une autre situation de traite, toujours selon la définition des Nations unies»<sup>1164</sup>.

Compte tenu du phénomène de la traite secondaire, la NAPTIP a mis en place un centre d'accueil des victimes à Benin City. Cet établissement fermé est destiné à empêcher que les victimes subissent des représailles de la part des trafiquants et fassent à nouveau l'objet de la traite. L'agence indique que la plupart des victimes ne souhaitent pas retourner dans leur région d'origine (au Nigeria) pour éviter de faire l'objet d'une traite secondaire. En revanche, les plus vulnérables ont tendance à considérer la première situation de traite comme une «préparation à la suivante»<sup>1165</sup>.

Des ONG nigérianes luttant contre la traite des êtres humains au Nigeria estiment que la solution pour éviter les situations de traite secondaire est d'interagir activement avec la victime et sa famille, en créant des conditions durables pour la réintégration et la réinstallation de la victime au Nigeria<sup>1166</sup>.

L'anthropologue Sine Plambech mentionne que les femmes veulent souvent retourner en Europe ou sont contraintes d'y retourner car elles ont toujours une dette envers les trafiquants<sup>1167</sup>. Des conclusions similaires sont formulées dans le rapport 2015 de l'EASO sur la traite des femmes à des fins sexuelles au Nigeria, indiquant que les victimes veulent souvent rentrer en Europe «dès que possible», soit volontairement, soit parce qu'elles subissent des pressions [...] de la part du trafiquant ou de la madame qu'elles n'ont pas intégralement remboursé ou encore de leurs proches, déçus qu'elles n'aient pas été capables de répondre à leurs attentes en devenant riches»<sup>1168</sup>.

Pour en savoir plus sur le phénomène de la traite secondaire, veuillez consulter le [Rapport d'information sur les pays d'origine de l'EASO – Nigeria: Traite des femmes à des fins sexuelles \(section 4.9\)](#).

### 3.15.7 Traite à des fins de prélèvement d'organes

D'après les outils d'évaluation de l'ONUDC sur la traite des personnes à des fins de prélèvement d'organes, «le trafic d'organes et la traite des êtres humains à des fins de prélèvement d'organes sont des crimes différents, bien qu'ils soient souvent confondus dans les débats publics et au sein des communautés juridique et scientifique». La différence réside dans l'objet du crime: dans le trafic

<sup>1163</sup> EASO, Practical Cooperation Meeting on Nigeria, 12-13 June 2017, August 2017, [url](#), p. 53

<sup>1164</sup> IOM, The Causes and Consequences of Re-trafficking, 2010, [url](#), p. 17

<sup>1165</sup> OFPRA, Rapport de mission en République fédérale du Nigeria du 9 au 21 septembre 2016 [December 2016], [url](#), 4.5.2

<sup>1166</sup> OFPRA, Rapport de mission en République fédérale du Nigeria du 9 au 21 septembre 2016 [December 2016], [url](#), 4.5.2

<sup>1167</sup> EASO, Practical Cooperation Meeting on Nigeria, 12-13 June 2017, August 2017, [url](#), pp. 54-55

<sup>1168</sup> EASO, COI report, Nigeria Sex Trafficking of Women, October 2015, [url](#), Section 4.9

d'organes, l'objet du crime est l'organe humain, tandis que dans la traite des êtres humains à des fins de prélèvement d'organes, l'objet est la personne<sup>1169</sup>.

La pénurie ou la rareté des organes et tissus pour les transplantations, qui menace la vie des patients concernés, encourage les organisations criminelles à poursuivre la traite des personnes à des fins de prélèvement d'organe<sup>1170</sup>.

En 2016, la NAPTIP n'a reçu aucune plainte concernant le recrutement de personnes pour le prélèvement d'organes. En 2017, une plainte concernant quatre suspects masculins a été enregistrée. Aucune victime n'a été identifiée et l'affaire n'a pas été portée devant les tribunaux<sup>1171</sup>.

En janvier 2018, le directeur de la NAPTIP a déclaré que «les trafiquants d'êtres humains recrutent désormais des jeunes filles fertiles pour le prélèvement d'organes et le don d'ovaires pour les fécondations in vitro (FIV)». Dans l'État d'Edo, l'agence mène des actions d'information et de sensibilisation auprès des praticiens de la médecine traditionnelle afin de mettre un terme aux serments de silence sur les victimes de la traite<sup>1172</sup>.

L'UNICEF, citant une enquête de l'OIM, indique qu'un petit nombre d'enfants migrants ayant pu faire l'objet d'un trafic ont déclaré avoir reçu de l'argent en échange «de sang, d'organes ou de parties du corps»<sup>1173</sup>.

### 3.16 Personnes handicapées ou ayant de graves problèmes de santé

Aucune information récente n'a pu être trouvée sur le nombre de personnes handicapées au Nigeria. Selon l'Annuaire africain des droits des personnes handicapées de 2013, citant le recensement de 2006, le nombre total de personnes handicapées au Nigeria s'élevait à 3,2 millions, soit environ 2,3 % de la population totale<sup>1174</sup>. En revanche, l'OMS, citée dans une étude de 2008, estimait qu'environ 19 millions de Nigériens, soit 20 % de la population, vivaient avec un handicap<sup>1175</sup>.

Parmi les principales formes de handicap au Nigeria figurent la déficience visuelle, la déficience auditive, la déficience physique, la déficience intellectuelle et les troubles de la communication<sup>1176</sup>.

#### 3.16.1 Cadre juridique

Concernant les obligations internationales, le Nigeria a signé et ratifié la Convention des Nations unies sur les droits des personnes handicapées (CDPH) et ses protocoles facultatifs<sup>1177</sup>.

Au niveau national, lors des précédentes périodes couvertes par le rapport sur les droits de l'homme relatifs à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP), le Nigeria n'avait pas mentionné explicitement les droits des personnes handicapées ni les droits garantis par la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (CADBE)<sup>1178</sup>.

<sup>1169</sup> UNODC, Trafficking in Persons for the Purpose of Organ Removal, Assessment Toolkit, 2015, [url](#)

<sup>1170</sup> Council of Europe and United Nations, Trafficking in organs, tissues and cells and trafficking in human beings for the purpose of the removal of organs, 2009, [url](#), pp. 21-22

<sup>1171</sup> Nigeria, NAPTIP, 2016 Data Analysis Report, [2017], [url](#); Nigeria, NAPTIP, 2017 Data Analysis Report, [2018], [url](#)

<sup>1172</sup> Tribune, NAPTIP engages local witch doctors in combating human trafficking, 5 February 2018 [url](#)

<sup>1173</sup> UNICEF, A Child is a Child, Protecting children on the move from violence, abuse and exploitation, May 2017 [url](#), p. 35

<sup>1174</sup> ADRY, Nigeria, 2013, [url](#)

<sup>1175</sup> Lang, R., Upah, L., Scoping Study: Disability issues in Nigeria, April 2008, [url](#)

<sup>1176</sup> African Disability Rights yearbook, Nigeria, 2013, [url](#)

<sup>1177</sup> UN, Convention on the Rights of Persons with Disabilities and Optional Protocol, 13 December 2006, [url](#); ADRY, Nigeria, 2013, [url](#)

<sup>1178</sup> ADRY, Nigeria, 2013, [url](#)

La Constitution nigériane<sup>1179</sup> ne fait aucune référence particulière aux personnes vivant avec un handicap, bien que l'amendement de 1999 dispose, aux articles 14, 16, paragraphe 1, et 17, que «le droit à l'égalité et les droits fondamentaux pour tous» sont garantis<sup>1180</sup>. Le décret de 1993 sur le handicap est la seule législation nationale faisant directement référence aux droits des personnes handicapées au Nigeria<sup>1181</sup>.

Concernant les soins de santé, le décret dispose que «les personnes handicapées doivent avoir accès, dans tous les établissements publics, à des services médicaux et des soins de santé gratuits, y compris aux soins de médecine générale»<sup>1182</sup>. Les personnes handicapées peuvent demander une attestation d'invalidité permanente, qui garantit les droits couverts par ce décret et fait office de document de reconnaissance officielle et de preuve de leur état et permet aux prestataires de services de santé de se faire rembourser les dépenses engagées pour leur traitement via une attestation d'invalidité provisoire mensuelle<sup>1183</sup>.

Le décret fait également référence à l'éducation et dispose que «les personnes handicapées doivent bénéficier de la gratuité de l'éducation à tous les niveaux et dans tous les établissements d'enseignement public». Des dispositions sont également prévues concernant l'emploi, le logement, les services sociaux, les transports, les sports et les loisirs, les télécommunications, l'exercice du droit de vote et les services juridiques<sup>1184</sup>.

En outre, certains États ont leurs propres législation et initiatives en matière de handicap. Par exemple, la loi sur les personnes spéciales adoptée en 2011 par l'État de Lagos a créé un Bureau chargé des questions de handicap<sup>1185</sup>. Dans le cadre de cette loi, un fonds pour les personnes handicapées existe également<sup>1186</sup>.

### 3.16.1.1 Politiques et programmes

Une politique nationale visant à garantir l'égalité des chances des personnes handicapées est en place, tandis que la politique nationale d'aide sociale spécifique vise à fournir des programmes de protection sociale et à répondre aux besoins de développement des personnes handicapées. Indirectement, la politique nationale de l'éducation fait également référence aux enfants présentant des besoins particuliers<sup>1187</sup>.

Le département d'État américain mentionne quelques initiatives du gouvernement fédéral, telles que la création de centres de formation professionnelle à Abuja et à Lagos pour former des personnes handicapées. Plusieurs États proposent également «des structures pour aider les personnes handicapées physiques à devenir autonomes». Il existe une organisation pour les personnes handicapées: la JONAPWD (Joint National Association of Persons with Disabilities, ou Association nationale conjointe des personnes handicapées)<sup>1188</sup>.

### 3.16.2 Situation en matière de droits de l'homme

Les personnes handicapées mentales ou physiques sont souvent victimes de stigmatisation sociale, d'exploitation et de discrimination. Les soins médicaux pour les personnes handicapées, notamment

<sup>1179</sup> Nigeria, Constitution of the Federal Republic of Nigeria, 1999, [url](#)

<sup>1180</sup> ADRY, Nigeria, 2013, [url](#).

<sup>1181</sup> ADRY, Nigeria, 2013, [url](#); Nigeria, Nigerians With Disability Decree 1993, available at: [url](#).

<sup>1182</sup> Nigeria, Nigerians With Disability Decree 1993, available at: [url](#)

<sup>1183</sup> Nigeria, Nigerians With Disability Decree 1993, available at: [url](#)

<sup>1184</sup> Nigeria, Nigerians With Disability Decree 1993, available at: [url](#)

<sup>1185</sup> ADRY, Nigeria, 2013, [url](#)

<sup>1186</sup> ADRY, Nigeria, 2013, [url](#)

<sup>1187</sup> ADRY, Nigeria, 2013, [url](#); Nigeria, National Policy on education, 4<sup>th</sup> edition, 2002, available at: [url](#); Nigeria, Federal Ministry of Education, National Policy on Special needs Education I Nigeria, 2015, [url](#)

<sup>1188</sup> US DoS, 2017 Country Reports on Human Rights Practices, 20 April 2018, [url](#)

pour celles souffrant de troubles mentaux, sont rares. Les personnes handicapées mentales ou physiques sont souvent accusées de sorcellerie<sup>1189</sup>. Les personnes atteintes de cyphose (bossues), en particulier, sont des cibles susceptibles de faire l'objet d'accusations de sorcellerie<sup>1190</sup>.

Pour en savoir plus sur la sorcellerie, voir section [3.9.2](#).

### **3.16.3 Organisations de défense des personnes handicapées (ODPH) et organisations de la société civile**

La JONAPWD lutte contre les violations des droits des personnes handicapées. En outre, l'ASCEND (Association of Comprehensive Empowerment of Nigerians with Disabilities, Association pour l'autonomisation des Nigériens handicapés) sert de plate-forme d'échange et de porte-parole aux personnes en situation de handicap<sup>1191</sup>.

Parmi les autres ODPH figurent: The Leprosy Mission (Mission Lèpre), The Spinal Cord Injury Association of Nigeria (association des personnes atteintes de lésions de la moelle épinière), Deaf Women in Nigeria (association des femmes sourdes), The Accidents Victim Support Association (association d'aide aux victimes d'accidents), Centre for Citizens with Disabilities (centre pour les citoyens handicapés), The Nigerian National Association of the Deaf (association offrant des services d'assistance aux personnes sourdes et malentendantes), Resource Centre for Advocacy on Disability (centre de ressources pour le plaidoyer sur le handicap), Persons with Disabilities Action Network (réseau d'action pour les personnes handicapées), Leonard Cheshire Disability, National Handicap Carers Association of Nigeria (association du personnel soignant des personnes handicapées), Christian Blind Mission (mission chrétienne pour les aveugles) et Inclusion International<sup>1192</sup>.

---

<sup>1189</sup> Okpalauwaekwe U., Mela., Oji C., Knowledge of and Attitude to Mental Illnesses in Nigeria: A Scoping Review, 5 March 2017, [url](#); Tormusa, Daniel O., Cultural Perspectives and Attitudes toward Mental Health in Nigeria: Social Workers at a Dilemma, August 2015, [url](#); US DoS, 2017 Country Reports on Human Rights Practices, 20 April 2018, [url](#)

<sup>1190</sup> Pratten, David, EASO, Practical Cooperation Meeting on Nigeria, 12-13 June 2017, [url](#), p. 81

<sup>1191</sup> ADRY, Nigeria, 2013, [url](#)

<sup>1192</sup> ADRY, Nigeria, 2013, [url](#)



# Annexe 1: Bibliographie

- 28 Too Many, Country profile: FGM in Nigeria, October 2016, [https://www.28toomany.org/static/media/uploads/Country%20Research%20and%20Resources/Nigeria/nigeria\\_country\\_profile\\_v2\\_\(november\\_2017\).pdf](https://www.28toomany.org/static/media/uploads/Country%20Research%20and%20Resources/Nigeria/nigeria_country_profile_v2_(november_2017).pdf), accessed 17 July 2018
- 28 Too Many, Nigeria, n.d. <https://www.28toomany.org/country/nigeria/>, accessed 19 July 2018
- 28 Too Many, Nigeria: the law and FGM, June 2018, [https://www.28toomany.org/static/media/uploads/Law%20Reports/nigeria\\_law\\_report\\_v1\\_\(june\\_2018\).pdf](https://www.28toomany.org/static/media/uploads/Law%20Reports/nigeria_law_report_v1_(june_2018).pdf), accessed 19 July 2018
- AA (Anadolu Agency), Several Nigerians killed for refusing to join Boko Haram, 21 December 2014 <https://www.aa.com.tr/en/world/several-nigerians-killed-for-refusing-to-join-boko-haram/90763>, accessed 17 August 2018
- ABC News, 'I didn't want my mum to know': The men and boys arrested for being gay in Nigeria, updated 22 October 2017, <http://www.abc.net.au/news/2017-10-22/arrested-for-being-gay-in-nigeria/9069350>, accessed 10 August 2018
- ACAPS, ACAPS Briefing Note: Health in Northeast Nigeria, 24 May 2017 <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/57121>, accessed 28 August 2018
- ACAPS, Farmer–Fulani Herder Violence in Benue, Kaduna and Plateau States, 21 March 2017, [https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20170320\\_acaps\\_thematic\\_report\\_nigeria\\_farmers-herders\\_violence.pdf](https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20170320_acaps_thematic_report_nigeria_farmers-herders_violence.pdf), accessed 25 June 2018
- ACAPS, Nigeria Country Profile – Security Forces, 2 May 2018, <https://www.acaps.org/country/nigeria/country-profile>, accessed 14 August 2018
- ACCORD (African Centre for the Constructive Resolution of Disputes), Ethnic and religious crises in Nigeria, 29 August 2016, <http://www.accord.org.za/ajcr-issues/ethnic-religious-crises-nigeria/>, accessed 14 August 2018
- ACCORD (African Centre for the Constructive Resolution of Disputes), Repatriation and Reconciliation Challenges in Northeastern Nigeria, Toward an Integrated Framework of Analysis and Action, 31 May 2018, <http://www.accord.org.za/conflict-trends/repatriation-and-reconciliation-challenges-in-north-eastern-nigeria/>, accessed 17 July 2018
- ACCORD (African Centre for the Constructive Resolution of Disputes), Towards ending conflict and insecurity in the Niger Delta region, 12 September 2017, <http://www.accord.org.za/ajcr-issues/towards-ending-conflict-insecurity-niger-delta-region/>, accessed 11 May 2018
- ACCORD (Austrian Centre for Country of Origin & Asylum Research and Documentation), Nigeria: COI Compilation on Human Trafficking, December 2017 [https://www.ecoi.net/en/file/local/1423730/1226\\_1517931786\\_accord-coi-compilation-nigeria-december-2017.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/1423730/1226_1517931786_accord-coi-compilation-nigeria-december-2017.pdf), accessed 17 May 2018
- ACLJ, Christian Teen Girl Held Captive 8 Months by Jihadist Army Boko Haram Sends Heartbreaking Recording Asking for Help and Prayer, 24 September 2018, <https://aclj.org/persecuted-church/christian-teen-girl-held-captive-8-months-by-jihadist-army-boko-haram-sends-heartbreaking-recording-asking-for-help-and-prayer>, accessed 17 October 2018
- Adibe, Jidefor, The 2015 presidential elections in Nigeria: the issues and challenges, July 2016, <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/07/nigeria-elections-adibe.pdf>, accessed 17 July 2018

ADRY (African Disability Rights Yearbook), Nigeria, 2013, <http://www.adry.up.ac.za/index.php/2013-1-section-b-country-reports/nigeria>, accessed 21 June 2018

Fulton, Kaley, Nickels, Benjamin P., Africa's Pastoralists: A New Battleground for Terrorism, Africa Center for Strategic Studies, 11 January 2017, <https://africacenter.org/spotlight/africa-pastoralists-battleground-terrorism/>, accessed 18 June 2018

Africa Check, Does Nigeria have the world's most girls out-of-school, as activist Malala claimed?, 10 August 2017, <https://africacheck.org/reports/nigeria-girls-school-worldwide-activist-malala-claimed/>, accessed 24 August 2018

Africa Check, Factsheet: Explaining Nigeria's Boko Haram & its violent insurgency, last updated 31 July 2017 <https://africacheck.org/factsheets/factsheet-explaining-nigerias-boko-haram-and-its-violent-insurgency/>, accessed 17 August 2018

Africacheck.org, FACTSHEET: Explaining Nigeria's Boko Haram & its violent insurgency, 22 September 2014, <https://africacheck.org/factsheets/factsheet-explaining-nigerias-boko-haram-and-its-violent-insurgency/>, accessed 11 July 2018

African Renewal online, Nigerian women say 'no' to gender-based violence, [Leon Usigbe](#), accessible at <https://www.un.org/africarenewal/news/nigerian-women-say-%E2%80%98no%E2%80%99-gender-based-violence>, accessed 17 July 2018

Africanews [youtube], UN to relocate refugees from Niger's Diffa region, 25 May 2016 <https://www.youtube.com/watch?v=Gpetj38sB5o>, accessed 20 August 2018

Agbibo, Daniel, Resistance to Boko Haram: Civilian Joint Task Forces in North-Eastern Nigeria, 2015, in: Conflict Studies Quarterly Special Issue, 2015, pp. 3-22 <http://www.csq.ro/wp-content/uploads/1-Daniel-AGBIBOA.pdf>, accessed 29 August 2018

Ager, Alistair K. et al, Health service resilience in Yobe state, Nigeria in the context of the Boko Haram insurgency: a systems dynamics analysis using group model building, 5 October 2015, in: Conflict and Health 2015 <https://conflictandhealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/s13031-015-0056-3>, accessed 28 August 2018

AI (Amnesty International), Nigeria: At least 150 peaceful pro-Biafra activists killed in chilling crackdown, 24 November 2016, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2016/11/peaceful-pro-biafra-activists-killed-in-chilling-crackdown/>, accessed 2 June 2018

AI (Amnesty International), Boko Haram at a glance, 29 January 2015, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2015/01/boko-haram-glance/>, accessed 1 August 2018

AI (Amnesty International), Nigeria: 'Bullets were raining everywhere': Deadly repression of pro-Biafra activists, 24 November 2016, <https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR4452112016ENGLISH.PDF>, accessed 9 May 2018

AI (Amnesty International), Nigeria: Dozens killed as military launches air attacks on villages beset by spiralling communal violence, 30 January 2018, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2018/01/nigeria-dozens-killed-as-military-launches-air-attacks-on-villages-beset-by-spiralling-communal-violence/>, accessed 26 June 2018

AI (Amnesty International), Nigeria: Families of hundreds of Shi'a Muslims killed in Zaria still await justice, 13 December 2017, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2017/12/nigeria-families-of-hundreds-of-shia-muslims-killed-in-zaria-still-await-justice/>, accessed 17 August 2018

AI (Amnesty International), The State of the World's Human Rights - Annual report 2017/18 (covering 2017) - Nigeria, 22 February 2018, <https://www.amnesty.org/en/countries/africa/nigeria/report-nigeria/>, accessed 9 May 2018

AI (Amnesty International), 'You Have Signed Your Death Warrant', Torture And Other Ill Treatment By Nigeria's Special Anti-Robbery Squad, 21 September 2016

<https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR4448682016ENGLISH.PDF>, accessed 8 August 2018

Akinpelu, B. A., 'Trends and Patterns of Fatalities Resulting from Cult Societies and Belief in Witchcraft in Nigeria (2006-2014)', in: Pérouse de Montclos, M.-A. (Ed.), Violence in Nigeria: A Qualitative and Quantitative Analysis, African Studies Centre Leiden (ASCL), Leiden, 2016, pp. 77–90

<https://openaccess.leidenuniv.nl/handle/1887/37759>, accessed 28 May 2018

Al Jazeera Centre for Studies, Anatomy of Boko Haram: The Rise and Decline of a Violent Group in Nigeria, 22 April 2018 <http://studies.aljazeera.net/en/reports/2018/04/anatomy-boko-haram-rise-decline-violent-group-nigeria-180422110920231.html>, accessed 20 August 2018

Al Jazeera Centre for Studies, Split in ISIS-Aligned Boko Haram Group, 27 October 2016, <http://studies.aljazeera.net/en/reports/2016/10/split-isis-aligned-boko-haram-group-161027113247008.html>, accessed 17 August 2018

Al Jazeera Centre for Studies, Split in ISIS-Aligned Boko Haram Group, 27 October 2016 <http://studies.aljazeera.net/en/reports/2016/10/split-isis-aligned-boko-haram-group-161027113247008.html>, accessed 17 August 2018

Al Jazeera, At least 11 civilians killed in Boko Haram attack, 2 September 2017

<https://www.aljazeera.com/news/2017/09/11-civilians-killed-boko-haram-attack-170902043943431.html>, accessed 23 August 2018

Al Jazeera, Boko Haram survivors starved and raped by Nigeria's military, 24 May 2018,

<https://www.aljazeera.com/indepth/opinion/boko-haram-survivors-starved-raped-nigeria-military-180523144207062.html>, accessed 3 August 2018

Al Jazeera, Can Nigerian youth destroy Boko Haram's caliphate?, 31 August 2014

<https://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2014/08/can-nigerian-youth-destroy-boko-h-2014831729932280.html>, accessed 29 August 2018

Al Jazeera, Dozens killed in suspected Boko Haram attack in Nigeria, 17 June 2018,

<https://www.aljazeera.com/news/2018/06/dozens-killed-suspected-boko-haram-attack-nigeria-180617105120520.html>, accessed 11 July 2018

Al Jazeera, More than 700 escape Boko Haram: Nigeria's army, 2 January 2018,

<https://www.aljazeera.com/news/2018/01/700-escape-boko-haram-nigeria-army-180102101333874.html>, accessed 1 August 2018

Al Jazeera, [Muhammadu Buhari](#), Boko Haram, IDP returns and political calculations in Nigeria, 4 July 2018,

<https://www.aljazeera.com/topics/organisations/boko-haram.htm>, accessed 11 July 2018

Al Jazeera, Suicide attack on Nigeria mosque causes multiple deaths, 3 January 2018

<https://www.aljazeera.com/news/2018/01/suicide-attack-nigeria-mosque-multiple-deaths-180103180649756.html>, accessed 27 August 2018

Al Jazeera, Suspected Boko Haram attack kills aid workers in Nigeria, 2 March 2018,

<https://www.aljazeera.com/news/2018/03/suspected-boko-haram-attack-kills-aid-workers-nigeria-180302094014260.html>, accessed 6 August 2018

Albinism Foundation, Albinism in Africa, n.d. <http://albinofoundation.org/albinism-in-africa/>, accessed 11 June 2018

Amaele, Samuel, Menace of Cultism in Nigeria Tertiary Institutions, challenges and way forward, International Journal of Educational Foundations and Management, January 2013, Vol. 1, 32-41

<https://www.yumpu.com/en/document/view/11951561/menace-of-cultism-in-nigeria-tertiary-institutions-ijefm>, accessed 1 June 2018

Amnesty International, Amnesty International Report 2017/18, Nigeria, Death Penalty, 24 February 2018 <https://www.amnesty.org/en/countries/africa/nigeria/report-nigeria/>, accessed 3 August 2018

Amnesty International, Boko Haram at a glance, 29 January 2015 <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2015/01/boko-haram-glance/>, accessed 22 August 2018

Amnesty International, Death Sentences and Executions in 2016, 11 April 2017 <https://www.amnesty.org/download/Documents/ACT5057402017ENGLISH.PDF>, accessed 3 August 2018

Amnesty International, Nigeria: Abducted women and girls forced to join Boko Haram attacks, 14 April 2015 <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2015/04/nigeria-abducted-women-and-girls-forced-to-join-boko-haram-attacks/>, accessed 22 August 2018

Amnesty International, Nigeria: At least 150 peaceful pro-Biafra activists killed in chilling crackdown, 24 November 2016 <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2016/11/peaceful-pro-biafra-activists-killed-in-chilling-crackdown/>, accessed 8 August 2018

Amnesty International, Nigeria: Gruesome footage implicates military in war crimes, 5 August 2014, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2014/08/nigeria-gruesome-footage-implicates-military-war-crimes/>, accessed 13 August 2018

Amnesty International, Nigeria, Protect a brave human rights defender, June 2017 [https://www.amnesty.ca/sites/amnesty/files/June%20Nigeria\\_0.pdf](https://www.amnesty.ca/sites/amnesty/files/June%20Nigeria_0.pdf), accessed 13 June 2018

Amnesty International, Nigeria: SARS overhaul is positive step but reforms must be robust, 18 August 2018, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2018/08/nigeria-sars-overhaul-is-positive-step-but-reforms-must-be-robust/>, accessed 10 September 2018

Amnesty International, Nigeria: "They betrayed us" : Women who survived Boko haram raped, starved and detained in Nigeria, 24 May 2018, <https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR4484152018ENGLISH.PDF>, accessed 16 July 2018

Amnesty International, Nigeria: Threats from the military won't deter us from defending human rights, 7 June 2018 <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2018/06/nigeria-threats-from-the-military-wont-deter-us-from-defending-human-rights/>, accessed 13 June 2018

Amnesty International, Nigeria: Unearthing the truth: Unlawful killings and mass cover-up in Zaria, 22 April 2016, <https://www.amnesty.org/en/documents/afr01/3883/2016/en/%20in/>, accessed 7 July 2018

Amnesty International, 'Our Job Is To Shoot, Slaughter And Kill', Boko Haram's Reign Of Terror In North-East Nigeria, 2015 <https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR4413602015ENGLISH.PDF>, accessed 24 August 2018

Amnesty International, Annual Report 2017/18: The State Of The World's Human Rights, Nigeria, Unlawful killings, 22 February 2018, <https://www.amnesty.org/en/countries/africa/nigeria/report-nigeria/>, accessed 8 August 2018

Amnesty International, Stars On Their Shoulders, Blood On Their Hands: War Crimes Committed By The Nigerian Military, 6 February 2015 <https://www.amnestyusa.org/reports/stars-on-their-shoulders-blood-on-their-hands-war-crimes-committed-by-the-nigerian-military/>, accessed 8 August 2018

- Amusat, N., Disability Care in Nigeria: The need for professional advocacy, in: African Journal of Physiotherapy and Rehabilitation Sciences (AJPARS), Vol.1, No. 1, June 2009, pp. 30-36, <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.1031.9869&rep=rep1&type=pdf>, accessed 22 June 2018
- Angerbrandt, Henrik, Deadly Elections: Post-Election Violence in Nigeria, in: The Journal of Modern African Studies, Vol. 56, issue 1, pp. 143-167, 2018, <https://www.cambridge.org/core/journals/journal-of-modern-african-studies/article/deadly-elections-postelection-violence-in-nigeria/635D2C48D16F5AABA6AB42054D490CEB>, accessed 25 September 2018
- Australia, DFAT Country Information Report Nigeria, 9 March 2018, <http://dfat.gov.au/about-us/publications/Documents/country-information-report-nigeria.pdf>, accessed 19 September 2018
- AOAV (Action on Armed Violence), The Violent Road, 12 December 2013, <http://aoav.org.uk/wp-content/uploads/2013/12/The-Violent-Road1.pdf>, accessed 1 June 2018
- ARC (Asylum Research Consultancy), Nigeria: The situation of Indigenes and Settlers, 19 January 2018, available at: <http://www.refworld.org/docid/5a61f39c4.html> accessed 24 June 2018
- Atangana, Elysée Martin, Why does Boko Haram remain a regional threat in the Lake Chad Basin?, 5 June 2018, in: Foreign Policy Journal, <https://www.foreignpolicyjournal.com/2018/06/05/why-does-boko-haram-remain-a-regional-threat-in-the-lake-chad-basin/>, accessed 17 August 2018
- Australia, DFAT Country Information report Nigeria, 9 March 2018 <https://dfat.gov.au/about-us/publications/Documents/country-information-report-nigeria.pdf>, accessed 23 August 2018.
- Australian Government, Australian National Security, Boko Haram, Listed 26 June 2014 and re-listed 27 June 2017, <https://www.nationalsecurity.gov.au/listedterroristorganisations/pages/boko-haram.aspx> , accessed 14 May 2018
- Australian Government, DFAT Country Information Report Nigeria, 9 March 2018 <http://dfat.gov.au/about-us/publications/Documents/country-information-report-nigeria.pdf>, accessed 3 August 2018
- Avi Melamed, What is Salafi Jihadi Ideology?, [blog], 16 July 2017 <https://www.avimelamed.com/2017/07/16/what-is-salafi-jihadi-ideology/>), accessed 20 August 2018
- Babatunde, Elkanah, Torture by the Nigerian Police Force: International Obligations, National Responses and the Way Forward, pp. 169-187 in: Strathmore Law review, January 2017 [http://www.press.strathmore.edu/uploads/journals/strathmore-law-review/SLR2/2SLR1\\_Article\\_9.pdf](http://www.press.strathmore.edu/uploads/journals/strathmore-law-review/SLR2/2SLR1_Article_9.pdf), accessed 8 August 2018
- BBC, Why Boko Haram targets Maiduguri university, 10 April 2018, <https://www.bbc.co.uk/programmes/p063ttgn>, accessed 3 August 2018;
- BBC, Biafra shutdown cripples Nigerian cities, 30 May 2018, <https://www.bbc.com/news/world-africa-44304368>, accessed 31 May 2018
- BBC, Biafra: Thirty years on, 13 January 2000, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/596712.stm>, accessed 18 May 2018
- BBC, Biafran leader Nnamdi Kanu: The man behind Nigeria's separatists, 5 May 2017, <http://www.bbc.com/news/world-africa-39793185>, accessed 10 May 2018
- BBC, Boko Haram and Al-Shabaab recruits 'lack religious schooling, 7 September 2017, <https://www.bbc.com/news/world-africa-41186033>, accessed 12 July 2018

- BBC, Boko Haram declares 'Islamic state' in northern Nigeria, 25 August 2014, <https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-28925484>, accessed 20 August 2018
- BBC, Boko Haram in Nigeria: Abu Musab al-Barnawi named as new leader, 3 August 2016 <https://www.bbc.com/news/world-africa-36963711>, accessed 17 August 2018
- BBC, Boko Haram in Nigeria: Split emerges over leadership, last updated 5 August 2016 <https://www.bbc.com/news/world-africa-36973354>, accessed 17 August 2018
- BBC, Can Nigeria and Cameroon learn any lessons from Catalonia?, 17 October 2017, <https://www.bbc.com/news/world-africa-41587874>, accessed 27 September 2018
- BBC, Chibok abduction: The Nigerian town that lost its girls, 14 April 2016 <https://www.bbc.com/news/world-africa-35979157>, accessed 20 August 2018
- BBC, Chibok abductions in Nigeria: 'More than 230 seized', 21 April 2014 <https://www.bbc.com/news/world-africa-27101714>, accessed 20 August 2018
- BBC, Dapchi girls: Freed Nigerian girls tell of kidnap ordeal, 22 March 2018 <https://www.bbc.com/news/43489217>, accessed 28 August 2018
- BBC, Fake news and Nigeria's herder crisis, 29 June 2018, <https://www.bbc.com/news/world-africa-44655148>, accessed 3 July 2018
- BBC, Henry Okah: Nigerian oil militant jailed for 24 years, 26 March 2013, <http://www.bbc.com/news/world-africa-21937985>, accessed 27 April 2018
- BBC, How Nigeria's cattle war is fuelling religious tension, 9 May 2018 <http://www.bbc.com/news/world-africa-44039546>, accessed 26 June 2018
- BBC, Mass Nigerian arrests for 'homosexual acts' in Lagos State, 31 July 2017, <https://www.bbc.com/news/world-africa-40774930>, accessed 6 July 2018
- BBC, Nigeria girl 'abducted for marriage' found by police, 1 March 2016, <https://www.bbc.com/news/world-africa-35696267>, accessed 17 July 2018.
- BBC, Nigerian reporter death blamed on Islamists Boko Haram, 23 October 2011 <https://www.bbc.com/news/world-africa-15419203>, accessed 11 June 2018.
- BBC, Nigeria's 'brown envelope' journalism, 5 March 2015 <https://www.bbc.com/news/world-africa-31748257>, accessed 11 June 2018
- BBC, Nigeria arrests 'Avengers' oil militants, 16 May 2016, <http://www.bbc.com/news/world-africa-36301835>, accessed 29 April 2018
- BBC, Nigeria 'baby factory' raided in Imo state, 10 May 2013 <http://www.bbc.com/news/world-africa-22484318>, accessed 4 June 2018
- BBC, Nigeria 'baby factory' raided in Lagos, 26 April 2018 <https://www.bbc.com/news/world-africa-43905606>, accessed 4 June 2018
- BBC, Nigeria 'gay wedding' bust leads to charges, 20 April 2017, <https://www.bbc.com/news/world-africa-39654568>, accessed 6 July 2018
- BBC, Nigeria profile – Media, 1 August 2017 <https://www.bbc.com/news/world-africa-13949549>, accessed 4 June 2018.
- BBC, Nigeria Profile - Timeline, last updated 26 February 2018, <http://www.bbc.com/news/world-africa-13951696>, accessed 2 May 2018
- BBC, Nigeria sect head dies in custody, 31 July 2009, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/8177451.stm>, accessed 23 August 2018

- BBC, Nigerian girl 'killed for witchcraft rituals', 14 November 2017, <https://www.bbc.com/news/world-africa-41985115>, accessed 7 June 2018
- BBC, Nigerian Islamist attacks spread, 27 July 2009 <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/8169966.stm>, accessed 23 August 2018
- BBC, Nigerian police find sect women, 2 August 2009 <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/8180257.stm>, accessed 23 August 2018
- BBC, Nigerian soldiers given death penalty for mutiny, 17 December 2014 <https://www.bbc.com/news/world-africa-30526725>, accessed 3 August 2018
- BBC, Nigeria's Boko Haram 'forces one million out of school', 22 December 2015 <https://www.bbc.com/news/world-africa-35159024>, accessed 14 August 2018
- BBC, Nigeria's Boko Haram leader Abubakar Shekau in profile, 9 May 2014 <https://www.bbc.com/news/world-africa-18020349>, accessed 17 August 2018
- BBC, Nigeria's Boko Haram militants claim ThisDay attacks, 2 May 2012 <https://www.bbc.com/news/world-africa-17926097>, accessed 11 June 2018
- BBC, Nigeria's deadly battle for land: Herdsmen v farmers, 10 August 2016, <https://www.bbc.com/news/world-africa-37021044>, accessed 26 June 2018
- BBC, Nigeria's Plateau state clashes leave 86 dead, 25 June 2018, <https://www.bbc.com/news/world-africa-44597409>, accessed 25 June 2018
- BBC, Nigeria's ThisDay newspaper hit by Abuja and Kaduna blasts, 26 April 2012 <https://www.bbc.com/news/world-africa-17856362>, accessed 11 June 2018
- BBC, Nnamdi Kanu, Nigerian separatist leader, resurfaces in Israel, 22 October 2018, <https://www.bbc.com/news/world-africa-45938456>, accessed 22 October 2018
- BBC, Reopening Nigeria's civil war wounds, 30 May 2007, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/6657259.stm>, accessed 18 May 2018
- BBC, The Niger Delta Avengers: Nigeria's newest militants, 2 June 2016, <http://www.bbc.com/news/world-africa-36414036>, accessed 14 April 2018
- BBC, The world of Nigeria's sex-trafficking 'Air Lords', 27 January 2016, <http://www.bbc.com/news/magazine-35244148>, accessed 1 June 2018
- BBC, Twelve Nigerian soldiers sentenced to death for mutiny, 16 September 2014 <https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-29216432>, accessed 6 August 2018
- BBC, Who are Nigeria's Boko Haram Islamist group?, 24 November 2016, <https://www.bbc.com/news/world-africa-13809501>, accessed 13 July 2018
- BBC, Who's policing Nigeria's police?, 17 November 2016, <https://www.bbc.com/news/av/world-africa-38003596/who-is-policing-nigeria-s-police>, accessed 13 August 2018
- BBC, Why Boko Haram targets Maiduguri University, 10 April 2018, <https://www.bbc.co.uk/programmes/p063ttgn>, accessed 3 August 2018
- Belgium, CGRS (Commissioner General for Refugees and Stateless Persons), COI Focus, Nigeria, Situation sécuritaire liée à Boko Haram, 28 March 2018 [https://www.cgra.be/sites/default/files/rapporten/coi\\_focus\\_nigeria\\_situation\\_securitaire\\_liee\\_a\\_boko\\_haram.pdf](https://www.cgra.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_nigeria_situation_securitaire_liee_a_boko_haram.pdf), accessed 7 August 2018
- Bertelsmann Stiftung, Transformation Index, BTI 2018, Nigeria Country Report, Freedom of expression, 2018 <http://www.bti-project.org/de/berichte/laenderberichte/detail/itc/NGA/>, accessed 7 June 2018

Bhekisisa, New research shows rising support for gay marriage ban, 17 May 2017, <http://bhekisisa.org/article/2017-05-17-00-new-research-finds-more-people-support-nigerias-gay-marriage-ban/>, accessed 5 July 2018

Bisi Alimi Foundation, Not dancing to their music, the effects of homophobia, biphobia, and transphobia on the lives of LGBTQ people in Nigeria, January 2017, <https://www.bisialimifoundation.org/site/bisialimifoundation/assets/pdf/not-dancing-to-their-music-main-copy.pdf>, accessed 6 July 2018

Bloomberg, Nigeria Senate Sees Alarming Rise of Human Rights Violations, 11 July 2018 <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-07-11/nigerian-senate-sees-alarming-rise-of-human-rights-violations>, accessed 13 August 2018

Botha, A. and Abdile, M., Getting behind the profiles of Boko Haram members and factors contributing to radicalisation versus working towards peace, KAICIID (International Dialogue Centre), 2016, <https://www.kaiciid.org/publications-resources/getting-behind-profiles-boko-haram-members-summary>, accessed 1 August 2018

Brantly, Aaron, Financing terror Bit by Bit, CTC Sentinel, Vol. 7, issue 10, October 2014, <https://ctc.usma.edu/app/uploads/2014/10/CTCSentinel-Vol7Iss102.pdf>, accessed 12 July 2018

Bring Back our Girls Campaign, [website] n.d., <http://www.bringbackourgirls.ng/> accessed 12 August 2018

Brown, Jonathan A.C., Stoning and Hand Cutting—Understanding the Hudud and the Shariah in Islam, 12 January 2017, available at: <https://yaqeeninstitute.org/en/jonathan-brown/stoning-and-hand-cutting-understanding-the-hudud-and-the-shariah-in-islam/>, accessed 6 August 2018

Business Day, Akinremi Feyisipo, Social Welfare Policy underway to cater for persons with disabilities, victims of war, other, 30 October 2017, <http://www.businessdayonline.com/news/article/social-welfare-policy-underway-cater-persons-disabilities-victims-war-others/>, accessed 22 June 2018

Cable (The), Boko Haram 'beheading' Christians in Gwoza, 28 August 2014 <https://www.thecable.ng/boko-haram-beheading-christians-in-gwoza>, accessed 23 August 2018

Cable (The), Why Boko Haram don't deserve our amnesty, 7 May 2015 <https://www.thecable.ng/boko-haram-dont-deserve-amnesty>, accessed 11 June 2018

Cameroon Web, Boko Haram coerce youth into fighting NGA, CMR soldiers, 1 September 2014 <https://www.cameroonweb.com/CameroonHomePage/NewsArchive/Boko-Haram-coerce-youth-into-fighting-NGA-CMR-soldiers-310030>, accessed 22 August 2018

Canada, IRB (Immigration and Refugee Board of Canada), Nigeria: Brown envelope journalism, including types of publications that are affected; efforts to combat the phenomenon (2015-November 2017), NGA106001.E, 3 November 2017, <http://www.irb-cisr.gc.ca/Eng/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=457280&pls=1>, accessed 11 June 2018

Canada, IRB (Immigration and Refugee Board of Canada), Consequences for a person to refuse a chief priest or fetish priest position for which they have been selected in south and central Nigeria (NGA103485.), 6 July 2010, <http://irb-cisr.gc.ca/Eng/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=453042>, accessed 5 June 2018

Canada, IRB (Immigration and Refugee Board of Canada), Consequences for a Yoruba individual who refuses a chieftaincy title; protection available to those who refuse (NGA103996.E), 13 November 2012, <http://irb-cisr.gc.ca/Eng/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=454260>, accessed 5 June 2018

Canada, IRB (Immigration and Refugee Board), Nigeria: Consequences for parents who refuse to submit their daughters to the practice of female genital mutilation; reports of women, girls or



children being abducted and forced to undergo the procedure; response by authorities to complaints; and legal recourse (NGA101531.E), 30 October 2006, <https://www.justice.gov/sites/default/files/eoir/legacy/2013/12/18/NGA101531.E.pdf>, accessed 19 July 2018

Canada, IRB (Immigration and Refugee Board), Nigeria: Information on how bisexuality is understood and perceived in Nigeria; whether bisexuality is distinguished from both male and female homosexuality (2014-June 2015) NGA105219.E, 9 September 2015, <http://www.irb-cisr.gc.ca/Eng/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=456089>, accessed 10 August 2018

Canada, IRB, Nigeria: Information on the Niger Delta Avengers (NDA), including areas of operation, objectives, and activities; state efforts to respond (2015-August 2016), 15 August 2016 <http://www.irb.gc.ca/Eng/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=456651&pls=1>, accessed 11 August 2018

Canada, IRB (Immigration and Refugee Board of Canada), Ogboni society, including its history, structure, rituals and ceremonies; information on membership and the consequences of refusing to join (NGA104213.E), 14 November 2012, <http://irb-cisr.gc.ca/Eng/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=454266>, accessed 20 July 2018

Canada, IRB (Immigration and Refugee Board), Nigeria: Prevalence of female genital mutilation (FGM), including ethnic groups in which FGM is prevalent, particularly in Lagos State and within the Edo ethnic group; consequences for refusal; availability of state protection; the ability of a family to refuse a ritual practice such as FGM (2014-September 2016), 13 September 2016, accessible at: <http://www.refworld.org/docid/584402ce4.html>, accessed 17 July 2018

Canada, IRB (Immigration and Refugee Board of Canada), Nigeria: Prevalence of ritual murder and human sacrifice and reaction by government authorities (March 2000-July 2005), (NGA100384.E), 22 July 2005, <http://www.irb-cisr.gc.ca/Eng/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=450085>, accessed 7 June 2018

Canada, IRB (Immigration and Refugee Board), Nigeria: Prevalence of forced marriage, particularly in Muslim and Yoruba communities; information on legislation, including state protection; ability of women to refuse a forced marriage, NGA104207.E, 9 November 2012, <https://irb-cisr.gc.ca/en/country-information/rir/Pages/index.aspx?doc=454245>, accessed 16 July 2018.

Canada, IRB (Immigration and Refugee Board of Canada), Prevalence of ritual practices, such as human sacrifice and the drinking of blood, upon initiation to chieftaincy or during chieftaincy in Yorubaland; state reaction to ritual practices in chieftaincy, especially the respective state ministries, NGA104602.E, 5 November 2013, <http://irb-cisr.gc.ca/Eng/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=454881&pls=1>, accessed 5 June 2018

Canada, IRB (Immigration and Refugee Board of Canada), Nigeria: Situation and treatment of members of the Movement for the Actualization of the Sovereign State of Biafra (MASSOB), including arrest and prosecution; whether the Nigeria Police Force pursue people who use bribes to flee detention and who have no charges against them (2013-July 2016), NGA105577.E, 20 July 2016, <http://irb-cisr.gc.ca/Eng/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=456610>, accessed 18 May 2018

Canada, IRB, Nigeria: The Black Axe confraternity, also known as the Neo-Black Movement of Africa, including their rituals, oaths of secrecy, and use of symbols or particular signs; whether they use force to recruit individuals (2009-November 2012) (NGA104208.E), 3 December 2012, <http://irb-cisr.gc.ca/Eng/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=454291>, accessed 2 June 2018

Canada, IRB (Immigration and Refugee Board of Canada), Nigeria: The date the Movement for the Actualization of the Sovereign State of Biafra (MASSOB) was formed; the means by which someone becomes a member; whether membership cards are issued; and whether claims to membership can

be verified, NGA39324.E, 6 August 2002, available at:

<http://www.refworld.org/docid/3f7d4ddf2a.html>, accessed 12 May 2018

Canada, IRB (Immigration and Refugee Board of Canada), Nigeria: The Eiyé confraternity, including origin, purpose, structure, membership, recruitment methods, activities and areas of operation; state response (2014-March 2016), NGA105490.E, 8 April 2016, <http://irb-cisr.gc.ca/Eng/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=456465>, accessed 28 May 2018

Canada, IRB (Immigration and Refugee Board of Canada), Nigeria: The Indigenous People of Biafra (IPOB), including objectives, structure, activities, relations with other Biafran independence groups, and treatment by authorities (2014-October 2016), NGA105658.E, 10 November 2016, <http://irb-cisr.gc.ca/Eng/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=456766>, accessed 23 May 2018

Canada, IRB, Nigeria: Treatment of sexual minorities, including legislation, state protection, and support services; the safety of sexual minorities living in Lagos and Abuja (February 2012-October 2015), 13 November 2015, <https://irb-cisr.gc.ca/en/country-information/rir/Pages/index.aspx?doc=456219&pls=1>, accessed 10 August 2018

Canada, IRB (Immigration and Refugee Board of Canada), The Reformed Ogboni Fraternity (ROF), including the nature of its belief system and its purpose; whether membership is compulsory, especially for children of members, and consequences for refusing to join the ROF; whether positions within the ROF, NGA104054.E, 13 April 2012, <http://irb-cisr.gc.ca/Eng/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=453927>, accessed 29 May 2018

Canada, IRB, Nigeria: Whether women who head their own households, without male or family support, can obtain housing and employment in large northern cities, such as Kano, Maiduguri, and Kaduna, and southern cities, such as Lagos, Ibadan, Port Harcourt; government support services available to female-headed households, 19 November 2012, <https://irb-cisr.gc.ca/en/country-information/rir/Pages/index.aspx?doc=454259&pls=1>, accessed 10 August 2018

CBM, Nigeria, n.d. <https://www.cbm.org/Nigeria-266847.php>, accessed 21 June 2018.

CDD (Centre for Democracy and Development), The role of women in Countering Violence Extremism: the Nigerian experience with Boko Haram, [20 March 2017], available in: <http://cddwestafrica.org/blog/the-role-of-women-in-countering-violence-extremism-the-nigerian-experience-with-boko-haram/>, accessed 28 August 2018

CFR (Council on Foreign Relations), Boko Haram, 5 March 2015, <https://www.cfr.org/background/boko-haram>, accessed 2 August 2018

CFR (Council on Foreign Relations) Boko Haram Recruitment Strategies, 16 April 2013, <https://www.cfr.org/blog/boko-haram-recruitment-strategies>, accessed 12 July 2018

CFR, Boko Haram's Deadly Impact, 20 August 2018, <https://www.cfr.org/article/boko-harams-deadly-impact>, accessed 30 September 2018

CFR (Council on Foreign Relations), Nigeria's Battle With Boko Haram, last updated 8 August 2018 <https://www.cfr.org/background/nigerias-battle-boko-haram>, accessed 17 August 2018

CFR (Council on Foreign Relations) MEND: The Niger Delta's Umbrella Militant Group, 21 March 2007 <https://www.cfr.org/background/mend-niger-deltas-umbrella-militant-group>, accessed 14 April 2018

CFR (Council on Foreign Relations), Perceptions of Tribalism and the Farmer-Herder Conflict in Nigeria, 6 April 2018, <https://www.cfr.org/blog/perceptions-tribalism-and-farmer-herder-conflict-nigeria>, accessed 3 July 2018

CFR (Council on Foreign Relations), Traditional Boko Haram Factions May Seek State Cooperation, 28 August 2017 <https://www.cfr.org/blog/boko-haram-factions-may-seek-state-cooperation>, accessed 17 August 2018

CFR (Council on Foreign Relations), Traditional Mother of Boko Haram Leader Abubakar Shekau Speaks About Her Son, 29 June 2018 <https://www.cfr.org/blog/mother-boko-haram-leader-abubakar-shekau-speaks-about-her-son>, accessed 16 August 2018

CFR (Council on Foreign Relations), Traditional Nigeria Security Tracker, 30 April 2018, <https://www.cfr.org/nigeria/nigeria-security-tracker/p29483>, accessed 2 August 2018

CFR (Council on Foreign Relations), Traditional Rulers Hold Real Power in Nigeria, [blog], 18 April 2018, <https://www.cfr.org/blog/traditional-rulers-hold-real-power-nigeria>, accessed 5 June 2018

CFR, What Makes Boko Haram Run?, 5 May 2016 <https://www.cfr.org/expert-brief/what-makes-boko-haram-run>, accessed 17 August 2018.

Channels TV, Channels Television Reporter Eneche Akogwu Killed in Kano Blasts, 21 January 2012 <https://www.channelstv.com/2012/01/21/channels-television-reporter-eneche-akogwu-killed-in-kano-blasts/>, accessed 11 June 2018;

Channels TV, We Now Monitor Social Media For Anti-Government And Anti-Military Information – Military, 23 August 2017 <https://www.channelstv.com/2017/08/23/now-monitor-social-media-anti-government-anti-military-information-military/>, accessed 4 June 2018

Chatham House, Calls for Biafran Independence Return to South East Nigeria, 9 November 2017, <https://www.chathamhouse.org/expert/comment/calls-biafran-independence-return-south-east-nigeria>, accessed 29 April 2018

CHD (Centre for Humanitarian Dialogue)/ Babatunde Afolabi and Sabina Avasiloae, Post-election assessment of conflict prevention and resolution mechanisms in Nigeria, November 2015, <http://www.hdcentre.org/wp-content/uploads/2016/06/Post-election-assessment-of-conflict-prevention-and-resolution-mechanisms-in-Nigeria.pdf>, accessed 18 July 2018

Chicago Tribune, Leaving Islam is not a capital crime, 2 April 2006 [http://articles.chicagotribune.com/2006-04-02/news/0604020336\\_1\\_islam-death-penalty-prophet-muhammad](http://articles.chicagotribune.com/2006-04-02/news/0604020336_1_islam-death-penalty-prophet-muhammad), accessed 6 August 2018

Chronicle, Nigerian Army arrests Eibe cultists conducting training for new recruits, 28 April 2018, <http://chronicle.ng/2018/04/21/nigerian-army-arrests-eibe-cultists-conducting-training-for-new-recruits/>, accessed 1 June 2018

Chronicle, Senate Passes 2018 Budget of N9.12 Trillion, 16 May 2018 <http://chronicle.ng/2018/05/16/senate-passes-2018-budget-of-n9-12-trillion/>, accessed 21 May 2018

CIA Factbook – Nigeria, last updated 18 September 2018, <https://www.cia.gov/Library/publications/the-world-factbook/geos/ni.html>, accessed 24 September 2018

CILS (Centre for Islamic Legal Studies), Harmonised Sharia Criminal Procedure Code Annotated, in: Ostien, Sharia implementation in Northern Nigeria 1999-2006: A sourcebook, vol. IV, Chapter 5, 21 November 2001, available at: [http://www.sharia-in-africa.net/media/publications/sharia-implementation-in-northern-nigeria/vol\\_4\\_14\\_chapter\\_5\\_part\\_IV.pdf](http://www.sharia-in-africa.net/media/publications/sharia-implementation-in-northern-nigeria/vol_4_14_chapter_5_part_IV.pdf), accessed 6 August 2018

City Voice, Nigerian slums activists seek Justice for families of men killed in Lagos' Otodo Gbame demolition, 6 June 2017, <https://cityvoiceng.com/nigerian-slums-activists-seek-justice-for-families-of-men-killed-in-lagos-otodo-gbame-demolition/>, accessed 12 August 2018

CLEEN Foundation, Youths, Radicalisation and Affiliation with Insurgent Groups in Northern Nigeria, 2014

<http://new.cleen.org/Youths,%20Radicalisation%20and%20Affiliation%20with%20Insurgent%20Groups%20in%20Northern%20Nigeria.pdf>, accessed 17 August 2018

CNN, Boko Haram Fast Facts, updated 8 May 2018

<https://edition.cnn.com/2014/06/09/world/boko-haram-fast-facts/index.html>, accessed 17 August 2018.

CNN, Captured leader of Nigerian militant sect is dead, 30 July 2009

<http://edition.cnn.com/2009/WORLD/africa/07/30/nigeria.violence/>, accessed 23 August 2018

CNN, Nigerian army says it has freed 1,000 Boko Haram captives, 8 May 2018,

<https://edition.cnn.com/2018/05/07/africa/boko-haram-captives-freed-intl/index.html>, accessed 17 October 2018

CNN, U.N. Security Council slaps Boko Haram with sanctions, updated 23 May 2014

<https://edition.cnn.com/2014/05/22/world/africa/nigeria-violence/>, accessed 16 August 2018.

CNN, U.S. designates Boko Haram, its offshoot as terrorist organizations, updated 13 November

2013 <https://edition.cnn.com/2013/11/13/world/africa/boko-haram-us/index.html>, accessed 18 August 2018.

Cohen, Corentin, Violence Between And Within Political Parties In Nigeria: Statistics, Structures And Pattern (2006-2014), IFRA-Nigeria epapers series, n°50, 2015,

<http://www.nigeriawatch.org/media/html/WP11Cohen.pdf>, accessed 17 July 2018

Conroy, Stone, Land conflicts and Lethal Violence in Nigeria: Patterns, Mapping and Evolution (2006 - 2014), IFRA-Nigeria working papers series, n°38, 28 November 2014,

<http://www.nigeriawatch.org/media/html/WP9ConroyV5Final.pdf>, accessed 26 June 2018

Conversation (The), How Boko Haram is devastating health services in North-East Nigeria, 3 May

2017 <http://theconversation.com/how-boko-haram-is-devastating-health-services-in-north-east-nigeria-65751>, accessed 28 August 2018.

Cornell Law School, Cornell Centre on the Death Penalty Worldwide, Death Penalty Database,

Nigeria, last updated 19 June 2014, <https://www.deathpenaltyworldwide.org/country-search-post.cfm?country=Nigeria#a70-3>, accessed 6 August 2018.

Council of Europe and United Nations, Trafficking in organs, tissues and cells and trafficking in

human beings for the purpose of the removal of organs, 2009, <https://rm.coe.int/16805ad1bb>, accessed 4 June 2018.

CFR (Council on Foreign Relations), Nigeria's Battle With Boko Haram, last updated 8 August 2018,

<https://www.cfr.org/background/nigerias-battle-boko-haram>, accessed 17 August 2018.

Counter Extremism Project, Boko Haram, 22 November 2017,

[https://www.counterextremism.com/sites/default/files/threat\\_pdf/Boko%20Haram-11222017.pdf](https://www.counterextremism.com/sites/default/files/threat_pdf/Boko%20Haram-11222017.pdf), accessed 12 July 2018

Counter Extremism Project, Boko Haram, Organizational Structure, [2017]

<https://www.counterextremism.com/threat/boko-haram>, accessed 17 August 2018.

CPJ, Boko Haram threatens to kill Nigerian journalist <https://cpj.org/2015/07/boko-haram-threatens-to-kill-nigerian-journalist.php>

CPJ, Nigerian journalist Tony Ezimakor released; colleague remains behind bars, 6 March 2018

<https://cpj.org/2018/03/nigerian-journalist-tony-ezimakor-released-colleag.php>, accessed 7 June 2018

CPJ, Nigeria's intelligence agency detains journalist to force him to reveal sources, 6 March 2018 <https://cpj.org/2018/03/nigerias-intelligence-agency-detains-journalist-to.php>, accessed 7 June 2018

CRARN (Child's Right and Rehabilitation Network), About us, n.d. <http://www.crarn.net/about-us/>, accessed 16 August 2018

Critical Threats, Backgrounder: Boko Haram in Nigeria, 16 November 2017, <https://www.criticalthreats.org/wp-content/uploads/2017/11/Boko-Haram-Backgrounder.pdf>, accessed 2 September 2018

CSIS (Center for Strategic and International Studies), Boko Haram: The History of an African Jihadist Movement, A discussion with the author, Dr. Alexander Thurston, 14 February 2018, <https://www.csis.org/events/boko-haram-history-african-jihadist-movement>, accessed 30 September 2018.

CSW (Christian Solidarity Worldwide), Nigeria: Boko Haram destroys churches, bombs mosques, 1 August 2014, <https://www.csw.org.uk/2014/08/01/news/2228/article.html>, accessed 27 August 2018.

CSW, Nigeria: another abducted girl rescued, 8 March 2016 <https://www.csw.org.uk/2016/03/08/press/3014/article.htm>, accessed 13 August 2018

Daily Mail, Boko Haram executes eight for defying 'Sharia police': video, 11 July 2017 <http://www.dailymail.co.uk/wires/afp/article-4685476/Boko-Haram-executes-eight-defying-Sharia-police-video.html>, accessed 6 August 2018

Daily Nigerian, Army arrests 23 suspected cultists, 15 pipeline vandals, 21 April 2018, <https://dailynigerian.com/army-arrests-23-suspected-cultists-15-pipeline-vandals/>, accessed 1 June 2018

Daily Nigerian, Nigerian Army kills notorious cultist, recovers arms, 23 May 2017, <https://dailynigerian.com/nigerian-army-kills-notorious-cultist-recovers-arms/>, accessed 1 June 2018

Daily Nigerian, Police launch investigation into rising cases of ritual killings in Borno, 13 May 2018, <https://dailynigerian.com/police-launch-investigation-into-rising-cases-of-ritual-killings-in-borno/>, accessed 7 June 2018

Daily Post, Army kill arrested militant, Karowei, others, 12 January 2018, <http://dailypost.ng/2018/01/12/army-kill-arrested-militant-karowei-others/>, accessed 26 September 2018

Daily Post, Boko Haram: 74 men, 20 children killed in Njaba village for refusing to join sect, 5 March 2015, <http://dailypost.ng/2015/03/05/boko-haram-74-men-20-children-killed-in-njaba-village-for-refusing-to-join-sect/>, accessed 20 August 2018

Daily Post, Court issues ruling on trial of IPOB leader, Nnamdi Kanu, 20 February 2018 <http://dailypost.ng/2018/02/20/breaking-court-issues-ruling-trial-ipob-leader-nnamdi-kanu/>, accessed 8 August 2018;

Daily Post, DSS reportedly arrests Radio Biafra Director, Nnamdi Kanu in Lagos, 18 October 2015, <http://dailypost.ng/2015/10/18/dss-reportedly-arrests-radio-biafra-director-nnamdi-kanu-in-lagos/>, accessed 8 August 2018

Daily Post, JSS1 student, 56 others arrested during cult initiation, 27 February 2018, <http://dailypost.ng/2018/02/27/jss1-student-56-others-arrested-cult-initiation/>, accessed 18 August 2018

- Daily Trust, Amnesty berates security agencies over journalists' intimidation, 3 May 2018 <https://www.dailytrust.com.ng/amnesty-berates-security-agencies-over-journalists-intimidation.html>, accessed 11 June 2018
- Daily Trust, Death penalty for kidnappers, 20 January 2017 <https://www.dailytrust.com.ng/news/editorial/death-penalty-for-kidnappers/181688.html>, accessed 3 August 2018;
- Daily Trust, Despite Buhari's order, police still attached to dignitaries, 23 April 2017, <https://www.dailytrust.com.ng/news/general/despite-buhari-s-order-police-still-attached-to-dignitaries/194693.html> accessed 18 August 2018
- Daily Trust, Factional Boko Haram leader Mamman Nur killed by own fighters, 14 September 2018, <https://www.dailytrust.com.ng/factional-boko-haram-leader-mamman-nur-killed-by-own-fighters.html>, accessed 17 October 2018
- Daily Trust, Hisbah commences prosecution of 11 women for alleged immoral acts, 31 October 2016 <https://www.dailytrust.com.ng/news/general/hisbah-commences-prosecution-of-11-women-for-alleged-immoral-acts/169429.html>, accessed 13 August 2018
- Daily Trust, Operations Crocodile Smile II successful – Buratai, 31 October 2017, <https://www.dailytrust.com.ng/operations-crocodile-smile-ii-successful-buratai.html>, accessed 2 May 2018.
- Dan-Azumi, David J., The Intervention of the Civilian Joint Task Force (CJTF) In the War against Boko Haram in North East Nigeria (A Theoretical Approach), 30 June 2018, in: Quest Journals, Journal of Research in Humanities and Social Science, Volume 6, Issue 5 (2018), pp. 40-48 <http://www.questjournals.org/jrhss/papers/vol6-issue5/106054048.pdf>, accessed 29 August 2018
- Defense Post (The), Five Cameroon soldiers killed in likely Boko Haram attack near border with Nigeria, 3 April 2018 <https://thedefensepost.com/2018/04/03/cameroon-soldiers-killed-boko-haram-suspected/>, accessed 20 August 2018
- Denmark, DIS (Danish Immigration Service), Report on human rights issues in Nigeria. Joint British-Danish fact-finding mission to Abuja and Lagos, Nigeria. 19 October to 2 November 2004, 18 March 2005, [https://www.nyidanmark.dk/-/media/Files/US/Landerapporter/Nigeria2005\\_web2.pdf?la=en-GB&hash=A594366CC5A498A65FED6CAC8694E4FOA10F51CF](https://www.nyidanmark.dk/-/media/Files/US/Landerapporter/Nigeria2005_web2.pdf?la=en-GB&hash=A594366CC5A498A65FED6CAC8694E4FOA10F51CF), accessed 24 April 2018
- Diagboya, Precious O., 'Trafficking for Sexual Exploitation: The Gender Gap', in: Human Trafficking for Sexual Exploitation in Nigeria, IFRA Nigeria and France, pp. 86-99, 2017, <https://www.ifra-nigeria.org/files/83/Human-Trafficking/122/Report-:-Human-Trafficking-for-Sexual-Exploitation-in-Nigeria.pdf>, accessed 21 May 2018
- Diduk S. E., Twins, Ancestors and Socio-Economic Change in Kedjom Society, in *Man*, Vol. 28, No. 3, September 1993, [https://www.jstor.org/stable/2804239?seq=1#page\\_scan\\_tab\\_contents](https://www.jstor.org/stable/2804239?seq=1#page_scan_tab_contents), accessed 26 July 2018 (subscription needed)
- Diriwari, Wilson Ola, Efficacy of the legal frameworks for child protection in Nigeria, December 2016, <https://bura.brunel.ac.uk/bitstream/2438/14781/1/FulltextThesis.pdf>, accessed 4 June 2018
- DW (Deutsche Welle), The women of Boko Haram: Driven to extremism, 7 March 2017 <https://www.dw.com/en/the-women-of-boko-haram-driven-to-extremism/a-37843804>, accessed 27 August 2018
- DW (Deutsche Welle), Who is financing Boko Haram?, 2 September 2014, <https://www.dw.com/en/who-is-financing-boko-haram/a-17894036>, accessed 30 July 2018.

- DW, Nigeria: Ruling APC coalition on the brink of collapse? 6 June 2018, <https://www.dw.com/en/nigeria-ruling-apc-coalition-on-the-brink-of-collapse/a-44100788>, accessed 18 July 2018
- Eagle Online (The), Why We Demolished RCCG, Lord Chosen Church Buildings – Jigawa, 11 January 2017, <https://theeagleonline.com.ng/why-we-demolished-churches-jigawa/>, accessed 28 August 2018.
- EASO (European Asylum Support Office), COI report Nigeria, Actors of Protection, November 2018, [https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/2018\\_EASO\\_COI\\_Nigeria\\_ActorsofProtection.pdf](https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/2018_EASO_COI_Nigeria_ActorsofProtection.pdf), accessed 6 November 2018
- EASO (European Asylum Support Office), COI report Nigeria, Country Focus, June 2017, [https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/EASO\\_Country\\_Focus\\_Nigeria\\_June2017.pdf](https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/EASO_Country_Focus_Nigeria_June2017.pdf), accessed 17 August 2018
- EASO (European Asylum Support Office), COI report Nigeria, Key-socio-economic indicators, November 2018, [https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/2018\\_EASO\\_COI\\_Nigeria\\_KeySocioEconomic.pdf](https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/2018_EASO_COI_Nigeria_KeySocioEconomic.pdf), accessed 6 November 2018
- EASO (European Asylum Support Office), COI Meeting Report, Nigeria Practical Cooperation Meeting, Rome, Italy, held on: 12-13 June 2017, August 2017, <https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/NigeriaPCMeetingReportAugust2017.pdf>, accessed 21 May 2018.
- EASO (European Asylum Support Office), COI report Nigeria, Security situation, November 2018, [https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/2018\\_EASO\\_COI\\_Nigeria\\_SecuritySituation.pdf](https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/2018_EASO_COI_Nigeria_SecuritySituation.pdf), accessed 6 November 2018
- EASO (European Asylum Support Office), COI report Nigeria, Sex Trafficking of Women, October 2015, <https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/BZ0415678ENN.pdf>, accessed 1 October 2018
- Ebiede, Tarila Marclint, Beyond the Rebellion: Alternative Narratives of Violent Conflicts and the Implications for Peacebuilding in the Niger Delta, Africa Peacebuilding Network Working Papers, Social Science Research Council, February 2016, [http://webarchive.ssrc.org/working-papers/APN\\_WorkingPapers05\\_Ebiede.pdf](http://webarchive.ssrc.org/working-papers/APN_WorkingPapers05_Ebiede.pdf), accessed 14 April 2018
- Ebiede, Tarila Marclint, Instability in Nigeria's Niger Delta: The Post Amnesty Programme and Sustainable Peace-Building, Friedrich Ebert Stiftung (FEB), 2017, <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/fes-pscc/14403.pdf>, accessed 3 May 2018
- Ebimboere Seiyefa, Elite Political Culture—A Link to Political Violence, in: Evidence from Nigeria, African Security, 10:2, 2017, pp. 103-130, <https://doi.org/10.1080/19392206.2017.1305860>, accessed 7 July 2018
- Eboiyehi, Friday A., Convicted without Evidence: Elderly Women and Witchcraft Accusations in Contemporary Nigeria. In: Journal of International Women's Studies, 18(4), August 2017, pp. 247-265, <http://vc.bridgew.edu/jiws/vol18/iss4/18>, accessed 7 June 2018
- EC (European Commission), Commission Staff Working Document Accompanying the document Report From The Commission To The European Parliament And The Council Report on the progress made in the fight against trafficking in human beings (2016) as required under Article 20 of Directive 2011/36/EU on preventing and combating trafficking in human beings and protecting its victims, COM(2016) 267 final, 19 May 2016, <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52016SC0159&from=en>, accessed 22 May 2018

EC (European Commission), Directive 2011/36/EU of the European Parliament and of the Council of 5 April 2011 on preventing and combating trafficking in human beings and protecting its victims, and replacing Council Framework Decision 2002/629/JHA [EU Anti-trafficking Directive 2011/36/EU], 5 April 2011, [https://ec.europa.eu/anti-trafficking/sites/antitrafficking/files/directive\\_thb\\_l\\_101\\_15\\_april\\_2011\\_1.pdf](https://ec.europa.eu/anti-trafficking/sites/antitrafficking/files/directive_thb_l_101_15_april_2011_1.pdf), accessed 1 October 2018

EC (European Commission), Report From The Commission To The European Parliament And The Council, Report on the progress made in the fight against trafficking in human beings (2016), 19 May 2016 [https://ec.europa.eu/anti-trafficking/sites/antitrafficking/files/report\\_on\\_the\\_progress\\_made\\_in\\_the\\_fight\\_against\\_trafficking\\_in\\_human\\_beings\\_2016.pdf](https://ec.europa.eu/anti-trafficking/sites/antitrafficking/files/report_on_the_progress_made_in_the_fight_against_trafficking_in_human_beings_2016.pdf), accessed 21 May 2018

EC (European Commission), Study on the gender dimension of trafficking in human beings, Final report, Executive Summary, 2016, [https://ec.europa.eu/anti-trafficking/sites/antitrafficking/files/study\\_on\\_the\\_gender\\_dimension\\_of\\_trafficking\\_in\\_human\\_beings\\_final\\_report.pdf](https://ec.europa.eu/anti-trafficking/sites/antitrafficking/files/study_on_the_gender_dimension_of_trafficking_in_human_beings_final_report.pdf), accessed 21 May 2018

Economist (The), Nigeria's: Boko Haram, [map], (source: Armed Conflict Location & Event Data Project), n.d. <https://www.economist.com/node/21642366/>, accessed 30 July 2018

Economist (The), Politics this week, 29 June 2013, <http://audio.economist.com/news/world-week/21580204-politics-week>, accessed 3 August 2018

Economist (The), Who are the Niger Delta Avengers?, 1 July 2016, <https://www.economist.com/blogs/economist-explains/2016/07/economist-explains>, accessed 29 April 2018

Education under attack 2014, [2014] [http://www.protectingeducation.org/sites/default/files/documents/eua\\_2014\\_summary\\_lowres\\_final.pdf](http://www.protectingeducation.org/sites/default/files/documents/eua_2014_summary_lowres_final.pdf), accessed 27 August 2018

Education under attack 2018, [2018] [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/eua\\_2018\\_full\\_0.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/eua_2018_full_0.pdf), accessed 23 August 2018

EiEWGN (Education in Emergencies Working Group Nigeria), Safe Schools Declaration in Nigeria, Advocacy Brief, n.d., available at: [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/25062018\\_nga\\_eiewg\\_ssd\\_advocacy\\_brief.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/25062018_nga_eiewg_ssd_advocacy_brief.pdf), accessed 27 August 2018

E-International Relations, Boko Haram, Anatomy of a Crisis, October 2013, <http://www.e-ir.info/wp-content/uploads/Boko-Haram-e-IR.pdf>, accessed 10 July 2018.

EITI (Extractive Industries Transparency Initiative), Nigeria: Mapping the Labyrinth, 13 June 2016 <https://eiti.org/news/nigeria-mapping-labyrinth>, accessed 2 October 2018

Encyclopaedia Britannica, Edo people, 29 August 2018, <https://www.britannica.com/topic/Edo-people>, accessed 17 October 2018

Encyclopaedia Britannica, Witchcraft, n.d. <https://www.britannica.com/topic/witchcraft>, accessed 11 June 2018

EP (European Parliament), Child Witchcraft Allegations and Human Rights, Briefing Paper, July 2013, [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/note/join/2013/433714/EXPO-DROI\\_NT%282013%29433714\\_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/note/join/2013/433714/EXPO-DROI_NT%282013%29433714_EN.pdf), accessed 11 June 2018

Erasing 76 crimes, 100s are in prison for being gay, last update: May 11, 2018, <https://76crimes.com/12-in-prison-for-being-gay-13-more-awaiting-trial/>, accessed 5 July 2018



Erasing 76 crimes, 11 glimmers of hope for LGBT rights in 2017, 26 December 2017, <https://76crimes.com/2017/12/26/11-glimmers-of-hope-for-lgbt-rights-in-2017/>, accessed 5 July 2018

Erasing 76 crimes, 30 Nigerians remain in custody on homosexuality charges, 6 August 2017, <https://76crimes.com/2017/08/06/30-nigerians-remain-in-custody-on-homosexuality-charges/>, accessed 8 July 2018

Erasing 76 Crimes, 42 Nigerians granted bail, face homosexuality charges, 4 August 2017, <https://76crimes.com/2017/08/04/42-nigerians-released-on-bail-face-homosexuality-charges/>, accessed 6 July 2018

Erasing 76 crimes, Anti-LGBTI laws: Nigeria, n.d. <https://76crimes.com/anti-lgbt-laws-nigeria/>, accessed 13 August 2018

Erasing 76 crimes, Defending gays in Nigeria: 'dangerous, risky, stigmatizing', 11 August 2018, <https://76crimes.com/2017/08/11/defending-gays-in-nigeria-dangerous-risky-stigmatizing/>, accessed 6 July 2018

Erasing 76 crimes, First-ever Nigerian conference on LGBT issues to start tomorrow, 11 September 2017, <https://76crimes.com/2017/09/11/nigeria-first-conference-on-lgbt-issues-to-start-tomorrow/>, accessed 9 July 2018

Erasing 76 crimes, Mob beats up 20 suspected Nigerian homosexuals, 24 June 2016, <https://76crimes.com/2016/06/24/mob-beats-up-20-suspected-nigerian-homosexuals/>, accessed 6 July 2018

Erasing 76 crimes, New initiative works to free suspected gay Nigerian prisoners, 18 October 2017, <https://76crimes.com/2017/10/18/new-initiative-works-to-free-suspected-gay-nigerian-prisoners/>, accessed 5 July 2018

Erasing 76 crimes, Nigeria: Man facing homosexuality charges languishes in prison, 10 May 2018, <https://76crimes.com/2018/05/10/nigeria-man-facing-homosexuality-charges-languishes-in-prison/>, accessed 6 July 2018

Erasing 76 crimes, Nigerian court releases 2 charged with homosexuality, 6 June 2017, <https://76crimes.com/2017/06/06/nigerian-court-releases-2-charged-with-homosexuality/>, accessed 6 July 2018

Erasing 76 crimes, Nigerian doctor: Homophobia boosts HIV, 2 February 2018, <https://76crimes.com/2018/02/02/nigerian-doctor-homophobia-boosts-hiv/>, accessed 5 July 2018

Erasing 76 crimes, Nigerians take to the streets to protest LGBTI killings, 29 May 2018, <https://76crimes.com/2018/05/29/nigerians-take-to-the-streets-to-protest-lgbti-killings/>, accessed 4 July 2018

Erasing 76 crimes, Police and Nigerian chief vow action against anti-gay blackmail, 12 March 2018, <https://76crimes.com/2018/03/12/police-and-nigerian-chief-vow-action-against-anti-gay-blackmail/>, accessed 6 July 2018

Erasing 76 crimes, Report: Muslim police arrest 70 Nigerian youths for 'gay' party, 2 September 2017, <https://76crimes.com/2017/09/02/report-muslim-police-arrest-70-nigerian-youths-for-gay-party/>, accessed 10 August 2018

ESSIA, Uwem, The Social Economy of Child Witch Labeling in Nigeria: The Case of Akwa Ibom State, in: Science Journal of Psychology, sjpsych-289, 15 June 2012: <http://www.sjpub.org/sjpsych/sjpsych-289.pdf>, accessed 7 June 2018

Ethnologue, Nigeria, Languages, n.d. <https://www.ethnologue.com/country/NG>, accessed 21 September 2018

EUR-Lex, Preventing and combating trafficking in human beings, Summary of: Directive 2011/36/EU on preventing and combating trafficking in human beings and protecting its victims, last update 16 January 2018, <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=legissum:jl0058>, accessed 22 May 2018

Europol, 11 Arrests And 16 Victims Safeguarded In Operation Against Sexual Exploitation Of Women, 1 February 2018, <https://www.europol.europa.eu/newsroom/news/11-arrests-and-16-victims-safeguarded-in-operation-against-sexual-exploitation-of-women>, accessed 17 May 2018

Europol, Trafficked By Voodoo Threats: One Of The Largest Operations In Europe Rescues 39 Nigerian Women, 22 March 2018, <https://www.europol.europa.eu/newsroom/news/trafficked-voodoo-threats-one-of-largest-operations-in-europe-rescues-39-nigerian-women>, accessed 17 May 2018

Europol, 12 Arrested And 4 Women Safeguarded In Spain And The Uk In Operation Against Sexual Exploitation Of Women, 21 February 2018, <https://www.europol.europa.eu/newsroom/news/12-arrested-and-4-women-safeguarded-in-spain-and-uk-in-operation-against-sexual-exploitation-of-women>, accessed 17 May 2018

EUROPOL, Situation Report, Trafficking in Human Beings in the EU, Key Findings, February 2016 <https://www.europol.europa.eu/publications-documents/trafficking-in-human-beings-in-eu>, accessed 21 May 2018

Express, 'Intrinsically opposed to medicine' Boko Haram threaten bid to contain Ebola virus, 10 August 2014, <https://www.express.co.uk/news/world/497704/Boko-Haram-Terrorism-Goodluck-Jonathan-Ebola-Africa>, accessed 28 August 2018

Ezedani, Emenike, Boko Haram Chibok Girls and All Matters Nigeria Security, 21 April 2015 <http://fliphtml5.com/zgsg/ukhx/basic/251-300>, accessed 23 August 2018

Factional Dynamics within Boko Haram, 6 July 2018, <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/2018-07-06-research-report-2.pdf>, accessed 31 August 2018

FATF (Financial Action Task Force), Terrorist Financing In West And Central Africa, October 2016 <http://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/reports/Terrorist-Financing-West-Central-Africa.pdf>, accessed 17 August 2018

FIDH (Fédération internationale des ligues de droits de l'Homme), Nigeria Les Crimes de Masse de Boko Haram, 2015, <https://www.fidh.org/IMG/pdf/nigeriabokoharam656fweb-2.pdf>, accessed 22 August 2018

FOMWAN (Federation of Muslim Women's Associations in Nigeria), Hijab – The Right of the Muslim Woman, 20 May 2017, <https://fomwan.org.ng/chapter-news/item/18-hijab-the-right-of-the-muslim-woman>, accessed 28 August 2018

Fistula Foundation, what is a Fistula, n.d. <https://www.fistulafoundation.org/what-is-fistula/>, accessed 16 July 2018

France, OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides), Rapport de mission en République fédérale du Nigeria, du 9 au 21 septembre 2016, Mission organisée par l'OFPRA avec la participation de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA), December 2016 [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/1612\\_nig\\_ffm\\_sp.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/1612_nig_ffm_sp.pdf), accessed 29 May 2018

France, OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides), Les chefferies traditionnelles au Nigeria, 6 February 2015, [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/didr\\_note\\_nigeria\\_les\\_chefferies\\_traditionnelles\\_ofpra\\_06.02.2015.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/didr_note_nigeria_les_chefferies_traditionnelles_ofpra_06.02.2015.pdf), accessed 15 May 2018

- France, OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides), Sociétés secrètes traditionnelles et confraternités étudiantes au Nigeria, 27 February 2015, [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/didr\\_note\\_nigeria\\_societes\\_secretres\\_traditionnelles\\_et\\_confraternites\\_etudiantes\\_ofpra\\_27.02.2015.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/didr_note_nigeria_societes_secretres_traditionnelles_et_confraternites_etudiantes_ofpra_27.02.2015.pdf), accessed 15 May 2018
- Freedom House, Freedom in the world 2017 – Nigeria, 31 January 2017 <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2017/nigeria>, accessed 24 August 2018
- Freedom House, Freedom in The World 2018, Nigeria, 16 January 2018 <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2018/nigeria>, accessed 7 June 2018
- Frontex, Risk Analysis for 2018, 20 February 2018 [https://frontex.europa.eu/assets/Publications/Risk\\_Analysis/Risk\\_Analysis/Risk\\_Analysis\\_for\\_2018.pdf](https://frontex.europa.eu/assets/Publications/Risk_Analysis/Risk_Analysis/Risk_Analysis_for_2018.pdf), accessed 22 May 2018.
- Frontline Defenders, Nigeria, n.d. <https://www.frontlinedefenders.org/en/location/nigeria>, accessed 11 June 2018.
- Fulton, Kaley, Nickels, Benjamin P., Africa's Pastoralists: A New Battleground for Terrorism, Africa Center for Strategic Studies, 11 January 2017, <https://africacenter.org/spotlight/africa-pastoralists-battleground-terrorism/>, accessed 18 June 2018
- GAATW (Global Alliance Against Traffic in Women), [website], n.d. <http://www.gaatw.org/>, accessed 26 June 2018
- GAATW, (Global Alliance Against Traffic in Women), International legal instruments on Trafficking, Smuggling and Migration, n.d. <http://www.gaatw.org/resources/international-instruments>, accessed 26 June 2018
- GBV Sub-Sector Working Group Nigeria, Strategy for Gender Based Violence Prevention, Mitigation and Response in the Humanitarian Context, 2017, [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/gbv\\_strategy\\_for\\_north\\_east\\_2017.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/gbv_strategy_for_north_east_2017.pdf), accessed 20 May 2018.
- Geschiere, Peter, Witchcraft and modernity: perspectives from Africa and beyond, in L. Nicolau Parés, & R. Sansi (Eds.), Sorcery in the black Atlantic, Chicago: University of Chicago Press, 2011 [https://pure.uva.nl/ws/files/1424350/113045\\_335412.pdf](https://pure.uva.nl/ws/files/1424350/113045_335412.pdf), accessed 24 July 2018
- Geschiere, Peter, Witchcraft, intimacy, and trust: Africa in comparison, 2013, Chicago: The University of Chicago Press
- Giade, Sabo Karabi, 'The Bauchi State Criminal Justice System Does Not Empowered Hisbah to File a Criminal Complaint against Offenders', in: IOSR Journal Of Humanities And Social Science (IOSR-JHSS), Volume 21, Issue 4, Ver. 06, April 2016, <http://www.iosrjournals.org/iosr-jhss/papers/Vol.%2021%20Issue4/Version-6/E0214062428.pdf>, accessed 8 August 2018
- Global Coalition to Protect Education from Attack, Education under attack 2018, [2018] [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/eua\\_2018\\_full\\_0.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/eua_2018_full_0.pdf), accessed 23 August 2018
- Global Financial Integrity, Stopping Boko Haram by Curtailing Illicit Finance, 11 June 2014 <https://www.gfintegrity.org/boko-haram-illicit-financ>, accessed 17 August 2018
- Global Fire Power, 2018 Nigeria Military Strength, n.d, [https://www.globalfirepower.com/country-military-strength-detail.asp?country\\_id=nigeria](https://www.globalfirepower.com/country-military-strength-detail.asp?country_id=nigeria) accessed 1 August 2018
- Global Security, Movement for the Emancipation of the Niger Delta (MEND), last modified 6 May 2016, <https://www.globalsecurity.org/military/world/para/mend.htm>, accessed 29 April 2018

- Global Security, Niger Delta Avengers, last modified 6 August 2016, <https://www.globalsecurity.org/military/world/para/nda.htm>, accessed 3 May 2018
- Global Security, Nigeria Christian / Muslim Conflict, last updated 17 April 2017, <https://www.globalsecurity.org/military/world/war/nigeria-1.htm>, accessed 28 August 2018
- Global Sentinel, Cultism: Top 7 confraternities in Nigeria and their history, beliefs, 5 October 2017, <https://globalsentinelng.com/2017/10/05/cultism-top-7-confraternities-nigeria-history-beliefs/>, accessed 2 June 2018
- Golden-Timsar, Rebecca, Amnesty And New Violence In The Niger Delta, Forbes, 20 March 2018, <https://www.forbes.com/sites/uhenergy/2018/03/20/amnesty-and-new-violence-in-the-niger-delta/#7cf5efa6263f>, accessed 2 May 2018.
- Guardian (The), '10,000 persons rendered homeless...', 11 November 2016 <https://guardian.ng/news/10000-persons-rendered-homeless/>, accessed 13 June 2018
- Guardian (The), 761 is not just a number, 30 January 2018, <https://guardian.ng/features/761-is-not-just-a-number/>, accessed 13 August 2018
- Guardian (The), Again, Red Scorpions blow Shell pipeline in Imo, 26 June 2016, <http://guardian.ng/news/again-red-scorpions-blow-shell-pipeline-in-imo/>, accessed 27 April 2018.
- Guardian (The), Boko Haram kept one Dapchi girl who refused to deny her Christianity, 24 March 2018 <https://www.theguardian.com/world/2018/mar/24/boko-haram-kept-one-dapchi-nigeria-girl-who-refused-to-deny-her-christianity>, accessed 28 August 2018
- Guardian (The), Boko Haram using loans to recruit members in face of crackdown, <https://www.theguardian.com/global-development/2016/may/09/boko-haram-loans-recruit-members-crackdown-nigeria-traders-spy>, accessed 12 July 2018
- Guardian (The), Boko Haram violence keeping a million children out of school, says UNICEF, 22 December 2015, <https://www.theguardian.com/world/2015/dec/22/boko-haram-violence-keeping-a-million-children-out-of-school-says-unicef>, accessed 6 August 2018.
- Guardian (The), Demolition of waterfront communities in Lagos inhuman, violation of right to dignity, says court, 30 January 2017, <https://guardian.ng/property/demolition-of-waterfront-communities-in-lagos-inhuman-violation-of-right-to-dignity-says-court/>, accessed 13 June 2018
- Guardian (The), DSS releases Daily Independent's Abuja Bureau Chief, Tony Ezimakor, 8 March 2018, <https://guardian.ng/news/dss-releases-daily-independents-abuja-bureau-chief-tony-ezimakor/>, accessed 30 September 2018
- Guardian (The), House of Rainbow: the new pink line dividing the world, 3 March 2018, <https://www.theguardian.com/world/2018/mar/04/house-of-rainbow-the-new-pink-line-dividing-the-world>, accessed 9 July 2018
- Guardian (The), Many feared killed as soldiers lay siege to Nnamdi Kanu's home, 13 September 2017, <https://guardian.ng/news/many-feared-killed-as-soldiers-lay-siege-to-nnamdi-kanus-home/>, accessed 3 July 2018
- Guardian (The), Nigeria 20 million women and girls have undergone FGM, 11 October 2016, <https://www.theguardian.com/society/2016/oct/11/fgm-nigeria-20-million-women-and-girls-undergone-female-genital-mutilation>, accessed 17 July 2018.
- Guardian (The), Nigeria's army behind countless acts of torture and 8,000 deaths, Amnesty says, 3 June 2015 <https://www.theguardian.com/world/2015/jun/03/nigeria-army-countless-acts-torture-8000-deaths-amnesty-boko-haram>, accessed 8 August 2018.

Guardian (The), Reign of terror as serial killings, cult activities hit Akure, 28 June 2017, <https://guardian.ng/news/reign-of-terror-as-serial-killings-cult-activities-hit-akure/>, accessed 4 June 2018

Guardian (The), Shell accused of fuelling violence in Nigeria by paying rival militant gangs, 3 October 2011, <https://www.theguardian.com/world/2011/oct/03/shell-accused-of-fuelling-nigeria-conflict>, accessed 2 October 2018

Guardian (The), 'We are soldiers! We will save you': how Boko Haram tricked Dapchi schoolgirls, 8 March 2018, <https://www.theguardian.com/global-development/2018/mar/08/nigeria-we-are-soldiers-we-will-save-you-how-boko-haram-tricked-dapchi-schoolgirls>, accessed 13 July 2018

Guardian (The), What next for the millions uprooted by Boko Haram? – photo essay, 5 April 2018 <https://www.theguardian.com/global-development/2018/apr/05/millions-uprooted-boko-haram-lake-chad-basin-nigeria-cameroon-niger-photo-essay>, accessed 20 August 2018

Guardian (The), Worrisome, rising cases of street cultism, 15 July 2017, <https://guardian.ng/saturday-magazine/worrisome-rising-cases-of-street-cultism/>, accessed 4 June 2018

Harvard Divinity School, Religious Literacy Project, Country Profile: Nigeria, 2016, <https://rlp.hds.harvard.edu/nigeria-overview>, accessed 31 August 2018

Harvard Divinity School, Shi'ism in Nigeria, n.d. <https://rlp.hds.harvard.edu/faq/shiism-nigeria>, accessed 31 August 2018

Harvard University, Harvard Divinity School, Religious Literacy Project, Islam in Nigeria, n.d. <https://rlp.hds.harvard.edu/faq/islam-nigeria>, accessed 3 August 2018

Hassan, Idayat and Pieri, Zacharias, The Rise and Risks of Nigeria's Civilian Joint Task Force: Implications for Post-Conflict Recovery in Northeastern Nigeria, in: Combatting Terrorism Center, Boko Haram Beyond headlines: analyses of Africa's enduring insurgency, May 2018, pp. 74-86 <https://ctc.usma.edu/app/uploads/2018/05/Boko-Haram-Beyond-the-Headlines.pdf>, accessed 29 August 2018

Higazi, Adam, et al., A Response to Jacob Zenn on Boko Haram and al-Qa'ida, in: Perspectives on Terrorism Vol 12, Issue 2, June 2018, <http://www.terrorismanalysts.com/pt/index.php/pot/article/view/703/html>, accessed 30 September 2018

Hizagi, Adam, Les origines et la transformation de l'insurrection de Boko Haram dans le Nord du Nigeria, in: Politique africaine 2013/2, no. 130, pp. 137-164, 2013, <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2013-2-page-137.htm>, accessed 30 September 2018

HRW (Human Rights Watch), Dispatches: Nigerian Military Used Excessive Force Against Shia Group, 1 August 2016 <https://www.hrw.org/news/2016/08/01/dispatches-nigerian-military-used-excessive-force-against-shia-group>, accessed 17 October 2018

HRW (Human Rights Watch), Human Rights and Islamic Law in Northern Nigeria, 21 September 2014 <https://www.hrw.org/report/2004/09/21/political-sharia/human-rights-and-islamic-law-northern-nigeria>, accessed 4 June 2018

HRW (Human Rights Watch), Nigeria: Rising Toll of Middle-Belt Violence, 28 June 2018, <https://www.hrw.org/news/2018/06/28/nigeria-rising-toll-middle-belt-violence>, accessed 3 July 2018

HRW (Human Rights Watch), Nigeria: End Repression of Shia Group, 14 December 2016, <https://www.hrw.org/news/2016/12/14/nigeria-end-repression-shia-group>, accessed 17 August 2018.

HRW (Human Rights Watch), Nigeria: Northeast Children Robbed of Education, 11 April 2016, <https://www.hrw.org/news/2016/04/11/nigeria-northeast-children-robbed-education>, accessed 12 August 2018

HRW (Human Rights Watch), Nigeria: Post-Election Violence Killed 800, 16 May 2011, <https://www.hrw.org/news/2011/05/16/nigeria-post-election-violence-killed-800>, accessed 25 September 2018

HRW (Human Rights Watch), Nigeria - The O'odua People's Congress: Fighting Violence with Violence, Vol. 15, no. 4 (A), February 2003, <https://www.hrw.org/sites/default/files/reports/nigeria0203.pdf>, accessed 27 September 2018

HRW (Human Rights Watch), "Political Shari'a"? Human Rights and Islamic Law in Northern Nigeria, VIII. The enforcement of Shari'a and the role of the hisbah, September 2004 [https://www.hrw.org/reports/2004/nigeria0904/8.htm#\\_Toc82565189](https://www.hrw.org/reports/2004/nigeria0904/8.htm#_Toc82565189), accessed 8 August 2018

HRW (Human Rights Watch), Submission by Human Rights Watch to the Committee on the Elimination of Discrimination Against Women, November 2016 [https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CEDAW/Shared%20Documents/NGA/INT\\_CEDAW\\_NGA\\_25770\\_E.pdf](https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CEDAW/Shared%20Documents/NGA/INT_CEDAW_NGA_25770_E.pdf), accessed 27 August 2018

HRW (Human Rights Watch), "Tell Me Where I Can Be Safe", The Impact of Nigeria's Same Sex Marriage (Prohibition) Act, 20 October 2016, <https://www.hrw.org/report/2016/10/20/tell-me-where-i-can-be-safe/impact-nigerias-same-sex-marriage-prohibition-act>, accessed 10 August 2018

HRW (Human Rights Watch), 'They do not own this place': Government Discrimination Against "Non-Indigenes" in Nigeria, April 2006, <https://www.hrw.org/reports/2006/nigeria0406/nigeria0406webwcover.pdf>, accessed 2 July 2018

HRW (Human Rights Watch), "Those Terrible Weeks in Their Camp", Boko Haram Violence against Women and Girls in Northeast Nigeria, 27 October 2014 [http://features.hrw.org/features/HRW\\_2014\\_report/Those\\_Terrible\\_Weeks\\_in\\_Their\\_Camp/](http://features.hrw.org/features/HRW_2014_report/Those_Terrible_Weeks_in_Their_Camp/), accessed 28 August 2018

HRW (Human Rights Watch), World Report 2017 – Nigeria, Events of 2016, 12 January 2017; <https://www.hrw.org/world-report/2017/country-chapters/nigeria>, accessed 30 July 2018

HRW (Human Rights Watch), World Report 2018 - Nigeria, 18 January 2018, [https://www.hrw.org/sites/default/files/nigeria\\_2.pdf](https://www.hrw.org/sites/default/files/nigeria_2.pdf), accessed 14 April 2018

HRW (Human Rights Watch), World Report 2018 – Nigeria, 18 January 2018 <https://www.hrw.org/world-report/2018/country-chapters/nigeria>, accessed 7 June 2018

Human Rights Watch, World Report 2018 – Nigeria, Conduct of Security Forces, 18 January 2018 <https://www.hrw.org/world-report/2018/country-chapters/nigeria>, accessed 7 June 2018

Human Rights Watch, World Report 2018, events of 2017 – Nigeria, 18 January 2018, <https://www.hrw.org/world-report/2018/country-chapters/nigeria>, accessed 5 July 2018

HURILAWS, Basic Country Report Nigeria, n.d., available at: [https://www.biicl.org/files/2160\\_basic\\_country\\_report\\_nigeria.pdf](https://www.biicl.org/files/2160_basic_country_report_nigeria.pdf), accessed 3 August 2018

Ibaba Samuel Ibaba, Terrorism in Liberation Struggles: Interrogating the Engagement Tactics of the Movement for the Emancipation of the Niger Delta, in: Perspectives on Terrorism, vol. 5, no. 3-4, 2011 <http://www.terrorismanalysts.com/pt/index.php/pot/article/view/153/html>, accessed 14 April 2018

IBTimes (International Business Times), Niger Delta militants vow to shut oil and gas plants unless Nnamdi Kanu, Sambo Dasuki released, 19 May 2016, <https://www.ibtimes.co.uk/niger-delta->

[militants-vow-shut-oil-gas-plants-unless-nnamdi-kanu-sambo-dasuki-released-1560867](#), accessed 24 May 2018

ICAT (Inter-Agency Coordination Group Against Trafficking in Persons), The Gender Dimensions Of Human Trafficking, September 2017, <http://icat.network/sites/default/files/publications/documents/ICAT-IB-04-V.1.pdf>, accessed 21 May 2018

ICC (International Criminal Court), The office of the Prosecutor, report on preliminary Examination Activities (2015), 12 November 2015, <https://www.icc-cpi.int/iccdocs/otp/otp-pe-rep-2015-eng.pdf>, accessed 8 August 2018

ICC (International Criminal Court), The Office of the Prosecutor, report on Preliminary Examination Activities (2017) – Nigeria, 4 December 2017, [https://www.icc-cpi.int/itemsDocuments/2017-PE-rep/2017-otp-rep-PE-Nigeria\\_ENG.pdf](https://www.icc-cpi.int/itemsDocuments/2017-PE-rep/2017-otp-rep-PE-Nigeria_ENG.pdf), accessed 8 August 2018

IEP, Global Terrorism Index 2015, 17 November 2015, <http://visionofhumanity.org/app/uploads/2017/04/2015-Global-Terrorism-Index-Report.pdf>, p. 4.

IEP, Global Terrorism Index 2017, 15 November 2017, <http://visionofhumanity.org/app/uploads/2017/11/Global-Terrorism-Index-2017.pdf>, p.16

IFEX, Nigerian journalist Ikechukwu Onubogu killed by gunmen, 19 November 2017 <https://www.ifex.org/nigeria/2017/11/19/journalist-onubogu-killed/>, accessed 11 June 2018

IFJ (International Federation of Journalists), Nigeria : Soldiers break in NUJ press centre in Abia State, 20 September 2017, <http://www.ifj.org/nc/news-single-view/backpid/1/article/nigeria-soldiers-invade-nuj-press-centre-in-abia-state/>, accessed 11 June 2018

Ijere, Thomas, Political Parties, Identities and Violent Conflict in Nigeria, in: International Journal of African and Asian Studies, vol. 13, 2015, available at: [https://www.researchgate.net/publication/321907138\\_Political\\_Parties\\_Identities\\_and\\_Violent\\_Conflict\\_in\\_Nigeria](https://www.researchgate.net/publication/321907138_Political_Parties_Identities_and_Violent_Conflict_in_Nigeria), accessed 17 July 2018

ILGA (International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association): Carroll, A. and Mendos, L.R., State-Sponsored Homophobia 2017: A world survey of sexual orientation laws: criminalisation, protection and recognition, May 2017, [https://ilga.org/downloads/2017/ILGA\\_State\\_Sponsored\\_Homophobia\\_2017\\_WEB.pdf](https://ilga.org/downloads/2017/ILGA_State_Sponsored_Homophobia_2017_WEB.pdf)), accessed 10 August 2018;

Independent, A'lbom Outlaws Pirates Confraternity, 32 Cults As Cultism Invades Primary Schools, 13 March 2018, <https://independent.ng/aibom-outlaws-pirates-confraternity-32-cults-as-cultism-invades-primary-schools/>, accessed 4 June 2018

Independent, Gay in Nigeria: The stark reality for LGBT people in the West African country, 23 May 2017, <https://www.independent.co.uk/life-style/love-sex/gay-nigeria-lgbt-reality-life-violence-west-africa-flee-micheal-ighodaro-us-abuse-homophobia-a7741161.html>, accessed 5 July 2018

Independent, Boko Haram: Who are the Nigerian jihadist insurgents and how are they funded?, 17 July 2018 <https://www.independent.co.uk/news/world/africa/boko-haram-who-nigeria-jihadi-terror-group-west-africa-girls-insurgents-sharia-law-a8450686.html>, accessed 20 August 2018

Independent, Paying for terrorism: Where does Boko Haram gets its money from?, 6 June 2014 <https://www.independent.co.uk/news/world/africa/paying-for-terrorism-where-does-boko-haram-gets-its-money-from-9503948.html>, accessed 30 July 2018

INEC (Independent National Electoral Commission), website, n.d. <http://www.inecnigeria.org/> accessed 17 October 2018

International Business Times, Could Ansaru leader Mamman Nur be the man behind Boko Haram split?, 12 August 2016, <https://www.ibtimes.co.uk/kaduna-state-nigeria-bans-shia-organisation-imn-calling-it-unlawful-society-1585384>, accessed 1 July 2018

International Center for Law and Religion Studies, Challenges to religious human rights and jurisprudence in Nigeria, n.d., <https://www.iclrs.org/content/blurb/files/Ajibola,%20Nigeria.pdf>, accessed 17 August 2018

International Center for Not-for-Profit Law, Civic Freedom Monitor: Nigeria, last updated 6 July 2018, <http://www.icnl.org/research/monitor/nigeria.html>, accessed 28 August 2018

International Crisis Group, Crisis Watch May 2016, [https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/database?location\[\]=28&date\\_range=custom&from\\_month=05&from\\_year=2016&to\\_month=07&to\\_year=2016](https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/database?location[]=28&date_range=custom&from_month=05&from_year=2016&to_month=07&to_year=2016), accessed 18 April 2018

International Crisis Group, Curbing Violence in Nigeria (I): The Jos Crisis, 17 December 2012, <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/curbing-violence-nigeria-i-jos-crisis>, accessed 2 July 2018

International Crisis Group, Curbing Violence in Nigeria (II): The Boko Haram Insurgency, Africa Report No 216, 3 April 2014, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/west-africa/nigeria/216-curbing-violence-in-nigeria-ii-the-boko-haram-insurgency.pdf>, accessed 3 September 2018

International Crisis Group, Curbing Violence in Nigeria (III): Revisiting the Niger Delta, Africa Report N°231, 29 September 2015, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/231-curbing-violence-in-nigeria-iii-revisiting-the-niger-delta.pdf>, accessed 14 April 2018

International Crisis Group, Double-edged Sword: Vigilantes in African Counter-insurgencies, 7 September 2017, Africa Report N° 251, <http://www.refworld.org/docid/59b68e9e4.html>, accessed 25 June 2018

International Crisis Group, Herders against Farmers: Nigeria's Expanding Deadly Conflict, Africa Report N° 252, 19 September 2017, <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/252-herders-against-farmers-nigerias-expanding-deadly-conflict>, accessed 13 June 2018

International Crisis Group, Niger and Boko Haram: Beyond Counter-insurgency, Africa Report n° 245, 27 February 2017, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/245-niger-and-boko-haram-beyond-counter-insurgency.pdf>, accessed 30 September 2018

International Crisis Group, Nigeria's Biafran Separatist Upsurge, 4 December 2015, <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/nigeria-s-biafran-separatist-upsurge>, accessed 27 September 2018

International Crisis Group, Nigeria: Growing Insecurity on Multiple Fronts, 20 July 2017, <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/nigeria-growing-insecurity-multiple-fronts>, accessed 24 May 2018

International Crisis Group, Nigeria: Seizing the Moment in the Niger Delta, Briefing no. 60, 30 April 2009, <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/nigeria-seizing-moment-niger-delta>, accessed 24 September 2018

International Crisis Group, Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups Fighting Boko Haram, Africa Report N°244, 23 February 2017, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/244-watchmen-of-lake-chad-vigilante-groups-fighting-boko-haram.pdf>, accessed 25 September 2018

Interpol, the Nigeria Police Force, n.d., <http://www.interpol.int/Member-countries/Africa/Nigeria>, accessed 1 June 2018

Intersociety (International Society for Civil Liberties & the Rule of Law), 250 Killed In 2 Months & 2000 Recorded Since Jan 2018 In Renewed Anti Christian Violence In Nigeria, 16 September 2018,



<http://intersociety-ng.org/site-administrator/downloads/category/4-intersociety-advocacy-news?download=646:250-killed-in-2-months-2000-recorded-since-jan-2018-in-renewed-anti-christian-violence-in-nigeria>, accessed 17 October 2018

IOM (International Organization for Migration), and Nigeria, National Migration Policy 2015, 2015 [http://publications.iom.int/system/files/pdf/national\\_migration\\_policy\\_2015.pdf](http://publications.iom.int/system/files/pdf/national_migration_policy_2015.pdf), accessed 21 May 2015

IOM (International Organization for Migration), Mediterranean Arrivals Near Record 600,000, [13 October 2015] <http://www.iom-nederland.nl/nl/78-algemeen/505-mediterranean-arrivals-near-record-600-000>, accessed 22 May 2018

IOM (International Organization for Migration), Returning to Nigeria – Country Information Sheet, 2015, <https://malta.iom.int/sites/default/files/2015%20Documents/Publications/Returning%20to%20Nigeria%20Country%20Information%20Sheet.pdf>, accessed 27 August 2018

IOM (International Organization for Migration), The Causes and Consequences of Re-trafficking: Evidence from the IOM Human Trafficking Database, 2010, [https://publications.iom.int/system/files/pdf/causes\\_of\\_retrafficking.pdf](https://publications.iom.int/system/files/pdf/causes_of_retrafficking.pdf), accessed 4 June 2018.

IOM (International Organization for Migration), World Migration report 2018, November 2017 [http://publications.iom.int/system/files/pdf/wmr\\_2018\\_en.pdf](http://publications.iom.int/system/files/pdf/wmr_2018_en.pdf), accessed 21 May 2018

IPI (International Press Institute), NTA cameraman killed in Nigeria, Islamist terror group Boko Haram believed to be responsible, 24 October 2011, <https://ipi.media/nta-cameraman-killed-in-nigeria/>, accessed 11 June 2018

IPI (International Press Institute), Nigerian media seek to cope with Boko Haram threat, 28 July 2015, <https://ipi.media/nigerian-media-seek-to-cope-with-boko-haram-threat/>, accessed 11 June 2018

IPOB Government, Welcome to IPOB Government, n.d., <https://www.ipobgovernment.org/>, accessed 24 May 2018

Ireland, Refugee Documentation Centre, Legal Aid Board, Nigeria, 24 May 2017, available at: <https://coi.easo.europa.eu/administration/ireland/PLib/143544.pdf>, accessed 17 May 2018.

IRIN, Nigeria fails to come to grips with separatist "New Biafra", 16 December 2016, <https://www.irinnews.org/analysis/2016/12/16/nigeria-fails-come-grips-separatist-%E2%80%9Cnew-biafra%E2%80%9D>, accessed 17 October 2018

IRIN News, Nigeria wakes up to its growing vigilante problem, 9 May 2017 <https://www.irinnews.org/analysis/2017/05/09/nigeria-wakes-its-growing-vigilante-problem>, accessed 29 August 2018.

IRIN, Nigeria fails to come to grips with separatist "New Biafra", 16 December 2016, <https://www.irinnews.org/analysis/2016/12/16/nigeria-fails-come-grips-separatist-%E2%80%9Cnew-biafra%E2%80%9D>, accessed 17 October 2018

IRIN, The deadly conflict tearing Nigeria apart (and it's not Boko Haram), 13 June 2017, <http://www.irinnews.org/analysis/2017/06/13/deadly-conflict-tearing-nigeria-apart-and-it%E2%80%99s-not-boko-haram>, accessed 3 July 2018

Irish Times (The), Inside the headquarters of Boko Haram's former caliphate, 12 July 2017 <https://www.irishtimes.com/news/world/africa/inside-the-headquarters-of-boko-haram-s-former-caliphate-1.3150902>, accessed 20 August 2018

Irish Times (The), Nigeria's Boko Haram-fighting vigilantes losing heart, 7 August 2017, <https://www.irishtimes.com/news/world/africa/nigeria-s-boko-haram-fighting-vigilantes-losing-heart-1.3179531>, accessed 7 August 2018

- ISS (Institute for Security Studies), Factional Dynamics within Boko Haram, July 2018 <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/2018-07-06-research-report-2.pdf>, accessed 20 August 2018
- ISS (Institute for Security Studies), How Boko Haram specifically targets displaced people, 6 December 2017, <https://issafrica.org/research/policy-brief/how-boko-haram-specifically-targets-displaced-people>, accessed 3 August 2018
- ISS (Institute for Security Studies), Despite its divisions, Boko Haram is no weaker, 5 June 2018, <https://issafrica.org/iss-today/despite-its-divisions-boko-haram-is-no-weaker>, accessed 13 July 2018.
- ISS (Institute for Security Studies), Refugees are Boko Haram's latest soft target, 18 April 2018, [https://issafrica.org/iss-today/refugees-are-boko-harams-latest-soft-target?utm\\_source=BenchmarkEmail&utm\\_campaign=ISS\\_Today&utm\\_medium=email](https://issafrica.org/iss-today/refugees-are-boko-harams-latest-soft-target?utm_source=BenchmarkEmail&utm_campaign=ISS_Today&utm_medium=email), accessed 2 August 2018
- Iziengbe, Omoregie P., 'The Economy Of International Prostitution In Benin And The Place Of "Purray Boys"', in: Human Trafficking for Sexual Exploitation in Nigeria, IFRA Nigeria and France, pp. 5-25, [2017] <https://www.ifra-nigeria.org/files/83/Human-Trafficking/122/Report-:-Human-Trafficking-for-Sexual-Exploitation-in-Nigeria.pdf>, accessed 21 May 2018
- Jamestown Foundation, Nigeria Expands Its 'War on Terrorism' to the Niger Delta, in: Terrorism Monitor, Vol. 14, Issue 18, 16 September 2016, <https://jamestown.org/program/nigeria-expands-its-war-on-terrorism-to-the-niger-delta/>, accessed 27 April 2018
- Jamestown Foundation, The Niger Delta Avengers: A New Threat to Oil Producers in Nigeria, in: Terrorism Monitor, Vol. 14, issue 12, 13 June 2016 [https://jamestown.org/wp-content/uploads/2016/06/TM\\_June\\_13\\_2016\\_02.pdf?x87069](https://jamestown.org/wp-content/uploads/2016/06/TM_June_13_2016_02.pdf?x87069), accessed 19 April 2018
- Jamestown Foundation, 'The Niger Delta: Will Restarting Amnesty Payments Ease the Conflict?', in: Terrorism Monitor, Vol. 14, Issue 20, 14 October 2016, <https://jamestown.org/program/niger-delta-will-restarting-amnesty-payments-ease-conflict/>, accessed 2 May 2018
- Japan Times, Two suicide bombers kill four in north Nigeria mosque in town ravaged by Boko Haram, 23 April 2018, <https://www.japantimes.co.jp/news/2018/04/23/world/two-suicide-bombers-kill-four-north-nigeria-mosque-town-ravaged-boko-haram/#.W4OrgOgzZjU>, accessed 27 August 2018
- Jayeola-Omoyeni, M.S., Oyetade, Eunice M., Omoyeni, J.O., Witchcraft in the 20th and 21st centuries in Nigeria: an analysis, in: European Scientific Journal vol.11, No.28, October 2015, <https://eujournal.org/index.php/esj/article/download/6396/6147>, accessed 6 June 2018
- Jeune Afrique, Lac Tchad: un soldat tchadien et vingt jihadistes tués dans des affrontements avec Boko Haram, 24 March 2018 <http://www.jeuneafrique.com/545554/politique/lac-tchad-un-soldat-tchadien-et-vingt-jihadistes-tues-dans-des-affrontements-avec-boko-haram/>, accessed 20 August 2018
- Jihad Watch, Nigeria: Muslims murder eight people as "apostates who have left the fold of Islam", 13 July 2017, <https://www.jihadwatch.org/2017/07/nigeria-muslims-murder-eight-people-as-apostates-who-have-left-the-fold-of-islam>, accessed 6 August 2018
- JONAPWD (Joint National Association of Persons with Disability), JONAPWD at a glance..., n.d. <http://www.jonapwd.org/index.html>, accessed 22 June 2018
- Kazir, Kapeh K. A., Vigilantes in Counterinsurgencies: Nigerian Civilian Joint Task Force in Perspective, 2017, <http://publications.armywarcollege.edu/pubs/3437.pdf>, accessed 28 August 2018
- Lang, Raymond, Upah, Lucy, Scoping Study: Disability issues in Nigeria, April 2008, [https://www.ucl.ac.uk/lc-ccr/downloads/scopingstudies/dfid\\_nigeriareport](https://www.ucl.ac.uk/lc-ccr/downloads/scopingstudies/dfid_nigeriareport), accessed 22 June 2018

Leadership, Traditional rulers flay homosexuality, gay marriages, 27 January 2018, <https://leadership.ng/2018/01/27/traditional-rulers-flay-homosexuality-gay-marriages/>, accessed 6 July 2018

Legal Naija, The Child Rights Act And Need For Stricter Enforcement, [27 May 2018] <http://www.legalnaija.com/2018/05/the-child-rights-act-and-need-for.html>, accessed 4 June 2018

Legal Naija, Legal Rights of the Nigerian Child, [2014] <http://www.legalnaija.com/2014/01/legal-rights-of-nigerian-child.html>, accessed 4 June 2018

Long War Journal, Nigerian Taliban leader killed in custody, 31 July 2009 [https://www.longwarjournal.org/archives/2009/07/nigerian\\_taliban\\_lea.php](https://www.longwarjournal.org/archives/2009/07/nigerian_taliban_lea.php), accessed 23 August 2018

Mahmood, O.S. and Ani, N.C., Factional Dynamics within Boko Haram, 6 July 2018, <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/2018-07-06-research-report-2.pdf>, accessed 2 August 2018

Mail Online, Boko Haram jihadist slaughters 50 worshippers after blowing himself up during morning prayers inside a Nigerian mosque, 21 November 2017 <http://www.dailymail.co.uk/news/article-5103709/Suicide-bomber-kills-50-Nigeria-mosque.html>, accessed 24 August 2018.

Makinde, Olusesan Ayodeji, Olaleye, Olalekan, et al, Baby Factories in Nigeria, in: Starting the Discussion Toward a National Prevention Policy, Trauma, Violence, & Abuse 2017, Vol. 18(1), pp. 98-105, 2017, <http://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/1524838015591588>, accessed 4 June 2018

Martin, G., Kruger, A., Nigerian Armed Forces, DefenceWeb, 7 October 2013, [http://www.defenceweb.co.za/index.php?option=com\\_content&view=article&id=32118:nigerian-armed-forces](http://www.defenceweb.co.za/index.php?option=com_content&view=article&id=32118:nigerian-armed-forces) accessed 25 June 2018

Matfess, H., Women and the War on Boko Haram- Wives, Weapons, Witnesses, 15 November 2017, ZED Books.

Mercy Corps, Motivations And Empty Promises, Voices of Former Boko Haram Combatants and Nigerian Youth, April 2016, [https://www.mercycorps.org/sites/default/files/Motivations%20and%20Empty%20Promises\\_Mercy%20Corps\\_Full%20Report\\_0.pdf](https://www.mercycorps.org/sites/default/files/Motivations%20and%20Empty%20Promises_Mercy%20Corps_Full%20Report_0.pdf), accessed 21 August 2018

Mercy Corps, USAID, Northeast Nigeria Joint Livelihood and Market recovery assessment, 2017, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Northeast%20Nigeria%20Joint%20LMRA%202017.pdf>, accessed 13 July 2018

Metz, H. C. (ed.), Nigeria: A Country Study. Washington: GPO for the Library of Congress, 1991, <http://countrystudies.us/nigeria/>, accessed 17 August 2018

Minority Rights Group International, Nigeria - Tiv, updated January 2018, <http://minorityrights.org/minorities/tiv/>, accessed 4 May 2018

Minority Rights Group International, Nigeria, updated January 2018, <http://minorityrights.org/country/nigeria/>, accessed 16 August 2018

Minority Rights International, Nigeria - Delta minorities, updated January 2018, <http://minorityrights.org/minorities/delta-minority-groups/>, accessed 11 May 2018

MOSOP (Movement for the Survival of the Ogoni People), About MOSOP, n.d., <http://mosop.org.ng/> accessed 13 August 2018

MSF (Médecins Sans Frontières), Nigeria: Providing Much-Needed Care in Isolated Enclaves, 17 January 2018, <https://www.doctorswithoutborders.org/what-we-do/news-stories/news/nigeria-providing-much-needed-care-isolated-enclaves>, accessed 28 August 2018

- MSF (Médecins Sans Frontières), Death Toll rising in Rann attack, 19 January 2017, <https://www.msf.org/nigeria-death-toll-rising-rann-attack>, accessed 7 August 2018
- Mustapha, Abdul Raufu, Exploring 15 years of Sharia implementation in northern Nigeria, Policy Brief No.1, The Sharia Courts, p. 5, October 2016  
<https://www.qeh.ox.ac.uk/sites/www.odid.ox.ac.uk/files/Sharia%20-%20POLICY%20BRIEF%20ONE%20Final%20Version.pdf>, accessed 6 August 2018
- Mustapha, Abdul Raufu, Sharia Implementation in Northern Nigeria Over 15 Years, Policy Brief No.2, The Case of Hisbah, October 2016,  
<https://www.qeh.ox.ac.uk/sites/www.odid.ox.ac.uk/files/Sharia%20-%20POLICY%20BRIEF%20TWO%20Final%20Version.pdf>, accessed 8 August 2018
- Nagarajan, Chitra, gender Assessment of Northeast Nigeria, June 2017,  
[https://www.academia.edu/35870632/Gender\\_Assessment\\_of\\_Northeast\\_Nigeria](https://www.academia.edu/35870632/Gender_Assessment_of_Northeast_Nigeria), accessed 30 September 2018
- Nanjwan, Josephine Dasel and David, Bassey Enya, Legislation and Adjustments for Persons with Disabilities in Southern Senatorial District in Cross River State, Nigeria, in: Public Policy and Administration Research, vol. 4, no. 5, 2014,  
<http://www.iiste.org/Journals/index.php/PPAR/article/viewFile/13073/13392>, accessed 22 June 2018
- Nation (The), Extortion: Police arrest SARS operative in Lagos, 18 May 2018  
<http://thenationonlineng.net/extortion-police-arrest-sars-operative-in-lagos/>, accessed 13 August 2018
- Nation (The), Police sanction 16 personnel for professional misconduct, 6 November 2017  
<http://thenationonlineng.net/police-sanction-16-personnel-for-professional-misconduct/>, accessed 13 August 2018
- Nation (The), Ritual Killing, 17 November 2017, <http://thenationonlineng.net/ritual-killing/>, accessed 23 September 2018
- Nation online (The), Mass marriage, 16 August 2017, <http://thenationonlineng.net/mass-marriage/>, accessed 13 August 2018
- National Assembly, Trafficking in Persons (Prohibition) Enforcement and Administration Act, 2015, 26 March 2015, <https://nass.gov.ng/document/download/7857>, accessed 4 June 2018
- National Geographic, Nigeria's Boko Haram: Who Are They and What Do They Want?, 8 May 2014  
<https://news.nationalgeographic.com/news/2014/05/140507-boko-haram-nigeria-borno-state-maiduguri-mohammed-yusuf-abubakar-shekau-goodluck-jonathan-world/>, accessed 15 May 2018
- National Geographic, Nigeria's Boko Haram: Who Are They and What Do They Want?, 8 May 2014  
<https://news.nationalgeographic.com/news/2014/05/140507-boko-haram-nigeria-borno-state-maiduguri-mohammed-yusuf-abubakar-shekau-goodluck-jonathan-world/>, accessed 15 July 2018
- National Helm, Two Ladies Exonerated By Moral Police After Being Accused Of Lesbianism, 16 July 2018  
<https://www.nationalhelm.co/2018/07/two-ladies-exonerated-by-kano-hisbah-board-after-being-accused-of-lesbianism.html>, accessed 13 August 2018
- National Population Commission of Nigeria, UNICEF Nigeria, and the U.S. Centers for Disease Control and Prevention. Violence Against Children in Nigeria: Findings from a National Survey 2014, 2016  
[http://www.togetherforgirls.org/wp-content/uploads/2017/09/2014\\_Nigeria\\_Findings-from-a-Violence-Against-Children-Survey\\_fullreport.pdf](http://www.togetherforgirls.org/wp-content/uploads/2017/09/2014_Nigeria_Findings-from-a-Violence-Against-Children-Survey_fullreport.pdf), accessed 4 June 2018
- NATO (North Atlantic Treaty Organisation), Soft Target Protection, Description, 29 May 2018  
[https://www.nato.int/cps/en/natohq/news\\_154976.htm](https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_154976.htm), accessed 20 August 2018

- NBC news, Bloody Toll: Boko Haram Behind Deadliest Killing Spree Since 9/11, 13 June 2014 <https://www.nbcnews.com/storyline/missing-nigeria-schoolgirls/bloody-toll-boko-haram-behind-deadliest-killing-spree-9-11-n130206>, accessed 27 August 2018
- New Telegraph, Ritual killings: The story of pain, depravity, 2 September 2017, <https://newtelegraphonline.com/2017/09/ritual-killings-story-pain-depravity/>, accessed 6 June 2018
- New York Times (The) [subscription based], Wielding Fire, Islamists Target Nigeria Schools, 25 March 2012, [https://www.nytimes.com/2012/03/26/world/africa/in-nigeria-boko-haram-targets-schools.html?\\_r=1&partner=rss&emc=rss&mtrref=undefined&gwh=17D7AF6552128646C51B3C0AA1BA0D2B&gwt=pay](https://www.nytimes.com/2012/03/26/world/africa/in-nigeria-boko-haram-targets-schools.html?_r=1&partner=rss&emc=rss&mtrref=undefined&gwh=17D7AF6552128646C51B3C0AA1BA0D2B&gwt=pay), accessed 7 August 2018.
- New York Times (The), [subscription based], Gunmen Kill Nigerian Polio Vaccine Workers in Echo of Pakistan Attacks, 8 February 2013, <https://www.nytimes.com/2013/02/09/world/africa/in-nigeria-polio-vaccine-workers-are-killed-by-gunmen.html>, accessed 28 August 2018
- New York Times (The) [subscription based], Inside the Vigilante Fight Against Boko Haram, <https://www.nytimes.com/2014/11/09/magazine/inside-the-vigilante-fight-against-boko-haram.html>, accessed 14 August 2018
- New York Times (The) [subscription based], Nigeria's Internal Struggles, 23 March 2015, <https://www.nytimes.com/2015/03/24/opinion/nigerias-internal-struggles.html>, accessed 7 July 2018
- New York Times (The) [subscription based], Nigerian Jet Mistakenly Bombs Refugee Camp, Killing Scores, 17 January 2017 <https://www.nytimes.com/2017/01/17/world/africa/nigerian-jet-mistakenly-bombs-refugee-camp-killing-dozens.html>, accessed 7 August 2018
- NewEurope, Ritual killings in Nigeria on the rise, 9 August 2017 <https://www.neweurope.eu/article/ritual-killings-nigeria-rise/>, accessed 6 June 2018
- News 24, 3 UN workers among 11 killed in Boko Haram attack in Nigeria, 2 March 2018 <https://www.news24.com/Africa/News/3-un-workers-among-11-killed-in-boko-haram-attack-in-nigeria-20180302>, accessed 28 August 2018
- News Deeply, Starved and Beaten: The Cost of Refusing to Be a Boko Haram Bomber, 28 November 2017, [https://www.newsdeeply.com/womenandgirls/articles/2017/11/28/starved-and-beaten-the-cost-of-refusing-to-be-a-boko-haram-bomber?utm\\_source=News+Deeply+Content+Partners&utm\\_campaign=798dd096b3-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2017\\_09\\_13&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_d32d258b92-798dd096b3-117780833](https://www.newsdeeply.com/womenandgirls/articles/2017/11/28/starved-and-beaten-the-cost-of-refusing-to-be-a-boko-haram-bomber?utm_source=News+Deeply+Content+Partners&utm_campaign=798dd096b3-EMAIL_CAMPAIGN_2017_09_13&utm_medium=email&utm_term=0_d32d258b92-798dd096b3-117780833), accessed 20 August 2018.
- News24, Boko Haram Gathers New Recruits in Cameroon, 8 August 2014, <https://www.news24.com/Africa/News/Boko-Haram-gathers-new-recruits-in-Cameroon-20140808>, accessed 1 August 2018.
- Newsweek, Nigeria Declares Biafra Group a 'Terrorist' Organization as Civil War Fears Grow, 15 September 2017, <http://www.newsweek.com/nigeria-biafra-ipob-nnamdi-kanu-665943>, accessed 24 May 2018
- Newsweek, Nigeria: 53 People Charged for 'Same-Sex Marriage Conspiracy', 20 April 2017, <http://www.newsweek.com/nigeria-same-sex-marriage-586746>, accessed 15 June 2018
- Newsweek, President Buhari Calls Pro-Biafra Nnamdi Kanu's Acts 'Treasonable', 21 December 2015 <https://www.newsweek.com/president-buhari-angered-biafra-leader-nnamdi-kanus-treasonable-acts-410454>, accessed 8 August 2018

Newsweek, Who is Tompolo, the Niger Delta Kingpin Wanted for Corruption?, 19 January 2016 <http://www.newsweek.com/who-tompolo-niger-delta-kingpin-wanted-corruption-417130>, accessed 14 April 2018

[New York Post, New Boko Haram leader vows war on Christians, 4 August 2016, https://nypost.com/2016/08/04/new-boko-haram-leader-vows-to-bomb-churches-not-mosques/](https://nypost.com/2016/08/04/new-boko-haram-leader-vows-to-bomb-churches-not-mosques/), accessed 17 October 2018

NHRC (National Human Rights Commission), Alleged Invasion; NHRC Charges Military On Rules Of Engagement, Press release 13 September 2017, [https://www.nigeriarights.gov.ng/read\\_more\\_press\\_release.php?newsid=46](https://www.nigeriarights.gov.ng/read_more_press_release.php?newsid=46)

NHRC (National Human Rights Commission), Annual Report 2016, 16 June 2017, <https://www.nigeriarights.gov.ng/downloads/NHRC%202016%20ANNUAL%20REPORT.pdf>, accessed 3 May 2018

Niger Delta Avengers, Happy Doomed Year Nigeria; Get Ready For Operation Bringing Down FPSO, 17 January 2018, <http://www.nigerdeltaavengers.org/2018/01/happy-doomed-year-nigeria-get-ready-for.html> accessed 26 May 2018

Niger Delta Avengers, Home, n.d. <http://www.nigerdeltaavengers.org/> accessed 26 May 2018

Nigeria Communications Week, FG Orders Military to Monitor Nigerians on Social Media, 24 August 2017, <http://nigeriacommunicationsweek.com.ng/fg-orders-military-to-monitor-nigerians-on-social-media/>, accessed 4 June 2018

Nigeria Infopedia, Niger Delta States: full list, n.d., <https://www.nigerianinfopedia.com/niger-delta-states-full-list/>, accessed 11 May 2018

Nigeria Lawyer, Human Rights Activist, Professor Maurice Fagnon Arrested By Force CID, Abuja, 22 July 2017, <http://thenigerialawyer.com/human-rights-activist-professor-maurice-fagnon-arrested-by-force-cid-abuja/>, accessed 13 June 2018

Nigeria Watch, About us, n.d. <http://www.nigeriawatch.org/index.php?html=10>, accessed 28 May 2018

Nigeria Watch, Seventh report on violence in Nigeria, 2017, <http://www.nigeriawatch.org/media/html/NW-Report2017.pdf>, accessed 6 June 2018

Nigeria Watch, Sixth report on violence in Nigeria, 2016, <http://www.nigeriawatch.org/media/html/NGA-Watch-Report16V7.pdf>, accessed 6 June 2018

Nigeria, Act No. 26 of 2003, Child's Rights Act, A Bill For An Act To Provide And Protect The Right Of The Nigerian Child And Other Related Matters, 2003, <https://nass.gov.ng/document/download/5907>, accessed 17 July 2018

Nigeria, Constitution of the Federal Republic of Nigeria, 1999, <http://www.nigeria-law.org/ConstitutionOfTheFederalRepublicOfNigeria.htm>, accessed 16 August 2018.

Nigeria, Criminal Code Act [Amended Version of 1990], 1 June 1916, <http://www.nigeria-law.org/Criminal%20Code%20Act-Tables.htm>, accessed 5 July 2018

Nigeria, Criminal Procedures Act, 1990, [http://www.wipo.int/wipolex/en/text.jsp?file\\_id=218192](http://www.wipo.int/wipolex/en/text.jsp?file_id=218192), accessed 3 August 2018

Nigeria, Cybercrimes (Prohibition, Prevention, Etc) Act, 2015, [2015] <http://lawnigeria.com/LawsOfTheFederation/Cyber-Crime-Act,-2015.html>, accessed 7 June 2018

Nigeria, Ending Violence against Children in Nigeria, A Year of Action Progress Report on the Implementation of Priority Actions to End Violence against Children, 2015-2016, October 2016

<http://www.togetherforgirls.org/wp-content/uploads/2017/08/2015-2016-Ending-Violence-Against-Children-Nigeria-Progress-report.pdf>, accessed 4 June 2018

Nigeria, Federal Ministry of Petroleum Resources, National Petroleum Policy, Nigeria Government Policy and Actions, Environmental Impact of Petroleum on the Niger Delta, 2017

<http://www.7bigwins.com/wp-content/uploads/2017/07/National-Petroleum-Policy-Approved-by-FEC-in-July-2017.pdf>, accessed 2 October 2018

Nigeria, Federal Ministry of Education, National Policy on Special needs Education I Nigeria, 2015, [http://www.education.gov.ng/images/docs/news/special\\_needs.pdf](http://www.education.gov.ng/images/docs/news/special_needs.pdf), accessed 22 June 2018

Nigeria, Federal Ministry of Justice, Constitution of the Federal Republic of Nigeria, art. 33, 1999 <http://www.justice.gov.ng/index.php/laws/constitution>, accessed 3 August 2018

Nigeria, Government of Akwa Ibom State, (AKSG), The Akwa Ibom State Child Rights Law, 2008 [http://www.aksgonline.com/child\\_rights\\_law.aspx](http://www.aksgonline.com/child_rights_law.aspx), accessed 23 July 2018

Nigeria, Government of Akwa Ibom State, AKSG Recognises 230 Traditional Rulers, 11 March 2018, <https://akwaibomstate.gov.ng/2018/03/11/aksg-recognises-230-traditional-rulers>, accessed 5 June 2018

Nigeria, Law Nigeria, Anti-Torture Act 2017, 29 December 2017

<http://laws.lawnigeria.com/2018/05/10/lfn-anti-torture-act-2017/>, accessed 9 August 2018

Nigeria, Ministry Of Women Affairs And Social Development, Child Protection System Strengthening Mapping & Assessment Kaduna State Report, July 2014

<http://www.socialserviceworkforce.org/system/files/resource/files/Report%20of%20the%20Mapping%20and%20Assessment%20of%20Child%20Protection%20Systems%20in%20Kaduna%20State%20Nigeria.pdf>, accessed 1 June 2018

Nigeria, NAPTIP, About NAPTIP, 26 May 2017, <https://www.naptip.gov.ng/?p=419>, accessed 4 June 2018

Nigeria, NAPTIP, Man Bags Four Years Imprisonment For Human Trafficking, 7 May 2018

<https://www.naptip.gov.ng/?p=1740>, accessed 17 May 2018

Nigeria, NAPTIP, NAPTIP, British and Spanish Operatives Burst EIYE Confraternity Human Trafficking Gang ... Rescues 39 Victims of Sex Exploitation in Spain, 24 March 2018,

<https://www.naptip.gov.ng/?p=1695>, accessed 5 June 2018

Nigeria, NAPTIP, Research and Programme Development Department, 2016 Data Analysis Report, [2017] <https://www.naptip.gov.ng/wp-content/uploads/2017/05/2016-Data-Analysis-1.pdf>, accessed 17 May 2018

Nigeria, NAPTIP, Research and Programme Development Department, 2017 Data Analysis Report, [2018] <https://www.naptip.gov.ng/wp-content/uploads/2018/06/2017-DATA-ANALYSIS-FINAL.pdf>, accessed 4 June 2018

Nigeria, NAPTIP, NAPTIP Seals Up Baby Factory In Abuja, 12 February 2018

<https://www.naptip.gov.ng/?p=1668>, accessed 4 June 2018

Nigeria, National Guidelines And Referral Standards On Gender Based Violence In Nigeria,

[http://naca.gov.ng/sbccvch/sites/default/files/GBV\\_NATL\\_GUIDELINES\\_and\\_REFERRAL\\_STANDARDS-%5B1%5D.pdf](http://naca.gov.ng/sbccvch/sites/default/files/GBV_NATL_GUIDELINES_and_REFERRAL_STANDARDS-%5B1%5D.pdf), accessed 16 July 2018

Nigeria, NBS (National Bureau of Statistics), Population of Nigeria [est. 2016], available at:

<http://nigeria.opendataforafrica.org/crhsjdg/population-of-nigeria-2016>, accessed 30 September 2018

Nigeria, NBS (National Bureau of Statistics)/UNICEF (United Nations Children's Fund). 2017 Multiple Indicator Cluster Survey (MICS), 2016-17 Survey Findings Report, February 2018, available at: [https://www.unicef.org/nigeria/NG\\_publications\\_mics\\_201617feb2018.pdf](https://www.unicef.org/nigeria/NG_publications_mics_201617feb2018.pdf), accessed 23 September 2018

Nigeria, Nigerians With Disability Decree 1993, available at: <http://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/56134/97302/F1427377159/NGA56134.pdf>, accessed 22 June 2018

Nigeria, Robbery and Firearms Decree 1984, available at: <http://lawnigeria.com/LawsoftheFederation/ROBBERY-AND-FIREARMS-%28SPECIAL-PROVISIONS%29-ACT.html>, accessed 3 August 2018

Nigeria, Same Sex Marriage (Prohibition) Act, 2014, An Act to prohibit a marriage contract or civil union entered into between persons of same sex, solemnization of same; and for related matters, January 2014, <http://www.lawnigeria.com/LawsoftheFederation/Same-Sex-Marriage-Prohibition-Act,-2014.html>, accessed 4 July 2018

Nigeria, Secret Cult and Cult Related Activities (Prohibition) Bill, 2004, <https://nass.gov.ng/document/download/800>, accessed 28 May 2018

Nigeria, The Child Rights Act (Enforcement Procedure) Rules 2015 – The Federal Capital Territory, Abuja, 8 July 2015, <http://www.fcthighcourt.gov.ng/download/PRACTICE-AND-PROCEDURE/The-Child-Right-Act.compressed.pdf>, accessed 4 June 2018

Nigeria, Violence Against Persons (Prohibition) Act (VAPP), 2015, <https://www.naptip.gov.ng/wp-content/uploads/2017/05/Violence-Against-Persons-Prohibition-Act-2015-1.pdf>, accessed 16 July 2018

Nigeria, Violence against Persons (Prohibition) Act (VAPP), May 2015, <http://www.lawnigeria.com/LawsoftheFederation/Violation-Against-Persons-%28Prohibition%29-Act,-2015.html>, accessed 6 July 2018

Nigerian Bulletin, IPOB Violence: Tension in Northern Nigeria as Igbos Fear Reprisal Attacks, 16 September 2017, <https://www.nigerianbulletin.com/threads/ipob-violence-tension-in-northern-nigeria-as-igbos-fear-reprisal-attacks.244103/>, accessed 24 May 2018

Nigerian Bulletin, Ogboni Fraternity Want To Kill Me For Destroying Their Shrine - Lagos Pastor Cries Out, 1 December 2017, <https://www.nigerianbulletin.com/threads/ogboni-fraternity-want-to-kill-me-for-destroying-their-shrine-lagos-pastor-cries-out.252278/>, accessed 5 June 2018

Nigerian Observer (The), Another gay man lynched in Benin, 3 May 2018, <http://nigerianobservernews.com/2018/05/another-gay-man-lynched-in-benin/>, accessed 9 July 2018

Nmehielle, Vincent O., 'Sharia Law in the Northern States of Nigeria: To Implement or not To Implement, the Constitutionality is the Question', in: Human Rights Quarterly, no. 26(3), August 2004, [https://www.researchgate.net/publication/236729405\\_Sharia\\_Law\\_in\\_the\\_Northern\\_States\\_of\\_Nigeria\\_To\\_Implement\\_or\\_Not\\_to\\_Implement\\_the\\_Constitutionality\\_is\\_the\\_Question](https://www.researchgate.net/publication/236729405_Sharia_Law_in_the_Northern_States_of_Nigeria_To_Implement_or_Not_to_Implement_the_Constitutionality_is_the_Question), accessed 28 August 2018.

Nnamdi Obasi, Nigeria: How To Solve A Problem Like Biafra, African Arguments, 29 May 2017, <http://africanarguments.org/2017/05/29/nigeria-how-to-solve-a-problem-like-biafra/>, accessed 18 May 2018

Nnamdi Obasi, Nigeria's Biafran Separatist Upsurge, International Crisis Group [blog], 4 December 2015, <http://blog.crisisgroup.org/africa/nigeria/2015/12/04/nigerias-biafran-separatist-upsurge/>, accessed 27 September 2018



- Norway, Foreign Affairs, States that have endorsed the Safe Schools Declaration, last updated 24 July 2018 [https://www.regjeringen.no/en/topics/foreign-affairs/development-cooperation/safeschools\\_declaration/id2460245/](https://www.regjeringen.no/en/topics/foreign-affairs/development-cooperation/safeschools_declaration/id2460245/), accessed 27 August 2018
- Norway, Landinfo, Respons: Nigeria: Niger Delta Avengers, 21 June 2016, [https://landinfo.no/asset/3373/1/3373\\_1.pdf](https://landinfo.no/asset/3373/1/3373_1.pdf), accessed 19 April 2018
- Norway, Landinfo, Temanotat, Nigeria: Returforhold for kvinner som har arbeidet i prostitusjon i Europa, 20 March 2017 <https://landinfo.no/wp-content/uploads/2018/03/Nigeria-Returforhold-for-kvinner-som-har-arbeidet-i-prostitusjon-i-Europa-20032017.pdf>, accessed 17 May 2018
- Nostringsng, Asaba Arrest: Youths stand trial in court on grounds of homosexuality, 27 June 2018, <https://nostringsng.com/youths-trial-court-homosexuality-asaba/>, accessed 4 July 2018
- Nostringsng, Nigeria: Police arrest over 100 alleged gay and lesbians, 11 June 2018, <https://nostringsng.com/police-arrest-alleged-gay-lesbians/>, accessed 4 July 2018
- NPC (National Population Commission) Nigeria, Demographic and Health Survey 2013, <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/fr293/fr293.pdf>, accessed 17 July 2018.
- Nwauche, Enyinna S., 'The Nigerian police force and the enforcement of religious criminal law', in: African Human Rights Law Journal, vol.14, pp. 203-216, 2014 <http://www.saflii.org/za/journals/AHRLJ/2014/12.pdf>, accessed 5 August 2018
- Oasis Magazine, Udom Outlaws Secret Cults, Societies In Akwa Ibom, 14 March 2018, <https://oasismagazine.com.ng/2018/03/udom-outlaws-secret-cults-societies-in-akwa-ibom/>, accessed 4 June 2018
- Observers (The), Nigeria: Boko Haram targets and kills members of citizen patrol, 30 March 2018, <http://observers.france24.com/en/20180330-nigeria-boko-haram-targets-murders-members-citizen-patrol>, accessed 3 August 2018.
- OCHA, Lake Chad Basin crisis update no. 19, 18 September 2017, <https://reliefweb.int/report/nigeria/lake-chad-basincrisis-update-no-19-18-september-2017>, accessed 6 August 2018.
- Odobo, Samuel Osagie, Awolere, Emmanuel Kayode & Andekin Amos Musa, In search of integrity: appraising state response to militancy in Nigeria's Niger Delta, in: International Journal of Peace and Conflict Studies (IJPCS), Vol. 4, No. 2, December 2017, pp. 65-76, <http://rcmss.com/2017/IJPCS/dec/2/In-Search-of-Integrity-Appraising.pdf>, accessed 29 April 2018.
- Official Gazette, Trafficking in Persons (Prohibition) Enforcement and Administration Act, 2015, 30 March 2015 <http://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/101267/121929/F958851509/NGA101267%20Part%201.pdf>, accessed 4 June 2018.
- Okekeocha, Chinelo, 'Questioning the Constitutionality of Sharia Law in Some Nigerian States', African Social Science Review, vol. 6, no. 1, August 2014, available at: <https://digitalscholarship.tsu.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1001&context=assr>, accessed 28 August 2018.
- Okemuyiwa, Adedeji Akeem Z., 'Shariah Enforcement By Hisbah: A Constitutional Derogation', in: Ideal Journal of Art and Humanities, Volume 2 (5), pp. 234-240, October 2016 [https://www.researchgate.net/publication/311994044\\_SHARIAH\\_ENFORCEMENT\\_BY\\_HISBAH\\_A\\_CONSTITUTIONAL\\_DEROGATION](https://www.researchgate.net/publication/311994044_SHARIAH_ENFORCEMENT_BY_HISBAH_A_CONSTITUTIONAL_DEROGATION), accessed 8 August 2018
- Okonkwo, Oge Samuel, The Almajiri System And Violent Extremism In Northern Nigeria: Finding the Nexus, 18 July 2017, available at: [https://medium.com/@OS\\_Okonkwo/the-almajiri-system-and-](https://medium.com/@OS_Okonkwo/the-almajiri-system-and-)

[violent-extremism-in-northern-nigeria-finding-the-nexus-by-oge-samuel-aa25350af808](#), accessed 17 August 2018.

Okpalauwaekwe U., Mela, Oji C., Knowledge of and Attitude to Mental Illnesses in Nigeria: A Scoping Review, In: Integrative Journal of Global Health 2017, vol 1, nr 1, 5 March 2017, <http://www.imedpub.com/articles/knowledge-of-and-attitude-to-mental-illnesses-in-nigeria-a-scoping-review.php?aid=18642>, accessed 11 June 2018

Olaniyan, Azeez, Down, but Not yet Out: Boko Haram and the Concept of “Technical Defeat”, in: Kujenga Amani, Social Science Research Council, 23 August 2018, <https://kujenga-amani.ssrc.org/2018/08/23/down-but-not-yet-out-boko-haram-and-the-concept-of-technical-defeat/#.W4Qy4JCBW9Q.twitter>, accessed 30 September 2018.

Olayoku, Philip A., Trends and patterns of cattle grazing and rural violence in Nigeria (2006-2014), IFRA-Nigeria working papers series, n°3, 28 November 2014, <http://www.nigeriawatch.org/media/html/WP5OlayokuV6Final.pdf>, accessed 26 June 2018

Onuoha, Freedom, Boko Haram and the evolving Salafi Jihadist threat in Nigeria, in: Pérouse de Montclos, Marc-Antoine (ed.), Boko Haram: islamism, politics, security and the state in Nigeria, West African Politics and Society Series, Vol. 2, African Studies Centre and Institut Français de Recherche en Afrique, 2014, <https://openaccess.leidenuniv.nl/bitstream/handle/1887/23853/ASC-075287668-3441-01.pdf>, accessed 30 September 2018

Onuoha, Freedom, The Resurgence of Militancy in Nigeria’s Oil-Rich Niger Delta and the Dangers of Militarisation, Al Jazeera Centre for Studies, 8 June 2016, <http://studies.aljazeera.net/en/reports/2016/06/resurgence-militancy-nigerias-oil-rich-niger-delta-dangers-militarisation-160608065729726.html>, accessed 18 April 2018

Open Doors, Boko Haram Kill More Than 100 In Northern Nigeria, 23 February 2014 <https://www.opendoorsusa.org/take-action/pray/boko-haram-kill-more-than-100-in-northern-nigeria/>, accessed 24 August 2018

Oyewole, Samuel, Kidnapping for Rituals: Article of Faith and Insecurity in Nigeria, in: Africology: The Journal of Pan African Studies, vol.9, no.9, November 2016, [https://www.researchgate.net/publication/311310682\\_Kidnapping\\_for\\_Rituals\\_Article\\_of\\_Faith\\_and\\_Insecurity\\_in\\_Nigeria](https://www.researchgate.net/publication/311310682_Kidnapping_for_Rituals_Article_of_Faith_and_Insecurity_in_Nigeria), accessed 7 June 2018

Peiffer, Elizabeth, ‘The Death Penalty in Traditional Islamic Law and as Interpreted in Saudi Arabia and Nigeria’, William & Mary Journal of Women and the Law, Vol. 11, Issue 3/9, 2005, available at: <http://scholarship.law.wm.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1132&context=wmjowl>, accessed 3 August 2018.

Pérouse de Montclos, Marc-Antoine, Nigeria’s Interminable Insurgency? Addressing the Boko Haram Crisis, in: Chatham House, Africa programme, September 2014, [https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/field/field\\_document/20140901BokoHaramPerousedeMontclos\\_0.pdf](https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/field/field_document/20140901BokoHaramPerousedeMontclos_0.pdf), accessed 30 September 2018.

Pérouse de Montclos, M.-A. (Ed.), Violence in Nigeria: A Qualitative and Quantitative Analysis, African Studies Centre Leiden (ASCL), Leiden, 2016, <https://openaccess.leidenuniv.nl/handle/1887/37759>, accessed 28 May 2018

Pew Forum on Religion & Public Life, Tolerance and Tension: Islam and Christianity in Sub-Saharan Africa, April 2010, p. ii, <http://assets.pewresearch.org/wp-content/uploads/sites/11/2010/04/sub-saharan-africa-full-report.pdf>

Pew Research Centre, Global Religious Futures Projects – Nigeria, 2010, [http://www.globalreligiousfutures.org/countries/nigeria/religious\\_demography#/?affiliations\\_religion\\_id=0&affiliations\\_year=2010](http://www.globalreligiousfutures.org/countries/nigeria/religious_demography#/?affiliations_religion_id=0&affiliations_year=2010), accessed 17 August 2018.

Pham, J. Peter, How Boko Haram Became the Islamic State's West Africa Province, in: The Journal of International Security Affairs, The State of the Islamic State, Number 30, Winter 2016

<http://www.securityaffairs.org/issues/number-30/how-boko-haram-became-islamic-states-west-africa-province>, accessed 17 August 2018

Platform London, Counting the costly – Corporations and human rights abuse in the Niger Delta, October 2011, [http://platformlondon.org/nigeria/Counting\\_the\\_Cost.pdf](http://platformlondon.org/nigeria/Counting_the_Cost.pdf), accessed 2 October 2018

PM News, Be sensitivite to plight of slum dwellers, CDHRDA tells Govt, [2015]

<https://www.pmnewsnigeria.com/2015/09/12/be-sensitivite-to-plight-of-slum-dwellers-cdhrda-tells-govt/>, accessed 13 June 2018

Portal (The), “Boko Haram”... the Salafi jihadism cancer in Nigeria, 3 June 2018

<http://www.theportal-center.com/2018/06/boko-haram-the-salafi-jihadism-cancer-in-nigeria/>), accessed 20 August 2018

Pratten, David, EASO, Practical Cooperation Meeting on Nigeria, meeting in Rome, Italy, held on: 12-13 June 2017,

<https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/NigeriaPCMeetingReportAugust2017.pdf>, accessed 4 June 2018

Premium Times, Boko Haram offering loans to Nigerian youth as recruitment tool – Military, 20 April 2016, <https://www.premiumtimesng.com/news/top-news/202172-%E2%80%8B%E2%80%8Bboko-haram-offering-loans-nigerian-youth-recruitment-tool-military.html>, accessed 17 August 2018

Premium Times, 2017: The year “Badoo killings” sent shock waves across Lagos, 2 January 2018,

<https://www.premiumtimesng.com/features-and-interviews/254272-2017-year-badoo-killings-sent-shock-waves-across-lagos.html>, accessed 6 June 2018

Premium Times, [Azeezat Adedigba](#) Boko Haram kills 2,295 teachers in North-east – Minister, 3 May 2018,

<https://www.premiumtimesng.com/regional/north-east/267022-boko-haram-kills-2295-teachers-in-north-east-minister.html>, accessed 2 August 2018.

Premium Times, Biafra: Over 100 arrested as security agencies disrupt MASSOB rallies in South-east, Rivers, 23 May 2018,

<https://www.premiumtimesng.com/news/headlines/269436-biafra-over-100-arrested-as-security-agencies-disrupt-massob-rallies-in-south-east-rivers.html>, accessed 24 May 2018

Premium Times, Boko Haram destroyed 267 hospitals, clinics in Borno – Commissioner, 10 August 2017

<https://www.premiumtimesng.com/health/health-news/239869-boko-haram-destroyed-267-hospitals-clinics-borno-commissioner.html>, accessed 28 August 2018

Premium Times, Congresses show APC party of violence – PDP, 13 May 2018,

<https://www.premiumtimesng.com/news/more-news/268299-congresses-show-apc-party-of-violence-pdp%E2%80%8E.html>, accessed 17 July 2018

Premium Times, Dons disagree on abolition of death penalty in Nigeria, n.d.

<https://www.premiumtimesng.com/news/top-news/93561-dons-disagree-on-abolition-of-death-penalty-in-nigeria.html>, accessed 3 August 2018

Premium Times, How Nigeria police officers tortured, extorted, harassed us – Victims, 1 November 2017,

<https://www.premiumtimesng.com/news/headlines/248017-nigeria-police-officers-tortured-extorted-harassed-us-victims.html>, accessed 13 August 2018

Premium Times, How soldiers treated semi-nude pro-Biafra women – Army, 20 May 2017

<https://www.premiumtimesng.com/news/231703-how-soldiers-treated-semi-nude-pro-biafra-women-army.html>, accessed 8 August 2018

Premium Times, How we killed three students, removed, sold breasts for N15 million – Ritual killers, 7 September 2017, <https://www.premiumtimesng.com/news/top-news/242681-killed-three-students-removed-sold-breasts-n15-million-ritual-killers.html>, accessed 7 June 2018

Premium Times, How we're tackling Benue farmers, herdsmen clashes – Police, 3 June 2018, <https://www.premiumtimesng.com/regional/north-central/270833-how-were-tackling-benue-farmers-herdsmen-clashes-police.html>, accessed 26 June 2018

Premium Times, Kano plans mass wedding for 2,000 widows, divorcees, 27 October 2015 <https://www.premiumtimesng.com/news/more-news/192237-kano-plans-mass-wedding-for-2000-widows-divorcees.html>, accessed 13 August 2018

Premium Times, More Nigerians accepting Lesbians, Gays, Bisexuals – Poll, 17 May 2017, <https://www.premiumtimesng.com/news/top-news/231499-more-nigerians-accepting-lesbians-gays-bisexuals-poll.html>, accessed 5 July 2018

Premium Times, Nigeria police arraign 53 for allegedly attending gay marriage, 19 April 2017, <https://www.premiumtimesng.com/news/top-news/229072-nigeria-police-arraign-53-allegedly-attending-gay-marriage.html>, accessed 7 July 2018

Premium Times, Nigeria: Trial of Biafra Members Resumes Without Nnamdi Kanu, 20 March 2018, <https://www.premiumtimesng.com/news/top-news/262401-trial-of-ipob-members-resumes-without-nnamdi-kanu.html>, accessed 31 May 2018

Premium Times, Nigeria's herdsmen-farmers conflicts becoming more sophisticated, deadlier – UN envoy, 18 July 2018, <https://www.premiumtimesng.com/news/headlines/276870-nigerias-herdsmen-farmers-conflicts-becoming-more-sophisticated-deadlier-un-envoy.html>

Premium Times, Nigerian Army's own panel clears it of wrongdoings in treatment of IPOB, Boko Haram members, 15 June 2017 <https://www.premiumtimesng.com/news/headlines/234167-nigerian-armys-panel-clears-wrongdoings-treatment-ipob-boko-haram-members.html>, accessed 8 August 2018

Premium Times, Shiite leader El-Zakzaky brought to court, charged with murder, 15 May 2018, <https://www.premiumtimesng.com/news/headlines/268538-shiite-leader-el-zakzaky-brought-to-court-charged-with-murder.html> accessed 28 September 2018

Premium Times, The NGO Regulatory Commission of Nigeria (Establishment) Bill, 2016, 25 September 2017, <https://www.premiumtimesng.com/news/top-news/244083-download-ngo-regulatory-commission-nigeria-establishment-bill-2016.html>, accessed 28 August 2018.

Premium Times, Updated: We have beaten Boko Haram, Buhari insists, 1 January 2018, <https://www.premiumtimesng.com/news/top-news/254117-updated-we-have-beaten-boko-haram-buhari-insists.html>, accessed 28 August 2018.

Premium Times, We did not describe Plateau killings as retaliatory – Miyetti Allah, 29 June 2018, <https://www.premiumtimesng.com/news/headlines/274275-we-did-not-describe-plateau-killings-as-retaliatory-miyetti-allah.html>, accessed 3 July 2018

Premium Times: Nigeria: The Untold Killings That May Have Triggered Plateau Massacre, 25 June 2018, <https://www.premiumtimesng.com/news/headlines/273798-the-untold-killings-that-may-have-triggered-plateau-massacre.html>, accessed 3 July 2018

Princeton University Press, An interview with Alexander Thurston, author of Boko Haram The History of an African Jihadist Movement, [2018] <https://press.princeton.edu/interviews/qa-11094>, accessed 17 August 2018

Pulse.ng, Nigeria's millennials are not as homophobic as their parents are, 12 December 2017, <https://www.pulse.ng/gist/pop-culture/homophobia-is-dying-among-nigerias-younger-generations-id7713619.html>, accessed 9 July 2018

Punch, Buhari orders military to crush new Niger Delta militant group, 8 May 2016, [www.punchng.com/buhari-orders-military-crush-new-niger-delta-militant-group/](http://www.punchng.com/buhari-orders-military-crush-new-niger-delta-militant-group/), accessed 2 May 2018.

Punch, Gunmen abduct five oil workers in Niger Delta, 19 January 2018, <http://www.punchng.com/breaking-gunmen-abduct-five-oil-workers-in-niger-delta/>, accessed 29 April 2018.

Punch, MASSOB, IPOB dare herdsmen, deploy 10,000 men, 20 January 2018, <http://punchng.com/massob-ipob-dare-herdsmen-deploy-10000-men/>, accessed 24 May 2018

Punch, Plateau attacks: IDP figure hits 11,515, death toll 233 – Report, 9 July 2018, <http://punchng.com/plateau-killings-idp-figure-hits-11515-death-toll-233-report/>

Punch, Return of Badoo ritual killings in Lagos, 19 January 2018, <http://punchng.com/return-of-badoo-ritual-killings-in-lagos/>, accessed 7 June 2018

Punch, Season of death: Female undergraduates turn preys hunted by ritual killers, 11 March 2017, <https://punchng.com/season-of-death-female-undergraduates-turn-preys-hunted-by-ritual-killers/>, accessed 7 June 2018

Radio France International (RFI), Nigeria: à Maiduguri, des civils volontaires traquent Boko Haram, 19 April 2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20160419-reportage-nigeria-civils-volontaires-maiduguri-traquent-boko-haram>, accessed 31 August 2018

Recorder (The), Boko Haram Begins Forced Recruitment, 22 July 2014, <http://therecorderng.com/?p=5515>, accessed 22 August 2018

Reuters, Baby traffickers thriving in Nigeria as recession bites, 12 October 2016 <https://www.reuters.com/article/us-nigeria-humantrafficking-babies/baby-traffickers-thriving-in-nigeria-as-recession-bites-idUSKCN12C039>, accessed 4 June 2018

Reuters, Gunmen kill nine polio health workers in Nigeria, 8 February 2013 <https://www.reuters.com/article/us-nigeria-violence/gunmen-kill-nine-polio-health-workers-in-nigeria-idUSBRE9170C120130208>, accessed 28 August 2018

Reuters, Hundreds of Boko Haram fighters surrender in Chad: sources, 12 November 2016 <https://www.reuters.com/article/us-chad-bokoharam-idUSKBN1370BP>, accessed 22 August 2018

Reuters, Insight: Boko Haram, taking to hills, seize slave 'brides', 17 November 2013 <https://www.reuters.com/article/us-nigeria-security-islamists-insight/insight-boko-haram-taking-to-hills-seize-slave-brides-idUSBRE9AG04120131117>, accessed 20 August 2018

Reuters, Kieran Guilbert, Nigeria's anti-Boko Haram vigilantes vow to stop using children, 16 September 2018, <https://www.reuters.com/article/us-nigeria-security-vigilante/nigerias-anti-boko-haram-vigilantes-vow-to-stop-using-children-idUSKCN1BQ2DL>, accessed 13 August 2018

Reuters, LGBT acceptance slowly grows in Nigeria, despite anti-gay laws, 17 May 2017, <https://www.reuters.com/article/us-nigeria-lgbt-survey/lgbt-acceptance-slowly-grows-in-nigeria-despite-anti-gay-laws-idUSKCN18C2T8>, accessed 5 July 2018

Reuters, 'On Boko Haram front line, Nigerian vigilantes amass victories and power', 15 June 2017, <https://www.reuters.com/article/us-nigeria-security-vigilantes/on-boko-haram-front-line-nigerian-vigilantes-amass-victories-and-power-idUSKBN1960FK>, accessed 2 July 2018

- Reuters, New militant group threatens Niger Delta oil war - in Latin, 14 June 2017, <https://www.reuters.com/article/nigeria-security-avengers/new-militant-group-threatens-niger-delta-oil-war-in-latin-idUSL8N1J94QB>, accessed 29 April 2018
- Reuters, Nigeria almost triples budget for Niger Delta amnesty – presidency, 7 May 2017, <https://af.reuters.com/article/worldNews/idAFKBN18300C>, accessed 4 May 2018.
- Reuters, Nigeria herders, farmers conflict highlights squeeze on arable land, 25 June 2018, <http://news.trust.org/item/20180625201430-5ndsc/>, accessed 3 July 2018
- Reuters, Nigeria NGOs slam civil society bill as grave threat to freedoms, 13 December 2017, <https://www.reuters.com/article/us-nigeria-rights/nigeria-ngos-slam-civil-society-bill-as-grave-threat-to-freedoms-idUSKBN1E72CO>, accessed 28 August 2018
- Reuters, Nigeria NGOs slam civil society bill as grave threat to freedoms, 13 December 2017 <https://www.reuters.com/article/us-nigeria-rights/nigeria-ngos-slam-civil-society-bill-as-grave-threat-to-freedoms-idUSKBN1E72CO>, accessed 11 June 2018;
- Reuters, Nigerian air force killed dozens in attacks on villages – Amnesty, 30 January 2018, <https://uk.reuters.com/article/uk-nigeria-security/nigerian-air-force-killed-dozens-in-attacks-on-villages-amnesty-idUKKBN1FJ005>, accessed 26 June 2018
- Reuters, Nigerian militants threaten oil rig attacks within days, 17 January 2018, <https://www.reuters.com/article/us-nigeria-oil/nigerian-militants-threaten-oil-rig-attacks-within-days-idUSKBN1F6155>, accessed 18 April 2018
- Reuters, Nigerian police official defends unit against brutality accusations, 6 December 2017 <https://www.reuters.com/article/us-nigeria-police-sars/nigerian-police-official-defends-unit-against-brutality-accusations-idUSKBN1E027D>, accessed 13 August 2018
- Reuters, Nigerian refugee camp hit by air strike was not marked on maps: military, 21 July 2017 <https://www.reuters.com/article/us-nigeria-security-idUSKBN1A61HW>, accessed 7 July 2018
- Reuters, Nigerian sect says killed journalist for spying, 25 October 2011 <https://www.reuters.com/article/ozatp-nigeria-sect-idAFJ0E79O05K20111025>, accessed 11 June 2018
- Reuters, Nigeria's anti-Boko Haram vigilantes vow to stop using children, 16 September 2018, <https://www.reuters.com/article/us-nigeria-security-vigilante/nigerias-anti-boko-haram-vigilantes-vow-to-stop-using-children-idUSKCN1BQ2DL>, accessed 13 August 2018
- Reuters, Nigeria's Boko Haram abducted 2,000 women and girls: report, 14 April 2015 <https://www.reuters.com/article/us-nigeria-girls-warcrimes-idUSKBN0N42DD20150414>, accessed 22 August 2018
- Reuters, Nigeria's 'Delta Avengers' militants end oil hub ceasefire, 3 November 2017, <https://www.reuters.com/article/us-nigeria-oil/nigerias-delta-avengers-militants-end-oil-hub-ceasefire-idUSKBN1D3268>, accessed 25 September 2018
- Reuters, Women's soccer 'lesbianism' row reflects homophobia in Nigeria: activists, 15 June 2016, <https://www.reuters.com/article/us-soccer-nigeria-lgbt/womens-soccer-lesbianism-row-reflects-homophobia-in-nigeria-activists-idUSKCN0Z124M>, accessed 5 July 2016
- RSF, 2018 World Press Freedom Index, [2018] <https://rsf.org/en/nigeria>, accessed 7 June 2018
- RSF, Soldiers beat journalists in Abia State press centre, 14 September 2017 <https://rsf.org/en/news/soldiers-beat-journalists-abia-state-press-centre>, accessed 11 June 2018

Russel-Brown, Sherrie, Boko Haram's Violence Against Women and Girls Demands Justice, 11 May 2018, available at: <https://www.cfr.org/blog/boko-harams-violence-against-women-and-girls-demands-justice>, accessed 28 August 2018

Sahara Reporters, Nigerians Mock Police Complaints Response Unit Boss On Twitter For Rejecting NBS Corruption Survey, 21 August 2017, <http://saharareporters.com/2017/08/21/nigerians-mock-police-complaints-response-unit-boss-twitter-rejecting-nbs-corruption>, accessed 13 August 2018

Sahara Reporters, Biafran Agitator, Nnamdi Kanu, Released After Two-Year Detention, 28 April 2017, <http://saharareporters.com/2017/04/28/biafran-agitator-nnamdi-kanu-released-after-two-year-detention>, accessed 8 August 2018.

Sahara Reporters, Boko Haram Leader, Shekau, Releases New Video; Vows To Attack Emir Sanusi Of Kano, 17 December 2014, <http://saharareporters.com/2014/12/17/boko-haram-leader-shekau-releases-new-video-vows-attack-emir-sanusi-kano>, accessed 24 August 2018

Sahara Reporters, Boko Haram: Over 1000 Children Abducted, 2,295 Teachers Killed, Over 1,400 Schools Destroyed Since 2009- UNICEF, 14 April 2018, <http://saharareporters.com/2018/04/14/boko-haram-over-1000-children-abducted-2295-teachers-killed-over-1400-schools-destroyed>, accessed 3 August 2018.

Sahara Reporters, Detention Of Niger Delta Activists: IYC Petitions UN, Africa Commission On Human And People's Rights, 11 December 2017, <http://saharareporters.com/2017/12/11/detention-niger-delta-activists-iyc-petitions-un-africa-commission-human-and-peoples>, accessed 3 May 2018

Sahara Reporters, Evicted Otodo Gbame Residents Urge Lagos Govt To Obey Court Order By Relocating Them, 15 May 2018, <http://saharareporters.com/2018/05/15/evicted-otodo-gbame-residents-urge-lagos-govt-obey-court-order-relocating-them>, accessed 13 June 2018

Sahara Reporters, How Nigeria's Cybercrime Law Is Being Used To Try To Muzzle The Press, 22 September 2017, <http://saharareporters.com/2016/09/22/how-nigerias-cybercrime-law-being-used-try-muzzle-press>, accessed 7 June 2018

Sahara Reporters, Lai Mohammed Lied — UN Report Reveals FG Made 'Large Ransom Payment' To Boko Haram For Dapchi Girls, 16 August 2018, <http://saharareporters.com/2018/08/16/lai-mohammed-lied-%E2%80%94-un-report-reveals-fg-made-%E2%80%99large-ransom-payment%E2%80%99-boko-haram-dapchi>, accessed 28 August 2018

Sahara Reporters, Nigeria Secret Police Unconditionally Frees Abuja Bureau Chief Of Daily Independent Tony Ezimakor, 6 March 2018, <http://saharareporters.com/2018/03/06/nigeria-secret-police-unconditionally-frees-abuja-bureau-chief-daily-independent-tony>, accessed 11 June 2018.

Sahara Reporters, Nigerian Troops Kill Arrested Militant Warlord And His Gang Members Who Kidnapped And Murdered British Missionary In Delta, 12 January 2018, <http://saharareporters.com/2018/01/12/nigerian-troops-kill-arrested-militant-warlord-and-his-gang-members-who-kidnapped-and>, accessed 26 September 2018

Sahara Reporters, Police Arrest 2 Alleged Members Of Niger Delta Avengers In Rivers, 12 April 2018, <http://saharareporters.com/2018/04/12/police-arrest-2-alleged-members-niger-delta-avengers-rivers>, accessed 4 June 2018

Sahara Reporters, Police IGPs And The Politics Of Withdrawal Of Police Personnel From VIPs, Politicians, 20 March 2018, <http://saharareporters.com/2018/03/20/police-igps-and-politics-withdrawal-police-personnel-vips-politicians>, accessed 3 August 2018

Sahara Reporters, Troops 'Kill' Four Top Niger Delta Militants, 3 May 2018, <http://saharareporters.com/2018/05/03/troops-%E2%80%99kill%E2%80%99-four-top-niger-delta-militants>, accessed 25 September 2018

Sahara Reporters, UN Bodies Denounce Threats To Igbo In Northern Nigeria, 29 August 2017, <http://saharareporters.com/2017/08/29/un-bodies-denounce-threats-igbo-northern-nigeria> accessed 24 May 2018

Sahel Blog, About Alex Thurston, [2018], <https://sahelblog.wordpress.com/about/>, accessed 30 Septmeber 2018.

Sahel Blog [blog], Boko Haram: What's in a Name? [Updated], 7 January 2013, <https://sahelblog.wordpress.com/2013/01/07/boko-haram-whats-in-a-name/>, accessed 16 August 2018

Salihu, Dauda and Chutiyami, Muhammad, Trends of Child Trafficking Situation in Nigeria and A Way Forward, August 2016, available at: [https://www.researchgate.net/publication/307512339\\_Trends\\_of\\_Child\\_Trafficking\\_Situation\\_in\\_Nigeria\\_and\\_A\\_Way\\_Forward](https://www.researchgate.net/publication/307512339_Trends_of_Child_Trafficking_Situation_in_Nigeria_and_A_Way_Forward), accessed 1 June 2018

Save the Children, Young Invisible Enslaved Children Victims Of Trafficking And Labour Exploitation In Italy, July 2017, pp. 7-8 <https://www.savethechildren.it/sites/default/files/files/rapporto%20young%20invisible%20enslave d%20DEF.pdf>, accessed 5 June 2018

Sayne, Aaron, Rethinking Nigeria's Indigene-Settler Conflicts, United States Institute of Peace (USIP) Special Report 311, July 2012, <https://www.usip.org/sites/default/files/SR311.pdf>, accessed 25 September 2018

SBM Intelligence, It is getting worse: The deepening pastoral confict, 27 November 2017, [http://sbmintel.com/wp-content/uploads/2016/03/201711\\_Deepening-pastoral-conflict.pdf](http://sbmintel.com/wp-content/uploads/2016/03/201711_Deepening-pastoral-conflict.pdf), accessed 19 June 2018

SBM Intelligence, The Pastoral Conflict takes a deadlier turn, 5 January 2018, <http://sbmintel.com/2018/01/10/the-pastoral-conflict-takes-a-deadlier-turn/>, accessed 19 June 2018

Seeker, How Does Boko Haram Recruit Its Soldiers?, 08 January 2016, <https://www.seeker.com/how-does-boko-haram-recruit-its-soldiers-1954346409.html>, accessed 12 July 2018

Segun, Mausi and Dele-Abedeji, Ini, Boko Haram Impacts on Education in North east Nigeria, in: Chatham House, Africa Programme Meeting Summary, 26 May 2016, <https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/events/2016-05-26-boko-haram-impacts-on-education-in-north-east-nigeria-meeting-summary.pdf>, accessed 6 August 2018

SERAP (Socio-Economic Rights and Accountability Project), SERAP to Buhari: End monitoring of Nigerians on social media by military authorities, [Augist 207] <http://serap-nigeria.org/serap-to-buhari-end-monitoring-of-nigerians-on-social-media-by-military-authorities.ngo/>, accessed 4 June 2018.

Brown, Jonathan A.C., Stoning and Hand Cutting—Understanding the Hudud and the Shariah in Islam, 12 January 2017, available at: <https://yaqeeninstitute.org/en/jonathan-brown/stoning-and-hand-cutting-understanding-the-hudud-and-the-shariah-in-islam/>, accessed 6 August 2018

Small Arms Survey, Armed and aimless: armed groups, guns, and human security in the ECOWAS region, 2005, <http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/D-Book-series/book-01-Armed-and-Aimless/SAS-Armed-Aimless-1-Full-manuscript.pdf>, accessed 29 May 2018

Small Arms Survey, Small arms, armed violence, and insecurity in Nigeria: The Niger Delta in perspective, 2007 <http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/B-Occasional-papers/SAS-OP20-Nigeria.pdf>, accessed 12 April 2018



- Steffens, Dirk, A Niger Delta Militant Group Declares War on the Nigerian Navy, Center for International Maritime Security (CIMSEC), 30 April 2016, <http://cimsec.org/niger-delta-militant-group-declares-war-nigerian-navy/24958>, accessed 27 April 2018.
- Stratfor, Nigeria: Examining Boko Haram, 15 July 2014 <https://worldview.stratfor.com/article/nigeria-examining-boko-haram>, accessed 17 August 2018.
- Sun (The), Who are Boko Haram, who is their leader Abubakar Shekau and what do the Nigerian Islamist group want?, 5 June 2018, <https://www.thesun.co.uk/news/1614327/boko-haram-leader-abubakar-shekau-nigeria-islamist/>, accessed 17 August 2018
- Sweden, Lifos, Center för landinformation och landanalys inom migrationsområdet Migrationsverket, Temarapport: Rekrytering till Boko Haram, 8 July 2015, <https://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=35231>, accessed 3 september 2018.
- Sweden, Lifos, Center för landinformation och landanalys inom migrationsområdet Migrationsverket, Temarapport Nigeria – Indigenous People of Biafra (IPOB), 19 December 2017, <https://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachementId=45341>, accessed 31 May 2018
- The High Commission of Canada in Nigeria, Nigeria Speaking out Against Child Marriage, [http://www.canadainternational.gc.ca/nigeria/eyes\\_abroad-coupdoeil/EA\\_Nigeria\\_CEFM.aspx?lang=eng](http://www.canadainternational.gc.ca/nigeria/eyes_abroad-coupdoeil/EA_Nigeria_CEFM.aspx?lang=eng), accessed 16 July 2018.
- The Net, Channels TV Reporter Eneche Akogwu, Killed In Kano Blasts, 21 January 2012 <http://thenet.ng/channels-tv-reporter-eneche-akogwu-killed-in-kano-blasts/>, accessed 11 June 2018
- This Day, Killings: IG Deploys Special Forces, Police Intelligence Unit to Plateau, 26 June 2018, <https://www.thisdaylive.com/index.php/2018/06/26/killings-ig-deploys-special-forces-police-intelligence-unit-to-plateau/>, accessed 3 July 2018
- This Day, Military Recovers High-calibre Arms in N'Delta, Arrests 1,846 Suspects, 3 May 2018, <https://www.thisdaylive.com/index.php/2018/05/03/military-recovers-high-calibre-arms-in-ndelta-arrests-1846-suspects/>, accessed 4 June 2018
- This Day, NAPTIP Begs for Improved Funding from Government, Corporate Organisations, 2 August 2017 <https://www.thisdaylive.com/index.php/2017/08/02/naptip-begs-for-improved-funding-from-government-corporate-organisations/>, accessed 21 May 2018
- This Day, Nigeria in State of Emergency, Says Dogara, 4 July 2017, <https://www.thisdaylive.com/index.php/2017/07/04/nigeria-in-state-of-emergency-says-dogara/>
- This Day, Understanding Boko Haram Recruitment, 19 September 2016, <https://www.thisdaylive.com/index.php/2016/09/19/understanding-boko-haram-recruitment/>, accessed 12 July 2018.
- This Day, UNICEF: Boko Haram Has Killed 2,295 Teachers, Abducted over 1,000 Children, <https://www.thisdaylive.com/index.php/2018/04/14/unicef-boko-haram-has-killed-2295-teachers-abducted-over-1000-children/>, accessed 2 August 2018
- Thornicroft, G. and Tansella, M., Are community mental health services relevant in low- and middle-income countries? In: Epidemiology and Psychiatric Sciences, 23, 2014, pp 115-118, <http://www.globalmentalhealth.org/sites/default/files/PE%20Thornicroft,%20Tansella%20EPS%20,%202014.pdf>, accessed 22 June 2018.
- Thurston, Alex, Five Myths About Boko Haram, in: Lawfare [blog], 14 January 2018, <https://www.lawfareblog.com/five-myths-about-boko-haram>, accessed 30 Septmeber 2018.

- Thurston, Alex, 'The disease is unbelief': Boko Haram's religious and political worldview, in: The Brookings Project on U.S. Relations with the Islamic World , 22, no. 58, January 2016, [https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/07/Brookings-Analysis-Paper\\_Alex-Thurston\\_Final\\_Web.pdf](https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/07/Brookings-Analysis-Paper_Alex-Thurston_Final_Web.pdf), accessed 30 September 2018.
- Trading Economics, Nigeria Population 1960-2018, n.d. <https://tradingeconomics.com/nigeria/population>
- TIERs (The Initiative for Equal Rights), 2016 Human Right Violation Report, Based On Real or Perceived Sexual Orientation and Gender Identity In Nigeria, 2016, <https://drive.google.com/file/d/0B6uhCtKOrVJdZk1vYTVrLUM2UWM/view>
- TIERs (The Initiative for Equal Rights), 2017 Human Right Violation Reports Based On Sexual Orientation & Gender Identity Expression In Nigeria, December 2017, <http://theinitiativeforequalrights.org/wp-content/uploads/2017/12/2017-Human-Rights-report-.pdf>, accessed 5 July 2018
- TIERs (The Initiative for Equal Rights), About TIERs, n.d., <http://theinitiativeforequalrights.org/about-us/>, accessed 5 July 2018
- TIERs, 2017 Report on Human Rights Violations based on Real or Perceived Sexual orientation and Gender Identity in Nigeria, [2018] <http://theinitiativeforequalrights.org/wp-content/uploads/2017/12/2017-Human-Rights-report-.pdf>, accessed 13 August 2018
- TIERs/NOIPolls, Social perception survey on lesbian, gay and bisexual rights, January 2017, <http://theinitiativeforequalrights.org/wp-content/uploads/2017/05/Social-Perception-Survey-On-LGB-Rights-Report-in-Nigeria3.pdf>, accessed 5 July 2018
- Today.ng, Badoo killings: IGP Ibrahim Idris sets up mobile police base in Ikorodu, 22 January 2018, <https://www.today.ng/news/nigeria/badoo-killings-igp-ibrahim-idris-sets-mobile-police-base-ikorodu-64950>, accessed 7 June 2018
- Torbjörnsson, Daniel and Jonsson, Michael, Boko Haram, On the verge of defeat or a long term threat?, 12 December 2017, in: <https://www.foi.se/reportsummary?reportNo=FOI-R--4488--SE>, accessed 31 August 2018
- Tormusa, Daniel O., Cultural Perspectives and Attitudes toward Mental Health in Nigeria: Social Workers at a Dilemma, August 2015, [https://www.academia.edu/17445442/Cultural\\_Perspectives\\_and\\_Attitudes\\_toward\\_Mental\\_Health\\_in\\_Nigeria\\_Social\\_Workers\\_at\\_a\\_Dilemma](https://www.academia.edu/17445442/Cultural_Perspectives_and_Attitudes_toward_Mental_Health_in_Nigeria_Social_Workers_at_a_Dilemma), accessed 22 June 2018
- TRAC (Terrorism Research & Analysis Consortium), Who is the real Abubakar Shekau (aka Abu Muhammad Abubakar Bin Muhammad): Boko Haram's Renegade Warlord, n.d. <https://www.trackingterrorism.org/article/who-real-abubakar-shekau-aka-abu-muhammad-abubakar-bin-muhammad-boko-harams-renegade-warlord>, accessed 17 August 2018
- TRREE (Training and Resources in Research Ethics Evaluation), Legal Basis For Research Ethics Governance In Nigeria, 5 March 2014, <https://elearning.trree.org/mod/page/view.php?id=142>, accessed 3 August 2018
- Tribune, NAPTIP engages local witch doctors in combating human trafficking, 5 February 2018 <http://www.tribuneonlineng.com/naptip-engages-local-witch-doctors-combating-human-trafficking/>, accessed 4 June 2018
- Ukoji Vitus Nwankwo, Okolie-Osemene James, Prevalence of Lethal and Non-lethal Crimes in Nigeria, 2016, <http://www.nigeriawatch.org/media/html/Nwankwo-James2016.pdf>, accessed 6 June 2018

UN (United Nations), Convention on the Rights of Persons with Disabilities and Optional Protocol, 13 December 2006, <http://www.un.org/disabilities/documents/convention/convoptprot-e.pdf>, accessed 21 June 2018

UN, 2018 Humanitarian Response Plan Launch, Opening Remarks by Edward Kallon, UN Humanitarian Coordinator in Nigeria, 8 February 2018, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/HRP%20Launch%20Opening%20Remarks%20by%20HC%20Feb%202018.pdf>, accessed 20 August 2018

UN, Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children, supplementing the United Nations Convention against Transnational Organized Crime, article 3, 15 November 2000, [https://treaties.un.org/doc/Treaties/2000/11/20001115%2011-38%20AM/Ch\\_XVIII\\_12\\_ap.pdf](https://treaties.un.org/doc/Treaties/2000/11/20001115%2011-38%20AM/Ch_XVIII_12_ap.pdf), accessed 22 May 2018

UN, Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons Especially Women and Children, supplementing the United Nations Convention against Transnational Organized Crime, Adopted and opened for signature, ratification and accession by General Assembly resolution 55/25 of 15 November 2000, available at: <http://www.ohchr.org/Documents/ProfessionalInterest/ProtocolonTrafficking.pdf>, accessed 4 June 2018.

UN, Status of Treaties, Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children, supplementing the United Nations Convention against Transnational Organized Crime, Nigeria, n.d. [https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg\\_no=XVIII-12-a&chapter=18&clang=en](https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XVIII-12-a&chapter=18&clang=en), accessed 22 May 2018

UN (United Nations), Security Council, Security Council Committee Pursuant To Resolutions 1267 (1999) 1989 (2011) And 2253 (2015) Concerning Isil (Da'esh) Al-Qaida And Associated Individuals Groups Undertakings And Entities, Narrative Summaries of Reasons for Listing, Jama'atu Ahlis-Sunna Lidda'awati Wal-Jihad (Boko Haram), last updated 9 September 2014, [https://www.un.org/sc/suborg/en/sanctions/1267/aa\\_sanctions\\_list/summaries/entity/jama%27atu-ahlis-sunna-lidda%27awati-wal-jihad-%28boko](https://www.un.org/sc/suborg/en/sanctions/1267/aa_sanctions_list/summaries/entity/jama%27atu-ahlis-sunna-lidda%27awati-wal-jihad-%28boko), accessed 16 August 2018

UN, AfricaRenewal, Nigerian women say 'no' to gender-based violence [blog], 14 December 2017, <https://www.un.org/africarenewal/news/nigerian-women-say-%E2%80%98no%E2%80%99-gender-based-violence>, accessed 2 August 2018

UNDP, Niger Delta Human Development Report, 2006, [http://hdr.undp.org/sites/default/files/nigeria\\_hdr\\_report.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/nigeria_hdr_report.pdf), accessed 24 September 2018

UN General Assembly Security Council, Children and armed conflict, 20 April 2016, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N16/111/19/PDF/N1611119.pdf?OpenElement>, accessed 31 August 2018

UNHCR Emergency Handbook, Third country nationals, version 1.5, n.d. <https://emergency.unhcr.org/entry/165524/third-country-nationals>, accessed 30 September 2018

UN HRC (Human Rights Office of the High Commissioner), Boko Haram, n.d. <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=16176&LangID=E>, accessed 30 July 2018

UN HRC (United Nations Human Rights Council) Hunted for their body parts, 4 April 2017 <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/Huntedfortheirbodyparts.aspx>, accessed 11 June 2018

UN HRC (United Nations Human Rights Council), Independent Expert on the enjoyment of human rights by persons with albinism, n.d. <http://www.ohchr.org/EN/Issues/Albinism/Pages/IEAlbinism.aspx>, accessed 11 June 2018

UN HRC (United Nations Human Rights Council), Report of the Independent Expert on the enjoyment of human rights by persons with albinism, A/HRC/31/63, 18 January 2016, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G16/007/00/PDF/G1600700.pdf?OpenElement>, accessed 11 June 2018

UN HRC (United Nations Human Rights Council), Report of the Special Rapporteur on Minority Issues, Rita Izsák, Mission to Nigeria (17 to 28 February 2014). (A/HRC/28/64/Add.2), 5 January 2015, [https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session28/Documents/A\\_HRC\\_28\\_64\\_Add\\_2\\_ENG.doc](https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session28/Documents/A_HRC_28_64_Add_2_ENG.doc), accessed 27 July 2018

UN HRC, Violations and abuses committed by Boko Haram and the impact in human rights in the affected countries, Report of the UN High Commissioner for Human Rights (A/HRC/30/67), 9 December 2015, [https://digitallibrary.un.org/record/819031/files/A\\_HRC\\_30\\_67-EN.pdf](https://digitallibrary.un.org/record/819031/files/A_HRC_30_67-EN.pdf), accessed 20 July 2018

UN Independent Expert on Enjoyment of Human Rights by Persons with Albinism, Persons with Albinism: A Crisis and An Opportunity., 26 October 2017, <https://www.hrfn.org/wp-content/uploads/2017/10/Presentation-of-UN-IE-on-Persons-with-Albinsim-Donor-Briefing-NYC-Oct-2017.pdf>, accessed 12 August 2018

UN OCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Lake Chad Basin crisis update no. 19, 18 September 2017, <https://reliefweb.int/report/nigeria/lake-chad-basincrisis-update-no-19-18-september-2017>, accessed 6 August 2018

UN OHCHR (United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights), Boko Haram, <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=16176&LangID=E>, accessed 30 July 2018

UN Security Council, Report of the Secretary-General on children and armed conflict in Nigeria, 10 April 2017, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/N1709682.pdf>, accessed 31 August 2018

UN Security Council, Report of the Secretary-General on the activities of the United Nations Office for West Africa and the Sahel [S/2017/1104], 26 December 2017, [http://www.un.org/en/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=S/2017/1104](http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2017/1104), accessed 4 May 2018

UN Security Council, Report of the Secretary-General on the activities of the United Nations Office for West Africa and the Sahel [S/2018/649], 29 June 2018, <http://undocs.org/S/2018/649>, accessed 17 July 2018

UN Security Council, Security Council Al-Qaida Sanctions Committee Adds Boko Haram to Its Sanctions List (SC/11410), 22 May 2014, <http://www.un.org/press/en/2014/sc11410.doc.htm>, accessed 13 July 2018,

UNFPA Nigeria, In crisis, access to reproductive health care often determines if women and girls live or die, says UNFPA Executive Director, 13 January 2017, <http://nigeria.unfpa.org/en/news/crisis-access-reproductive-health-care-often-determines-if-women-and-girls-live-or-die-says>, accessed 16 July 2018.

UNFPA Nigeria, Nigeria Takes A Stand Against Sexual And Gender Based Violence, 25 March 2016, <http://nigeria.unfpa.org/en/news/nigeria-takes-stand-against-sexual-and-gender-based-violence>, accessed 16 July 2018.

UNFPA Nigeria, Real People, real Stories, Join us to FGM in Nigeria!”, <http://nigeria.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/FGM%20for%20web%20human%20stories.pdf>, accessed 16 July 2018.

UNFPA, Nigeria Joins the African Union Campaign to End Child Marriage, 29 November 2016, <http://nigeria.unfpa.org/en/news/nigeria-joins-african-union-campaign-end-child-marriage>, accessed 17 July 2018.

UNFPA, Nigeria, Gender Based Violence, <http://nigeria.unfpa.org/en/node/6123>, accessed 16 July 2018.

UNHCR, International Protection Considerations With Regard To People Fleeing Northeastern Nigeria (The States Of Borno, Yobe And Adamawa) And Surrounding Region – Update Ii, October 2016, at <http://www.refworld.org/docid/57ebb35c4.html>, accessed 13 July 2018.

UNHCR, Nigeria situation 2017 supplementary appeal: January – December 2017 (Revised July 2017), <https://reliefweb.int/report/nigeria/nigeria-situation-2017-supplementary-appeal-january-december-2017-revisedjuly-2017>, accessed 6 August 2018.

UNHCR/ Bussien, Nathalie, et al., Breaking the spell: responding to witchcraft accusations against children, New Issues in Refugee Research, Research Paper No. 197, January 2011, <http://www.unhcr.org/research/working/4d346eab9/breaking-spell-responding-witchcraft-accusations-against-children-bussien.html>, accessed 11 June 2018

UNHCR/Schnoebelen, Jill, Witchcraft allegations, refugee protection and human rights: a review of the evidence, Research Paper no. 169, 2009, <http://www.unhcr.org/uk/research/working/4981ca712/witchcraft-allegations-refugee-protection-human-rights-review-evidence.htm>, accessed 11 June 2018

UNHRC (United Nations High Commissioner for Refugees), Report of the UNHCR on violations and abuses committed by Boko Haram and the impact in human rights in the affected countries, available at: [https://digitallibrary.un.org/record/819031/files/A\\_HRC\\_30\\_67-EN.pdf](https://digitallibrary.un.org/record/819031/files/A_HRC_30_67-EN.pdf), accessed 20 July 2017

UNICEF, A Child is a Child, Protecting children on the move from violence, abuse and exploitation, May 2017 [https://www.unicef.org/publications/files/UNICEF\\_A\\_child\\_is\\_a\\_child\\_May\\_2017\\_EN.pdf](https://www.unicef.org/publications/files/UNICEF_A_child_is_a_child_May_2017_EN.pdf), accessed 22 May 2018

UNICEF, Children Accused of Witchcraft - An anthropological study of contemporary practices in Africa, April 2010, [https://www.unicef.org/wcaro/wcaro\\_children-accused-of-witchcraft-in-Africa.pdf](https://www.unicef.org/wcaro/wcaro_children-accused-of-witchcraft-in-Africa.pdf), accessed 11 June 2018

UNICEF, Civilian Joint Task Force in Northeast Nigeria Signs Action Plan to End Recruitment of Children, 15 September 2017, [https://www.unicef.org/media/media\\_100837.html](https://www.unicef.org/media/media_100837.html), accessed 7 August 2018

UNICEF, Lake Chad conflict: alarming surge in number of children used in Boko Haram bomb attacks this year, 12 April 2017, [https://www.unicef.org/media/media\\_95571.html](https://www.unicef.org/media/media_95571.html), accessed 20 August 2018

UNICEF, More than half of all schools remain closed in Borno State, epicentre of the Boko Haram crisis in northeast Nigeria, 29 September 2017, [https://www.unicef.org/media/media\\_100953.html](https://www.unicef.org/media/media_100953.html), accessed 20 August 2018

UNICEF, Nigeria: Female Genital Mutilation, n.d. [https://www.unicef.org/nigeria/NG\\_resources\\_FGM.pdf](https://www.unicef.org/nigeria/NG_resources_FGM.pdf), accessed 17 July 2018

UNICEF, Statistical Profile On Female Genital Mutilation/Cutting, [https://data.unicef.org/wp-content/uploads/country\\_profiles/Nigeria/FGMC\\_NGA.pdf](https://data.unicef.org/wp-content/uploads/country_profiles/Nigeria/FGMC_NGA.pdf), accessed 17 July 2018

UNICEF, UNICEF - Government of Nigeria Programme of Cooperation, 2018-2022, Programme Strategy Note: Child Protection, revised 24 April 2017

<http://files.unicef.org/transparency/documents/UNICEF%20Nigeria%20Child%20Protection%20PSN%20-%20Revised%2024%20April.pdf>, accessed 1 June 2018

UNICEF, UNICEF - Government of Nigeria Programme of Cooperation, 2018-2022, Programme Strategy Note: Child Protection, revised 24 April 2017

<http://files.unicef.org/transparency/documents/UNICEF%20Nigeria%20Child%20Protection%20PSN%20-%20Revised%2024%20April.pdf>, accessed 1 June 2018

UN (United Nations) Treaty Collection, Status of Treaties, Convention Against Torture Convention and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, 10 December 1984, status at 9 August 2018 [https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg\\_no=IV-9&chapter=4&lang=en#EndDec](https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg_no=IV-9&chapter=4&lang=en#EndDec), accessed 9 August 2018

UN (United Nations), Twenty-second report of the Analytical Support and Sanctions Monitoring Team submitted pursuant to resolution 2368 (2017) concerning ISIL (Da'esh), Al-Qaida and associated individuals and entities, 27 July 2018

[http://www.un.org/en/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=S/2018/705&referer=/english/&Lang=E](http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2018/705&referer=/english/&Lang=E), accessed 28 August 2018

UNODC (United Nations Office on Drugs and Crime), Global Report on Trafficking in Persons 2014, November 2014, [https://www.unodc.org/documents/human-trafficking/2014/GLOTIP\\_2014\\_full\\_report.pdf](https://www.unodc.org/documents/human-trafficking/2014/GLOTIP_2014_full_report.pdf), accessed 2 June 2018

UNODC and NBS, Corruption in Nigeria, Bribery: public experience and response, July 2017

[https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Crime-statistics/Nigeria/Corruption\\_Nigeria\\_2017\\_07\\_31\\_web.pdf](https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Crime-statistics/Nigeria/Corruption_Nigeria_2017_07_31_web.pdf), accessed 13 August 2018

UNODC, [2016 UNODC Global Report on Trafficking in Persons](http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/2016_Global_Report_on_Trafficking_in_Persons.pdf), December

2016 [http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/2016\\_Global\\_Report\\_on\\_Trafficking\\_in\\_Persons.pdf](http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/2016_Global_Report_on_Trafficking_in_Persons.pdf), accessed 21 May 2018

UNODC, 2016 UNODC Global Report on Trafficking in Persons, Sub-Saharan Africa, Nigeria,

December 2016, [http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/Glotip16\\_Country\\_profile\\_Sub-Saharan\\_Africa.pdf](http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/Glotip16_Country_profile_Sub-Saharan_Africa.pdf), accessed 21 May 2018

UNODC, Study on the Effects of New Information Technologies on the Abuse and Exploitation of Children refers to an increase of access to child victims, 2015,

[https://www.unodc.org/documents/Cybercrime/Study\\_on\\_the\\_Effects.pdf](https://www.unodc.org/documents/Cybercrime/Study_on_the_Effects.pdf), accessed 4 June 2018

UNODC, Trafficking in Persons for the Purpose of Organ Removal, Assessment Toolkit, 2015, 2.4.

Trafficking in persons for the purpose of organ removal versus organ trafficking

[https://www.unodc.org/documents/human-trafficking/2015/UNODC\\_Assessment\\_Toolkit\\_TIP\\_for\\_the\\_Purpose\\_of\\_Organ\\_Removal.pdf](https://www.unodc.org/documents/human-trafficking/2015/UNODC_Assessment_Toolkit_TIP_for_the_Purpose_of_Organ_Removal.pdf),

accessed 4 June 2018.

UN (United Nations) Security Council, Children and armed conflict - Report of the Secretary-General, (A/72/361-S/2017/821), 24 August 2017,

[http://www.un.org/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=S/2017/821&Lang=E&Area=UNDOC](http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2017/821&Lang=E&Area=UNDOC), accessed 7 May 2018

UN Security Council, Report of the Secretary-General on the activities of the United Nations Office for West Africa and the Sahel (S/2017/1104), 26 December 2017, <http://undocs.org/S/2017/1104>, accessed 7 July 2018

US DoS (United States Department of State), Country Reports on Terrorism 2015,

<https://www.state.gov/j/ct/rls/crt/2015/257523.htm>, accessed 16 May 2018

US DoS (United States Department of State), 2016 Country Reports on Human Rights Practices,

Nigeria, 3 March 2017, <http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2016/index.htm>, accessed 4 May 2018

US DoS (United States Department of State), 2017 Country Reports on Human Rights Practices, Nigeria, 20 April 2018, <https://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2017/af/277033.htm>, accessed 4 May 2018

US DoS (United States Department of State), 2015 Country reports on terrorism, 2015, <https://www.state.gov/j/ct/rls/crt/2015/257523.htm>, accessed 13 July 2018

US DoS (United States Department of State), 2017 Trafficking in Persons Report - Nigeria, 27 June 2017, <https://www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/countries/2017/271255.htm>, accessed 1 June 2018

US DoS (US Department of State), 2016 International Religious Freedom Report, Nigeria, 15 August 2017 <https://www.state.gov/j/drl/rls/irf/2016/af/268682.htm>, accessed 13 August 2018

US DoS (US Department of State), 2017 International Religious Freedom Report, Nigeria, 29 May 2018, <https://www.state.gov/documents/organization/281018.pdf>, accessed 16 August 2018

US National Library of Medicines (PMC), An Overview of female Genital Mutilation in Nigeria, 2012, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3507121/>, accessed 17 July 2018.

USIP, Why Do Youth Join Boko Haram?, June 2014 [https://www.usip.org/sites/default/files/SR348-Why\\_do\\_Youth\\_Join\\_Boko\\_Haram.pdf](https://www.usip.org/sites/default/files/SR348-Why_do_Youth_Join_Boko_Haram.pdf)), accessed 17 August 2018.

Vanguard, 13% derivation: Oil-producing states receive N7trn in 18 years, 22 August 2017 <https://www.vanguardngr.com/2017/08/13-derivation-oil-producing-states-receive-n7trn-18-years/>, accessed 2 October 2018

Vanguard, 70 suspected cultists arrested, 1 March 2018, <https://www.vanguardngr.com/2018/03/70-suspected-cultists-arrested-lagos/>, accessed 5 June 2018

Vanguard, 74 men, 20 children killed for refusing to join Boko Haram, 6 March 2015 <https://www.vanguardngr.com/2015/03/74-men-20-children-killed-for-refusing-to-join-boko-haram/>, accessed 20 August 2018

Vanguard, Again, Buhari threatens to give militants Boko Haram treatment if..., 28 August 2016, <https://www.vanguardngr.com/2016/08/buhari-threatens-give-militants-boko-haram-treatment/>, accessed 4 May 2018

Vanguard, Anti-Torture Act 2017: Issues, implication for police officers, 31 May 2018 <https://www.vanguardngr.com/2018/05/anti-torture-act-2017-issues-implication-police-officers/>, accessed 9 August 2018

Vanguard, Anybody found with Biafra flag 'll be arrested – Abia CP, 16 September 2018, <https://www.vanguardngr.com/2017/09/anybody-found-biafra-flag-ll-arrested-abia-cp/>, accessed 27 September 2018

Vanguard, Biafra: ICC to investigate alleged killings during 'Operation Python Dance', 28 March 2018 <http://dailypost.ng/2018/03/28/biafra-icc-investigate-alleged-killings-operation-python-dance/>, accessed 8 August 2018

Vanguard, Biafra: IPOB replies Buhari, says 'we would also not tolerate Nigeria', 7 March 2016, <https://www.vanguardngr.com/2016/03/biafra-ipob-replies-buhari-says-we-would-also-not-tolerate-nigeria>, accessed 24 May 2018

Vanguard, Boko Haram destroyed 75% water, sanitation infrastructure in Northeast – UNICEF, 30 August 2017, <https://www.vanguardngr.com/2017/08/boko-haram-destroyed-75-water-sanitation-infrastructure-northeast-unicef/>, accessed 12 August 2018

Vanguard, Boko Haram's Shekau critically ill, 30 June 2018

<https://www.vanguardngr.com/2018/06/boko-harams-shekau-critically-ill/>, accessed 17 August 2018

Vanguard, Breaking: Arewa Youths withdraw quit notice, accuse Igbos of amassing weapons, 24 August 2017, <https://www.vanguardngr.com/2017/08/breaking-arewa-youths-withdraw-quit-notice-igbo/>, accessed 24 May 2018

Vanguard, Chieftaincy Declaration: Dilemma as Ajimobi approves elevation of 48 new kings in Oyo, 4 May 2018, <https://www.vanguardngr.com/2018/05/im-shocked-miyetti-allah-leaders-still-free-gov-ortom/>, accessed 6 June 2018

Vanguard, Chilling story of ritual killing in Ibadan, 30 March 2017  
<https://www.vanguardngr.com/2017/03/chilling-story-ritual-killing-ibadan/>, accessed 7 June 2018

Vanguard, DSS blames Biafra group after dozens found in shallow graves, 10 April 2016,  
<https://www.vanguardngr.com/2016/04/nigeria-blames-biafra-group-dozens-found-shallow-graves/>, accessed 24 May 2018

Vanguard, How FG arrested Niger Delta crisis, saved Nigeria trillions, 3 June 2018,  
<https://www.vanguardngr.com/2018/06/fg-arrested-niger-delta-crisis-saved-nigeria-trillions/>, accessed 4 June 2018

Vanguard, I was kidnapped to join cult—Suspect, 30 October 2015,  
<https://www.vanguardngr.com/2015/10/i-was-kidnapped-to-join-cult-suspect/>, accessed 4 June 2018

Vanguard, IPOB/army clash: Amnesty International cautions military, says investigating abuses, 15 September 2017, <https://www.vanguardngr.com/2017/09/ipobarmy-clash-amnesty-international-cautions-military-says-investigating-abuses/>, accessed 10 May 2018

Vanguard, Jigawa govt explains demolition of churches, 12 January 2017,  
<https://www.vanguardngr.com/2017/01/jigawa-govt-explains-demolition-churches/>, accessed 28 August 2018

Vanguard, Kano Hisbah Board arrests 5 ladies over alleged immorality, 2 July 2018  
<https://www.vanguardngr.com/2018/07/1014248/>, accessed 13 August 2018

Vanguard, Kano State Hisbah Board arrests 31 girls for immoral acts', 25 March 2016  
<https://www.vanguardngr.com/2016/03/kano-state-hisbah-board-arrests-31-girls-immoral-acts/>, accessed 13 August 2018

Vanguard, My horrifying Eiyé confraternity initiation, 23 April 2017,  
<https://www.vanguardngr.com/2017/04/horrifying-eiye-confraternity-initiation/>, accessed 1 June 2018

Vanguard, Nigeria: Boko Haram Threatens to Attack Media Houses in Nigeria, 3 January 2018,  
available at: <http://allafrica.com/stories/201801040068.html>, accessed 11 June 2018

Vanguard, Nigeria: [Herdsman, Boko Haram Killed 1,750 Christians in First Six Months of 2018 – Intersociety](#), 3 July 2018, <https://allafrica.com/stories/201807030269.html>, accessed 17 October 2018

Vanguard, Nnamdi Kanu: IPOB takes protest to Amnesty Int'l, 21 October 2015  
<https://www.vanguardngr.com/2015/10/nnamdi-kanu-ipob-takes-protest-to-amnesty-intl/>, accessed 8 August 2018

Vanguard, Nwafor Sunday, We were actually raped and forced to deny it by soldiers – Borno IDPs, 5 June 2018, <https://www.vanguardngr.com/2018/06/actually-raped-forced-deny-soldiers-borno-idps/>, accessed 13 July 2018.



Vanguard, Obiano Apologizes to IPOB over May 30 2016 killing of members in Onitsha, 9 August 2017 <https://www.vanguardngr.com/2017/08/obiano-apologizes-ipob-may-30-2016-killing-members-onitsha/>, accessed 8 August 2018

Vanguard, Operation Python Dance III, others will soon come up – Buratai, 2 February 2018, <https://www.vanguardngr.com/2018/02/operation-python-dance-iii-others-will-soon-come-buratai/>, accessed 2 May 2018.

Vanguard, “Our gods will destroy you”; Oba of Benin curse human traffickers. 10 March 2018, <https://www.vanguardngr.com/2018/03/gods-will-destroy-oba-benin-curse-human-traffickers/>, accessed 17 October 2018

Vanguard, Photos: See how supporters of Radio Biafra boss, Nnamdi Kanu grounded PH, 20 October 2015, <https://www.vanguardngr.com/2015/10/photos-see-how-supporters-of-radio-biafra-boss-nnamdi-kanu-grounded-ph/>, accessed 8 August 2018

Vanguard, Police arrest 124 suspected gays, rapist in Kano, 15 June 2017, <https://www.vanguardngr.com/2017/06/police-arrest-124-suspected-gays-rapist-kano/>, accessed 6 July 2018

Vanguard, Police arrest Biafra supporters in Anambra, 21 October 2015 <https://www.vanguardngr.com/2015/10/police-arrest-biafra-supporters-in-anambra/>, accessed 8 August 2018

Vanguard, Police disperse evicted Otodo-Gbame shanty dwellers protest, 16 November 2017 <https://www.vanguardngr.com/2017/11/police-disperse-evicted-otodo-gbame-shanty-dwellers-protest/>, accessed 13 June 2018

Vanguard, Pro-Biafran leader, Nnamdi Kanu missing on eve of treason trial, 16 October 2017 <https://www.vanguardngr.com/2017/10/pro-biafran-leader-nnamdi-kanu-missing-eve-treason-trial/>, accessed 8 August 2018

Vanguard, Rann IDPs bombing: Fear of sack, prosecution grips military officers as panel submits report, 18 April 2017, <https://www.vanguardngr.com/2017/04/rann-idps-bombing-fear-sack-prosecution-grips-military-officers-panel-submits-report/>, accessed 7 August 2018

Vanguard, Shut-down for 50th anniversary of Biafra declaration, 30 May 2017 <https://www.vanguardngr.com/2017/05/shut-50th-anniversary-biafra-declaration/>, accessed 11 May 2018

Vanguard, The increasing menace cultism: How I was forced into Eiyé Confraternity, 24 September 2016, <https://www.vanguardngr.com/2016/09/increasing-menace-cultism-forced-eiye-confraternity/>, accessed 2 June 2018

Vanguard, “Terrorists Now Disguise as Fulani Herdsmen” – President Goodluck Jonathan June 2014, 15 January 2018, <https://www.vanguardngr.com/2018/01/terrorists-now-disguise-fulani-herdsmen-president-goodluck-jonathan-june-2014/>, accessed 25 June 2018

Vanguard, ‘We were branded child-witches by our own parents and severely tortured!’, 6 May 2018, <https://www.vanguardngr.com/2018/05/branded-child-witches-parents-severely-tortured/>, accessed 11 June 2018

Vanguard, Violence against children is pervasive — UNICEF, 1 June 2018 <https://www.vanguardngr.com/2018/06/violence-children-pervasive-unicef/>, accessed 4 June 2018

Vanguard, Why Killings for rituals are on the increase in Nigeria, 2 September 2017, <https://www.vanguardngr.com/2017/09/killings-rituals-increase-nigeria/>, accessed 7 June 2018

- Vanguard, Yahaya Bello apologises to Channels TV reporter, 29 August 2017  
<https://www.vanguardngr.com/2017/08/yahaya-bello-apologises-channels-tv-reporter/>, accessed 11 June 2018
- Ventures Africa, Policy, Why Nigeria's new Violence Against Persons (Prohibition) Act is only the beginning, 15 June 2015, <http://venturesafrica.com/obama-foundation-leaders-2018/>, accessed 17 July 2018
- Vice News, Nigeria's Self-Styled Warriors: Meet the Vigilante Army Taking on the World's Deadliest Terror Group, 28 April 2016, <https://news.vice.com/article/nigerias-self-styled-warriors-meet-the-vigilante-army-taking-on-the-worlds-deadliest-terror-group>, accessed 29 August 2018
- Vicky, Alain, Aux origines de la secte Boko Haram, 12 May 2014, available at:  
<https://www.cetri.be/Aux-origines-de-la-secte-Boko?lang=fr>, accessed 23 August 2018
- VOA, Campaign Tackles Baby-killing Ritual in Nigeria, 4 October 2017  
<https://www.voanews.com/a/campaign-tackles-baby-killing-practice-nigeria/4055031.html>, accessed 6 June 2018
- VOA, Death Toll in Nigeria IDP Camp Bombing Climbs to 236, 24 January 2017,  
<https://www.voanews.com/a/nigeria-idp-camp-bombing-death-toll-adjusted/3689824.html>, accessed 7 August 2018.
- VOA, Nigeria Protesters Demand Release of Jailed Radio Biafra Director 11 November 2015,  
<https://www.voanews.com/a/nigeria-protesters-demand-release-jailed-radio-biafra-director/3053340.html>, accessed 18 May 2018
- VOA, Nigeria: 'Wrong Coordinates' Cause of Deadly Rann Bombing, 6 March 2017  
<https://www.voanews.com/a/nigeria-says-wrong-coordinates-cause-of-deadly-rann-bombing/3751064.html>, accessed 7 August 2018
- VOA, VOA Interview: Mother of Boko Haram Leader Speaks Out, 14 June 2018  
[https://www.voanews.com/a/voa-interview-mother-of-boko-haram-leader/4438375.html?utm\\_source=Media+Review+for+June+15%2C+2018&utm\\_campaign=Media+Review+for+June+15%2C+2018&utm\\_medium=email](https://www.voanews.com/a/voa-interview-mother-of-boko-haram-leader/4438375.html?utm_source=Media+Review+for+June+15%2C+2018&utm_campaign=Media+Review+for+June+15%2C+2018&utm_medium=email), accessed 17 August 2018
- Wall Street Journal (The), 'Niger Delta Avengers' Sabotage Oil Output, 5 June 2016,  
<https://www.wsj.com/articles/niger-delta-avengers-sabotage-oil-output-1465165361>, accessed 29 April 2018
- Warner, Jason and Matfess, Hilary, Exploding Stereotypes: Characteristics of Boko Haram's Suicide Bombers, August 2017, published by Combating Terrorism Center at West Point  
<https://ctc.usma.edu/app/uploads/2017/08/Exploding-Stereotypes-1.pdf>, accessed 20 August 2018
- Washington Post, Militants are devastating Nigeria's oil industry again. Here's what you need to know, 11 July 2016, [https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2016/07/11/militants-are-again-devastating-nigerias-oil-industry-heres-the-background-you-wont-find-elsewhere/?utm\\_term=.ccc1693a04af](https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2016/07/11/militants-are-again-devastating-nigerias-oil-industry-heres-the-background-you-wont-find-elsewhere/?utm_term=.ccc1693a04af), accessed 24 September 2018
- Washington Post/ Matfess, H. Boko Haram has kidnapped more girls. Here's what we know, 8 March 2018, [https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2018/03/08/boko-haram-has-kidnapped-more-girls-heres-what-we-know/?utm\\_term=.e6320b949c23](https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2018/03/08/boko-haram-has-kidnapped-more-girls-heres-what-we-know/?utm_term=.e6320b949c23), accessed 28 September 2018
- Weimann, G. J., Islamic criminal law in northern Nigeria: politics, religion, judicial practice, 2010, available at: Amsterdam, Vossiuspers UvA - Amsterdam University Press  
[https://pure.uva.nl/ws/files/742135/145225\\_06.pdf](https://pure.uva.nl/ws/files/742135/145225_06.pdf), accessed 4 June 2018.

- Where love is a crime, Organisations, n.d. [http://www.whereloveisacrime.org/?page\\_id=944](http://www.whereloveisacrime.org/?page_id=944), accessed 28 September 2018
- WHO (World Health Organisation), Nigeria Humanitarian Response Plan 2016, [2016] (<http://www.who.int/hac/crises/nga/appeals/en/>), accessed 28 August 2018
- WHO (World Health Organization) Fact sheet on Persons with Disabilities, n.d. <http://www.un.org/disabilities/documents/toolaction/pwdfs.pdf>, accessed 22 June 2018.
- WHO, Elimination of Female Genital Circumcision in Nigeria, December 2007, [http://www.afro.who.int/sites/default/files/2017-06/nigeria\\_elimination\\_female\\_genital\\_circumcision.pdf](http://www.afro.who.int/sites/default/files/2017-06/nigeria_elimination_female_genital_circumcision.pdf), accessed 13 July 2018
- WHO, Sexual and Reproductive Health, 2018, Classification of female genital mutilation, <http://www.who.int/reproductivehealth/topics/fgm/overview/en/>, accessed 13 July 2018
- WHO-AMIS, Mental Health System in Nigeria, 2006, [http://www.who.int/mental\\_health/evidence/nigeria\\_who\\_aims\\_report.pdf](http://www.who.int/mental_health/evidence/nigeria_who_aims_report.pdf), accessed 22 June 2018
- WHRIN (Witchcraft and Human Rights Information Network), Witchcraft Accusations and Persecution; Muti Murders and Human Sacrifice -Harmful Beliefs and Practices Behind a Global Crisis in Human Rights, October 2017, <http://www.whrin.org/wp-content/uploads/2017/10/2017-UNREPORT-final.pdf>, accessed 10 June 2018
- Why Do Youth Join Boko Haram?, June 2014, [https://www.usip.org/sites/default/files/SR348-Why\\_do\\_Youth\\_Join\\_Boko\\_Haram.pdf](https://www.usip.org/sites/default/files/SR348-Why_do_Youth_Join_Boko_Haram.pdf), accessed 17 August 2018
- WJP (World Justice Project), press release – Nigeria, 31 January 2018, [https://worldjusticeproject.org/sites/default/files/documents/ROLIndex\\_2017-2018\\_Nigeria\\_eng.pdf](https://worldjusticeproject.org/sites/default/files/documents/ROLIndex_2017-2018_Nigeria_eng.pdf), accessed 3 May 2018
- WJP (World Justice Project), Rule of Law Index 2017-2018, 31 January 2018, [https://worldjusticeproject.org/sites/default/files/documents/WJP\\_ROLI\\_2017-18\\_Online-Edition\\_0.pdf](https://worldjusticeproject.org/sites/default/files/documents/WJP_ROLI_2017-18_Online-Edition_0.pdf), accessed 3 May 2018
- World Bank (The), Armed forces personnel, total, n.d., World Bank, <https://data.worldbank.org/indicator/MS.MIL.TOTL.P1?locations=NG>
- WHO (World Health Organization)/World Bank, World Report on Disability, 2011, [http://www.who.int/disabilities/world\\_report/2011/report.pdf](http://www.who.int/disabilities/world_report/2011/report.pdf), accessed 22 June 2018.
- World Politics Review, Their Leader Is Missing, but Nigeria’s Biafran Separatists Aren’t Backing Down, 6 March 2018, <https://www.worldpoliticsreview.com/articles/24303/their-leader-is-missing-but-nigeria-s-biafran-separatists-aren-t-backing-down>, accessed 17 October 2018
- World Population Review, Nigeria population 2018 (estimate), n.d., <http://worldpopulationreview.com/countries/nigeria-population/> accessed 23 May 2018
- World Watch Monitor, Boko Haram overruns town, kills 100, 11 August 2014 <https://www.worldwatchmonitor.org/2014/08/boko-haram-overruns-town-kills-100/>, accessed 27 August 2018
- World Watch Monitor, Child marriage becoming a ‘cloud of crisis’ – N. Nigerian Christian leaders warn President, 15 November 2016 <https://www.worldwatchmonitor.org/2016/11/child-marriage-becoming-a-cloud-of-crisis-n-nigerian-christian-leaders-warn-president/>, accessed 13 August 2018
- Worldatlas, Largest Ethnic Groups in Nigeria, 25 April 2017, <https://www.worldatlas.com/articles/largest-ethnic-groups-in-nigeria.html>, accessed 2 August 2018
- Worldatlas, Religious Beliefs in Nigeria, 25 April 2017, <https://www.worldatlas.com/articles/religious-beliefs-in-nigeria.html>, accessed 17 August 2018

Zarifis, Ismene, 'Rights of Religious Minorities in Nigeria', Human Rights Brief 10, 2002, no. 1, <http://digitalcommons.wcl.american.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1394&context=hrbrief>, accessed 16 August 2018

# Annexe 2: Termes de référence

## 1. Présentation générale du Nigeria

## 2. Acteurs des persécutions ou des atteintes graves

### 2.1 Boko Haram

2.1.1 Présence géographique

2.1.2 Structure

2.1.3. Objectifs

2.1.3 Mode opératoire

2.1.4 Recrutement

### 2.2 Groupes militants dans le delta du Niger

#### 2.2.1 MEND

2.3.1 Structure

2.3.2 Objectifs

2.3.3 Mode opératoire

2.3.4 Recrutement

#### 2.2.2 Niger Delta Avengers/ New Delta Avengers

2.4.1 Structure

2.4.2 Objectifs

2.4.3 Mode opératoire

2.4.4 Recrutement

### 2.3 Cultes et sociétés secrètes

2.5.1 Structure

2.5.2 Objectif

2.5.3 Mode opératoire

2.5.4 Recrutement

### 2.4 Trafiquants d'êtres humains

2.6.1 Structure

2.6.2 Objectifs

2.6.3 Mode opératoire

2.6.4 Recrutement

## 2.5 Acteurs étatiques ou rattachés à l'État

### 2.5.1 Forces de sécurité

#### 2.5.1.1 Structure

#### 2.5.1.2 Objectifs

#### 2.5.1.3 Mode opératoire

#### 2.5.1.4 Recrutement

#### 2.5.1.5 Torture

### 2.5.2 Forces armées

#### 2.5.2.1 Structure

#### 2.5.2.2 Objectifs

#### 2.5.2.3 Mode opératoire

#### 2.5.2.4 Recrutement

### 2.5.3 Police/police islamique

#### 2.5.3.1 Structure

#### 2.5.3.2 Objectifs

#### 2.5.3.3 Mode opératoire

#### 2.5.3.4 Recrutement

### 2.5.4 Force d'intervention civile conjointe (Civilian Joint Task Force, CJTF)

#### 2.5.4.1 Structure

#### 2.5.4.2 Objectifs

#### 2.5.4.3 Mode opératoire

#### 2.5.4.4 Recrutement (enrôlement d'enfants)

### 2.5.5. Peine de mort

## **3. Profils des personnes prises pour cibles**

### 3.1 Personnes prises pour cibles par Boko Haram

3.2 Personnes appartenant à des groupes militants dans le delta du Niger ou perçues comme des soutiens de ces groupes

### 3.3 Membres de mouvements séparatistes

3.3.1 Personnes soutenant le MASSOB ou l'IPOB ou perçues comme des soutiens de ces groupes

### 3.4 Journalistes/professionnels des médias et défenseurs des droits de l'homme

### 3.5 Victimes des confraternités étudiantes

#### 3.5.1(Anciens) membres

#### 3.5.2 Personnes refusant de devenir membres

### 3.6 Personnes impliquées dans des litiges fonciers, nomades/éleveurs et agriculteurs sédentaires

### 3.7 Femmes et filles

3.7.1 Violence fondée sur le genre (VFG)

3.7.2 Mariages forcés/précoces

3.7.3 MGF/pratiques traditionnelles néfastes

3.7.4 Femmes célibataires

3.7.5 Prostitution forcée

### 3.8 Enfants

### 3.9 Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres (LGBT)

3.9.1 Personnes LGBT

3.9.2 Organisations de défense des droits des personnes LGBT ou soupçonnées de soutenir les LGBT

### 3.10 Minorités religieuses

3.10.1 Mouvement chiite

### 3.11 Minorités ethniques

### 3.12 Victimes des sociétés secrètes

3.12.1 (Anciens) membres de sociétés secrètes

3.12.2 Personnes refusant de rejoindre les sociétés secrètes

### 3.13 Victimes de la sorcellerie

### 3.14 Victimes de la traite des êtres humains

3.14.1 Femmes

3.14.2 Hommes

3.14.3 Enfants

### 3.15 Personnes handicapées ou ayant de graves problèmes de santé

### 3.16 Membres de partis politiques







Publications Office

doi: 10.2847/320667